



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-04

Nouvelles lois

p. 05-09

Séances publiques n^{os} 66 et 67

p. 10-92

Questions au Gouvernement

p. 92-99

2021-2022

N^o 23

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-04

Nouvelles lois p. 05-09

Séances p. 10-92

66^e séance du jeudi 7 juillet 2022 p. 10-41

67^e séance du mardi 12 juillet 2022 p. 42-92

Questions au Gouvernement p. 92-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

28/02/2023

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Retour sur les faits marquants de la guerre en Ukraine après un an de conflit

Une année de guerre, mais aussi de solidarité

L'attaque russe en Ukraine a débuté il y a exactement un an. La Chambre des Députés s'est montrée solidaire du peuple ukrainien tout au long de l'année écoulée et a réitéré ce message de solidarité à plusieurs reprises.

La condamnation immédiate de la guerre

La Chambre des Députés a immédiatement condamné l'invasion des troupes russes en Ukraine. Le 24 février 2022, suite à une déclaration gouvernementale, les députés ont adopté une motion en séance plénière invitant le Gouvernement à condamner « fermement l'attaque non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie » et « à appeler à la solidarité avec l'Ukraine au niveau de l'Union européenne ».

Jusqu'où doit aller l'Union européenne pour arrêter l'offensive russe en Ukraine ? Cette question a été soulevée par les députés lors d'une entrevue avec le Commissaire européen chargé de la promotion du mode de vie européen, M. Margaritis Schinas, le 25 février 2022. La question des flux migratoires qui sont le résultat de l'agression russe a également été abordée lors de cet échange.

La Chambre se positionne au sujet des enjeux politiques les plus sensibles, comme celui de la fourniture d'armes à l'Ukraine

Depuis le début du conflit, la Chambre s'est positionnée clairement et de nombreuses reprises sur la façon dont il convenait de soutenir le peuple ukrainien face au drame qu'il traverse. Dans ce contexte, la décision du Luxembourg d'effectuer des livraisons d'armes à l'Ukraine a été particulièrement marquante. L'envoi d'une centaine de missiles antichars de type NLAW a été annoncée aux députés de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense le 28 février 2022. Cette décision a ensuite été abordée lors d'un débat en séance plénière à la Chambre le 1^{er} mars 2022. À cette occasion, cinq des sept groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre (CSV, DP, LSAP, déi Gréng et Piraten) ont exprimé leur accord avec la nécessité d'armer les forces ukrainiennes. Ce changement important de positionnement des acteurs politiques luxembourgeois face aux conflits a été confirmé par les députés à l'occasion du vote d'une motion au cours de la séance publique du 2 juin 2022 invitant le Gouvernement « à poursuivre et à soutenir les livraisons d'armes pour permettre à l'Ukraine de se défendre efficacement ». Elle invitait également à « l'envoi d'un signal uni par les institutions de l'Union

européenne à l'Ukraine sur son aspiration européenne, sur la base de ses mérites ». La future place de l'Ukraine dans la construction européenne aura été un sujet important des débats à la Chambre des Députés.

Le Président ukrainien s'adresse aux députés luxembourgeois en séance publique

Le moment le plus saisissant de la séance publique du 2 juin 2022 était l'allocution par visioconférence du Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky. À cette occasion, il a fait sien l'adage luxembourgeois « Mir wëlle bleiwe wat mir sinn ».

Tout au long de l'année, la Chambre des Députés a maintenu un contact étroit avec les représentants des autorités ukrainiennes, notamment pour entendre leurs doléances et pour savoir comment les soutenir de la manière la plus efficace dans leur lutte contre l'agresseur russe. La Vice-Ministre des Affaires étrangères de la République d'Ukraine, Mme Emine Dzhaparova, et la Vice-Présidente du Parlement ukrainien, Mme Olena Kondratiuk, étaient en visite au Parlement luxembourgeois, respectivement le 3 juin 2022 et le 8 décembre 2022.



M. Volodymyr Zelensky lors de son allocution devant les députés et membres du Gouvernement

Un député luxembourgeois à Kyiv

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, s'était déplacé à Kyiv en octobre dernier. Il y a rencontré plusieurs personnalités politiques ukrainiennes, dont le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk. Ce dernier a également dialogué par visioconférence avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 17 octobre 2022.



Entrevue par visioconférence entre les Présidents de Parlement ukrainien et luxembourgeois, M. Ruslan Stefanchuk et M. Fernand Etgen, en présence du secrétaire général de la Chambre, M. Laurent Scheeck (à droite)

L'Ukraine, sujet inévitable des échanges avec les partenaires internationaux

« Il s'agit d'une attaque contre nos valeurs démocratiques et contre nos sociétés pluralistes et libres », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors d'un échange par visioconférence avec son homologue lituanienne, Mme Viktorija Čmilytė-Nielsen, le 3 mars 2022. Cette affirmation a marqué la majorité des échanges diplomatiques menés par les parlementaires luxembourgeois ces douze derniers mois.

Le Président de la Chambre, accompagné d'une délégation parlementaire, a réitéré ses propos dans le cadre d'une visite officielle en Lituanie du 30 novembre au 2 décembre 2022. Il s'agissait notamment de rencontrer en personne la Présidente du Parlement lituanien. Cette dernière a insisté sur le fait qu'il était essentiel de « défendre l'architecture de défense que la Russie cherche à détruire ». La Lituanie observe de près le comportement de la Biélorussie voisine, qui est alignée, du moins idéologiquement, sur la position russe dans le cadre du conflit en Ukraine.

Un premier sommet parlementaire de la Plateforme internationale pour la Crimée s'est tenu le 25 octobre 2022 à Zagreb en Croatie. Il s'agissait d'une initiative diplomatique de l'Ukraine au sein de laquelle M. Claude Wiseler a représenté la Chambre des Députés. L'ex-Présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Mme Nancy Pelosi, ou encore le Président du Parlement ukrainien, M. Ruslan Stefanchuk, étaient présents à cette occasion.



M. Claude Wiseler (3^e rangée, 1^{er} à gauche) a représenté la Chambre des Députés au cours du sommet parlementaire de la Plateforme de Crimée



L'Hôtel de la Chambre illuminé aux couleurs du drapeau ukrainien

La visite de Mme Yuliia Paievska, fondatrice de l'unité médicale d'évacuation « Angels of Taira » et lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen en 2022, a également eu lieu dans le contexte de la guerre en Ukraine. Elle a rencontré en décembre dernier le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, dans le cadre d'une entrevue bilatérale au cours de laquelle le député luxembourgeois a insisté sur l'importance de documenter de manière précise tous les crimes commis pendant le conflit. Ainsi, la Russie pourrait être tenue responsable de ses actes, selon M. Cruchten.

L'Hôtel de la Chambre illuminé en bleu et jaune

Pour souligner sa solidarité avec l'Ukraine et sa population, la Chambre des Députés s'était ralliée à d'autres institutions qui ont illuminé leurs infrastructures aux couleurs du drapeau ukrainien. L'illumination de l'Hôtel de la Chambre avait débuté le 25 février 2022, au lendemain de l'attaque russe en Ukraine. Le drapeau ukrainien continue de flotter au Krautmaart, à côté des drapeaux luxembourgeois et européen.

Bureau d'hiver de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Présentation du projet de budget 2023 par le trésorier de l'APF, M. Mars Di Bartolomeo

Une trentaine d'élus francophones membres de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) se sont réunis à Papeete, sur invitation de la section polynésienne, du 30 au 31 janvier 2023. Siégeant deux fois par an, le Bureau de l'APF coordonne l'activité des organes propres à l'Assemblée, contrôle l'application des décisions prises en séance plénière et adopte le budget annuel. C'est en amont de l'adoption du budget qu'est intervenu M. Mars Di Bartolomeo, député luxembourgeois et trésorier de l'APF, qui a présenté et défendu le projet de budget 2023 devant les membres du Bureau.

Appel à une gestion prudente des finances

La présentation du projet de budget en vue de son approbation est un exercice de récurrence annuelle que le trésorier est tenu de faire lors de la réunion d'hiver du Bureau. Le taux d'inflation de 4,2 %, tel que préconisé par le Parlement français dans sa loi de finances pour 2023, a été pris en compte pour le calcul des estimations budgétaires. Suite aux commentaires de certains membres, il a été décidé de redoubler d'efforts dans la gestion prudente des finances de l'Assemblée. La tenue de cette réunion en Polynésie française n'est pas passée inaperçue dans la région Asie-Pacifique et M. Di Bartolomeo s'est félicité du règlement de l'ensemble des années d'arriérés de cotisations par la section du Vanuatu.

Cadre stratégique et corpus législatif

Les nouvelles orientations stratégiques de l'APF pour la période 2023-2027 ont été axées sur trois piliers :

- l'utilisation et le rayonnement de la langue française ;
- la promotion de la démocratie, de l'État de droit, des droits des personnes et de la paix ;
- la francophonie de demain, dont l'accent est porté notamment sur l'égalité, l'environnement et la jeunesse.

Concernant ce dernier point, une première édition du Parlement francophone régional des jeunes en Afrique

verra le jour cette année. Par ailleurs, suite à un recensement auprès des différentes sections, les bonnes pratiques en matière de changements climatiques ont été identifiées et regroupées dans un corpus législatif qui servira de ressource documentaire aux différents législateurs.

Situations de crise dans l'espace francophone

Une tonalité plus politique a été donnée pour la première fois par l'instance statutaire de l'APF par le biais d'un débat sur le thème « doctrine et méthodes de l'APF pour réagir aux situations de crise dans l'espace francophone ». Au cœur des discussions ont figuré les mécanismes de vigilance démocratique en cours de refonte, l'opérationnalité des canaux de discussions, les missions de bons offices et le rôle de médiation joué par l'Assemblée. La Délégation permanente ainsi que la Commission politique ont été chargées d'élaborer des éléments de doctrine.

Vu la détérioration de la situation sécuritaire à Haïti, les membres ont adopté d'une manière consensuelle

une déclaration prenant acte de la suspension de facto de la section haïtienne en raison de l'absence de représentants élus au sein du Parlement d'Haïti, tout en faisant appel à la communauté internationale pour qu'elle rétablisse la sécurité « de façon à permettre l'application de la Constitution haïtienne et l'organisation d'élections libres et crédibles ». Les membres ont exprimé leur espoir qu'une solution durable sera trouvée et que le pays sera reconstruit politiquement, socialement et économiquement.

Le Parlement ukrainien en tant que membre « observateur » de l'APF ?

Enfin, le Bureau a approuvé la poursuite des démarches en vue de l'adhésion de la Rada d'Ukraine à l'APF en tant que membre « observateur », ainsi que de celles visant le changement de statut du Parlement géorgien, actuellement observateur, lui permettant de devenir « section associée ». La Géorgie a été retenue comme section-hôte pour accueillir la 48^e session de l'APF à Tbilissi, du 4 au 8 juillet 2023.



M. Mars Di Bartolomeo, trésorier de l'APF

Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire

7716 – Projet de loi portant création et organisation de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire et portant modification : 1° de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ; 2° de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux ; 3° de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

Le projet de loi sous examen a comme objet de créer une nouvelle administration, dénommée « Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire » (« ALVA »).

L'objectif de ce projet de loi est de créer une nouvelle administration dans laquelle seront regroupées les activités de trois administrations et services existants (la Division de la sécurité alimentaire de la Direction de la santé, l'Administration des services vétérinaires et le Service de l'alimentation animale de l'Administration des services techniques de l'agriculture) de même que l'organe de coordination pré-existant (le Commissariat du Gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire), qui sont actifs dans les contrôles officiels de la chaîne alimentaire, afin de renforcer l'efficacité et l'efficience de ces contrôles, ainsi que de contribuer à la simplification des procédures pour les opérateurs et les administrations.

Le projet de loi place la nouvelle administration sous l'autorité du ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions. De même, il définit les missions générales et le cadre général de la nouvelle administration et il prévoit certaines dispositions relatives au personnel.

Par ailleurs, la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé, la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux, ainsi que la loi du 28 juillet 2018 instaurant un régime de contrôle des denrées alimentaires seront modifiées afin de tenir compte de la nouvelle situation institutionnelle aussi bien au niveau de l'attribution des compétences politiques que des compétences administratives en matière de contrôles officiels des denrées alimentaires et matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires.

Finalement, le projet de loi abroge la loi du 28 décembre 1992 réglant l'inspection des viandes et la surveillance des établissements dans lesquels sont traités ou entreposés des viandes ou produits de viande, et modifiant la loi du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires et celle du 14 juillet 2015 portant organisation de l'Administration des services vétérinaires.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 19/11/2020

Rapporteuse : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Présidente : Mme Tess Burton) :

26/11/2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

03/03/2022 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

Examen d'une série d'autres avis

Examen d'une série de propositions d'amendements

24/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

08/06/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

08/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

26/11/2020 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

(Président : M. Claude Haagen) :

26/11/2020 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 12/07/2022

Loi du 8 septembre 2022

Mémorial A : 2022, n° 502, page 1

Modifications ponctuelles du Code de la sécurité sociale

7751 – Projet de loi modifiant : 1° le Code de la sécurité sociale ; 2° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale ; 3° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Le projet de loi 7751 a pour objet d'apporter des modifications ponctuelles au Code de la sécurité sociale (CSS) afin de procéder à un toilettage du texte. Les raisons pour les quelles 90 modifications proposées dans les différents livres du Code de la sécurité sociale ont par conséquent des finalités très diverses.

Certaines modifications proposées par le projet de loi visent à adapter les renvois à d'autres lois, respectivement à redresser des erreurs matérielles. Concernant les renvois, il s'agit notamment de remplacer à plusieurs endroits du CSS la référence à la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti (RMG) par des renvois à la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale (REVIS). D'autres modifications apportent au CSS les adaptations nécessaires suite à l'entrée en vigueur de lois ayant un impact sur la législation de la sécurité sociale, comme par exemple la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (loi hospitalière).

Le projet de loi prévoit également des modifications techniques apportant des clarifications à l'intérieur du dispositif. À titre d'exemple, il est visé d'uniformiser certains libellés afin d'avoir un libellé commun dans chacun des livres relatifs aux différentes institutions de la sécurité sociale.

Un autre objectif du projet de loi est de donner une base légale à la pratique des réunions de conseils d'administrations des institutions de sécurité sociale en visioconférence. Il propose aussi de pouvoir recourir à une procédure d'instruction des dossiers à distance pour pouvoir assurer l'évacuation des oppositions des assurés dans les dossiers individuels.

Le projet de loi trace aussi le cadre dans lequel les conseils d'administration des institutions de sécurité sociale peuvent créer des groupes de travail. Il propose une uniformisation des modalités de fonctionnement de ces groupes de travail dans les institutions de sécurité sociale.

Enfin, le projet de loi prévoit que la durée de conservation d'un dossier de soins partagé (DSP) figure dans le CSS, suivant une exigence formulée par la Commission nationale pour la protection des données. Ainsi, l'article 60quater du CSS va définir une durée de conservation de 10 années, tout en assurant le maintien d'une flexibilité qui permet, en cas d'accord des parties, de modifier cette durée.

Outre les modifications apportées au CSS, le projet de loi propose aussi des modifications à la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale. Est visée une modification au niveau du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) par laquelle ce dernier pourra dorénavant recruter des médecins-dentistes.

Le projet de loi vise aussi à modifier la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension. Il s'agit d'une modification à caractère technique qui doit tenir compte du fait qu'il n'existe plus qu'un seul régime spécial transitoire depuis 2015. De plus, suite à une demande de la Caisse nationale d'assurance pension, le projet de loi vise à préciser un élément relatif à des règles de cumul entre pension et activité rémunérée.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 22/01/2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

05/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

07/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022

Loi du 12 août 2022

Mémorial A : 2022, n° 472, page 1

Amélioration de l'échange d'informations interadministratif

7872 – Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération inter-administrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administra-

tion des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
- 2° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession ;
- 3° la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.

Le projet de loi a pour objet principal d'améliorer l'échange d'informations inter-administratif en vue de l'établissement correct des différents impôts et taxes, la lutte contre la fraude fiscale et la garantie du principe de l'égalité des citoyens et des entreprises devant l'impôt. Des échanges d'informations sont notamment prévues entre l'AED et différentes entités publiques comme le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), le ministère ayant le Transport dans ses attributions, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) et la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Par ailleurs, les ministères, administrations, services et établissements publics de l'État fournissent sur demande à l'AED tous renseignements, actes et documents en leur possession qui sont nécessaires pour l'exercice de ses attributions en matière domaniale. Les dispositions prévues dans le projet de loi sont conformes au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17/08/2021
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

03/12/2021 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

03/05/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

01/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/07/2022
Loi du 20 juillet 2022
Mémorial A : 2022, n° 370, page 1

Élargissement des attributions de la Police grand-ducale

7909 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi complète la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par des dispositions, dont l'objet est de garantir l'accès du public aux bâtiments publics ou privés. Pour éloigner une personne qui entrave l'entrée ou la sortie accessible au public d'un bâtiment public ou privé, la Police peut intervenir d'abord par un rappel à l'ordre, ensuite, si la personne n'obtempère pas, par une injonction d'éloignement, exécutée au besoin par la force.

La mesure d'éloignement prévue est un moyen de police administrative qui vise à garantir la liberté de circulation en tendant à trouver l'équilibre entre la nécessité et la proportionnalité. Une mesure administrative ne constitue pas une sanction, mais a pour objet de régler directement une situation pour rétablir l'ordre public. La future loi répond à une demande ponctuelle de longue date qui consiste précisément à débloquer les entrées et sorties de bâtiments.

Les missions de police administrative s'exercent dans les lieux où la Police a l'accès légal. La future loi n'inclut pas dans son champ d'application les lieux non accessibles au public, lesquels relèvent du domaine du droit pénal et de la police judiciaire.

Contrairement à d'autres mesures de police administrative, il n'est ici pas requis que la personne se comporte de façon à créer un danger pour la sécurité publique, sa simple présence et le fait d'entraver la liberté d'aller et de venir des autres personnes souhaitant utiliser cet accès suffisent à justifier son éloignement.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 08/11/2021
Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

06/01/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

21/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'un amendement parlementaire

05/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

08/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022
Loi du 22 août 2022
Mémorial A : 2022, n° 469, page 1

Redressement et résolution des contreparties centrales

7933 – Projet de loi portant : 1° modification de :

- a) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers ;
 - b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
 - c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
 - d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;
 - e) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;
 - f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et du
 - g) règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières ; et
- 2° mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132

Le projet de loi a, en premier lieu, pour objet d'opérationnaliser le règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) 1095/2010, (UE) 648/2012, (UE) 600/2014, (UE) 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132 (ci-après « règlement (UE) 2021/23 »).

En second lieu, des ajustements sont apportés à la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière afin de la moderniser et de la clarifier.

Le règlement (UE) 2021/23 s'inscrit dans la continuité du règlement (UE) 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (règlement dit « EMIR »).

Compte tenu de l'importance et de la taille croissantes des activités des contreparties centrales et de la part significative du risque financier du système financier de l'Union traitée par celles-ci, il est devenu nécessaire de compléter la législation européenne existante en la matière en introduisant un cadre de redressement et de résolution spécifique pour les contreparties centrales.

La mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 nécessite la modification de plusieurs lois. Sont modifiées notamment la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers, ainsi que la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier. La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) se voit attribuer de nouvelles compétences en matière de redressement des contreparties centrales. Le conseil de résolution de la CSSF se voit attribuer des compétences en matière de résolution des contreparties centrales.

Le deuxième volet de la loi en projet vise à modifier la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière. Il s'agit notamment de moderniser les dispositions relatives à l'exécution des garanties financières. Ainsi le régime de la vente publique d'instruments financiers à la suite de l'exécution d'une garantie financière est réformé. Les dispositions en vigueur à l'heure actuelle confient la vente publique d'instruments financiers à la Bourse de Luxembourg. Or, cette disposition remonte à l'époque où la Bourse de Luxembourg fonctionnait sur base d'une concession de l'État. Par voie de conséquence, il est nécessaire de prévoir un nouveau régime de vente publique des instruments financiers. Le nouveau régime s'inspire de la procédure classique de la vente aux enchères.

En outre, le projet de loi modernise également les autres modes de réalisation des garanties et introduit également des dispositions visant à clarifier les mesures d'exécution pour les actifs de nature particulière, tels que les parts ou actions d'organismes de placement collectif ou les polices d'assurance.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20/12/2021

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

07/02/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

17/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

01/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/07/2022

Loi du 20 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 371, page 1

Suivi de mesures restrictives en matière financière

7967 – Projet de loi portant création d'un comité de suivi de mesures restrictives en matière financière et portant modification de : 1° l'article 506-1 du Code pénal ; 2° la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la création d'un comité de suivi de mesures restrictives en matière financière. Des mesures restrictives (souvent appelées sanctions), telles que le gel de fonds, sont notamment mises en place dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et les violations du droit international. Des pays, des personnes physiques ou morales, des entités ou des groupes peuvent être visés par des mesures restrictives. La loi en projet vise à créer un comité de suivi de mesures restrictives et à définir les missions, la composition et le mode de fonctionnement de ce comité. Il a pour missions principales de suivre d'une part la mise en œuvre des sanctions financières et, d'autre part, de contribuer au développement de la politique nationale y afférente.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 14/02/2022

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

14/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Adoption d'un amendement parlementaire

17/05/2022 Présentation d'un amendement gouvernemental

01/07/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/07/2022

Loi du 20 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 369, page 1

Éducation non formelle en période scolaire

7986 – Projet de loi portant modification de : 1° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ; 2° la loi modifiée du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

Le présent projet de loi vise à garantir l'accès universel à l'offre en éducation non formelle en période scolaire en la rendant gratuite pour tous les enfants scolarisés. Par ailleurs, il entend soutenir les familles à revenu modeste qui désirent faire bénéficier leurs enfants d'une offre d'accueil pendant les vacances et congés scolaires.

L'accueil des enfants scolarisés assuré par un intervenant ayant la qualité de prestataire chèque-service accueil au sens des dispositions de l'article 25 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse est ainsi rendu gratuit pendant l'année scolaire hors vacances et congés scolaires, du lundi au vendredi, entre sept et dix-neuf heures. Par ailleurs, chaque enfant scolarisé pourra profiter de cinq repas principaux gratuits par semaine, hormis les vacances et les congés scolaires.

Le projet de loi sous rubrique prévoit par ailleurs des modifications au niveau du calcul de la participation financière des parents aux services d'éducation et d'accueil offerts pendant les vacances et les congés scolaires. Celle-ci sera calculée à partir du barème du chèque-service accueil figurant aux annexes I et II de la loi modifiée du 4 juillet 2008 précitée, sans application du tarif forfaitaire de cent euros par semaine de présence, qui est supprimé pour les enfants scolarisés. Les enfants dont les parents disposent d'un revenu inférieur à deux fois le salaire social minimum pourront profiter de la gratuité des cinq repas principaux pendant les vacances et les congés scolaires. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vise ainsi à soutenir les parents qui veulent faire bénéficier leurs enfants d'une offre d'accueil pendant les vacances et les congés scolaires.

Les nouvelles mesures s'inscrivent dans la logique d'une politique éducative égalitaire et ont comme but d'éviter l'exclusion d'une partie moins aisée de la population de l'offre en éducation non formelle. Il importe de souligner que les aides financières augmentent avec le risque de précarité des ménages et que seules les familles les plus démunies pourront profiter de la gratuité des cinq repas principaux durant les vacances et les congés scolaires, étant donné que le seuil de revenu d'éligibilité est fixé à deux fois le salaire social minimum.

Contrairement à l'éducation formelle, qui est obligatoire pour chaque enfant habitant au Luxembourg et tombant sous le champ de l'obligation scolaire, l'offre en éducation non formelle ne constitue pas un droit. Bien que le Gouvernement entende faciliter l'accès aux services d'éducation et d'accueil par l'introduction de nouvelles aides financières, les parents ne sont pas obligés de faire bénéficier leurs enfants de cette offre. Ils restent donc libres d'adhérer ou non au dispositif du chèque-service accueil.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30/03/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

11/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

27/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/07/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022

Loi du 29 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 445, page 1

Échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

7998 – Projet de loi instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030

Le présent projet de loi fait partie du paquet de mesures visant à soutenir les entreprises pour faire face à la crise énergétique exacerbée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine et s'inscrit dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre de l'Union européenne (SEQE-UE).

Le système d'échange de quotas crée un risque de fuite de carbone dans certains secteurs et sous-secteurs électro-intensifs. Pour pallier ce risque et préserver

la compétitivité de l'industrie européenne, la directive permet aux États membres d'adopter des mesures financières en faveur de ces secteurs et sous-secteurs dans le respect des règles relatives aux aides d'État de l'Union européenne.

Alors que le précédent régime d'aides pour les exercices 2017 à 2020 est arrivé à échéance fin 2020, le présent projet de loi a pour objet de mettre en place un nouveau régime d'aides pour couvrir une partie des coûts des émissions indirectes des entreprises appartenant à des secteurs et sous-secteurs identifiés par la Commission européenne pour les exercices 2021 à 2030.

Le montant de l'aide apportée aux entreprises concernées s'élève en principe à 75 % des coûts des émissions indirectes supportés. Si ce montant ne permet pas aux entreprises bénéficiaires de réduire les coûts de leurs émissions indirectes à 1,5 % de leur valeur brute ajoutée, elles ont en outre la possibilité de demander une majoration de l'aide. L'aide prend la forme d'une subvention.

Le projet de loi introduit pour la première fois des contreparties environnementales pour certaines entreprises bénéficiaires des aides. Ainsi, pour les grandes entreprises, l'octroi d'une aide est conditionné à des engagements visant à améliorer le bilan écologique de l'entreprise en question. Une telle entreprise désirent bénéficier des aides doit s'engager à :

- soit mettre en œuvre des mesures identifiées par l'audit énergétique rendu obligatoire par la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- soit couvrir 30 % de sa consommation électrique par des énergies renouvelables ;
- soit investir 50 % de l'aide perçue dans des projets de décarbonisation.

Si elles ne remplissent pas une de ces conditions, les entreprises s'exposent au remboursement des aides versées. Ces mêmes entreprises doivent également démontrer qu'elles satisfont à l'obligation d'effectuer un audit énergétique, conformément à la loi modifiée du 5 août 1993 précitée.

Malgré la difficulté d'estimer le prix des quotas d'émission de gaz à effet de serre durant la période du régime d'aide, à savoir du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2030, un budget moyen annuel de 50 millions d'euros est prévu. Le budget total du régime est ainsi estimé à environ 500 millions d'euros. L'évolution du prix du CO₂ complique toutefois les prévisions budgétaires.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/04/2022
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

- 10/05/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 24/06/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 01/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 07/07/2022
Loi du 15 juillet 2022
Mémorial A : 2022, n° 356, page 1

Régime d'aides sous forme de garanties

7999 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le projet de loi transpose une des mesures retenues dans l'accord conclu à l'issue du Comité de coordination tripartite.

L'objectif du projet de loi est de pallier les besoins en liquidités des entreprises établies au Luxembourg qui sont touchées par les conséquences économiques de l'agression militaire de l'Ukraine en s'assurant que les banques continuent de leur accorder des prêts en instaurant un régime de garanties d'État sur de nouveaux prêts.

Ces prêts, qui devront permettre aux entreprises de financer leurs activités courantes ou leurs investissements, pourront s'étendre sur une durée maximale de six ans. Ils pourront porter sur un montant équivalant à 15 % du chiffre d'affaires moyen des trois dernières années ou 50 % des coûts de l'énergie sur les douze mois précédents de l'entreprise.

Le régime d'aides prévu par le présent projet de loi succède au régime d'aides mis en place lors de la pandémie Covid-19 et qui est arrivé à échéance à la fin de l'année 2021. Vu que la pandémie a déjà fragilisé la santé financière de bon nombre d'entreprises, la garantie étatique pourra également bénéficier, sous certaines conditions, à des entreprises en difficulté ainsi qu'à des entreprises qui ont déjà bénéficié d'une garantie étatique dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en

place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19.

Certaines entreprises, notamment celles faisant l'objet de sanctions adoptées par l'Union européenne, ne pourront pas bénéficier de la garantie étatique.

Il convient également de souligner que le régime d'aides institué par la présente loi se fonde sur la section 2.2 de l'« encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine » adopté par la Commission européenne le 23 mars 2022. À l'instar de l'encadrement temporaire mis en place durant la pandémie Covid-19, il pose les conditions selon lesquelles les États membres comme le Luxembourg peuvent soutenir l'économie durant la crise actuelle. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que le régime proposé a déjà été approuvé par la Commission européenne.

Le régime de garantie sera limité à un budget global de 500 millions d'euros.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 28/04/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

- 10/05/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 04/07/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 08/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022
Loi du 15 juillet 2022
Mémorial A : 2022, n° 357, page 1

Financement de travaux au Centre hospitalier de Luxembourg

8006 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Centre hospitalier de Luxembourg

Le présent projet de loi autorise l'État à participer au financement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). L'enveloppe budgétaire à accorder ne peut pas dépasser le montant de 555.856.629 euros toutes taxes comprises.

En vertu de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, la participation financière de l'État est à charge du Fonds pour le financement des infrastructures hospitalières. Cette loi n'autorise une participation financière de l'État qu'à raison de 80 % aux frais d'investissements mobiliers et immobiliers. Le montant de 555.856.629 euros toutes taxes comprises que le présent projet de loi propose d'autoriser correspond dès lors à 80 % du coût de ces travaux, à savoir 694.820.786 euros. Les 20 % restants sont pris en charge par la Caisse nationale de santé (CNS). Le coût total du projet, quant à lui, est de 820.960.000 euros toutes taxes comprises. À noter qu'une partie des travaux sera ainsi financée par des fonds propres du CHL.

Étant donné que le montant que l'État doit mettre à disposition pour réaliser ce projet dépasse le seuil de 40.000.000 euros prévu par la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, une loi spéciale de financement est nécessaire.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 13/05/2022
Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports
(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

- 03/05/2022 Présentation de l'avant-projet de loi
- 05/07/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 07/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022
Loi du 15 juillet 2022
Mémorial A : 2022, n° 362, page 1

Régime d'aides en compensation des surcoûts d'énergie

8019 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Le projet de loi transpose une des mesures retenues dans l'accord trouvé à l'issue du Comité de coordination tripartite.

L'objectif du projet de loi est de mettre en place un régime d'aides temporaire destinées à compenser une partie des surcoûts en énergie liés à l'agression militaire russe en Ukraine des entreprises concernées.

Un premier type d'aide s'adresse aux entreprises grandes consommatrices d'énergie de toutes tailles et de tous secteurs économiques qui sont confrontées à une hausse sévère des prix du gaz naturel et de l'électricité. L'aide, dont l'intensité et le montant maximal sont modulés selon l'exposition des entreprises à la flambée des prix, couvre une partie des surcoûts mensuels des entreprises pendant une période courant du mois de février à décembre 2022. L'aide n'a pas vocation à compenser l'intégralité de la hausse des prix par rapport à l'année 2021 observée depuis le début de l'année, mais seulement la hausse sévère de ceux-ci.

Le second type d'aide s'adresse aux entreprises du secteur du transport routier de fret, de la construction et de l'artisanat alimentaire qui enregistrent des pertes et dont la pérennité de l'activité économique est donc remise en cause du fait de la hausse des prix du carburant dont elles ont besoin pour leurs déplacements et leurs livraisons. Une aide d'un montant maximal de 400.000 euros par groupe peut leur être octroyée afin de couvrir une partie des coûts additionnels en gasoil qu'elles encourent de février à décembre 2022.

Compte tenu des différents critères d'éligibilité aux aides, et notamment de la condition relative à la nécessité de démontrer une perte d'exploitation afin de toucher les montants d'aides plus élevés, il est actuellement difficile d'estimer un nombre de bénéficiaires ainsi qu'un impact budgétaire.

Le volume d'aides sollicité dépend aussi fortement de l'évolution du prix du gaz naturel, de l'électricité ainsi que du gasoil d'ici la fin de l'année. Compte tenu de ces éléments, le Ministère de l'Économie estime qu'entre 150 à 200 entreprises pourront bénéficier du régime d'aides avec un impact budgétaire maximal de 225 millions d'euros.

Suite à la signature du Protocole d'accession de la République de Finlande par tous les États membres de l'OTAN en date du 5 juillet 2022, le pays peut désormais participer aux réunions de l'OTAN en tant que pays invité. Dès que le Protocole aura été ratifié par les 30 États membres de l'Alliance, le pays deviendra un État partie au Traité de l'Atlantique Nord. L'application de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord s'ajoutera à la solidarité et aux engagements de soutien mutuel en cas d'agression déjà applicables entre les États membres de l'Union européenne aux termes de l'article 42.7 du Traité de l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11/07/2022

Rapporteuse : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (Président : M. Yves Cruchten) :

11/07/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022

Loi du 22 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 381, page 1

Adhésion de la Suède à l'OTAN

8045 – Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022

Le présent projet de loi a pour but d'approuver le Protocole sur l'accession du Royaume de Suède au Traité de l'Atlantique Nord. Ce Protocole a été signé le 5 juillet 2022 à Bruxelles par les Représentants permanents des États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dotés des pleins pouvoirs par leurs gouvernements.

La coopération entre le Royaume de Suède et l'OTAN remonte à 1994, lorsque le pays a rejoint le programme de Partenariat pour la paix (PPP), tout en maintenant une politique de non-alignement militaire. L'évolution de la situation sécuritaire du pays depuis l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, à partir du 24 février 2022, est la principale cause du souhait de rapprochement et d'approfondissement de la coopération du Royaume de Suède avec l'OTAN.

Le 16 mai 2022, après consultation avec le parlement, le gouvernement suédois a formellement annoncé son intention de soumettre une demande d'adhésion à l'OTAN. Le 18 mai 2022, le Royaume de Suède et la République de Finlande ont remis au Secrétaire général de l'Alliance leurs lettres officielles pour demander de devenir des alliés de l'OTAN.

Suite à la signature du Protocole d'accession du Royaume de Suède par tous les États membres de l'OTAN en date du 5 juillet 2022, le pays peut désormais participer aux réunions de l'OTAN en tant que pays invité. Dès que le Protocole aura été ratifié par les 30 États membres de l'Alliance, le pays deviendra un État partie au Traité de l'Atlantique Nord. L'application de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord s'ajoutera à la solidarité et aux engagements de soutien mutuel en cas d'agression déjà applicables entre les États membres de l'Union européenne aux termes de l'article 42.7 du Traité de l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11/07/2022

Rapporteuse : Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (Président : M. Yves Cruchten) :

11/07/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022

Loi du 22 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 380, page 1

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2022

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »

(Président : M. Gilles Baum) :

10/06/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

04/07/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

08/07/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/07/2022

Loi du 15 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 412, page 1

Adhésion de la Finlande à l'OTAN

8044 – Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022

Le présent projet de loi a pour but d'approuver le Protocole sur l'accession de la République de Finlande au Traité de l'Atlantique Nord. Ce Protocole a été signé le 5 juillet 2022 à Bruxelles par les Représentants permanents des États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dotés des pleins pouvoirs par leurs gouvernements.

La coopération entre la République de Finlande et l'OTAN remonte à 1994, lorsque la République de Finlande a rejoint le programme de Partenariat pour la paix (PPP), tout en maintenant une politique de non-alignement militaire. L'évolution de la situation sécuritaire du pays depuis l'agression militaire de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, à partir du 24 février 2022, est la principale cause du souhait de rapprochement et d'approfondissement de la coopération de la République de Finlande avec l'OTAN.

Le 15 mai 2022, le gouvernement finlandais a formellement annoncé son intention de soumettre une demande d'adhésion à l'OTAN. Le 17 mai 2022, le parlement finlandais a approuvé par un vote la volonté du gouvernement de demander l'adhésion à l'OTAN.

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 11
M. Fernand Etgen, Président
2. **7998 – Projet de loi instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030** p. 11
Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Guy Arendt
Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Octavie Modert) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel)
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Franz Fayot
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7998 et dispense du second vote constitutionnel
3. **7872 – Projet de loi portant modification de :**
1° la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;
2° la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession ;
3° la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc. p. 16
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | M. François Benoy | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7872 et dispense du second vote constitutionnel
4. **7933 – Projet de loi portant :**
1° modification de :
a) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers ;
b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;
e) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;
f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et du
g) règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières ; et
2° mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132 p. 18
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler (intervention de M. Roy Reding)
- Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Dan Biancalana | M. François Benoy | M. Roy Reding | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7933 et dispense du second vote constitutionnel
5. **7967 – Projet de loi portant création d'un comité de suivi de mesures restrictives en matière financière et portant modification de :**
1° l'article 506-1 du Code pénal ;
2° la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière p. 20
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Dan Biancalana | M. François Benoy | M. Roy Reding | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7967 et dispense du second vote constitutionnel
6. **Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la prise en charge des patients par les gynécologues et les pédiatres** p. 22
Exposé : M. Marc Goergen
Débat : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
7. **Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des violences gynécologiques et obstétricales** p. 27
Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt des motions 1 à 4)
Débat : Mme Diane Adehm | M. Gusty Graas | Mme Cécile Hemmen | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen (dépôt des motions 5 et 6)
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Motion 1 : Mme Diane Adehm | M. Fernand Kartheiser | Mme Cécile Hemmen | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen | Mme Diane Adehm
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
Motion 2 : Mme Cécile Hemmen | M. Marc Goergen | Mme Diane Adehm | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Baum, Mme Octavie Modert et Mme Simone Beissel)
Vote sur la motion 2 (adoptée)
Motion 3 : Mme Cécile Hemmen | Mme Diane Adehm | M. Marc Goergen | Mme Nathalie Oberweis
Vote sur la motion 3 (rejetée)
Motion 4 : Mme Cécile Hemmen | Mme Nathalie Oberweis
Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission (adopté)
Motion 5 : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Marc Goergen
Retrait de la motion 5
Motion 6 : Mme Cécile Hemmen
Vote sur le renvoi de la motion 6 en commission (adopté) (intervention de Mme Cécile Hemmen)
8. **Motion de Mme Martine Hansen relative à la campagne renforcée de sensibilisation et d'information relative aux risques objectifs du cannabis** p. 37
Exposé : Mme Martine Hansen
Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Yves Cruchten (interventions de Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth)
9. **Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten** p. 39
Exposé : M. Yves Cruchten
10. **Motion de Mme Martine Hansen relative à la campagne renforcée de sensibilisation et d'information relative aux risques objectifs du cannabis (suite)**
Motion de M. Yves Cruchten relative à la poursuite des travaux concernant l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie globale de prévention en matière de dépendance p. 39

Discussion générale (suite) : M. Yves Cruchten | Mme Martine Hansen (interventions de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé et M. Yves Cruchten) | Mme Josée Lorsché | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Martine Hansen (parole après ministre)

Vote sur la motion de Mme Martine Hansen (rejetée)
Vote sur la motion de M. Yves Cruchten (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Franz Fayot et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Nee, Här President.

2. 7998 – Projet de loi instaurant un régime d'aides dans le contexte du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2021-2030

M. Fernand Etgen, Président | Op eisem Ordre du jour vun de Mëtteg steet de Projet de loi 7998 iwwert d'Hëllefsmesurë fir d'Käschte vun indirekten Ausstéiss vun Zäregasen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vun deem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi, deen ech Iech haut virstellen, huet als Zil, eng vun de Mesuren aus dem Solidaritéitspak ëmzesetzen, deen d'Regierung zesumme mat de Sozialpartner den 31. Mäerz vun deem Joer ënnerschriwwen huet.

Et ass eng vun den Aiden, déi d'Betribler betrëfft an hinne soll hëllefen, duerch déi aktuell schwiereg Zäiten ze kommen. D'Zil ass et, besonnesch energieintensiven industriellen Entreprises e Subsid ze gi fir ze verhënnere, datt si hir Produktioun a Länner delokaliséieren, an deenen d'Ëmweltoploe méi large sinn.

Wat fir Entreprisé sinn dann elo hei concernéiert?

Ma et sinn dat, wéi gesot, industriell Betribler, déi zum Beispill Aluminium, Stol oder Koffer produzéieren. Déi betrafte Sparten, déi a Fro kommen, sinn an enger Annex zum Gesetz bäigefüügt. Et wäerten hei am Land net vill Betribler eligibel si fir dës Hëllef. De Minister huet eis an der Kommissioun gesot, datt et ëm déi zéng Betribler wäerte sinn, déi d'Konditiounen erfëlle kéinten, fir dës Hëllef an Usproch ze huelen.

Mat dëser neier Hëllef wäerte mir och de Maximum ausschëdden, dee Bréissel eis erlaabt.

Et muss ee wëssen, datt mir schon am Kontext vum „système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre“ en Hëllefssystem haten, mee datt dësen Enn 2020 ausgelaf ass.

Den neie Regimm wäert elo fir d'Period 2021 bis 2030 zielen. Et sinn awer e puer Ännerunge gemaach ginn am Verglach zu deem éischte Projet. Et muss een och wëssen, datt dësen Hëllefssystem och soll derzou bäidroen, d'Klimaziler, déi d'Europäesch Uniou sech ginn huet, ze errechen. Duerfir mussen déi Entreprene, déi dës Hëllef wëllen an Usproch huelen, nohalteng Engagementer huelen. Dat ass nei par rapport zu dem viregte Regimm.

Si hunn de Choix, d'Entreprises, tëschtent dräi verschiddenen Engagementer. Entweder si setzen eng Mesure ëm, déi während dem obligatoreschen „audit énergétique“ identifizéiert gouf, oder si mussen, op ee Joer gekuckt, 30 % vun hirem Stromverbrauch aus erneierbaren Energie bezéien. Zum Schluss, eng lescht Optioun, déi se hunn, ass, 50 % vun deem Montant, dee se als Hëllef kréien, an en Dekarbonisatiounsprojet ze investéieren.

Niewebäi mussen awer och all d'Entreprises en obligatoreschen Audit énergétique maachen, esou wéi et am Gesetz vum 5. August 1993 virgesinn ass. Komme se dësen Obligatiounen net no, musse si d'Hëllef zrëckginn.

D'Hëllef ass am Prinzip 75 % vun de Käschte vun den indirekten Emissiounen. Dës Käschte ginn duerch eng speziell Formel ausgerechent. Falls Betribler mat dëser Hëllef hir Käschte vun den indirekten Emissiounen net op 1,5 % vun hirem Valeur brute ajoutée erofgesat kréien, kënnen se och eng Majoratioun vun dëser Aide ufroen.

De Subsid gëtt am Prinzip nodréiglech bezuelt, dat heescht d'Joer nodeem d'Käschten entstanen sinn. Dat heescht, wann een elo hëlt ... fir dës Joer wär et dann 2023. De Subsid gëtt nodréiglech ausbezult. Nei ass awer och, datt eng Avance vu 25 % vun der Hëllef ausbezult ka ginn.

Et ass schwéier ze soen, wivill dës Hëllef de Staat kaschte wäert, well d'CO₂-Bepreisung bis 2030 staark variéiere kann. Et goufen elo mol, en moyenne, 50 Milliounen d'Joer bis 2030 budgetiséiert, wat eng Gesamtveloppe vu 500 Milliounen ausmécht.

D'Gesetz ass applikabel vum 1. Januar 2021 un.

Déi betrafte Ministeren – Finanz an Economie – mussen des Weideren alljoers e Rapport un d'EU-Kommissioun iwwert de Suivi vun deem Gesetz schécken. D'Europäesch Kommissioun huet an der Tëschenzäit och hire Feu vert gi fir dës Hëllef, soudatt mir dësen Text ouni Clause suspensive haut de Mëtteg stëmme kënnen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Avisé vun de Beruffskummeren ugeet, krute mir just déi vun der Chambre des Saliariés eran.

D'Chambre des Saliariés ënnerstëtzt d'Afféiere vun dëser neier Hëllef fir elektointensiv Entreprene. Si fënn d'Period, fir déi dës Hëllef gëllt, awer ze laang. Si ass och net d'accord domadder, datt d'Intensitéit vun der Hëllef iwwert déi ganz Period déi selwecht ass. Si hätt léier eng progressiv Reduktioun gehat, well dat an hiren Aen d'Entreprisé méi derzou incitéiert hätt, an eng energieetesche Effikasitéit ze investéieren. D'Chambre des Saliariés ënnerstëtzt och d'Afféiere vun den Engagementer, déi d'Entreprisé mussen huelen, fir dierfen an de Genoss vun den Hëllef ze kommen. Zum Schluss allerdéngs bedauert d'CSL nach, datt d'Hëllef net u sozial Konditiounen gekoppelt sinn.

Komme mer elo zum Avis vun Staatsrot. De Staatsrot huet e puer Opposition-formellen ausgeschwat, mee hien huet eis d'Liewen an deem Sënn vereinfacht, datt hien direkt Proposition-de-texté virgeschloen

huet. Esou hu mir keng Amendementer missen arechen a mir kënnen esou de Projet haut schonn zum Vott presentéieren, ouni Zäit ze verléieren.

Wat d'Detailer vun deenen zwee Avisen ugeet, verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport esouwéi déi jeeeweileg Avisen.

Dëst gesot soen ech all deenen, déi un deem Projet am Ministère, an der Chamber an an der Fraktioun matgeholfen hunn, Merci, an Iech och fir d'Nolauschteren. An zum Schluss wëll ech dann awer och den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Text ginn.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur Guy Arendt.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Rapporteur Guy Arendt fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht. En huet et ënnerstrach: Et ass just e Minimum u Betribler, deen hei zu Lëtzebuerg drënner fält. De Minister hat eis gesot, d'Unzuel vun den Entreprene, déi heirop géifen zrëckgräifen, géif sech op tëschtent zéng an enger Dose bedroen. An deen Accord hei baséiert och op dem Tripartite-Accord vum 31. Mäerz 2022.

Eng Remark, déi ech mer awer erlabe wëll ze maachen: Mir hate mat verschiddene Betribler, déi kënnen dodrënner falen, Diskussiounen. Déi hunn eis awer drop opmierksam gemaach – an dat ass jo och eng Diskussioun, déi mir schonn heibannen haten –, dass de Präis, wat d'Energie ugeet, net eréischt an d'Luucht gaangen ass duerch dee Krich, dee schreckleche Krich an der Ukrain, mee dass dat och schonn d'lescht Joer ugefaangen huet, dass déi enorm Präisaugmentatioun am Energiesektor festgestallt gi sinn. Et gëtt oft ëmmer nëmme gesot, et wär mam Amarsch vun de Russen an der Ukrain geschitt, mee och scho virdru ware Schwieregkeeten um Energie-marché do.

Fir de Rescht kënnen mir als CSV deem Projet eis Zoustëmmung ginn. A mir begrëissen och ausseruerdentlech, dass déi Avance ka gemaach gi vun deene 25 %, wou och de Rapporteur drop higewisen huet, dass do d'Betribler d'Méiglechkeet hunn, scho virdrun eppes ze kréien, an net musse waarde bis 2023, well do sinn a verschiddene Betribler Augmentatiounen derbäi, wou déi sech mussen iwwerleeën, ob se hei nach solle produzéieren oder net. An dofir hoffe mer, dass mat där Hëllef, déi do vum Staat kënn, déi Produktioun hei zu Lëtzebuerg an domadder och fir de Marché de l'emploi erhale bleift.

Villmools merci, an d'CSV gëtt d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Och ech géif gären ufänken, andeems ech dem Här

Arendt villmools Merci soe fir säi gudden schrëftlechen an och wierklech gudden mëndlechen Rapport. Ech mengen, dat war ganz verständlech fir jiddwieren, deen och vläicht net esou an der Matière dran ass.

Mir hëllefen hei eigentlech eiser Industrie an et ass wichteg, dass mer dat maachen, dass mer hei zu Lëtzebuerg ..., dass mer där Industrie, déi mer hunn, hëllefen. A mir wëssen, dass se am Moment, wéi d'Bierger och, ënnert den héijen Energiepräisser leit. Duerfir war et och richtig, dass mer eppes gemaach hunn. Duerfir war et och richtig, dass „Bréissel“ – ënner Gänseféisercher – eis léisst Direkthëllef maachen.

Den Här Spautz huet et richtegerweis gesot, d'Energiepräisser sinn net eréischt de 24. Februar dëst Joer geklommen, mee déi sinn och schonn d'lescht Joer geklommen. A wann ech dat richtig liesen, da géllt dat Gesetz hei jo réckwierkend schonn op den 1. Januar 2021, soudass ech mengen, dass deene Bedenken, déi Dir ausgedréckt hutt, eigentlech am Gesetz Rechnung gedroe gétt.

Mir bleift just, nach eng Kéier dem Rapportier Merci ze soen an den Accord ze gi vun der LSAP zu deem awer wichtige Gesetz. Och wann et net Honnerten Entreprisë betrëfft, et betrëfft net ganz klenger.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här Président. Ech maachen et och kuerz, mee vun enger anerer Plaz aus.

Dir wësst, den Impakt vum Krich an der Ukrain op d'Energieversuergung an op hir Präisser ass mëttlerweil onëmstridden, nodeems sech natierlech och scho virun eng ganz Rei Problemer op deem Gebitt gestallt hunn.

An dowéinst dierft och dee gréisste Skeptiker a puncto erneierbar Energie mëttlerweil net méi drun zweifelen, dass mir der Ofhängegkeet vu fossillen Energien definitiv en Enn mussen setzen, emol onofhängeg vun de Klimaziler, déi mer mussen errechen an och erreche wëllen.

E wichtegen, mee och ganz schwierigen Deel vun där Transitiooun muss am Industriesecteur stattfannen, och bei der Groussindustrie. Dëse Sektour mécht zu Lëtzebuerg zwar nëmme knapp 6 % vum PIB aus a spillt reng ekonomesch gesinn eigentlech eng marginal Roll am Verglach zu anere Secteuren. An awer, oder vläicht grad well d'Industrie e grouss Potenzial um Niveau vun der nohalteger Entwécklung huet, därfe mer eiser Meenung no dëse Sektour net fale loosse.

Ganz am Contraire: Mir mussen och d'Groussindustrie stäerken, allerdéngs ënner Konditiounen, déi vum Staat fixéiert ginn an déi d'Industrie um Wee an d'Transitiooun an an d'Klimaneutralitéit dann och ënnerstëtzen. Dat zielt net nëmme fir Lëtzebuerg, mee dat zielt och um internationalen Niveau.

Dir wësst et och: Mam Emissiounszertifikatenhandel ass dëse Kader am Joer 2005 op EU-Niveau scho gesat gi fir d'Groussindustrie. Richtig agesat stellt dëse System e wichtegt Instrument duer, fir d'Emissiounen vun de groussen Betriber ze reduzéieren.

Allerdéngs menge mir, dass sech hannert deem Instrument och e Risiko verstoppt – an dat ass och bewisen –: Et ass deen, dass europäesch Industrien natierlech net mat deenen Industrie mathale kënnen, déi ausserhalb vun der EU produzéieren an hir Produktiooun dowéinst aus der EU auslageren, fir manner

strengen Ëmwelt- a Klimaschutzoplagen ze ënnerleien. Dee Moment ass natierlech weeder dem Klima nach de Salariéen nach der Ekonomie vum betraffene Land gehollef.

Dowéinst ass dëse Projet de loi dann och ganz sënnavoll, well en eebe grad dës Entwécklung soll verhënnere, an dat méi speziell doduerch, dass d'Subventiounen eng Rei Nohaltegeeketskrittären enthalen an och Engagementer, déi vun de Betriber respektéiert mussen ginn. Fir eis ass dat de richtige Wee.

E Risiko, dee sech awer dohannert verstoppt – an dofir sinn ech och op d'Pult komm, fir deen hei auszedrücken –, ass deen, dass dës Hëllefen eng relativ laang Zäitschinn ofdecken: Se reecht bis 2030, also bis zu deem Joer, wou d'CO₂-Emissiounen ëm 55 % reduzéiert mussen ginn. Dat setzt natierlech viraus, dass och d'Industrie hir Klimaziler bis dohi muss erfëllen, andeems se hir Emissiounen bis 2030 praktesch halbéiert.

Deemno wéi séier dëse Prozess verleeft, muss an den nächste Joren also analyséiert ginn, ob d'Nohaltegeeketskrittären, déi net nëmme an deemem Projet de loi, mee och op aneren Ebenen definéiert ginn, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, net weider verstärkt mussen ginn.

Ech denken awer och un den Nohaltegeeketscheck fir Betriber, deen an eisen Aen absolutt onëmgänglech ass, fir d'Produktiooun vu virera méi klimafreundlech an och méi energieeffizient ze gestalten. Jiddwerfalls muss alles drugesat ginn, fir dat grouss Nohaltegeeketspotenzial maximal auszuschöpfen, wat op villen Ebenen nach ëmmer am Industriesecteur läit.

Ech denken un d'Notzung vun Erneierbaren, awer net nëmme, och un d'Energieeffizienz, un d'Waasser- an d'Offallgestiooun, den Transport vun industrielle Gidder an esou weider an esou fort.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi dréit ganz kloer en Deel zu där Transitiooun bäi. En ännert awer net alles, mee e setzt op d'mannst e richtegt a wichtegt Zeechen. An dofir ginn ech och ganz gären den Accord vun der grénger Fraktiooun, mat engem Merci un de Rapportier, deen dat ganz kompetent gemaach huet, den Här Bauler, dee grad net héiert, dass ech ëm Merci soen.

Plusieurs voix | Den Här Arendt.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Den Här Arendt. Ech hat en net gesinn, pardon. Dir hat Iech verstoppt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Ech wéilt och ufänken an dem Här Arendt e grouse Merci soen. Et ass e bëssen eng komplizéiert Matière gewiescht, a mat sengem übleche Geschéck huet en eis duerch dee Labyrinth do gefouert, op eng Manéier, dass mer alleguer verstinn, ëm wat et geet.

Trotz alle gudden Erklärungsversich mussen mer wëssen: Et ass e ganz schwéierfällegt Gesetz, et ass ganz bürokratesch. An déi Fro, déi mir eis och hei wëlle stellen, ass: Firwat mussen mer iwwerhaupt esou Moossnamen huelen?

An et ass, mengen ech, ganz, ganz wichteg, dass mer elo op eng aner Manéier iwwer Energiepolitik nodenken, wéi mer dat nach bis elo gemaach hunn. Well et sinn eigentlech zwou Haaptursachen, déi eis – eis an d'Industrie hei am Land – an déi ganz schwéier Situatioun féieren: Dat eent ass déi Manéier vun der Dekarboniséierung, vun der Energietransitiooun, wéi déi

hei ugepaakt gétt, dat anert ass natierlech déi aktuell Situatioun an der Ukrain.

Et ass elo mat der Energietransitiooun ..., wéi gesot, do hu mer e Konsensus, wat d'Dekarboniséierung ugeet, awer warscheinlech net iwwert d'Methoden a wéi mer dat solle maachen.

Och d'Madamm Lorsché hat elo nach eng Kéier rappeléiert – merci dofir –, dass an hiren Aen déi alternativ Energie mussen ausgebaut ginn, dass déi Transitiooun muss virugeen.

Mir mussen hei wierklech ophale mat esou Legenden. Mir mussen wëssen, dass déi alternativ Energien am 1%ege Beräich vum Primärenergiebedarf vun eiser ganzer Gesellschaft leien. Méi couvréieren déi net! A wa mer keng Fossil hunn an, wéi vill Leit heibannen, och Nuklear net wëllen, da kann déi Rechnung net opgoen.

Dat heescht, fir eis ass et wichteg, dass mer eise Leit hei am Land an eiser Industrie zuverlässeg kënnen soen, dass se ëmmer genuch Stroum hunn, dass se zuverlässeg Stroum kréien oui ze vill Schwankungen an dass se Stroum kréien, dee bëlleg genuch ass, fir géintwärtig der auslännescher Konkurrenz kënnen ze bestoen. Ënnert deene Konditiounen kann een d'Energietransitiooun maachen, mee déi Konditiounen, déi ginn hei ni genannt. Et gétt ëmmer gesot, „déi alternativ Energien“ – déi erfëllen déi Krittären net, op jidde Fall net eleng.

Dat Zweet ass de Rhythmus, an deem dat gemaach gétt. Dee Rhythmus, dee muss deem Rechnung droen, wat eis Konkurrenz mécht, weltwäit. Wa mir an enger Vitess dekarboniséieren, déi déi aner net esou matmaachen, da bréngt mer eise Industrie an en terrible Kompetitivitéitsproblem par rapport zu den Haaptkonkurrenten an aneren Industrienatiounen.

Europa ass net den Nuebel vun der Welt a mir mussen kucken, wa mir hei op dee Wee ginn – wat mer kënnen maachen –, da mussen mer et awer op eng Manéier maachen, déi eis ekonomesch Leeschtungsfaegkeet rett.

Dat Drëtt, wat mer soen, dat ass, dass mer mussen kucken: Wéi effizient sinn déi Saachen alleguer? Souguer wa mer all déi Klimaziler, wéi se am Abléck festgeluecht sinn, géifen erfëlle bis 2050 – souguer wa mer se géifen erfëllen! –, gétt et eminent Spezialiste fir Statistik, ech zitieren hei de Bjørn Lomborg, dee seet, dass den Effekt vun allen europäesche Moossname bis an d'Joer 2100 weltwäit grad dee wär, dass déi 1,5 Grad géife sechs Woche méi spéit erreicht gi wéi soss. Dat muss ee sech virstellen, wat deen Effekt wär a wéi eng Käschten do dohannert stinn. Also mir mussen wierklech oppassen an ëmmer méi seriö iwwert déi ganz Energietransitioounen nodenken.

Dat anert natierlech, deen zweete grouse Facteur niewent där ekologescher Energietransitiooun wat all hire Risiken an hire Legenden, dass ass déi Situatioun ronderëm d'Ukrain. Hei ass direkt nom russeschen Amarsch, dem 24. Februar, hei an an allen anere westleche Länner déi Doktrinn adoptéiert ginn, dass mer missten en ekonomesche Krich féieren an dass direkt Sanktiounen géint Russland missten ageféiert ginn. Mir hunn do sechs Päck an der Europäescher Uniooun decidéiert, inklusiv Kuel- a Pétrolembargo. Mee wat hëlleft dat der Ukrain? Wat huet et bis elo gehollef? Strictelement näischt!

Et ass jo net esou, wéi wann, well mir e Pétrols- oder en Uelegembargo hei hätten, elo déi russesche Arméi sech do fluchtaarteg aus der Ukrain zrëckgezunn hätt. Dat ass absolut net de Fall. Den Effekt ass null! En ass awer net null op eis Ekonomie. En ass net null op d'Leit hei am Land. A mir kréien am Hierscht eng ganz schwéier Diskussioun – d'ADR huet och schonn

eng Interpellatioun ugefrot – fir ze kucken, wéi mer hei am Wanter da kënnen agéieren. Well déi Géigen-effekter vun de Sanktiounen, de Réckschlag vun eise Sanktiounen a vun de russesche Géigesanktiounen, déi sinn natierlech enorm.

An dofir musse mer och kucken, wat mer do maachen, fir eng Politik ze féieren, déi iergend e politesche Sënn ergëtt. Dat muss een da kucken, wat e kann erginn, awer datt et net eis hei an eng Situatioun bréngt, wou mer wierklech weeder ekonomesch nach sozial wëssen, wéi mer eis dréinen. Dofir wëlle mir dat am Hierscht am Fong diskutéieren a wou eis déi Politik elo hiféiert.

Ech wëll just soen, datt déi Verknappung vum Gas zu engem groussen Deel eis eegen Decisioun ass. Zum Beispill Nord Stream 2, fir déi net opzemaachen, dat ass eng westlech Decisioun. Mir hätte genuch Gas. Wat maache mer dann elo? Mir ginn an eng ganz Rei Länner ronderëm d'Welt, dorënner eng Partie Diktaturen, fir do ze kucken, datt mer Flësseggas kënnen akafen, deen zu engem enormen ekologeschen an ekonomesche Präis heihinner importéiert gëtt, ouni eis Besoine kënnen ofzedecken.

Ech gesinn e gewëssent Ramouere bei der CSV, mee d'CSV stoung hei nach virun e puer Wochen, ...

(Interruption)

... stoung hei virun e puer Wochen an huet gesot, si hätte gär den direkten an totalen Embargo op Ueleg, Kuel a Gas. Wa mer dat gemaach hätten ... Deemools war d'Regierungscoalitioun net d'accord, gottseidank, ausser der ADR. Dat ass zrëckgewise ginn. Mee d'CSV huet den direkten an totalen Embargo gefuerdert. Wou wärem haut drun, wann d'CSV-Politik do duerchgesat gi wär?

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech hunn elo just gestaunt iwwer Är Ausso fir ze soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'CSV huet domadder, Här Wiseler, d'CSV huet domadder gewisen, datt se a schwierige Situatiounen net regierungsfäeg ass. Dat ass dat, wat Dir gewisen hutt!

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir hutt besser Relatiounen mat Russland, dat ass ganz kloer!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt den Här Wiseler Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | O jo. Jo, jo, ganz gär. Ganz gär.

M. Claude Wiseler (CSV) | Also, ech wollt mech just ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech wonnere mech just iwwert déi Ausso, déi doranner besteet ze soen, mir hätte genuch Gas, wa mer Nord Stream 2 opgemaach hätten. Ech stelle just fest, datt an de leschten Deeg de Gas lues a lues zougedréit gëtt vu Moskau a vum Här Putin. Dat heescht, déi Ausso do ass erëm – wéi üblech, wéi all Är Aussoen, déi Der hei maacht – eng total Verdréiung, fir d'Stëmm vu Moskau hei erschéngen ze loosse. Dat ass dat Eenzegt, wat Dir maacht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also, wësst Der, Här Wiseler, Dir waart esou léif, mir eng Fro ze stellen. Dofir ginn ech Iech selbstverständlech eng Äntwert.

(Brouhaha)

Déi éischt Äntwert, déi ech Iech ginn, déi éischt Äntwert ass, datt Der wannechgelift, wann Der wëllt,

seriö iwwert d'Situatioun diskutéiert! An ech mengen, datt déi Diskussioun seriö soll geféiert ginn, well et sinn d'Leit, déi herno Problemer hunn. Dann haalt wannechgelift op mat Schwaarzweißmolerei. Ech si weeder d'Stëmm vu Moskau nach soss eppes. Ech sinn d'Stëmm vun de Lëtzebuurger, déi herno wëllen hëtzen am Wanter. Dat sinn ech.

An ech kucken, wat déi europäesch Politik bréngt, an ech kucken, wat déi Lëtzebuurger Politik bréngt. An da soen ech: Ma do ass e Problem! Well d'Iddi war jo, der Ukrain ze hëllefen. Mee wa mir Sanktiounen huelen, déi der Ukrain net hëllefen an eis an immens Schwierigkeete bréngen, wou ass dann déi politesch Plus-value vun Är Politik?

Da sot Der: „Russland dréit de Krunn zou.“ Ech sëtzen net zu Moskau. Ech kennen hir Politik net. Ech kennen awer eis Politik hei. An ech weess, datt eis Politik derzou geféiert huet, datt déi Entreprises, oder Länner, déi nach hätte kënnen Gas kréien, mee dofir hätte missen a Rubel bezuelen, dat refuséiert hunn. Dat ass hiert Recht. Mee dann ass natierlech och eng Konsequenz domat verbonnen.

Ech stelle fest, datt verschidden ...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Ech stelle fest, Här Wiseler ...

(Brouhaha)

Ech sinn amgaangen, Iech ze äntwerten. Ech stelle fest, Här Wiseler, datt anscheinend Problemer mat Turbinnen do sinn. Ech kann net beurteilen, ob dat wouer ass oder net. Mee et ass op jidde Fall dat, wat eis gesot gëtt, datt weinst Turbinneproblemer déi verschidde Liwwerungen net kéinte gemaach gi weinst de Sanktiounen. Ech weess net, ob et stëmmt oder net. Ech stellen dat fest.

Dat Drëtt ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Dat ass och en plus nach béis naiv!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech weess net, ob et naiv ass. Ech mengen net, datt dat esou naiv ass. Mee, wéi gesot, et ass egal. Virun allem muss ech Iech soen, wann elo Leit higninn eeben zum Fracking an esou weider an elo amerikanesche Gas kafen, massiv, zu engem enormen ekologeschen an ekonomesche Präis, deen eis Besoinen emol net ofdeckt, da froen ech mech: Wou ass d'Plus-value fir eis Ekologie? Wou sinn dann déi Klimaziler alleguer? Wat huet dat da fir en Effekt op déi Klimaziler 2030 an esou weider, wa mer elo Fracking maachen an LNG, Liquid Natural Gas, eriwwerbréngen? Doriwuer gëtt mol net geschwat.

(Interruption par la présidence)

Et ass eng falsch Politik, Här Wiseler. An et ass eng falsch Politik, déi, wann Dir um Rudder wiert, nach méi schlëmm wier.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech stelle fest, datt Dir der Meenung sidd, datt Europa soll weider dependant vum russesche Gas bleiwen. Dat ass dat, wat Der elo gesot hutt.

Une voix | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech soen Iech dat hei, ech soen Iech dat hei, Här Wiseler: Europa ass e Kontinent praktesch ouni eegen Energie, ...

(Brouhaha)

... praktesch ouni Energie. Dann hu mer e puer Méiglechkeeten.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Entweeder mir gi se do kafen, wou mer se kréien. Mee wann Dir léiwer a Saudiarabien an am Katar kaaft wéi zu Moskau, ...

Une voix | Net zu Moskau.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... da froen ech mech: Wou ass déi moralesch Dimensioun vun Är Politik?

Mme Octavie Modert (CSV) | Dat ass dach dat, wat déi Gréng an der Belsch an déi Gréng an Däitschland maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wann Der gläichzäitig ...

Mme Octavie Modert (CSV) | An dat huet hei kee gesot vun eis a vun eiser Säit!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wie schwätzt dann eigentlech elo? Wien huet dann d'Wuert?

Mme Octavie Modert (CSV) | Ma Är Riedezäit ass scho laang ofgelaf!

Une voix | Keen huet d'Wuert.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat am Fong gesot, datt Är Zäit eriwuer ass, an déi ass och eriwuer. An den Här Wiseler huet Iech keng Fro gestallt, Dir braucht him och elo net ze äntwerten.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Et war Fait personnel.

M. Fernand Etgen, Président | An ech ginn elo deem nächsten ageschriwwene Riedner d'Wuert, an dat ass déi honorabel Madamm Myriam Cechetti.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cechetti (déi Lénk) | Merci, Här Président. Här President, déi allermeeschte Gesetzer an der Chamber, déi Klima- an Energiepolitik betreffen, si fir eis keng einfach Gesetzer. Mir sëtzen oft tëscht de Still, well mir all Effort fir méi Klimaschutz an energiegesch Transitiooun ennerstëtzen, dobäi awer och ëmmer oppassen, dass d'sozial Gerechtegkeet net verluer geet, dass net op Däiwel komm eraus privatiséiert gëtt an dass och tatsächlech d'Verschmutzer/ inne fir hir Verschmutzung bezuele mussen an dass dat net op d'Käschte vun der Allgemengheet geet.

Dëst Gesetz hei gehéiert awer net zu deene Gesetzer, wou et eis esou schwéierfält, well dëst Gesetz ass op ganzer Linn problematesch. Et féiert nämlech net nëmmen eng ëffentlech Aide iwwer zéng Joer an – am Kader vun der Tripartite gëtt eis dëse Projet de loi eigentlech ennergejubelt, wat eng Schan ass, ouni wierklech eescht ze huelend Géigeleeschtung! –, déi besonnesch fir grouss multinational Entreprisé geduecht ass, déi an de leschte Jore massiv Gewinner gescheffelt hunn a sech elo nach op bis zu 500 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget freeë kënnen. Et ass net nëmmen eng knallhaart Ausnotzung vun enger Urgence bei den Energiepräisser, fir iwwert dat nächst Joerzéngt fossill Energien indirekt subventionéiert ze kréien, et ass net nëmmen en Deni vun der Urgence beim Klimaschutz. Nee, et ass och nach den europäeschen Emissiounshandel ad absurdum gefouert! En Emissiounshandel, dee vun de Majoritéitsparteien heibannen awer als eng vun den droende Saile vun der Klimaschutzpolitik op europäeschem Niveau ugesi gëtt.

Mir als déi Lénk hunn den Emissiounshandel ëmmer kritiséiert. Iwwer Jore waren d'Präisser fir eng Tonn CO₂ esou déif, datt kee Betrib iergendeen Ureiz hat, fir a méi klimafreundlech Prozesser ze investéieren. Ab 2012 huet d'EU-Kommissioun dunn op verschidden Aart a Weisen op den Handel agewierkt, mat der

Konsequenz, dass de Präis vun de Verschmutzungsrechter eropgoung. Parallell dozou goufen awer du schonn Aiden erméiglecht, fir de Betriber ze hëllefen. Eigentlech huet dat eent dat anert annulléiert.

An eis Regierung huet dëst och schonn ab 2017 genotzt. Dëst huet gewisen, dass d'Kompetitivitéit vun grouse Betriber iwwert dem Klimaschutz steet, dass politesch an de Maart agegraff gëtt am Interessi vu grouse Multinationallen an hiren Aktionären. Ënnert dem Virwand vum sougenannte „carbon leakage“ gouf ugefaangen, grouse Multinationallen den CO₂-Ausstouss ze subventionéieren, an dat, obwuel déi meescht Etüden iwwer „carbon leakage“, déi bis haut gemaach goufen, soen, dass dee Phänomeen total iwwerdriwwer wier, jo deelweis guer net géif existéieren.

Deen esou vill vu liberaler a Wirtschaftssäit geluefte Lenkungsmechanismus vum Emissionshandel gëtt ëmmer dann ageschränkt, wa Wirtschaftsinteressen am Spill sinn. Den Effekt vum Emissionshandel verpufft domat. Dëst Gesetz mécht elo genee dat.

Dat ass eigentlech eng Katastroph, déi net nëmmen immens héich Ausgabe virgesäit, mee och nach iwwer zéng Joer lafe soll – firwat eigentlech? – an als Hauptmessage domadder verbreet: ArcelorMittal a Co, Dir musst net dréngend a méi propper Produktioun investéieren, well mir hëllefen Iech esou oder esou!

Eng wichteg a rezent Entwécklung fält dobäi och hei ënnert den Dësch: Déi rezent zolidd Deierecht bei de Pollutionsrechter kënn net opgrond vu politeschen Entschéidungen zustanen, mee opgrond vu Spekulationen. Fir dat ze wëssen, brauch een net wäit sichen ze goen, et steet zum Beispill an der „Financial Times“. Well am Fong misst de Präis pro Tonn CO₂ jo grad elo éischter falen, wou d'fossil Energie esou deier ass. Mee de Géigendeel ass de Fall, well Hedgefonds spekulativ Pollutionsrechter vum Maart kafen an domadder de Präis kënschtlech héichhalen an der Hoffnung, dass d'Präisser weiderhin eropginn. Mat dësem Gesetz finanziéiert de Staat also net just indirekt den Zäregasausstouss vu grouse Multinationallen, mee och nach d'Finanzspekulationen.

Här President, mir hu schonn oft erkläert, dass mir duerchaus agesinn, dass kleng a mëttel Betriber Hëllef brauchen, fir déi héich Energiekäschten ze packen. Den dëcksten Hëllefspak fléisst awer hei elo u Betriber, déi dës Hëllef net brauchen an hiren Aktionären all Joer defteg Dividenden ausbezuelen. Et sinn hei och Betriber derbäi, déi Plazen ofbauen, deelweis hiert eegent Personal an d'Prepensioun schécken, wat jo dann och erëm vun der Allgemengheet finanziéiert gëtt. Dofir bemängele mir och, dass hei keng sozial Géigeleeschtunge virgesi sinn. D'CSL hieft dat och an hirem Avis ervir.

Här President, mir stëmmen géint dëst Gesetz, well et klimapolitesch eng Katastroph ass, d'Verantwortung vu Betriber ewechhëlt, déi awer eng enorm héich Verantwortung fir d'Ärderwiermung droen, ekonomesch keng Weiche stellt a virun allem awer, well et vun enger politescher Orientéierungslosegkeet zeugt, vun engem Weider-esou-Maachen, Business-as-usual, wat eis alleguer ze denke sollt ginn. Et ass scho laang fënneg op zwielef, mee dat schéngt abso-lutt kee Mënsch ze interesséieren.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass e ganz interessant Gesetz, well et een op där enger Säit derzou bréngt ze iwwerleeën, wéi een

an der Klimakris virgeet, een op där anerer Säit awer ganz kloer muss kucken, dass mer nach Leit hunn, déi hiert Geld hei an der Industrie zu Lëtzebuerg verdingen.

Mir hunn dës Woch eng Kéier iwwert de Belval geschwat, mir hu gëschter iwwert de Mindestloun geschwat, an dat fléisst fir eis alles mat an dës Iwwerleeungen, fir, Stand elo, de Firmen ze hëllefen.

Et kann ee sécherlech iwwert d'Datumer diskutéieren, et kann een och driwwer diskutéieren, dass een hätt misse méi erneierbar Energien drasetzen. Dat hätt een an eisen Aen alles misse maachen, well d'Industrie muss erauskommen aus dem Pétrol.

Et muss ee souguer iwwerleeën – ech hunn dat jo schonn e puermol hei kritiséiert, ech hat do éischter mam Här Turmes schonn Diskussiounen –, dass och den Atom nach immens héich ass an den Industrieleitungen, wat de Stroum ubelaangt. Mir stinn nach ëmmer dozou, aus deem Atombündnis erauszeklammen. An dat sinn alles Punkten, déi een elo muss ugoen.

Et muss een op där anerer Säit awer och soen, dass mer de Betriber mussen e kloren Ureiz ginn, fir dass se an déi erneierbar Energien investéieren.

An ech sinn och der Meenung, dass Europa fäeg ass, dass mer kënnen autark liewen. Mir hunn am Norden d'Waasser an de Wand. Mir hunn am Süden d'Sonn. Et dierf een dat net op Lëtzebuerg begrenzen. Ech weess och, dass Lëtzebuerg seng Energie net eleng ka maachen. Wa mer awer en intelligente Stroumreseau hikréien an deem ganzen Europa mat deene villfältigste Regiounen, wou iwwerall Energie kann erstallt ginn, da kréie mer et hin, dass Europa energieneutral gëtt. An et ass dat, wou mer mussen hikommen. An et ass dat, woubäi mer de Betriber elo mussen hëllefen.

Ech hätt mir gewënscht, dësen Text wär nach e bësse méi restriktiv a se misste méi schnell maachen. Bon, et kritt een net ëmmer alles, wat ee sech wënscht. Et ass awer op d'mannst emol e bësse méi, wéi et am Moment ass, well am Moment muss se näischt maachen.

Wa mer deen Text haut stëmmen, da muss se op d'mannst op de Wee goen, fir eppes ze maachen. An dat ass jo zumindest scho mol e grouse Virdeel. Et kann net sinn ... an do widderspriechechen ech der ADR, well et ass ganz kloer: Wa mir weiderhi Russland finanzéiere mat hirem Pétrol, da finanzéiere mer och hir Gewierer, hir Panzeren an alles, an da kënnen se d'Ukrain ugräifen!

Dir hutt virdrun hei gefrot, wat et bréngt, wa mir déi Embargoe maachen. Ma et bréngt ganz einfach, dass si herno keng Kugel méi hunn, fir Ukrainer ëmzebréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da freet den Här Yves Cruchten d'Wuert a kritt et och.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wollt awer op dräi Saache reagéieren, déi hei gesot goufen. Hei gouf esou gemaach, wéi wann d'Sanktioune géint Russland net géife wierken. Ech mengen, dass dat net wouer ass. Ech mengen, dass déi ganz gutt wierken. Dat gesäit ee schonn un der Reaktioun vu Moskau. A wat méi Zäit vergeet, wat déi Reaktioun méi hefteg ginn. Do gesäit ee ganz gutt, dass déi Sanktioune Moskau genau do treffen, wou se sollen treffen.

An ech muss Iech soen: Och onofhängeg downner, wéi gutt oder wéi schlecht se géife wierken, ech kéint dach net hei gemittlech an der Fotell sëtzen an nokuken an näischt maachen, wann op anere Plazen an

Europa, op dësem Kontinent, eis Fräiheete mat verteidegt ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An da wollt ech nach soen: Et ass och eppes Richteges gesot ginn – Europa ass en energiearme Kontinent! Ech wëll awer soen: Ma jo, d'Sonn an de Wand, déi kenne keng Nationalitéit, an duerfir ass et jo wichtig, dass mer vill méi séier virukommen am Ausbau vun den erneierbaren Energien!

An dann eng lescht Saach, déi ech awer, mengen ech, hei net kann einfach esou am Raum stoe loosse: Hei gëtt vu Klimalegende geschwat. Ech mengen, de Waassermangel an Italien den Ament, d'Drèchent a Spuenien, d'Canicullen, dat si keng Klimalegenden! Dat si keng Legenden, mee do ass de Klimawandel haut scho batter Realitéit fir déi Leit. An duerfir sollte mer dat net einfach esou pauschal ewechwëschten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An dann huet d'Madamm Lorsché nach d'Wuert gefrot.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëilt op eng Ausso vum Här Kartheiser reagéieren, deen et jo bekanntlech mat de Fakten net ëmmer esou eescht hëlt. Den Här Kartheiser huet gesot, dass déi erneierbar Energie zu Lëtzebuerg am eestellige Prozentberäich wier. Dat ass carrement falsch. Fakt ass, dass 64,3 % vum Stroum zu Lëtzebuerg aus erneierbaren Energie bestinn, dass 15,6 % vun deem Stroummix zu Lëtzebuerg produzéiert ginn an dass d'Verduebelung vun 2013 bis 2019 op deem Niveau mëttlerweil bewisen ass.

Et ass also net richtig, wat hei behaupt ginn ass. A mir sinn och der Meenung, dass deen Drock, deen haut op eis laascht, deen Drock, deen ausgeübt gëtt, dass mer méi séier mussen weiderkommen, dass mer net wäit genuch sinn, doduerch ze erklären ass, dass et Parteien hei am Land gëtt, déi net un deem Strang zéien. An eis Ofhängegkeet vu Russland ass notament doduerch bedéngt, dass dee Prozess do permanent blockéiert gëtt. An dat mierkt een ëmmer erëm. An dat fanne mer äusserst bedauerlech.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Da freet den Här Kartheiser d'Wuert. Ech wëll awer drop opmierksam maachen, dass Der schonn duebel esou vill geschwat hutt, wéi Ären Temps de parole ass, dass Der just dierf dorop reagéieren, wou Der zitéiert gi sidd, fir Fait personnel.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass nach ëmmer Usus am Parlament, wann een ernimmt gëtt, dass ee sech ka verdeedegen. Ech fannen dat och richtig esou. Ech soen Iech och Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hunn dat och esou betount, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà. Da si mer eis komplett eens, Här President. Ech sinn Iech och dankbar fir dee Reflex, dee gutt demokratesch ass.

Also, et ass mer hei virgeworf ginn, dat wär net richtig. Et ass einfach en Ënnerscheid tëschent engem Primärenergiebedarf vun enger Gesellschaft a Stroum. Dat sinn zwou verschidde Saachen. Mir si gär bereet als ADR, e Seminar fir eis gréng Kolleegen iwwer Energiefroen ze organiséieren. Et ass ni ze spéit, fir dat ze maachen. Mir maachen et gär. Ech invitéieren Iech heimat op e wëssenschaftleche Seminar

iwwer Energiefroen. Mir maachen deen extra fir Iech. Et geet duer, eis unzeruffen an ze soen, datt Der en huet. Mir organiséieren dat.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass, dat Zweet ass: Dat mat der ...

(Brouhaha)

Et geet guer net drëm, an der Fotell ze sëtzen an nozekucken, wat an der Ukrain geschitt. Mir hunn direkt vun Ufank u gesot, datt mir gär e Waffeställstand hätten, datt mir dee wéilten negociéieren, datt mer eng Friddensléisung fir d'Ukrain géife sichen, aus dräi Grënn, hu mer gesot.

Dat Éischt ass, fir Mënscheliwwen ze schounen. Mir hunn datt déi éischte Kéier hei gesot de 17. Mee, zënterhier sinn Dausende vu Leit gestuerwen an der Ukrain.

Dat Zweet ass, fir den Territoire esou wäit wéi méiglech ze preservéieren. Ech brauch Iech net ze soen, wéi d'Entwécklung an der Tëschenzäit ass, Dir wësst et esou gutt wéi mir.

An dat Drëtt ass, fir Escaladen also auszeschléissen, militärescher an anerer. Mir hunn am Abléck eng am Energieberäich. Hätte mir eis Politik geholl vun Ufank un, fir eng Verhandlungsléisung ze sichen an d'Leit ronderëm en Dësch ze sëtzen, am plaz nozekucken, wéi Leit do all Dag musse stierwe mat enger falscher Politik, déi dës Regierung bedreift an déi vun deene meeschte Parteien hei ënnerstëtzt gëtt, dann hätte mer Mënscheliwwen geschount, mir wäeren an enger anerer Situatioun a mir bräichten net ze fäerten, datt d'Leit hei am Wanter net méi kënnen hëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzminister Yuriko Backes, nee, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci fir dee ganz liewegen Debat hei. Fir d'éischt emol e Merci un de Guy Arendt fir säin exzellenten a ganz komplette Rapport, dee mir et dann och erlaabt, mech relativ kuerz ze faassen.

Et ass puermol gesot ginn: Dat Gesetz hei ass effektiv e ganz wichtegt Instrument fir eis Lëtzebuurger Industrie, mee et ass och e ganz wichtegt Instrument fir d'Energietransitioun. Et geet nämlech hei an éischter Linn drëms, industriell Acteuren, déi Méikäschten u Stroum – u Stroum, net u Gas – duerch den ETS-System (ndlr: Emissions Trading System) hunn, an der EU ze behale fir ze verhënneren, dass se sech a Länner néierloossen, wou den CO₂-Ausstouss kee Präis huet, dee sougenannte Risk vu „carbon leakage“. Wa mer dat géife kréien, wär weeder eiser Ëmwelt nach dem Klima gehollef, awer och net eisem Mouvement zu där Transitioun hin, wou mer och d'Industrie gäre mathuelen.

Dat hei ass e Regimm, dee virun allem déi Secteure viséiert, déi enger staarker internationaler Konkurrenz ausgesetzt sinn an déi hire Produit méi einfach aus dem Ausland kéinten an d'EU importéieren. Mir schwätzen hei vu Secteuren, déi mer och zu Lëtzebuerg hunn, wéi Aluminium- a Stolindustrie. Well wa mer wëllen, wéi gesot, och déi ekologesch Transitioun an der Industrie hikréien, fäerdgebréngen, da musse mer fir d'éischt Suerg droen, dass déi Betriber och hei bei eis am Land an och bei eis hei an Europa bleiwen. Dofir ass dee Regimm hei extrem wichteg.

Et ass och drop higewise ginn, dass fir d'éischte Kéier hei och elo Nohaltegkeetsengagementer derbäi sinn, wat gutt ass. Och de System vun den Avancen ass wichteg an enger Zäit, wou déi Präisser ëmmer méi an d'Luucht ginn a wou déi d'Liquiditéitsbesoine bei de Betriber also ëmmer méi wichteg ginn.

Ech géif och gär zu deene Kriticken, dass keng sozial Engagementer oder keng sozial Conditionnalitéiten hei dra sinn, an iwwerhaupt zu där Kritik, dass hei erëm eng Kéier Multinationale gehollef gëtt, soen, dass dat am Fong alles e bësse kuerz gräift. Mir hu virun net allze laanger Zäit, wann Der opgepasst hutt, och eng Stol-Tripartite gemaach mat ArcelorMittal, wou et, entre autres, och drëm geet, fir justement déi néideg Investissementer an eng méi nohalteg Stolproduktioun ze assuréieren.

Mir sinn als Standuert, als Land, u sech wierklech ideal situéiert, fir kënne grénge Stol ze produzéieren. Dat ass och erkannt gi vun ArcelorMittal a si hunn och am Kader vun där Stol-Tripartite do zougeseet, fir déi néideg Investissementer ze maachen. Dat heescht, wann een elo heihinner kënn an da seet, dat wieren alles erëm eng Kéier déi béis Multinationallen, déi grouss Entreprises, déi mer hei géife privilegéieren, gräift dat alles e bësse ze vill kuerz. A jo, et ass nun emol esou, dass et an der Reegel net déi kleng PMEe sinn, déi Stol produzéieren oder Aluminium. Dat si Schwéierindustrien, déi natierlech och e gewëssenen Invest mat sech bréngen, soudass dat, mengen ech, noutgedrongen och esou ass.

Et ass och esou, dass am Fong am Calcul vun där Hëllef e sougenannte „référéntiel efficacité“ dran ass, soudass e Betrib u sech en Interessi huet, fir esou effikass wéi méiglech ze sinn an och, fir energeetesche esou effikass wéi méiglech ze schaffen. Dat ass wierklech dee Mechanismus, wéi mer d'Betriber wëlle mat an déi Transitioun do eranhuelen.

Dir musst wëssen, dass esou Dekarbonisatiounsprojeten net vun haut op muer geschéien. Dat si Projeten, déi iwwer laang Jore musse finanziert ginn an iwwer laang Joren en place gesat ginn, wou oft haut nach net d'Technologie disponibel ass, fir dat ze maachen, soudass mer e Regimm brauchen iwwer zéng Joer, fir deen Differentiel ze kompenséieren, en attendant, dass d'Industrie prett ass, fir déi néideg nei Technologien en place ze setzen, fir da wierklech och klimaneutral kënnen ze produzéieren.

Ech kann Iech just soen, dass mer am Wirtschaftsministère ganz vill Dekarboniséierungsprojeten erakréie vun Entreprises, déi dowéinst Aidë froen, fir méi effikass ze schaffen. Dat hu mer während der Covid-19-Pandemie gesinn, dat gesi mer och elo nach, soudass dat hei wierklech eng Mesure d'accompagnement ass, déi doranner ganz wichteg ass.

Als leschte Punkt géif ech och gäre betounen, dass dee System hei net aleng an isoléiert dierf gekuckt ginn, mee och par rapport zum sougenannte „carbon border adjustment mechanism“, deen och um europäeschen Niveau wäert en place gesat ginn.

De CBAM ass en Instrument, wat och als Haaptuleies huet, fir Fuites de carbone ze evitéieren an domadder den Industriebetriber hir Kompetitivitéit – deenen Industriebetriber, déi hei an Europa no deenen héchsten internationale Standarden an no deenen héchsten Oplagen, wat d'Emissiounen ugeet, produzéieren – ze garantéieren, fir dass déi kompetitiv bleiwe par rapport zum Ausland. Dat ass de CBAM. An de CBAM ass de Pendant zu deem Mechanismus. Et ass e Mechanismus, deen aktuell Stol, Eisen, Aluminium, Zement, Dünger an de Stroumsecteur ofdeckt. Wéi gesot, hei besteet en direkte Lien zum ETS, well fir déi genannte Secteure ginn déi verfügbar gratis Allocatiounen

iwwer zéng Joer vun 2026 u progressiv erof, während de CBAM parallel agefuert gëtt an och eropgefuer gëtt.

Et geet beim CBAM drëms, CO₂-intensiv Importproduiten vun ausserhalb der EU ze taxéieren, fir, wéi gesot, en Equiliber tëschent der klimafreundlecher Produktioun an der EU an ausserhalb ze garantéieren.

Gläichzäiteg kann een, fir och OMC-konform (ndlr: Organisation mondiale du commerce) ze sinn, de Betriber keng duebel Ënnerstëtzung erlaben, firwat eeben déi gratis Allocatiounen dann och erfoginn.

Dat gesot, géif ech Iech awer trotzdeem gäre soen, dass ech mech iwwert déi breet Zoustëmmung zu deem Gesetz freeën. Et ass, wéi gesot, e wichtegt Gesetz, fir eis Industrie ze begleeden op deem Wee vun der Energietransitioun an um Wee fir eng méi klimafreundlecher Produktioun. Dofir e grouse Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Et ass éischter eng Fro. Mir gi jo elo déi Hëllef. An déi Hëllef, déi wäert jo och ArcelorMittal fir hir Energie kréien. Elo war awer gëschter an der Press ze liesen, an ech beruffe mech do op Presseartikelen, dass déi erëm a Russland géife liwweren.

A sech maache mer déi ganz Aktioun jo, fir dass mer Russland net méi ënnerstëtzen a fir dass déi Energie eeben hei aus Europa kënn, fir Russland eigentlech ze schueden. Hutt Dir vläicht schon eng Positioun, Informatiounen, ob dann elo ArcelorMittal dohi liwwert? Well wa mir hinnen elo haut hei Hëllef stëmmen an dat Geld kënn herno indirekt och Russland zegutt, dann hu mer näischt geschafft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, also ech hu keng Informatiounen iwwer ArcelorMittal hir Intentionen, fir Stol a Russland ze liwweren. Bon, dofir kann ech mech dozou elo, à ce stade, net äusseren.

Ech mengen, et ass wichteg, dass d'Betriber, déi hei bei eis schaffen, sech och alleguerte konform zu den EU-Sanktiounen verhalten. Ech ginn dervunner aus, dass dat och bei ArcelorMittal de Fall ass. Mee, wéi gesot, déi do Informatiounen hunn ech net an ech sinn och net am Secret des dieux vun ArcelorMittal hiren Intentionen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wirtschaftsminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7998. Den Text steet am Document parlementaire 7998³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7998 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu dem Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 53 Jo-Stëmme, 2 Nee-Stëmme a 4 Abstentionen uegoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7872 – Projet de loi portant modification de :

1^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

2^o la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur la perception du droit de succession ;

3^o la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc.

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7872 iwwert d'Verbesserung vum Informationsaustausch tëscht den Administratiounen am Kader vun der Versteigerung. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporteur vum dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här André Bauler. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Ech maachen d'Pult nach erop. Voilà. Merci, Här President. Schwaarzaarbecht, an hirer schrooster Form, och als Mënschenhandel a modern Sklaverei bekannt, existéiert och bei eis. Dat ass inakzeptabel! Et kann

net sinn, dass et Persoune gëtt, déi hir Rechter op Sécherheet a Gesondheet verwiert kréien, fir dass gewësse Persounen, aner Persounen, Sue verdéngen oder spueren.

Jo, et gëtt och hei zu Lëtzebuerg Leit, déi weeder krankverséichert sinn nach eng Ofsécherung am Alter, also eng Pensioun, hunn, an nawell gi si all Dag ënnert deels schwierige Konditiounen schaffen. Dobäi huet de Staat d'Responsabilitéit, fir géint esou Situatiounen virzegoen. Deelweis huet de Staat och d'Moyenen, fir eppes ze ënnerhuelen, awer just deelweis, dat, well déi verschidde Verwaltungen, Agencen a Servicer net ëmmer genuch zesummeschaffen. Wann de Centre commun vun der Sozialversécherung, d'ADEM, d'CSSF an den Enregistrement awer méi enk zesummeschaffen, da kënnen esou Mëssstänn méi dacks opgeléiert ginn.

De Wëllen ass och do, fir dat ze maachen. An deem Sënn gouf de 17. August zejoert e Gesetzesprojet iwwert déi interadministrativ Kooperatioun deposéiert. Fir Informatiounen auszetauschen, muss ee jo bekanntlech eng gesetzlech Basis hunn. Des Weidere muss et eng Balance tëscht dem initialen Zil souwéi dem Dateschutz ginn. Déi muss ee fannen.

Ech hu mer elo erlaabt, direkt déi kriddelegst Thematik unzeschwätzen. De Gesetzesprojet huet awer iwwert d'Schwaarzaarbecht eraus e vill méi breeden Usproch, fir géint Bedruch, notament Steierbedruch a Steierhannerzéiung, virzegoen.

Et ass also e wichtege Projet, well d'Ëmverdeelung, och iwwert de Wee vun der Besteuerung, e grondleeende Piller vum moderne Sozialstaat ass. D'Chamber hat schonn 2008 e Gesetz zu dëser Problematik gestëmmt. Heimadder soll dann den Uwendungsberäich vum dësem éischte Gesetz erweidert ginn.

Ech kann elo, dat verstitt Der, net op all eenzel Dispositioun aus dësem Gesetzesprojet agoen. Mee ech probéieren hei, déi grondleeend Informationsfluxen ze beschreiben.

De Centre commun vun der Sozialversécherung deelt der AED, also op Lëtzebuergesch salopp geschwat dem Enregistrement, der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA – wat dacks vergiess gëtt – mat, wéi vill Salarié pro Betrib schaffen a wéi grouss d'Masse salariale ass.

Bei den Independanten, de selbststänneg schaffende Leit, ginn d'Kontaktdonnéen dann iwwermëttelt. Well just d'Zuel u Leit kommunizéiert gëtt, ass dat eng zimmlech wirksam, effikass Aart a Weis, fir an enger éischer Etagg eng Kontroll ze maachen, ouni datt den Enregistrement direkt all d'Informatiounen kritt. Hei soll also verständlecherweis e Gläichgewicht tëscht Effikassitéit an Dateschutz ugestriift ginn.

D'Beamte vum Transportministère iwwermëttelen d'Donnéen iwwert d'Immatrikulatioun un den Enregistrement, fir datt si d'TVA, déi pro Gefier bezuelt gëtt, iwwerpräiwe kënnen. D'AED kritt och en direkten Accès op de Regëster vun de Betriber.

D'ADEM an d'AED, also den Enregistrement, tausche géigesäitig Informatiounen iwwert d'Schwaarzaarbecht vu REVIS-bezéiende Persounen aus, souwéi awer och iwwert de Bedruch op der TVA.

D'CSSF gëtt, op Ufro, Informatiounen an Dokumenter un den Enregistrement, fir d'Bezuele vun der TVA an der Taxe d'abonnement – Gesondheet, Här President – ze iwwerpräiwen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Wann d'CSSF Dokumenter vun enger auslännescher Autoritéit krut, da muss dës och am Virus mam Echange d'accord sinn.

Vu datt d'CSSF an den Enregistrement dem Steiergeheimnis ënnerleien, also deem verflucht sinn, bleiwen d'Donnéen natierlech zu all Moment geschützt. Den Enregistrement dierf bei anere Verwaltungen Informatiounen ufroen, wann et ëm Domäne geet.

D'Auteurs vum Projet erënnere drun, datt dës Reegele konform zum Reglement iwwert den Dateschutz, dem Dateschutzreglement, sinn. Aus engem Avis vum 30. Mäerz 2018 geet ervir, datt d'Donnéen am ëffentlechen Dëngscht behandelt dierfe ginn, wann dat néideg ass, fir enger reng gesetzlecher Aufgab nozekommen.

Mat dësem Gesetzesprojet ginn dann nach zwou weider Ännerunge proposéiert:

Éischtens gëtt den Delai betreffend d'Recouvrements-rechter vum Staat bei der Ierfschaftssteuer no uewen ugepasst. Den Delai soll op zwéi Joer erhéicht ginn, well ee Joer bei gewëssene méi komplexe Successiounen, also Ierfschaften, net duergeet.

Zweetens gëtt den Artikel 17 am geännerte Gesetz vum 7. August 1920 iwwert d'Erhéijung vum den Enregistrements-, Timber- an Ierfschaftsfrais an esou weider gestrach, fir enger Opfuerderung vun der Europäescher Kommissioun nozekommen.

Dat wieren dann d'Erklärungen iwwert den Inhalt vum dësem Gesetzesprojet.

Elo nach ganz kuerz zu den Avisen. Mir kruten Avise vum Staatsrot, der Handelskummer, der Chambre des Salariés, der Staatsbeamtekummer an der Dateschutzkommissioun.

De Staatsrot huet a sengem initialen Avis vum Februar eng formell Oppositioun ausgeschwat. De Staatsrot huet sech dru gestéiert, datt de genauen Zweck, deen den Austausch vum Donnéen tëschent der ADEM an dem Enregistrement begrënnt, feelt. D'Kommissioun ass dëser Opfuerderung vum Conseil d'État nokomm.

Doriwwer eraus huet de Staatsrot e puer kleng Ännerungen a Präzisiounen gefrot fir sécherzegoen, datt d'Zil vum dësem Gesetzesprojet och erreecht gëtt.

D'Chambre de Commerce huet hirersäits an hirem Avis vum September zejoert d'Zil vum Projet grondsätzlich begriisst. Si freet sech iwwert de Projet, deen awer hirer Meenung no net wäit genuch geet. Den Informations- an Datenaustausch muss net just, hirer Meenung no, am administrative Beräich verstärkt ginn, mee och tëschent der Verwaltung an dem Steierzueler.

An deem Sënn ënnersträicht och d'Chambre de Commerce d'Noutwendegkeet vun enger digitaler Plattform, déi et dem Steierzueler erméigleche géif, esou vill administrativ Verflüchtunge wéi machbar online ofzewéckelen oder ofwéckelen ze kënnen.

Des Weidere schléit d'Chambre de Commerce eng digital Léisung vir, déi et dem Steierzueler zu all Moment erlaabt, eng consolidéiert Iwwersiicht iwwer all seng Steierscholden ze kréien an déi dann och nozekucken.

D'Staatsbeamtekummer huet an hirem kuerzen Avis vum 7. Oktober zejoert de Projet begriisst.

D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis, och vum Oktober zejoert, dem Gesetzesprojet zougestëmmt. D'Chambre des Salariés ënnersträicht d'Wichtigkeet vum Dateschutz a besteet op engem sécheren, gesetzlech gereegelten a virun allem transparenten Émgang mat de perséinlechen Donnéen. D'Chambre des Salariés fuerdert ausserdem, datt d'Leit et solle gewuer ginn, am Fall wou hir perséinlech Date benotzt oder verschafft ginn. Si wëllen och, datt d'Steierstatistiken an anonymiséierter Form verëffentlecht ginn.

D'Dateschutzkommissioun huet an hirem Avis vum März 2022 begréisst, datt d'Zort vu perséinlechen Daten an den Zweck fir d'Iwwerméttlung prezisiéiert goufen. D'CNPD huet och op e puer spezifesche Punkten higewisen, déi méi prezis misste sinn. Doriwwer eraus recommandéiert d'CNPD, datt d'Recht op d'Informatioun garantéiert gëtt an datt festgehale gëtt, wien, wéini a firwat Donnéeë gekuckt huet oder wéini datt se gekuckt ginn. Dat misst dann och kontrolléiert ginn.

D'CoFibu hirersäits, d'Finanz- an d'Budgetskommissioun, ass gewëssenen Opfuerderunge vun der CNPD nokomm. An hirem zweeten Avis huet d'Dateschutzkommissioun dës Ännerungen och begréisst, mee gewësse Virschléi erëm widderholl.

Fir all aner Detailer verweisen ech op déi respektiv schrëftlech Avisen.

Voilà, dat war et scho vu menger Säit. Zu gudder Lescht wëll ech ënnersträichen, datt dat heiten dach awer e wichtege Gesetzesprojekt ass, fir d'Leit ze schützen a géint Bedruch virzegoen. Dowéinst gëtt meng Fraktioun, d'DP-Fraktioun, hiren Accord.

Ech soen dann och op dëser Plaz der Madamm Finanzministerin Yuriko Backes an hire Beamte souwéi awer och de Mataarbechter aus der Chamber an och aus menger Fraktioun e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht am Kader vun dësem Projet. An Iech alleguer merci fir d'Nolauschteren a merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Och direkt e grouse Merci un de Rapporteur André Bauler, deen de Mëtten am Dauerasaz ass, deen eis hei, wéi mer dat och vun him gewinnt sinn, erëm eng Kéier e ganz fouilléierten, detailléierten Rapport gemaach huet, eis och erkläert huet, ëm wat et geet, soudatt ech net weider brauch drop anzegoen.

En huet awer nach eng Kéier op d'Wichtigkeet higewisen, sech och géint all Zorte vu Bedruch, vu Steierhannerzëiung och um Niveau vun Administratiounen déi néideg Moyenen ze ginn, déi mer brauchen. Mir wäerten also och dësem Projet eisen Accord ginn.

Ech wollt awer och an deem Kontext zwou Remarque respektiv Froen un d'Finanzministerin stellen, déi och mat deene ganze Volete Bedruch a Steierhannerzëiung ze dinn hunn.

En éischten – an do hunn de Kolleeg Gilles Roth an ech selwer och schonn divers Question-parlementaire gestallt, wou mer awer ni richteg Äntwerte kréien –, do geet et ëm déi ganz CumEx-Operatiounen. Ech wëll Iech elo do net am Detail erklären, ëm wat et do geet. Dat ass eng Zort vu Bedruch. Déi CumEx-Operatiounen sinn an enger ganzer Rei vun europäesche Länner praktizéiert ginn, dont och hei zu Lëtzebuerg.

Wann ech elo e bësselche kucken, an Dänemark, an Däitschland, do lafen am Moment eng ganz Rei vu Prozesser, déi vun de jeeweilige Steierverwaltungen géint déi Leit do gestrengt ginn, fir och déi Suen ze recuperéieren.

Hei war eis eng Kéier gesot ginn, och hei wäer fir mindestens zwielef Milliounen Euro esou Operatiounen geteegt ginn. Ech wär wierklech frou, wann d'Ministerin

eis eng Kéier kéint soen, wéi si, zesammen natierlech mat der Steierverwaltung, géint déi doten Zorte vu Praktike wëllt virgoen.

Et geet hei och net nëmmen ëm de Montant, mee ech fannen, et ass awer wichteg, datt mir och hei wëssen, datt esou Zorte vun Operatiounen hei keng Plaz hunn, an datt mir do mat der ganzer Häert, déi déi verschidde Gesetzgebungen eis ginn, och géint déi dote Form vun Agissementer virginn.

En zweete Punkt ass: Wann ee sech esou e bësselchen informéiert, wat esou leeft, gesäit een och ëmmer méi, datt ganz vill Bedruchstransaktiounen an haapt-sächlech och Steierhannerzëiung iwwert déi sougenannte Kryptowärung lafen. Och do stellen ech mer heiansdo d'Fro, ob eis Steierverwaltung eigentlech outilléiert an ekipéiert ass, fir do op eng effikass Manéier virzegoen.

An ech wollt eigentlech einfach emol eng Kéier der Finanzministerin d'Fro stellen, ob si eis – vläicht net haut, mee an enger nächster Sitzung – eng Kéier kéint soen, wat iwwerhaupt do vun Deklaratiounen mat esou Operatiounen a Kryptowärung bei eiser Steierverwaltung deklaréiert ginn ass. Well wann ee sech e bësselchen ëmhéiert, do ginn natierlech och riseg Perté gemaach, mee et ginn awer och riseg Benefisser gemaach, och vu Residenten, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. An et wär awer emol eng Kéier interessant ze wëssen, ob déi an där Form, wou se missten, och hei deklaréiert ginn.

Dofir wier ech frou, Madamm Minister, wann Der mer vläicht herno an Ärer Äntwert op déi zwou Froen do kéint äntwerten.

Dat gesot ginn ech nach eng Kéier den Accord hei vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. Da wier et um honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur André Bauler. An ech ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Och ech wëll dem Här Bauler villmools Merci soen an den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Och vun eiser Säit merci un den André Bauler. Mir stëmmen deen Text do selbsterständlech mat. Ech wollt just een eenzegt Wuert soen zur Schwaarzaarbecht, well dat déi gréisser Introductioun war vun Här Rapporteur.

An ech denken, mir kéinten déi bekämpfen duerch eng Erliichterung vu legaler Immigratioun op Basis vun Aarbechtsautorisationen. Et gëtt ganz vill Beräicher, bon, d'Horesca ass een dovun – ech als eenzege Restaurateur an der Chamber weess ee Lidd dovunner ze sängen –, wou mer Aarbechtskräftemangel hunn a wou mer ganz gäre géife Leit engagéieren, mee mir kënnen net.

Wéinst där EU-Prioritéit, déi besteet, mussen mer dat dann ausschreiwen. Da kënn d'ADEM mat Kandidaten, déi net onbedéngt fäeg sinn. An an Europa ass et och net esou einfach, Leit ze fannen. Bon, mir fanne se elo an Italien an a Portugal. Mee et wier eng weesentlech Vereinfachung, wa Leit aus Drëttsstaate

kéinte kommen, fir esou Plazen unzehuelen, legal ze immigréieren, legal eng Aarbechtsautorisation ze kréien. Dat géif eis d'Liewe ganz vill erliichteren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporteur, dem Här Bauler, fir säi Rapport.

Jo, fir eis ass de Kampf géint Steierhannerzëiung a Steiervermeidung eng wichteg politesch Prioritéit. An dofir begréisste mir dëse Projet de loi a wäerten en och matstëmmen. Dëse Projet de loi ass jo och eng Äntwert op verschidde Skandalen bei der Hannerzëiung vun der TVA.

Dass d'Steierverwaltung an den Enregistrement kënnen op verschiddenen Datebanke vun aneren Administratiounen zrëckgräifen, fir d'Anhalung vu Gesetzter ze iwwerpräiwen, dat schéngt eis esou evident, dass ee sech muss d'Fro stellen, firwat dat bis ewell net méiglech war. Et ass fir eis absolut net nozevollzéien, dass verschidde Modeller vu Steierhannerzëiung net kënnen opgedeckt a verfollegt ginn, just well d'Steieradministratioun keen Zougang op Informatiounen vun aneren Administratiounen huet.

An deem Sënn hoffe mir och, dass dëst just den Ufank ass. Mir mengen och, dass nach ganz aner Overturë misste méiglech sinn, déi jo an dësem Beräich och absolut kompatibel si mam RGPD, wéi de Staatsrot dat jo nach eng Kéier ënnerstrach hat.

D'Digitaliséierung bitt hei och ganz vill Méiglechkeeten, déi musse genotzt ginn. Dir wësst och, dass mir fir d'Ophiewe vun Bankgeheimnis sinn. Och dat wär e wichtege Schrëtt an déi Richtung.

Ech wëll dann och op dëser Plaz nach zwou Remarken opgräifen, déi d'CSL an hirem Avis opgeworf hat. Fir d'éischt fuerdere si e besseren Accès zu anonymiséierten Donnéeën iwwert d'Steierfroen, fir besser sozioekonomesch Analyse kënnen ze maachen. Déi Lénk hunn dat op dëser Plaz och schonn e puermol gefuerdert. An ech mengen, dat géif engem demokrateschen Debat fir Steiergerechtegkeet an dësem Land sécher net schueden.

Dat anert ass, dass d'Digitaliséierung géif d'Méiglechkeet bidden, de Salariéen d'Ausfille vun der Steiererklärung ze erliichteren, well eebe vill Donnéeë schonn a verschiddenen Datebanke si beim Staat, déi schonn automatesch an der digitaler Steiererklärung vum Salarié kéinte vir ausgefëllt ginn. Mir mengen, dat ass eng ganz interessant Iddi, déi vum Finanzministère kéint opgegraff ginn.

Voilà. Wéi gesot, mir begréissen dëse Projet de loi an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci dem Här Bauler fir dee gudden ausféierleche Rapport. Dir hutt och den Dateschutz erwänt an den zweeten Avis vun der CNPD. Et ass effektiv esou, dass se e bësse kritiséiert hunn, dass den Text op verschiddene Punkten net prezis genuch ass, wat den Dateschutz ubelaangt.

Am grouse Ganzen ass et e gudden Projet, mee et misst ee vläicht nach eng Kéier nobesseren, wat den Dateschutz ubelaangt fir awer déi Prezisiounen, wann een elo gesäit, wéi et fonctionéiere wäert a wéi eng

Problemer vläicht optauchen. Vlächte hu mer och Chance an et taucht kee Problem op, mee falls Problemer optauchen, dass een dat nach eng Kéier nobessert am Sënn vum Dateschutz.

Mir stëmmen deem och zou. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, e grouse Merci un de Rapporteur, den Här Bauler, fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Effektiv, mat dësem Gesetzesprojet schafe mir déi néideg Base juridique fir den Échange d'information zwëschent dem Enregistrement a verschiddenen Administratiounen.

Dat ass ganz wichteg. Mir wëllen assuréieren, dass eebe verschidde Steiere kënnen correctement agezu ginn. Wichteg ass dat eeben och am Kontext vun der Lutte géint d'Fraude fiscale. D'Egalitéit vum Bierger a vun den Entreprises devant l'impôt ass dann heimadder och besser garantéiert. De Projet ass ganz kloer am Échange mat de concernéierten Acteuren an Administratiounen ausgeschafft ginn.

An, wéi och mentionéiert ginn ass, ech mengen, dat ass e ganz wichtege Volet par rapport zum GDPR. Dat heiten ass GDPR-konform. D'Legitimitéit an d'Proportionalitéit si ginn, well den Enregistrement d'Donnéeë just benotzt fir den Etablissement an d'Perceptioun vun den Taxen, déi ënnert hir legal Kompetenz falen.

Dofir soen ech Iech wierklech e grouse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht op dësem Gesetzesprojet an och fir déi ganz grouss Zoustëmmung.

Vlächte ganz kuerz, fir op eng Fro ze äntwerten, wat d'CumEx ugeet. Souwäit ech weess, gëtt et do keen neie Moment. Mee mir kënnen awer ganz gären eng aner Kéier méi am Detail dorop zrëckkommen.

Wat d'Krypto ugeet, do gëtt et keng speziell Reegele fir Kryptoassets. Hei applizéiere sech déi normal Steiereregelen. D'Steierverwaltung, souwäit ech weess, huet och verschidde Fäll denoncéiert. An dann ass et elo un der Justiz, hir Aarbecht ze maachen. Voilà. Mee och do kënnen mer gären, wann de Wonsch do ass, eng Kéier drop zrëckkommen.

Nach eng Kéier e grouse Merci fir déi exzellente Zesummenaarbecht a merci fir déi grouss Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes. D'Diskussion ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7872. Den Text steet am Document parlementaire 7872^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7872 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7872 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane

Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Frank Colabianchi), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Dan Biancalana), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 7933 – Projet de loi portant :

1^o modification de :

a) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers ;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;

d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;

e) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées ;

f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et du

g) règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières ; et

2^o mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132

Mir kommen elo zum Projet de loi 7933 iwwert d'Finanzgarantien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Dauerrapporteur vun de Mëtteg, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Dauerrapporteur klängt wéi Dauerbrenner, also ech komme just dräimol de Mëtten heihinner. Jo, bei dësem Projet hu mer ...

M. Roy Reding (ADR) | D'nächst Woch gëtt et méi laang.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Jo, d'nächst Woch gëtt et méi laang, Här Reding, dat ass richtig. Hei hu mer et mat engem Projet ze dinn, fir dat d'entrée de jeu ze soen, deen zu deene ganz klassech technesche Projete gehéiert mat engem liichten Hang zur Abstraktioun.

Froen, déi sech awer hei stellen, sinn zum Beispill déi: Wéi kann een an deem ganze Finanzberäich Risike minimiséieren? A wat geschitt, wann et dann awer, zum Beispill bei Transaktiounen, zu Schwieregkeete kënn?

De Staat huet effektiv d'Verantwortung, e Kader fir Finanzstabilitéit ze schafen. An d'Gesetzgebung muss dowéinst genau Prozeduren, juristesche Ofleef virgesinn, déi ulafen, wa Finanzstabilitéitsproblemer sollte kommen, wann et där sollt ginn, wann déi also opdauchen.

E wichteg Element an dësem Beräich ass dat sougenannt EMIR-Reglement. EMIR – Dir kënn Iech erënneren, viru Joren hate mer dat schonn eng Kéier –, dat steet fir d'Europäesch Marchés-Infrastruktur-Regelung, déi als eng Reaktioun op d'Finanzkris vum 2008 ze verstoe war, also och an d'Liewe geruff gi war, fir eeben d'Risiken, d'Geforen, déi esou eng Kris provozéiert, ze iwwerwaachen.

Mat dësem Text gëtt elo awer nach eng Kéier d'Legislatioun an dëser Matière ausgebaut, an zwar eeben duerch en neit Reglement. Et geet also konkret ëm déi sougenannt, wéi d'Fransose se nennen, Contreparties centrales, kuerz an der Abreviatioun CCP genannt – CCP, also et geet net ëm eise Postscheck, mee CCP steet hei fir Central Clearing Counterparty –, déi sech an all Transaktioun op de Finanzmäert intercaléieren. Intercaléieren heescht, ech hu mer dat elo nach séier hei derbäigeschriwwen, souzesoen „der-tëschtenschalten als eng Aart Interface“. Dat soll also d'Gestioun vun de Risike verbessern.

D'CCPe spillen effektiv eng wichteg Roll beim Verkaf vu Wäertpabeieren an anere Finanzinstrumenter, well se eeben als Contrepartie fir de Keefer an de Verkeefer fonctionéieren. Dat bréngt dann eeben eng zousätzlech Sécherheet, a well dës CCPen esou wichtig sinn, gëtt de gesetzleche Kader an dësem Beräich weider ugepasst.

Mam Gesetzesprojet vun haut, dem 7933, deen den 20. Dezember zejoert hei an der Chamber deposéiert gouf, gëtt also en neit europäescht Reglement an nationaalt Recht ëmgesat. Zum Champ d'application: D'Reglement betrëft souwuel d'Sanéierung wéi och d'Ofwécklung vun allen europäesche CCPen, also souwuel d'Sanéierung, dat heescht „recovery“, an d'Ofwécklung, also „resolution“, vun den europäesche CCPen. Dat sinn der 14. Et gëtt se also net an all Memberstaat, och net hei zu Lëtzebuerg. All Memberstaat muss eng „resolution authority“ virgesinn. Déi brauch adequat Ressourcen an Onofhängegkeet, fir Interessenskonflikter ze vermeiden.

Ausserdeem gi sougenannt „resolution colleges“ ageféiert. Am „resolution college“ sinn all betraffe Resolutionsautoritéite vertruete souwéi d'Autoritéiten aus de Memberstaate vun de Clienté vum de CCPen. Dat ass wichteg fir Lëtzebuerg, well mir selwer jo kee CCP hunn, mee eng Sanéierung oder Ofwécklung vun engem europäesche CCP e groussen Impakt op eis Banken a Fonge kéint hunn.

De grondleeënde Prinzip ass dee vun der Proportionalitéit. All Entscheedung muss wierksam sinn an d'Käschte mussen niddreg gehale ginn. D'Interêre vun all de Memberstaate mussen jo garantiéiert sinn, och wa se, wéi an eisem Fall, dem Fall vu Lëtzebuerg, kee CCP hunn. Mir selwer hunn also kee CCP, mee eis Finanzplaz ass awer Client vun auslännesche CCPen an d'Clientë mussen fair behandelt kënnen ginn.

D'Reglement gesäit och sougenannt „Recoverypläng“ vir. Et muss een also am Virus Moosname plangen, fir op gewësse Situatiounen ze reagéieren. De Staat – dat si mir eigentlech alleguer, dat heescht also an deem Fall de Steierzueler – därfer net an deene Pläng opdauchen an op déi Manéier haftbar gemaach ginn. Déi „Recoverypläng“ ginn da vun den nationalen Autoritéiten oder wann et en Iwwerwaachungscollege, also „supervisory college“ bei Gruppe gëtt, vun eeben deem College guttgeheescht.

Wann d'„Recoverypläng“ net gräife sollten, da gëtt e weidere Schratt ënnerholl, da geet een am Fong an déi nächst Etapp iwwer. Dat ass dann d'Resolutioun. Et geet drëm, déi kritesch Funktiounen ze erhalen, d'Mäert därfer net gestéiert ginn. Negativ Effekter op de Finanzsysteme mussen also vermidde ginn, dat, well d'CCPen e systeemesche Bestanddeel vun der Finanzplaz sinn.

Dowéinst mussen speziell Mesuren ënnerholl ginn, fir eng Ketterreaktioun ze verhënneren. Mir wëllen, wéi scho gesot, vermeiden, datt de Steierzueler fir Feeler am Finanzsystem muss opkommen.

Dat gesot, wëll ech drop agoen, wat de Gesetzesprojet genau mécht. Et gëtt eng klassesch Mise en oeuvre – Ëmsetzung – gemaach, well d'Reglement jo d'Application directe ass. Mir schwätze jo hei vun zwee Kaderen: d'Sanéierung an d'Ofwäcklung. D'CSSF gëtt d'Autorité de surveillance fir d'Sanéierung. De Conseil de résolution vun der CSSF gëtt elo d'Resolutionsautoritéit. Am Fong ass dat just eng theoreetesche Dispositioun, well mir jo kee CCP hunn.

De Conseil de résolution vun der CSSF kënn awer an d'Spill, wann et ëm d'Ausland geet. Fir dat ze maachen, muss dann d'Gesetz vun der CSSF iwwerschaft ginn. Iwwerdeems gëtt de Finanzministère als zoustänneg Ministère designéiert. Well mir kee CCP hunn, kënnen mir am Fong vun engem méi lichte Regime profitéieren. Mee mir stellen eis awer esou op, datt mir an Zukunft e CCP op Lëtzebuerg kréie kënnen – oder kéinten –, unni gesetzlech nobesseren ze mussen.

Elo nach zum zweete Volet vum Gesetzesprojet. Hei gëtt d'Gesetz vum 5. August 2005 zu de Finanzgarantiekontrakter moderniséiert an ugepasst. Effektiv gëtt hei dovunner profitéiert, datt d'Gesetz am Kader vum Règlement muss geännert ginn, fir nach zousätzlech Ännerungen – Modifikatiounen – ze maachen.

Et geet hei prinzipiell drëm, d'Ausféierung vun de Finanzgarantien ze moderniséieren. Aktuell ass d'Lëtzebuerger Bourse domadder beoptraagt, effentlech Ventë vu Finanzinstrumenter ze maachen. An der Zäit huet eis Bourse nämlech iwwer eng staatlech Konzessioun fonctionéiert. Vu datt deem net méi esou ass, ginn d'effentlech Ventë vu Finanzprodukte mat deem Gesetzesprojet wéi eng klassesch Stee ofgehalen. Doriwier eraus ginn och déi aner Methode fir d'Vierwierklechung vun de Garantien moderniséiert.

Zousätzlech kommen Dispositiounen dobäi, fir méi Klouerheet ze schafen a puncto Exekutiounsmoosname fir gewëssen Aktivaen – oder Aktiven – wéi zum Beispill Parten, Aktien oder Assurancëkontrakter. Fir all déi technesch Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Wéi gewinnt, ginn ech nach kuerz op d'Avisen an, déi d'Kommissioun geschéckt krut. De Staatsrot huet säin Avis den 31. Mee un d'Chamber geschéckt. Et gouf eng formell Oppositioun, wat d'Huissiers- an d'Notärskäschten ugeet, déi am Kader vun enger Vente publique ufalen. De Staatsrot ass der Meinung, datt dës Fraise schon anerwärtlech rechtlech fixéiert goufen, a se sollen och zukünfteg net fräi verhandelt ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 17. März den Inhalt vun deem Gesetzesprojet begréisst. Wat den Artikel 23 ugeet, mengt si awer, datt d'Ännerung sollt iwwert e Règlement amplaz e Gesetz gemaach ginn. Fir d'Detailler verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Wéi Der also gesitt, ass dat neit Règlement, dat mat deem Gesetzesprojet ëmgesat gëtt, en immens wichtege Aspekt an der Preventioun. Hei hëlt de Staat seng Responsabilitéit, fir de Finanztransaktiounen e verlässleche Kader ze liwweren, dat am Sënn vu méi Stabilitéit an engem Méi u Sécherheet.

Da soen ech nach eng Kéier op dës Plaz der Madamm Finanzministerin Yuriko Backes an hire Beamten aus dem Ministère, déi eis hei mat Rot an Dot zur Säit stoungen, en häreleche Merci, och de Mataarbechter aus der Chamber. Merci op jidde Fall fir déi gutt Zesummenaarbecht bei deem, jo, ganz technesch, awer séier wichtege Projet och fir eis Finanzplaz. An da ginn ech och am Numm vu menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord zu deem Projet.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur André Bauler.

An och hei ass den éischten ageschriwwene Riedner den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci hei och dem Rapporteur fir nach eng Kéier en exzellente Rapport. Et ass alles gesot. Mir bleift just nach, den Accord vu menger Fraktioun ze bréngen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Dann ass et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Och ech wëilt am Numm vun der LSAP dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz gudden méndlechen a schrëftleche Rapport a ginn och eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, och vu menger Säit a vu menger Fraktioun dem Rapporteur villmools merci, an ech ginn den Accord vun ons.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Mir hätten eigentlech kënnen e Vote sans débat maachen. Och vun eiser Säit Felicitatiounen un de Rapporteur fir en exzellente Rapport, a mir stëmmen dës Gesetz mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci dem André Bauler fir dee gudden Rapport, an och mir ginn eis Zoustëmmung.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministerin Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Da soen ech Tech und vun där heiter Plaz villmools Merci fir déi exzellente Zesummenaarbecht. Merci och dem Här Bauler fir deenen exzellente Rapport, méndlech a schrëftlech, an ech si frou iwwert déi breet Zoustëmmung fir dës wichtege Gesetz fir eis Finanzplaz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministerin. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7933. Den Text steet am Document parlementaire 7933⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7933 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procurateur.

Mir waarden, bis datt den Här Kaes hei ass. Wann ee wëllt mat ofstëmmen, muss ee sech op sengem Posten aloggen.

(Hilarité)

Une voix | Bien dit! Bien dit!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | De Vott ass ofgeschloss. Rien ne va plus.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen bei 2 Abstenttiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7933 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Marie Halsdorf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue (par M. Marc Hansen) et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7967 – Projet de loi portant création d'un comité de suivi de mesures restrictives en matière financière et portant modification de :

1^o l'article 506-1 du Code pénal ;

2^o la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënnt de Projet de loi 7967 iwwert d'Schafe vun engem Komitee, dee restriktiv Mesuren am Finanzberäich suivéiert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif alleguer, d'russesch Invasioun an der Ukrain ass eng Zäsur an der europäescher Geschicht. Et ass fir d'éischte Kéier zanter dem Zweete Weltkrich, dat eng regulär Armée e souveräant Land virun de Paarte vun der Europäescher Unioun iwwerfall huet, dat wuel aus hegemonialen Ambitiounen. Et erënnert eis drun, wéi eist eegent Land an de fréie Moiesstonne vum 10. Mee 1940 vun Nazi-Däitschland iwwerfall gouf.

Eis Elteren hunn de Krich als Kanner oder als Jugendlecher erlieft. Eiser Generatioun ass dat glécklecherweis erspuert bliwwen. D'„Pax Europaea“, den europäesche Fridden, huet de 24. Februar en Enn fonnt. Mir fillen alleguerten hei mat den Ukrainer. Virun allem Kanner a Frae si gezwongen, hir Heemecht ze verloossen. Si loosse alles stoen, fir sech a Sécherheet ze bréngen, während hir Männer a Jongen d'Heemecht verdeedegen.

Mir komme lues a lues aus der Covidpandemie eraus, an elo si mer schon nees an enger zousätzlecher Kris. Dat lescht Joerzénge ass effektiv e Joerzénge vu Polykrisen, ugefaang bei der Banken- a Finanzkris, iwwert d'Flüchtlingskris bis hin zur Pandemie an dem momentane Krich.

D'russesch Invasioun ass iwwerraschend komm; och wa mir vun eisen Alliiéierte gewarnt goufen, hätt ee sech d'Ausmooss vun dëser Invasioun net denke kënnen.

De Krich an der Ukrain, de Krich an Europa, dat bedei onvirstellbaart mënschlecht Leed. D'Auswierkung vun dësem grausame Konflikt wäerten eis wuel nach zeg Jore beschäftegen.

Wéi kënnen mir hëllefen? Lëtzebuerg huet Zelter, Gefierer an Antipanzerwaffen un déi ukrainesch Armée geliiwert. Aner Länner ënnerstëtzen d'Ukrain mat finanzieller Mëttel, mat diplomatescher Ënnerstëtzung, Renseigner an och deels Waffen. Wéinst dem Risk vun enger militärescher Eskalatioun op europäeschem a weltwäitem Niveau huet bis elo kee Land direkt an de Konflikt agegraff.

Et gëtt awer nach en anere Moyer, dee mir hunn, fir eis fir d'Erhale vun Fridden, de Respekt vun de Mënscherechter a vun internationale Recht anzesetzen: Dat si Sanktiounen. D'Europäesch Unioun huet sech vun Ufank un zesummegegoen, fir koordinéiert Sanktiounen géint de Regimm zu Moskau ze huelen. D'Zil ass et, déi Responsabel vun esou Verbrieche direkt oder geziilt ze bestrofen, fir esou d'Zivillpopulatioun ze schützen.

Eng Fro, déi am Kontext vun de Sanktiounen dacks opkomm ass, dat ass d'Fro vum Suivi vun der Ënnerstëtzung vun de Sanktiounen. Esou Moosname sinn nämlech just wirksam, wa se och streng kontrolléiert

ginn. Lëtzebuerg huet d'Sanktiounen esou sec ewéi méiglech ëmgesat an trotzdeem muss och an Zukunft garantéiert sinn, dat d'Sanktiounen exakt a wirksam ëmgesat ginn.

An deem Sënn gesäit de Gesetzesprojet vum 14. Februar d'Schafung vun engem Komitee vir, deen de Suivi vun de Sanktiounen maache soll an och d'Lëtzebuenger Sanktiounspolitik mat ausschaffe soll.

Mat dësem Komitee komme mir dann och enger Recommandatioun vum GAFI, also dem Groupe d'action financière, no. D'Zil ass et, fir géint d'Finanzéierung vum Terrorismus, d'Verbreedung vu Massevernichtungswaffen an d'Violatioun vum internationale Recht virzegoen. D'Sanktiounen kënnen sech géint Entitéiten, Gruppen a Staaten, awer och individuell Persounen richten. Et gëtt grouse Wäert drop geluecht, cibléiert Mesuren ze huelen, fir déi wirklech Responsabel vun esou Verbrieche ze treffen.

Op jidde Fall si Sanktiounen méi ugepasst, fir Drock auszeüben, well hei d'Kollateralschied a kengem Verglach stinn zu enger klassescher militärescher Interventioun.

De Komitee huet als Missioun, all Zort vu Sanktiounen ze suivéieren. Zu Lëtzebuerg ënnerscheede mer generell tëscht dräi Zorte vu Sanktiounen, ofhängeg vun Niveau, op deem se entscheet ginn, also entweder um Niveau vum Weltsécherheetsrot, vun de Vereenten Natiounen also, oder um Niveau vun der Europäescher Unioun am Kader vun der gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik oder um nationalen Niveau konform zum Gesetz vum 19. Dezember 2020.

Et sief op dëser Plaz drun erënnert, dat Lëtzebuerg e grouse Verrieder vum Multilateralismus ass. Mir huelle Sanktiounen also generell just zesumme mat anere Memberstaaten, an dat och an enger holistescher Approche, an där d'Diplomatie ëmmer un éischter Plaz steet.

De Komitee setzt sech zesummen aus engem Verrieder jeeeweileg vum Finanzministère – dee Verrieder presidéiert och –, vum Aussen- an Europaminister, dem Justizminister, vum Commissariat aux assurances, vun der CSSF, der Administration de l'enregistrement des domaines et de la TVA an der Cellule de renseignement financier.

Punktuell kënnen awer och extern Persounen invitéiert ginn. De Komitee kënnt esou dacks zesumme wéi néideg an op d'mannst zweemol am Joer. Duerch den Amendement vun der Regierung an op Basis vun enger Propos vun Staatsrot gouf d'Verflichtung, fir mat der Cellule de renseignement financier zesummenzeschaffen, op d'Infrastrukturen, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2020 opgeléicht sinn, erweidert.

Zu den Avisen: De Staatsrot huet a sengem Avis vum 28. Juni e puer Remarque gemaach. De Staatsrot begréisst, dat de Gesetzesprojet preziséiert, dat zukünfteg Sanktiounen iwwer e groussherzoglecht Reglement festgehale ginn, esou wéi virunner och gefuerdert. Doriwwer eraus huet de Staatsrot den Notze vun enger Flicht, fir mat der Cellule de renseignement financier zesummenzeschaffen, wann et ëm Sanktiounen geet, unerkannt. Et wier awer méi wéi ubruecht, eng Modifikatioun am Code pénal ze maachen, wéi d'Method, déi ufangs gewielt gouf.

D'Finanz- an d'Budgetscommissioun ass de Remarque vun Conseil d'État um Inhalt souwéi op der Form integral nokomm.

Zu der Révisioun d'entreprises. Si hunn an engem Avis vum 7. Mäerz derfir plädéiert, dat d'Autoregulatiounsorganismen och solle vum Komitee geruff ginn, fir dësen ze beroden. Si sinn um Terrain an éischter Linn vun de Reegelunge betraff a kënnen esou matdeelen,

wann et Problemer gëtt, wat d'Ëmsetzung ugeet. Iwwerdeems kënnen se sou Informatiounen ufroen, wéi se genau op gewëss Situatiounen reagéiere sollen. Schlussendlech kënnen se och hir Meinung zu neie Richtlinnen, Reglementer a Gesetzer matdeelen.

An hirem Avis vum 4. Abrëll begréisst dann d'Handelskummer den Amendement. Si fënnt et just richtig, dat d'Organismen d'autorégulation, déi esou eng wichteg Roll an der Ëmsetzung vun de Sanktiounen hunn, och betruucht ginn. Si freet awer iwwerdeems no, wéi den Informatiounsaustausch, wéi en am Artikel 2 virgesinn ass, genau ausgesäit.

Ënner Virbehalt vun dëser Fro seet d'Chambre de Commerce sech awer mam Gesetzesprojet averstanen. An engem zousätzlechen Avis vum 16. Mee huet d'Chambre de Commerce sech dergéint ausgeschwat, dass d'Prisongsstrof soll erhéicht ginn. Si ass awer dermat averstanen, dat d'Cellule de renseignement financier och Deklaratiounen iwwert d'Netanhale vu Sanktiounen kréien dierf.

D'Staatsbeamtekummer huet dann an hirem Avis vum 17. Mee gefrot, dat den Echange, deen am Komitee stattfënnt, méi kloer definéiert soll ginn.

Iwwerdeems soll am Gesetz vun engem Beamten oder staatléchen Employé rieds sinn, deen d'Sekretariatsaarbecht mécht, amplaz vun engem Member vun der Commissioun. Schlussendlech weist d'Staatsbeamtekummer sech erstaunt, dat keng Indemnitéiten, zum Beispill Frais de route, fir d'Participanté vun de Komiteessitzunge virgesi sinn.

(Interruptions)

Här President, léif alleguer, de Komitee wäert de betreffenen Autoritéiten et erlaben, d'Ëmsetzung vu finanzieller Sanktiounen systematesch ze suivéieren. Doriwwer eraus gëtt et e besseren Informatiounsaustausch tëschent den Acteuren. Informatiounen kënnen och gemeinsam no bausse kommunizéiert ginn.

Schlussendlech sinn an dësem Komitee all déi Persounen vertrueden, déi am beschten iwwer eise gesetzleche Kader berode kënnen an och Verbesserungsvorschläe ausschaffe kënnen.

De Komitee – dat däerf ee soen – ass e wichteg Instrument, fir déi Sanktiounen, déi Lëtzebuerg entscheet huet, op effikass Manéier ëmzesetzen an doriwwer eraus eis Sanktiounspolitik ëmmer der Realitéit, der Situatioun um Terrain, unzespännen.

Zu gudder Lescht nach eemol der Ministesch merci fir déi gutt Zesummenaarbecht hei, och de Beamten, déi eis ganz vill Detailer geliiwert hunn, och dank dem Nohaken an Nofroe vum Här Mosar, deen och an dësem Dossier, wéi gewinnt, ganz kritisches war a warscheinlech nach eng Rei Remarken elo wäert maachen. An ech wollt och mengem Mataarbechter aus der Franktioun, dem Pitt Sietzen, Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht an dann och den Accord gi vu menger Fraktioun, net ze vergiessen, der DP-Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci dem Rapporteur fir säin exzellente Rapport, an deem en och op d'Wichtigkeet vum Comité de suivi higewisen huet, wat de Respekt vun de Sanktiounen betrëfft. Ech soen

ëm och Merci fir säi Luef, datt ech kritesch wier. Ech war zwar elo net kritesch hei par rapport zum Projet, ausser wat ee Punkt betrëfft. An dee wollt ech och nach eng Kéier ganz kuerz iwwerhuelen, dat ass: Wat d'Kompositioun vun deem Comité de suivi betrëfft, hätte mir eis eigentlech gewënscht, datt de Parquet doranner vertrauede wier, well jo awer de Parquet eng net onweesentlech Roll heiranner spillt.

Mir hunn dunn erkläert kritt, dat géif d'Cellule de renseignement financier maachen, wat allerdéngs net ganz richtig ass, well d'Cellule de renseignement financier eigentlech just fir de Volet Blanchiment zoustänneg ass an net onbedéngt fir déi aner Voleten. Mee dat gesot, sou wichtig ass dee Punkt awer elo net, datt mer net géifen eis Zoustëmmung zu deem Gesetz ginn. An ech kann dann och direkt soen, datt mir dat Gesetz hei wäerte stëmmen.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Kéier kuerz justement op d'Thematik vun de Sanktiounen hei anzegoen. Et ass och scho virdrun ugeschnidde ginn, och déi Aart a Weis, wéi déi Sanktiounen hei zu Lëtzebuerg an och am Rescht vun der Europäescher Unioun ëmgësat ginn. An do wëll ech fir d'éischt soen, datt ech absolutement net d'accord si mat gewëssenen Aussoen, déi hei op menger rietser Säit virdu gemaach gi sinn, datt déi Sanktiounen keen Effekt hätten. Dat ass manifestement falsch. A wann een e bësselchen am Moment kuckt, a wat fir enger Situatioun déi russesch Wirtschaft, awer och ganz besonnesch déi russesch Banke sinn, déi quasiment virun enger Faillite d'état stinn, kann een also mam allerbeschte Wëllen net behaupten, datt déi Sanktiounen do näischt bruecht hätten.

Wat allerdéngs richtig ass – an do kommen ech och elo direkt drop ze schwätzen –, ass, datt déi Sanktiounen vläicht nach besser Wierkung géife weisen, wa se dann och iwwerall esou géifen exekutéiert ginn, wéi dat eigentlech virgesinn ass. An do wëll ech ufänke mat der Situatioun hei bei eis am Land, an dat wëll ech och kloer eng Kéier soen: Ech fannen eigentlech, datt dat gutt fonctionéiert hei am Land, wéi déi Sanktiounen ëmgësat ginn, och wann ee sécherlech op eenzelne Punkten nach ka Verbesserung erbréngen. Ech denken do notament un de ganze Volet vum Registre maritime, och vun de Fligere, wou mer Prozeduren hunn, déi vläicht net onbedéngt honnertprozenteg adaptéiert sinn un déi Situatioun, an där mer sinn.

Wat ganz gutt fonctionéiert huet – an ech wëll dat och hei ervirsträichen an eigentlech och deene Leit Merci soen –, dat ass d'Kontroll vum Finanzsecteur, d'CSSF, déi hei iwwerall déi lescht Wochen eng super Aarbecht gemaach huet, wat net ëmmer evident ass. A mir brauchen eis do wierklech net ze schummen. A wann ech kucken, wat an de leschte Wochen hei saisiert oder geléiert ginn ass, do komme mer op e Betrag vu 4,3 Milliarden, wat extrem héich ass, wann een da gesäit, datt um Niveau vun der gesamter EU – vun der gesamter EU! – 9,7 Milliarde geléiert gi sinn.

An hei ass och schon e bësselchen e Punkt, deen ech wollt soulevéieren: Ech froe mech wierklech, ob an alle Länner vun der Europäescher Unioun an doriwier eraus déi Sanktiounen esou à la lettre exekutéiert ginn, wéi dat hei am Land de Fall ass. Well et ka jo net sinn, datt de Gesamtbetrag, deen do en place ass ..., datt mir hei zu Lëtzebuerg mat eise geléierte Fongen do quasiment d'Hallschecht ausmaachen.

Do muss ee jo awer wierklech hannerfroen, wéi dat dote méiglech ass. A wann een da kuckt – et versicht een och, d'Zuelen ze kréien –, wéi dat notament an der Schwäiz ..., wat do saisiert ginn ass, wat am UK geléiert ginn ass, do kritt een deelweis guer keng

Zuelen, och deelweis ganz kontradiktoresch Zuelen. A wann een dann och nach gewësse Presseartikelen an der Zeitung liest vu griichesche Reeder, déi systematesch versichen, déi Sanktiounen ze ëmgoen, och den NATO-Partner Türkei mécht alles, fir déi Sanktiounen ze contournéieren, do muss ee sech dann awer wierklech eng Rei vu Froe stellen.

Abee, ech mengen, mir brauchen eis hei wierklech ... mir brauche kee schlecht Gewëssen ze hunn. Allerdéngs géif ech hei awer en Appell un d'Finanzministesch maachen, och emol eng Kéier deen dote Sujet wierklech um Niveau vun der EU ze thematiséieren. Well ech froe mech, ob all déi aner Länner dat och mat där selwechter Diligence maachen oder gemaach hunn, wéi mir dat maachen.

An dann en allerleschte Punkt, Här President, da sinn ech fäerdeg. Ech hu matkritt, datt am Moment eng Propositioun vun der Kommissioun um Dësch läit, fir déi geléiert Asseten, also Fongen ..., datt déi alleguerte solle veräussert ginn an de Produit vun deene Veräusserunge dem Opbau vun der Ukrain soll zoukommen. Och wann ech dat eng ganz sympathesch Iddi fannen, stellen ech mer awer doriwier eng Rei vu juristesche Verfassungsfroen. An och wann een, wéi gesot, éischer d'Tendenz hätt, hei direkt ze soen: „Ma eng super Iddi. Solle mer dat maachen?“, mengen ech, ass et awer eng Decisioun, bei där ee muss kucken, wat déi och mëttel- a laangfristeg eventuell fir Konsequenze kéint hunn. An ech wier frou, wann Der eis vläicht herno doriwier kéint e puer Wuert soen.

Dat gesot, bréngen ech nach eng Kéier den Accord, a villmools merci fir Äert Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Och ech soen am Numm vun der LSAP dem Rapportier Merci fir säi Rapport a ginn och hei d'Zoustëmmung vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Och villmools merci dem Rapportier fir säi ganz gudden mëndlechen a schréftleche Rapport. An dofir ginn ech och ganz gären den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Ech bedauern, datt dësen Debat hei elo zu enger Loi spéciale „Russland“ deviéiert ass. Ech mengen, dee Projet hei gouf deposéiert virum Iwwerfall vu Russland op d'Ukrain. An esou séier wéi ech och ëmmer de Rapportier luewen, muss ech en dës Kéier kritiséieren.

Déi éischt fënnf Minutte vu sengem Rapport war kee Rapport, et war eng parteipolitesch Interventioun, déi hir Plaz an deem Rapport net hat. Mir fannen dat Gesetz hei gutt. Et geet ëm Sanktiounen ganz allgemeng géint Terrorismus, Massevernichtungswaffen a Violatioun vun internationalem Recht. A mir droen deen Text mat.

Ech reiteréieren awer am Numm vun der ADR, datt mer et falsch fannen, wat fir eng Sanktiounen verhaenge gi sinn am Rame vum Ukrainkrich, datt se net zilféierend sinn, datt se dee Krich net verkierzen, datt se géint dee Krich näischt oder weéne bewierken.

Den Här Mosar huet elo grad gemengt, d'russesch Economie wier virum Zesummebroch. Ben, J. P. Morgan huet haut e Rapport publizéiert, datt de Bruttoinlandsprodukt vu Russland ëm 3,5 % zréckgeet. Dat schéngt mer net grad en Zesummebroch ze sinn, besonnesch wann ech kucken, datt mer hei zu Lëtzebuerg elo eng Inflatoun hu vu 7,5 %.

Et muss een also kucken: Wiem hëlleft et? Wiem schuet et? Wat fir een Notzen huet et? Mir hunn déi allergréisst Bedenken, wat d'Effikassitéit vun deene Sanktiounen ugeet an iwwregens och déi Leit, déi cibléiert sinn, och déi Leit, déi cibléiert sinn. Den Här Mosar huet mat Recht iwwer verfassungsrechtlech Bedenke geschwat.

Kann ech engem Mënsch net nëmme seng Assets saisiéieren, mee dann och schlussendlech anzéien, well en eng „Nähe“ huet zu engem Regimm, eng supposéiert Nähe, obwuel e mat deem Krich näischt ze dinn huet? Also ech fannen dat wierklech extrem, extrem bedenklech.

An dann een allerlescht Wuert: Diplomatie, déi éischt Plaz. Här Bauler, do hat Der Recht, Diplomatie soll déi éischt Roll spillen. An hätt se dat gemaach säit 2014, da wier et zu dësem Krich net komm.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech kann dem André Bauler just zu deem Rapport felicitéieren. An alles, wat e gezielt huet, entsprécht och menger Meenung. An de Rapport ass villfältig. Jo, et huet sech geännert. Vum Depot bis haut huet sech d'Situatioun geännert. A mir si sécherlech frou, dass mer dat Instrument elo hunn. Wéi oft hunn ech hei nogefrot fir déi ominéis Fligere? Ech weess, dat sinn elo net d'Finanzen, mee d'Fligere ... Bon, do ware se zu Istanbul, dunn zu Moskau, du ware se fort.

Dat heescht, mir brauchen esou e Komitee fir déi Sanktiounen, déi an eisen Ae ganz richtig sinn. Well mir mussen de russesche Regimm treffen. Mir mussen déi russesch Leit un der Spëtzt treffen. Mir mussen net déi kleng Leit a Russland treffen, nee, well déi sinn net schold un deem, wat geschitt ass. Déi sinn net schold un der Invasioun an der Ukrain. Nee, et sinn déi grouss Leit uewen, déi alleguerten – an dat ass de Phenomeen – vun engem Putin profitéiert hunn, deenen hir Milliounen entstane sinn op dem Réck vun deene kleng Leit. An dofir sinn déi Sanktiounen richtig an dofir ass dat Gesetz haut och richtig.

A wa Lëtzebuerg virbildlech ass an der Europäescher Unioun, ma da soll dat gutt sinn, da solle mer dodrobber houfreg sinn, da kënnen mer dat och dobausse soen. Wann déi aner Länner eeben nach weiderhi Russland verschidden Diere wëllen oplöosen, dann ass dat fir mech eigentlech degueulasse. An dofir sinn ech frou, dass Lëtzebuerg seng Aufgaben erfëllt an och haut e Gesetz stëmmt, wat deementsprechend ka géint esou Sanktiounen, awer och géint all déi aner Sanktiounen vum Terrorismus ... Mee nun emol ass d'Aktualitéit am Moment d'Ukrain. An dofir fannen ech et och passend, dass mer dann haut genau an deem Kontext iwwer d'Ukrain a Russland geschwat hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzminis-tesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och da fir d'drëtt Kéier haut merci dem Här Bauler fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Och e grouse Merci fir säi Rappel, wat d'Pax Europaea ugeet, den europäesche Fridden, deen effektiv säit dem 24. Februar op e brutaalt Enn komm ass, mat all de Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, a ganz villen Hisiichten, un éischter Plaz natierlech fir d'Ukrain a fir d'Bierger vun der Ukrain, mee doriwwer eraus fir e ganze Koup aner Mënschen, och fir eis Matbierger hei an och fir eis Économie. An ech fäerten, dass dat nach eng ganz Rei Méint, Jore vläicht, wäert daueren, bis mer aus dëser schrëcklecher Situatioun an hire Konsequenze wäerten erauskommen.

Ech soen Iech alleguerten e ganz grouse Merci, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir déi breet Ënnerstëtzung fir dëse Gesetzesprojet. Sanktiounen sinn eng ganz komplizéiert Matière, sinn och ganz héich politesch an der EU a weltwäit. Um nationale Plang ass et ganz wichteg, dass mir d'Mesuré richteg ëmsetzen an dass eng kohärent an och eng strikt Mise en oeuvre vun de Mesuren duerch Lëtzebuurger Acteure ka garantéiert ginn. Dofir ass eng national Concertatioun an eng national Koordinatioun vun de Schlësselacteure bei der Ëmsetzung vun de Finanzsanktiounen eeben esou extreem wichteg.

Wéi den Här Bauler scho mentionéiert huet, komme mir mat der Schafung vun dësem Komitee och enger GAFI-Recommendatioun no. Och dat ass ganz wichteg.

2010 ass iwwer e Règlement grand-ducal schonn e Comité de suivi an d'Liewe geruff ginn an deen huet och säitdeem ganz, ganz vill geschafft. An ech soen och alleguerten deenen, déi do matschaffen, villmools Merci.

Dës nei Base légale ass awer elo wichteg. De Champ d'application, d'Kompetenze si méi breet gemaach ginn. Mir hunn elo eng robust juristesche Ënnerlag. De Projet reflektéiert also d'Realitäten, wéi se haut um Terrain virzefanne sinn, a stellt och d'Realitéit vun der aktueller nationaler Koordinatioun méi akkurat duer.

Dëse Gesetzesentwurf verbessert dann och d'Gesetz vun Dezember 2020, vum 19. Dezember 2020, fir eeben eng Insecureté juridique opzehiewen a fir dem Avis vum Staatsrot och Rechnung ze droen, wat Strof-doten ugeet. All Contournement oder Tentative de contournement muss der CRF gemellt ginn.

D'Mise en oeuvre vu Sanktiounen ass en Challenge a ville Länner, net nëmme zu Lëtzebuerg. Et hu sech iwwert déi lescht Méint effektiv eng ganz Rei vu Froe gestallt, eeben net nëmme bei eis. Dofir, ech hunn dat och schonn hei gesot, ass eng Koordinatioun um EU-Niveau esou wichteg.

Ech mengen, et kann ee viles kritiséieren. Mir liesen och ganz vill Saachen doriwwer. Dat ass elo hei haut net geschitt, an ech soen Iech och ausdrécklech Merci dofir, well ech mengen, all d'Acteuren, mat deenen ech schwätzen, mat deenen ech ganz vill am Kontakt sinn, maache wierklech alles, fir hei zu Lëtzebuerg dës Sanktiounen anstänneg ëmzesetzen. Mir hunn e System an place. Ech mengen, all System ass ëmmer perfektibel. Et kann een alles verbesseren. An ech mengen, mat dësem Gesetz maache mer dat och.

D'Fro ass gestallt ginn, oder de Punkt ass soulevéiert ginn, dass mir effektiv vill blockéieren hei zu Lëtzebuerg, geléieren. Et ass eng Demande, déi ech och

schonn ëfters un d'Kommissioun gestallt hunn, dass se eis mol fiabel Chiffere ginn, fir dass een dat richteg, anstänneg matenee vergläiche kann. Dat ass ganz schwéier, mee ech hale mech awer dodrun, dass mer do Statistike kréien, mat deenen een och ka schaffen.

Bon, ech muss awer da fairerweis soen, de Fait, dass mir relativ gutt do stinn, huet natierlech och dermat ze dinn, dass Clearstream hei zu Lëtzebuerg ass an dass de russeschen National Securities Depository (veuillez lire: National Settlement Depository) plus ou moins dräi Milliarden an der Clearstream hält, an déi si blockéiert. An et ass natierlech ... et sinn net vill Finanzinfrastrukturen an Europa mat esou enger Importenz, nach Euronext an der Belsch. Mee dat erkläert, mengen ech awer, firwat déi Länner esou e groussen Undeel un deene blockéierte Montanten hunn. Mee ech thematiséieren, wéi gesot, déi Statistikro weider mat der Kommissioun an och mat mengen EU-Homologen.

Et ass och mentionéiert ginn, oder d'Fro vun der Confiscatioun ass gestallt ginn. Ech mengen, dat gesinn ech effektiv änlech wéi den honorabelen Deputéierten. D'Kommissioun huet Reegele proposéiert, fir d'Evasioun vu Sanktiounen als Crime unzegesinn, fir den EU-Länner eng legal Basis ze ginn, fir geléiert Avoiren dann eeben ze confiscuieren. Déi Diskussiounen, déi hunn eréischt ugefaangen. De Justizministère vertritt eis an deenen Diskussiounen. Dat ass effektiv ganz komplizéiert. Do stelle sech fundamental och juristesche Froen. An ech géif och mengen, dass dat awer trotzdeem eng Matière ass, déi zum Beispill um G7-Niveau kéint ugeschwat ginn.

Et war nach eng Fro... Nee, ech mengen, soss ware weider elo keng Froen. Ech wëll Iech da wierklech Merci soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht um Niveau vun der zoustänneger Chamberskommissioun, déi dräimol, mengen ech, zu dësem Projet de loi delibéréiert huet.

Mat dësem Gesetzesprojet stärke mir dann och, mengen ech, trotzdeem eise Ruff als fiabele Partner an der internationaler Communautéit, mee och an der Europäescher Unioun.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzminis-tesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7967. Den Text steet am Document parlementaire 7967⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7967 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Martine Hansen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Lies), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la prise en charge des patients par les gynécologues et les pédiatres

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Betreiung vun de Patiente vun de Gynekologen a vun de Peditieren, déi d'politesch Sensibilitéit Piraten ugefrot huet. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Goergen als Vertrieeder vun der politescher Sensibilitéit Piraten. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hunn dës Aktualitéitsstonn ugefrot, well d'Maternité zu Ettelbréck zougemaach gi war. Dat war einfach e Moment, wou een huet misse reagéieren, och politesch. Dass mir am Land e Problem hu mat Mangel u Peditieren, dierft Iech alleguerte scho bekannt sinn.

(*Mme Djuna Bernard prend la présidence.*)

Besonesch akut a fir jidderee siichtbar ass dëse Problem Ufank des Joers ginn, wéi eeben d'Maternité vun Ettelbréck huet missen hir Dieren zoumaachen. Dat huet vill Mammen a Koppele mat hire Kanner schwéier getraff.

Ech wëll awer viru mengen Explikatiounen och soen, dass ech bis elo perséinlech just positiv Erfahrungen hat, sief et bei der Gebuert vu mengen zwee Kanner bis hin zu den Dokteren, bis hin zum Spidol an och bei de Kannerdokteren. Ech hat och d'Méiglechkeet oder, et kann ee scho soen, d'Chance, dass mir um Kierchberg am Spidol waren.

Zréck zum ländleche Raum. Mëttlerweil ass d'Maternité zu Ettelbréck zwar nees op, mee och wann déi erëm op ass, huet dat un der Basis vum Problem awer näischt geännert. D'Gesondheetsversuergung am ländleche Raum ass, wat d'Peditieren ugeet, ëmmer nach vill ze schlecht, an dat virun allem am Verglach mam Zentrum.

A vill Mammen, déi e Kand erwaarden an dann ee Gynekolog sichen, deen och Gebuerte betreit, mussen laang sichen, bis se ee fannen, deen och nach nei Patienten unhëlt. Dat ass e Problem, deen d'Leit queesch iwwert d'Land verdeelt kennen. D'Theema vun engem Mangel u Gynekologen a Peditieren huet also och no der Reouverture vun der Maternité nach ëmmer eng grouss Bedeitung.

Wéi bei villen anere medezinnesche Spezialisatiounen och, sinn an de leschte Joren d'Zuelen u Patiente staark eropgaangen, während d'Unzuel u Dokteschen an Dokteren net nokënnt. Esou ginn d'Waardezäiten ëmmer méi laang, an et entsti quasi Konkurrenzsituatiounen tëschent eenzelne Regioune vum Land oder och tëschent de Spideeler.

Dass d'Ressourcë limitéiert sinn, mierkt een och op den Neonatologiesstatiounen, wou d'Unzuel un Intensivbetetter, déi ganz kleng zu Lëtzebuerg ass, net mat dem Wuesstum vun der Bevëlkerung mathale kann. Aktuell hu mir knapp méi wéi 120 Pediatere hei am Land an dovu schaffen der 94 an de Spideeler, an dat virun allem an der Stad.

Hei an der Stad kann een dofir op eng exzellente Prise en charge vun der Maternité an der Pediatrie zréckgräifen, an dat 24 Stonnen op 24. Jo, souguer zu Péiteng ass et anescht. Mir hunn zwar do och eng exzellente Koppel, déi d'Praxis vun dem wuelbekanntesten a geschätzten Dokter Conter iwwerholl huet, wou ech selwer als Kand och war.

Une voix | Där ginn et der nach e puer.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et sinn der nach e puer heibannen. Mee och si sinn elo schonn iwwerlaff, an dat zu zwee an enger Praxis. Kee Wonner bei 20.000 Awunner an der Gemeng plus Regioun ronderëm, schnell 50.000 Awunner!

Am Norde vum Land ass et awer nach méi schlecht. Ettelbréck huet elo nees d'Maternité opgemaach, mee fir d'Pediatrie hu si awer just eng Structure de prise en charge ambulatoire. An déi ass weekends an och u Feierdeeg just zwou Stonnen op. Dat ass wäit ewech vun engem Urgenceservice, deen duerchgeeënd op ass.

An en plus ass Ettelbréck jo och net grad extreem nördlech. Do komme jo och nach vill Stied an Dierfer duerno, déi nach vill méi wäit vun der gudder Versuergung an der Stad ewech sinn a fir déi de Wee an engem Urgencefall, déi laang Fuerzäit, ka geféierlech ginn. Dat mécht ville Leit aus dem Norde vill Suergen, well schliisslech muss et bei enger Urgence jo séier goen. Mee den Trajet bis an d'Stad, jee nodeem, wou een hierkënt, grad am Berufsverkéier, ass e gesondheetleche Risiko fir d'Patienten.

Wéi wichteg et den Elteren aus dem Norden ass, dass d'pediatresch Versuergung verbessert gëtt, huet sech och zentert gewise mat der Petitioun 2301. Dës Petitioun huet a kuerzer Zäit de Seuil vun den néidege Stëmme iwwerschritt an huet sech fir eng Maternité an eng Pédiatrie d'urgence am Norden ausgeschwat.

Mee net nëmmen den Norde brauch Pediatere, och de CHEM, zum Beispill, am Süden huet schonn ugekënnegt, dass et iergendwa kéint enk ginn, och wann d'Servicer aktuell nach assuréiert kënnen ginn.

Et war dofir wichteg, dass den nationalen Déngscht vum Gesondheitsminister ëm véier Posten opgestockt ginn ass. Mee doriwir eraus mussen d'Aarbechtskonditiounen vun den Dokterinnen a vum Gesondheitspersonal am Allgemengen dréngend iwwerschaft ginn. Eng kleng Plooschter geet hei net méi duer. Mir brauchen eng Gesondheitspolitik, déi d'Aarbecht an den Urgenzen an um Land méi attraktiv mécht. Den aktuelle System mécht dat net an e risikéiert an Zukunft nach méi schlecht ze ginn.

Bis viru Kuerzem konnt eng Doktesch oder en Dokter, dee fir e Spidol geschafft huet, hei nach dovu profitéieren, op Apparater kënnen zréckzegräifen, déi een ausserhalb net huet dierfen hunn. Wéi mir all wëssen, ass dat elo awer net méi esou, a mir Piraten fannen dat och eigentlech gutt.

Mee mat dëser Verännerung mussen awer och all aner Verännerungen anhiergoen, soss stellt sech nämlech d'Fro, firwat en Dokter, dee mat sengem eegene Cabinet daagsiwwer gutt ausgebucht ass an all d'Apparater huet, déi e brauch, sech de Stress nach soll undoen, Permanencë fir d'Urgenzen ze maachen, wou e manner pro Stonn verdéngt wéi a sengem Cabinet an och nach méi desagreabel Aarbechtszäiten huet. Do feelt dann einfach den Ureiz, geneesou wéi et aktuell nach net genuch Ureizer gëtt, sech als Medezinner mat Spezialisatiounen am ländleche Raum niddereeloossen. Hei muss och géigegesteiert ginn, an dat mat enger eenheetlecher a fairer Entlohnung vun der Ruffbereetschaft, an dat duerch méi attraktiv finanziell Ënnerstëtzung fir Persounen, déi sech trauen, sech ausserhalb vum Zentrum mat hirer Praxis niddereeloossen.

Elteren ze ginn ass, zumindest bei dësem Thema, mat ville Froen an Onsécherheete verbonden. Mee d'Fro, ob am Notfall en Dokter wäert no genuch sinn, fir der Mamm oder dem Kand kënnen ze hëllefen, sollt ee sech hei am Land net stelle mussen!

D'Vertrauen an eise Gesondheitssystem sollt Eltere Sécherheet vermëttelen während der besonnescher Zäit vun enger Schwangerschaft. Mee esou e Vertraue kann net entstoën, wa sech d'Prise en charge duerch Personalmängel verschlechtert, a mir eist verbleiwend Gesondheitspersonal ausbrennen loosse.

Si ginn um Terrain all hiert Beschtt fir d'Patientinnen an d'Patienten, mee hiert Beschtt geet do leider net duer, wann d'Politik net nach hiert Beschtt derbäigëtt. An dat Beschtt ass sécher net, ëmmer just ofzewarten, bis eng Kris do ass, an dann eréischt ze reagéieren.

Mir wëssen, wou d'Baustellen am Gesondheitssecteur sinn, an déi mussen mir elo esou séier wéi méiglech ugoen, sief et um Niveau vun de Formatiounen, um Niveau vun de Gehälter oder vun den Aarbechtskonditiounen oder vum Waarden op dee säit Laangem ugekënnegte Virage ambulatoire. Just vun engem Krisemodus an deen nächsten ze wiesselen, dierf hei net d'Zukunft sinn!

Merci.

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Goergen.

An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Madamm Presidentin. Och merci dem Här Clement respektiv dem Här Goergen fir d'Ufro vun dëser Heur d'actualité.

D'Actualitéit ass entstanen, den Här Goergen huet et gesot, wéi d'Decisioun gefall ass, dass d'Maternité zu Ettelbréck misst zougemaach ginn, well net genuch Dokterinnen do waren, fir deen néidegen Déngscht ze garantéieren. Dat war keng gutt Situatioun. Dat war keng fei Situatioun fir d'Leit aus dem Norden.

Mee et huet awer och verschidden aner Leit emol siichtbar gemaach, wat fir eng Problematik mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dass mer net méi genuch Pediatere hunn, dass mer net méi genuch Gynekologen hunn.

A wann een déi Chiffere kuckt, op déi ech elo aginn – déi kommen aus dem Aperçu vum Santéssystem vun den Zuele vum 2020, déi vum Ministère de la Santé erstallt gi sinn –, stellt ee fest – an den Här Goergen huet ee Chiffer gesot vun de Pediatere –, dass mer nach 94 Pediatere hunn, déi hei zu Lëtzebuerg an de Spideeler aktiv sinn.

An do weess een, déi Leit, déi sech méi domadder beschäftegen, dass dat fréier oder spéider net méi wäert duergoen an dass mer do virun allem och nei Leit brauchen, souwuel an der Pediatrie wéi an der Gynekologie, mee och bei anere Beruffer.

An ech mengen, dat ass awer an dësem Haus ëmmer erëm ennerstrach ginn, dass mer e Problem hunn, fir genuch Dokterinnen a genuch Gesondheitspersonal ze fannen! An ech mengen, do ass den Iwwel, dee mer mussen diskutéieren, well et ass richtig.

Mir haten elo de Fall vun Ettelbréck, wou Gott sei Dank eng Léisung an Zesummenaarbecht mat engem anere Spidol a mam Ministère fonnt ginn ass. Dat ka muer Esch sinn. Dat ka muer de Kierchbiere sinn. Dat ka muer en anert Spidol sinn. An et ass wichteg, dass mer an engem Land wéi Lëtzebuerg de Leit kënnen eng Medezinn ubidden, déi onofhängeg vun deem, wou s de wunns, an onofhängeg vun deem, wou s de schafft, ... dass do déi Soine mussen garantéiert sinn, déi do sinn.

An do gëllt et, Aktiounen ze maachen! Do gëllt et, Aktiounen ze maachen, fir Leit ze fannen, déi och bereet sinn an encouragéiert sinn, fir déi Beruffer do auszeüben. An dat ass eng Diskussioun!

Ech mengen, mir si während der Covidsituatioun owes de Leit klappe gaangen um 19.30 Auer, fir hinne Merci ze soen, dass se géifen als Gesondheitspersonal vill Leeschtunge bréngen. Mir hunn net méi spéit wéi viru 14 Deeg heibannen nach eng Kéier eng Decisioun geholl, dass d'Leit, déi an der Preretraite sinn an de Soinen, nach kënnen zréckgeruff ginn, well mer net genuch Leit an de Soine fannen. A mir wëssen, dass an de Soine ronn 50 % vun deene Leit, déi do aktiv sinn, Leit sinn, déi net hei zu Lëtzebuerg wunnen.

Mir wëssen, dass mer bei den Dokterinnen der ëmmer méi hunn, déi net méi Lëtzebuergere sinn oder déi net hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn oder op d'Welt komm sinn an duerno hei gelieft hunn, mee déi elo vun anere Plaze kommen, well mer net méi – pardon, wann ech dat elo esou krass soen – à même sinn, fir allequerten déi Leit op de Maart ze kréien.

An ech mengen, dass et do wichteg ass, dass mer hei zesummen als Politik dat néidegt Fundament schafen, dass a) och emol erëm Leit bereet sinn, dee Beruff ze léieren, an dass mer b) awer och mussen driwwer nodenken, wat fir eng Schwiererekeiten et gëtt.

Ech hunn zwar – dat si keng Pediatere gewiescht an och keng Gynekologen – vu Lëtzebuergere héieren, déi wollten zréckkommen hei an d'Land an déi sech du gemellt hu bei engem Spidol, well se e Beruff ausgeübt hunn, deen am operative Beräich war – an dat heescht, se mussen eng Konventioun fanne mat engem Spidol, fir do kënnen ze operéieren –, déi net ugeholl gi sinn, déi duerno hei vir a Frankräich respektiv hei vir an Däitschland respektiv an der Belsch praktizéiert hunn, well hei zu Lëtzebuerg keng Plaz fir se ass.

An dann ass d'Diskussioun natierlech schwéier ze verstoën, ass et heescht: „Et si keng Lëtzebuergere méi do, déi Medezinn wëlle maachen“, well dat ware Leit, déi e medezinnesche Beruff ausgeübt hunn. Si hunn en och duerno am Ausland ausgeübt. Zwee vun deene sinn an Zwëschenzäit hei zu Lëtzebuerg zwar net akkreditéiert ginn, mee hunn e Spidol fonnt, wat se ugeholl huet, a si hu sech och an Zwëschenzäit an deem Spidol eng grouss Renommee opgebaut.

Och dat ass eng Diskussioun, déi ee muss féieren. An do muss een och eng Diskussioun féieren net eleng mat der Politik, mee och mat deene jeeweilegen Haiser, déi jo déi Doktere sief et unhuelen, sief et och refuséieren. Well ech mengen, et geet net

duer ze soen: „Mir brauche Leit, déi déi Beruffer sollen ausüben“, a wann déi Leit wëllen zrëckkommen an hirt Heemechtsland, dass se dann erkläert kréien: „Nee, fir dech hu mer elo den Ament keng Plaz oder dech kënne mer hei net gebrauchen.“ Ech mengen, dat sinn Diskussiounen, déi ee muss féieren. An och dat ass e Problem, deen ee muss ugoen.

Dann ass en anere Punkt – an deen ass jo elo duerch déi Geschicht vun der Maternité erëm grous an d'Aktualitéit komm –, dat ass virun allem bei de Gebueren déi Geschicht mam Gebuertshaus. Heibanne sinn nach e bësse méi stänneg Kolleegen, déi wëssen nach, dass an de 60er-Joren an an de 50er-Jore ganz vill Leit nach a sougenannten ..., déizäit huet et net Gebuertshaiser geheescht, mee do waren der a villen Uertschaften hei am Land, déi da bei der Hiewamm op d'Welt komm sinn, a si sinn net an enger Maternité oder direkt an engem Spidol op d'Welt komm.

An dat war deemools eng Selbstverständlechkeet, dass et virun allem déi waren, wou se festgestallt hu während der Grossesse, dass se falsch géife leien oder a Schwierigkeete wieren, déi an der Maternité waren, an déi aner sinn da bei der Hiewamm oder op anere Plazen op d'Welt komm.

An ech mengen, dass och do déi Initiativ vun de Gebuertshaiser, déi elo erëm opkomm ass bei den Associatiounen vun den Hiewammen, eng Wichtigkeet huet, fir dat och ze ënnerstëtzen.

An déi hu jo selwer gesot ... Si waren eng Kéier op der Antenn vun enger bekannter Lëtzebuurger Radiogesellschaft, déi all Moien um 8.10 Auer e Gaascht huet, wou déi Madamm nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass et hinnen och drëm geet, fir déi Leit kënnen ze betreie während hirer ganzer Schwangerschaft an dann och derbäi ze sinn, wann dat Kand op d'Welt kéim. An et wier selbstverständlech, wa se géife feststellen, dass et Schwierigkeete géif ginn, dass si dann och wëissten, op déi Leit zrëckzegräifen, déi do géife gebraucht ginn.

An ech mengen, och dat kéint e Wee sinn, wou mer dee Problem net kënne léisen, mee wou mer dat awer kéinte fërderen, fir dass och do déi künftge Mammen oder d'Mamme vun haut eeben déi Hëllef an déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An déi nächst agedroe Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Madamm Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch hunn ech vum Doud vun engem Kand gelies, dat bei der Gebuert mat Komplikatoune gestuerwen ass, well kee Chirurg disponibel war, fir eng Cesarienne duerchzuführen! Dësen tragesche Fall ass hei an Europa geschitt, méi genee a Portugal. Opgrond vun akutem Personalman- gell mussen do ëmmer nees Urgenzen an der Geriatrie, der Pédatrie a vu Maternitéen zoumaachen, well se hir Patienten net méi versuerge kënnen.

Och hei bei eis huet d'Maternité zu Ettelbréck misse fir e puer Wochen hir Dieren zoumaachen, well kee Pédiateur disponibel war, wat awer am Spidolsgesetz vun 2018 als Ufuerderung fir d'Maternitéen am Land festgeschriwwen war.

Bei eis ass zum Gléck kee Kand zu Schued komm. An awer waren d'Mammen erhéichtem Stress ausgesetzt, well d'Gebuert net wéi geplangt zu Ettelbréck statt- fanne konnt, well et mat engem méi wäiten Deplacement verbonne war a well ee sech nach méi Suergen ëm d'Wuel vum Kand gemaach huet.

D'Penurie u Gesondheetspersonal erschwéiert awer net nëmme d'Prise en charge u sech duerch man- ner Disponibilitéit an eng méi geréng Accessibilitéit, si huet och en Impakt op d'Qualitéit. Manner Personal bei gläichbleiwender Aarbechtslaascht bedeit méi Stress an Zäitmangel bei der Betreiuung vun de Pa- tienten. Dat kann zu Iwwermiddung a Gereiztheet féieren an d'Aarbechtsklima negativ beaflossen. An dorënner leiden och d'Patienten.

De Personalman- gell ass natierlech net nëmme e Problem bei de Gynekologen a Pédiateuren, mee d'Fer- meture vun der Maternité alarméiert, well d'Liewe vu Mamm a Kand um Spill kënne stoen.

Aus dem Rapport vum Marie-Lise Lair vun 2019 geet dann och ervir, dass fënnf Kantone keng Offer u Fraendokteren hunn. Dorënner fale Miersch, Capel- len, Réiden, Veianen a Clief. Gläichzäiteg bestoung an de Kantone Réiden, Veianen a Clief och keng Of- fer u Pédiateuren. De ländleche Raum ass bei der Prise en charge duerch Fraen- a Kannerdokteren also kloer am Nodeel.

De Personalman- gell stellt déi gréissten Erausfuerde- rung fir d'medezinnesch Versuerung duer. Wa mir also och a Zukunft am ganze Land eng adequat a qualitativ héichwärtig Gesondheetsversuerung wëlle garantéieren, da mussen mir d'Penurie konse- quent ugoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, 30 % vun de Lëtzebuurger Studenten, déi am Ausland Medezinn studéieren, kommen nom Studium net méi zrëck op Lëtzebuerg. Well d'Studium ganz laang dauert, baue vill vun hin- nen e soziaalt Liewen am Ausland op, hunn do hire Frëndeskrees a grënnen och vläicht eng Famill. Wann dann d'Aarbechtsplaz interessant ass, zitt et net méi onbedéngt zrëck an d'Heemecht.

Den Ausbau vun der universitärer Offer u Medezinn- studie schéngt dowéinst evident. De Bachelor an der Allgemengmedezinn, der Neurologie an der Onkolo- gie ginn dann och zanter dem Hierscht 2020 hei zu Lëtzebuerg uegebueden. Ee bedeidende Schratt, deen eist Land engersäits méi onofhängeg vum Ausland soll maachen an anerersäits och ee länneriwwer- gräifende Bäitrag bei der Ausbildung vun Doktere leescht.

Natierlech dierf een nieft den Dokteren d'Gesond- heetspersonal net vergiessen. Ab 2023 wäerten do- wéinst Bachelor-Studiegäng fir Infirmieren op der Uni Lëtzebuerg uegebuede ginn, dorënner fir d'Hie- wammen an d'Infirmiers en pédiatrie.

Ech bleiwe kurz bei den Hiewammen. Dës sollte ge- neral eng gréisser Roll bei der Betreiuung vu schwangere Frae spillen. Am Januar 2021 krute si nei Kompetenzen zougessprach, virun allem bei der pre- a postnataler Begleedung. Esou kënnen d'Fraendokteren entlaascht ginn a sech op aner Behandlungen fokusséieren.

Och d'Iddi vun engem Gebuertshaus, déi ech schonn am Kader vun enger rezenter Question élargie iwwer- wert de Rôle vun den Hiewammen ugeschwat hunn, sollt hei zu Lëtzebuerg weidergefouert ginn. Et gétt nämlech ëmmer méi Fraen, déi sech ee méi intiimt a manner gestresst Ëmfeld bei der Gebuert wënschen. An esou e Gebuertshaus, dat a Proximitéit vun engem Spidol läit, fir de Fall, wou et zu Komplikatoune kënn, kéint och zu enger Entlaaschtung vun de Ma- ternitéen bäidroen.

Madamm Presidentin, wa mir gären hätten, dass nees méi Dokteren, dont Gynekologen a Pédiateuren, hei an d'Land schaffe kommen, da muss eise Gesond- heetssystem generell méi attraktiv ginn. Méi kleng, dezentral Strukture kéinten hëllef, de ländleche Raum besser ze couvréieren. D'Digitaliséierung, wéi

zum Beispill d'Téleexpertis vum Service de néo- natologie aus dem CHL bei akute Fäll an der Mater- nité Ettelbréck, kann eng zousätzlech Sécherheet ginn. An natierlech mussen mir d'Garden an de Spi- deeler endlech anstänneg remuneréieren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Vun all dese Schrauwe mussen mir zesammen dréien, wa mir eng laangfristeg, eng performant a qualitativ héichwärtig Versuerung vu Fraen an hire Kanner garantéieren wëllen. Ettelbréck dierf sech net widder- huelen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Ma- damm Hartmann. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et gétt Schrëtt am Liewen, bei deenen ee sech dee Moment, wou ee se mécht, net ëmmer bewosst ass, wéi eng Auswierkung se nach méi spéit op ee selwer wäerten hunn. De Choix vun engem Vertrauensdokter oder Vertrauensspezialist gehéiert sécherlech och do derzou. An dat zielt besonnesch fir all déi Dokte- ren, déi an der sougenannter „médecine primaire“ schaffen, deemno och de Pédiateur, bei deem sech jonk Eltere mat hirem éischte Kand e Rendez-vous huelen, an natierlech awer och déi jonk Fra, déi eng éischt Consultatioun bei engem Gynekolog hält. A béide Fäll gétt aus der Doktesch oder dem Dokter souzesoen e Partner, deen de Patient oder d'Patientin e gudden Deel vu sengem Liewen a ville schéinen an och manner schéine Situatiounen begleede wäert.

Do ass et natierlech wichteg, dass genuch där Spe- zialisten an deenen Domänen aktiv sinn. Mir wëssen allegueren, dass d'Unzuel un Dokteren, déi hei zu Lëtzebuerg praktizéieren, e Sujet ass, deen eis Kapp- zerbriches mécht. Laut dem Statec ass d'Populatioun am Joer 2021 ëm genee 10.667 Awunner geklommen, eng Tendenz, déi mir, mat Ausnam vum Pandemie- joer 2020, och schonns an deene Jore virdu konnten observéieren. An all déi nei Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi brauchen natierlech och eng gutt me- dezinnesch Betreiuung.

A laut den Zuelen, déi eis Gesondheetsministesch op eng rezent Question parlementaire vun den honora- belen Deputéierte Gilles Baum an André Bauler ginn huet, zielt Lëtzebuerg – Stand 31. Dezember 2021 – 114 aktiv Gynekologen an 124 aktiv Pédiateuren. Ver- gläicht een dat dann awer mat där leschter Analys vun der Démographie médicale, déi d'ALEM, d'Asso- ciatioun vun de Lëtzebuurger Medezinnstudenten, 2011 publizéiert huet, zielt Lëtzebuerg haut 37 Gyne- kologe méi wéi nach virun eelef Joer. Bei de Pédiateuren sinn et der haut 74 méi. Dat ass an deenen zwee Fäll wuel eng Steigerung, mee, wéi gesot, eis Demografie wissst esou séier, dass déi Zuele leider och net duer- ginn.

Dat huet eis déi rezent temporär Fermeture vun der Maternité zu Ettelbréck gewisen, déi elo schonn e puermol hei ugeschwat gouf, well d'Presenz vu Pedia- tere leider net méi konnt 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 garantéiert ginn.

Doropshin hunn och ganz séier eis Ministesch Paulette Lenert an de Minister Claude Haagen reagéiert, fir esou eng Léisung ze fannen, déi d'Reouverture erméiglecht huet. Dat hu mir natierlech begriisst. Mee et bleift derbäi, dass weider Efforte mussen ge- maach ginn, well d'Zuelen aus dem Rapport Lair, déi weisen, dass de Manktem un Doktere generell an den nächste Joren riskéiert, nach méi akut ze ginn.

De Problem ass bekannt an e gëtt ugepaakt. Léisungsweeër gëtt et der eng Rei an d'Palette geet vun engem Ausbau vum Medezinnstudium zu Lëtzebuerg bis zu enger ugemossener Remuneratioun, wat d'Garden ubelaangt.

Do dernieft ass och virun e puer Wochen de Projet de loi 8013 vun der Gesondheitsministesch deposéiert ginn, deen et eisen Dokter an de Professionnels de santé wäert erlaben, sech ze associéieren an eege Gesellschaften ze grënnen. Zum Beispill kënnen dann an engem Cabinet vun e puer Dokter an Infirmiere schaffen. Dëse Projet ass deemno eng direkt Äntwert op de Manktem un Dokter, well en d'Schaffen an enger Ekipp – wat jo grad vill jonk Doktere froen – vill méi attraktiv wäert gestalten. Mee et ass och eng indirekt Hëllef, well doduerch, dass méi Infirmieren an Infirmiären an esou Zentere schaffen, wäert och en Deel Laascht vun de Schëllere vun den Doktere geholl ginn.

Fir eis als LSAP gëtt et awer och nach eng zousätzlech Pist, wéi een d'Primärmedezinn, spezifesch am Beräich Pédiatrie a Gynekologie, kéint stäerken. An hei zwee Beispiller, déi net nei sinn an déi zum Deel och schonn ugeschwat goufen.

D'ANIL, d'Associatioun vun den Infirmiären an Infirmieren zu Lëtzebuerg, dreift d'Konzept vum Community Health Nursing weider. Do geet et drëms, dass eng Infirmière am Dénsgsch vum enger gewëssener Communautéit steet. Dat kann eng kleng Regioun, eng Gemeng oder awer e Quartier vun enger Stad sinn. Si ass do eng éischt Ulafstell fir all Zort vu gesondheetleche Problemer. Si kann d'Leit guidéieren a si schafft och ganz enk mat de lokalen Dokter zesummen. Bei klengen Problemer ka si selwer agräifen an esou och hëllef, d'Primärmedezinner, zu deene jo och d'Pediater gehéieren, aus der Émgéigend ze entlaaschten. Dat ass, muss ech soen, e Konzept, dat eis als LSAP wierklech sympathesch ass.

D'Zäit leeft mer fort, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, dofir kommen ech net nach eng Kéier in extenso op d'Geburtsstaus zréck, wat fir eis och e ganz flotten an e ganz bemierkenswäerte Modell ass, déi Plaz, déi an der Reegel jo vun den Hiewamme geréiert gëtt an déi et de Fraen erlaabt, hire Bëbbe a méi engem intime Kader op d'Welt ze setzen.

Zum Ofschluss sief gesot, dass dat heite Piste sinn, déi alternativ Méiglechkeete fir d'Patienten duerstellen. Nieft all de Virdeeler fir d'Patienten, déi sech op déi Offer aloossen – sief et déi vun der Community Nurse oder déi vum Geburtsstaus –, bréngen des Modeller och sécher eng Entlaaschtung fir déi betraffen Dokter, wéi ech gesot hunn. An och dat ass noutwendeg, fir der Problematik entgéintzewierken. An dofir sollte se eis méi wéi nëmmen eng kleng Iwwerleeung wäert sinn.

Merci fir d'Nolauschten.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mammad Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt wéilt ech de Kolleeg vun de Piraten Merci soe fir d'Ufro vun dëser Heur d'actualité zum Thema Pédiater a Gynekologen, en Thema, dat duerch d'Zoumaache vun der Maternité vun Ettelbréck an der Léisung, déi fonnt ginn ass, weist, dass mer an enger Urgence sinn.

De Problem war, dass, duerch e Manktem un Pédiateren a besonnesch un Neonatologen, d'Garden zu Ettelbréck an der Maternité net konnten esou

assuméiert ginn, wéi dat laut Gesetz eigentlech virgesinn ass. D'Anästhesisten, déi awer keng neonatologesch Ausbildung hunn, wollten d'Responsabilitéit vun enger illegaler Situatioun, déi schonn zanter Laangem bekannt war a wou keng Léisung a Siicht war, net méi droen an hunn decidéiert, keng an hiren Aen illegal Akte méi ze maachen. Doduerch konnte keng Accouchementer méi gemaach ginn, mat all de Konsequenzen, déi dat mat sech bruecht huet an déi mer aus der Press kennen.

D'Erkenntnis aus där entstanener Situatioun ass, dass d'Necessitéit vun enger Maternité zu Ettelbréck absolut evident ass. Ze mengen, d'schwanger Frae kéinten am Fall vun engem Accouchement bis an d'Stad fueren, ass illusoresch. Fir d'Patientinnen aus dem Norden ass dat ze wäit a schaaft just Stress an Angscht, wat sécherlech kee positiven Effekt op Accouchementer huet.

Une voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Als déi gréng begrësse mer duerfir, dass eng gutt Léisung am Dialog mat alle Betreffene fonnt ginn ass, och wann d'Situatioun fir d'Éischt eskaléiert ass. D'Léisung vun Ettelbréck weist, dass d'Schafe vu Synergien tëschent de Spideeler, tëschent de Spezialitéiten, mee och mat anere Gesondheetsberuffer, mat gläichzäiteger cibléierter Formatioun, eng vun de Léisunge ka sinn, fir der Penurie am Gesondheets- a Flegesecteur entgéintzewierken.

Am Fall vun der Maternité spillen och d'Hiewammen eng wichteg Roll. Wéi verschidde Virriedner et schonn ugeschwat hunn, kéint e Gebuertsstaus och hei eng sénnvoll Synergie bidden, fir d'Maternitéen ze entlaaschten an och de werdende Mamme méi eng relax Émgéigend ze schafen, fir eebe kënnen ze accouchéieren.

Dir Dammen an Härren, de Problem vum Personal-mangel ass laang bekannt a krut schonn 2019 mam Rapport Lair déi iwwerfälleg Bestätegung schwaarz op wäiss. D'Fro ass also: Wéi kréie mer méi Pédiateren a Gynekologen op Lëtzebuerg, wëssend, dass vill Studenten, déi am Ausland studéieren, do bleiwen? Mir mussen méi Leit motivéiert kréien, op de Wee vum Medezinnstudium ze goen! Duerfir ass et wichtig, zu Lëtzebuerg d'medezinnesch Formatioun op der Uni ëmmer méi auszeweiden, mam klengen Zil, de Bachelor, de Master an déi Spezialitéiten unzebidden, déi dréngend gebraucht ginn.

Dat ass net just eng Fro, wéi d'Uni sech soll strateegesch entwéckelen. Et ass virun allem eng Fro vu Santé publique a vun der Oprechterhaltung vun der medezinnescher Prise en charge vun eiser Populatioun.

A ville Beräicher gëtt et engagéiert Medezinner, déi bereet sinn ze hëllef, eng Formatioun opzebauen, och well et ëmmer méi schwéier gëtt, Studenten zu Lëtzebuerg an de Stage ze kréien, e wichtige Schrëtt, fir dass se herno op Lëtzebuerg schaffe kommen.

Onverständlech ass et dann awer, dass op d'Question parlementaire 6107 vum Josée Lorsché a mir geäntwert gëtt, dass d'Formatioun fir Psychiateren, och wann dat elo haut net den Thema ass, eréischt am Plan quadriennal 2026-2029 analyséiert soll ginn. Dat fanne mer problematesch. D'Psychiateren, déi eng offiziell Demande gemaach hunn, sinn elo prett, an och d'Psychiateren ginn urgent gebraucht. Mat dëser Approche wier fréistens 2032 mat enger éischter Promotioun Psychiateren ze rechnen.

Bei de Pédiateren ass eng änlech Urgence. Wann et ëmmer méi schwéier gëtt, iwwer eng Formatioun am Ausland déi néideg Dokter an d'Land ze kréien,

da mussen mer d'Formatioun hei organiséieren, besonnesch wa motivéiert Leit am Startblock stinn.

Och wa vill am Beräich Formatioun am Gesondheetsberäich gemaach gëtt, feelt fir déi gréng e Masterplang an der Formatioun, deen eng Verbesserung vun der Situatioun virzeechent.

Zousätzlech muss och d'Émfeld zu Lëtzebuerg stëmmen, d'Qualitéit vum Aarbechtsémfeld, dat finanziell Émfeld, mee och ëmmer méi d'Work-Life-Balance.

D'Gardé sinn do och e Problem. Hei ass eng grondleeënd Analys néideg, wou op verschidde Froe mussen Äntwerte fonnt ginn. Wie muss d'Gardé maachen? A wéi enge Servicer? Wéi oft? A wéi sollen d'Kompensatioune fir Dokter, déi Gardé maachen, ausgesinn?

E leschten, awer net onweesentleche Punkt, fir d'Attraktivitéit vun de Pédiateren an de Gynekologen ze verbesseren, wat och Spezialitéite sinn, déi mat Plainté konfrontéiert sinn, ass dee vum Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique, deen e Patient fir e Schued entschidedgt, deen ouni medezinnesche Feeler vum Dokter entstanen ass a gläichzäiteg dem Dokter eng Ofsécherung gëtt. Dëse Fong ass schonn zanter Joren an der Diskussioun.

Duerfir meng Fro un d'Madamm Gesondheitsministesch, wou de Fonds d'indemnisation de l'aléa thérapeutique, deen och am Koalitiounsaccord steet, drun ass.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänken en häerzleche Merci de Piraten, déi des Aktualitéitsstonn ugefrot hunn. Ugangs Abrëll hat e Manktum u Pédiateren derzou gefouert, dass d'Maternité zu Ettelbréck temporaire huet missen zoumaachen. Iwwerraschend kour dat schonn dobaussen, an awer war gewosst, dass zanter dem Enn vum Joer 2014 d'Kannerdokteren net nëmmen am Norde vum Land op deen Noutstand vun der kannerärztlecher Versuergung zu Lëtzebuerg higewisen hunn.

Deemools hunn déi Responsabel iwwerdeems och op déi ganz problematesch rechtlech Situatioun higewisen, an där sech grad och d'Anästhesiste befannen, wa si pediatresch neonatologesch Dénsgchter assuréiere mussen.

Et muss eng grondsätzlech Léisung fonnt ginn, wéi ee kann d'Gebuerten an d'Vesuergung vun den neigebuerene Kanner ronderëm d'Auer mat spezialiséiertem Fachpersonal sécherstellen. Et ass bekannt, dass e Manktem u Pédiateren, déi eng zousätzlech Formatioun fir Reanimatioun vun den Neigebuerenen hunn, an Dokter an der Neonatologie besteet.

Et ass néideg, dass elo séier legiferéiert gëtt an d'Spildolgesetz esou ugepasst gëtt, dass d'Garden an de Bereitschaftsdénsgsch esou remuneréiert ginn, dass d'Spezialisten hiren Ausfall an der Praxis korrekt kompenséiert kréien, souwuel fir déi Deeg, déi si an der Klinik mussen schaffe respektiv disponibel sinn, wéi och fir déi 24 Stonnen no dësem Dag.

De Gesondheitsministère soll och mam Accord vun den Dokter Zuelen op den Dësch leeën, wat et géif kaschten, fir d'Garde 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 flächendeckend am Land ze garantéieren a korrekt ze bezuelen.

Politik a Budget sinn eng Fro vu Prioritéiten. A fir d'ADR huet d'Gesondheet vun den Awunner zu Lëtzebuerg Prioritéit géintwuer anere Saachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Et muss een och feststellen, datt et hei am Land ëmmer méi schwéier gëtt, fir Gynekologen a Pédiatere ze fannen. D'Waardezäite fir d'Patiente ginn ëmmer méi laang. A besonnesch am ländleche Raum entwéckelt sech eng Penurie, wouduerch et zu engem Ongläichgewicht mam Ballungszentrum Stad kënnt. Dee selwechte Phenomeen vun Ongläichheet hu mer och bei de Spezialisten. Praktesch bal an alle Fachrichtungen hu mer an der Stad eleng esou vill Doktere wéi iwwer d'Land verdeelt. De Problem vum Zoumaache vun där enger oder anerer Spezialisatioun an diverse Kliniken uechtert d'Land wäert sech fréier oder spéider stellen – ech hoffen zwar net –, wann an der Stad och dës Geformanner grouss ass wéi iwwer Land.

Et muss ee sech och froen: War dat zäitweest Zoumaache vun der Ettelbrécker Maternité nëmme d'Spëtzt vum Äisbiere? A wat kënnt nach no?

De klassischen Dokter vu fréier, dee vu moies bis owes fir seng Patienten do war, gëtt et net méi. Et gëtt och ëmmer manner Doktere, wann een et mat der Awunnerzuel vergläicht. An deem Trend wäert sech fortsetzen. En plus ass d'Alterspyramid bei den Dokteren zimmlech héich.

Et muss een och feststellen, wann ee mat de Leit dobause schwätzt, datt vill vun hinne mat der allgemenger Gesondheetsversuergung am ländleche Raum méi ganz zefridde sinn. Dat héiert ee kloer vun alle Säiten. Et wär och wichteg, deene Betreffenen nozelauschten.

Opground vun dëser Feststellung, misst een net eise Gesondheetssystem mat alle Probleemer vu baussen analyséieren? An de Spideeler misst een onofhängegen externen Audit gemaach ginn, soss lafe mer Gefor, datt mer an Zukunft net méi genuch Doktere hunn.

Et muss een heiansdo, esou wéi am private Liewen och, stoe bleiwen an eng Analys maachen, ob een nach um richtege Wee ass. Wann een um richtege Wee ass, tant mieux, da brauch een nëmme virunzefueren. Mee et soll een awer vun Zäit zu Zäit och sech selwer a Fro stellen.

Dee strammen demografesche Wuesstum verlaangt, datt och d'Personalstruktur am Gesondheitsberäich andauernd muss evaluéiert an ugepasst ginn. D'Spidolsgesetz – et ass jo nach net esou al – misst deemno op de Leescht geholl ginn, well fir déi Erausforderung ze meeschteren, mengen ech, muss do nach dat eent oder anert änneren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och de Piraten fir dës Heure d'actualité, déi jo ganz complémentaire ass mat eiser vun duerno.

Jo, spéitstens säit der Schléissung vun der Maternité zu Ettelbréck wéinst Personalmangel wësse mer, dass et bei der Prise en charge vu Fraen a vu Persoune mat engem Uterus a vu Kanner esou zimmlech happert.

Accouchementer an engem Kontext vun der Urgence an der néideger Spezialisierung ze assurieren, war wéinst Personalmangel zu Ettelbréck net méi

méiglech. Et sinn notament net genuch Doktere an Dokteschen do, déi spezialiséiert sinn op Fréigebueren. E Pédiateer kann do laut Spidolsgesetz net asprangen, well deen net déi néideg Formatioun huet. Dowéinst huet d'Maternité missen zoumaachen. Dat heescht, entweeder et muss een deen Aspekt am Spidolsgesetz änneren goen oder et muss een de Pédiateer d'Méiglechkeet vun enger spezialisierter Weiterbildung ginn.

D'Schléissung vun der Maternité zu Ettelbréck war effektiv dramatesch, an et sinn eigentlech éischter Biller, déi ee vläicht kennt aus engem sougenannten „Entwécklungsland“ – wat och do ganz schlëmm ass –, mee net vu Lëtzebuerg u sech.

Anerersäits, mat der Rentabilitéitslogik, déi de Fonctionnement vun der Spideeler reegelt, wonnert et keen, datt op eemol verschidde spezialiséiert Agrëffer, notament wat Fréigebueren ubelaangt, net méi kënne stattfannen. Et gouf dann och beim Material a bei de Better gespuert. An eiser rezenter Heure d'actualité iwwer de Mangel u Bettercher fir „Frühchen“ hu mer dat jo och beklot, an d'Konsequenzen dovunner op Transferte vun héichschwängere Fraen, déi risikieren ze accouchieren, déi hu mer jo laang a breet thematiséiert.

Dat mat der Penurie vun Doktere ass scho laang bekannt. An deem Beräich deet sech awer immens wéineg. Mir hunn engersäits ultraspezialiséiert Medezinn a Medezinner an Hightechmaterial, mee dat concernéiert just verschidde Beruffer: déi lukrativst.

Wat elo d'Penurie ugeet, ass d'Gebuertshaus hei schonn ugeschwat ginn – dofir ginn ech elo net weider drop an – als Alternativ, fir d'Maternitéen ze entlaaschten. Ech wäert duerno an eiser Heure d'actualité och nach eng Kéier dorop zrëckkommen. D'Gesondheet vu Fraen a Leit mat Uterus gehéiert wuel net zu de lukrativste Beräicher.

Soit, et ass effektiv eng Péng, hautzudaags e Gyneko ze fannen, dee keng Moral priedegt, deen net sexistesch ass an et erméiglecht, a kuerzer Zäit e Rendez-vous ze kréien. Vill Gynekoen hu sech entre-temps op Schwangerschaftskontrolle fokaliséiert an huelen och keng weider Clientèle un.

(Brouhaha)

Ech héieren hei Männerstëmme – ech froe mech, wat si vun Expertis an deem Beräich hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Fir eng einfach Kontroll als Persoun, déi net schwanger ass, dauert et oft laang, fir e Rendez-vous ze kréien, och wann ee scho säit Jore beim selwechten Dokter oder bei där selwechter Doktesch ass.

Eppes, wat zu der Perpetuatioun vun de Violences gynécologiques et obstétricales bäidréit, ass genee dee Manktum u Personal och bei de Gynekoen. Et héiert ee vill Temoignagë vu Leit, déi guer net zefridde si mat hirem Gyneko, mee déi dann awer Sexismus an aner Forme vu gynekologescher Gewalt iwwer sech ergoe loossen, well se wëssen, dass et schwéier ass, en aneren Dokter oder eng aner Doktesch ze fannen.

An ech bleiwen domat stoen, well mir fueren duerno weider an eiser Heure d'actualité. Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministeresch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Wann ech dat héieren, sinn ech fir mäin Deel op alle Fall frou, a mengem Liewen ëmmer op gutt Gynekologe gefall ze sinn, déi verständnisvoll a respektvoll waren. Mee ech hunn awer en Ouer fir dat, wat ech héieren.

Et ass effektiv e Spagat ze maachen tëschent enger gudder Qualitéit, déi een ubitt, engem Maximum u Sécherheet fir Mamm a Kand an enger Offer, déi geografesch gutt verdeelt ass.

Zu Lëtzebuerg hate mer 2004 nach sechs Maternitéen mat 5.400 Passagen am Bloc d'accouchement. Dat ass zrëckgefuert ginn op véier Sitten an och reglementéiert ginn an deem Sënn. 2009 huet de Plan hospitalier national festgesat, dass mer nach véier spezialiséiert Servicer hu mat entsprecheuden Ufuerderungen, déi dann och nach eng Kéier 2018 am Spidolsgesetz festgesat gi sinn.

Et geet drëms, fonctionell Lienen ze erstellen tëschent engem Service, wou Accouchementer gemaach ginn, an enger Intensivstatioun engersäits, an och enger Neonatologie, déi muss virhande sinn. Dat sinn alles Exigencen. Jo, dat mécht et méi komplizéiert, mee et mécht et awer och méi sécher. Dat ass den Equilibre, dee muss fonnt ginn. Mir hunn och entre-temps dann eeben zwee Typen vu Maternitéen: En Typ 1 fir déi méi normal Accouchementer, an den Typ 2, dat ass de CHL, wou da wierklech déi ganz spezialiséiert Servicer si fir déi méi rar Komplikatoune, mat deem entsprecheuden Personal, wat muss virgesi sinn, mat och deenen Exigencen.

De Schlüssel fir Lëtzebuerg ass eng gutt Vernetzung tëscht den Etablissementer, tëscht den eenzelne Kliniken, mee och ausserhalb mat der Dokterschaft a mat den Hiewammen. Mir hu gesinn um Beispill vun Ettelbréck, wéi dat ka fonctionéieren, wou mer elo eng éischt Konventioun hu mat neie Moyenen, déi en place gesat gi sinn, mat Formatioune, déi gemaach gi sinn, dat no engem Beispill vu Best Practices aus dem Ausland.

Lëtzebuerg ass net eleng mat där Problematik do. Ech weess net, ob der d'Geleeënheet hat, schonn e Bléck an d'Carte sanitaire ze geheien, déi rezent elo publizéiert ginn ass. Do gesäit een, dass mer och de Phenomeen hei am Land hunn, dass mer aus der Grenzregioun, grad um Niveau vun den Accouchementer, ëmmer méi Leit unzéien. Dat ass e rezente Phenomeen a bedeit natierlech e Méiopwand fir eis Spideeler. Et ass awer warscheinlech och d'Konsequenz vun engem Ofbauen u Better do an u Méiglechkeeten, fir eeben d'Fraen entgéintzuehelen. Dat sinn natierlech Émstänn, deene mer mussen Rechnung droen. Dat sinn eis Assuréeen. Mir mussen déi Leit selbstverständlech hei ophuelen. Si cotisiéiere bei eis. Mee dat ass och en neie Moment, dat ass och eng Tendenz, déi een esou net kann huet, déi sech wierklech iwwer déi lescht Joren zouspëtz.

Mir hunn, wat elo d'Accouchementer ausserhalb vum Spidol betrëfft, wa mer 2018 kucken, eisen Donnéeën no 15 Accouchementer gehat, mat engem Trend an och enger Demande um Niveau vun den Hiewammen, fir dat ze férdere. Dat ass eng Pist, déi mer sécherlech och ginn. Et ass och an der Nomenclature elo dëst Joer en Tarif virgesi ginn, fir den Acte technique ausserhalb vum Spidol fir den Accouchement céphalique extra-hospitalier. Alles dat si Schrëtt an déi Richtung.

Ech hunn elo och eng Entrevue virgesi mam Gebuertshaus nach virum Summer fir ze gesinn, wéi een déi Pist ka goen. Et dierf een natierlech ni aus den Ae verléieren, dass och e ganz normal geplangten

Accouchement ëmmer nach kann zu Komplikatoune féieren. Och do ass dann erëm d'Vernetzung mam Spidol extrem wichteg, erëm eng Kéier am Interessi vun der Gesondheet vun der Mamm a vum Kand, fir schnellstméiglech professionnell en charge geholl ze ginn do, wou eebe justement déi spezialiséiert Servicer da gebraucht ginn, wa Komplikatoune stattfannen.

Mir wäerte verstärkt u Konventiounen tëscht deene besteeënden Etablissementer schaffen, esou wéi mer et elo um Beispill Ettelbréck gesinn hunn. Dat ass e Modell, dee sech elo muss arrodéieren, dee sécher och kann ausgebaut ginn. D'Exigencen, déi mer hunn um Niveau vun der Qualitéit vum Service, mat enger verstärkter Presenz, mat verstärkter Garden, bedéngt natierlech och eng aner Organisatioun. Do, wou de Gynékolog fréier seng Patientin suivéiert huet, hu mer elo am Spidol selwer eng Exigence vu Presenz, déi muss assuréiert ginn. Et muss eng strukturéiert Disponibilitéit assuréiert sinn. An dat bréngt eis zu der Problematik vun de Garden, wou ech ganz frou si kënnen ze soen, dass mer an der Regierung en Accord fonnt hunn, och vusäite vum Finanzministère, fir eis dat eppes kaschten ze loosser. Dat war jo elo laang net de Fall.

Mee do kann ech elo als Ressortminister soen, dass ech ganz konstruktiv Gespréicher konnt féieren an dass mer do zu engem Konsens komm sinn, fir op alle Fall mol prinzipiell Suen do zur Verfügung ze stellen. Déi Diskussiounen lafen, déi sinn en marge vum Gesondheitsdësch gelaf. Si sinn nach net clôturéiert, mee awer op enger gudder Bunn, géif ech emol soen. Vum Prinzip hier si mer eis allegueren, mengen ech, eens, dass dat, wat een exigéiert iwwert de Wee vum Gesetz – dass Leit disponibel sinn op Abruf -, och muss deementspreechend remuneréiert sinn. Dat wäert sécherlech derzou bäidroen, dat fir d'Dokterschaft erëm méi attraktiv ze maachen an de Spideeler. Well dat ass jo eppes Penibles, wann ee muss geruff ginn! Dat huet sécherlech och derzou bäigedroen, dass mer ëmmer manner Pediatere fanne, déi wëllen an de Spideeler schaffen, esou dass hei en éischte Schrëtt geholl ass.

Et ass richtig, dass mer eng Penurie hunn, grad och bei de Pediatere. An et ass och richtig, wéi den Här Spautz gesot huet – an dat si Geschichten, déi ech och ëmmer erëm héieren –, dass mer Dokterer hunn, déi hei wëlle schaffen, déi awer dann net ugeholl ginn. An da géif ech awer gären ënnersträchen, dass dat net just d'Spidol ass, wat do matschwätzt, mee virun allem och de Grupp vun de fräischaffenden Dokterer.

Déi Geschichten, déi mir zu Ouere kommen, do ass et eeben esou, dass och d'Gruppen net onbedéngt wëllen nei Leit mat ophuelen. Dat ass eppes, bon, wat ech, genau wéi Dir och, zougedroe kritt hunn. Jo, wann een de Kuch zu sechs deelt, ass dat en anert Stéck, wéi wann een zu fënnf deelt, zum Beispill. An et ass och en Zesummespill mat dem Spidol. Dat heescht, den Dokter muss ugeholl gi vum Spidol, an d'Spideeler maachen dat normalerweis am Konsens mat hire Gruppe vu fräischaffenden Dokterer. Si imposéieren deene keng Leit, soudass et ganz oft dowéinst ass, datt et da scheitert, wann esou Situatiounen sinn. Dat war op alle Fall an deenen zwee, dräi Fäll, déi mir zougedroe gi sinn, de Fall, wou d'Dokteren net der Meenung waren, dass do Zousazbesoin wär fir nach anerer.

„Il y a à boire et à manger“ also an deem ganze Sujet. An et ass och eppes, wat eng grouss Prioritéit ass. D'Theema vun dem Ressourcëmangel ass e prioritäert Theema um Gesondheitsdësch, deem mer wäerten nogoen.

Dann de Service SAMU néonatal, deen ass schonn erwänt ginn. Och dat si Pisten, déi et erlaben, an eise Land mat dach awer kuerzen Distanzen effikass kënnen virzegoen, wann een déi néideg Dotatiounen gëtt. Dat ass geschitt an deem heite Fall.

Mir hunn eise Service national Niveau 2, de CHL, wou d'Spezialiste sinn, ausgebaut. Et ass d'Iddi, dass mer do eng Kärekip hunn, héich spezialiséiert, déi am Noutfall kann erausfuere, a schnell erausfuere, wou virun der Dier wierklech e SAMU disponibel ass, deen direkt asazbereet ass. Dat sinn déi Pisten, op deene mer weider schaffen.

Och d'Ausbildung ass eng Pist. Mee et muss een natierlech och do wëssen, dass, wa mer wëlle Qualitéit ubidden op eiser dach nach jonker Uni, een net kann direkt vun 0 op 100 fuere an alles mateneen ubidden. Dofir sinn déi Pläng, fir dat lues a lues ufueren ze loosser. Och do ass d'Suerg, fir Lëtzebuerg attraktiv ze halen an eeben och als eng kompetent Uni ze positionéieren. A jo, do muss een och wueliwuerluecht kucken, wéi ee wat opbaut, wéi eng Formatiounen een ubitt, net, dass et op eemol eeben un der Qualitéit vum Enseignement happert.

Voilà. Vill Wonnerléisungen hu mer net. D'Problemer si bekannt. Si sinn an den Aarbechtsgruppen, deels mat Solutiounen, déi schonn en place sinn, mat Léisungen, déi geschwé wäerten en place sinn um Niveau vun de Garden, mat Promotiounscampagnen, déi och wäerten ulafen, soudass mer hoffen, dass mer do an deenen nächste Joren erëm kënnen méi schnell virukommen, wéi dat vläicht elo wärend der Pandemie de Fall war.

Dat selwecht gëllt fir de Fonds d'indemnisation vum Aléa thérapeutique, deen ugeschwat ginn ass. Dee steet wuel am Regierungsprogramm, ass och notéiert bei eis op der To-do-Lëscht, mee ass mat enger Rei anere Saachen natierlech e bëssen a Verzug komm iwwert déi lescht zwee Joer. Dat konnt net ausbleiwen. Voilà.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheitsministesch. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

7. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet des violences gynécologiques et obstétricales

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng weider Aktualitéitsstonn iwwert d'gynékologesch Gewalt, déi d'politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. An ech géif direkt der Madamm Nathalie Oberweis als Vertriederein vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk d'Wuert ginn. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. „Et ass“, an ech zitieren do eng Hiewamm, mat där ech rieds hat fir dës Heure d'actualité, „Alldag. Mir si säit Joren dru gewinnt. Säit Joerzénge an säit Joerhonnerte kréie mer gesot: „Bäiss op d'Zänn! Dat gehéiert derzou. Et ass net schéin, mee et ass esou. Wat wichtig ass, ass, dass et dem Bëbee gutt geet! Oder nach: „Denk net méi drun!“

Jo, et ass en Tabu. Eis Mammen hunn net vill driwwer geschwat, mee eis Generatioun fänkt un, driwwer ze schwätzen.

Här President, dës Debatt ass net géint Hiewammen an och net géint Gynékologe geriicht oder aner Dokterer. Si maachen hir Aarbecht, esou gleewen ech et, no beschtem Wëssen a Gewëssen. Et ass eng

strukturell kritesch Approche, déi mer adoptéiert hunn, a mir positionéieren eis fir eng oppen an tabulos Diskussioun a fir en Afrostelle vu Praktiken, Gewunnechten a Routinnen a fir eng besosst a mënschlech Approche vun der Patientin, zentréiert op d'Fra oder op d'Persoun mat engem Uterus.

Meng Referenzen – an dat, wat ech hei wäert soen, ass net just meng Meenung – sinn d'Konventioun vun Istanbul vun 2011, d'Recommandatiounen vun der Weltgesondheetsorganisatioun vun 2018, de Rapport vum Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes aus Frankräich vun 2018, d'Deklaratioun vun der UNO vun 2019, dass d'Staate sech sollen engagéieren géint d'Gewalt géint Fraen, Moosnamen ergräifen a Gesetzer stëmmen, fir d'Gewalt ze prevenéieren an ze bekämpfen, d'Resolutioun vun 2019 vum Conseil de l'Europe, déi eng Definitioun an eng Unerkennung vum Phänomeen Violence obstétricale et gynécologique gëtt, a finalement nach d'Recommandatiounen vun eise Conseil scientifique vun deem Joer.

Wat sinn da Violences gynécologiques et obstétricales? Well effektiv ass dat dacks net onbedéngt gewost.

Et si Praktiken an Agrëffer ouni Accord, ouni Informatioun an déi net gefrot sinn. Et sinn Agrëffer, déi net onbedéngt medezinnesch néideg sinn, onnéideg Interventiounen a Medikamenter, onnéideg an iwwerflësseg gewaltvoll an erniddregend verbal Remarken.

Et ass physisch Gewalt, mee et ass och psychesch Gewalt. Dacks versteet ee jo ënner Gewalt éischter physisch Gewalt an ech mengen, et ass och dowéinst, wou dese Sujet eventuell Verschiddener kéint schockéieren. Mee mir wëssen haut, dass Gewalt net just physisch, mee och psychesch, emotional a verbal ass a verschidden Degréen huet. An dofir, wéi gesot: Et ass physisch a psychesch.

A wat een elo konkret kann drënner verstoen ... an ech géif et gären u konkreete Situatiounen festmaachen, fir och ze visualiséieren, wat dat ass oder wat et ka sinn. Et sinn, wéi gesot, medezinnesch Interventiounen, zum Beispill, ouni Informatiounen, ouni Averstännis.

Als Beispill sinn dat: vaginal Ënnersichungen als Routinn, ouni Opklärung an Averstännis; mechanesch Agrëffer wéi zum Beispill bei enger Gebuert mat enger Ventouse, ouni Opklärung an Averstännis; de Kristeller-Manöver als Routinn, ouni Informatioun an Averstännis. De Kristeller-Manöver ass, wann de Bëbee soll erauskommen, an den Dokter oder d'Hiewamm zum Beispill mam Telebou op de Bauch dréckt, fir dass e soll erausgedréckt ginn. Damschnëtt och zum Beispill, ouni Informatioun an Averstännis. Alles dat si relativ routiniséiert Praktiken, vun deenen ee ganz vill héiert a ganz vill liest.

Et ass awer och zum Beispill d'Verweigerung vun Alternativen, zum Beispill kee wierkleche Choix bei Gebuertspositiounen oder e Choix, deen opgedrängt gëtt, wéi zum Beispill d'Peridurale. An ech mengen, do gëtt et och ganz vill Temoignagë vu Fraen. A mir wëssen, Fraen, déi accouchéieren, sinn extrem vulnerabel an do kritt ee schnell eppes opgedrängt an et ass een net onbedéngt ëmmer capabel, sech ze wiere respektiv seng Positioun a säi Wëllen auszedrücken.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et ass och zum Beispill d'Verweigerung vun der Beweegungsfreiheet.

Dann zu der verbaler Gewalt oder dem Drock kann ech och e puer Beispill ginn, Zitat: „Dann dréck dach elo!“, „Gëff der Méi!“ oder: „Jäit net esou!“ Oder grad och, kee Wuert ze soen oder keng Wierder ze

soen. Ech mengen, et ass wichtig, dass mer dat och konkret festmaachen, wat dat ka sinn.

Mat dem Drock kënt natierlech och e Gefill vu Schimmt mat. Et schummt ee sech, well ee vläicht eeben net genuch gedréckt huet oder den Erwaardungen net genuch entsprécht. Jo, ech mengen, do kënt e Gefill vu Schimmt mat an och Emotiounen, déi ee vläicht net ka kontrolléieren, oder de Kierper, deen een och net kontrolléiert. An domadder kënt och e Gefill vu Culpabilitéit, wat net ze ënnerschätzen ass. Also, wéi gesot, déi Gewalt ass net onbedéngt ze verharmlosen.

Strukturell Ursachen, déi mir gesinn zu dese Violencen – wat ee Violencen nennt, ech si virdrun drop gaangen, ass ënner anerem dat, wat mer virdrun ugeschwat hunn –: de Personalangel an den Zäitdrock, dee besteet. A wien Zäitangel seet, seet och wéineg Zäit fir ze kommunizéieren.

Ech hu mat Fachpersonal geschwat, déi mer och soten, dass ee mat enger besserer Kommunikatioun och scho ganz vill Problemer kéint effektiv léisen, well – wéi ech virdu gesot hunn – ganz dacks ass et eeben och de Fait, ze erklären an d'Averständnis anzehuelen. An de Fait, dass een net genuch Zäit huet, fir ze schwätzen an ze erklären an d'Averständnis ze huelen, mécht, dass et als Gewalt empfongt gëtt.

Et ass dann och esou, dass mer keng Donnéeën iwwert de Problem hunn. An do wou et keng Donnéeën gëtt, gëtt et och kee Problem. Dat wësse mer. Do gëtt et kee Phenomeen.

D'Formatioun vun de medezinnesche Beruffer leet dann och ganz vill Wäert – an zu Recht – op technesch Aspekter an Interventiounen, mee net ëmmer genuch op déi mënschlech Relatiounen an de Respekt vun de Patienterechter.

Eng aner Ursach ass méi eng déifgräifend Ursach: Dat ass eventuell den hierarchesche System hannendrun. An do géif ech gären de Rapport vum Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes aus Frankräich vun 2018 zitieren, dee seet, dass des Form vu Violencen och zréckgeet op den Urwëllen, de Kierper vun de Fraen ze kontrolléieren. An do si mer sécherlech bei méi déif verankerten, historiesch gewuessene Pratiqen, Usichten, Gewunnechten an Denkscheemen, déi aus dem patriarcale System eraus ëmmer erëm entstinn, och wa mer déi net direkt esou gesinn, well mer dee Brëll vläicht net unhunn, fir déi esou ze liesen.

Da géif ech ganz gären och Temoignagë vu Fraen a Persoune mat engem Uterus zitieren, déi eeben Affer ware vun esou Iwwergrëffer, well eebe ganz dacks esou Temoignagë guer net un d'Liicht kommen, och fir dat nach eng Kéier ze verbiddlechen. Ech liesen dann hei een Temoignage vir:

„Lors de la phase finale de mon accouchement, ma gynécologue a demandé à la sage-femme d'appuyer sur mon ventre“, dat ass de Manoeuvre de Kristeller, „pour forcer l'expulsion. S'ensuivit un conflit ouvert entre les deux, car la sage-femme a refusé net de le faire, protestant que cela faisait des années qu'elle avait arrêté de le faire. Je me suis sentie pétrifiée et impuissante, ne comprenant pas ce qui se passait. Peu de minutes plus tard, mon fils est né. Alors qu'il venait d'être posé sur ma poitrine, la sage-femme partit en courant avec lui aux urgences. Il ne respirait pas. Il était bleu. 25 minutes ... 30 minutes ... Ma gynécologue me recousait en silence, alors que je regardais l'heure passer. Aucune empathie, aucun mot rassurant, le silence le plus complet accompagnait chaque seconde.“

Dat ass elo een Temoignage, an ech mengen, där gëtt et der relativ vill. Ech zitieren aner Temoignagen:

„Während menger Gebuert hunn ech mech muechtlos gefüllt, onnätzlech.“

„Ech hu mech geläamt gefüllt. Ech krut eng Peridurale, obwuel ech ni eng wollt. Ech krut kënschtlechen Oxytocin, obwuel ech dëst ni wollt.“

„Ech hätt gebraucht, dass ee fir mech do wier, dass ee mir nogelauschtert hätt.“

„J'ai manqué d'humanité, j'ai manqué de présence humaine, j'aurais aimé plus d'humanité.“

Esou vill zu den Temoignagen. Ech mengen, wat ee hei kann erausliesen, ass de Fait, dass vill Fraen entmündegt ginn an och u sech hir Würde wierklech e wéineg ewechgeholl gëtt bei der Gebuertshëllef.

Da géif ech gären ... Dat hei ware jo elo wierklech och subjektiv Temoignagen. Ech mengen, dat ass kloer. Et seet awer eppes iwwert de Phenomeen aus an et verbiddlecht och, et konkretiséiert de Phenomeen. Da géif ech gären op d'Zuelen agoen. Do ass eeben och dann de Problem, dass mer net vill Zuelen hunn.

Mee ech wëll elo hei kuerz soen: Déi Zuelen, déi ech dann hunn, déi sinn aus enger internationaler Ëmfro, déi am „Lancet“ publizéiert gouf, elo viru Kuerzem am Februar dëst Joer, a wou Lëtzebuerg mat Deel ass, an awer och aus dem sougenannte SUSANA-Rapport, wou déi lescht Zuele vun 2016 sinn. Do steet och e bëssen eppes iwwer Gewalt dran. Wéi gesot, mir hunn net vill Zuelen. Et gëtt nämlech keng systematesch Erhiewung vun den Donnéeën, net bei der Gewalt ënner der Gebuert an och net bei gynekologescher Gewalt.

De Problem ass natierlech och, dass vill Fraen a gebärend Mamm sech der Gewalt guer net bewusst sinn. Vill mengen, dass dat eeben esou wier. Dat huet jo Gewalt och esou u sech, dass d'Affer sech, éischens, der Gewalt net bewusst sinn, well esou e Glissement lues a lues e Glissement gëtt, an, zweetens, Fraen, déi Gewalt erlieft hunn, sech net bekloen, keng Plainte eraginn, well se sech dacks schumen an e Scholdgefëll hunn an net méi wëllen un e traumatesche Moment denken.

Et gëtt awer eng Ëmfro am internationale Verglach, an dat ass déi, déi ech elo virdu genannt hunn am „Lancet“, déi eeben dann ... Dozou wollt ech e puer Saache soen: Éischens, eppes Positives, an zwar, dass Lëtzebuerg ganz gutt ofschneit bei allem, wat d'Relatiounen ugeet tëscht Mamm a Bëbee. Also ganz dacks gëtt de Bëbee direkt ugeluecht; dat nennt een da „peau à peau“. Och beim Stëllen a bei dem Rooming-in schneide mer gutt of.

Mee mir schneiden net gutt of bei allem, wat d'Kommunikatioun ugeet, wéi ech virdu scho gesot hunn, well et wéineg Zäit gëtt, fir ze informéieren an ze erklären.

Dann ass et och esou, dass mer extreem vill intervenéieren a medikaliséieren. Do hu mer Zuelen: 31 % vun de Fraen, déi eng instrumentaliséiert Gebuert hunn, also zum Beispill esou eng Gebuert mat enger Ventouse, kréien esou ee Manoeuvre de Kristeller gemaach, also een Drëttel vun de Fraen, woubäi mer wëssen, dass dese Manöver extreem geféierlech ka sinn an immens ëmstridden ass an a verschiddene Länner carrement verbueden ass. Een Drëttel vun de Fraen! An et ass net gewosst, wéi vill Frae bei enger net instrumentaliséierter Gebuert esou ee Manöver gemaach kréien. Mee et kann een dovunner ausgoen, dass deen och relativ héich ass.

Mir hunn och en immens héijen Taux vun instrumentaliséierter Gebuerten: 16 %, woubäi d'Moyenne an där Ëmfro 10 % ass. Och dat ass relativ héich, also zum Beispill d'Ventouse, fir de Bëbee erauszehuelen.

An nach eng aner Zuel, déi och zimmlech schockant ass, ass, dass 42 % vun de Befroten net gefrot gi sinn, éier eng vaginal Ënnersichung gemaach gouf. Also 42 %, dat ass wierklech immens héich an zimmlech schockéierend!

An dann d'Episiotomie, also den Dammschnëtt, do hu mer déi lescht Zuelen aus deem SUSANA-Rapport vun 2016, dee jo elo och scho méi al ass, mee och do si se relativ héich, tëscht 22 a 25 %. Ech konnt d'Zuel net kloer erausliesen, mee och do hu mer e relativ héijen Taux, also och do eng héich Instrumentaliséierung a Medikalisierung.

D'Konsequenze sinn dramatesch, ech mengen, ech brauch et bal net ze soen. D'Fraen heibannen, mengen ech, wëssen, dass d'Konsequenze vun esou traumateschen Erlebnissen Selbstvertrauensverloscht sinn, Scholdzouweisungen, posttraumatesche Stress, och Angscht, bei den Dokter ze goe respektiv eng Errance médicale ze maachen an net méi bei den Dokter ze goen, Schwieregkeeten an der Relatioun mam Bëbee a mam Partner an op der Aarbecht an esou weider.

De Conseil scientifique vun dem Domaine de la Santé, deen ech virdu genannt hunn, huet dann och Recommendatiounen erausginn. An dat wäeren elo meng lescht Punkten, wou ech op meng Motiounen aginn. Déi Recommendatioun vum Conseil scientifique – ech froe mech: Wéi gëtt garantéiert, dass des Recommendatiounen respektéiert ginn? Kontrolléiert een dat? Dann ass et jo och esou, dass mer, wéi ech gesot hunn, keng systematesch Donnéeën hunn. An do géif ech eng Motioun eraginn, fir systematesch Donnéeën, zum Beispill op Basis vun enger Enquête, ze erhiewen.

Da proposéiere mer des Weideren, och net binär Persoune mat engem Uterus an des Enquêtes a Rapporte mat eranzehuelen. Dat ass meng zweet Motioun.

Da froe mer eis och, wéi mer sollen e Phenomeen bekämpfen, wa mer keng kloer Erhiewung vun de Plainten a kee kloren Exame vun de Plainten hunn. Do proposéiere mer e Bureau des plaintes mat enger Prozedur, fir den Exame vun de Plainten ze maachen.

A mir proposéieren, wat Patient/innerechter ugeet, e Gebuertshaus oder zumindest eng Etüd vun engem Gebuertshaus. Och dozou eng Motioun.

An da géif ech nach kuerz drop agoen, wat d'Formatioun vun den Dokterinnen a vum Gesondheetspersonal ugeet, wat do – dat wier eng Fro un d'Ministesch – virgesinn ass, fir méi Formatiounen an deem Beräich virzugesinn.

Ech soen Iech Merci an da ginn ech meng Motiounen of an ech freeë mech op Äre Retour.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que depuis le début des années 2000 la parole des victimes de violences gynécologiques et obstétricales (VGO) s'est progressivement libérée au niveau international, notamment dans le cadre de campagnes de témoignages sur les réseaux sociaux portées par les mouvements féministes ;*

– *vu la déclaration de l'OMS en 2014 dénonçant les traitements non respectueux et abusifs dont peuvent être victimes les femmes et personnes dotées d'un utérus lors de leur accouchement dans des hôpitaux ;*

– *vu les recommandations de l'OMS en 2018 sur les soins « intrapartum » pour une expérience positive de l'accouchement dans l'optique de lutte contre les interventions médicales non consenties ;*

– *vu la résolution de 2019 adoptée par le Conseil de l'Europe pour lutter contre les violences obstétricales demandant aux parlements nationaux de débattre sur la protection des droits des patient.e.s dans le cadre des VGO ;*

– *vu le rapport sur les actes sexistes durant le suivi gynécologique et obstétrical commandité en 2018 par la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes en France ;*

– *vu la ratification par le Luxembourg de la Convention d'Istanbul ;*

– *vu le rapport de 2021 sur les VGO « Santé de la Femme » élaboré par un groupe de travail mis en place par le Ministère de la Santé au Luxembourg ;*

– *considérant que les violences gynécologiques et obstétricales sont enfin devenues un sujet politique et désormais traitées comme une question de santé publique au niveau international ;*

– *considérant que le rapport « Santé de la Femme » sur les VGO du Groupe de travail du Conseil scientifique dans le domaine de la Santé contient principalement des données datées et des recommandations préventives ;*

– *considérant qu'une définition juridique à la fois de la violence gynécologique et de la violence obstétricale fait encore défaut au Luxembourg ;*

– *vu les définitions des VGO telles que reprises dans le rapport « Santé de la Femme » en référence à celle de la Convention d'Istanbul et de l'Institut de Recherche et d'Action pour la Santé de la Femme en France,*

invite le Gouvernement

– *à œuvrer à l'élaboration d'une définition juridique des VGO ;*

– *à commanditer des enquêtes qualitatives sur les VGO auprès des patient.e.s ;*

– *à promouvoir la création de données statistiques précises et régulières sur les violences gynécologiques et obstétricales ;*

– *à réactiver le système de surveillance de la santé périnatale (SUSANA) et à mettre à jour les données du registre PERINAT en poursuivant l'élaboration et la publication des rapports triennaux sur les naissances et leur évolution depuis 2011.*

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant que les rapports, résolutions et recommandations internationaux et nationaux officiels en matière de lutte contre les VGO n'incluent pas les personnes trans et non-binaires dotées d'un utérus ;*

– *considérant que les personnes victimes de VGO sont des personnes dotées d'un utérus ;*

– *considérant que les personnes trans, non-binaires et lesbiennes sont encore davantage victimes de remarques sexistes et d'une mauvaise prise en charge dans le cadre de leurs examens médicaux gynécologiques ;*

– *considérant que l'appréhension des traitements sexistes dans le contexte des VGO éloigne les personnes trans et non-binaires dotées d'un utérus de l'accès à des soins de santé gynécologiques ;*

– *considérant que la non prise en compte du droit de chacun.e à l'autodétermination de son corps, son sexe et son genre est au centre de la problématique des VGO,*

invite le Gouvernement

– *à inclure les personnes trans et non-binaires dotées d'un utérus dans ses études, projets et mesures permettant de lutter contre les VGO.*

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– *vu le code de déontologie médicale stipulant en son article 38 que « Le devoir premier du médecin est de ne pas porter atteinte à la personne avec laquelle se noue la relation thérapeutique, de respecter l'autonomie de sa volonté (contrat de soins), sa dignité, son intégrité corporelle et psychique. » ;*

– *considérant qu'un membre du corps médical qui fait subir des VGO à ses patient.e.s ne respecte pas le code de déontologie ;*

– *vu que le rapport « Santé de la femme » émet la recommandation qu'« [i]l faut donner la possibilité aux patientes de s'exprimer dans le cas où elles auraient l'impression d'avoir été victime d'une violence gynécologique ou obstétricale. » ;*

– *considérant la nécessité de protéger les droits reproductifs des femmes et personnes dotées d'un utérus ;*

– *considérant que les femmes et les personnes dotées d'un utérus devraient pouvoir faire valoir leurs droits reproductifs et le droit de porter plainte en cas d'atteinte à leur intégrité corporelle et psychique ;*

– *vu la résolution 2306 (2019) de l'Assemblée du Conseil de l'Europe sur les violences gynécologiques et obstétricales,*

invite le Gouvernement

– *à créer un bureau de plaintes (Schlichtungsstelle) neutre pour les personnes ayant vécu des violences gynécologiques et/ou obstétricales ;*

– *à prévoir conformément à la résolution du CE précitée un mécanisme d'examen des plaintes pour violences gynécologiques et obstétricales excluant toute médiation, et à prévoir des sanctions, si tel n'est pas encore le cas, à l'égard des professionnels de santé lorsqu'une plainte pour ce type de violences est avérée.*

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– *considérant que l'autodétermination en matière de recours aux soins, d'accompagnement à la naissance et de conditions d'accouchement devrait être garantie par la loi dans le contexte de la lutte contre les VGO ;*

– *considérant qu'une maison de naissance est une option pour les grossesses sans complications ;*

– *considérant que les maisons de naissance sont en principe conventionnées à une maternité à proximité ;*

– *considérant qu'une maison de naissance est un établissement géré par une ou plusieurs sages-femmes ;*

– *considérant une demande croissante de la part des futures mamans d'accoucher en maison de naissance et ceci aussi pour éviter d'éventuelles violences obstétricales ou suite à de mauvaises expériences de VGO ;*

– *considérant que des maisons de naissance existent dans nos pays voisins et que nombreuses sont les femmes qui y vont pour accoucher ;*

– *considérant qu'il y a différents modèles de maisons de naissance,*

invite le Gouvernement

– *à donner le choix aux personnes où et avec qui elles veulent accoucher et pour cela soutenir la création d'une maison de naissance (GeburtsHaus) ou étudier la possibilité d'une maison de naissance au Luxembourg.*

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An als éischt Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Gewalt bei der Gebuert vun engem Kand oder Gewalt am Allgemengen an der Gynekologie si ganz sensibel Sujeten. Et si Sujeten, déi d'Intimsphär vun engem Mënsch betreffen, an net all Mënsch schwätzt nun emol gären an der breeder Effentlechkeet iwwer seng Intimsphär, an nach vill manner, wa se verletzt ginn ass. Duerfir soen ech dem Nathalie Oberweis Merci, dass si dëse Sujet haut an der Chamber thematiséiert an domadder och en Tabu brécht.

D'Aktualitéitsstonn vun haut baséiert ënner anerem op engem Rapport, dee vun engem Aarbechtsgrupp ausgeschafft gouf. Dësen Aarbechtsgrupp gouf op der Basis vun enger Question parlementaire aus dem Joer 2019 vum honorabelen Deputéierte Gusty Graas op d'Bee gesat an huet virun engem Joer säi Rapport virgeloecht.

Dëse Rapport dréit den Titel „Santé de la femme“ an ass relativ kuerz. Et ginn e puer Definitione vum de Begrëffer gynekologesch Gewalt a Gewalt bei der Gebuert opgezielt, e puer Datumer, an den Aarbechtsgrupp mécht eng Oplëschtung vu Punkten, déi a sengen Ae Gewalt vis-à-vis vu Fraen duerstellen. Des Weidere gëtt et eng Lëscht mat Akten, déi während enger Gebuert recommandéiert ginn, an Akten, déi net recommandéiert ginn.

An de Rapport schléisst mat e puer Recommendationen, wéi d'Sensibilisatioun vun de Leit, déi am Gesondheitssecteur schaffen, an eng verbessert Kommunikatioun mat der Patientin, esouwuel viru wéi während der Gebuert.

Grad dës tëschemenschlech Kommunikatioun kënn jo dacks an eisem Gesondheitswiesen ze kuerz, och well vill Dokteren oder Fleegepersonal einfach iwwerlaascht sinn. Hei muss op jiddwer Fall nogebessert ginn, well ee grad a sensibele Momenter wéi enger Gebuert e Vertrauensverhältnis brauch.

Här President, mir vermessen an dësem Sujet e klore Wëlle vun der Regierung, eeschtaft géint d'Gewalt während der Gebuert oder Gewalt gynekologescher Natur virzegoen. An eisen Ae geet en einfache Regéister iwwert d'Zuel vun den Episiotomien, also den Dammschnëtter während enger Gebuert, net duer fir ze wëssen, wéi et hei zu Lëtzebuerg ausgesäit um Niveau vun der Gewalt. Och den Hiweis, dass eng Fra sech jo kann am Spidol mellen, wa si mengt, hir wier Gewalt ugedoe ginn, geet net duer. Well oft kënnen a wëllen déi Mënschen, deene Gewalt ugedoe gouf, net doriwwer schwätzen.

Mir wiere frou, wann d'Regierung sech däers bewusst wiere an eng onofhängeg Ulafstell géif op d'Been setze fir dës Persounen. Hei kéint net nëmmen Hëllef ugebuede ginn, mee déi bekannt Fäll kéinten och a Statistiken afléissen. An och hei müssen déi Hëllefsméiglechkeete weesentlech besser kommunizéiert ginn.

Ech wëll dann awer och soen, dass net all Dammschnëtt Gewalt ass. Et gëtt ganz vill Dammschnëtt, déi medezinnesch ubrecht sinn, an et dierf een an dësem Fall net mat engem Generalverdacht un d'Saach erugeen.

Als CSV bedauere mir awer, dass de Rapport vum Aarbechtsgrupp sech net mat der Gewalt an der Gynekologie bei transgender Mënschen a bei

intergeschlechtliche Mänsche befaasst huet respektiv mat queerer Mänschen am Allgemengen. Well och dësen Aspekt ass fir eis e wichtege Aspekt. Am Verständnis vum ville Leit ass et normal, dass eng Fra weiblich Geschlechtsorganer huet an e Kand kritt. Dat kann awer och fir transgender oder intergeschlechtlich Mänschen de Fall sinn. Mir brauchen also hei, wéi op ville Plaze vun eisem Gesondheeswisen, eng ganzheetlech Vue op de kranke Mänsch.

Fir eis ass et wichtig, dass, wann eng Datei ugeluecht gëtt iwwer Gewalt am gynekologesche Beräich respektiv bei der Gebuert, och u queer Leit geduecht gëtt, ...

Une voix | Très bien!

Mme Diane Aehm (CSV) | ... natierlech ëmmer am Respekt vum Dateschutz.

Gynekologesche Gewalt gëtt et och bei Kanner a bei Jonken. Laut der Äntwert op eng Question parlementaire sinn tëschent 2009 an 2017 fënnf intergeschlechtlich Kanner zu Lëtzebuerg op d'Welt komm. Hei gëtt net vill dovunner geschwat, well entweder déi erzéungsberechtigt Persounen dat net wëllen oder well deene jonke Concernéierten net genuch nogelasscht gëtt. An och hei: Kommunikatioun heescht net just schwätzen, mee virun allem och aktiv nolauscheren. Och hei hu mir nach Sputt no uewen.

Am Ausland héiert een dann alt, dass intergeschlechtlich Kanner operéiert goufen, fir dass si aus medezinescher Siicht solle weiblich oder männlech sinn. Bei dësen Operatiounen sinn dann och d'Reproduktionsorganer erausoperéiert ginn. Wéi ass et mat esou Praktiken zu Lëtzebuerg? Ginn hei esou Operatiounen gemaach? Gëtt et e Regëster iwwer esou Operatiounen? An Däitschland gouf am Mee 2021 e Gesetz gestëmmt, dat esou Operatiounen verbitt, wann d'Kanner oder déi Jonk net averstane sinn. Wéi ass et domadder zu Lëtzebuerg? D'Regierung huet dat nämlech an hirem Regierungsprogramm stoen.

Am Resümee: Mir mussen grad an dësem sensibelen Beräich méi matene schwätzen a méi opene lauscheren a méi Respekt ee virun deem aneren hunn. Mir müssen d'Leit besser informéieren, awer och forméieren a Gewalt verhënnere, wou mer nëmme kënnen, an och Gewalt als Gewalt erkennen, ouni awer duerfir jiddwereen ënner Generalverdacht ze stellen, well am Endeffekt geet et drëms, d'Lag vun de Patienten ze verbesseren a se net just als Patient, mee virun allem als Mänsch ze gesinn.

An deem Sënn hoffen ech, dass dës Aktualitéitsstonn genee zu dësem Bewosstsäinswandel bäidréit, am Interessi vun eis alleguer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Aehm. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Déi belsch Juristin Marie-Hélène Lahaye setzt sech schon zënter Jore mat deem Sujet hei ausernee. Se huet e ganz populäre Blog a se huet och en interessant Buch geschriwwen: „Accouchement – Les femmes méritent mieux“. An ouni Zweifel kann ee soen, dass och si derzou bäigedroen huet, dass dësen Thema dobaussen enttabuséiert ginn ass.

Da wëll ech och op de Conseil d'Europe hiweisen, deem 2019 och eng Recommendation zréckbehalen huet, wou e seng einzel Memberstaaten opgeruff huet, an deem Beräich do aktiv virzegoen a virun allem och d'Recommandatiounen vun der WHO ëmsetzen.

Et muss ee sech natierlech bewosst sinn, dass mer eis hei an enger ganz delikater Problematik beweegen. Et sinn ëmmer méi Fraen, déi traumatesch Erlebnisser vun der Gebuert eeben elo lues a lues méi publik maachen. Ech mengen, am Kontext vun de Violences gynécologiques sinn domadder an der Reegel Behandlungen, Agrëffer gemengt, déi a priori net esou virgesi waren an déi och oft ouni Averstännis vun der Fra gemaach goufen.

Do schwätzt ee vu Péng duerch iwwerdrüwvent Klappen op de Bauch, Cesariennen, déi vum medezinesche Standpunkt hier net onbedéngt hätte misse realiséiert ginn, oder virun allem awer och Episiotomien, déi reegelméisseg gemaach ginn, dat heescht Coupuren am Beräich vum Vagin. Dat gëtt et iwwerengs scho säit den 1920er-Joren. An et kann ee soen, dass plus ou moins en Drëttel vun de Geburten iwwert dee Wee awer och stattfënn.

An do beruffen ech mech dann och op meng Question parlementaire, déi d'Madamm Aehm jo hei och schon erwähnt hat, vum Oktober 2019. Do ass festgehale ginn, dass 22,5 % vun de Geburten hei zu Lëtzebuerg mat Episiotomie gemaach gi sinn; wéi gesot, dass ass awer aus dem Joer 2016.

Ech wëll awer och drun erënnere, dass schon 2005 am Frankräich de Collège national vun de fransésische Gynekologe sech u sech géint d'Episiotomie ausgesprach huet.

Mir brauchen duerfir och eng kloer Definitioun: Wat ass u sech déi Violence gynécologique an obstétricale? Et muss een awer hei och direkt soen, mengen ech, dass dat a priori mat Sécherheet net wëllentlech gemaach gëtt, dass dat och oft aus Onwëssenheet gemaach gëtt, wat trotzdem awer net soll d'Problematik hei minimiséieren. Fir e bessert Verständnis vun deem ganze Problem ze kréien, muss awer natierlech och d'Formatioun nach ouni Zweifel verstärkt ginn.

Op deem Niveau ass zwar hei zu Lëtzebuerg och scho munches geschitt. Ech wëll zum Beispill drop hiweisen, dass an der Clinique Bohler 2019 eng ganz wichtege Formatioun war ënnert dem Titel „La bientraitance au quotidien – lorsque prendre soin ne se confond pas avec faire des soins – une vigilance éthique!“, mat engem Ausrufezeichen hannendrun. An am Kader vun der drëtter Woch vun der affektiver sexueller Gesondheet – déi war am Mee dëst Joer –, ass dann och eng Konferenz zu dësem Sujet ofgehale ginn.

Et ass also evident, dass nach muss méi op deem Punkt do sensibiliséiert ginn. Ech mengen, et ass och wichtig, dass d'Gesellschaft sech méi där Problematik bewosst gëtt. Dowéinst ass och wichtig, dass virun allem d'Santéspersonal nach méi implizéiert gëtt, dass och d'Gesondheetspersonal iwwert d'Flichten, d'Rechter virun allem och vum Patient méi mat agebonne gëtt, well och de Patient muss hei – oder d'Patientin natierlech – natierlech nach vill méi informéiert ginn iwwer seng Rechter.

Duerfir ass d'Kommunikatioun ganz wichtig, fir dass och hei dat néidegt Vertrauen zwëschent dem Flegepersonal, zwëschent dem Gynekolog an de Patientinnen entsteet. Well eppes muss een hei awer och ënnersträichen: D'Fra muss natierlech selbstverständlech och d'Recht hunn, Nee ze soen. Si kann awer nëmme Nee soen, wa se och maximal informéiert ass. Méi e respektvollen Émgang mam Patient géllt net nëmme an dësem Beräich, mee muss ouni Zweifel och an Zukunft vläicht nach vill méi ugestriift ginn.

An d'OMS huet jo eng Rei vu Recommendationen erausginn, déi och wäerten hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn. Deemoos war och gesot ginn an där Äntwert op déi Question parlementaire, do géife méi

spezifesch lëtzebuergesch Saachen nach ugepasst ginn. Vlächcht kann d'Madamm Ministesch eis och soen, wou mer do dru sinn.

Et ass och scho richtegeweis hei gesot ginn: De Problem entsteet natierlech ganz kloer an éischer Linn duerch Stress duerch Personalmangel! A wann ee mat Leit vum Terrain schwätzt, wat ech selbstverständlech als Laien och gemaach hunn, dann ass dat am Fong eng Ursaach, déi ëmmer erëm zitéiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer hei ënnersträichen, dass d'Gebuert nach ëmmer, méi wéi jee vlächcht, muss en aussergewöhnliche Stellwäert an eiser Gesellschaft hunn. Et ass awer och erkennbar, dass den Akt vun der Gebuert an engem gewëssene Wandel ass; dass ass scho virdrun hei ugesprach ginn. An ech mengen, den Här Spautz hat jo drop higewisen, dass een an de 50er- an an de 60er-Joren – an ech sinn och e Produkt dovun – natierlech bei d'Hiewammen oder bei d'Mamm heemgegang ass, wou een dann entbonnen huet. Lues a lues huet dat natierlech changéiert. Dat huet sech méi verlagert an d'Kliniken, woubäi een dat awer net soll negativ gesinn.

Wa mer d'Statistiken huelen, da gesäit ee ganz gutt un dem Réckgang vun den Doutgebuerte respektiv u Problemer bei de Geburten, dass déi ganz Entwécklung – eeben doduerch, dass e bessert medezinescht Ëmfeld entstanen ass – sech awer positiv duergestallt.

Et dierf een awer natierlech net vergiessen, dass elo besonnesch méi jonk Fraen ëmmer méi de Wonsch äusseren, d'Gebuert aneschtlers ze erliewen, se vlächcht méi intim ze erliewen. An deem soll een och Rechnungen droen. Hei ass virdu schon e puermol vum Gebuerts- haus geschwat ginn. Dat sinn Iwwerleeungen, déi ouni Zweifel sollen zréckbehalde gi fir d'Zukunft.

Ech wëll awer zum Schluss hei nach eng méi allgemeng Remark maachen. Bei allem Respekt fir deen Debat, dee mer hei féieren – an ech wëll och déi Lénk felicitéieren, dass se dat hei thematiséiert hunn –, muss mer awer trotzdem och objektiv bleiwen an drop hiweisen, dass mer d'Chance hunn, dass mer an engem Land liewen, wou d'Ëmfeld awer ganz gutt ass, wou mer kënnen frou sinn, dass mer engagéiert Gynekologen hunn, wou mer frou kënnen sinn, dass mer vill engagéiert Hiewammen hunn, déi eng exzellente Aarbecht maachen.

Dat wëll natierlech net heeschen, dass et keng Problemer op deem Niveau gëtt. Ech mengen, mir als Demokratesch Partei verschléissen eis absolutt guer net, fir och déi Problemer unzediskutéieren, gegebenefalls an Léisungen zouféieren. Mee ofschléissend, wéi gesot, nach eng Kéier: Esou eescht och déi Diskussioun hei ass, loosse mer awer trotzdem net herno d'Gefill opkomme loosse, wéi wann dat géif iwwerweien! Ganz au contraire, hei zu Lëtzebuerg hu mer trotz allem nach ëmmer d'Chance, dass mer an engem ganz exzellente Ëmfeld an deem Sënn liewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. An da wier et un där honorabelen Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, Léif Kolleeginnen, Léif Kolleegen, ech hat elo just a menger viregter Ried gesot, et géif Schrëtt am Liewen ginn, bei deenen ee sech dee Moment, wou ee se mécht, net ëmmer bewosst ass, wéi eng Auswierkung se spéider fir ee selwer wäerten hunn. Elo beschränken ech mech ganz geziilt op de Choix vum Gynekolog, dem Spezialist, deem enger Fra hire Vertrauensdokter par excellence sollt sinn, a villen Etape vun hirem Liewen.

Den Diagnostic an och d'Behandlung vun de Krankheeten am Genitalberäich, vun der Broscht, den Depistage vu Kriibsen, d'Prise en charge vun der Sterilitéit, der Contraceptioun oder awer d'Problemer bei der Menopause gehéieren an d'Spezialisatioun vun der Gynekologie, oder awer de Suivi vun enger Schwangerschaft an d'Accouchement, déi de Beräich vun der Obstetrique ofdeckt.

Hei si mer awer voll a ganz am Intimberäich vun der Fra. A fir sech wuelzefillen, muss d'Patientin vollt Vertrauen an e ganz gudden Drot zu hirem Fraendokter hunn, well hei deet si sech aus, am duebele Sënn vum Wuert.

Et erwaart ee sech Zäit an der Consultatioun, e gutt Nolaschtere an dat néidegt Versteesdemech. D'Froen an och d'Geste vum Spezialist sollen a Relatioun stoen zu de Problemer, déi ugeschwat ginn, an et muss Opklärung ginn iwwer alles, wat doriwwer erausgeet. Dat ass déi beschte Viraussetzung fir eng berouegend an och staark Vertrauensrelatioun a fir mat der Fra zesammen e gudde Behandlungswee ze goen.

Dofir ass et skandaléis an och net ze entschëllegen, wann en Abus vun esou enger staarker a wünschenswäerter Relatioun gemaach gëtt, bewusst oder awer ganz dacks onbewusst.

Am Géigesaz zu der Madamm Oberweis konnt ech net vill Temoignagen asammelen, a selwer hat ech och déi ganz grouss Chance, vu guddem a kompetentem Personal an och ganz léiwem Personal encadréiert ze sinn, wéi ech meng Kanner op d'Welt gesat hunn.

Allerdéngs krut ech eng Anekdot vun enger Bekannter erzielt, dat Ganzt ass schonn eng Rei Joren hier. Si wollt ganz couragéiert hiert Kand ouni Peridurale op d'Welt bréngen. Wéi dunn awer d'Wéien net méi ze erdroe waren, huet si gefrot, fir dann awer um leschte Stéppel nach eng Peridurale ze kréien. Du sot hire Gynekolog, e bësselche genervt an och zimmlech gehässeg: „Aha, Dir wëllt awer elo eng? Ma elo gesitt Der awer, wéi et ass!“

Ech brauch wuel net ze erklären, dass dat net dee richtege Moment war, fir enger Fra esou eng Remark ze maachen, déi scho bal un e Reproche gegrenzt huet, well si sech jo eigentlech Gedanke gemaach huet ëm d'Wuel vu sech selwer an natierlech vun hirem Kand.

Elong dës Remark kéint ee schonns als eng Zort vu Violence bezeichnen. Dobäi kéint bei där selwechter Persoun, dass och een Intern reegelméisseg no där Fra kucke komm ass. Mee dës jonk Persoun huet net mat der Madamm kommunizéiert. Hien huet der Fra, déi an de Wéie louch, just d'Dosis vum Baxter verduebelt, ouni hir ze erklären, wat en dann do géif maachen, wat, an dat brauch ech net ze ënnersträichen, och net derzou bäigedroen huet, dass d'Fra sech besser gespiert huet, mee tout au contraire, si hat Angoissen, et wier eppes net an der Rei.

Firwat erzielen ech dat? Majo fir ze veranschaulichen, dass, wann ee vu Violence gynécologique et obstétricale schwätzt, et dann net onbedéngt muss ëm schwéierwiegend Dote goe wéi zum Beispill Attouchementer oder och soss sexuell Aggressiounen oder nach eng Vergewaltigung, wéi een et heiansdo an der auslännescher Press liest. Mee och schonn offälleg Remarken iwwert d'Gewiicht oder sexuell Praktiken, sexistesch Aussoen oder awer medezinnesch Akten, déi ouni d'Awëllung vun der Patientin gemaach ginn, belaauchten eng Fra spéiderhin an och nach Joren duerno. Dat si fir en Drëtte wuel kleng Geschichten, déi meeschtens och guer net un déi grouss Klack gehaange ginn, mee fir déi betraffe Fra ass et jee nodeem dramatesch. Well och wa mir elo keng Zuele

virun Aen hunn, soll een dee Phenomeen net klengrieden.

Wéi ech mech op dës Ried preparéiert hunn, sinn ech op e fransésche Facebook-Grupp gestouss, deen 2015 gegrënnt ginn ass. Deen heescht „Stop à l'impunité des violences obstétricales“ an huet de Moment ronn 5.500 Memberen. An dësem Grupp hunn eng Rei Memberen eng Associatioun gegrënnt, déi IRASF heescht – den Institut de recherche et d'actions pour la santé des femmes – an dee sech genee mat där Thematik ausernanersetzt. Am Avis vum Conseil scientifique sinn iwwerengs Infografike vun der IRASF iwwerholl ginn, fir d'Problematik ze illustréieren.

Mee et ass beileiwen net déi eenzeg Plattform. Ech hunn och nach eng Partie Blogge fonnt an och soss Selbsthëlleforganisatiounen am Ausland, déi derzou déngen, de Fraen d'Méiglechkeet ze ginn, sech auszutauschen.

Ech begrëissen, dass de Conseil scientifique zu Lëtzebuerg vun der Regierung beoptraagt ginn ass, en Avis zum Theema ze ginn. Dat ass e Schratt an déi richteg Richtung. An aus deem Avis – dat ass schonn hei gesot ginn –, geet och ervir, dass et zu Lëtzebuerg keng Statistiken zu de Violencë gëtt. Do misst ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob et net ubruecht wier, eng Ulafstell oder eng Hotline anzerichten, wou d'Victime sech kéinten an deem Fall mellen an och vun hire Virfäll berichten.

An och wann et formidabel wier, wa mer zu Lëtzebuerg net mat esou Violencë geplot wieren, esou fäerten ech awer, dass ee leider dervu muss ausgoen, dass d'Violencen och e Phenomeen bei eis am Land sinn. Dofir vun hei aus en Opruff un all Fra, déi vun esou engem Fall betraff ass, net einfach näischt ze soen, mee dervunner ze schwätzen, ronderëm sech, fir dass et keen Tabu bleift a fir dass mir och an deem Domän virukommen am Sënn vun enger progressiver Gesellschaft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An da wier et um honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här Präsident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, laang ass net iwwert d'Gewalt an der Gynekologie a bei den Accouchementen geschwat ginn. D'Bewosstsi fir d'Problematik ass awer an de leschte Jore staark geklommen, besonnesch och, well ëmmer méi Betreffener iwwert d'Gewalt an d'Respektlosegkeet op de soziale Medien ënner Hashtagge wéi „PayeTonUtérus“ doriwwer schwätzen.

Et ass e schwieregt Theema, bei deem och al Geschlechterstereotypen an der Gesellschaft matwierken, wéi och eng männlech Vue op d'schwanger Fra an de Gebuertsvirgang.

Am Joer 1688 huet de franséschen Dokter François Moriceau eng Ofhandlung iwwer Schwangerschaft a Gebuert geschriwwen, déi derzou gefouert huet, d'Réckelag während der Gebuert ze populariséieren. Wuelverstane war d'Iddi, dem Dokter d'Aarbecht während der Gebuert ze erliichteren. Et ass also héich Zäit, d'Besoinen vun der Fra, déi accouchéiert, an de Mëttelpunkt ze stellen, dëst awer, ouni all d'Gynekologen an och d'Hiewammen, déi all Dag am Sënn vum Wuelbefanne vun hire Patientin schaffen, un de Pranger ze stellen.

Dir Dammen an Hären, d'Weltgesundheitsorganisatioun huet eréischt 2015 op d'Geréngschätzung an d'Mësshandlung bei der Gebuert opmierksam gemaach. Och wann den Tabu domadder gebrach ass, sinn d'Problemer awer net verschwonnen. Och zu Lëtzebuerg huet de Sujet vun de Violences

gynécologiques et obstétricales an der Lescht méi Opmierksamkeet kritt.

Positiv ass, dass de Conseil scientifique vum Gesundheitsministère beoptraagt ginn ass, fir d'Problematik ze analyséieren. Am Juli 2021 huet dësen e Leitfuedem mat Definitionen an Empfehlungen dozou publizéiert, mat deem e konkreete Léisungsusaz virläit. D'Zil ass et, dass dës Violencen an hir Ursachen erkannt ginn an natierlech maximal evitéiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt dacks eng Diskrepanz tëschent der Intentioun vum behandelnde Personal an dem Erliefte vun de Betreffenen. Hei trifft den Hiewammen an den Dokteren hiren Alldag op ee vun den emotionaalsten a stressegsten Evenementer am Liewe vun der zukünftiger Mamm. Och d'Angscht virum Accouchement, e weideren Tabu, iwwert dee vill schwanger Frae virum Accouchement net kënnen oppe schwätzen, ass Deel vum Problem.

D'Personal séngersäits ass sech oft net bewosst, dass d'Gesten, d'Kommentaren, d'Behandlungsvirschléi oder d'Praktiken, déi vun hinnen ausginn, de Patientinnen hiert Entscheidungsrecht iwwer hire Kierper kënnen aschränken an als Gewalt kënnen empfonnt ginn, dat ëmsou méi, wa Frae scho vu virera mat ënnerdréckten Angschtgefiller an Onsécherheeten an d'Salle d'accouchement kommen. Vill Patientinnen hunn d'Impressioun, dass si vun de staark hierarchiséierte Spidolsstrukturen entmëndegt ginn an net als vollwäertige Mënsch behandelt ginn.

Mir brauchen also Strukturen, wou dëst net de Fall ass. E Gebuerts Haus ass hei sécherlech eng interessant Pist. Als Léisungsusaz vum Conseil scientifique gëtt den Akzent op d'Kommunikatioun gesat, op de Respekt an d'Informatioun vun de Patientinne während der Schwangerschaft an dem Accouchement an op d'Formatioun an d'Sensibiliséierung vum Personal.

Wichtig wier och, dass d'Mamme kéinte souzesoen en Debriefing vun hirem Accouchement maachen. No der Gebuert ass de Puppelche gréisstendeels am Fokus. Bei de Mamme gëtt dacks just nach kontrolléiert, ob de kierperlechen Heelungsprozess normal verleeft. Duerfir wär et wichtig, no enger kuerzer Zäit e Gespréich mat der Mamm iwwer hiert Empfanen iwwert d'Accouchement an eventuell als Gewalt empfonnten Akten ze féieren. Esou kéint dat Erliefte besser verschafft ginn. Erklärungen vum Personal kéinten dobäi hëllefen. Gläichzäitig kéinten dës Gespréicher beim Personal eng Selbstreflexioun a Saachen Empathie a Kommunikatioun erméiglechen.

Et wier och e gudde Moment, fir e Bilan ze zéie vun der Mamm hirer mentaler Gesondheet a fir postnatal Depressiounen fréizäitig ze erkennen – en anere Sujet, deen awer leider vill ze oft net erkannt gëtt.

Ech wollt duerfir d'Madamm Gesundheitsministesch froen, ob ugeduecht ass, eng spezifesch postnatal Consultatioun unzebidden, bei där dës Nosuerg géif geleescht ginn. Alternativ kéint ech mer och e Modell wéi an Däitschland vun enger nationaler Berodungsstelle fir Fraen no belaauchtender Gebuert virstellen. Beim „Hilfetelefon schwierige Gebuert“ kënn Betraffener gratis an anonym driwwer schwätzen a sech berode loossen.

Da wëllt ech nach e Punkt ervirsträichen, an zwar, dass besonnesch queer, trans, intergeschlechtlech an net binär Mënschen opgrond vun hirer sexueller Orientéierung oder hirer Geschlechtsidentitéit méi engem héije Risiko ausgesat sinn. Si traue sech dowéinst dacks guer net an eng Gynekologuesconsultatioun, well se fäerten, mat verbalen Iwwergreffer, Respektlosegkeet an Onverständnis konfrontéiert ze ginn. Och hei ass nach vill Informatioun a Sensibiliséierung néideg.

Ofschliessend wéilt ech d'Christa Brömmel, d'Coördinatrice vum Cesas, zitëieren. Si sot op hirer Konferenz zum Sujet ganz treffend, dass dës Gewalt eis alleguer concernéiert, well all Mënsch bei der eegener Gebuert kann domadder konfrontéiert sinn.

D'Fro stellt sech, wat der Gesellschaft e gudder Start an d'Liewe wäert ass. Si mer gewëllt, dat néidegt Personal, Strukturen, Berodung a finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir all Mënsch eng optimal Gebuert ze garantéieren?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren, an domat wëll ech och nach de Kollegeinnee vun déi Lénk dofir Merci soen, dës Heure d'actualité ugefrot ze hunn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, fir unzefänken der Madamm Nathalie Oberweis en häerzleche Merci fir dës Aktualitéitsstonn.

Ech wéilt dës Punkt e bëssen aneschteren beliichten. Ech mengen, bei deene Riedner virdrun, do goug eng méi ëm d'Gebuert a ronderëm. Ech wéilt och mol op e Punkt agoen, dee méi e sensibele Sujet ass, deen an der leschter Zäit ëmmer méi am Zentrum vun der medialer Öffentlichkeit ass. Do wollt ech en anere Punkt beliichten.

Do oute sech a leschter Zäit ëmmer méi Fraen, datt si Affer gi si vun gynekologescher Gewalt, berichte vu sexisteschen, physischen, psychologesche Mëssbrauchshandlungen oder Mëssbrauchsgesten, vu Behandlungspraktiken, déi angeeeblech net ofgeschwat waren, vun deplacéierte Kommentaren an dervun, datt hir Entscheidungsrechter iwwer hire Kierper net respektéiert goufen. Dacks bekloen d'Fraen och, datt si hu misse Froe beäntweren, déi hir Integritéit bleséiert hunn.

A villen oder munche Fäll ass sécher eppes drun an et muss een dës Problem och ganz eescht huelen. Et gëtt mat Sécherheet Fäll vu verbalen Entgleisungen an Agrëffer an d'Intimsphär vun de Patientinnen an et muss een ëmmer erëm betounen, datt d'Gynekologie en extreem delikate Beräich vun der Medezinn duerstellt an datt et hei ganz kloer eethesch Reegelen gëtt, déi ee beherrschen a beuechte muss.

Et gëtt zu Lëtzebuerg, souwäit mir wëssen, keng offiziell Zuelen am Hibleck op gynekologesche Gewalt. Offiziell Plainté géint Gynekologen oder Hiewanne leien eises Wëssens no am Abléck net vir.

Fakt ass, datt an dësem Beräich vun der Medezinn Personal feelt, wéi iwwerengs och a villen anere Beräicher vun eisem Gesondheitswiesen.

Wat d'Geburtsmedezinn ugeet, esou ass et hei am Land net méiglech, d'Fuerderung vun der Weltgesundheitsorganisatioun ze erfëllen, datt all Fra, déi an aneren Ëmstänn ass, bis zur Gebuert an och duerno vun enger medezinnescher Fachkraaft begleet gëtt, déi sech exklusiv ëm si këmmert. Haut si vill verschidde Persounen un der Gebuert bedeelegt an déi kënnen net op all explizite Wonsch vun der schwangerer Fra agoen. Leider implizéiert dat, datt verschidde Frae keng Méiglechkeet hunn, Vertrauen an dat medezinnescht Personal opzebauen, dat sech ëm si këmmert.

Souwäit géif ech Iech da Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da wier et nach um honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci déi Léink fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn. D'Erliewe vu physischer oder verbaler Gewalt während enger gynekologescher Ënnersichung oder souguer während der Gebuert si leider méi heefeg, wéi ee sech dat géif erhoffen.

Wéi oft genee et hei am Land awer zu esou Gewalterfahrungen kënn, ass leider net bekannt, well onglécklecherweis gëtt et an dësem Beräich nach ëmmer keng Daten, déi erhuewe ginn. Hei mussen also dréngend Schrëtt ënnerholl ginn, a mir brauchen op alle Fall eng zentral an neutral Ulafstell, wou betraffe Persounen sech kënnen mellen. Nëmme esou kënnen mer endlech déi néideg Donnéeë fir eng Verbesserung vun der Situatioun sammelen an derfir suergen, dass d'Affer gehéiert ginn.

Mir kënnen se net einfach un de Service fir Reklamatiounen vum Spidol verweisen, an deem si hiert Kand kritt hunn. Hei ka schliesslech net vun Objektivitéit geschwat ginn a vill Persounen zéien et da vir, einfach guer näischt ze soen. Dofir bleiwen am Moment vill Persounen mat deem, wat hinne geschitt ass, ganz einfach eleng. An dat ass ganz schwéier fir si.

Dowéinst fuerdere mir Piraten scho säit Laangem, dass een en Zentrum misst opmaache fir d'Affer vu sexueller a geschlechtsspezifischer Gewalt, wou betraffe Persounen an engem manner sterille Kontext wéi engem Spidol kéinte berode ginn an, wa si dat wënschen, och psychologesche a medezinnesche Hëllef kéinte kréien, alles op enger Plaz a mat esou wéineg Intervenanz wéi méiglech. Esou en Zentrum wier natierlech och eng exzellent Ulafstell fir Persounen, déi bei enger Gebuert oder enger gynekologescher Ënnersichung Gewalt erlieft hunn.

Nëmme wa mir d'Affer eescht huelen an de Problem net weider einfach ignoréieren, kënnen mer d'Situatioun verbessern. Dass d'Angscht viru Gewalt bei der Gebuert e grouse Problem ass, mierkt een och an de Gespréicher mat den Hiewammen. Vill Mammen hunn Angscht viru Gewaltsituatiounen, an dofir entscheede sech och ëmmer méi Mammen fir d'Hausgebueren oder ginn an d'Ausland an e Gebuertshaus.

Hei muss also dréngend dru geschafft ginn, fir d'Sécherheetsgefëll vun de Patienten, déi sech fir eng Gebuert am Spidol entscheeden, ze verbessern. Mee och d'Alternative vun engem Gebuertshaus sollte méiglech ginn, fir de Patientinnen e Choix ze erméiglechen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech deposéieren dofir haut eis Motioun fir d'Schafe vun enger gesetzlecher Basis fir e Gebuertshaus, zu där ech och direkt nach eppes wëll soen, ier ech da mat menger Ried weiderfueren.

Am Gebuertshaus kënnen d'Mammen nach méi enk vun der Hiewamm betreit ginn, wéi dat am Spidol méiglech ass, a Gewaltsituatiounen, déi aus Zäitdrock oder Stress entstinn, komme manner oft vir. D'Gynekologe kënnen an enger Noutsituatioun geruff ginn oder sinn disponibel, falls eng Patientin misst an e Spidol transferéiert ginn. Mee et sinn d'Hiewammen, déi d'Patientin primär begleeden, an och d'Haus gëtt vun hinne geleet.

Leider feelt et fir d'Opmaache vun esou engem Haus zu Lëtzebuerg nach ëmmer un engem stabille gesetzlecher Kader. Säit ufangs des Joers kënnen d'Hiewammen zwar hir Prestatiounen eegestänneg ubidden an iwwert d'CNS ofrechnen, mee wéi sinn d'Käschte

fir Stroum, Waasser, Infrastruktur an engem Gebuertshaus ze decken? Ouni eng Eegeparticipatioun vu Patienten ze froen, ass dat net kloer. Wann e Gebuertshaus also net soll zu engem Privileeg ginn, dee just Leit mat genuch Sue sech leeschte kënnen, muss hei nogebessert ginn. Zudeem gëtt et bis elo nach keng gesetzlech Mindeststandarden, déi esou en Haus erfëlle misst, wat och net zur Protektioun vun de Patientinnen bäidroeg géif, wann elo schon esou en Haus géif opgoen. Dofir eis Motioun.

Här President, loosst mech dann nach zum Schluss vu menger Ried iwwergoen. Hei wëll ech dann elo nach iwwert d'gynekologesche Gewalt ausserhalb vum Gebuertsvirgang schwätzen, dat heescht, iwwert d'Forme vu Gewalt, déi bei gynekologeschen Ënnersichungen allgemeng optauche kënnen.

Besonnenesch vulnerabel sinn hei jonk Fraen, bisexuell oder lesbesch Fraen oder och Trans-Persounen. Grad fir dës Persounen kënnen vaginal Ënnersichungen mat grousser Péng, villen Ängschten an, jee nodeem, och gewëssene Schimmte verbonne sinn.

Leider kënn et hei ëmmer nees vir, dass d'Dokteschen an d'Doktere sech net genuch iwwert déi individuell Situatioun informéieren, ier se eng vaginal Ënnersichung ufänken. An och wa si iwwert d'Situatioun Bescheed wëssen, feelt heiansdo dat néidegt Afillungsverméigen, an dem Patient oder der Patientin gëtt éischter d'Gefill vermittelt, dass bei him eppes net stëmmt, well säi Fall jo net der Norm entsprécht. Dat ka fir déi Betraffe ganz dramatesch sinn, an och fir si misst an dësem Beräich méi Oplklärungsaarbecht geleescht ginn.

Leider gëtt dës wichtege Beräich awer och vun de Recommendatiounen vum Conseil scientifique bis elo nach net ofgedeckt. An dofir deposéieren ech dann hei och nach eng zweet Motioun, déi d'Regierung opfuere soll, beim Conseil eng deementsprechend Demande ze maachen, fir dass esou Recommendatiounen fir d'gynekologesche Cabineten kënnen ausgeschafft ginn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Lëtzebuerg huet 2015 d'Konventioun vun Istanbul vum Conseil de l'Europe iwwert d'Preventioun an de Kampf géint d'Gewalt géint Fraen an d'haislech Gewalt ënnerschriwwen;*

– *de Groupe de travail „santé de la femme“ vum Ministère de la Santé huet 2021 Recommendatiounen erausginn, wéi Gewalt am Zesammenhang mat gynekologeschen Ënnersichungen an der Gebuert soll verhënnert ginn, woubäi de Fokus vun de Recommendatiounen kloer um Gebuertsvirgang läit;*

– *aktuell gëtt et keng detailléiert Recommendatiounen, déi sech spezifesch mat der Vermeidung vu Gewalt bei gynekologeschen Ënnersichungen vu besonnenesch vulnerabele Gruppe beschäftegen (zum Beispill Trans-Persounen, lesbesch Fraen, jonk Fraen oder Fraen aus Kulturkreeser, wou medezinnesch gynekologesche Ënnersichungen net routineméisseg gemaach ginn).*

Aus dës Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *an Zesummenaarbecht mam Groupe de travail „santé de la femme“ all déi Gruppen ze ermëttelen, déi als besonnenesch vulnerabel kënnen ugesi ginn, wann et drëms geet, Gewalterfahrungen bei gynekologeschen Ënnersichungen ze maachen;*

– *de Groupe de travail „santé de la femme“ ze invitéieren, Recommendatiounen auszeschaffen, fir Gewalt vis-à-vis*

vun dëse Gruppe bei gynekologeschen Ennersichungen ze vermeiden.

(s.) Marc Goergen.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– d'Hiewanskonscht ass zanter dem 29. Juli 2019 am nationalen Inventar vun immaterielle Kulturierwen zu Lëtzebuerg ageschriwwen;

– eist Nopeschland Däitschland setzt säit iwwer 25 Joer op d'Gebuertschaus ënnert der Leedung vun Hiewannen als Alternativ zum Spidol fir natierlech Gebuernten an huet haut 150 Gebuertschaus iwwer d'Land verdeelt;

– och a Frankräich an an der Belsch hu rezent méi Gebuertschaus opgemaach;

– den 1. Februar 2022 gouf eng nei Nomenclature vun der CNS publizéiert, déi d'eegeestänneg Aktivitéite vun den Hiewannen hei am Land erweidert huet;

– zu Lëtzebuerg dierfen Hiewannen vir- an nogebuertlech Berodung ubidden an och Hausgebuerte betrieen a kënnen dës Servicer och iwwer d'CNS ofrechner loossen;

– ënnert der aktueller Gesetzgebung ass et den Hiewannen net méiglech, hir lafend Käschten, wéi zum Beispill déi vum Stroum oder vum Waasser, déi an engem Gebuertschaus géifen ufalen, iwwer d'CNS ofrechner ze loossen. Esou ass dervun auszegoen, dass eng Fegeparticipatioun vun de Mamme gefrot géif ginn, wann ënnert der aktueller Gesetzgebung géif e Gebuertschaus opgoen;

– Lëtzebuerg setzt sech säit Laangem derfir an, eng Zweeklassemedezinn ze vermeiden, wou gewësse Servicer Persoune virenthale bleiwen, déi se aus eegener Täsche bezuele kënnen;

– aktuell gétt et zu Lëtzebuerg kee gesetzleche Kader, dee Qualitätsstandarde fir Gebuertschaus festhält.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– an zesummenaarbecht mat de Representante vun den Hiewannen an der CNS ze ermëttelen, wéi eng Gesetzeslücken et aktuell bei de Gebuertschaus gétt;

– op Basis vun dësen Evaluatiounen Pisten auszeschaffen, déi assureieren, dass mat enger zukünftiger Gesetzgebung d'Qualitéit vun de Servicer genee ewéi eng sécher Basis fir d'Prise en charge duerch d'CNS an de Gebuertschaus garantéiert kënnen ginn.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministeres Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. A merci och un d'Madamm Oberweis fir dës Aktualitéitsstonn. Dat ass u sech schonn en éischte Bausteen a Richtung Sensibilisatioun. Wa mer haut iwwer dat Thema hei schwätzen, dréit dat och sécherlech zu enger Enttabuiséierung bäi oder symboliséiert déi zumindest.

Mënschlech Relatiounen a sozial Kompetenz sinn iwwerall vu grousser Wichtigkeet am Liewen, op der Aarbechtsplaz, awer ganz besonnesch bei deene Beruoffer, wou zum Beispill Péng an d'Spill kënnen. Ech denken effektiv un d'Gebuert, mee och u Palliativstatiounen. Do ass d'Zäit wichteg, do ass d'Häerz wichteg an net just dat Technesch, wat leider nach vill ze vill oft am Vierdergrond vun de Formatiounen steet. Et ass och eng Bestriewung op der Uni an de Formatiounen, ëmmer méi Wäert op dat Relationellt ze leeën, well den Dokter en Uspriechpartner ass. De Mënsch, dee virun em steet, spiert sech normalerweis net a gréisster

Sécherheet, well et em prinzipiell net esou gutt geet oder well e viru Schrëtt steet, déi net aldeeglech sinn. An do ass e gewëssent Feingefill extrem wichteg.

Violence vis-à-vis vun egal wéi engem Mënsch ass net ze toleréieren. Dat verstéisst géint d'Mënscherechter. Asoufern ass et gutt a wichtig a richtig, dass sech hei mobiliséiert ginn ass iwwer déi lescht Joren, fir eppes ze thematiséieren, wat och nach mat Schimmt behaft ass, wou d'Frae sech ganz oft net trauen, driwwer ze schwätzen, wou driwwer gelaacht gétt oder wou gesot gétt: „Dat ass dach net esou schlëmm!“ Oder: „Sief net esou pipegl!“

De Conseil scientifique hei zu Lëtzebuerg huet de 14. Juli d'lescht Joer, viru genau engem Joer, Rekommandatiounen erausginn, wou e sech och aschreift an d'Richtlinnen, déi vun der Weltgesondheetsorganisatioun virgi sinn. Op deenen hu mer geschafft.

Laut dëse Rekommandatiounen ass de Schlëssel déi adaptéiert Prise en charge. Wat versteet een ënner enger adaptéierter Prise en charge? Ma eng Sensibilisatioun, eng Informatioun, déi gi gétt vu Professionellen. De Patient huet d'Recht op Informatioun, eng respektvoll Informatioun. D'Kommunikatioun muss am Zentrum stoen. Et muss deen néidege Raum gi ginn, fir sécherzestellen, dass de Patient och versteet, wat op en duerkennt. An hei géif ech och gären eng Kéier de Prinzipp vun der Selbstbestëmmung vun Kierper ënnersträchen, deen oft vergiess gétt, wann aner Saachen op eemol am Vierdergrond sinn. Mee dat ass e Prinzipp, deen eis eigentlech soll guidéieren fir eng human Gesondheetsversuergung.

Une voix | Ganz richtig!

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | D'Informatioun soll idealerweis am Virfeld geschéien. Dat ass net ëmmer méiglech an der Urgence. Och do kennt et zu Mëssverständniss. Et kann een net alles an een Dëppe geheien. Mee wann dann emol esou eng Urgence ass, ass et natierlech ëmsou méi wichteg, duerno ze erklären, firwat eppes gemaach ginn ass, firwat en Akt geholl ginn ass. Oft ass den Dokter och an enger schwieriger Situatioun, wou e muss eng Decisioun huelen an handelen. Dat ass alles sécherlech net schwaarz a wäiss. Mee sécher ass, dass Sensibilisatioun gefrot ass, dass mer do gefuerdert sinn, all zesummen.

D'Prinzipie vun de Patienterechter sinn nach eng Kéier gefestegt ginn hei zu Lëtzebuerg am Gesetz vun 2014, wou d'Rechter an d'Obligatiounen vun Patient an och déi Grondprinzipien nach eng Kéier am Gesetz festgeschriwwen gi sinn. Do steet de mutuellen, de géigesäitege Respekt am Vierdergrond, d'Dignitéit, d'Loyautéit an och ëmmer erëm eng Kéier d'Informatioun, déi de Prestataire dem Patient ze ginn huet, dat am Dialog, an eeben och d'Beméiungen, dem Patient sengem Wonsch Rechnung ze droen. Hie soll iwwer seng Gesondheet, iwwer säi Kierper bestëmme kënnen. Dat soll de Prinzipp sinn.

Wat elo d'Prozeduren ugeet, wann engem net rechters geschitt ass beim Dokter generell, an dat géllt och an deem heite Kontext, do hu mer eng Rei Méiglechkeeten, déi gi sinn, a wou am Fong net differenziéiert gétt, déi genausou bei Violence gynécologique oder obstétrique kënnen spille wéi an anere Kontexter.

Dat ass fir d'éischt emol am Milieu hospitalier selwer, wou all Spidol effektiv e Service de gestion des plaintes huet mat Chargés de relation avec le patient an och mat de Médecin-conciliateuren. Et ass ugedeit ginn, dass dat vläicht net ëmmer objektiv wier. Ech géif dat net gären am Raum stoe loossen. Ech sinn iwwerzeegt, dass e responsabelt Spidol justement beméit ass, och wëllen ze verstoen, wat leeft, a Mësstänn opzehiewen an net den Deckel dropzesetzen.

Et gétt awer donieft och aner Stellen. Mir hunn de Service national d'information et de médiation santé, deen an d'Liewe geruff ginn ass, deen onofhängeg ass, wou d'Leit sech kënnen hiwinnen. Do hunn ech nogefrot. Do war, vun deene ronn 50 Plainten, déi elo d'lescht Joer waren, am Beräich Gynécologie awer kee Fall, wou elo zum Beispill spezifesch Violence ugefouert ginn ass. Dat waren aner Kontexter.

Dann hu mer och nach d'Méiglechkeet vun Collège médical, deen Doleancé kann entgéin huelen vu Patienten an deenen nogoen. An d'selwecht och fir eis eegen Direction de la santé: Mir gi reegelméisseg kontaktéiert, wa Leit net zefridde sinn an huelen da Kontakt op mat de Spideeler oder mat deenen Instanzen, déi kompetent sinn. Am Fall vun extremer Violence sexuelle oder kierperlecher Violence hu mer och d'Unité médico-légale vun LNS, déi eventuell kann Affer gesinn.

Dat heescht, mir sinn u sech do relativ gutt opgestallt. Mengem Empfannen no ass et méi d'Sensibilisatioun, déi nach feelt, d'Besosstsinn: Wat ass richtig, wat ass net richtig? Wat kann ech mer gefale loossen? Oder wat ass normal? An ab wéini soll ech schwätzen? Soll ech mech enzwousch hin adresséieren? Ech mengen, dass mer hei nach ganz vill an enger Tabuzon sinn an dass d'Sensibilisatioun an enger éischer Phas vill wäert bewierken. Et feelt a mengen Ae vläicht manner u Strukturen, mee un dem Besosstsinn, eppes ze artikuléieren, wat an eiser Gesellschaft awer nach oft doutgeschwige gétt.

Mir hunn, Stand haut, keng Kenntnis vu Plainten, déi elo spezifesch an deem heite Kontext gemaach gi sinn. Och dat schwätzt warscheinlech fir sech. Et schéngt nach en Tabu ze sinn. Also et gétt trotzdem vill Plainten, awer keng, wou dat heiten elo artikuléiert wär.

Mir sinn natierlech och beméit an eisen Aktiounspläng. De Plan d'action national „santé affective et sexuelle“ touchéiert och deen heite Sujet. Do sinn eng Rei Sensibilisatiounsaktiounen virgesinn a mir setzen eis generell dofir an, dass all Fra a generell och all Patient mam néidege Respekt soll traitéiert ginn. Dat soll eise Leitmotiv sinn.

Ganz konkret: Wat ass geschitt säit dem 14. Juli d'lescht Joer, wou déi Rekommandatiounen vun eise Conseil scientifique komm sinn? Mir hunn doropshin eng Entrevue gehat, eng Reunioun, tëschen eiser Direktioun an der Société Luxembourgeoise de Gynécologie et d'Obstétrique, fir ze kucken, wéi mer kënnen dës Rekommandatiounen weider ëmsetzen. Säithier si Formatiounen ofgehale ginn iwwer dës Societéit, d'SLGO, wou am Fong geholl eng spezifesch Formatioun mat Experten och aus dem Ausland ofgehale ginn ass an enger éischer Phas, fir déi Professionell ze sensibiliséieren.

Mir sinn och elo a Kontakt – oder si sinn a Kontakt, besser gesot – mat der franséischer Dokterschaft. Do ass eng Charta ausgeschafft ginn, déi mer, esou wéi et ausgesäit, och wäerten iwwerhuelen. Dat sinn op alle Fall déi Diskussiounen, déi lafen. Dat ass eng Charta de consultation en gynécologie et obstétrique, déi, déi Frankräich elo ... – déi ass vum Oktober d'lescht Joer –, déi an alle Cabineten aushänkt. Dat sinn déi Pisten, op deenen am Moment geschafft gétt. Ech kann Iech also an deem Sënn berouegen, dass, säit déi Rekommandatiounen do sinn, déi eis elo de Kader hei am Land ginn, Gespréicher lafen. Do ass och e ganz oppent Ouer, fir weider dodrobber ze schaffen, an eng Rei Initiativen, déi elo och schonn am Virfeld geholl gi sinn.

Ech géif vläicht, wann Der erlaabt, eng Kéier kuerz op d'Motiounen agoen, déi eragereecht gi sinn. Ech si selwer e bësselche skeptesch, dass ee soll eng

Définition juridique hu vun eppes, wat Violence ass. Dat ass ëmmer ganz subjektiv. Et ass schwéier, all Typ vu Violence wierklech an e Gesetz anzuschreiben. Et ass meng Iwwerzeugung, dass een hei soll méi op Sensibilisatioun setzen, wierklech Formatioun, Bewosstsinn schafe fir eppes, wat net normal ass, wat vläicht an der Praxis agerass ass iwwert d'Joren, mee wat net normal ass. Ech denken, dass een do vill ka bewierken. Ech ginn och dovunner aus, dass Interesse besteet – dat ass dat, wat ech op alle Fall gesot kritt hunn – un deem Thema, och vum Beruffsverband selwer.

Fir de Rescht kann een natierlech gären a Richtung Enquête qualitative goen. Dat wat mir hunn, dat sinn Informatiounen, wéi een Typ vu Plainten erakommen. Mir hunn awer nach ni Befrounge bei de Patienté gemaach. Dat ass sécherlech eng Pist, déi ech gäre ka mat op de Wee huelen, mat deene Concernéierten ze schwätzen. Dat schéngt mer ganz interessant, dass een op deem Wee eeben nach besser Donnéeë kritt. An an deem Sënn och d'Promotioun vu statisteschen Donnéeën, déi méi prezis sinn – dat kënnen mer gären aleeeden. Ech denken, dass dat eppes ass, wat ee mat de besteëenden Instanzen, déi Plainten entgéintheulen, kéint uschwätzen, fir dass een e spezifesch Relévé kritt fir déi dote Saachen.

Dir hat och gefrot, dass de Système de surveillance de santé périnatale, de SUSANA, an de Registre PERINAT rëm sollen aktivéiert ginn. Ech géif gären ënnersträchen, dass déi ni ënnerbrach waren. Déi Donnéeë si kontinuéierlech erhuewe ginn, just de Rapport ass e bëssen a Verzug komm duerch d'Pandemie. Den LIH ass do de Point de contact zu Lëtzebuerg, a si sinn amgaangen, de Rapport elo fir d'Joren 2016, 2017 an 2018 ze finaliséieren. Pandemiebedéngt konnt deen net finaliséiert ginn, mee et ass awer net esou, dass mer de Recensement vun den Donnéeën ënnerbrach hätten. Dat kënnt also mat e bësse Verspéidung.

Déi zweet Motioun, déi drop ofziilt, d'Personnes trans et non-binaires mat ze couvréieren, schéngt mer selbstverständlech. Ech gesinn do absolutt kee Problem. Dat schéngt mer evident, dass mer all d'Leit hei solle mat consideréieren an och d'Sensibilisatioun an déi Richtung weiderdriewen.

Zu de Plainten – dat ass déi drëtt Resolutioun, wéi gesot –, do hunn ech elo meng Meenung geäussert. Ech denken, mir hu vill Instanzen. Ech géif an enger éischter Phas éischer vläicht och do nach eng Kéier sensibiliséieren, opgrond vun deene Recommendatiounen, déi elo komm sinn. Dat ass jo alles rezent, och déi Formatiounen, déi gemaacht gi sinn. Ech weess net, ob et dénglech ass, nach eng Zousatzell ze schafen. Ech hunn éischer d'Gefill, dass et schon e bësse schwieereg ass fir de Patient ze wëssen, u wien e sech kann adresséieren. En huet am Fong vill Méiglechkeeten. Eng zousätzlech zu deemem Zäitpunkt, weess ech net, ob et onbedéngt hëllefriich ass an enger éischer Phas.

Dann och d'Thema Gebuertshaus, ëmmer erëm ugeschwat, ech hat et virdrun, mengen ech, och schonn erwähnt: Mir sinn do och ganz oppen am Ministère, mir hunn och eng Entrevue elo geplangt am Juli. Da gëtt gefrot, fir d'Kreatioun ze ënnerstëtzen oder d'Méiglechkeet ze studéieren. Mir ass d'Studéiere vun der Méiglechkeet à ce stade méi léif. Dat ass dat, wat mer souwiso och geplangt hunn. Mir kënnen och gären en Echange an der Kommissioun hunn dodriwer. Et muss een dat Ganzt eebe gutt evaluéieren: Wat sinn d'Impakter op eis aner Servicier? Wéi soll ech soen, impaktéiere mer net d'Servicer an de Spideeler doduerch, dass mer Personal no bausse mobiliséieren?

Ech hunn d'Äntwert haut net. Dofir sinn ech éischer an engem Modus, dass ech mer dat ulauschten, probéieren ze verstoen, wat de Plus ass, wat d'Vir-an Nodeeler dovunner sinn, fir eng éclairéiert Decisioun kënnen ze huelen, dat Ganzt an engem oppene Geescht, jiddefalls.

Voilà. Dat war dat, wat ech dozou wollt soen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch.

Motions

Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wie wëll nach dozou d'Wuert ergräifen? Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir hunn eis déi Motioun 1 ugekuckt. Mir hunn e bëssen e Problem mam éischte Punkt, „élaborer une définition juridique des VGO“, well mer eis froen, wéi een dat maache soll. Well notament am Rapport „Santé de la femme“ sinn eng ganz Partie verschiden Definitiounen opgezielt. Mee fir elo dorausser eng Definition juridique ofzeleeeden, do gesi mir e bësse Schwieeregkeeten, fir dat ze maachen.

An dann och „Enquête qualitative“: De Problem ass, dass et eppes ass, wat all Fra subjektiv empfénnt an déi Enquête doduerjer warscheinlech och wäert subjektiv ausgoen. Mat de Punkten 3 a 4 hu mir guer keng Problemer. An duerfir géife mir proposéieren, eis bei där heiten ze enthalten, eebe wéinst den éischen zwee Punkten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. Dann den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Villmools merci deene Lénken och fir dës Motioun. Si huet e bëssen déi Tonalitéit, déi och an enger Rei vu Rieden haut opkomm war. An dat ass e bëssen, dass mer elo d'Gynekologen an och d'Hiewammen ënner Generalverdacht stellen, amplaz emol Merci ze soe fir déi fantastesch Aarbecht, déi awer do geleescht gëtt. Ech mengen, dat ass awer emol virun allem ze ënnersträchen.

An et sinn och eng Rei vun deenen Dammen haut, déi gesot hunn, dass si sech ganz gutt behandelt gefillt hu beim Gynekolog. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dat emol ze ënnersträchen, déi Qualitéit, déi do geleescht gëtt.

A wa mer elo ufänken, e Beruufsstand ënner Generalverdacht ze stellen, dann huet dat eng ganz Rei Konsequenzen op d'Vetrauensverhältnis zwëschent dem Dokter, der Hiewamm an der Fra an aneren Ëmstänn, och op den Nowuess an deem Beruff. Wann den Nowuess weess: Hei, wann ech Gynekolog ginn, da risquéieren ech permanent, wann e „mal vécu“ ass bei enger Gebuert – an eng Gebuert ass eppes, wat ganz schwéier ka sinn, mat ganz vill Péng verbonnen –, wann dann dorausser eventuell och nach de Verdacht vun enger Gewaltsituatioun kënnt an ech kommen och nach viru Geriicht ... – mee wou féiert dat hin!

Ech mengen, mir müssen eis awer och e bëssen iwwerleeën, dass mer Politik mat Verantwortung sollte maachen an hei net probéieren, duerch esou Aktiounen awer wierklech e Fundament vun eisem Gesondheetssystem ze desequilibréieren. Dat kann et net sinn!

D'Madamm Minister huet an hirer Interventioun och zu Recht gesot, dass et schonn eng Rei Instanzen gëtt,

déi Plainten entgéintheulen: hiren eegene Ministère, d'Patientevertriidung, de Collège Médical an anerer. Ma da kommt, mir vertrauen deenen Instanzen, mir vertrauen de Gynekologen!

Ech sinn iwwerzeugt ... an dann anescht wéi d'Madamm Minister, d'Madamm Minister huet gesot: „Mir hu keng Plainten, dat weist, dass do en Tabu ass.“ Ma et ass iwwerhaupt keen Tabu! Wa mer keng Plainten hunn, weist dat haaptsächlech eng grouss Zefriddenheet vun de Patientinnen.

Et ka vläicht Ausname ginn, awer loosse mer déi Saach dach positiv gesinn, d'Dokteren ënnerstëtzen. Wann et natierlech sollt zu enger Gewaltsituatioun kommen, da sinn der ganz vill – an déi betraffe Beruufsorganisatiounen un éischer Plaz –, déi wäerten dergéint virgoen. Mee déi Mentalitéit hei hannendrun, déi Mentalitéit, de Beruufsstand ënner Verdacht ze stellen, déi dréit d'ADR net mat, a mir soen heizou Nee.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet d'Madamm Hemmen d'Wuert gefrot.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Bon, et betrëfft dann effektiv d'Motioun 1, Här President, wéi Der dat och gefrot hutt. Ech referéiere mech och dorop, wat d'Ministesch elo grad gesot huet, dass et effektiv schwéier ass, eng Definitioun, eng juristesche Definitioun, opzestellen, ze elaboréieren. Dofir géife mir proposéieren, dësën Invite ze strächen. Mir géifen dann awer déi dräi aner Invitten, déi Der eis an der Motioun proposéiert hutt, bäibehalen. An da wäre mer d'accord, fir déi Motioun unzehuelen, virausgesat, wéi gesot, mir géifen d'Elaboratioun vun der Definitioun juridique als Invite op der Säit loossen. Wann dat fir Iech ok wär, da géif ech recommandéieren, déi Motioun unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun ginn, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Villmools merci fir all Är Reaktiounen. Ech gi ganz gären dodrop an. Bon, ech hunn zwar virdrun och e puermol eraushéieren, dass eng Definitioun gutt wier. Et wär interessant, eng Definitioun ze hunn, ech hunn dat elo e puermol hei héieren, dofir wonnen ech mech e wéineg.

Mee ech sinn awer ganz frou iwwert déi konstruktiv Aart a Weis, dass mer kënnen esou weiderschaffen. Dofir, ech si ganz gewëllt, dass ze maachen.

Ech muss awer dem Här Kartheiser äntweren. Also seng Ënnerstellung fannen ech elo wierklech erëm eng Kéier onméiglech. Ech sinn em dankbar, dass e mer säi richtegt Gesiicht mol erëm eng Kéier weist. Da weess ech och erëm, wou mer dru si mateneen.

Mee ganz éierlech, e Generalverdacht vun engem ganze Beruufsstand! Ech hu vu Pratiqé geschwat, vu Gewunnechte geschwat, sou, an ech mengen, ech hu mech op Zuele baséiert, op Referenzen, well ech hu kloer gesot, et geet net ëm eenzel Persounen, et geet net ëm d'Dokteren, net ëm d'Gynekologen, net ëm d'Hiewamm, et geet ëm d'Pratiqen, déi verankert sinn a gewëssene Gewunnechten. Dat ass och ze verstoen, et gouf och hei gesot: Verschidener sinn onbewosst. Mee bon, Dir musst mer Saachen an de Mond leeën! Maacht dat, wann Der wëllt! Dat ass Är onéierlech Aart a Weis, dat si mer gewinnt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da freet nach den Här Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech sinn och frou, dass den éischen Invite erauskënn. Ech hat mer nämlech extra ugestrach, dass

deen e bësse méi problematesch ass an dass een do länger misst driwwer diskutéieren.

Ech gesinn eng Enquête qualitative och éischter als Bonus fir d'Gynekologen, well, wann een alles richteg mécht, da kënn dat jo eraus. Da gëtt ee jo en plus nach gelueft.

Une voix | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat heescht, et ass kee Generalverdacht oder soss eppes, dofir ass dës Motioun ganz positiv an ech wäert se och matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da kënnen mer iwwert dës Motioun ofstëmmen mat deene Modifikatiounen, wéi se vun der Madamm Hemmen proposéiert gi sinn. Nach d'Wuert un d'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Ech wollt just nach soen, wann d'Definition juridique vun der VGO erausgeholl gëtt, da kënnen mir se och matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci. Da kënnen mer dann zum Vott vun der Motioun Nummer 1 kommen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant que depuis le début des années 2000 la parole des victimes de violences gynécologiques et obstétricales (VGO) s'est progressivement libérée au niveau international, notamment dans le cadre de campagnes de témoignages sur les réseaux sociaux portées par les mouvements féministes ;

– vu la déclaration de l'OMS en 2014 dénonçant les traitements non-respectueux et abusifs dont peuvent être victimes les femmes et personnes dotées d'un utérus lors de leur accouchement dans des hôpitaux ;

– vu les recommandations de l'OMS en 2018 sur les soins « intrapartum » pour une expérience positive de l'accouchement dans l'optique de lutte contre les interventions médicales non consenties ;

– vu la résolution de 2019 adoptée par le Conseil de l'Europe pour lutter contre les violences obstétricales demandant aux parlements nationaux de débattre sur la protection des droits des patient.e.s dans le cadre des VGO ;

– vu le rapport sur les actes sexistes durant le suivi gynécologique et obstétrical commandité en 2018 par la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes en France ;

– vu la ratification par le Luxembourg de la Convention d'Istanbul ;

– vu le rapport de 2021 sur les VGO « Santé de la Femme » élaboré par un groupe de travail mis en place par le Ministère de la Santé au Luxembourg ;

– considérant que les violences gynécologiques et obstétricales sont enfin devenues un sujet politique et désormais traitées comme une question de santé publique au niveau international ;

– considérant que le rapport « Santé de la Femme » sur les VGO du Groupe de travail du Conseil scientifique dans le domaine de la Santé contient principalement des données datées et des recommandations préventives ;

– considérant qu'une définition juridique à la fois de la violence gynécologique et de la violence obstétricale fait encore défaut au Luxembourg ;

– vu les définitions des VGO telles que reprises dans le rapport « Santé de la Femme » en référence à celle de la Convention d'Istanbul et de l'Institut de Recherche et d'Action pour la Santé de la Femme en France,

invite le Gouvernement

– à commanditer des enquêtes qualitatives sur les VGO auprès des patient.e.s ;

– à promouvoir la création de données statistiques précises et régulières sur les violences gynécologiques et obstétricales ;

– à réactiver le système de surveillance de la santé périnatale (SUSANA) et à mettre à jour les données du registre PERINAT en poursuivant l'élaboration et la publication des rapports triennaux sur les naissances et leur évolution depuis 2011.

(s.) *Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.*

Vote sur la motion 1 modifiée

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wie wëllt nach do d'Wuert ergräifen? Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Also wat d'Motioun Nummer 2 ubelaangt, ech mengen, do si mer ganz kloer am Domän vun der Égalité des genres an do steet d'LSAP voll derhannert, a mir géifen dann och proposéieren, déi Motioun matzestëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. Den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. Ech hat et jo schonn an der Ried ugedeit, dass mer genau op deen dote Wee sollte goen, fir dass jiddereen do gläichberechtigt ass a jiddereen och mat an déi Date geholl gëtt. Deementspriedend sinn ech och derfir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech hat dat doten och am Numm vun der CSV gefrot an dofir droe mir déi heite Motioun och mat. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Erëm eng Kéier ganz interessant: Et si siwe Parteien heibannen, dovunner liewen der sechs am Beräich vun der Ideologie an eng am Beräich, ...

(Brouhaha et hilarité)

... sechs am Beräich vun der Ideologie an eng am Beräich vun der Biologie!

M. Gilles Baum (DP) | Här Kartheiser, et ass emgedréint, et ass emgedréint!

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir leeft am Mëttelealter!

M. Gilles Baum (DP) | Et ass emgedréint, Dir sidd am Beräich vun der Ideologie a sechs an der normaler Welt!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech wëll just – ech hoffen, datt ech elo heibannen d'Kolleege net allze vill schockéieren –, ...

(Interruptions)

... mee ech wollt Iech soen, datt an eisen Aen – dat ass déi biologesch Schoul hei am Parlament – eng „personne dotée d'un utérus“ eng Fra ass. Dofir ass dat heiten iwwerflësseg: Eng Fra ass eng Fra, e Mann ass e Mann, et gëtt genau zwee Geschlechter, dat ass Biologie!

(Brouhaha)

An domadder ass eis Positioun kloer. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun der Motioun 2 kommen.

Mme Simone Beissel (DP) | Dir leeft an engem anere Joerhonnert!

Vote sur la motion 2

M. Fernand Etgen, Président | D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Paul Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Diane Adehm), Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché),

M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3. Madamm Hemmen, wannechgelift.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Also bei dëser Motioun, mengen ech, hat d'Madamm Minister sech och scho geäussert, an et ass eigentlech och dat, wat fir eis kloer ass: Et gëtt schonn eng ganz Partie Schlichtungsstellen. Et gëtt Plazen, wou ee sech kann hiwenden am Fall, wou een e Problem huet. Dofir menge mer, dass et de Moment vläicht net ubruecht wär, nach en zousätzleche Bureau des plaintes ze schafen. A mir géifen dann dës Motioun ofleenen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. Da geet d'Wuert un d'Madamm Diane Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci. Also mir haten dann als CSV dat heite gefrot. Dofir, mam éischten Invite si mir ganz gär bereet, mee wou mer awer och Demandeur wieren, dat wier, wann et schonn esou vill där Schlichtungsstelle gëtt, da wier et interessant, déi emol eng kéier an der Santéskommissioun ënnert d'Lupp ze huelen an ze kucken, wéi eng da fir wat zoustänneg ass.

Par konter, den zweeten Tiret, fir do dee „prévoir un mécanisme d'examen des plaintes“ anzeféieren, do hu mir e bëssen e Problem domadder, wann do steet „excluant toute médiation“. Well mir sinn der Meinung, et soll een awer ëmmer matenee schwätzen an et soll ee matenee kommunizéieren, an et sinn heiansdo medezinnesch Noutagrëffer, déi mussen gemaach ginn, wou d'Urgence et empêchéiert, dass ee laang am Virfeld driwwer schwätzt. Et muss einfach op de Moment gemaach ginn.

A wann een dann herno im Nachhinein e Gespräch sicht, menge mir, dass sech awer ganz vill aus dem Wee raume léisst. An duerfir, doduerch dass „excluant toute médiation“ drasteet, kënnen mir dat heiten net matdroen a mir géifen eis eebe wéinst deenen dräi Wiederder dann enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Adehm. Da geet d'Wuert bei den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Also déi Schlichtungsstell, Bureau des plaintes, hat ech jo virdu schonn esou an der Ried erwäant, eebe ganz einfach, well et eng ganz intim Situatioun ass an een do eng ganz neutral Stell brauch. Et kann een net bei déi goen, déi schonn do sinn – wann der do sinn –, a scho guer net bei d'Spideeler oder do, wou et geschitt ass. Deementspriedend ass et genau déi Fuerderung, déi ech virdrun dofir genannt hunn. Dofir wäert ech dat och haut esou matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech nach eng kéier d'Wuert zrëck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech géif just op e puer Saachen agoen. Also d'Madamm Adehm sot elo eppes vun de Schlichtungsstellen. Et gëtt keng Schlichtungsstell. Et gëtt

effektiv eng Rei Instanzen, wéi d'Madamm Ministesch gesot huet, mee dat sinn allkéiers just Instanzen, wou ee kann eng Plainte oder eng Beschwerde erschécken, mee da bleift et meeschtens do leien.

Dozou hat ech och eng kéier eng Question parlementaire gestallt. Déi Plaintë ginn net wierklech opgeschafft, dat ass jo de Problem. Mir hunn de Mediateur, mee de Mediateur, dee këmmert sech just ëm d'Mediatioun. D'Mediatioun ass effektiv eng Etapp, jo. Do geet et jo drëms, am Fridden u sech, eng diplomatesch Léisung, eng Léisung ze fannen. Dat ass och schéin a gutt, mee et gëtt vill Fäll, wou dat net duergeet, jo.

Et geet duer, wann et zum Beispill e Problem ass, wou et just un der Kommunikatioun louch, wéi ech virdrun och gesot hunn. Do geet dat duer, d'Mediatioun. Mee et gëtt awer effektiv Fäll vu wierklecher Gewalt, wou dat dann net duergeet, jo, an do brauch een en anere Mechanismus, wou ee kann eng Plainte areechen a wou déi och, wéi ech hei geschriwwen hunn, examiniéiert gëtt, an dat hu mer zu Lëtzebuerg net.

Mir hu keng esou eng Schlichtungsstell an ech wäert just soen, dass deen Tiret, deen zweeten, tel quel aus der Resoloutioun vum Conseil de l'Europe kopéiert ass. Dat sinn net meng Wiederder, déi hunn dat geschriwwen, „excluant toute médiation du conseil de l'Europe“, well et eeben eng aner Instanz ass. D'Mediatioun ass eng Instanz, dat hei ass eng aner. Déi sinn u sech fir zwou verschidden Zorte Plainten, dat ass complémentaire.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun der Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 4 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmme an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter (par M. Marc Lies).

Motion 4

Da kéime mer zur Motioun Nummer 4. D'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Wat elo d'Motioun 4 ubelaangt: Ech mengen, jiddwereen huet haut de Mëtteg vum Gebuerts Haus geschwat. Och d'Madamm Minister huet dovou geschwat, dass si d'Initiateure vun deem Projet elo nach virun der Vakanz wäert gesinn, soudass mer eis nach kënnen drop gefaasst halen, dass mer do nach eng ganz Partie Informatiounen wäerte kréien.

Ech géif mengen, fir beschtméiglech informéiert ze bleiwen, géif ech proposéieren, dës Motioun an d'Kommissioun ze iwwerweisen, fir dass mer do dann och zesumme mat der Ministesch kéinten un deem Projet weiderschaffen an dann och beschtméiglech à la longue informéiert ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. Da géif ech d'Wuert zrëck un den Auteur vun der Motioun gi fir ze froen, ob se d'accord wier, d'Motioun un d'Kommissioun ze verweisen.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Also eigentlech schonn. Mee mir wësse jo, wéi dat ass: An der Kommissioun kënnen d'Saachen awer emol schleefen. Et wier awer interessant, wann ech elo ..., wa mer elo wéissten, dass et géif ...

(Interruption)

Bon, dat gëtt et awer emol, gell. Et kann ee jo net soen, dass et dat lo net géif ginn.

Mee bon, wann dat elo déi eenzeg Optioun ass, fir dass mer virukommen – et geet jo drëms, dass d'Saach weiderkëent –, da soen ech gären zou. Merci villmools.

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission

M. Fernand Etgen, Président | Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun un d'Kommissioun verweisen.

(La motion 4 de Mme Nathalie Oberweis est renvoyée à la Commission de la Santé et des Sports.)

Motion 5

Da kéime mer zur Motioun Nummer 5, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen? D'Madamm Ministesch.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, wann Der erlaabt, ech hat et vergiess, wéi ech virdrun douewe stoung, oder se war nach net eran. Dat kann och sinn.

Mir hunn u sech iwwert déi Recommandatiounen, déi d'lescht Joer vum Conseil scientifique komm sinn, zimmlech prezis Definitiounen. Do ginn all déi Praxisen, och déi, déi Dir erwäant hutt, wierklech ganz detailléiert opgefëiert, soudass ech eigentlech der Meinung sinn, dass mer à ce stade elo eng gutt Basis hu fir Recommandatiounen. An d'Zil ass elo wierklech, dat an de Secteur eranzubringen iwwert déi Formatiounen, déi scho gelaf sinn, iwwert déi Charta, déi och amgaangen ass, wou de Secteur wierklech dru schafft, fir déi och dann ze finaliséieren an an de Praxisen auszehänken, soudass et mengem Gefill no vläicht e bëssen ze vill beieneen ...

Mee mir hunn u sech elo eng gutt Basis, déi wierklech detailléiert ass. Wann een déi Recommandatiounen liest, mengen ech, versteet een, wat ee mengt. Och

dofir, de Besoin vun der Definitioung gesinn ech net esou ausgeprägt, well hei awer ganz kloer Richtlinie kommen, wat dodrënner ze verstoen ass. Ech mengen, et geet elo wierklech méi drëms, dat ënnert d'Leit ze bréngen, op den Terrain ze bréngen, wéi nach zousätzlech ze erfassen, ëm wat et geet. Et ass relativ kloer, ëm wat et geet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci, Här Président. Ech hunn der Ministesch elo gutt nogelauschert. A wann ech se elo richtig verstanen hunn, ass dat jo alles schonn erfëllt, wat hei an der Motioung esou wäit steet. Deementspreechend géif ech se dann zréckzéien an da géife mer a sechs Méint nach eng Kéier driwwer kucken, wat d'Erfollegger ware beziéungswies wat et um Terrain bruecht huet.

Merci.

(La motion 5 de M. Marc Goergen est retirée.)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

Motion 6

Da kënne mer zur Motioung Nummer 6 kommen. Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? D'Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här Président. Ech mengen, hei si mer an der Kontinuitéit vun der Motioung Nummer 4, déi mer jo an d'Kommissioun verweisen hunn. An ech géif da proposéieren, och dës Motioung an d'Kommissioun ze verweisen.

M. Fernand Etgen, Président | Ech gesinn, datt d'Madamm Oberweis Jo wénkt.

Vote sur le renvoi de la motion 6 en commission

Wien ass d'accord, fir d'Motioung Nummer 6 an d'Kommissioun ze verweisen?

(Hilarité)

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Et ass den Här Goergen, et ass den Här Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass och d'Motioung Nummer 6 esou wéi d'Motioung Nummer 4 an d'Kommissioun verweisen.

(La motion 6 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission de la Santé et des Sports.)

8. Motion de Mme Martine Hansen relative à la campagne renforcée de sensibilisation et d'information relative aux risques objectifs du cannabis

(Motion déposée en séance publique n° 63 du 29 juin 2022 – à consulter au compte rendu n° 22/2021-2022 en page 08)

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour. Dat ass d'Motioung vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Sensibiliséierungs- an Informatiounscampagne iwwert d'Risiko vum Cannabiskonsum. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo den Auteur vun dëser Motioung, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Merci, Här President. D'Madamm Minister war virun, mengen

ech, zwou Wochen a Portugal, an opgrond vun deem, wat mer dunn héieren hunn, hat ech och u sech dës Motioung deposéiert: Mir hunn héieren, datt d'Regierung nieft dem Ubau vu medezinneschem Cannabis an enger zweeter Phas och géif plangen ze erlaben, dee rekreative Cannabis hei unzebauen.

Dat ass u sech e relativ kloer Message vun der Regierung: Den Tram vun der Legaliséierung geet u sech nach méi wäit wéi dat, wat mer bis elo gewosst hunn. Cannabis ass awer nach ëmmer eng Drog! An de Message, deen am Moment bei deene Jonken ukomm ass ... Ech gi gären dovunner aus, datt deen net bewosst esou gemaach ginn ass, dee Message, mee en ass leider ukomm: „De Cannabis ass net schlëmm, e gëtt jo legaliséiert. Den Ubau gëtt och legaliséiert. Mir wäerte scho kënnen eng dämpfen, do geschitt net vill.“

An eisen Aen ass dat extreem schwierig, wann deen do Message bei deene Jonken ass, an do musse mer entgéintwierken, well de Cannabis ass definitiv keng Kamell a sécherlech virun allem och net bei deene Jonken.

An ech si vläicht do e bësse geschiedegt, well ech hu wierklech a menger Zäit als Direktesch an der Schoul eng Partie Jonker erlieft. An déi erlieft keen, deen am Lycée ass, soen ech Iech, well am Lycée trëlle se jo erof, also se bleiwe jo net am Lycée, wa se et net packen. Mee déi hate Problemer an déi hunn hiert Liewe wierklech verkorkst doduerch, datt se Cannabis geholl hunn. Et ass mat Cannabis ugaang!

Also wëll ech wierklech soen: Et ass extreem wichteg, datt mer deene Jonken de Message ginn: „Dat doten ass eng Drog an et ka wierklech Konsequenze fir Iech hunn, gesondheetlech Konsequenzen an och nach aner Konsequenzen!“

A wann ech dann de Weltdrogerapport kucken, ech hunn hei den offizielle Communiqué vun der UNO, do steet dran ... „Premiers enseignements des effets de la légalisation du cannabis“, do stinn u sech zwee Punkten. Deen éischte Punkt ass: „La légalisation du cannabis dans de nombreux territoires d'Amérique du Nord semble avoir entraîné une augmentation de la consommation quotidienne de cannabis, en particulier de produits puissants et surtout chez les jeunes adultes.“ An en zweete Punkt: „Les signalements de personnes souffrant de troubles psychiatriques, de suicides et d'hospitalisations ont augmenté.“ Dat ass alles ënnert der Iwwerschrëft vun der Legalisatioun vum Cannabis.

A genau dowéinsten fanne mer, ass et extreem wichteg, datt mer agéieren, well d'Legalisatioun vum Cannabis schéngt – esou steet et am Rapport, esou steet et och an eiser Motioung – definitiv Konsequenzen op de Konsum bei deene Jonken ze hunn.

An d'Madamm Tanson sot op RTL, wann d'Gesetz bis gestëmmt wär, da géif och nach méi eng verstärkt Campagne, Sensibiliséierungscampagne an Informatiounscampagne, bei deene Jonke geschéien.

Fir eis ass et extreem wichteg, datt déi Campagne elo geschitt. Well wa bis bei deene Jonken am Kapp ass: „Dat do ass net schlëmm, do geschitt mer net vill, et ass jo legaliséiert, do kann näischt geschéien, et ass u sech nach bal vläicht gesond“, dann ass et bis am Kapp, a mir musse verhënneren, datt dat an de Kapp kënnt. An dofir muss déi Campagne de sensibilisation, déi vläicht schonn do ass – mee ech kann Iech soen, ech hunn nach ee Kand, wat am Lycée ass, an do ass nach net ganz vill doriwuer geschwat ginn –, verstärkt ginn, an déi muss direkt verstärkt ginn. Do dierfe mer keng Zäit verléieren!

An duerfir fuerdere mer an dëser Motioung d'Regierung op, elo eng verstärkt Campagne ze preparéieren, fir datt déi da kann am Hierscht ufänken an der Schoul, wéi gesot, net nëmmen iwwert déi gesondheetlech Nieweneffekter, mee och fir ze informéieren, wat geschitt – ech fuere mam Auto, ech bauen en Accident an ech hu Cannabis am Blut, wat sinn dann d'Konsequenzen? –, datt een doriwuer ganz neutral informéiert.

Dat selwecht u sech och fir alleguer d'Bierger, well ech denken, de Cannabiskonsum huet och bei den normale Bierger Konsequenzen. Datt een also do déi Sensibiliséierungscampagne elo preparéiert an dann am Hierscht ulafe léisst, wierklech eng verstärkt Sensibiliséierungscampagne, well déi, déi mer elo hunn, geet net duer!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleginnen a Kolleegen, als Politik hu mir d'Aufgab, d'Gesondheet vun eise Bierger ze schützen. Mir musse si oplären an hinne déi néideg Ressourcen a Kompetenze ginn, fir kënne kritischesch ze denken. Mir mussen e legale Kader schafen, deen de gesunde Liewensstil férdert, an de Leit awer och Eegeverantwortung fir hir Gesondheet iwwerloosen.

Am Kader vun der Interpellatioun iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis virun engem gudden Joer, hat ech gesot, dass, wann de Cannabis zu Lëtzebuerg legaliséiert gëtt, mir d'Effentlechkeet nach besser iwwert d'Risiken, déi mam Cannabiskonsum verbonne sinn, opläre mussen. An ech erënnere mech nach zimlech gutt un déi Interpellatioun a mir waren eis u sech allegueren eens, dass et iwwerhaupt net ëm eng Verharmlosung vum Cannabiskonsum geet, mee dass mer alles dorunner setzen, dass mat där Legaliséierung och preventiv soll geschafft ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Elo, wou en éischte Projet de loi um Instanzewe ass, bleiwen ech och dobäi: D'Preventioun an d'Sensibiliséierung spillen eng absolutt Schlësselroll fir de Succès vun der Legaliséierung.

An, Madamm Hansen, d'Regierung huet net gewaart, bis dës Projet, deen elo um Instanzewe ass, do war, fir éischt Preventiounsmesuren auszeschaffen.

(Interruption)

2020 ass nämlech schonn den zweeten nationalen Drogenaktiounspang lancéiert ginn. An Haaptzil vun deem Aktiounspang, deen iwwregens bis 2024 leeft, ass et, zu engem bessere Schutz vun der effentlecher Gesondheet, der effentlecher Sécherheet an der sozialer Kohäsion bäizedroen.

Am Oktober 2021, dat heescht, nodeems mer déi Interpellatioun haten, hunn d'Ministere vun der Santé, der Educatioun, der Justiz, der Sécurité intérieure an den Affaires étrangères dunn en éischte Mesurëpak presentéiert, fir d'Problemer vun Drogekonsum, dem Suchtverhalten an der Drogekriminalitéit unzegoen.

Bei der Preventioun vun de Kanner a Jugendlechen ass d'Schoul natierlech – an dat ass richtig – een Haaptacteur. Am Mesurëpak gouf dohier och festgehale, dass all Lycée zesumme mam Service Impuls

en eegent Konzept muss ausschaffen, wou festgehale gëtt, wat mat de Schüler geschitt, déi am Schoulgebai Droge konsuméieren, a wéi eng Preventiounsmesuren ënnerholl ginn.

Do dernieft sollen déi Jonk an hirem Selbstvertraue gestärkt ginn a léieren, sech selwer an hir Mateschüler ze respektéieren. Am Kader vum Jugendpakt 2022-2025 huet de Ministère dofir eng ëmfaassend Strategie op d'Bee gestallt, fir d'Wuelbefanne vun de Jonken ze stärke.

Eent vun den Ziler heivunner ass et, datt déi Jonk Risike besser aschätze kënnen an e bewosste Choix kënnen treffen a soumat och, d'Suchtverhalten ze reduzéieren.

Weider sollen d'Risiko vum Drogekonsum och fest an d'Schoulprogrammer integréiert ginn. De cnapa, dat heescht de Centre national de prévention des addictions, ass amgaangen, konkret Moduller fir d'Fächer „vie et société“ am Lycée a Sciences naturelles am Fondamental auszeschaffen.

Ab der Rentrée 2023 sollen deemno am Cycle 4.2, op de Septièmes, Sixièmes, Quatrièmes an Troisième Moduller iwwer Suchtverhalten, Gestion des risques a spezifesch iwwert de Cannabiskonsum enseignéiert ginn.

Ganz am Sënn vun enger holistescher Approche sollen awer net just déi Jonk, mee och de Grand public iwwert d'Risiko vum Drogekonsum informéiert ginn. A laut mengen Informatiounen gouf de cnapa dofir och chargéiert, Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen iwwert de Cannabis auszeschaffen, déi nach virum Akraafttriede vun der Legaliséierung solle lancéiert ginn.

Wéi Dir also gesitt, huet d'Regierung hei schonn eng ganz Rei Mesuren en place gesat, fir déi Jonk, awer och de Grand public iwwert de Cannabis opzeklären. Domat ass si och enger Motioun vum leschte Joer, déi e prioritären Accent op Informatioun, Sensibiliséierung a Preventioun, wat d'Consumatioun vu Cannabis, notamment och bei Mineuren, ugeet, geluecht huet, nokomm.

Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dohier och weiderhin haaptsächlech den Educatiouns- wéi och de Santéministère dobäi, all dës Mesuren hei weiderzeféieren an och ëmzesetzen. Ech sinn dohier der Meenung, dass d'Rad hei net muss nei erfondt ginn, mee dass d'Aarbechten, déi amgaange sinn, solle weidergefouert ginn. De Kolleg Yves Cruchten wäert an deem Sënn och am Numm vun de Majoritéitsparteiën eng Motioun erareeche.

D'Motioun vun der CSV, déi net consideréiert, wat op deem Niveau scho gemaach ginn ass a wat nach weider soll kommen, wäerte mir als Demokratesch Partei dohier net ënnerstëtzen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et um honorablen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif awer och gären ufänke mat engem Merci un d'Madamm Carole Hartmann, déi, mengen ech, eng ganz exzellente Interventioun hei gemaach huet, an där alles dra war, wat zu deem Thema hei ze soen ass. A si huet schonn e grouse Programm opgezielt, wat d'Regierung alles gemaach huet. An dat ass genau dat, wat eis déi lescht Kéier hei net gesot gouf vun der Madamm Hansen, wéi si hir Motioun deponéiert huet.

Ech wëilt hir an och der CSV awer Merci soen, dass se d'Initiativ geholl huet, dës Motioun den 29. Juni ze

deposéieren. Mee ech muss hir awer soen, si rappt oppen Dieren an. Nämlech fuerdere se jo d'Informatioun an d'Sensibiliséierung an d'Preventioun vun der Populatioun a besonnesch deene Jonken a Saache Risike vun engem Cannabis- an Drogemessbrauch.

Do sinn ech, do si mir als Majoritéit ganz bei Iech. An d'Regierung huet sech an hirer Regierungserklärung, mee och an de verschidene Interventiounen an hire Politicken och dozou engagéiert. An et ass och ganz aktiv un enger laangfristeger Strategie geschaff ginn, déi um Punkt ass, elo konkret ëmgesat ze ginn. D'Madamm Hartmann huet schonn eng Partie Elementer gesot, mee ech sinn iwwerzeegt, dass d'Madamm Lenert eis gläich am Numm vun der Regierung dozou nach méi Informatiounen wäert ginn.

An deem Kontext sief och nach emol un déi Motioun erënnert – d'Madamm Hartmann huet dat och gemaach –, déi d'Chamber d'lescht Joer am Mee ugeholl huet, wou och e ganz kloert Bekenntnis zur Preventioun dra festgeschriwwen war an d'Invitatioun un d'Regierung gaangen ass, eng global a laangfristeg Strategie auszeschaffen an ëmzesetzen.

Ech muss och soen, dass et bei der Madamm Hansen eng gewësse Konfusioun ze gi schéngt, wou ech frou sinn, dass ech vläicht haut kann hëllefen, déi opzeklären a richtegstellen. Merci och fir déi Geleeënheet.

Déi éischt Konfusioun ass, dass d'Madamm Hansen an hirer Interventioun de medezinesche Cannabis an deem net medezinesche Cannabis an een Dëppe geheit huet.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Nee.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Dach, dat hutt Der gemaach.

(Brouhaha)

Nee, nee, nee, Madamm Hansen. Dir braucht net Nee ze soen.

(Coups de cloche de la présidence)

Ech wëll Iech soen, ech hunn Ären ... genau dat, wat Der déi lescht ... den 29.6. hei gesot hutt, dat war zwar inhaltlech dat selwecht, mee Dir hutt haut e ganz aneren Toun fonnt, fir iwwert déi Motioun hei ze schwätzen. Dir hutt aner Wieder gebraucht. Dir hutt déi lescht Kéier geschwat, dass dat, déi Messagen, alles inacceptabel wär. An engem Saz hutt Der de medezinesche Cannabis an och de rekreative Cannabis matenee vermëscht. Dat muss ech Iech soen, dat ...

(Interruption)

Nee, dach, dat war genau ...

(Interruption)

An dat war och, dat war och gewollt!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Hansen wëllt eppes kloerstellen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Nee, ech wëll eppes richtegstellen. Also ech kann net akzeptéieren, datt mir einfach eppes Falsches an de Mond geluecht gëtt.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech hu gesot, d'Madamm Minister hätt, donieft datt den Ubau vu medezineschem Cannabis elo erlaabt gëtt, annoncéiert, an enger zweeter Etapp och den Ubau vun rekreative Cannabis ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mee dorunner schaffe mer jo!

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | ... wëllen ze legaliséieren.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, dorunner schaffe mer.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Dat hunn ech gesot. An ech mengen, datt do näischt Falsches drun ass.

(Interruption)

An du sinn ech virugefuer mam rekreative Cannabis, datt deen definitiv net ze verharmlosen ass.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Si mer eis eens, dass mer dat net solle matenee vermëschen?

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ben, ech hunn et net vermëscht.

(Brouhaha)

Nee, ech war bis elo ëmmer der Meenung ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet elo zrëck un den Här Cruchten.

Une voix | ... wann een herno net méi weess, wat ee gesot huet.

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech weess et ganz genau.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Cruchten huet elo d'Wuert a soss kee méi.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | E sensibelt Thema.

M. Yves Cruchten (LSAP) | An ech muss nach eppes soen – jo, ech sinn nach net fäerdeg –, well déi zweet Konfusioun ass dee méi oder manner ënnerschwellige Message, d'Regierung géif de Konsum banaliséieren ...

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Nee.

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... a quasi d'Leit, a besonnesch déi Jonk, encouragéieren, Cannabis ze konsuméieren, ...

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech hunn och nach preziséiert, dat wär net de Fall.

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... an dat ass net de Fall. Dir hutt et elo gesot, mee Dir hat et net den 29. Juni gesot.

Et ass bewisen, dass eng reng repressiv Approche vum Konsum virun allem och de problematesche Konsum net verhënnert. E kloer Kader an eng Reguléierung droen eng Realitéit Rechnung, déi et scho gëtt. D'Zil ass de Gesondheetsschutz an de Kampf géint Kriminalitéit an de Schwarzmaart, mat alle Risiken, déi derzougehéieren.

Wichtig ass och nach ze betounen, dass d'Reguléierung vun net medezinesche Cannabis explizit just erwuesse Residenten betrëfft. An d'Zil ass e responsabelen Ëmgang mam Cannabis, grad wéi dat och sollt bei allen anere legale Substanzen sinn. Och dat schéngt wichtig ze sinn, dass een dat nach eng Kéier betount.

Déi drëtt Konfusioun, déi et bei der Madamm Hansen ze gi schéngt, betrëfft d'Interpretatioun vun leschte Rapport vun de Vereenten Natiounen, dem Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Mir hunn do eng aner Liesaart wéi d'Madamm Hansen. Ech hat och scho mat hir doriwwer geschwat. An hirer Motioun beriff sech d'CSV op dese Rapport – e ganz interessante Rapport iwwregens –, allerdéngs sinn d'Zesammenhäng, déi d'CSV mengt, doranner ze liesen, net ginn.

Et geet hei ëm d'Behauptung, dass d'Legaliséierung vum Cannabis a verschiddene Länner zu enger méi héijer Consommation mat méi staarke Produiten, an dat virun allem bei Jonken, gefouert hätt. Dat ass awer net d'Konklusion vum der ONUDC.

An ech proposéiere vläch, fir dass mer dee Mëssel do aus der Welt schafen, datt sech an der Santéskommissioun eng Kéier méi am Detail mat där Etüd beschäftegt gëtt an dass mer eis – vläch ass dat eng Iddi – den nationalen Drogebeoptraagten eng Kéier an d'Chamberskommissioun invitéieren, fir hei déi néideg Erklärungen ze kréien.

9. Dépôt d'une motion par M. Yves Cruchten

Här President, d'Madamm Hartmann hat et schonn ugekënnegt: Ech deposéieren hei eng Motioun.

Motion

La Chambre des Députés,

– constatant que dans son rapport mondial 2022 sur les drogues l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) constate une augmentation de la consommation de drogue au niveau international ;

– constatant que dans son rapport l'ONUDC note une augmentation de la consommation quotidienne de cannabis, en particulier de produits puissants et surtout chez les jeunes adultes, et ce dans tous les pays, indépendamment de la législation concernant l'usage du cannabis à des fins non médicales ;

– constatant que selon ce même rapport le nombre de personnes souffrant de troubles psychiatriques et les cas de suicides et d'hospitalisations ont également augmenté ;

– considérant que le Gouvernement, par la mise en place d'un cadre légal strict et défini, vise à réguler la consommation du cannabis à des fins non médicales par les résidents majeurs ;

– considérant que la régulation de l'usage du cannabis à des fins non médicales telle que prévue vise la protection de la santé et la sécurité des citoyens et des jeunes en particulier, ceci en mettant un accent particulier sur la prévention ;

– considérant que le cannabis est néanmoins une substance dont la consommation abusive risque d'avoir des effets négatifs sur le développement du cerveau et de provoquer des troubles psychiques, surtout chez les jeunes consommateurs ;

– considérant que le Gouvernement, dans son programme gouvernemental et dans le cadre de ses déclarations et politiques subséquentes, s'est engagé à mettre en place une stratégie globale de prévention en matière de dépendance et de minimisation des risques de santé, résultant de toutes sortes d'addictions ;

– considérant l'avancement des travaux préparatoires concernant la mise en œuvre de la stratégie globale de prévention précitée,

invite le Gouvernement

– à poursuivre ses travaux concernant l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie globale de prévention ;

– à veiller, dans le cadre de cette stratégie, à la mise en œuvre rapide des campagnes renforcées d'information, de sensibilisation et de prévention en matière de consommation de cannabis qui visent notamment les jeunes.

(s.) Yves Cruchten, Carole Hartmann, Josée Lorsché.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Exposé

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Ech wëll och kloer soen: Dat ass baséiert op der Motioun, déi d'Madamm Hansen den 29. Juni deposéiert hat, well am Kär si mer eis jo eens, wat d'Sensibiliséierung an d'Preventioun ueget. Mee mir sinn eis, obwuel mer et probéiert hunn ... Textuell hu mer probéiert, eis openaner zouzebeweegen. Mir hu kee gemeinsamen Nenner fonnt, an dofir hu mer déi Motioun op deene Punkten ëmgeännert, wéi ech och elo scho virdu gesot hat.

10. Motion de Mme Martine Hansen relative à la campagne renforcée de sensibilisation et d'information relative aux risques objectifs du cannabis (suite)

Motion de M. Yves Cruchten relative à la poursuite des travaux concernant l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie globale de prévention en matière de dépendance

Discussion générale (suite)

En attendant proposéieren ech dofir, d'Motioun vun der CSV also an enger iwwerschaffter Versioun unzehuelen, woubäi mer eis jo, wéi gesot, eens sinn, wat d'Zilsetzung an d'Suerg vun der Informatioun, Sensibiliséierung a Preventioun vun der Populatioun, a besonnesch deene Jonken, a Saache Risike vun engem Cannabis- an Drogemëssbrauch ueget.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Ech ginn direkt nach eng Kéier d'Wuert zréck un d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Jo, ech wëll iwwert déi drëtt Konfusioun, déi anscheinend dran ass, schwätzen. Ech kann awer och liesen. Am Rapport, am Deel 1, am „Executive summary“ op der Säit 42 (veuillez lire: op der Säit 44), do steet bei de Konklusionen iwwert d'Cannabislegalisatioun ganz kloer dran, datt et schéngt, wéi wann d'Cannabislegalisatioun zu „upwards trends in reported daily use of the drug“ bei deene Jonke gefouert hätt. Dat steet am Rapport op der Säit 42 (veuillez lire: op der Säit 44). Sou.

Bei der „European Times“, déi dann anscheinend och konfus ass, steet: „La légalisation du cannabis dans certaines parties du monde semble avoir accéléré la consommation quotidienne et les effets connexes sur la santé, selon le Rapport mondial sur les drogues 2022 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).“ Déi géifen dat bestätegen.

Wéi gesot, an der Communication officielle vun der UNO, déi da laut Ärer Meinung och konfus ass, steet – nach eng Kéier: „Premiers enseignements des effets de la légalisation du cannabis“ –, éischtens: „La légalisation du cannabis dans de nombreux territoires d'Amérique du Nord semble avoir entraîné une augmentation de la consommation quotidienne de cannabis, en particulier de produits puissants et surtout chez les jeunes adultes.“

Sou, „Revue“ – oder wat ass dat heiten? Jo, d'„Revue“, déi schéngt dann och genausou konfus ze sinn. Déi seet: „Intéressant aus dieser Perspektive ist ebenfalls der kürzlich veröffentlichte Weltrogenbericht des ‚United Nations Office on Drugs and Crime‘ (UNODC). Das Büro für Drogen- und Verbrechensbekämpfung“, an esou virun, „dass die Legalisierung von Cannabis

in Teilen der Welt den täglichen Konsum und die damit verbundenen gesundheitlichen Auswirkungen zu beschleunigen scheint. Die Legalisierung von Cannabis in Nordamerika [...] hat laut [dem Rapport] zu einem Anstieg des täglichen Konsums geführt. Insbesondere junge Erwachsene würden öfter zu starken Cannabisprodukten greifen.“

Also et steet do schwaarz op wäiss, da kënt Der net soen, ech wier konfus!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Et steet do, d'Legaliséierung vum Cannabis hätt an eenzelen Dealer vun der Welt dat do bewierkt. An ech hunn dat vun der UNO zitéiert an der Motioun. Ech hu soss näischt drageschriwwen.

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jonk Erwuessener, de Punkt war: jonk Erwuessener.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Erwuessener sinn net Mannerjäreger. Et ass déi Konfusioun gewiescht, déi am Raum stoung.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech hunn hei drageschriwwen an der Motioun: „surtout chez les jeunes adultes“. Also ech hunn dat zitéiert. Also wann Der sot, ech wär konfus, da sot Der och zu der UNO, si wär konfus.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Yves Cruchten nach eng Kéier, fir dorobber ze reagéieren.

M. Yves Cruchten (LSAP), auteur | Ech géif mer et iwwerhaupt net erlaven, Iech konfus ze nennen. Ech hu gesot: Et gëtt eng Konfusioun, well Dir zitéiert ëmmer dee selwechte Saz. Dir hutt en elo siwemol zitéiert, mee Dir hutt en a fënnf verschiddene Sproochen zitéiert. Et ass awer ëmmer dee selwechte Saz, deen ee Saz, deen Der erausgräift. D'Realitéit ass nämlech déi, dass den Drogekonsum iwwerall an d'Luucht gaangen ass, net just an deene Länner, wou eng méi liberal Approche zu der Legaliséierung vum Cannabis oder méi eng liberal Approche zum Ëmgang mam Cannabis ass, mee iwwerall. Dat ass dat, wat den Ënnerschied mécht!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Mir wëllen awer nach aner Stëmme zu dëser Motioun héieren. Duerfir ginn ech elo d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Also ech hunn net gekiff, mee ech sinn awer chill.

(Hilarité)

Ech hoffen op alle Fall, och net konfus ze ginn. Ech wëll dann och vun eiser Perspektiv aus eppes zu dëser Motioun soen.

Natierlech hate mer eng Diskussioun. Dat war am Mee 2020, wou ech mech gutt kann erënneren, dass mer als Majoritéitsparteieng eng grouss Motioun geschriwwen hunn. Ech hat och deemools, kann ech mech och erënneren, d'Carole Hartmann a menger Ried ernimmt, well mer ganz genee zesumme mat de Kollege vun der LSAP der Meinung waren, dass mer onbedéngt op Preventioun misste setzen an dass Preventioun e wichtegen Deel vun enger globaler Drogepolitik wier. D'Drogepolitik limitéiert sech net just op d'Legaliséierung vum Cannabis. Dat ass e klengen Deel. D'Drogepolitik ëmfaasst ganz vill Voleten.

A grad deemools an där Interpellatioun oder an deem Débat d'orientation – ech weess net méi, wéi e geheescht huet, e war vun der CSV ugefrot ginn – ware mer eis alleguer zesumme eens, dass mer op deem Wee weider misste fueren, dee mer schonn ugefaangen hunn, deen och an der Educatioun scho

laang en place ass. Dat kann ee bezeien, dass immens vill Programmer a Projeten an der Éducation nationale och lafen, an déi soll een net klengrieden.

Ech fannen et dann och bedauerlech, wann hei behaapt gëtt, Verschiddener géifen de Konsum vu Cannabis esou duerstellen, wéi wann e scho bal gesond wier. Mir distanzéieren eis ganz kloer vun esou Aussoen an empfangen déi scho bal als Ënnerstellung. Dat ass ganz sécher net de Fall!

Aus där grénger Perspektiv eraus geschwat wëll ech och betounen, dass mir schonn zanter Joerzénkten a Joerzénkten op d'Gefore vum Cannabis hiweisen. De Konsum vu Cannabis an aneren Drogen – am fréien Alter notament – féiert ganz kloer zu Schied vum Gehier an och zu Perséinlechkeetsstéierungen. Dat huet nach ni een a Fro gestallt a mir hunn als Gréng och scho Konferenzen dozou organiséiert. Mir wëssen och ganz genee, datt e ganz grav gesondheetlech an och sozial Konsequenze kann hunn, déi een net ka klengrieden. Et ass souguer esou, dass de Konsum vun Droge scho ganz vill Mënscheliwe kascht huet. Och dat muss ee wëssen an dat ass eng Realitéit.

Eng Realitéit ass awer och, dass eng falsch Drogepolitik, eng hypokritesch Drogepolitik an notament d'Repressioun nach méi Existenzen zerstiéiert huet an der Vergaangenheet, well einfach d'Ressourcen op déi falsch Plaz gaange sinn. Si sinn net genotzt ginn, fir Preventioun ze bedriewen an et ass do, wou de Paradigmewissel elo wäert usetzen. Ech mengen, dee Projet, deen do virläit, an awer generell och d'Approche vun dëser Majoritéit, – an ech hoffen, vun eis alleguer heibannen –, muss déi sinn, eng Politik ze bedriewen, déi der Realitéit an d'Ae kuckt. An d'Realiteit ass nun emol esou, dass de Cannabis notament déi beléifst illegal Droge de Moment ass. An da kann een net maachen, wéi wann dat net wouer wär. Da muss ee just wëssen, wéi ee mat där Realitéit ëmgeet.

En anere Punkt ass fir eis natierlech och, dass een erwuesse Mënsche muss mat an d'Verantwortung huelen. Wann een den Ubau doheem erlaabt, da si se an der Eegeverantwortung, an och dat ass en Zil, dat mer wëlle mat deem Gesetz erreechen. Dann awer och de Schwarzmaart, dee scho laang e grouse Problem zu Lëtzebuerg ass, dee mer alleguer kennen, de Schwarzmaart, deen awer och mat der Drogekriminalitéit verbonnen ass. A wann een d'Mënsche méi mat an d'Verantwortung hält an net just repressiv virgeet, da wäert een och géint de Schwarzmaart ukämpfen, wuel wëssend, dass et keng Wonnerléisunge gëtt.

Tatsaach ass op alle Fall, dass mer op der richteger Schinn ënnerwee sinn an dass mer eis net wëlle virgeheie loosse, mir géifen déi ganz Politik hei duerstellen, wéi wa Cannabis nun emol eppes wär fir ze spillen. Et ass, fir eescht ze huelen.

Wat dann d'Jugend ubelaangt, do ass jo virgesinn, datt d'Jugend – also déi Mannerjäreg – net wäert déi selwecht Rechter kréie wéi déi Erwuessen. Dat heescht awer net, dass se net consoméiert. Och dat ass längst bewisen an och där Tatsaach muss een an d'Ae kucken, notament doduerch, datt ee Jonker mathëlt, datt een net just repressiv virgeet, mee dass ee se mathëlt, dass ee se stäerkt. An dat gesinn ech am Kader vum Jugendschutz notament als e ganz wichtige Piller un.

Jonker ze bestrofen an ze diskriminéieren, wa se an d'Fal tappen, ass de falsche Wee. Jonker ze begleeden a staark ze maachen an notament d'Ursaachen ze sichen, firwat se dat problematescht Verhalen hunn, ass fir eis dee richtege Wee an déi richteg Approche. An och dat wëll dës Regierung mat alle Méttelen

ugoen. An duerfir sti mer voll hannert der Motioun, déi den Här Cruchten hei deposéiert huet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass u mir.

M. Fernand Etgen, Président | Dir waart net ageschriwwen. Dir kommt awer un d'Rei, dann awer zum Schluss, Här Kartheiser.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, mir wollten der CSV Merci soe fir hir Motioun. Ech muss éierlech gestoen, dass ech keng Zäit hat, dee Rapport vun der UNO ze liesen.

(*Interruption par M. Gilles Roth*)

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift, e bësse méi lues, Här Roth, dann héiert een dohannen d'Madamm Oberweis, déi d'Wuert huet. Et ass elo un der Madamm Oberweis, Här Roth.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech hat leider keng Zäit, dee Rapport vun der UNO ze liesen, mee et schéngt mer, dass dee Punkt, deen d'Differenz mécht tëscht deenen zwou Motiounen, deen ass, ob et eng Kausalitéit gëtt, also ob Drogekonsum elo eropgeet oder net, ob do eng Kausalitéit ass eeben zur Legaliséierung.

Ech muss Iech éierlech soen, eis geet et ëm d'Saach. Ech denken, et geet ëm den Invite, ëm d'Sensibilisatioun. Ech kann domat liewen, dass een esou fréi wéi méiglech ufänkt ze sensibiliséieren. Ech mengen, d'Regierung mécht dat, gell? Ech hunn dat verstanen, Dir maacht dat.

An et geet jo och drëms, an der Legaliséierung eebe grad d'Kontroll iwwert d'Qualitéit vun de Produkter ze kréien an eebe grad domadder d'Gesondheets..., also dass et u sech manner Impakt op d'Gesondheet huet. Dat heescht also: Mir kënnen dat heite matdroen, och wann et elo fir mech net ganz kloer ass, wat déi Kausalitéit ugeet zu der Croissance vum Drogekonsum.

Mee, wéi gesot, déi zwou, déi zwou kënnen mir esou matdroen, well et, wéi gesot, ëm d'Saach geet an ëm d'Sensibilisatioun. Dofir ass dat fir eis ok.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also mir ënnerstëtzen dat och mat, well och wa mir fir d'Legaliséierung vum Cannabis sinn an d'Regierung eis net wäit genuch geet, mir net gesinn, dass dat esou zilféierend wäert sinn, wéi se am Moment dat mat den Texter wëlles huet – mir wäere vill méi wäit gaangen –, si mer awer der Meenung, dass d'Leit sollten opgekläert ginn an dass een eng Informatiounscampagne sollt maachen. Dat mécht een och beim Alkohol, dat mécht ee bei anere Saachen. Esou ass fir eis de Cannabis dat selwecht. Et ass net, fir en ze verdäiwelen. Et ass einfach nëmme fir ze informéieren.

Ech mengen, jidderee weess, dass mir zimmlech locker sinn, wat de Cannabis ubelaangt. Dass een domadder net däréif Auto fueren, all déi ganz Geschichten, do si mer vollkommen averstanen. Et ass just, wann ee verschiddene Riedner lauscht, muss een och oppassen, dass et awer herno net eng Campagne gëtt, fir en ze verdäiwelen. Virdrun ass hei ugeschwat ginn, eng Campagne wier zwar positiv; et däréif och keng gi fir ze verdäiwelen. Wann esou eppes gemaach gëtt, da

muss et wierklech wëssenschaftlech neutral sinn, weeder vun där enger Säit nach vun där anerer. Ech géif et warscheinlech e bësse méi positiv duerstelle wéi verschidden aner Leit heibannen, mee et muss wëssenschaftlech ganz neutral sinn.

Jo, vläicht ginn d'Zuele liicht erop bei deene Jonken, wann et legaliséiert ass. Et däréif een awer an där selwechter Statistik net vergiessen, dass doduerjer déi haart Drogen erofginn, well se net méi bei den Dealer ginn an net méi an d'Verféierung kommen, fir herno op déi haart erofzerutschen. Dat soen awer och d'Rapporte weltwäit, net vläicht déi vun der UNO, mee déi, déi mer virdu gelies hunn an der Virbereedung, well an der Justizkommissioun en Text war. Dat heescht, duerch déi Legaliséierung verhënnert een déi staark Drogen an deementspriedend ass et awer e gudde Schrëtt.

Dat eenzeg, wat ech mech elo froen ... Ech kann déi zwou Motioune matstëmmen. Ech hat just am Kapp, dass een net zweemol dierft déi selwecht Motioun deposéieren. Ech hunn op d'Vites net dee ganz groussen Ënnerscheid erausgelies. Eigentlech war et jo ëmmer esou, dass een net duebel Motiounen eragëtt, well wa mer mat deem System bis ufänken, dat gëtt e bësse komesch herno am Debat. Da maacht Dir Motiounen, da maache mir schnell déi selwecht nach eng Kéier, an ëmgedréint, déi ganz Zäit.

Ech hat ëmmer geduecht, et wär vum President net gewünscht, dass een zweemol déi selwecht Motioun mécht. Ech ka se awer allen zwou matstëmmen, och wann et u sech zweemol dat selwecht ass.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da kritt den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Merci der Madamm Hansen fir hir Motioun an dem Här Cruchten fir seng. Mir wäerten déi zwou matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Jo, merci, Här President. Et ass gutt, dass ausféierlech rappeliert ginn ass, dass mer déi Diskussioun hei schonn eng Kéier haten an eis am Fong geholl och allegueren eens waren an an déi Richtung geschafft hunn. Ech géif gären ënnersträichen, dass d'Regierung zanter Ufank vun den Aarbechte ronderëm d'Reguléierung vum Cannabis fir net medezinnesch Zwecker – dat och onofhängeg vum Fortschrëtt ronderëm déi legislativ Aarbechten, déi e bëssen a Verzuch komm sinn duerch d'Pandemie – ëmmer drop insistéiert huet, dass parallel an och schonn direkt onofhängeg dovunner muss Preventiounsmaassnamen op eng anticipativ a proaktiv Manéier ageleet a verstärkt ginn.

Dat implizéiert, dass déi suchtpreventiv Moosname schonn agefloss sinn, wéi et erwänt ginn ass vum Carole Hartmann, an eisen Drogenaktionsplang 2024. Déi sinn integréiert a sinn och schonn an der Ëmsetzung. Et ass eng laangfristeg Strategie, déi ausgeschafft gëtt, zesumme mat verschiddenen Acteuren. Dat ass den Educatiounsminister, natierlech d'Santé an och d'Justiz. A mir hunn do Concertatioune gemaach. Et ass en Optrag gaangen un de Suchtpreventiounszentrum, de cnapa, deen am Aklang mat senger Statuten en nationaalt Konzept ausgeschafft huet fir esou eng systematesch a strukturéiert Aarbecht am Preventiounsberäich. An dëst ass och schonn an der Ëmsetzung.

Dofir ass et am Fong geholl eng oppen Dier, déi Der hei opstouss. D'Zilsetzung vun där ganzer Aktioun ass, e Problème de santé publique unzegoen. An dat ass dat, wat mir hei wichteg ass. Firwat handele mer hei? Majo well Handlungsbedarf ass. Dee Schwaarzmaart, op deem d'Leit sech beweegen, ass extreem geféierlech, net nëmme duerch de Milieu, deen et ass, mee och duerch déi Substanzen, déi do zirkuléieren. An dat Ganzt ziilt drop of, justement ze sensibiliséieren, och, fir erwuesse Leit e Produit ze bréngen, dee propper ass, wou d'Leit wëssen, wat et ass, a virun allem och, fir kënne eng oppen an transparent Preventioun do ronderëm ze maachen.

Ab dem 1. September dëst Joer wäerten dann och déi cannabisspezifesch Preventiounsaarbechten ulafen. Wéi gesot ass den Aktiounsplang generell schonn ugelaft an de Schoulen op verschidde Eebenen mat eise Partner a wäert verstärkt – an dat war och esou virgesinn, dat hate mer deemools och exposéiert, wou mer deen Aktiounsplang virgestallt hunn – dësen Hierscht elo ganz spezifesch op de Cannabis ausgerichtet och weidergoen.

Dat Ganzt gëtt koordinéiert vun de Servicer SCRIPT a CePAS vum MENJE mat enger ganzer Rei vun Aktiounen an de Schoulen. Och an de Programmen, an de Curriculae gi verschidde Saachen opgehol. Dat ass ganz ausféierlech. Ech mengen, ech ginn dat net méi am Detail duerch. D'Carole Hartmann huet dat scho Revue passéiere gelooss a mir haten et och eeben am Kader vum Aktiounsprogramm virgestallt. Et geet drëms, d'Schüler ze errechen, se fréi ze errechen. A virun allem och géif ech gären ennersträchen, dass zu kengem Moment ugeduecht ass, Cannabis ze banaliséieren.

Et ass genau de Géigendeel! Et geet drëms, de Leit bewosst ze maachen, wat d'Risiko sinn, dass et fir Mannerjäregere wierklech näischt ass an dass et eeben, wann een et mécht, mat der néideger Vernunft muss ugaange ginn. A virun allem geet et drëms, dat, wat am Moment zirkuléiert, wat extreem gesondheets-schiedlech ass, vun de Leit ewechzékriegen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Pardon, ech hat nach net zur Motioun vun der LSAP geschwat. Ech wollt do just kuerz soen: Et kann ee sech d'Welt awer net esou maache wéi ee se gären hätt. Dat ka beim Pippi Langstrumpf de Fall sinn, mee soss u sech net.

M. Gilles Roth (CSV) | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Ech liesen dat elo net nach eng Kéier vir, mee Dir zitéiert de Rapport falsch, well am Rapport steet, d'Legalisatioun géif schéngen, dat doten als Konsequenz ze hunn. Dir loosst net nëmme dat fort, mee Dir sot och nach: „Et gëtt méi geholl. Et steet am Rapport, et géif méi geholl ginn, virun allem och bei deene Jonken, onofhängeg dovun, ob et legaliséiert ass oder net.“ Dat

ass definitiv net dat, wat an der Konklusioun vum Rapport steet!

Une voix | Jo!

Mme Martine Hansen (CSV), auteure | Duerfir: Et kann ee sech d'Welt wierklech net esou maachen, wéi ee se gären hätt. Och wann Dir dat gären hätt.

An deen zweete Punkt: D'Madamm Hartmann sot, d'Risiko sollten an de Schoulprogramm ingegréiert ginn ab der Rentrée 2023. Et ass jo genau dat, wat mir fuerderen. Mir fuerdere jo, dass dat muss éischer geschéien, well mer einfach soen: Et muss elo gehandelt ginn. Wa mir waarden, bis datt et legaliséiert ass, da gëtt awer déi Rumeur, déi bei deene Jonken ass, oder déi Iddi, déi bei deene Jonken ass, nach weider verschäerft. An duerfir hu mer gesot: Et muss elo direkt gehandelt ginn! Et soll elo eppes preparéiert ginn an et soll elo am September 2022 ufänken an net nach waarde bis 2023.

Ech hunn nämlech och elo gekuckt, ech hunn zum Beispill beim Site vum cnapa gekuckt. De Matériel pédagogique: Dat Neist, wat drop ass, ass vun 2018. Et kann elo sinn, dass ech net dat Neist do gesinn. Mee een, deen am Enseignement ass, an deen do kucke geet, dee fënnt och net eppes méi Neies wéi 2018. Ech hu gesinn, dass 2022 iwwert den IFEN Formatiounen bei den Enseignanté gemaach ginn. Mee et ass awer ... et deet mer leed, wann dat Är Strategie ass, da geet dat eis net séier genuch. Mir brauchen elo eppes. An dat war dat, wat mer gefuerdert hunn. Mir brauchen ... direkt muss gehandelt ginn.

An duerfir wäerte mer eis bei Ärer Motioun enthalten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kéimmen elo zum Vott vun deenen zwou Motiounen. Fir d'éischt d'Motioun, déi vun der Madamm Martine Hansen deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de Mme Martine Hansen

De Vott fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 30 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par M. Dan Kersch), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Da kéime mer elo zur Motioun, déi vun Här Yves Cruchten deposéiert ginn ass.

Vote sur la motion de M. Yves Cruchten

De Vott fänkt un. Mir kommen zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 38 Jo-Stëmme bei 21 Abstentoune ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas) et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana (par M. Dan Kersch), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler (par M. Paul Galles) et Michel Wolter (par M. Marc Lies).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 12., 13. a 14. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.27 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 43
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Communications** p. 43
M. Fernand Etgen, Président
- 3. Ordre du jour** p. 43
M. Fernand Etgen, Président
- 4. Motion de Mme Nathalie Oberweis concernant la reconnaissance de l'occupation et de la colonisation de grandes parties des territoires palestiniens** p. 43
Exposé : Mme Nathalie Oberweis
Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Yves Cruchten | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser
Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes (interventions de M. François Benoy) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. Claude Wiseler (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn
Vote sur la motion (rejetée)
- 5. 8045 – Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022**
8044 – Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022 p. 46
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : Mme Lydia Mutsch
Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. le Ministre Jean Asselborn
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8045 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8044 et dispense du second vote constitutionnel
- 6. Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)** p. 52
M. Fernand Etgen, Président
Vote secret sur la candidature unique
- 7. 7986 – Projet de loi portant modification de :**
1° la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;
2° la loi modifiée du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022 p. 52
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum
Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt des motions 1 à 3) | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Martine Hansen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch (interventions de Mme Martine Hansen) | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch (interventions de M. Fred Keup)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7986 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Gilles Baum | Mme Martine Hansen | M. Fred Keup (intervention de M. Gilles Baum) | M. Marc Goergen | Mme Myriam Cecchetti
Vote sur la motion 1 (rejetée)
Motion 2 : M. Gilles Baum | M. Sven Clement | M. Gilles Baum (interventions de M. Sven Clement, Mme Martine Hansen, M. Jean-Paul Schaaf et M. Dan Kersch) | Mme Myriam Cecchetti | M. Dan Kersch | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Fred Keup | M. Dan Biancalana (intervention de M. Yves Cruchten) | Mme Martine Hansen (interventions de M. Dan Biancalana et M. Sven Clement)
Vote sur la motion 2 (rejetée)
Motion 3 : M. Gilles Baum
Vote sur la motion 3 (rejetée)

- 8. 7999 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 62
Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. André Bauler
Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement | M. André Bauler
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Laurent Mosar et M. Sven Clement) | M. Dan Kersch (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Gilles Roth (intervention de M. Gilles Baum) | M. le Ministre Franz Fayot | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. Dan Kersch (parole après ministre)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7999 et dispense du second vote constitutionnel
- 9. 8019 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 66
Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Gilles Baum
Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser (intervention de Mme Josée Lorsché) | Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) (intervention de M. Fred Keup) | M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8019 et dispense du second vote constitutionnel
- 10. 7716 – Projet de loi portant création et organisation de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire et portant modification :**
1° de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;
2° de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux ;
3° de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires p. 69
Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural : Mme Tess Burton
Discussion générale : Mme Octavie Modert | M. Gusty Graas | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7716 et dispense du second vote constitutionnel
- 11. 7751 – Projet de loi modifiant :**
1° le Code de la sécurité sociale ;
2° la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations des services et des juridictions de la sécurité sociale ;
3° la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension p. 72
M. Fernand Etgen, Président
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Mars Di Bartolomeo
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7751 et dispense du second vote constitutionnel
- 12. 7909 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale** p. 73
Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
Discussion générale : M. Léon Gloden (interventions de M. Dan Kersch et M. Laurent Mosar) (dépôt des amendements 1 et 2) | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. François Benoy (interventions de M. Laurent Mosar et M. Léon Gloden) | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen (intervention de M. François Benoy) | M. Laurent Mosar | M. François Benoy (parole pour fait personnel) (interventions de M. Laurent Mosar, Mme Simone Beissel et M. Sven Clement) | M. Dan Kersch (parole pour fait personnel) (intervention de M. Laurent Mosar) | Mme Nathalie Oberweis (parole pour fait personnel) | Mme Lydie Polfer (interventions de M. Marc Goergen, Mme Stéphanie Empain et M. François Benoy)

Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox (intervention de M. Laurent Mosar)

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'amendement 2 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7909 et dispense du second vote constitutionnel

13. Ordre du jour (suite) p. 86

M. Fernand Etgen, Président | M. Sven Clement | M. Gilles Roth | Mme Myriam Cecchetti | M. Fernand Kartheiser | M. Fernand Etgen, Président (interventions de M. Sven Clement et Mme Martine Hansen) | M. Gilles Roth (intervention de Mme Martine Hansen) | Mme Myriam Cecchetti | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Lydie Polfer (intervention de M. Max Hahn) | M. Sven Clement (intervention de M. Claude Wiseler) | M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Sven Clement)

Vote sur la modification de l'ordre du jour (adoptée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

14. 8006 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Centre hospitalier de Luxembourg p. 87

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo

Discussion générale : M. Claude Wiseler | Mme Carole Hartmann | Mme Francine Closener (interventions de Mme Josée Lorsché et M. Sven Clement) | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8006 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, M. Henri Kox, M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 12 juillet 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8041 – *Projet de loi instaurant un régime d'aides en faveur des propriétaires de maisons et de bâtiments d'habitation en copropriété construits avant le 31 août 1986 en vue de l'amélioration de l'isolation acoustique contre le bruit aérien en provenance de l'aéroport de Luxembourg et modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit.*

Dépôt : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05/07/2022

8043 – *Projet de loi portant 1. approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française 1^o au Protocole d'accord relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018*

2^o et à la convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020

2. modification de l'article 2 (1) de la loi du 7 septembre 2018

1^o portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le

Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2^o relative à la participation de l'État Luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/07/2022

8044 – *Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11/07/2022

8045 – *Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022*

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11/07/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2402 – *Demande de pétition publique : Délai supplémentaire de deux ans pour prendre le congé parental, pour les parents qui n'ont pas pu le prendre avant l'âge limite de six ans de l'enfant, suite à la perte ou l'absence de travail pendant les deux ans de crise du Covid*

Dépôt : M. Damien Labourdette, le 04/07/2022

2403 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition pour une prime/13^e mois en tant que chauffeur*

Dépôt : M. Cédric Schweich, le 06/07/2022

2404 – *Demande de pétition publique : Aufhebung aller Sanktionen gegen die russische Föderation, gegen russische Staatsbürger und die Freigabe aller russischen Gelder*

Dépôt : M. Christian Lentz, le 06/07/2022

2405 – *Demande de pétition publique : Petitionen auf dem Sender RTL präsentieren und Zuschauer zur Partizipation motivieren (dagegen oder dafür wählen via TV Remote oder SMS)*

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 07/07/2022

2406 – *Demande de pétition publique : Augmentation des heures de travail de 8 à 9*

Dépôt : M. Julio Medvescek, le 07/07/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Op Ufro vun der

Regierung gëtt proposéiert, iwwert d'Projet-de-loien 7986, 7999 an 8019 virum 7909 ze diskutéieren. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Motion de Mme Nathalie Oberweis concernant la reconnaissance de l'occupation et de la colonisation de grandes parties des territoires palestiniens

(Motion déposée en séance publique n° 53 du 17 mai 2022 – à consulter au compte rendu n° 18/2021-2022 en page 61)

Mir kommen elo zur Motioun vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwert d'Unerkennung vun der Besatzung a vun der Besiedlung vun engem groussen Deel vu palästinenseschen Territorien. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert als Auteurs vum der Motioun.

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo. Gudde Mëtten. A villmoos merci fir d'Wuert, Här President. Ech hat déi Motioun d'leschte Kéier scho kuerz virgestallt, gellt? Dir kënnt Iech erënneren, dat ass scho bal zwee Méint hier.

Ech wollt awer just nach eng Kéier eppes soen. An zwar huet sech e Feeler an d'Motioun erageschlach. Dat hutt Der vläicht gemierkt. Et ass en technesche Feeler. Et ass eigentlech keen inhaltleche Feeler. Mee den Term „Resolutioun“ misst eigentlech duerch „Motioun“ ersat ginn, well souwäit ech weess, hat Dir hei an der Chamber 2014, wou mir nach net hei waren, eng Motioun respektiv zwou Motiounen gestëmmt, fir d'Regierung opzufuerderen, Palästina als Staat unzeerkennen. Dat heescht, ech mengen, deen Term „Resolutioun“ misst duerch „Motioun“ ersat ginn, wann ech mech net ieren. Ech mengen, Dir hutt do méi eng Memoire, wat deemools geschitt ass, wéi ech.

An da géif ech awer nach gären an deem Kontext, wou mer haut sinn, op dräi Saache insistéieren, an zwar: Et ass méi wichteg wéi jee, d'Völkerrecht ze verteidegen. Ech mengen, dat ass Iech net nei. Dat hei ass wierklech e gutt Beispill. Mir si wierklech als international Communautéit, besonnesch als EU, am Moment absent, fir d'Völkerrecht ze verteidegen. An deem heite Fall gëtt d'Völkerrecht säit Joerzéngegen – Dir wësst dat – mat Féiss getrëppelt. A Lëtzebuerg stéing dat gutt zu Gesicht, wann hei eppes géif geschéie respektiv wa mer de Staat Palästina géifen unerkennen.

An déi aner Recommandatioun ass jo, eeben och hei d'Annexioun unzuerkennen. An Annexioun ass eppes anescht wéi Besetzung, well eng Besetzung, eng militäresch Besetzung, soll dem internationale Recht no ëmmer temporär sinn, dat soll ëmmer limitéiert sinn an der Zäit. An hei kann ee vun enger Annexioun schwätzen, well et net méi temporär ass, also net méi provisoresch ass, mee et ass de facto eng Situatioun, déi säit Joerzénge u sech eng Realitéit ass.

An et gesäit ee gutt um Terrain, datt déi Annexioun an zwou Richtunge geet, an zwar gétt en Transfert de population gemaach vum Staat Israel an de Staat Palästina. Si besidelen dat Land. Dat heescht, do gétt eng Populatioun transplantéiert, dohinner gesat.

An op där anerer Säit – an den Här Asselborn weess dat, mengen ech, ganz gutt – ginn d'Palästinenser ëmmer méi aus hirem eegene Land verdriwwen, andeems hir Haiser zerstéiert ginn, hir Felder zerstéiert ginn an esou weider. Dat heescht, et ass eng Annexioun. Den Ënnerschied zu der Besetzung ass, dass et de facto net méi temporär ass, mee definitiv. Wa mer Annexioun soen, da gesi mer, dass de Wëllen deen ass – an dee Wëllen ass a ganz ville Rapporten, och an internationale Rapporten, constatéiert ginn – fir dozebleiwen. Et ass dee fir dozebleiwen, datt ass ganz kloer!

An deem Sënn gétt déi territorial Integritéit, wat jo och en Term ass, dee mer oft héieren an der lescht, guer net respektéiert, mee mat Féiss getrëppelt an absolutt violéiert.

Op déi dräi Punkte wollt ech insistéieren. Dee „moment opportun“, deen d'leschte Kéier genannt gouf, ass scho längst eriwuer, well de Staat Palästina absolutt keng Kontinuitéit méi huet, mee total zersidelt a morceléiert ass an deem Sënn net continu an net souverän ass. Also, de Moment opportun ass scho längst eriwuer. A mir hunn all Interêt, am Sënn vum Fridden an och vum Weltfridden, déi schwaach Partei, an deem heite Fall Palästina – et ass besat a besidelt, et ass ënnert der militärescher Muecht vun Israel, et ass déi schwaach Partei –, ze ënnerstëtzen an ze renforcéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz heizou soen, datt mir reegelméisseg Motiounen zu deem Sujet hunn, a mir hunn och reegelméisseg Debatten zu deem Sujet. A bei all deene Motiounen an Debatte soe mer ëmmer dat selwecht. Dofir wierklech an enger ganz kuerzer Form och hei nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, datt dee Konflikt do nëmme ka geléist ginn, wann et méiglech ass, eng Zweestaateléisung ze fannen. Dat heescht, datt eng diplomateschen Effort muss gemaach ginn. Mee dee muss béidsäiteg gemaach ginn, op béide Säite gemaach ginn. Dat heescht, datt den Dialog muss equilibréiert sinn, dat heescht, datt déi politesch Messagen och mussen equilibréiert sinn an datt een net ka just eesäiteg eng Partei ënnerstëtzen an déi aner net.

A wann ech déi Motioun kucken, déi eis hei virläit, ass déi alles anescht wéi equilibréiert, well déi hëlt resolutt d'Partie vun enger vun de Säiten an déi mécht eng unilateral Condamnatioun vun Israel. An domat kënne mer selbstverständlech an där doter Form net averstane sinn, och wa mer wëssen, datt viles

op béide Säite falsch leeft. Mee esou eng unilateral Condamnatioun ass fir eis net akzeptabel an där Form, wéi se do läit, an dofir wäerte mir dergéintstëmme.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll der Madamm Oberweis Merci soen, dass si d'Theema haut ugeschwat huet. Ech mengen, dass et net verkéiert ass, reegelméisseg op dat Leed hinzeweisen, wat d'Leit do an de besate Gebidder Palästina erfueren. An et ass och eigentlech beschämend fir d'international Communautéit, fir eis alleguerten, dass mer et net fäerdegbréngen, dass do zwéi Staate kënne niewenteneen a mateneen a Fridde liewen.

Dozou gesot, wëll ech awer rappeléieren, dass mer hei eng Motioun als Chamber gestëmmt hunn, an zu där steet d'LSAP och nach ëmmer eent zu eent.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. Da freet den Här Sven Clement d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech mengen, ech kéint e bëssen dat widerhuelen, wat de Claude Wiseler gesot huet, mee ech mengen, datt et doriwwer erausgeet. Mir brauchen eng kloer Zweestaateléisung. Dat ass eppes, zu deem sech Lëtzebuerg scho laang bekannt huet an zu deem och mir eis reegelméisseg bekannt hunn.

Ech war rezent do. Ech hu souwuel mat Palästinenser wéi mat Israelie konnte schwätzen. An eppes, wat ganz kloer ass, ass, datt mer et zumindest muss méiglech maachen, datt d'Palästinenser mol wile ginn. Aktuell gétt et do en institutionelle Blocage, well d'Israeelen d'Walen an Ostjerusalem verhënnere an d'Palästinenser soen: „Mir kënne keng Walen ofhalen, soulaang net all Palästinenser och wile kann!“ Ech mengen, datt dat de Kär vum Problem am Moment ass, deen och en Denouement vun deem ganze Knuet weiderhin e bësse blockéiert. Ech mengen, datt ee sech derfir sollt asetzen, datt et endlech zu demokratesche Wale ka kommen, fir datt aus där net gewielter Palästinenservertredung endlech eng gewielte Palästinenservertredung ka ginn, fir datt een och en Interlocuteur huet, mat deem een tatsächlech op Aenhéicht ka verhandelen an deen och demokratesch legitiméiert ass. Ech mengen nämlech, datt dat haut leider net de Fall ass.

Dann ass ganz kloer an där Motioun hei d'Siidlungstaktik vun den Israeelen, déi e klore Verstouss géint d'Vëlkerrecht ass. Dat gouf schonn op ville Plaze gesot. Ech mengen, datt muss een net nach eng Kéier widerhuelen. An awer ass et besser, et widerhëlt een esou Saache ganz kloer nach eng Kéier.

D'Motioun vun 2014, do si mer dann erëm bei esou engem Fall, deen e bëssen üblech ass: D'Chamber hëlt eng Motioun un – déi hei ass elo aacht Joer al – an da geschitt näischt! D'Chamber huet mat enger Majoritéit d'Regierung zu eppes invitéiert an dat geschitt net. Do muss mir eis awer un der Nues huelen. A wann d'LSAP seet: „Mir stinn nach ëmmer zu där Motioun“ – ech mengen, Dir hutt déi nämmlech Blutgrupp, zumindest politesch gesinn –, majo, da suert derfir, datt dat och geschitt! Dat ass jo mat enger Majoritéit hei ugeholl ginn! Da suert derfir, datt d'Regierung dat och ëmsetzt. Ech mengen, dat géif der Chamber gutt zu Gesiicht stoen.

An zur Motioun muss mer eis leider enthalen, well änlech wéi bei der CSV – a mir gesinn et e bësse manner staark – stéiert eis awer ganz kloer dodrunner, datt hei ganz eesäiteg Partei ergraff gétt a virun allem e komplette Blocage vun Israel gefuerdert gétt.

An ech mengen, et soll een déi zwou Situatiounen net vergläichen. Mir hunn an der aktueller Situatioun mat der Ukrain ganz vill Diskussiounen do ronderëm: Wat sinn déi richteg Sanktiounen? Wéi wäit sollen d'Sanktiounen goen? Wéi eng Felder sanktionéiere mer? A wou hält et op? An des Motioun hei geet wäit doriwwer eraus a fuerdert u sech eng honnertprozenteg Sanktionéierung vum israeelesche Staat. An dat kënne mir net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wëilt och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Oberweis, well se eis op des Manéier erëm op déi Situatioun am Noen Osten opmierksam gemaach huet. Et ass e wichtege Konflikt.

Et ass awer och net méi deen eenzegen am Noen Osten, deen eis wierklech vill Suerge mécht. Et ass och mol net méi dee geféierlechsten am Abléck. Ech mengen, wa mer iwwert den Noen Oste schwätzen, sinn natierlech Situatiounen wéi zum Beispill den Iran, wéi de Krich am Jemen, wéi d'Situatioun a Syrien an nach aner Konflikter, déi eis natierlech am Abléck nach wäit méi mussen beschäftegen. Dat heescht awer natierlech net, datt mer eis net mussen permanent och mat der Situatioun am israeelesch-palästinenseschen Konflikt beschäftegen. Et ass wichteg, datt mer deen net einfach vergiessen, mee datt mer eis weider asetze fir eng friddlech Léisung.

Et ass och esou, datt déi Situatioun, déi elo scho genannt gouf, ëm d'Ukrain, nei Gefore schafft am Mëttermierrum. Mir wëssen, ëm Zypern läit Gas. An et sinn eng ganz Rei Leit drun interesséiert, fir déi geografesch Lokatioun vun Zypern, Israel an esou weider, och elo ekonomesch méi ze notzen. An domadder dréit déi Verschäerfung vun der Situatioun an Osteuropa selbstverständlech leider och derzou bäi, datt nei Krichsrisiken am Mëttermierrum entstinn.

Wéi ass et elo mat der Unerkennung vu Palästina? Et ass eigentlech och an deene leschten aacht Joren, zënter mer déi Motioun hei gestëmmt haten, net esou schrecklech vill um politesche Plang geschitt. Mir haten e Friddensplang vum President Trump. Dir wësst, wat mat deem geschitt ass. Deen ass emol net diskutéiert ginn. Deen ass direkt zrëckgewise ginn. Ëmmerhin hat en de Meritt, mol erëm eppes ze proposéieren, an ze proposéieren, fir erëm Bewegung an de Friddensprozess ze kréien, och wa leider keen Erfolleg iergendwéi domadder verbonne war.

Wat d'Unerkennung vun engem Staat ugeet, muss mer ganz kloer soen, hale mer eis un déi Krittären, déi d'Vëlkerrecht virgesäit: e Staatsgebitt, e Staatsvollek, eng Staatsautoritéit, an déi Fakultéit, mat de Memberstaate kënne friddlech Relatiounen ze féieren. Wann een d'Analys mécht, ech erspueren Iech déi elo, fënnt een da ganz séier, datt keng vun deene véier Konditiounen am Abléck erfüllt ass, esou wéi den Droit international public se virgesäit. Also kënne mer se och net unerkennen, wa mer eis selwer eescht huelen an eis zu dem Droit international public bekenne.

Dat heescht awer net, datt mer net solle probéieren, de Friddensprozess no vir ze bréngen an och d'Palästinenser ze ënnerstëtzen, fir op deem Wee weiderzoukommen, fir kënne den Staatlechkeet fir sech selwer erauszubilden.

Mir sollten och insistéieren, géintiwuer eise palästinenseschen Interlocuteurs, datt d'Menscherechter do mol respektéiert ginn. Op jidde Fall wäit méi, wéi

dat am Abléck de Fall ass. Et kann een natierlech ëmmer Excusen huelen, fir net wielen ze goen, mee mir hätte gär, datt endlech Walen do sinn. Mir hätte gär, datt keng Doudesstrof méi applizéiert gëtt, datt net méi gefoltert gëtt, datt d'Press net méi juguléiert gëtt an all déi aner Saachen a massiv Mënscherechtsverstéiss, déi mer awer leider och an de palästinenseschen Territoiren ëmmer erëm musse feststellen an déi och dokumentéiert sinn.

Den Text vun der Madamm Oberweis huet, wéi gesot, dee grouse Meritt, eis nach eng Kéier op déi Situatioun opmierksam ze maachen an en eis ze appelléieren, fir diplomatesch aktiv ze bleiwen. En huet awer och dee groussen Nodeel, wéi och aner Kollegeen et hei ënnerstrach haten, datt e leider komplett eesäiteg ass an dofir och net kann d'Zoustëmmung vun der ADR fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da geet d'Wuert zrëck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm ...

Nee, fir d'éischt den Här Minister, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, vläicht e puer Wuert, ...

(Brouhaha)

Une voix | Et ass gutt, de Mikro ass un!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Nee, et ass immens déif ginn.

M. François Benoy (déi gréng) | Nee, ech maachen dat. Ech maachen Tech dat.

(*M. François Benoy assiste M. Jean Asselborn à régler la hauteur du pupitre.*)

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | A, merci.

M. François Benoy (déi gréng) | Voilà!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | A, et ass gutt. Merci villmoos.

M. François Benoy (déi gréng) | Et ass gär geschitt!

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Sou, entschëllegt, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech wollt vläicht awer profitéieren, fir e puer Wuert iwwert d'Situatioun um, ...

Une voix | Et ass gutt esou!

(*Hilarité et brouhaha*)

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Sou, bon, also, ech wollt trotzdem e puer Wuert iwwert déi Situatioun Israel/Palästina um Terrain soen, well ech mengen, et ass immens wichtig, dass mer weinstens e Gedankenaustausch doriwier hunn.

Also, Dir wësst, dass et zënter Mäerz eng Well vun Terrorattacken an Israel gouf – 18 Leit goufen dobäi ëmbruecht –, zum Deel vu Palästinenser, awer zum och Deel, dat wësse mer, vun israeelesche Bierger, déi Sympathisante vum Daesh sinn.

D'israeelesch Arméi huet ganz, ganz haart reagéiert, andeems se verschidde Communautéiten am Westjordanland attackéiert an och kollektiv Bestrofungen imposéiert huet, notament géint de Refugiéscamp vu Dschenin.

Doropshin hat ech den Ambassadeur vun Israel bei mech geruff an ech hunn him gesot, dass et géint d'internationaalt Völkerrecht ass, wann ee mat kollektive Bestrofungen operéiert.

Den 8. Abrëll huet den israeelesche Premierminister annoncéiert, et géifen, Zitat, „keng Restriktiounen fir d'israeelesch Arméi am besate Westjordanland gëlen“. Laut de Statistiken huet d'israeelesch Arméi vu Januar bis Juni dëst Joer op d'mannst 62 Palästinenser ëmbruecht, dorënner och Fraen a Kanner.

De 15. Abrëll dunn hunn d'israeelesch Sécherheetskäfte fir d'zweet Joer hannereneen, Dir hutt dat gesinn, d'al-Aqsa-Moschee während dem Ramadan gestiermt. Et sinn dobäi iwwer 150 Palästinenser blesséiert ginn a 470 Leit, dorënner och 60 Kanner, si festgeholl ginn. D'Europäesch Unioun huet doropshin ëffentlech ënnerstrach, dass d'Reliounsfräiheet an de Status quo vun den hellege Plazen zu Jerusalem musse respektéiert ginn.

Den 11. Mee gouf dunn déi palästinensesch Journalistin Schirin Abu Akle erschoss. Déi eng soen, et wier en Accident gewiescht, déi aner soen, et wier geziilte Mord. Just esou vill vu mir: D'Madamm Abu Akle hat en Helm an eng schosssécher West un, wou kloer Press drop stoung! Si an hir Kollege waren 300 Meter ewech vun der Plaz, wou gekämpft ginn ass. Sait dem Joer 2000 si laut Reporters sans frontières 30 Journalisten zu Gaza an am Westjordanland vun der israeelescher Arméi ëmbruecht ginn. A kengem vun deene Fäll sinn déi Persounen zur Rechenschaft gezu ginn.

Um Begrëfnis dann, dat hu mer och gesinn, vun der Madamm Akle den 13. Mee zu Ostjerusalem, hunn d'israeelesch Sécherheetskäfte d'Sargdréier attackéiert, soudass d'Kontroll iwwer de Sarg verluer gaangen ass. An ech mengen, mir wëssen alleguerten net mat Wierder ze beschreiwen, wat een dovunner ze halen huet.

Schlussendlech gouf et dunn den 29. Mee nach de sougenannte „flag march“ vun israeeleschen Ultranationalisten duerch Ostjerusalem, wou „Doud den Araber“ gejaut ginn ass, a wou änlech rassistesche Slogane geruff goufen. 81 Palästinenser goufen dobäi verletzt.

Parallell dozou gouf et nach zwou aner Entwécklungen. Dir wësst dat: D'israeelesch Autoritéiten hunn e Gebitt vun 3.000 Hektar, 3.000 Hektar am Westjordanland, wou iwwer 1.000 Palästinenser wunnen, einfach als militäreschen Übungsterrain deklaréiert. Dës Leit stinn elo ënner akutem Risk, fir onfräiwëlleg deplacéiert ze ginn.

Gläichzäiteg huet Israel Pläng fir 4.000 nei Wunnen an den illegale Siidlunge virugedriwwen. A béides sinn, wéi Der wësst, Verstéiss géint d'internationaalt Völkerrecht.

Op politeschem Plang gesäit et leider net besser aus. Den 21. Juni huet jo och d'israeelesch Regierung annoncéiert, dass d'Knesset géif opgeléist ginn, soudass et elo den 1. November déi fënneft Wale gëtt bannent véier Joer. De President Abbas op där anerer Säit, sou ass ugedeit ginn, huet praktesch keng politesch Legitimitéit méi, a kee weess, wéi et soll weidergoen, wann hien enges Daags net méi do ass.

D'Zweestaateléisung – ech mengen, den Här Wiseler huet dat kloer gesot, ech kann dat och soen am Numm vun eis alleguerten – op Basis vun de Grenze vun 1967 a mat Ostjerusalem als Hauptstadt vu Palästina ass a bleift a mengen Aen déi eenzeg gerecht an dauerhaft Léisung vum Konflikt.

Allerdéngs gëtt dës Léisung all Dag weider futti gemaach duerch d'israeelesch Siidlungspolitik. Hei nëmmen eng Zuel: Et sinn elo 600.000 Leit, déi an den illegale Siidlungen am Westjordanland wunnen, also d'Awunnerzuel vu Lëtzebuerg op engem Gebitt, wat eigentlech sollt enges Daags de palästinensesche Staat sinn.

Wann Dir haut mat de Jonken a Palästina oder och an Israel schwätzt, soen der vill: „Wann et keng zwee Staate kenne ginn, dann eeben ee Staat, wou jidder een déi selwecht Rechter huet.“ Dat allerdéngs geet och erëm net, well dann déi jiddesch Communautéit an Israel net méi an der Majoritéit wier.

A wéi Der wësst, huet jo Israel 2018 de jiddeschen Nationalstaat deklaréiert. Also si mer an engem Däiwelskrees. Et ka weeder zwee Staaten nach ee Staat ginn. Mee wat bleift iwwer? Eng éiweg Occupatioun! De facto een eenzege Staat, awer mat ongläiche Rechter fir déi eng oder fir déi aner. Dat ka jo net d'Äntwert sinn.

Wéi Der wësst, an Dir hutt et och alleguerten ugeschnidde, déi Motioun vun 2014, déi seet, dass d'Regierung invitéiert gëtt, de Staat Palästina bannent de Grenze vun 1967 unzeerkennen, au moment jugé le plus opportun.

Sou, et ass sech elo effektiv ze froen, an et ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg déi Fro ze stellen: Wa mer Palästina unerkennen, wat bréngt dat? Bréngt et wierklech eppes? Hëllef dat de Leit konkret oder ass et nëmme reng symbolesch? An do huet ee gesinn, um Beispill vu Schweden 2014, datt dat absolutt keen Affekt huet, wann ee Land eleng dat mécht.

An duerfir mengen ech nach ëmmer, dass mer, fir dass dat soll dee richtegen Impakt hunn, mussen zu enger zolitter Zuel vu Memberstaate sinn, déi dat zesumme maachen. An do spillt Frankräich – ech hunn dat schon deemoos 2014 gesot – een zentrale Rôle. Soubal Frankräich dee Schrëtt géif maachen, sinn ech dervun iwwerzeegt, dass mindestens eng hallef Dosen, wann net méi Länner hannendru wiere fir ze suiweieren an dann och d'Unerkennung ze decidéieren.

Dir wësst och, fir ofzeschléissen, Här President, dass néng Memberstaate Palästina bis elo unerkannt hunn: Malta, Zypern, d'Tschechesch Republik, Slowakei, Rumänien, Bulgarien, Ungarn, Polen a Schweden. An ausser Schweden hu se dat alleguerten am Joer 1988 gemaach, also ier se Deel ware vun der Europäescher Unioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn. Da kritt nach den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Nathalie Oberweis, d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci nach eng Kéier, Här President. Merci fir d'Reaktiounen, léif Kollegeen. Merci och dem Minister fir seng Wierder.

Ech wéilt just op e puer Saachen agoen. Also fir d'éischt, effektiv, wann de Moment opportun net do ass an net genuch Länner do si fir matzegoen, bon, da kann ee sech froen, wéini een et mécht. A warscheinlech wäert et drop erauslafen, dass mer et ni maachen. Dann hu mer och gutt geschafft! Dat ass dat Éischt.

Gutt. De Verrieder vun der LSAP huet un d'Motioun erënnert. Effektiv, jo, wéi soll ech soen ...? Jo an dann? Do froen ech mech: Wat maache mer dann do mat deem Rappel un d'Motioun? Wat geschitt dann, wann d'Motioun net ëmgesat gëtt? Ech mengen, dovunner huet keen eppes. Op d'mannst sinn d'Palästinenser et weiderhin, déi hiert Land ewechgeholl kréien.

Dann hunn ech héiere vum Verrieder vun der CSV, d'Situatioun géif nëmme geléist ginn, wa mer eng Zweestaateléisung hätten. Ech géif mer och eng Zweestaateléisung wënschen. Ech géif mer dat och wënschen. Mee de facto um Terrain gëtt déi Zweestaateléisung all Dag mat Féiss getréppelt an zerstéiert. Si gëtt säit Joren zerstéiert. Den Här Asselborn

huet et elo just gesot. Dat ass – wéi soll ech soen? – e Wonschdenken, vun der Zweestaateléisung ze schwätzen an nâischt ze maachen. Et geschitt guer nâischt. Si gëtt all Dag just méi verhënnert a méi onméiglech gemaach vun der israellescher Zersiedlungspolitik. An dohier, dat ass eigentlech nach just Wonschdenken an eppes widderhuelen, wat am Endeffekt guer nâischt méi ausseet, wann een nâischt derfir mécht.

An da mer ze soen, dass ech eesäiteg sinn! Wësst Der, Déi Fro vun der Eesäitegkeet ass eppes, wat mech säit Jore beschäftegt. An dat ass wierklech eng passionant Fro, déi ee sech d'ailleurs an all de politesche Froe ka stellen. A wann ech kucken, wat um Terrain geschitt, mir schwätze vun enger Besetzung: Jo, dat ass net e Conflit à deux parties égales. Et ass net déi eng géint déi aner, mee se sinn op deem selwechten Niveau. Et ass deen een iwwert deem aneren! Deen ee besetzt deen aneren, jo. Wann een dat seet, dann ass d'Siedlungspolitik eesäiteg. D'Besetzung ass eesäiteg. De Landraub ass eesäiteg. D'Haiserzerstéierung ass eesäiteg an esou weider. Dat ass eesäiteg!

A jo, da stinn ech mam internationale Recht do a mat de Mënscherechter an da sinn ech eeben eesäiteg, wann ech soen: Ech stinn op der Säit vun internationale Recht an ech fuerderen d'Ëmsetzung vum Vëlkerrecht a vum internationale Recht! Et ass ganz einfach, well et esou ass.

An da géif ech gär nach eng Saach soen. An zwar de Rappel un eis alleguer, an dann halen ech op, de Rappel vun dräi Obligatioune vun de Staaten. Dem internationale Recht no hunn d'Staaten d'„obligation de ne pas reconnaître une situation illicite“, dat maache mer net; „devraient prêter aucune aide ou assistance au maintien d'une situation illicite“, dat maache mer net; „faire respecter par Israël le droit international“, maache mer net, a „veiller à ce que soit mis fin aux entraves au droit à l'autodétermination des palestiniens“, dat maache mer och net!

Mir respektéieren d'internationaalt Recht net. A mir missten déi Obligatioune, déi mir hunn, an den Här Asselborn weess dat ganz sécher, ëmsetzen. Mir maachen et net! Also, an deem Sënn setze mir hei d'internationaalt Recht och net ëm.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kënnen ... Nee, den Här Claude Wiseler freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Claude Wiseler (CSV) | Jo. Ech wëll zwar zwou Remarke maachen. Déi éischt Remark, dat ass, datt ëmmer vun enger Motioun geschwat gëtt, déi am Dezember 2014 gestëmmt ginn ass. En fin de compte hu mer zwou Motiounen gestëmmt 2014, a se sinn allen zwou uegell ginn. An ech referéiere mech op déi, déi den Här Mosar 2014 erabruucht huet an déi vun eiser Fraktioun matgestëmmt ginn ass an hei an der Chamber uegell ginn ass. Déi seet, datt déi Reconnaissance am Kader vun enger Zweestaateléisung sollt gemaach ginn, wann d'Pourparlers de paix op béide Säiten de kéinte gemaach ginn a wann op där enger Säit dem État d'Israël d'Securitéit garantéiert ginn ass an op där anerer Säit de Palästinenser d'Indépendenz an d'Demokratie. Et ass déi Motioun, un déi mir eis nach ëmmer halen, wa mer an deem Dossier wëlle schwätzen.

Déi zweet Remark, déi ech wëll maachen, och un den Här Asselborn: Ech hu gudd verstanen, wat Dir eis elo alles un dramateschen Evenementer beschriwwen hutt. An ech verstinn och déi Gefiller, déi Dir hutt an och mir hunn, wann Der dat beschreift. Mee ech hätt just gär an där Diskussioun, wa mer déi Diskussioun da féieren, datt mer dann awer trotzdeem och déi aner Säit vun der Geschicht kucken.

Ech hunn hei de Bericht vun Amnesty International 2021-2022 iwwert dat, wat a Palästina geschitt, wat do u Mënscherechter a Fro gestallt gëtt, wat do Dé- tentions arbitraires, Torturen an aner Traitementer geschéien, utilisation excessive de la force an esou weider, och Krichsverbrieche geschéien.

Ech hätt zumindest gär, datt an den Discoursen an an de Motiounen déi dann och géingen ernimmt ginn, d'selwecht wéi déi, déi hei fir d'Israélien ernimmt ginn. Dat wär an enger Diskussioun, wou mer mat zwou Partien ze dinn hunn, sënnvoll. An ech mengen, datt een nëmme weiderkënn, fir Fridden ze schafen an enger Géigend, wann een och d'Revendicatioune vun deenen zwou Partië gesäit an net nëmme vun enger.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da ginn ech nach eng Kéier d'Wuert zréck un den Här Asselborn.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Bon, mir hunn zënter 2016 an der Europäescher Unioun kee Konsens méi, fir op eng Zweestaateléisung ënnert deene 27 hinzeschaffen. Dat ass e Fait. Dat ass direkt nom Brexit geschitt. An dat bedauern ech ganz, ganz vill mat e puer anere Kolleegen. Ech hunn, Här Wiseler, hei drop higewisen, wat d'Faite sinn. Just, wat d'Faite sinn!

A mir musse wëssen, mir probéieren och elo, fir e Conseil d'association zustanen ze kréien an der Europäescher Unioun. Ech hëllef och mat. An da musse mer awer, wann den israellesche Premier oder Ausseminister do ass, vlâicht deen neien oder een alen neien, wa mer déi Froe kënnen stellen, awer och eng Positioun hunn als Europäesch Unioun. Wa mer als Europäesch Unioun net méi kapabel sinn, eng Positioun ze hunn, jo, dann ziele mer net méi a mir ginn negligéiert. Dat ass elo schonn de Moment de Fall. An duerfir, mengen ech, dat Wuert ginn ech Iech, ass also d'Lëtzebuurger Positioun zu Bréssel an där Saach hei eng, dass mer drop hirschaffen, fir eng Méiglechkeet ze schafen, dass déi zwou Säite sech erëm kënnen un den Dësch setzen an dass een duerch Negociatioune kann eng Zweestaateléisung hikiréien. Dat ass kloer. Dat ass eist Zil.

Op déi aner Manéier wëll ech awer och nach eng Kéier soen, dass et hei e Staarken an e Schwaache gëtt. An dee Staarken, deen et gëtt, deen abuséiert vun internationalem Recht. An ech mengen, dat muss kënnen kritiséiert a condemnéiert ginn. Alles, wat geschitt a Palästina, am Westjordanland, am Gaza, ass selbstverständlech och ze kritiséieren, mee hei geet et ëm dat, wat dee Staarke mécht par rapport zu deem, wat e misst maachen a misst respektéieren a Saachen internationalem Recht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Da kënnen mer elo zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass mat 2 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmme an 2 Abstentioune ofgewisen.

Ont voté oui: Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt

épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Dan Biancalana), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Sven Clement et Marc Goergen (par M. Sven Clement).

5. 8045 – Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession du Royaume de Suède, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022

8044 – Projet de loi portant approbation du Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Finlande, fait à Bruxelles, le 5 juillet 2022

Mir kommen elo zum Projet de loi 8045 an zum Projet de loi 8044 iwwert den NATO-Bäitritt vu Schweden a vu Finnland. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapporteuse vun deem Projet de loi, déi honorabel Madamm Lydia Mutsch. Madamm Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapporteuse | Merci, Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, mat deenen zwou Gesetzer ratifizéiere mir also haut de Bäitritt vu Schweden a Finnland an d'NATO.

No laanger militärescher Neutralitéit hunn déi zwou Länner decidéiert, Member an der NATO ze ginn. Den Ugrëffskrich vun der Russescher Federatioun op d'Ukrain an d'Verännerung vun der Sécherheetlag an Europa an an der Welt hunn déi zwou Staaten derzou beweegt, eng historesch Decisioun ze treffen.

Den 18. Mee hu si hir offiziell Demande gemaach. D'NATO huet dese Bäitritt widderholl an de Kontext vun hirer Open Door Policy gesat. D'Grundlag vun der NATO-Erweiderungspolitik ass den Artikel 10 vum Nordatlantikverdrag vum 4. Abrëll 1949. An deenen Artikel definéiert, ech zitieren: „D'Parteien kënnen, duerch eestëmmegen Accord, all aneren europäesche Staat, dee kapabel ass, d'Entwécklung vun de Prinzipien vun deem Vertrag ze féieren an zu der Sécherheet vun der Nordatlantikkregioun bäizetroen, invitéieren, fir dem Vertrag bäizetrieden.“ Keng drëtt Partei huet dee Moment e Matsproocherecht. Am Choix vun hiren Allianze sinn d'Natiounen souverän.

Um rezenten NATO-Sommet zu Madrid hu Finnland a Schweden hir Entschéidung reconfirméiert a si ass vun den NATO-Membere begréisst ginn. Nodeems

en trilaterale Memorandum tëscht Finnland, Schweden an der Tierkei ënnerschriwwen ginn ass, waren all d'Memberstaaten averstanen, fir déi zwee Kandidaten opzehuelen.

De 5. Juli hu Schweden a Finnland jeeeweils e Protokoll zum Traité vum der NATO ënnerschriwwen. Den 11. Juli huet eis Regierung déi zwee Gesetzesprojeten deposéiert, fir déi Protokoller ze ratifizéieren. Dee selwechten Dag huet de Staatsrot seng Avisen ofginn. Déi aussepolitisch Kommissioun ass och den 11. Juli zesummekomm an huet an enger Sëtzung déi zwee Projekte presentéiert kritt, ech sinn als Rapportrice ernannt ginn, d'Avise vum Staatsrot si berücksichtegt an déi zwee Rapporten eestëmmege uegholl ginn.

Här President, méi séier kann e Parlament net schaffen! D'Prozedur war deemno ganz kloer méi acceleréiert wéi üblech, well et immens wichteg ass, dass mir déi zwee Protokoller esou séier wéi méiglech ratifizéieren.

De Baitrëtt vu Schweden a Finnland ass eréischt realiséiert, wann déi 30 NATO-Memberen d'Protokoller ratifizéiert hunn.

Et wier an der aktueller Situatioun kaum virstellbar gewiescht, dass eis Chamber eréischt am Oktober zesummekomm wier, fir déi zwee Gesetzer ze stëmmen. Op den Dag vun haut hu Kanada, UK, Estland, Norwegen, Dänemark, Island, Albanien an Däitschland déi zwee Baitrëttprotokoller ratifizéiert. Mir sinn deemno mat derbäi am éischte Peloton, an dat ass och gutt esou.

Ech wéilt dofir eisem President, dem Yves Cruchten, an alle Membere vun der aussepolitescher Kommissioun Merci soen, dass mir op dee Wee konnte goen.

Kolleeginnen a Kollegen, mir hunn zënter geschwëfennef Méint e Krich matten an Europa. Déi international Sécherheetsituatioun huet sech fundamental an dramatesch verännert. Doderch huet sech och d'NATO mussen nei positionéieren. Um Sommet zu Madrid, wou mir duerch dräi Regierungsmembere vertrauede waren, hunn d'NATO-Memberstaaten en neit Strategiekonzept adoptéiert. D'Erweiterung vun der NATO schreift sech an déi nei Gesamtstrategie an.

D'Grundlag bilde weiderhin déi dräi fundamental Aufgaben vun der NATO: d'Ofschreckung an d'Verdeedung, d'Krisepreventioun a -gestioun an déi kooperativ Sécherheet. En zousätzleche Fokus gëtt ënner anerem op d'Cyberdefense geluecht, op d'Resilienz um Terrain, op den zivilen Krisenmanagement an der Reaktioun op Katastrophenhëllef a Gesondheetsnoutfäll, op d'Auswierkung vum Klimawandel oder déi ëmmer méi dramatesch Liewensmëttelonsécherheet an hir Repercussiounen op déi global Sécherheetsituatioun.

Kommt, mir vergiessen och net, dass d'Aarbecht vun der NATO immens wichteg ass am Beräich vun der humanitärer Hëllef a vun der Kooperatiounszesummenaarbecht, fir op eng securiséiert Aart a Weis Hëllef um Terrain kënnen ze leeschten.

Aus all deene Grënn ass et ganz wichteg, dass all d'Memberlänner vun der NATO zesammenhalen an där verännerten Sécherheetslag Rechnung droen.

Mat der Ratifizéierung vun deenen zwee Baitrëttprotokoller setze mir haut e wichtegt Zeechen. Lëtzebuerg war, ass a bleift e fiabelen a solidareschen Partner fir d'NATO. Mam Baitrëtt vu Schweden a Finnland ginn och déi demokratresch Valeure vum Bündnis gestärkt. D'Memberstaate si grad an deesen Zäiten, wou d'Souveränitéit vun engem europäeschen Land a Fro gestallt gëtt, esou géeeent wéi scho laang net méi.

Schweden a Finnland si scho säit Joerzéngte ganz enk Partner vun der NATO. Déi zwee Länner sinn

dynamesch, modern a fortschrittlech Staaten, bei deenen den Asaz fir Demokratie a Rechtsstaatlechkeet e besonnesche Stellenwert huet. Domat sti si och Lëtzebuerg an eis Valeure ganz no. An dofir huet et och kee verwonnert, dass eis Regierung d'Demande vun deenen zwee Länner, fir der NATO bäizetrieden, direkt an ouni Ëmweeër ënnerstëtzt huet. Eist Land begréisst Schweden a Finnland als nei Memberlänner vun der NATO an dofir ratifizéiere mir och haut als Chamber d'Baitrëttprotokoller esou séier, wéi et méiglech war.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet a ginn och den Accord vu menger Fraktioun mat op de Wee.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Lydia Mutsch.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Cruchten an der Madamm Mutsch Merci soe fir déi schnell Aart a Weis, wéi mer hei geschafft hunn, well dat hei ass déi éischte Kéier, dass mer am Fong schonn e Rapport haten, éier mer d'Gesetz deposéiert haten. Mee mir waren och als Opposition domadder d'accord.

Ech wëll just dem Här Di Bartolomeo soen: Wann hie sech ëmmer rüüm, wéi schnell hien a Coviddossiere schafft, den Här Cruchten ass des Kéier besser gewiescht!

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler (CSV) | Esou schnell war et nach ni gaangen.

(Brouhaha et hilarité)

Viru sechs Méint hätt een et a sech nach als onméiglech empfonnt, dass Finnland a Schweden hir Neutralitéit géifen opginn. Déi Neutralitéit war en fin de compte en Deel vun hirer Geschicht. Mee net nëmmen Deel vun hirer Geschicht, och en Deel vun der Aart a Weis, wéi se Politik gemaach hunn, wéi se geduecht hunn, wéi d'Leit an der Politik sech an hirem Selbstverständnis gesinn hunn. A laang ass och consideréiert ginn, dass déi regional Securitëit op deser Neutralitéit am Norde vun Europa géif baséieren. Dat war vu jiddwerengem akzeptéiert, och an Europa.

Den Term „Finlandisatioun“ ass eppes, wat am Fong d'Sënnbild fir d'Neutralitéit a fir den Non-alignement weltwäit ass.

D'ailleurs, soen ech, ass et och gutt, wann eng Rei Länner net alignéiert sinn, wann eng Rei Länner als neutral weltwäit unerkannt ginn, well dat gëtt heiansdo a Konfliktsituatiounen d'Méiglechkeet, fir en Terrain ze fannen, wou ee ka matenee verhandelen.

Mee Neutralitéit ass e Konzept aus der Nokrichsäit. Déi Neutralitéit, vun där mer hei schwätzen, ass eng vun de sowjetesche Konditiounen gewiescht, fir verschiddene Länner, déi besat waren, hir Independenz ze ginn, fir d'éischt unposéiert, mee dunn awer och vun de Bevëlkerungen akzeptéiert. D'ailleurs net nëmmen a Finnland an a Schweden, och an Eisträich zum Beispill war dat de Fall. An déi hunn dat souguer an hire Gesetzer tel quel verankert als Prinzip.

Nom Krich ass och consideréiert ginn, dass a Schweden a Finnland d'Neutralitéit a sech fir méi Sécherheet vun deene Länner stéing. Mee wann ee kuckt, wéi et weidergaangen ass: Och Schweden huet lues a lues, an haaptsächlech säit 2014, ugefaangen, sech vun där Neutralitéit ze entfernen. Éischtens, andeems se säit 2014 e ganz staarke Renforcement vun hirer

Arméi gemaach hunn. Zweetens, andeems se och e Rapprochement mat der NATO gemaach hunn. An drëtzens, andeems se diplomatesch ëmmer méi op Distanz mat Russland gaange sinn.

Bei Finnland ass et geschichtlech e weénege anescht, well Finnland nach bis 1917 zu Russland gehéiert huet an och géint Russland am Zweeten Weltkrich gekämpft huet an duerno e Frëndschaftsaccord mat Russland war, deen d'Neutralitéit och beinhalt huet, fir dass se konnten hir Independenz bewahren. Dat ass d'ailleurs 1995, wéi Finnland an d'EU komm ass, deelweis a Fro gestallt gi sengerzäit.

Mee dat muss een esou gesinn, well dat ass d'Realitéit, déi batter Réalitéit vun haut: De russeschen Iwwerfall op d'Ukrain huet alles geännert! D'Neutralitéit schützt net méi. D'Neutralitéit an d'Noperschaft vu Russland ginn haut als Schwächt consideréiert. Dee „Pufferstaat“, wéi en ëmmer consideréiert ginn ass, ass haut kee Pufferstaat méi, mee gëtt iwwerfall, wann net kloer an d'äitlech d'Protektioun vun anere Länner do ass.

Dës Länner, Schweden a Finnland, hunn dat gemierkt a consideréieren, dass d'Neutralitéit e Konzept vum viregte Joerhonnert ass. Et ass haut keng Äntwert méi op d'Sécherheets- a Verteidigungsfroen, déi sech haut stellen.

D'Neutralitéit, déi mécht Sënn, an nëmme Sënn, wann ee kann dervun ausgoen, dass d'internationalt Recht d'diplomatesch Bezéiunge reegelt. Wann awer eng vun de Parteien d'internationalt Recht mat Féiss stéisst a rennt, dann ass et just nach d'Muechtpolitik, déi zielt, an dann ass d'Neutralitéit näischt méi wäert.

Hei sinn zwee Länner mat staarken, trainéierten an asazfähigen Arméien. Dat ass a sech fir d'NATO eng zolidd Verstärkung mol an enger éischter Hisiicht. A si si souwieso scho fir eis als Europäer zwee EU-Länner mat alle Verpflichtungen, déi d'EU souwieso schonn an hiren Traité fir hir Sécherheet huet.

Wat bréngt déi Adhesioun elo Finnland a Schweden? Mee haaptsächlech a just d'Protektioun vum Artikel 5 vum NATO-Traité, dat heescht, de Fait, dass net nëmmen d'EU-Länner, mee och Amerika an déi aner Länner sech responsabel erklären, fir hir Verteidigung ze garantéieren am Fall, wou se géifen uegraff ginn, wou aner Zaldote géifen op hiren Territoire Zaldote setze respektiv se ugräifen.

Et ass also hei an eisen Aen eng Verstärkung och fir d'EU-Verteidigung am grouse Ganzen. Aus all deene Grënn an aus der haiteger Situatioun eraus ass et fir d'CSV-Fraktioun eng absolutt Evidenz, dass mer eis Zoustëmmung zu deenen zwee Gesetzer wäerte ginn.

Merçi.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dass grad Länner wéi Schweden a Finnland géifen esou séier eng Demande maachen, fir an d'NATO ze kommen, dat hätt mat Sécherheet kee fir méiglech gehalen. Mee nom 24. Februar huet d'Welt immens geännert. An déi zwee Staaten, déi u sech joerzéngtelaang – bei Schwede kann ee soen „zwee Joerhonnerte laang“ – op hir Neutralitéit gepocht hunn, deenen ass et op eemol net séier genuch gaangen, fir Member vun der NATO ze ginn.

Ech mengen, d'Ursaach ass bekannt. Iwwert déi brauche mer hei net méi vill Wieder ze verléieren.

Obwuel et extreem schlëmm ass, datt dee Krich nach ëmmer undauert. Een inakzeptabele Krich. An dat muss een eng Kéier ganz daitlech hei ënnersträchen! Dat, wat d'Russen a virun allem den Här Putin do de 24. Februar declenchéiert hunn, ass ganz grausam, ass ganz schlëmm. An dat kënne mer op kee Fall esou akzeptéieren.

Ech wëll och selbstverständlech direkt hei betounen, datt d'Demokratesch Partei ganz kloer derfir ass, datt déi zwee Länner elo neie Member vun der NATO solle ginn. Et ass ouni Zweifel och eng Verstärkung fir d'NATO. Wann ee Finnland elo hält, do geet elo u sech, wéi gesot, en Neutralitéitsdenke vun 80 Joer op en Enn. Bei de Finnen, déi ouni Zweifel de Wanterkrich vun 1939/1940 nach an de Schanke setzen hunn, do ass dat mat Sécherheet nach méi ze verstoën.

Souguer de Moment kann een nach soen, datt Finnland zum Deel e bëssen ënnert der Fuchtel vu Russland steet. An ech muss och hei un deen ominöse Frëndschäftsvertrag – wann ee schonn dat Wuert „Frëndschaft“ hei muss huelen, mee en heescht offiziell nun eeben esou – erënneren. A gottseidank gehéiert dat dann elo awer der Vergaangenheet un.

Ech mengen, Finnland huet 23.500 Berufszaldoten an 870.000 Reservisten. Dann hu se nach e Grenzschutz vun 3.800 Mann, deen am Fong geholl kann och verdräifacht ginn, wann et misst sinn.

An deem Land war ëmmer eng ganz grouss Skepsis, fir der NATO bäizetrieden. A wann ech hei un eng Rei Sondagen erënneren aus deene leschten 20 Joer, da waren et ëmmer maximal 25 % vun de Bierger, déi derfir waren, datt Finnland sollt der NATO bäitrieden. An deene leschte Méint sinn natierlech och Sondagë gemaach ginn – du war et just ëmgedréit. Do ware 75 % derfir, datt Finnland sollt an d'NATO erakommen. A Finnland huet och ëmmer eng gewëssen Angscht gehat vis-à-vis vu Russland. Dat erkläert sech och doduerch zum Beispill, datt Finnland nom Kale Krich reegelméisseg nach ëmmer Bunkere gebaut huet. An déi hunn déi bestëmmt net gebaut, fir do d'Vakanz ze verbréngen. An dat seet, wéi gesot, méi wéi genuch.

Wat Schweden ubelaangt, do muss een drop hiweisen, datt Schweden eng ganz staark Marine huet. Si hu plus ou moins 50.000 Zaldoten. An da muss een och op d'Insel Gotland hiweisen, déi strateegesch immens wichteg ass. Soudatt et och, wéi gesot, fir Schweden en immens wichtege Bäitrag ass, der NATO elo bäizetrieden.

Am Global Firepower Ranking gëtt iwwregens Schweden op der 22. Plaz gefouert a Finnland op der 53. Déi zwee Länner hu jo awer och schonn eng gewëssen Erfahrung mat der NATO. Ech mengen, et sinn eng Rei gemeinsam Manövere scho gemaach ginn. Et ass och e bësse versicht ginn, en Alignement ze maachen zwëschen dem Ekipement vun militäresche Material. Och dat beweist also, datt trotz allem awer déi zwee Länner schonn eng gewësse Sympathie – fir et emol esou auszedrücken – fir d'NATO an all deene Joren haten.

Ech ka mer virstellen, datt besonnesch um Niveau vun de baltesche Staaten elo och e gewëssent Opootme kënn. Well grad déi baltesch Staate si jo déi, déi de Moment mat déi gréissten Angscht hu vis-à-vis vun dem Aggresseur – an et ass en Aggresseur; dat kann een net méi wéi oft hei ënnersträchen –, u Russland. An dowéinst ass dat heiten eng Stärkung vun der Ostflank, ouni Zweifel.

Et konnt och gottseidank elo eng Eenegung mat der Türkei fonnt ginn, obwuel een dat och elo net soll hei iwwerbewäerten. Ech mengen, dat, wat den Här

Erdoğan déi lescht Wochen opgefouert huet, zeugt och net onbedéngt vun engem Solidaritéitsgedanke vis-à-vis vun der NATO; obwuel säi Land jo awer och Member vun der NATO ass.

Datt elo dee Konsens do konnt, virun allem mat Schweden, fonnt ginn, ass zwar ze begrëssen, mee et d'äerf een awer net vergiessen: Dat riskéiert awer, och a Schweden, gewëssen innepolitesch Problemer mat sech ze bréngen.

Datt elo den Här Putin Menacen aussprécht vis-à-vis vun deenen zwee Länner, dat ass méi wéi lamentabel! Ech mengen, grad den Här Putin soll roueg sinn, deen am Fong geholl guer kee Sënn huet, fir Musterdemokratien. An ech géif déi zwee Länner scho bal als Musterdemokratie dohistellen. Dowéinst soll e ganz, ganz roueg sinn! An, ech mengen, och mir sollen dat net iwwerbewäerten, wann en och elo vis-à-vis vun deenen zwee Länner seng Muskelen do spille léisst.

Déi ganz Diskussioun féiert eis awer och derzou, fir awer emol d'Fro ze stellen: Wéi ass et mat de véier anere Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn, déi de Moment net Member vun der NATO sinn? Inwiefern, datt och do vläicht déi Diskussioun awer eng Kéier misst declenchéiert ginn. Ech mengen, ech denken u Malta, ech denken u Zypern, ech denken un Éisträich an ech denken un Irland. Ob net awer och sollen op deem Niveau vläicht emol Gedanke gefouert ginn, inwiefern datt et awer elo eng zousätzlech Verstärkung fir d'NATO wär, wann och esou Länner der NATO géife bäitrieden.

Elo gëtt natierlech d'NATO duerch dee Bäitritt vun deenen zwee Länner zousätzlech europäiséiert. Dat ass och fir eis als klengt Lëtzebuurger Land immens wichteg. Ech mengen, mir, déi natierlech en Esprit ouvert hunn – mussen hunn – vis-à-vis vun der Sécherheetsuednung an Europa. An dat bréngt eis natierlech och an nach méi eng komfortabel Situatioun.

Vläicht, erlaabt mer Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz awer och nach iwwer déi Aart a Weis, wéi mer u sech déi zwee Gesetzer elo hei ficeliéiert hunn, ze schwätzen. Dat ass natierlech op eng ganz onorthodox Manéier vir sech gaangen. Ech wëll awer ganz kloer hei betounen, datt d'Demokratesch Partei hannert där Form steet, datt mer gëschter Owend um 17.30 Auer e Rapport ugeholl hunn, an haut elo schonn driwwer diskutéieren an en ofstëmmen.

Dat zeechent Lëtzebuerg aus! An et ass och gutt, datt mer dat maachen. Ech mengen, mir sinn elo dat zweet Land, wat u sech déi Ratifizierung virhëlt; oder dat drëtt, wéi et dann och ëmmer ass. Op alle Fall: Mir sinn am viischte Peloton. Dat war fréier net ëmmer de Fall. Do ware mer éischter méi an der Mëtt.

Et d'äerf ee jo net vergiessen, dat wëllt elo net heeschen, wann déi 30 Memberstaaten dat hei ratifizéiert hunn, datt dann automatesch Schweden a Finnland an der NATO sinn. Also, et kann en dervun ausgoen, datt et awer nach sechs bis aacht Méint, deemno wéi, am schlëmmste Fall, dauert, bis se definitiv Member sinn.

Ech wëll vläicht ofschléissend soen: Dat hei ass op alle Fall emol eng grouss Nidderlag fir den Här Putin. Ganz kloer! Ech mengen, den Här Putin ... An ech maache mech elo zum Interpret vun Här Stoltenberg, dem Generalsekretär vun der NATO, dee gesot huet: „Den Här Putin wollt am Fong geholl manner NATO laanscht seng Grenzen hunn. Mee bon, duerch säin Oprieden an deene leschte Wochen, kritt en elo méi NATO laanscht seng Grenzen.“ An dat ass och gutt esou.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Nee, dat schéngt net esou de Fall ze sinn. Dat steet zwar esou hei.

(Interruption)

An dann ass et un där honorabler Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och ufänken an direkt am Ufank der Rapportrice, awer net nëmme hir, ech mengen, der ganzer Ekip hannendrun, och dem Staatsrot, hei ee grouse Merci soen, fir dee Rekordtempo, mat deem mer un dee Projet de loi erugaange sinn. Deen huet musse ganz schnell aviséiert ginn, an de Rapport redigéiert ginn.

An dass mer dat an deem Tempo gemaach hunn, dat weist och op d'Wichtigkeet hi vun dësem Gesetzestext. Well mat enger schneller Ratifikatioun wëlle mir och en Zeeche setzen un eis Partner aus der NATO, awer virun allem och u Schweden an u Finnland, fir hinnen ze weisen, dass hire Bäitritt zur NATO eis immens wichteg ass.

An natierlech ass d'Urgence och der aktueller Sécherheetssituatioun a méi prezis natierlech dem Krich vu Russland an der Ukrain geschël. Dese Krich gëtt och begleet duerch Drounge géint iwwer enger Partie vun NATO-Länner, an och vun enger ganz aggressiver Rhetorik säitens dem President Putin, deen en Atomkrich net ausschléisst a wirklech net virun esou Aussoen zréckschreckt.

(Interruption)

A fir déi puer, déi elo vläicht mengen, dat heiten, also d'Adhésion vu Finnland a Schweden zur NATO, wär elo vläicht nach eng weider Provokatioun fir de Putin, „heimat géif Russland weider an den Eck gedriwwen ginn“, do muss ee soen, dass et hei absolutement net ëm russesch Sécherheetsinteresse geet. Et geet reng ëm d'Sécherheetsinteresse vun zwee Länner, déi sech grad duerch déi russesch Aktiounen iwwer déi lescht Joren ëmmer erëm bedrot gefillt hunn, an zwar bis zu deem Punkt, wou se hir ganz Sécherheetspolitik op d'Kopp gestallt hunn, fir eeben elo Member vun der NATO ze ginn.

(Interruption)

Et sinn de Putin a senge Matleefer, déi mat hiren Aussoen, hiren Aktiounen genee dat ausgeléist hunn, virun deem se ëmmer gewarnt hunn, wat se ëmmer eropbeschwuert hunn: nämlech e Verstärke vun der NATO, eng Oprüstung op där anerer, op eiser Säit.

Et ass déi russesch Bedroung, déi an Däitschland eng enorm Oprëschtung ausgeléist huet. Et ass och déi russesch Bedroung, déi derzou gefouert huet, dass d'Ostflank vun der NATO elo verstärkt gëtt. An et ass d'VJTF, also der NATO hir Very High Joint Task Force (veuillez lire: Very High Readiness Joint Task Force), déi vun aktuell ronn 40.000 Leit op 300.000 soll eropgesat ginn. Dat ass en enormen Effort, deen do vun de Memberstaaten ënnerholl gëtt an deen do muss gestäipt ginn.

Fakt ass awer, dass Russland domadder genee dat provozéiert huet, virun deem se ëmmer gewarnt hunn. An de Putin a seng Matleefer si ganz eleng derfir verantwortlech, dass d'NATO erëm eng richteg Daseinsberechtigung huet, dass d'Bündnispartner

zesummegecéckelt sinn an haut méi staark a gééent dosti wéi virdrun an dass se elo souguer och zwee weider Membere solle bäikréien.

Wat Russland méi versicht huet, béid Länner anzeschüchteren, wat dëst méi de Géigendeel als Reaktioun bei hinnen ausgeléist huet. Béid Länner si sech mat all Aschüchterungsversuch méi bewusst ginn, wéi wichteg et fir si ass, net ouni Bündnispartner dozestoen.

Well, wéi mer am Fall vun der Ukrain gesinn hunn: Et ass grad de Fait, dass se net Member vun der NATO ass, dee gemaach huet, dass de Putin sech un dee Krich erugetraut huet. An dat ass och e kloert Zeechen un all déi, déi net midd ginn, sech vun der NATO ze distanzéieren. Well wann et drop ukënnt, dann ass een awer frou, wann een am Endeffekt net eleng dosteet.

Mir ginn haut mat dësem Vott eise Feu vert, dass Finnland a Schwede kënnen Member vun der NATO ginn. Mir schwätzen hei vun zwee Partnerlänner, déi ewell scho laang ganz enk mat der NATO kooperéiert hunn an déi alle béid Member si vun der EU.

Si an d'NATO opzehuelen, ass net just en Akt vu Solidaritéit vis-à-vis vun zwee Länner, déi hir Sécherheitslag, wéi gesot, ganz nei evaluéiert hunn, et ass och eng Win-win-Situatioun: Hir Memberschaft bréngt der Allianz weider Sécherheet a weider Stabilitéit.

Mat dësem Vott si mir, wéi d'Rapportrice gesot huet, mat déi Éischt, déi dëse Protokoll ratifizéieren. An domadder wëlle mir, wéi gesot, och e Signal senden. An ech ka just hoffen, dass et net méi laang dauere wäert, bis all 30 Länner dëse Protokoll ratifizéiert wäerten hunn.

An domadder ginn ech natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmoos merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och ufänken an der Madamm Mutsch e ganz grouse Merci soe fir hire Rapport an déi Vitess, mat där hei geschafft gouf. Dat ass ennerstrach ginn, op déi eng oder aner Manéier, an zu Recht.

Et ass fir mech – wann Der erlaabt, déi kleng perséinlech Bemierkung ze maachen – ëmmer erëm e Woner, wann ech hei déi Diskussiounen iwwert d'NATO novollzéien. Ech erënnere mech nach esou gutt, dass eng Rei vun deene Parteien, déi hei optrieden an der NATO do all méiglech Komplimenter maachen, nach virun e puer Joer ganz aner Téin haten. A wann ech héieren, dass déi gréng Kolleegen déi kritiséieren, déi sech vun der NATO distanzéiert haten, dann erënnere ech mech nach u Biller an enger ganz anerer Richtung: „Frieden schaffen ohne Waffen“ an esou weider. Mee dat ass just eng kleng perséinlech Bemierkung.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'ADR huet sech vun Ufank un an dëser Kris zu der Sécherheet vun den neutralen EU-Staate bekannt. Mir stinn och weiderhin zu dësem Engagement a stëmmen och fir dës zwee Gesetzer, déi spezifesch Schweden a Finnland concer néieren.

D'ADR bekennt sech och allgemeng zu der NATO als international Verdeedegungsallianz am nordatlantische Raum. Den Optrag vun der NATO kann et net sinn, géintwärtig iergendengem Land offensiv opzotrieden oder ze probéieren, fir hir Aktivitéit weltwäit

auszubreiden. D'strategieescht Konzept vun der NATO muss deenen zwou Konditiounen gerecht ginn.

De Bäitritt vu Finnland a Schweden an d'NATO ännert an der Praxis net ganz vill. Wichteg ass: D'Sécherheitsgarantie vum Artikel 5 gëllt och elo formell fir déi zwee Staaten. Awer déi zwee Staaten hunn och an der Vergaangenheet scho mat der NATO enk zesummege schafft.

Schweden a Finnland haten an hirer Neutralitéitspolitik Grousses geleescht. Net vergiess ass d'Konferenz vun Helsinki, déi viles derzou bäigedroen hat, d'Relatiounen tëschent Ost a West am Kale Krich ze entspannen. Mir hoffen, dass d'Politik vun deenen zwee Länner och an Zukunft vum Wunsch no Fridden, Ausgläich a Gerechtegkeet gedroe bleift. Mir géifen et begréissen, wann déi zwee Länner och weiderhin Initiative géifen huelen, fir Leit a Länner zesummezebréngen an net ze trennen.

Schweden a Finnland wore gutt an zouverlässeg Nopere fir all Staaten an der nordosteuropäescher Regioun. Mir wënschen eis, dass dat esou bleift, an dass de Bäitritt vun deenen zwee Staate an d'NATO esou ofleeft, dass e vu kengem anere Land als Risiko fir seng eege Sécherheet gesi gëtt, an dass och keen anert Land probéiert, vun deem Bäitritt ze profitéieren, fir regional Gläichgewichter ze veränneren an doduerch Europa nach e Stéck méi ze destabiliséieren.

Den NATO-Bäitritt vu Finnland a Schweden ass nëmmen dann en Erfolleg, wann en allen europäesche Staate méi Stabilitéit bréngt an net manner!

Eist Zil muss et bleiven, trotz där schwieriger Lag, an där mir am Abléck sinn, en neie Kale Krich ze verhënneren. Eist Zil muss et sinn, eng europäesch Friddensuednung ze erreechen. D'Mëttel derfir sinn: Vernunft, Éierlechkeet an Diplomatie. An de Wunsch ass et, dass mer kënnen erëm en Europa hunn, an deem mer erëm kënnen zesummeschaffen an och zesummen handelen an handelen, also och am ekonomesche Sënn.

Suerge mécht eis d'Attitud vun der Tierkei an dësem Adhisiounsprozess. Mir hu gesinn, dass Schweden a Finnland ganz grouss Konzessiounen hu misse maachen, déi och direkt Implikatiounen op d'Mënscherechter kënnen hunn. Mir wäerten dësen Dossier ganz genee verfolgegen.

Ech mengen, op där enger Säit begréisse mer natierlech, dass Schweden a Finnland als Ausdrock vun hirer souveräner Decisioun elo Member ginn an der NATO. Mir stëmmen dat jo och mat. Mee op där anerer Säit muss mer kucken, dass aner Länner doran net Virdeeler zéien, déi an enger anerer Regioun, notament am Moyen-Orient, nei Instabilitéit bréngen an an deene Regiounen och nei Gefore fir Mënscherechter kënnen ervirbréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An dann ass et un där honorabelen Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ënnert dem Androck vum russeschen Aggressiounskrich géint d'Ukrain hunn d'finnesch an d'schweedesch Regierungen decidéiert, am Schnellverfaren der NATO bäizetrieden. Mir hunn dofir Verständnis. De kriminelle Regimm zu Moskau schéngt dëser Deeg zu allem fäeg ze sinn. An d'Sécherheitsbedierfnis vun deenen zwee nordesche Staate kënnen mir absolutt novollzéien.

Op där anerer Säit hu mir bekannterweis eng ganz kritesch Haltung zur NATO. Dofir gëtt et dräi Hauptgrënn, déi ech hei géif widderhuelen.

Éischtens wéinst den Ugrëffskricher vun der NATO a Jugoslawien an a Libyen.

Zweetens, well d'NATO eng eegestänneg europäesch Aussen- a Verdeedegungsolitik onméiglech mécht.

An drëttens, well d'NATO eng zentral Verantwortung dréit an der aktueller globaler Oprëschtungsspiral.

Mir wäerten eis dofir bei dësem Vott enthalten, eeben, well mer engersäits Verständnis hu fir déi souverän Decisioun vu Finnland a Schweden, anerersäits awer, well mer eng prinzipiell ofleenend Haltung hu par rapport zur NATO.

Ech wëll dofir awer nach eng Kéier ganz kloer ennersträchen, dass dës Abstentioun net géint d'EU-Partner Schweden a Finnland gerichtet ass, géint déi mir natierlech absolutt näischt hunn an deenen hir Decisioun mer, wéi gesot, total novollzéie kënnen.

Här President, wat eis awer an dësem Kontext extreem schockéiert huet, ass d'Verhale vun der Tierkei! Déi erpresseresch Aart a Weis, wéi den tierkesche President seng Zoustëmmung u ganz haart Konditiounen gebonnen huet, ass einfach inakzeptabel! De Memorandum – ech weess net, ob Der e gesinn hutt –, dee Schweden a Finnland hu missen ennerschreiwene, ass eng Bankrotterklärung un eng wäertebaséiert Aussepolitik, ausgehandelt ënnert der Ägide vum NATO-Generalsekretär!

Finnland a Schweden hunn an de leschte Joren, Dir wësst et, oft eng ganz kritesch Positioun ageholl par rapport zur tierkescher Aussepolitik. An dat zu Recht! Si hu couragéiert Positiounen bezu géint de vëlkerrechtswiddrigen Amarsch vun der Tierkei an Nordsyrien. 2019 hu Finnland a Schweden en Exportembargo fir Waffen an d'Tierkei decidéiert a sech och fir e Waffenembargo op EU-Niveau staarkgemaach. Schweden huet och d'Verfolgung vun Oppositionellen an der Tierkei oppe kritiséiert. Si hunn de politesch verfollegte Mënschen Asyl ugebueden a sech och géint d'Ausliwwerung vun Oppositionellen un d'Tierkei gewiert. Kuerz: Si hu sech aussergewöhnlech couragéiert a kohärent fir d'Mënscherechter an de Fridden engagéiert.

Alles dat ass elo hifälleg! An deem Memorandum hu sech déi zwee Länner missen ëm eng 180-Grad-Kéier verpflichten. Folgend Punkten hu Schweden a Finnland missen akzeptéieren, ech zitëiere se: d'Ophiewung vun Waffenembargo an d'Verpflichtung, ni méi en Exportembargo géint d'Tierkei anzeféieren; d'Ausliwwerung vun Oppositionellen un d'Tierkei; d'Verschäerfung vun der Antiterrorgesetzgebung a Schweden an a Finnland; keng Ennerstëtzung fir Kurden an Nordsyrien, déi géint, wéi mer wëssen, den IS gekämpft hunn, a keng Ennerstëtzung fir déi oppositionell Gülen-Bewegung; d'Verpflichtung, géint Informatiounen virzegoen, déi net am Aklang si mat der offizieller tierkescher Versioun – dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loossen! –, an d'Ennerstëtzung, fir dass d'Tierkei an d'EU-Defenseinitiativen agebonne gëtt!

Dat ass eng absolutt skandaléis Amëschung vun der Tierkei an déi national schweedesch a finnesch Politik! An dat Ganzt um Réck vun de Kurden, déi jo absolutt näischt heimat ze dinn hunn, déi sech absolutt näischt virzegehen hunn!

An dat ass warscheinlech just d'Spëtz vum Äisberg, well et schéngt, wéi wann d'Tierkei och nach Saachen ënnert der Hand versprach krut. Et geet rieds vun neien amerikanesche Waffeliwwerungen, dorënner nei F-16-Kampffjetten.

An déi kurdesch Säit, besonnesch d’Kurden an Nordostsyrien, geet downner aus, datt d’Tierkei och nach am Géigenzuch fräi Hand kritt, fir eng nei Militäroperatioun an Nordostsyrien ze starten, déi si jo annonciéiert haten. Ob dat esou ass, wäerte mer an deenen nächste Wochen a Méint gewuer ginn.

Op jidde Fall ass et esou, dass déi autonom Administratioun vun Nordostsyrien elo den Noutstand ausgeruff huet, fir sech virzebereeden op dës militäresch Interventioun vun der Tierkei op hirem Territoire.

Mir kennen den heldenhafte Widerstand vun de Kurden a Kurdinne géint de sougenannten Islamesche Staat, mee engem weideren, grouss ugeluechte militäreschen Ugrëff vun der Tierkei wäerte si net dauerhaft kënne Widerstand leeschten.

Datt d’NATO bereet ass, esou e Memorandum mat auszuhandelen, ze ënnerstëtzen an duerno nach e groussen Erfolleg draus ze maachen, dat seet an eisen Ae ganz vill aus! Do ginn d’Prinzippe vun der Rechtsstaatlechkeet a vun de sougenannten „europäesche Wäerter“ iwwer Bord gehäit!

Dësen Deal muss een denoncieren. Mee wat nach bal méi schlëmm ass a mengen Aen, ass wierklech, dass et esou wéineg Entrüstung an Opmierksamkeet iwwert dësen Deal gouf. Mir schéngen eis un d’Duebelmoral an d’Duebelstandarde gewinnt ze hunn. Wéi gesot, wäerte mir eis bei dëser Ratifikatioun enthalen aus deene genannte Grënn.

Villmoos merci fir d’Nolaschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d’Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, 73 Joer nodeems d’NATO gegrënnt gouf, trieden elo dann zwee weider Länner dem Bündnis bäi. Schweden a Finnland, do ass keen Zweifel drin, si staark Demokratien, déi ugesichts dem Krich duerch Russland hir eege Sécherheet a Gefor gesinn.

Zanter 1814 schon huet Schwede kee Krich méi kann. Dat ass iwwer 200 Joer Fridden! An ech mengen, d’Hoffnung ass, datt dee Fridden de Schweden nach laang erhale bleift an domadder eis allegueren. An awer si se bereet, der NATO bäizetrieden an am Fall vum Declenchement vum Artikel 5 fir d’Partnerlänner mat anzestoen.

Mir Piraten begrëssen, datt Finnland a Schwede sech dem Bündnis uschlëssen. De Putin wollt mat senger weiderer Attack – an dat muss een ëmmer erëm betounen, et ass eng weider Attack, well et ass net déi éischt Attack op d’Ukrain – d’Limite vun Europa an indirekt och vun der NATO testen a méi generell déi vun Westen testen.

Mee, anescht wéi nach 2014, war d’Reaktioun vun Westen dës Kéier schnell, staark a konsequent. Et si Sanktiounen an d’Weeër geleet ginn, déi Russland staark ageschränkt hunn. D’EU huet zesummegehale. Dem Putin säin Zil, eis auserneezdreiwien, gouf net erreecht. Mir si méi no zesummegeréckelt a wäerte mat Schweden a Finnland zwee verlässlech Partner derbäigewannen.

D’Zuele goufe scho genannt. Schweden huet eng ronn 50.000 aktiv Zaldoten. A Finnland kéint am Eeschtfall iwwer eng hallef Millioun Leit mobiliséieren. Datt sinn natierlech an deem Sënn erfreeslech, wann een dat esou soe kann, Nouvelen, fir ze soen, d’Allianz gëtt gestärkt. Mee u sech hoffe mer jo ëmmer, datt mer se net brauchen.

Et huet een awer nach eppes anescht an deene leschte Woche gesinn an dat weist, firwat d’NATO

reformiert muss ginn. D’Tierkei huet nämlech vun der Situatioun profitiert a sougenannten Hostage Diplomacy gespillt, also Geiseldiplomatie, an an eisen Ae Fuerderunge gestallt, déi näischt méi mat der NATO ze dinn hunn.

Den tierkesche President Erdoğan huet de Baitritt vun deenen zwee Länner esou laang blockéiert, well Schwede mat der PYD a PKK a Syrien zesumme geschafft huet. D’Tierkei huet dunn d’Ausliwwerung vun 33 – an hiren Aen – „Terrorverdächtigten“ gefuerdert. Schweden a Finnland wäerten elo d’Ausliwwerung vun dese Persounen ënnersichen.

Wéi awer och déi schweedesch Oppositioun, sti mir Piraten deem Accord net nëmme liicht, mee ganz staark skeptesch géintiwuer, well datt dës Persounen kéinten an d’Tierkei ausgewise ginn opgrond vun engem Accord, dee quasi als Konditioun geholl gouf, fir datt déi Länner kéinten der NATO baitrieden, dat weist dach, datt d’NATO hei als Spillball genotzt gouf!

En NATO-Land dierft an eisen Aen de Baitritt vun anere Länner net weinst innepoliteschen Interessie blockéieren. D’Vetorecht vun all Member sollt hei just benotzt ginn, wann et sech wierklech ëm seriö Sécherheetsbedenken handelt. An do, mengen ech, ginn d’Siichtweisen dach ganz staark auserneen.

Dëst ass ee vun de Punkten, dee laut eis Piraten dréngend misst reformiert ginn. Grad ewéi awer d’Zwee-Prozent-Reegelung, wou een nach eng Kéier misst nei negociieren a wou een op den Accord vun Wales zréck misst kommen. Well e Land wéi Lëtzebuerg kann dat net erfüllen, zumindest net ouni Pro-Kapp-Depensen auszeginn, déi vill méi héich géife leie wéi bei all anere Partner.

Fir eis Piraten muss awer och den Ausbau vun erneierbaren Energien, an domat d’Ofsécherung par rapport zu Länner wéi Russland, an eis Kontributioun agereecht ginn. Well e Land brauch hautdesdaags méi wéi eng Arméi, fir seng Onofhängegkeet ze schützen. Eis national Sécherheet hânt net nëmme un Attacke mat Panzeren, mee gëtt och definéiert vun de Konsequenze vum Klimawandel an deene Länner, aus deene mir eis fossill Energië bezéien.

Här President, Léif Kolleginnen a Kollegen, mir Piraten ënnerstëtzen de Baitritt vu Schweden a Finnland, net ouni awer drop hinweisen, datt et déifgräifend Reforme brauch, fir d’NATO op d’21. Joerhonnert ze preparéieren respektiv derfir ze suergen, datt d’NATO am 21. Joerhonnert kann ukommen. Keng Elenggäng méi, mee e Verdeedegungsbindnis, wat am Kampf och géint de Klimawandel matmécht an de Partnerlänner erméiglecht, fräi vu fossillen Energien an Ofhängegkeeten ze sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D’Regierung huet d’Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och u menger Säit aus, der Säit vun der Regierung aus e grouse Merci soen un den Yves Cruchten, President vun der Kommissioun, dass mer effektiv vun Ufank un eis gutt verstanen hunn, dass mer dat net sollten am Oktober maachen, mee nach direkt maachen. Mir sinn net dat éischt Land. Ech mengen, mir sinn u sechster Plaz elo. Mee den Här Graas huet dat richteg gesot: Besser am Spätzepeloton hei sinn, wéi herno nohippen. A wa mer gewaart hätte bis den Oktober, hätte mer effektiv riskéiert, déi Lescht ze sinn.

Bon, ech fannen, déi Debatt, déi Der hei gefouert hutt als Chamber, war extreem, loosse mer soen, konstruktiv. An dat Verständnis, wat Der bruecht hutt fir déi zwee Länner Finnland a Schweden, dat kann ech nëmme lënen.

Mir wësse jo, dass Finnland a Schwede ganz no beim Putin sengem Russland geografesch ugesidelt sinn. Finnland huet jo Dausende Kilometer Grenz mat Russland, a Schweden deelt jo d’Baltescht Mier mat sengen Noperen, wourënner och Russland ass, duerch d’Enclave vu Kaliningrad.

De Putin seet offen, an e seet dat jo praktesch all Woch erëm eng Kéier nei, e wéilt dat russescht Räich restauréieren. Russland huet all d’Prinzippien – et muss een et erëm eng Kéier widerhuelen – vun der europäescher Sécherheetsarchitektur, déi zanter dem Enn vum Zweete Weltkrich geschafte gouf, total violéiert. An d’NATO fuerdert, dass d’Krichsverbriechen, déi an der Ukrain begaange gi sinn, gekläert ginn, an dass déi Verantwortlech solle viru Gericht kommen.

Sou! An dësem fuerchtbare Kontext, dat muss een esou soen, hunn zwee Länner, déi sech säit Joerzénngten – och dat hutt Der ënnerstrach – eigentlech der Neutralitéit verschriwwen haten, sech der NATO zougewannt. An dat ass komm an enger Zäit vun e puer Wochen.

Déi historesch Dimensioun ass richtig hei betount ginn. Ech mengen, den Här Clement huet dat gesot, dass Schweden zënter 200 Joer net méi an e Krich verwickelt war, also neutral war.

Nun, Dir wësst, dass den Artikel 10 vum Washingtoner Vertrag ganz kloer Konditiounen setzt, wie ka Member ginn. Ech mengen, all demokratesch Land, all europäescht Land ka Member gi vun der NATO, wann natierlech d’Majoritéit vun der Bevëlkerung och hannendrusteet. An dat ass jo hei de Fall.

Schweden a Finnland hunn déi Memberschafsapplikatioun den 18. Mee agereecht. Heiansdo kann d’Geschicht immens séier dréien. An d’Alliierte sinn allegueren der Meinung, dass déi zwee Länner, déi jo laangfristeg net nëmme mat der NATO geschafft hunn, mee Partner ware vun der NATO, och Truppe gestallt hu fir d’NATO, d’Konditiounen fir d’Memberschaf erfüllen, ouni dass een huet missen duerch dee MAP goen, dee Membership Action Plan, mee dass een direkt kéint zur Decisioun kommen.

Bon, d’Tierkei, effektiv, ass mat Recht hei ugeschwat ginn. De 14. Mee, kann ech mech erënnere, ware mer zu Berlin op Invitatioun vun der däitscher Ausseministeresch, also allegueren d’NATO-Ausseministere, an déi meescht vun eis ware paff, wéi mer aus dem Mond vun tierkeschen Ausseminister Mevlüt Çavuşoğlu héieren hunn, dass eigentlech hire President an dann hiert Land Problemer hätten domadder.

Also, do war wierklech dovunner ausgaange ginn, dass all NATO-Member géif do derzou stoen. Mee d’Tierkei huet hei dat gemaach, wat jo net déi éischte Kéier an hirer Geschicht gemaach ginn ass, nämlech gekuckt, wann ee Jo seet, da muss een och eppes erausschloen.

Also ech géif mengen, dass deen Accord, dee fonnt ginn ass, een Accord ass, wou een der NATO net kann awer ënnerstellen, dass se net alles gemaach hätt, hire Generalsekretär, fir beim NATO-Sommet kënnen eng Léisung ze fannen! Dat ass erwaart ginn. Dat war net sécher. Nach wéi mer op Madrid gefuer sinn, huet kee gewosst, dass dat dote kéint Realitéit ginn. A wann et net Realitéit gi wier, da wier dee ganzen NATO-Sommet e Mësserfolleg, en Echec gewiescht.

An elo musse mer natierlech kucken, no deem Accord do, dass déi 30 Instrumenter vun der Ratifikatioun kënnen zu Washington deposéiert ginn.

Ech sinn net gradesou pessimistesch wéi d'Madamm Oberweis, wat d'Konditiounen ugeet. Si huet objektiv effektiv dat hei gesot, wat am Accord drasteet. De Problem ass awer e weineg, wann een zum Beispill mat der schweedescher Ausseministescher schwätzt an dem finneschen Ausseminister, dass awer hei déi zwee Länner eppes am Kapp haten, nämlech ze kucken, de Leit a Schweden an a Finnland d'Angscht ze huelen. Déi hunn Angscht virum Putin! A wann een Angscht huet virum Putin, um militäresche Plang, da weess ech net, ob et een anert Instrument gëtt an deene Länner, an Europa, op der Welt, wéi eeben da Member ze gi vun der NATO. Dat war hiert Zil. Dorop hu se higeschafft.

An dat, wat se erausgeschloen hunn, ech mengen, dat därerf een elo net nëmme an dat Negatiivt erandréien. Ech sinn iwwerzeugt, dass, wa Lëtzebuerg Finnland oder Schwede wier, mer dat nammlecht gemaach hätten, fir zu engem Accord ze kommen. An dat ass dat, wat zielt.

All dat anert ... Mir kennen den Här Erdoğan, mir kennen d'Tierkei, dass heiansdo, jo, wierklech vill gefuerdert gëtt, fir dann ze blockéieren. A wann een deblockéiert, dann ass een dee groussen Held. Dat ass net déi éischte Kéier, dass dat geschitt. Mee d'Haaptsaach ass a mengen Aen, dass d'Resultat dat richtegt ass.

Vläicht nach fir ofzeschléissen: Politesch, effektiv, dat hutt Der och allegueret gesot, gewënnt d'NATO mam Bäitritt vun deenen zwee Länner. D'baltesch Länner kréien och e gewëssene Reconfort, well déi ganz Flank am Osten elo méi staark gëtt.

Mir mussen oppassen – wann ech soen „mir“, dat sinn déi 30 NATO-Länner an zemools och d'Tierkei –, muss ech kloer soen, dass dat heiten net an d'Längt gezu gëtt an dass erëm eng Kéier, ier d'RAFifikatioun kënn oder während der Ratifikatioun, do Saachen a Fro gestallt ginn.

Dir wësst, dass de Putin dorop lauert. Dat war säin Zil, fir d'NATO ze splécken a fir se méi schwach ze maachen. An dass een elo hei am Prozess him keng Chance gëtt, dat ze maachen.

Dir wësst, dass verschidden Alliéierten, déi dat kënnen maachen, wéi Amerika, Groussbritannien, Norwegen, deenen zwee Länner Assurancë ginn hunn, ier dann d'RAFifikatioun stattfonnt huet, fir wann eppes géif geschéien, dass se do wieren, fir dann ... Wat geschéien? Dat heescht: Wa Finnland a Schwede géifen iwwerfall gi vu Russland, dass se géifen zur Säit stoe fir ze hëllef.

Merci villmools!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Ausseminister Jean Asselborn. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Eng Fro. Wann ech dem Här Minister därerf eng Fro stellen. Villmools merci, Här President.

Jo, ech wollt awer den Här Asselborn nach eng Kéier op d'Tierkei do uschwätzen. Well elo déi dräi lescht Parteien, déi geschwat hunn, hunn, mengen ech, alleguer déi selwecht Suerg gehat, nämlech déi Konsequenzen. Kee vun eis stellt jo u sech de Bäitritt vu Schweden a Finnland a Fro. Dat ass jo hei ze constatéieren. Mee mir hunn awer hei, wéinstens vun e puer Parteien, d'Suerg héieren ëm d'Mënscherechter an ëm d'Sécherheetssituatioun am Noen Osten.

Dir hutt, Här Minister, gesot jo, Dir wäert ganz paff gewiescht, wéi op eemol d'Tierkei déi Formuléierungen do oder déi Fuerderungen do hat. An Dir hutt gesot: „Elo kann een als Held optrieden, wann

een deblockéiert.“ Mee eis Fro ass eigentlech dës: Wëllt Der dann net dat do thematiséieren op internationale Niveau? Mir hunn dach elo nei Geforen, souwuel fir d'Mënscherechter vun deene Leit, déi do gefuerdert gi vun der Tierkei, wéi och fir d'Stabilitéit am Noen Osten.

An ech mengen, et geet einfach net duer, fir ze soen: „Gutt. Elo ass den Erdoğan en Held.“ Mee ech mengen, mir sollten dat thematiséieren an den internationale Relatiounen an der EU an an der NATO, fir datt eeben dat, wat mer fäerten am Abléck, wat mer fäerte mussen, fir datt dat net antrëtt. An ech mengen, do ass d'Diplomatie gefuerdert, fir awer elo der Tierkei ze soen: „Bon, et gëtt awer Grenze vun deem, wat mir kënnen géintwuer Iech och akzeptéieren.“

Ech soen Iech Merci.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo. Ech mengen, Här Kartheiser, genee deen dote Langage ass gefouert ginn. Mir sinn hei an enger Situatioun, an Dir kennt dat an der internationaler Politik, kennt dat aus der Europäescher Unioun, wann Estëmmegkeet erfuerdert ass, dann ass ee Land, wat dat wëllt refuséieren, natierlech an enger ganz staarker Situatioun.

Also ech kann Iech soen, an där Zäit tëschent dem 15. Mee an dem Datum, wou den NATO-Sommet zu Madrid war, gouf vu ville Leit gesot, och amerikanesche Politiker: „Mir hunn eigentlech kee richtegen Hiewel, dee mer kënnen usetzen, fir ze deblockéieren. Mir mussen weider versichen ze verhandelen. Mir mussen kucken, dass a Finnland an a Schweden“, an natierlech awer och vun den Amerikaner, dat ass evident, och verschidden europäesch Länner, „dass mer eis abréngen, fir ze deblockéieren.“ Net eleng wéinst dem Echech, deen dat ginn hätt zu Madrid, mee och wéinst der Saach.

Wien hätt ..., an dat ass menger Meenung no awer trotzdem dat, wat herno d'Saach entscheet huet ... Hätt den Erdoğan d'Responsabilitéit iwwerholl, fir de Finnen an de Schweden ze soen: „Dir kommt net an d'NATO!?!“ An d'Eventualitéit vun enger Attack vu Russland op déi zwee Länner, déi war jo do an déi ass nach ëmmer do. Ob se dat, déi Responsabilitéit gedroen hätten? Ech mengen, dat bezweifelen ech.

Also, ech hunn d'Geleeënheet gehat, wéi ech gesot hunn, mat der schweedescher Ausseministescher an dem finneschen Ausseminister ze schwätzen, och mam tierkeschen, dat ass um Virowend geschitt vun dem Sommet zu Madrid. Do war eng immens Erlichterung am Sall ënner alleguereten de Leit. An duerfir, Dir kënn Recht hunn, wann Der sot: „Passt op, mir hunn nach net ratifizéiert!“ Et ass érischt ratifizéiert, wann déi 30 Länner ratifizéiert hunn.

An et muss een um Ball bleiwen. An et muss ee wierklech alles maachen, fir dass d'Parlament an der Tierkei, zu Ankara ..., dat huet eng Schlësselpositioun nach ëmmer, bis se jo gesot hunn, bis wierklech de Vott stattfonnt huet. Wann dee Vott erausgezu géif ginn oder wann dee ganze Prozess erausgezu gëtt, dann ass d'NATO an enger Situatioun, wou nëmme ee laache kann, an deen heescht Putin.

Merci villmools!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. Da Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just kuerz reagéieren, well ech héieren hat, dass den Här Asselborn mech zitéiert hat, an ech mer net sécher war, ob ech richteg verstanen hat.

Mee mir hu Schweden a Finnland iwwerhaapt näischt virgeworf, am Géigendeel. Mir hunn eist Verständnis ausgedréckt mat hire Bedenken, déi absolutt legitim sinn. Mir hu wierklech just d'Regierung vun der Tierkei denonciéiert, déi eng erpresseresch Politik gemaach huet an deem heite Fall an eng mënscherechtsfeindlech Politik gemaach huet. Dat hu mer denonciéiert an net de Choix vu Finnland a Schweden, déi absolutt souverän sinn.

Ech wollt just op dat reagéieren, wat Der elo grad nach gesot hutt par rapport zur tierkescher Chamber. Dir wësst jo awer, dass hiert Parlament ..., dass en Deel vun hiren Deputéierten am Prisong sëtzt. Dat heescht, déi Chamber, déi funktionéiert och elo net onbedéngt esou, wéi se idealerweis sollt. Hir Kontrollfunktions huet eeben, grad well eng Rei Oppositioneller, souguer relativ vill, am Prisong sëtze bei hinnen am Land ..., dofir, déi kënnen déi Kontroll elo net esou ausüben, wéi dat sollt sinn.

Villmools merci.

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | Jo, Här President, mir hu mat där Situatioun ze dinn an deenen 30 Länner, déi d'Realitéit sinn. An engem vun deene Länner, Dir hutt se elo grad genannt, an der Tierkei, ass eng aner Konzeption vun der Demokratie, wéi zum Beispill mir se hunn oder aner se hunn.

Awer ech mengen, à la fin du compte d'Tierkei, d'Parlament ... Ech soen net, dass d'Parlament onofhängeg wierklech agéiert vun deem, wat hire President denkt a seet. Do gëtt et schon ee Lien. Et ass e weineg anescht wéi bei eis oder an normalen Demokratien.

Mee loosse mer hoffen, an duerfir mussen mer kucken, och e weineg diplomatesch virzegoen, e weineg mat Fangerspëtzegefill virzegoen. Et bréngt näischt, wa mer an der Effentlechkeet elo wierklech mam Presslofthummer virginn. All Mënsch weess, ëm wat et geet. D'Tierkei och! A mir mussen kucken, mat deene Mëttele, déi mer zur Verfügung hunn, och mat deene vun der kultivéiert gefüerter Diplomatie, wann ech dat därerf soen, fir d'Tierkei ze iwwerzeugen an hirem Parlament, dass se dat Richtegt maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8045. Den Text steet am Document parlementaire 8045².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8045 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8045 ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closer, MM. Yves Cruchten,

Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8044. Den Text steet am Document parlementaire 8044².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8044 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass och mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentionen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Laurent Mosar), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Claude Lamberty), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Nomination du commissaire aux comptes de la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)

Mir ernennen elo ee Commissaire aux comptes vun der SNCI, esou wéi dat am Artikel 17 vum Gesetz vum

2. August 1977 iwwert d'Schafe vun enger Société nationale de crédit et d'investissement an an den Artikelen 143 bis 156 vum Chambersreglement virgesinn ass.

D'Kandidatelëscht ass un all d'Deputéiert verdeelt ginn a läit Iech och vir. Laut Artikel 151 vum Chambersreglement gëtt de Commissaire aux comptes fir dräi Joer ernannt a seng Nominatioun kann och erneiert ginn. Den Artikel 149 vum Reglement gesäit vir, datt dës Nominatioun duerch eng absolutt Majoritéit erfollegt. Déi ongëlteg oder déi blank Ziedelen zielen net.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dem Här Yves Thorn seng Kandidatur.

Deelt wannechgelift d'Stëmmziedelen aus!

Vote secret sur la candidature unique

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sëtzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 15.26 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 15.29 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 54.

Ongëlteg Stëmmziedelen: keen.

Blank Stëmmziedelen: keen.

Gëlteg Stëmmziedelen: 54.

Absolutt Majoritéit: 28.

D'Resultat fir den Här Yves Thorn: 53 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm an 1 Enthaltung.

(M. Yves Thorn a obtenu la majorité absolue et est nommé commissaire aux comptes pour la SNCI.)

7. 7986 – Projet de loi portant modification de :

1^o la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;

2^o la loi modifiée du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

Mir kommen elo zum Projet de loi 7986 iwwert déi gratis Hausaufgabenhëllef an de Maison-relaisen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Kollegeginnen a Kollegegen, eng kleng Rektifikatioun. Et geet net ëm d'Hausaufgaben, mee et geet ëm d'Kannerbetreuung an d'Mëttegiesse während de Schoulwochen an natierlech och während de Schoulvakanzen.

Kollegeginnen a Kollegegen, Kanner si virwëtzeg. Kanner léiere gär. Kanner léiere séier. An dofir ass en Ëmfeld, dat hinne vu Klengem u villfälteg Erfarungen erméiglecht a se stimuléiert, gutt fir hir Entwécklung. Eng pedagogesch Betreuung, déi hiert Potenzial fërdert, ass an dësem Alter, wou d'Kanner nach alles mat enormer Liichtegkeet ophuelen, immens wäertvoll. Schonn éier déi Kleng an d'Schoul ginn, ass et

wichtig, hir Talenter, hir Interessien an hir Kompetenzen ze férdere, fir hinnen déi beschte Startchancen an déi beschte Bildungschancen am Liewen ze garantéieren.

Als Politik ass et eis Pflicht, derfir ze suergen, dass all Kand Zougang zu enger héichwäerteger nonformaler Bildungsoffer huet. Besonnesch fir Kanner aus sozial méi schwache Familljen ass et wichtig, dass mer Plaze schafen, wou se sech wuelfillen, wou se gutt encadréiert ginn, wou se sech gutt kënnen entwéckelen a wou se no hirem eegene Rhythmus kënnen léieren.

Déi villfälteg Erfarungen a Léierméiglechkeeten an de Bildungs- a Betreuungsstrukture férdere nämlech net just déi kognitiv Entwécklung, mee och déi sozial Integratioun vun de Kanner a si leeën domat de Grondstee fir hir spéider schoulesch Reussite an natierlech och fir hiert Wuelfeffenen.

Schonn 2009 hate mer mat der Aféierung vum Chèque-service accueil d'Jalone geluecht fir eng méi gerecht a sozial Bildungspolitik. Besonnesch während der leschter Legislaturperiod stoung d'Erzéierung vun de jonke Kanner am Zentrum vu méi wéi enger bildungspolitescher Debatt. 2016 an 2017 goufen zwee wichtig Gesetze an der Chamber uegheoll, déi d'Qualitéit vun der nonformaler Bildung hei zu Lëtzebuerg däitlech verbessert hunn.

2016 hu mir pedagogesch Qualitéitskrittäre festgeluecht, déi all d'Bildungs- a Betreuungsstrukturen an och d'Dageseltere mussen respektéieren, déi dem System vum Chèque-service accueil ugeschloss sinn. 2017 hu mer dunn an de Crèchen déi méisproocheg Erzéierung vun de Kanner vun engem bis véier Joer agefouert an d'Betreiung fir dës Altersgruppen och gratis gemaach.

De virleiende Gesetzesprojet schreift sech an d'Kontinuitéit vun dëse Beméiungen an. An Zukunft sollen net nëmme just d'Crèche fir Kanner tëschent engem a véier Joer gratis sinn, mee och d'Bildungs- an d'Betreuungsstrukture fir Kanner bis zwielf Joer, also fir d'Kanner am sechste Schouljoer nach mat. D'Zil heivunner ass et, genee wéi beim Gesetz vun 2017, dass all Kand Zougang huet zu enger pedagogescher Betreuung an dat onofhängeg vum Revenu u sengen Elteren. Mam virleienden Text gëtt d'Gratuitéit vun der nonformaler Bildung also vun de ganz klengen Kanner op d'Schüler an der Grondschoul erweidert.

Wat d'Ëmsetzung vun der gratis Betreuung betrëfft, sou ënnerscheet dëse Projet de loi zwëschen zwee Fäll: Während de Schoulwoche gëtt d'Betreiung an de konventionéierte Maison-relaisen, awer och an de Schoulfoyeren a bei den Dageseltere fir all Kand gratis an dat vu méindes bis freides vu moies 7.00 Auer bis owes 19.00 Auer. An hei sinn och déi fënnf Mëttegiesse pro Woch fir all Kand gratis mat dran.

An de Schoulvakanze gëtt weiderhin no dem besteeënde System vum Chèque-service accueil ofgerechent. Hei ass awer wichtig ze soen, dass de Forfait vun 100 Euro, dee bis elo géllt, ewechfällt. An hei ass och nach eng Nuance dran: Nämlech déi Familien, déi e Revenu hunn, deen ënner zweemol dem soziale Mindestloun läit, fir deenen hir Kanner ass och an de Schoulvakanzen d'Mëttegiesse gratis.

Mat der Staffelung vun den Aidë während de Schoulvakanzen, ënnersträiche mir nach eng Kéier de soziale Charakter vun dësem Projet de loi. Wat d'Eltere méi verdéngen, wat hir Participatioun an de Käschte vun der Betreuung a fir d'Mëttegiesse an de Schoulvakanzen natierlech och méi héich läit. Soumat schafe mer e méi gerechte Facturationssystem an ënnerstëtzen hei besonnesch nach eng Kéier déi Familien, déi et am meeschten néideg hunn.

Mat dëser Reform schafe mer nieft de gratis Schoulbicher an dem gratis Museksunterricht eng weider Déngschtleschtung, déi direkt bei de Kanner a bei hiren Elteren ukënn an déi d'Elteren och nach eng Kéier weesentlech finanziell entlaascht.

Erlaabt mer, dass ech Iech hei zwoe Rechebeispiller ginn: Den Ament bezilt e Stot, deen tëschent 1,5-mol an 2-mol de Mindestloun zur Verfügung huet, ronn 530 Euro d'Joer fir d'Betreiung an d'Mëttegiessen an enger Maison relais – fir ee Kand wuelverstanen! – an dat opgedeelt op 250 Euro fir déi 36 Schoulwochen an 280 Euro fir déi 10 Woche Schoulvakanz. No der Reform allerdéngs wäerten d'Käschte fir esou e Stot sech nëmmen nach op 225 Euro pro Joer belafen. Dat entsprécht also engem Erspuernis vun 305 Euro d'Joer pro Kand.

Och fir Famillen, déi e bësse méi verdéngen, wäert et am Portmonni wierklech eng Entlaaschtung ginn. E Stot, deen tëschent 3-mol an 3,5-mol de Mindestloun verdéngt, bezilt den Ament ronn 2.540 Euro fir eng ganzjäreg Betriungsoffer fir ee Kand. Mat den neie Mesurë fällt dës Montant allerdéngs op 1.120 Euro erof.

Obschonn esou e Stot no der neier Berechnung während de Schoulvakanze minimal, minimal méi misst bezuelen, kënnen d'Elteren awer, wann ee cumuléiert, iwwert dat ganz Joer kuckt, iwwert d'Schoulwoche kuckt, vun der Gratuitéit profitéieren, an doduerch spuert esou eng Famill 1.420 Euro pro Joer a pro Kand.

An ech widerhuelen et nach eemol: Während de Schoulwoche sinn d'Essen an d'Betreiung fir alleguer d'Kanner gratis. Nëmme während de Schoulvakanz ass d'Gratuitéit vum Mëttegiessie begrenzt op Stéit, déi manner wéi zweemol de Mindestloun zu hirer Verfügung hunn.

D'Gratuitéit vun der Kannererzéiung ass net nëmme kohärent mat de Missiounen vun eiser aktueller Bildungspolitik, déi an éischter Linn versicht, fir all Kand déi beschten Erfollegschancen ze bidden, mee si schaaft och e Parallelismus zu der Gratuitéit an de Grondschoulen an am Lycée.

Ausserdeem erlaabt eis dës Gesetz, de Stellewäert vun der nonformaler Bildungsoffer nach eemol ze stäerken, an et verankert soumat d'Iddi vun enger ganzheetlecher Schoul- a Betriungsoffer.

De Käschtepunkt fir de Staat beleef sech bei dësem Projet de loi op ronn 22 Milliounen Euro.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Detailer awer och fir d'Avisen, verweisen ech op de schrëftleche Rapport an ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei vun virleiende Projet de loi an ech géif Iech Merci soe fir d'Nolasschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapportier Gilles Baum.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. An och merci dem Rapportier, dem Här Gilles Baum, fir säin ausféierleche Rapport.

Anoncéiert hat de Premier eng sozial Mesure, eng eenheetlech Mesure, wat d'Essen an der Kantine ugeet an der Grondschoul an am Lycée. An erauskomm ass, zumindest deelweis, eng Mesure ouni iergendeng sozial Selektivitéit, eng Mesure ouni Linn, wat d'Essen ugeet an der Grondschoul an am

Lycée, an e Gesetz, wat Famillje benodelegt, déi net kënnen oder net wëllen hir Kanner ganzaags a Betriungsstrukture ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war de Resümee. An och dësse Projet de loi, dee beleet awer erëm eng Kéier, datt vill Saachen annoncéiert ginn, ouni datt se iwwerhaapt duerchduecht ginn.

Ech erënneren hei just eng Kéier un den – ech weess net méi genau wéi e geheescht huet –, „Bummel-Gratis-Club-Bus“ oder esou eppes Änlech, dee war och annoncéiert ginn am Budget an duerno hunn ech näischt méi héieren. Dat war virun e puer Joer. Et ass awer vläicht gradsou gutt, datt ech näischt méi héieren hunn.

Elo awer e bësse méi am Detail: De Premier hat annoncéiert, datt an Zukunft Famillje mat klengem a mëttlerem Akommes solle kënnen gratis an der Grondschoul an am Lycée iessen. Wat ass erauskomm? Wat de Lycée betrëfft, bis elo nach näischt. Fest steet awer, datt am Lycée vill manner Kanner wäerte vun de Mesurë profitéiere kënnen, well do déi sozial Selektivitéit ganz anescht definéiert ass.

Fir d'Kanner aus der Grondschoul kann, nieft der gratis Kannerbetriung vu 7.00 bis 19.00 Auer, jidderee während der Schoulzäit d'Essen gratis kréien, onofhängeg vum Verdéngscht vun den Elteren.

A mir soe Jo. Jo, mir müssen d'Leit ënnerstëtzen an dat virun allem an dësen Zäiten. an dat bis wäit an d'Mëttelschicht eran. Mee ech froen Iech awer: Muss wierklech een, deen zum Beispill 10.000 Euro oder och nach méi verdéngt, d'Schouliessen nach gratis kréie fir d'Kanner? Mussen d'Kanner vun, ech soen emol, engem Bankdirekter – gëtt ëmmer genannt –, vun den Deputéierten, vun engem Minister wierklech d'Kannerbetriung an d'Essen gratis kréien?

An eisen Aen: Nee! Géifen nämlech d'Sue sozial gestaffelt ginn, da wär mam selwechte Budget zum Beispill eng änlech Handhabung vum Gratisessen am Lycée wéi an der Grondschoul méiglech. Da wär zumindest eng Linn do erkennbar. Well een, dee sech d'Essen an der Grondschoul net ka leeschte fir seng Kanner, dee ka sech dat och net leeschten am Lycée.

An da kommen ech bei den zweete Punkt. D'Regierung seet, datt d'Zil vun dësem Projet de loi wär, fir d'Offer vun der nonformaler Bildung méi attraktiv ze maachen. An dat geschitt och tatsächlech heimadder, mee all déi aner Familljen, Elteren, Monoparentallen, déi net kënnen oder wëlle vun dëser Offer profitéieren, déi hate Pech.

An dës Decisioun huet dës Regierung bewosst geholl a wäert dës Majoritéit och bewosst mat ënnerstëtzen, well et ka kee soen, datt en net op d'Problemer higeweise ginn ass. Ech erënneren un d'Petitioun, déi een Debat hei hat, wou Leit erkläert hunn, datt se géifen op Schichte schaffan, datt se guer net kéinten heivunner profitéieren, an datt déi absolutt keng Hëllef kréichen.

Ech erënneren un den Avis vun der Chambre des Salariés, déi seet, alleguer déi Postes de travail atypiques an der Pflieg, am Gesondheetswiesen, déi mer jo awer onbedéngt brauchen, am Commerce, bei de Botzfirmen, déi net zu de ganz normalen Aarbechtszäite schaffan, déi kënnen net vun dëser Mesure profitéieren an déi kréie keng Hëllef, Ënnerstëtzung. Et sinn awer ganz dacks déi, déi se finanziell bräichten. Dës Mesurë passen op normal Büroazäiten.

An dann erënneren ech un den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires, déi seet: D'Regierung ergräift lafend Mesurë fir Leit, déi hir Kanner an d'Betreiungsstrukture ginn, ouni iergendepes ze maache fir déi Elteren, déi bewosst doheem bleiwen, fir hir Kanner

ze erzéien, oder eebe mat der Bomi, mam Bopi oder mam Noper schaffan, fir datt se dat kënnen doheem maachen. Si soen – oder mir soen –: Dann ass de Libre choix, fir dee mer awer stinn, esou net méiglech.

An da war et d'Chambre de Commerce, déi drop hiweist, datt et och keng Gläichbehandlung gëtt, wann net all Kand vun enger Plaz an enger Betriungsstruktur ka profitéieren, well plazeweis Mangel an de Betriungsstrukturen ass.

Dat heescht, dës dräi Kategorië vu Leit, Familljen, Eltere gi benodelegt. Si ginn och bewosst benodelegt an dat geet an eisen Aen net.

A genau aus dëse Grënn wäerte mer dës Gesetz net stëmmen, wéinst dem Mangel u sozialer Selektivitéit, wéinst dem Ënnerstëtzen, bewossten Ënnerstëtze just vun engem Modell vu Famill an déi aner gi bewosst ignoréiert.

An ech wäert dräi Motiounen nach deposéieren. Eng éischt, wou mer d'Regierung opfuereeren, Mesuren ze definéieren, fir och déi Leit ze ënnerstëtzen, déi net kënnen oder net wëllen hir Kanner de ganzen Dag a Betriungsstrukture ginn.

Eng zweet, well mer wëssen, datt d'Gemenge gefuerdert sinn, fir hei genuch Plazen ze schafen. Mir wëssen awer och, datt d'Schafe vu Plazen deier ass, an datt de Montant, de maximale Montant, ech mengen, vun 2000 un – zwanzeg Joer laang – net méi adaptéiert ginn ass. Dat heescht, wou mer d'Regierung froen, fir de maximale Montant, dee fir d'Berechnung vun der Bähëllef a Betracht gezu gëtt, un d'Realitéit vun de Präisser unzepassen.

An eng drëtt: De Staat seet, d'Essen wär gratis. De maximalen Montant, deen zum Beispill Privatcrèche awer dofir kréien, ass 4,50 Euro. Wa mer gläichzäiteg gäre wëlle regional Produkter fërderen, Bioprodukter fërderen, da geet dat net mat 4,50 Euro. Ech hu mat ville private Crèche geschwat, déi maache ganz einfach Defizit. Dat heescht, mir froen och, fir dee maximale Montant ze erhéien.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– constatant que le concept de la gratuité de l'accueil et de la gratuité des cinq repas par semaine au sein de l'enseignement fondamental pour tous les enfants scolarisés pendant l'année scolaire hors vacances et congés scolaires – ainsi que la gratuité des cinq repas par semaine pour les enfants issus de ménages à faible revenu également en période de congés et de vacances scolaires – dans les structures faisant partie du système « Chèque-service accueil » (CSA) ne vise que les parents profitant ou voulant profiter de l'offre desdites structures ;

– considérant que, d'après l'avis du Syvicol du 30 mai 2022 y afférent, l'introduction de la gratuité de l'accueil, ainsi que l'introduction de la gratuité des repas principaux, intervient à un moment où plusieurs communes ont déjà atteint les limites des places disponibles dans leurs structures d'accueil avec comme conséquence que des parents voulant profiter de cette nouvelle offre se verront refuser leur demande le cas échéant ;

– considérant qu'il existe bon nombre de parents qui de par leur activité professionnelle, et des horaires de travail irréguliers voire atypiques qui en découlent, n'ont pas la possibilité de faire appel aux services proposés par les structures d'accueil du système CSA ;

– considérant qu'il existe bon nombre de parents qui – de leur propre choix – s'occupent eux-mêmes de leurs enfants en dehors des horaires de classe et qui, par conséquent, ne font pas appel à l'offre des structures d'accueil du système CSA ;

– regrettant que les groupes de parents précités sont négligés par les divers dispositifs de soutien étatiques en matière d'éducation non formelle,

invite le Gouvernement

– à élaborer une ou plusieurs mesures servant à soutenir financièrement les groupes de parents ne pouvant ou ne voulant pas profiter de la nouvelle offre en matière d'éducation non formelle.

(s.) Martine Hansen, Diane Aehm, Paul Galles, Max Hengel, Octavie Modert.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant que, d'après l'avis du Syvicol du 30 mai 2022 y afférent, l'introduction de la gratuité de l'accueil ainsi que l'introduction de la gratuité des repas principaux au sein de l'enseignement fondamental interviennent à un moment où plusieurs communes ont déjà atteint les limites des places disponibles dans leurs structures d'accueil ;

– estimant que, d'après le Syvicol, l'introduction de la gratuité de l'accueil ainsi que l'introduction de la gratuité des repas principaux augmenteront l'attractivité de l'offre et engendreront ainsi très probablement une hausse de la demande ;

– constatant que le plafond du soutien financier étatique par chaise, actuellement fixé à 10.000 euros, n'a pas été adapté depuis environ 20 ans ;

– considérant que, compte tenu de l'évolution de l'indice des prix de la construction entre 2000 et 2021, la valeur actuelle du plafonnement devrait être chiffrée à au moins 17.000 euros par chaise,

invite le Gouvernement

– à adapter le plafond du soutien financier étatique par chaise à l'évolution de l'indice des prix de la construction.

(s.) Martine Hansen, Diane Aehm, Paul Galles, Max Hengel, Octavie Modert.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant que le Gouvernement a décidé d'introduire au sein de l'enseignement fondamental non seulement la gratuité de l'accueil, mais aussi la gratuité des cinq repas principaux pour tous les enfants scolarisés pendant l'année scolaire hors vacances et congés scolaires dans les structures faisant partie du système « Chèque-service accueil » (CSA) – ainsi que la gratuité des cinq repas par semaine également en période de congés et de vacances scolaires pour les enfants issus de ménages à faible revenu ;

– considérant que la flambée des prix des produits énergétiques se répercute également sur les prix des matières premières voire des denrées alimentaires ;

– considérant la volonté de l'État de promouvoir les produits régionaux et/ou biologiques,

invite le Gouvernement

– à adapter les barèmes prévus pour la gratuité des repas au titre du système « Chèque-service accueil » (CSA) afin de tenir compte de la récente flambée des prix des matières premières.

(s.) Martine Hansen, Diane Aehm, Paul Galles, Max Hengel, Octavie Modert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Här Präsident, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och als

Éischt dem Rapporteur Gilles Baum Merci soe fir säi mëndlechen a schrëffleche Rapport.

Déi nonformal Bildung ass e Pilier vun eisem nationalen Educationssystem. Nieft der Famill an der Schoul spillen also d'Maison-relaisen oder d'SEAen (ndlr: Service d'éducation et d'accueil), wéi dat haut ass, eng zentral Roll fir d'Entwécklung an d'Liewensqualität vu ville Kanner. An der Kandheet gi jo dacks d'Weiße gestallt fir de weidere Verlaf vun engem Jonke sengem Liewen: schoulesch Reussitten, sozial Kompetenzen, Entwécklung vun der Perséinlechkeet, Entdecke vun Interessien a villes méi.

An deem Sënn huet e staarke Staat den Optrag, duerch e gudden Encadrement vu Kanner ausserhalb vun der Schoul, fir méi Chancéglichheet ze suergen, a fir all Kanner, déi et brauchen, eng qualitativ héichwäerteg Betreuung ze assuréieren.

Ech wëll gär hei nach eemol betounen, datt et sech effektiv ëm e Choix handelt, deen all Famill huele kann. Et dierf een awer virun allem net vergiessen, dass déi ausserschoulesch Betreuung fir vill Leit essentiel ass, fir Famill a Beruff matenee verbannen ze kënnen. Besonnesch Fraen, déi sech trotz allem haut nach ëmmer méi heefeg ëm d'Kanner këmmere an awer och alengerzéiend Mammen oder Pappé sinn all op d'Ganzdaagsbetreuung ugewisen.

Op där anerer Säit fannen ech et immens wichteg, an dat hunn ech, mengen ech, och schon op dëser Plaz gesot, dass d'Elteren, wa se da fräi sinn an zum Beispill während hirem Congé légal oder soss hirer fräier Zäit, sech och ëm hir Kanner këmmere an se doheem halen, fir dass d'Kanner och dës wäertvoll Zäit kënnen mat hiren Eltere verbréngen. Hei ass et wichteg, sou Reglementatiounen an den eenzelne Strukturen virzegegn.

Allgemeng ass et ze begrëssen, dass dëst Gesetz engersäits den Accès op déi nonformal Bildung verbessert. Anerersäits gëtt d'Mëttegiessie während de Schoulwoche fir alleguerten d'Schüler bis zwielef Joer gratis.

Als LSAP begreisse mer, dass all Kand d'Méiglechkeet huet, eng waarm Molrecht ze kréien. En héichwäerteg Mëttegiessen ass fir eis eng wichteg Komponent vun der Ganzdaagsbetreuung an dréit och zum Bien-être vun de Kanner bäi.

Beim Iesse wéi och bei der Betreuung ass d'Qualitéit den A an den O. All Kand dat an engem SEA ageschriwwen ass, huet d'Recht op eng qualitativ héichwäerteg Betreuung. D'Maison-relaise si jo net just do, fir d'Kanner ze versuergen. De Cadre de référence vun 2021 fir déi nonformal Bildung ënnersträcht dofir siwe Beräicher fir de Kanner hir Experienzen, Léiererfahrungen an Entwécklungen. Dat sinn: Emotiounen a sozial Relatiounen; Wäerter, Participatioun an Demokratie; Sprooch, Kommunikatioun a Medien; Kreativitéit, Konscht an Ästhetik; Bewegung, Kierperbewusstsein a Gesondheet; Wëssenschaft an Technologie, an, als lescht, Transitioun tëschent Famill a Schoul.

Dës Beräicher sollen enger Betreuungsstruktur d'Kanner fërderen. Wéi mer d'lescht Woch gewuer gi sinn, soll dann am September bei der Rentrée och de Volet vun der Hausaufgabenhëllef an der nonformaler Bildung derbäikommen.

Fir dëst alles ëmzesetzen, brauch ee genuch gutt ausgebildet Personal. Dofir ass et wichteg, dass d'Strukture finanziell vum Staat ënnerstëtzt ginn. Dës Ënnerstëtzung muss éischtens um Niveau vun de Leeschtunge gräifen. Et ass wichteg, dass d'Gemengen an aner Träger eng Planungssécherheet hunn. En zweete Punkt, wou déi finanziell Participatioun vum Staat gräife muss, ass de Bau an d'Renovatioun vun

de Gebailechkeete vun de Strukturen. Nom ASFT-Gesetz vun 1998 ass jo d'Participatioun op 50 % limitéiert an zousätzlech gesinn d'Konventiounen nach e Plaffong vun 10.000 Euro pro chaise vir. Dëse Plaffong ass effektiv schonn eng ganz laang Zäit dee selwechten. Mee wuel wëssend, dass awer och déi nei Structures intégrées elo 12.500 Euro kréien.

Mat deem Gesetz gëtt d'Offer vun der Kannerbetreuung also méi attraktiv gemaach. Mir dierfen awer net vergiessen, dass verschidde Gemengen effektiv haut den Demanden net alleguer kënnen gerecht ginn. Fir méi Kanner kënnen eng Plaz unzibidden, gi méi Raimlechkeeten a méi qualifizéiert Personal gebraucht. Doriwwer misst een nodenken, fir d'staatléich Participatioun beim Personal eventuell unzepassen.

Ech wëll awer betounen, dass mir als LSAP selbstverständlech fir dëse Projet stëmme wäerten, well mer och, wéi ech am Ufank gesot hunn, der Meenung sinn, dass e staarke Staat fir Chancégerechtigkeit muss suergen, an dëse Projet ass e Schratt och an déi Richtung.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Simone Asselborn-Bintz. An da wär et elo un der honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Haut gëtt e wichtige Punkt aus dem Koalitionsaccord ëmgesat. Mir stëmme d'grais Kannerbetreuung an d'Mëttegiessie fir Kanner aus dem Fondamental während der Schoulzäit. Gläichzäitig sinn d'Mëttegiessen an d'Presenz an den SEAE während der Vakanz finanziell gestaffelt.

Mat deem Gesetz maache mer e Meilesteen a Richtung Chancégerechtigkeit a schafen den universellen Accès zur nonformaler Bildung. All Kand dierf während senge Schoulwoche gratis an d'Maison-relaise goen. Zousätzlech an an enger logescher Suite gëtt och d'Mëttegiessie fir d'Kanner gratis respektiv an de Vakanze méi erschwénglech.

E Gesetz, wat also d'Famillje finanziell entlascht an d'Kanner stäerkt. Si gi gestäerkt, well d'Kannerbetreuung méi ass wéi eng Betreuung am Sens strict. D'Qualitéitsufuerderungen an eise Maison-relaisen hu sech enorm verännert an de leschte Joren. D'Pres-tatairë mussen all puer Joer e Bildungsrahmenplan eraginn, ginn drop evaluéiert, mussen verflüchtend Formatiounen maachen an hunn natierlech d'Konditiounen vun hiren Agerementen ze erfëllen.

Kanner, déi optional an d'Maison-relaise ginn, kréien do d'Méiglechkeet fir spilleresch ze léieren, sech ze beweegen a matenee ze spillen, se léieren den Émgang mat Wëssenschaften an Technik, mat Musek a Konscht, mat Demokratie an den Émgang ënnereneen. Déi siwen Handlungsfelder vum Bildungsrahmenplan gi mat geschoultem Personal ëmgesat a sou gëtt de Kanner eng qualitativ héichwäerteg edukativ Offer gebueden, déi de Besoine vun de Kanner gerecht gëtt a complementaire zu der formeller Bildung ass.

Zousätzlech dozou kënn och nach d'Offer vun der Hausaufgabenhëllef, déi wichteg ass, fir de Kanner eng Begleedung bei den Hausaufgaben ze offrëieren an esou sécherzestellen, dass déi Kleng sech net nach owes no der Maison relais müssen dohinnersetzen an Aufgabe maachen.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Erlaabt mer awer, hei drop hinzewiesen, dass meng Kolleegin, d'Josée

Lorsché, op dëser Plaz schonn ëfters fir en Ofschaffen oder Reduzéiere vun Hausaufgabe plädéiert huet, an dës Positioun ëmsou méi gerechtfertegt ass, wann ee bedenkt, dass ëmmer méi Kanner d'Offer vun der formaler an der nonformaler Bildung unuhelen.

Här President, erlaabt mer, kuerz op e puer wichteg Punkten anzegoen. Chancëgläichheet an Inklusioun: D'Gratuitéit baut Barriären of an erlaabt alle Kanner, un der nonformaler Bildungsoffer deelzehuelen. Si férdert esou d'Mixitéit vun alle Kanner an alle soziale Schichten an ass dowéinsten och eng inklusiv Offer.

Infrastrukturen: Jee méi Kanner hire Wee an d'Maison-relais fannen, desto méi ass déi néideg Capacitéit natierlech eng grouss Suerg vu ville Gemengeresponsabelen. Ech mengen, dass aner Riedner sech domadder nach vill besser auskenne wéi ech, mee ech mengen, dass dësen Defi e reellen ass, an et ass ëmsou méi wichteg, dass d'Raim, d'Infrastrukturen an och d'alentouren vun den SEAen op d'Besoine vun de Kanner ausgeriicht ginn an och esou konzipéiert ginn. Ech denken un Inklusioun, un Nohaltegkeet, mee och u Réckzuchsméiglechkeeten an eng ugepasst Akustik. Dat sinn Aspekter, op déi besonnesch muss opgepasst gi beim Bau vun zukünftege Strukturen, an natierlech mussen deemspriechend och d'Finanzierungsmechanismen adaptéiert sinn.

Op d'Vereenbarkeet vum Veräinsliewen, dem fräie Spillen an der eegener Gestaltung vu senger Zäit an dem Liewen an der Maison relais muss och an Zukunft e wichtege Fokus geluecht ginn. Mir wëlle weiderhin d'Méiglechkeet schafen, dass d'Kanner a Sportsclubb kënne goen, an d'Musek, an d'Scouten oder an d'Pompjeeën a se och natierlech de Wee dohinner fannen. Well do bäisst sech d'Kaz ëfters mol an de Schwanz a mir mussen do souwuel kommunal wéi national u Léisungen denken.

Här President, déi gréng stinn hanner enger kompletärer a qualitativ héichwärteger Offer an der nonformaler Bildung. Eng Offer, déi ëm de Bien-être vun de Kanner besuergt ass, déi Wëssen, Kompetenzen a soziaalt Verhale vermëttelt, déi den Echange an d'Inklusioun favoriséiert, wou Bildung a Betreieung e Stéck méi no uneneeréckelen.

Ech ginn heimadder ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem President-Rapporter e ganz grouse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, an och merci dem Här Baum fir de Rapport. Dir Dammen an Dir Hären, als Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu menger Säit, d'Nummer 6281 vu virun engem Mount, kouw eraus, dass 36.417 Schoulkanner an engem Bildungs- a Betreuungsservice fir Schoulkanner ageschriwwen sinn. Dat ass dat, wat virun 2013 Maison relais genannt ginn ass an zënter 2013 am Fong net méi Maison relais genannt gëtt.

Elo ginn also déi Betreieungsservicer fir d'Schoulkanner vum Schoulufank 2022/2023 u vu moies 7.00 bis owes 19.00 Auer gratis, gradesou wéi d'Mëttegiesse fir d'Kanner an der Schoul gratis gëtt, wat sécherlech Moosname sinn, déi ze begrësse sinn.

Wichtig ass eis als ADR, dass d'Qualitéit an deene Strukturen garantéiert ass. Dat zielt fir d'Infrastrukturen an och fir d'Personal. An ee Punkt ass eis do besonnesch wichteg – an dat ass och en Deel vun der Qualitéit –, dat sinn d'Sproochekenntnisse, dat heescht haaptsächlech d'Kenntnisse och vum Lëtzebuerger.

An ech gi jo dervun aus, dass mir eis alleguerten hei eens sinn, dass an deene Strukturen all déi Leit, déi do schaffen, och Lëtzebuerger schwätze kënne mussen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Grondsätzlech begrësse mer also dës Moosnam fir gratis Strukturen. Mee leider gëtt hei deene Familien, déi hir Kanner doheem versueren an doheem fir hir Kanner kachen, net Rechnung gedroen. Fir et direkt ze soen, mir fuerderen: Als Kompensatioun sollten och déi Leit, déi doheem bleiwen, fir sech selwer ëm hir Kanner ze këmmere, eng änlech finanziell Bähëllef kréien. Well Elteren, déi de Choix maachen, oft mat ville finanzielle Sacrificer verbonnen, fir doheem ze si bei de Kanner, déi sech do staark engagéiere wëllen, déi kréie mat dësem Gesetz leider näischt, an dat ass net fair. Dat eent ok, do si mir och derfir, mee dann dat anert och!

Dofir, kommt, mir ënnerstëtzen och déi Familien, déi hir Kanner doheem versueren!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Kommt, mir ginn de Familien de Choix, sech selwer ëm hir Kanner ze këmmere! Kommt, mir huele se aus dem Zwang eraus a mir ginn hinnen d'Méiglechkeet, och am Dag fir hir Kanner present ze sinn!

De 5. Mee hate mir hei am héijen Haus eng Unhéierung vun enger Petitioun zu deem Thema, mam Titel: „Ënnerstëtzung fir d'Elteren deenen hier Kanner net an eng Maison relais ginn“. D'Zil vun der Petitioun war, dass déi Elteren eng finanziell Bähëllef solle kréien, deenen hir Kanner eeben net an eng Maison relais ginn an deenen hir Kanner also all Dag doheem oder bei engem anere Familljemember mëttes z'iesse kréien.

Dëst och als Motivatioun, fir dass nach méi Eltere sech géife fir Deelzäitarbecht entscheeden, fir méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen, an dat ass ganz wichteg. Schliisslech och nach, fir Geld ze spueren bei Infrastruktur- a Fonctionnementskäschte vun de Maison-relais, duerch déi Elteren, déi dann eeben hir Kanner doheem versueren.

Mir hu grad heidriwwer geschwat: A ville Gemenge sinn déi néideg Infrastrukturen net do. Elo muss mer kucken, ob vill méi Kanner sech wäerten aschreive vu September un. Mee do wäerten eng Partie Gemenge ganz sécher nach méi wäit iwwer hir Limite kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Famill ass d'Basis vun eiser Gesellschaft, an d'Kanner an d'Famill missten eigentlech am Zentrum vun eisen Entscheedungen stoen. Hei ass e Projet, deen awer leider net d'Kanner an och net d'Famill an den Zentrum setzt, mee – einfach ausgedréckt – éischer d'Wirtschaft an de Mëtelpunkt stellt. Eng Politik, déi sech ëm d'Wuel vun de Kanner këmmert, ma déi géif probéieren, dem Kand esou vill Zäit wéi méiglech bei senger Mamm a bei sengem Papp ze ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Eng Politik, déi sech net ëm d'Wuel vum Kand këmmert, déi probéiert, der Wirtschaft d'Mamm an de Papp sou séier wéi méiglech erëm zur Verfügung ze stellen.

(Interruption)

Dat ass e politesche Choix. Hei tendéiert d'Regierung leider éischer an déi Richtung: Mamm a Papp sollen erëm fir d'Wirtschaft do sinn!

Mir sinn net där Meenung. Mir fuerderen hei eng Gerechtegkeet. Och déi Elteren, déi sech bereeterklären, hir Kanner doheem selwer ze versueren, dierfen net

diskriminéiert gi par rapport zu den Elteren, déi hir Kanner a Strukture ginn. Dat wier eng kannerfrëndlech an eng familljefrëndlech Politik.

Duerfir wärte mir eis bei dësem Projet och enthalten. Well mir wëllen eng Ënnerstëtzung fir déi Familien, déi de Choix treffen, hir Kanner doheem ze versueren a sech selwer ëm hir Kanner ze këmmere.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'Schoul ass e weesentlechen ëffentleche Service. D'Schoul ass dofir jo och gratis fir jiddereen. D'Kannerbetreieung an d'Kantine sinn an eisen Aen och weesentlech ëffentlech Servicer a sollten dofir och gratis fir jiddereen sinn am Kader vun enger Ganzdaagsschoul.

Bis elo goufen iwwert de System vun de Chèques-services accueil d'Käschte vun der Kannerbetreieung am Zesammenhang mam nationale Referenzkader fir informell Bildung vum Staat subventionéiert. E Stot mat engem oder méi Kanner konnt jee no sengem Revenu en Deel vun den ufalende Käschte vum Staat bezuelt kréien. Dat huet de facto eng Gratuitéit bedeit fir Leit, déi a ganz prekäre Verhältnissen liewen, an e klunge Bättrag fir déi, déi knapps iwwert de Mindestloun eraus verdéngen.

Sou richtig deier war et fir kee Stot, egal wéi gutt ee verdéngt huet. Mee eng universal Gratuitéit, sou wéi dat sech passt fir en ëffentleche Service, gouf et hei net.

Dir wësst: Mir waren ni ganz fro mat dem System vun de Chèques-services accueil. Dee System huet de groussen Nodeel, datt net jiddereen, deen Urecht drop huet, och kann dovunnen Gebrauch maachen, sou wéi d'Frontaliersarbechter/innen zum Beispill.

Deen anere groussen Nodeel ass, datt domat e reeglechte Crèchebusiness entstanen ass, well och privat Crèche mat engem Agreement vun deene staatleche Subventiounen profitéieren a sech aus hiren dacks méi héijen Tariffer e klengen, vum Staat gesponserte Bonus eraushuele konnten.

Esou een Agreement berout zwar op Qualitéitskriterien, déi vum Bildungsministère virgesinn sinn, mee Froen, Diskussiounen an Debatten iwwer schwammeg Qualitéitskontrolle gouf et der scho sou munch heibannen. Temoignagë vu concernéierten onzufriedenen Eltere krute mir als Deputéiert och schonn eng jett mat op de Wee. Dat mécht, datt mir als déi Lénk weiderhin net vum System vun de Chèques-services accueil iwwerzeegt sinn.

Här President, d'Méiglechkeet vun enger gratis anstänneger Molzecht am Kader vun de Betreieungsstrukturen an der Schoul sollt einfach feste Bestanddeel si vum ëffentleche Service, deen hei gebuede gëtt. Wat mir, déi Lénk, wëllen, ass eng generell Gratuitéit vun de Strukturen, déi Kannerbetreieung, nonformal Bildung a gesond Ernährung op der Plaz matenee verbannen am Kader vun engem qualitativ héichwärtegen ëffentleche Service. D'Gratuitéit eleng vun deene Servicer geet net duer. Wann, da muss se och 100 % ëffentlech sinn.

Dës Kollektiviséierung vun der Kannerbetreieung, der nonformaler Bildung an der Gestiou vun de Kantine an de Schoulen an an de Betreieungsstrukturen gëtt awer vum zoustännege Minister an dëser Koalitioun leider nach ëmmer net assuméiert.

Mat dësem Gesetz schaaft d'Regierung zwar eng Basis fir esou eng generell Gratuitéit vun de konventionéierte Betreuungsstrukturen an de Kantinnen, mee eng reegelrecht Prise an charge vum Staat, fir weider Offeren ze schafen an och an ëffentlecher Hand ze geréieren, ass net virgesinn.

An engem Kontext, wou private Crèche wéi Champignonen aus dem Buedem wuessen, fir eng Offer ze bidden, op déi ee kaum verzichte kann, well a ville Gemenge riseg Waardelëschte sinn, fir eng Plaz an enger Betreuungsstruktur oder Gemengecrèche ze kréien, a well et net genuch ëffentlech Crèche gëtt – an esou engem Kontext stécht kloer eraus, datt hei de Staat drop verzicht, seng Responsabilitéiten ze assuméieren. D'Kannerbetreuung, d'Bildung an d'Ernährung an dem Kader vu Kanner a Jugendliche dierfe kee Business sinn!

Här President, de Bildungs- a Jugendministère verstoppt sech allze gär hannert der Autonomie vun de Gemengen, wann et drëms geet, eng flächendeckend Kannerbetreuungsoffer op d'Been ze setzen. D'Betreuungsstrukturen falen effektiv an de Kompetenzberäich vun de Gemengen. Verschidde Gemenge bedriewen hir eege Crèche mat hauseegenem Personal, mee vill Gemengen hu Servicer, déi schlecht opgestallt sinn an déi träntele bei der Schafung vun neie Strukturen, déi batter gebraucht ginn. Do ginn also net just Subventionen gebraucht, fir d'Gebäilechkeeten opzebauen, mee och logistesche Hëllef vum Staat.

Well wat bréngt eng Gratuitéit, wa ganz vill Leit net kënnen dovunner profitéieren, well hir Kanner keng Plaz an enger Betreuungsstruktur oder Gemengecrèche hunn? Wat bréngt eng Gratuitéit op Plazen, wou mol keng Betreuungsstruktur einfach an no bäi mam ëffentlechen Transport oder ze Fouss zougänglech ass?

Besonnenesch fir elengerzéiend Elteren ass déi Form vu geografischer Diskriminatioun beim Zougang zu Kannerbetreuungsstrukturen e Problem. Natierlech spillt do eng finanziell Diskriminierung mat, wa Leit wéinst den héije Logementspräisser an exzentrierte Géigende wunne müssen.

Wa Gemengen do net kënnen schalten, fir de Leit Betreuungsstrukturen a Schoule méi no ze bréngen, da muss de Staat sech eeben aschalten. Dat geet jo och beim Logement. Do iwwerhëlt d'SNHBM jo och Wunnengen a ka se bauen, wann eng Gemeng entwedeer ze bequiem oder ze schlecht organiséiert ass, fir dat selwer ze maachen.

D'Gratuitéit vu Kannerbetreuung a Kantin geet net duer, fir jidderengem Zougang zu dëse wichtige Servicer ze schafen. An da muss een nach bemerken, datt d'Gratuitéit am Kader vun dësem Gesetz zäitlech begrenzt ass. Si géllt net an de Schoulvakanz, op alle Fall net fir jiddereen. Et ass zwar gekuckt ginn, datt prioritär Leit mat bis zu zweemol de Mindestloun kënnen während der Vakanzzeit vun der Offer profitéieren, wat ze begrëssen ass. Nach eemol: D'Gratuitéit soll eng Optioun fir jiddereen sinn an d'Gratuitéit eleng ass net alles.

D'Leit brauchen e staarken ëffentleche Service, zu deem si e garantéierten Zougang verschaaft kréien, egal wou se wunnen, notamment wa si als Elterendeel op sech selwer gestallt sinn, fir d'Erzëigungsarbecht ze assuréieren. Do denken ech besonnenesch un de Gros vun de Fraen an dëser Situatioun.

Och während de Schoulvakanz gëtt et also Kanner, déi net an d'Vekanzen fueren, well d'Elteren entwedeer keng Moyenen oder kee Congé derfir hunn. Fir dës Kanner ass et wichteg, dass d'Betreuungsoffer méi hiergëtt wéi just eng Plaz, wou si temporär ënnerbruecht ginn. Grad an der Vakanz kéinten

d'Fräizäitaktivitéiten am Kader vun de Services d'éducation et d'accueil ausgebaut ginn, vläicht souguer a Form vu Vakanzekolonien, wou d'Kanner kënnen higoen, fir och eng Vakanz ze hunn, wann d'Eltere musse schaffen.

Ech erënneren um Schluss nach drun, datt eng generell Gratuitéit vun ëffentleche Servicer eppes ass, wat déi Léink festgemeesselt an hire Programmer stoen hunn. Ob Schoul, Kannerbetreuung, Kantin, Schwämm, Post oder Gesondheetssewicer, d'Gratuitéit muss prinzipiell garantéiert ginn. Mee fir all dës Beräicher insistéiere mir nieft der Gratuitéit och op eng qualitativ Héichwäertegkeet an direkt Zougänglechkeet vun dëse Servicer, vun deenen et der onbedéngt méi misst ginn.

Soulaang dat net de Fall ass, bestinn Divisiounen an Diskriminatiounen ronderëm den Zougang zu ëffentleche Servicer. Jiddereen hätt do jo awer gär e Stéck vum Kuch: „Firwat déi eng an net déi aner? Firwat si? Firwat net mir?“ Mat der genereller Gratuitéit an engem garantéierten Zougang zu deene Servicer fir jiddereen, de se wëllt a brauch, geet een dësem Diskriminatiounsproblem aus dem Wee.

Ech ginn awer heimadder trotz all deene Kriticken den Accord vun déi Léink. Merci fir d'Nolascarteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vu mir als Éischt e grouse Merci un de Rapportier fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir musse just virun d'Dier vun der Chamber kucken an da gesi mer dat, wat all Joer de Fall ass, nämlech datt fir vill Kanner am Land elo déi lescht Schoulwoch ugebrach ass, virun enger laang erseenter Summervakanz, op déi mer eis, mengen ech, alleguerte freeën. An domadder kreesen d'Gedanken elo mol als Éischt ëm Fräizäit a Spaass mat de Kolleegen.

Mee déi nächst Rentrée kënnst bestëmmt a se wëllt virbereet sinn, an dat net nëmmen am Beräich vun der formaler, mee eeben och am Beräich vun der nonformaler Bildung.

Dofir freeë mer eis haut, dësen Text ze stëmmen, deen hoffentlech ville Familljen am Schoulalldag zeguttomme wäert. E käschtefräien Zougang zur nonformaler Bildung an och e gratis waarmt Mëttegiesse kënnen fir vill Famillje mat klenge Revenuen duerchaus eng grouss Entlaaschtung sinn. An dofir ënnerstëtze mer de virleiende Projet, och wa mer der Meinung sinn, datt et hei trotzdem nach weider Efforten ze maache gëtt.

Kucke mer nämlech op de Volet vun der Chancëgläichheet, op deen am Exposé des motifs jo awer sou gare verwise gëtt, dann erkenne mer eigentlech séier, datt hei awer nach laang net all Kand déi selwecht Chancen huet. Kanner, déi a Gemenge wunnen, an deenen d'Betreuungsstrukturen chronesch iwwerlaascht sinn an d'Waardelëschte laang voll sinn, hu keen Zougang zu der Offer, déi mam virleienden Text geschaf gëtt, an Elteren, déi Schichte schaffen, kënnen mat dëser Offer och vill manner ufänke wéi Elteren, déi e klasesche Bürosjob maachen.

Dat ass besonnenesch problematesch, wann ee bedenkt, datt d'Zil vum Projet sollt sinn, d'Kanner aus Famillje mat klenge Revenuen ze errecheen. Well zum Beispill grad am Botzsecteur oder och am Horeca, wou tendenziell méi niddreg Paie bezuelt ginn, ginn oft Aarbechtszäite gefrot, déi kengem typeschen Neng-halwer-sechs-Dag entsprechen. Hei muss

ee sech also d'Fro stellen, ob déi Leit, déi am dréngendste vun der Gratuitéit vun den offréierte Servicer profitéiere sollten, och tatsächlech en Accès dozou kréien. An déi Fro kann ee just beäntweren, wann een Zuele sammelt.

Ech denken dofir, datt et wichteg wier, no enger kuerzer Agewinnungsphas eng detailléiert Analys doriwwer ze maachen, wéi eng Kanner aus wéi enge Famillje vu wéi enge Betreuungsoffer profitéieren, fir esou ze gesinn, wéi d'Zuelen hei par rapport zum Akommes an der Berufsspart vun den Eltere variéieren. Esoulaang sech hei frappant Ënnerscheeder sollte feststelle loosse, wäert een net vu Chancëgläichheet schwätze kënnen.

An dat kann een och net, wann ee sech d'Wielméiglechkeete vun de Familljen ukuckt, wat d'Betreuungsmodeller ugeet. De Bildungsministère betount zwar gären, datt et sech bei der nonformaler Bildung ëm eng Offer handelt, vun där ee profitéiere kann, mee net muss. Mee grad akommesschwaache Famillje feelt dach ganz einfach oft de Choix. Si kënnen sech net eraussichen, hir Kanner selwer doheem ze versuergen, well all déi staatlech Leeschtunge Saachleeschtunge sinn, déi ronderëm déi staatlech Betreuungsstrukturen dréien.

Wie seng Kanner selwer doheem wëllt versuergen, muss ouni staatlech Aiden auskommen oder mat ganz wéineg. An dat ass grad mat niddregen, mee och schonns oft mat mëttleren Akommessen – déi ominéis Mëttelschicht – onméiglech.

Hei maache mir Piraten eis säit Laangem staark fir e bore Chèque-service accueil, deen deene Famillje sollt ausbezuelen ginn, déi net vun der staatlecher Betreuung profitéiere wëllen, fir si net am Stach ze loosse. An ech mengen, wa mer an deene leschte Méint eng Kéier gekuckt hunn, wat op d'Questionnaire geäntwert gouf, wat eng Plaz an enger Crèche, wat de Chèque-service accueil deelweis pro Kand kascht, dann ass dat nawell substanzuell.

Nee, et dāerfen net just déi, déi sech et leeschte kënnen, e Choix hunn, mee jiddereen muss de Choix kënnen hunn. Leider enthält dësen Text keng esou eng Dispositioun, mee ëmmerhi verbessert en d'Situatioun vun deene Familljen, déi sech fir eng Betreuung an enger Maison relais entscheet hunn an d'Chance haten, eng Plaz ze kréien.

Dat ass ëmmerhin en Ufank. Et ass awer sécherlech net d'Enn vum Wee, mee trotzdem wäerte mir Piraten dofir dëse Projet de loi matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci un de Gilles Baum als Rapportier, deen eis, sou wéi d'Juna Bernard et gesot huet, schonn an déi wichteg Decisioun hei agefouert huet. Well ech denken, et ass eng, déi schonn eng gewëssen histoersch Tragweid huet, wa mer hei decidéieren, datt mer nonformal Bildung gradesou wéi déi formal Bildung op een Niveau hiewen a se fräi, also gratis zougänglech, maache fir all eis Kanner.

Firwat maache mer dat? Ma well mer fest dovun iwwerzeegt sinn, datt déi Kompetenzen, déi mer an

der nonformaler Bildung, also an de Maison-relaisen, bei den Dageselteren, an de Foyer-scolairé queesch uechtert d'Land, vermëttelen ewéi Kommunikatiouns-fäegkeet, Sproochentwécklung, Motricitéit, Kreativitéit, déi sozial Relatioun, also sozial Kompetenzen, awer och d'Interessi fir Wëssenschaft an Technik, d'Fäegkeet, sech anzebréngen, seng Meenung ze soen, ze participéieren, haut gradesou wichteg si wéi alles dat, wat mer um Léierplang stoen hunn an der formaler Bildung, also an der Schoul.

A wa mer gären hätten, datt d'Kanner sech ganzheetlech entwéckelen, a wa mer gären d'Kand an den Zentrum vun eiser Bildungspolitik setzen, dann, denken ech, ass et eigentlech nëmmen e logesche Schrëtt, dat heiten ze maachen. Esou wéi et elo iwwer 100 Joer kloer ass an e breede Konsens hei am Land ausgemaach huet, och no Diskussiounen, datt Schoul soll gratis sinn, soll eeben och hei déi ausserschoulesch – ech wëll net méi soe „Betreiung“, well et ass net nëmme Betreiung, et ass gradesou Bildung ewéi viles, wat mer op anere Plaze maachen – Bildung gratis zougänglech si fir all Kanner.

Dat grad no engem Prozess, an deem mer zanter 2017 awer intensiv och an d'Qualitéit vun deene Strukturen investéiert hunn, fir datt mer deenen Zilsetzungen, déi ech grad genannt hunn, och alleguerter kënnen gerecht ginn. Dee ganze Secteur – a mir schwätze jo hei vun deene schoulflichtege Kanner, egal ob et Strukture sinn, déi vu Gemenge selwer betreit a bedriwwen ginn, ob et Strukture sinn, bei deenen d'Gemeng dat un eng ASBL delegéiert oder och nach, dat mécht awer hei fir dës Altersbranche e relativ bescheidenen Deel aus, privatrechtlech Strukture sinn – huet sech op de Wee gemaach an huet seng eegen Approche a Fro gestallt an huet sech och un den nonformale Bildungsrahmenplan conforméiert, fir déi Qualitätskrittären do ze erreechen.

An ech denken, datt et duerfir elo haut dee richtegen Zäitpunkt ass, deen dote Schratt ze maachen: während der Schoulwochen, wéi gesot, souwuel gratis Openthalt an der Maison relais wéi och gratis Iessen, an dann ausserhalb vun de Schoulwochen datt sozial gestaffelt ze maachen. Dat, denken ech, ass dee richtegen a logesche Schrëtt, dee mer hei no deene Politicke vun de leschte Jore maachen. Ech wëll drun erënneren, datt mer 2017 decidéiert hunn, 20 Stonne gratis an der Crèche unzibidden fir all Kand, och do aus der Begrënnung eraus, datt grad déi éischt Jore wichteg sinn, datt mer och do eng Qualitéitsentwécklung ugestriift hunn an datt och déi Kompetenzen, déi an deem Alter gefërdert ginn, extreem, extreem wichteg si fir d'Weiterentwécklung vum Kand.

Well ganz dacks, Här President, schwätze mer jo hei am Haus vun der Chancégerechtigkeit an dovun, wat mer als Bildung, Bildungsstrukturen – an net nëmmen d'Schoul, mee de ganze Bildungssecteur – müssen a kënnen maachen, fir datt all Kand säi ganz Potenzial kann entwéckelen, onofhängeg vun der Sprooch, déi dohem geschwat gëtt, onofhängeg vum Bildungsniveau, deen d'Elteren hunn, onofhängeg vum sozioekonomesche Statut vun den Elteren.

Wann een an d'Literatur kucke geet, jo, da gëtt et eigentlech eng Mesure, déi ëmmer nees an iwwer Joren awer elo recommandéiert gëtt, datt ass eeben och, ausserschoulesch Aktivitéiten accessibel ze maachen, se mat héijer Qualitéit unzibidden an a Richtung vu Ganzdaagsschoulen ze goen. Dat ass jo dee Schrëtt, dee mer haut hei maachen. Dat wat an der däitschsproocheger Literatur „oppe Ganzdaagsschoule“ genannt gëtt, dat ass genau dat, wat mer mat deem Schrëtt hei definitiv zu Lëtzebuerg fest verankeren, nämlech formal Bildung an der Schoul, zougänglech an obligatoresch fir jiddereen, an op

där anerer Säit nonformal Bildung fir all Kand, zougänglech an och gratis fir all Kand. An ech denken, datt dat nach eng Kéier e grouse Bäitrag dozou ka leeschten, datt all Kand seng Entwécklungschancen a seng Chance op eng Reussite hei bei eis am Land kann hunn.

Ee Wuert vläicht och zum gratis Iessen. An ech géif do vläicht awer deenen, déi dat hei nach a Fro stellen, datt mer dat och generell gratis maachen, och mat op de Wee wëlle ginn: Iessen ass net nëmmen d'Déngschtleeschtung, datt ee sech kann ernären an net erhéngert. Iessen ass, wann ech elo d'Entwécklung vum Kand kucken, och e soziale Moment. Iessen, dat ass och Ernährungserzëiung. Iessen, do stécht vill méi dran, wéi just Kalorien zou sech ze huelen, wat eng Noutwendegkeet ass fir all Kand. An duerfir, denken ech, ass et richtig, datt mer deen dote Schratt gemaach hunn, deen eis, par ailleurs, duerch den Avis, e ganz kritisches Avis vum Staatsrot op déi éischt Propos vun der Regierung hin, fir d'Gratuitéit vum Iesse fir en Deel vun de Kanner an der Grondschoul kënnen ze erreechen, mat op de Wee gi gouf. An duerfir sinn ech frou, op déi konstruktiv Kritik hei vum Staatsrot op déi dote Manéier kënnen ze reagéieren, well mer hei eeben och während der Iessenszäit eng Bildungs-zäit hunn an dat op jidde Fall müssen ustriewen.

Dann, Här President, de Rapporteur, de Gilles Baum, huet et nach ënnerstrach, mat enger Rei vu Beispiller, datt mer hei och eng Entlaaschtung vun de Famille maachen. A grad an dësen Zäiten, denken ech, misst dat jo awer dat sinn, wat mer alleguerter wëllen: datt mer d'Famillen, déi haut nach belastscht ginn, well se d'Tariffer mussen bezuelen, well se hir Kanner an de Maison-relaisen aschreiwen, och entlaaschten. De Gilles Baum huet Beispiller gerechent. Mir wëssen, datt mer haut Tariffer hunn, déi gestaffelt sinn op d'Familljesituatioun, op d'Akommessituatioun, op d'Stonnenzuel och, déi ech vun deenen Déngschtleeschungen do profitéieren.

Huele mer nach eng Kéier e Beispill vun enger Famill mat engem mëttlere Revenu: zweemol de Mindestloun an der Famill. Dat ass sécherlech nach keng wuelhabend Famill hei zu Lëtzebuerg. Déi spuert awer, wa se zwee Kanner an der Maison relais ageschriwwen huet während 15 Stonne während der Schoulzäit a während 45 Stonne während der Schoulvakanz – well een, wann ee schaffe geet, jo dann och muss méi staark op déi Strukturen zréckgräifen –, awer 1.800 Euro am Joer. Dat sinn ëmmerhin 150 Euro de Mount. An ech denken, datt dat eppes ass, wat momentan awer jidderengem och kann zeguttkommen.

Här President, et huet mech net aleng gewonnen hei am Raum, wat d'Haltung vun der CSV ass zu deem Dossier, nodeems 2008, mee dat war vläicht dann awer scho laang hier elo, de Jean-Claude Juncker op dëser Tribün stoung a gesot huet, datt ee misst driwwer nodenken, fir mëttelfristeg d'Kannerbetreiung hei zu Lëtzebuerg gratis ze maachen.

(Interruptions)

A mir hunn ...

(Interruptions)

A mir hunn ... Jo, mee ech sinn nach net fäerdeg. Elo reegt Iech dach net schonn op. Ech wëll de ganzen Historique jo kënnen developéieren.

(Interruption)

A mir hunn e Schratt gemaach, wéi ech virdu gesot hunn, 2017 mat 20 Stonne gratis an der Crèche. A wat huet d'CSV 2017 – dat ass fir Einzelner nach net esou laang hier, da kéint ee sech nach erënneren – dann zu deem Moment gesot? „Mir kënnen dat dach net an de Crèchë maachen.“ An dat, wat de Jean-Claude Juncker

2008 gemengt huet, dat war net fir d'Crèchen, dat war fir d'Maison-relaisen. Lo steet d'Regierung haut hei a proposéiert d'Gratuitéit vun de Maison-relaisen, a wat seet d'CSV? Se stëmmt et net mat. Se stëmmt dergéint. Dat, mengen ech, soll d'CSV beschäftegen. Dat beschäftegt mech manner. An ech denken, ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

... et beschäftegt déi Leit och manner, déi mer hei entlaaschten, ...

Une voix | Mir si fir ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... a wou mer ganz kloer an eis Bildungsstrukturen investéieren, fir dann och eng Qualitéit de Kanner kënnen unzibidden an eng ganzheetlech Fërderung vun de Kanner an de Strukturen, an de Maison-relaisen och domadder kënnen erreechen.

Zur Kritik, an ech wëll och op déi agoen, Här President, datt mer hei nëmmen eppes géife maache fir en Deel vun der Populatioun an deen anere ganz géife leielloossen.

Mir mussen jo awer vläicht kucken, wat fir eng aner Politicken et nach gëtt. Wat fir Politicken zum Beispill d'Regierung am Beräich vum Congé parental gemaach huet, wou mer d'Famillen ënnerstëtzt hunn, fir datt si och als Eltere kënnen hir Responsabilitéit als Mamm an als Papp wouerhuelen an och emol zäitweileg doheembleiwen.

Mir mussen jo awer vläicht kucken, wat mer am Steiersystem nach ëmmer hunn a wéi mer d'Koppele besteieren, déi zu zwee schaffe ginn, par rapport, zu de Koppelen, wou nëmmen ee Revenu do ass. Ech wëten, Madamm Hansen, den Här Roth kann Iech dat eng Kéier an aller Rou erklären. A wa mer dann alles beienee leeën – mir kucken, wat mer um steierleche Plang maachen, mir kucken, wat mer um familjepolitesche Plang maachen, mir kucken, wat mer um bildungspolitesche Plang maachen –, da gesäit een, datt ee wuel eng equilibriert Politik hei mécht, an där jidderee sech och nach ëmmer kann erëmfannen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech hunn d'Impressioun, Här President, d'Madamm Hansen wëilt mer eng Fro stellen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Hansen wëilt Iech eng Fro stellen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, villmools merci. Eng ganz kuerz Fro: Wat maacht Der fir déi, déi net kënnen vun de Maison-relais profitéieren – dat war genau déi Petitioun, déi hei war –, déi op Schichte schaffen? Déi kréie keng Entlaaschtung! An dat ass och eng bewusst Decisioun. An do krute mer während der Petitioun hei gesot, et wär wichteg, soss kréichen déi Kanner vläicht näischt Waarres dohem z'iesse. Ech mengen, et kann een net d'Leit allgemeng ënner Verdacht stellen, déi hir Kanner elo net grad an eng Crèche ginn, datt déi de Kanner näischt dohem z'iesse ginn.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also ech weess net, ob ech jee esou eppes sollt gesot hunn.

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV) | Et war och d'Madamm Familljeministesche, ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech weess net, ob ech jee eppes ...

(Brouhaha)

... esou sollt gesot hunn.

Mme Martine Hansen (CSV) | Dat war d'Madamm Familljeministesch.

Une voix | D'Madamm Cahen. D'Madamm Cahen huet dat gesot.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Wann dat doten awer mäi Wording war, da bréngt mer deen, wann echgelif.

Mme Martine Hansen (CSV) | D'Madamm Cahen ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wëll nach eng Kéier soen, wat ech och dee Moment gesot hunn, datt mäi Ministère schonn x-mol och mat Träger a Verbindung war, déi Strukture waren, déi ausgeriicht sollte sinn op Kanner, deenen hir Elteren op Schichte schaffen, dat awer vun deenen Träger finalement net lancéiert ginn ass, respektiv agestellt ginn ass, well offensichtlech op där anerer Säit och keen Interessi do war.

Ech wëll awer och nach eng Kéier drun erënneren, datt ech och déi Diskussioun hei net richtig verstinn. Mir schwätzen hei vun enger oppener Ganzdaagschoul, wou d'Kanner jo an d'Schoul ginn a se no der Schoul kënnen an eng Maison relais goen. Dat huet jo net onbedéngt eppes domadder ze dinn, wou d'Elteren elo hir Nuecht verbréngen, ob se op der Schaff sinn oder ob se doheem sinn.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ma een, dee vu 6.00 Auer ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Dofir solle mer, ...

Mme Martine Hansen (CSV) | ... u schafft, ...

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... vläicht net alles hei verméschen.

Dann nach ee Wuert ..., an ech verstinn, datt gesot gëtt, mir misste kucken, wéi mer d'Gemengen ënnerstetzen, fir der steigender Nofro, déi mer jo haten an der Lescht, gerecht ze ginn. An ech mengen, et ass jo näischt, wat elo eréischt wäert geschéien, déi hate mer. Ech soen ëmmer: Déi Strukture kënnen net méi wéi zu 100 % ausgelascht sinn. Wa mer lues a lues no dorun erukommen zu gewëssenen Zäiten an der Woch, da kann et net nach wäit doriwwer eraus goen. Ech denken, datt mer dat am A musse behalen. Ech denken awer och, datt d'Gemengen hei natierlech hir Responsabilitéit mussen iwwerhuelen.

Ech wëll och nach eng Kéier soen – an et ass gemaach ginn hei, wéi wann dat doten elo vum Himmel gefall kéim –: Et steet am Regierungsprogramm, datt mer d'Gratuitéit vun de Maison-relais géifen ustriewen. An dee Regierungsprogramm, deen ass jo awer eng Rei vu Joren och elo scho public. An ech denken, datt och d'Gemenge sech dorobber schonn hätte kënnen ariichten an ausriichten, wa se da gemengt hätten, et kéim elo e groussen Usturm.

Ech sinn d'accord mat der Analys, datt dee Plaffong schonn eng Zäitchen net méi ugepasst ginn ass. Ech mengen awer, datt et ze kuerz gräift, fir hei just iwwert d'Investitiounskäschten ze schwätzen. Ech wëll nach eng Kéier soen, datt mäi Ministère de Gemengen awer ganz generéis ënnert d'Äerm gräift, ganz generéis ënnert d'Äerm gräift, wat de Fonctionnement ubelaangt, fir ze kucken, wat fir Stonne mer do mat consideréieren. Mir hu geplangte Stonnen. A wa bis zu 25 % vun deene geplangte Stonnen net

wierklech prestéiert goufen oder d'Kanner net do waren, da finanzéiert mäi Ministère se mat.

An eréischt, wann et méi wéi 25 % manner ass, dann diskutéiere mer emol nach doriwwer a kucken, ob et dann aner Grënn gëtt. Ech si gäre bereet, dat doten op ville Plazen och eng Kéier ze diskutéieren. Mee, ech denken, da kënnen mer net nëmmen eenzeg an aleng iwwert den Invest schwätzen a wéi de Staat dat finanzéiert. Da musse mer och iwwert de Fonctionnement schwätzen a kucken, wéi mer vläicht déi Prozentsatz do erëm e bësse méi no beienee kréien tëschent deem, wat wierklech geplangt ass u Prestatiounen a matfinanzéiert gëtt, an deem, wat da wierklech och herno genotzt gëtt vun den Elteren, grad och an enger Optik vun der Gratuitéit. Soss riskéiert dat nach méi wäit ausserneen ze goen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educationminister Claude Meisch. Parole après ministre fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech hätt och eng kleng Fro un den Här Minister, deen hei d'Crèchen an d'Maison-relais immens gelueft huet, dass vill Kanner dohinner ginn, dass se dann immens gutt ginn doduerch. Den Här Minister huet och gesot, fir dass all Kand säi Potenzial kéint ganz entwéckelen, wier et gutt, dass se an d'Crèche ginn, an d'Maison relais ginn. Ech stelle mir awer d'Fro. Ech war net an enger Crèche, ech war net an enger Maison relais. Ech mengen, déi allermeeschten heibanne waren net ...

(Brouhaha)

... an enger Crèche. Dir waart warscheinlech och net an enger Crèche. Dir waart och net an enger Maison relais. De Minister war warscheinlech och net an enger Crèche an och net an enger Maison relais.

(Brouhaha)

Ech stellen emol déi Fro un déi Leit, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... déi net, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... an enger Maison relais oder an enger Crèche waren: Hunn déi eppes verpasst?

Une voix | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Sinn déi iergendwéi elo sozial net kompetent? Konnten déi – wéi sot den Här Minister? – hiert Potenzial elo net ganz entwéckelen? Also ech froen einfach: Wéi huet den Här Minister dat gemengt? An ass en der Meinung, dass wann een doheem bei sengen Elteren ass, an engem aneren Ëmfeld, dass een do dann Nodeeler huet an der Entwécklung vun engem Potenzial?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Educationminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Et géif mer elo Freed maachen, dorobber ze äntweren, sou wéi ech spontan géif äntweren. Ech loosse dat dann awer elo mol sinn.

(Hilarité)

Ech géif den Här Keup ...

(Brouhaha)

Ech géif den Här Keup ... Nee, ech wollt einfach just soen, datt all déi Leit, déi elo gemengt hunn, se

wéissten elo firwat esou an esou, déi hu sech bestëmmt geiert. Well et läit net dorunner, datt den Här Keup net an enger Crèche war.

M. Fred Keup (ADR) | Waart Dir dann dran?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee.

M. Fred Keup (ADR) | Maja.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An ech wëll Iech just invitéieren, Literatur ze liesen, d'Stëmm vun der Wëssenschaft ze liesen, ...

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | ... ze kucken, wou mer kënnen usetzen, fir datt déi sozial Schéier an eise Bildungswiesen dach e Stéckwäit méi no beienee ka kommen, amplaz datt se weider auserneegeet. An do gëtt de Fokus op ausserschoulesch Aktivitéite geluecht. Do gëtt de Fokus op d'Klengkandbetrieung geluecht; a virun allem eebe bei Familien, wou mer wëssen, datt doheem net Mamm a Papp permanent do sinn a wou mer wëssen, datt doheem sech net permanent och esou engagéiert gëtt, wéi d'Kanner et vläicht brauchen. Mir hu Kanner, déi virun der Tëlee opwuessen. Mir hu Kanner, déi an d'Schoul kommen a kaum e Wuert schwätzen, well ni ee mat hinne geschwat huet. Dat ass awer eng Realitéit, déi mer och musse consideréieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | An dann, denken ech, wär et gutt fir déi Kanner, wa mer se fréi a Crèchè géife kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7986. Den Text steet am Document parlementaire 7986⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7986 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 35 Jo-Stëmmen bei 21 Neestëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc

Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer zur Diskussioun respektiv zum Vott iwwert déi dräi Motiounen.

Motion 1

Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir hu jo schon zum Deel den Tour gemaach vun dëser Motiou. Mir haten, wéi gesot ginn ass, eng ëffentlech Petitioun mat enger ëffentlecher Unhéierung, an där mer déi Leit och gelauschert hunn, an där Argumenter ausgetosch gi sinn. Mir sinn eis do mat de Petitiounen net eens ginn. Mir sinn eis och politesch net eens ginn.

Ech wëll op eppes hiweisen, wat ech vläicht awer hätt solle soen, och a menger Ried – ech hunn dat vergiess –, dass mer, duerch déi Aféierung hei elo awer och en immensen administrativen Opwand ofschaffen, well während de Schoulwochen d'Kanner allegueren an de Genoss komme vun der Betreierung an och vun engem Mëttegiessen.

Wat an der Diskussioun hei ëmmer vergiess gëtt, dat ass, dass et och Kanner gëtt, déi nëmmen heiansdo müssen an eng Maison relais goen, sporadesch, vläicht nëmmen eemol an der Woch, vläicht just nëmme freides fir z'essen an dann no der Schoul nach zwou Stonnen. Dat gëtt e bëssen an der Diskussioun vergiess. A wa mer dat heite géifen esou unhuelen, wéi et drasteet, da misste mer jo soen, dass déi Elteren, déi, sou wéi et hei steet, virtuell eppes kréien ... Da wäeren deenen hir Kanner jo einfach vun deene Strukturen ausgeschloss. Da wäeren déi Kanner diskriminéiert, well se ni kéinte goen. Dat fannen ech net gutt. Et ass wichteg, dass mer Kanner hunn, déi kënnen dohinner goen, wann hir Eltere schaffe ginn, a mer Leit hunn, déi et brauchen. Et gëtt awer och Elteren, déi hallef schaffen: Déi brauchen déi Maison relais an déi Betreierung heiansdo. An et gëtt Leit, déi brauche se vläicht nëmmen eemol de Mount.

Esou flexibel müssen eis Strukture fonctionéieren. Fir déi heiten, d'Motioun Nummer 1, on a fait le tour, wéi mer den Debat gehalen hunn: Ech proposéiere menger Fraktioun op alle Fall, déi heite Motiou net matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Baum. Ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un d'Auteure vun der Motiou, d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wëll dem Här Baum just soen, dass een, deen hallef schafft, wëll ech jo net soen, dass deen net kann dovunner profitéieren. Hei steet einfach „qui ne peut ou ne veut pas profiter de la nouvelle offre“. Et steet net do, dass ee misst zu 100 % dovunner profitéieren. Also, ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Fred Keup nach d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech mengen awer och, dass dës Motiou ganz moderat formuléiert ass: „à élaborer une ou plusieurs mesures servant à soutenir financièrement les groupes de parents“ an esou weider. Dat ass jo awer wirklech ... Do gëtt et jo ganz vill Méiglechkeeten, déi een einfach emol kéint an d'A faassen, fir emol einfach e puer Iddien ze kréien. An da kéint ee jo nach ëmmer duerno kucken, ob een et ëmsetzt oder net. Also ech verstinn elo net direkt, wat elo hei de Problem ass mat dëser Motiou.

An ech wëll hei nach eng Kéier dervu profitéieren, fir deene Petitiounäre Merci ze soen, déi hei waren an dat ganz gutt a kloer formuléiert hunn an déi leider immens enttäuscht och hei erausgaange sinn. Immens vill Leit, déi och déi Petitioun ënnerstëtzt haten, sinn och enttäuscht vun dëser Situatioun, well et eng Ongerechtegkeet ass: Déi Leit, déi de Choix maachen, hir Kanner doheem ze erzéien, kréien näischt mat dësem Gesetz. An dat ass net richtig!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da kritt den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | ... en Donneschdeg wäerte mer driwwer schwätzen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also d'Motioun ass ...

(Interruption)

... ganz sympathesch, och en vue vun der Kommissioun. Bon, ech hat deemools scho gesot, dass déi Leit, déi an der Petitioun waren, a mengen Ae scho Recht haten an dass een och alternativ Modelle muss hunn.

Mee wat mech awer nach méi gestéiert huet, ass eeben deen Term „ne pouvant [...] pas“. Dat ass richtig, also et huet mech gestéiert, dass am Moment zum Beispill – ech hunn elo gëschter bei eis am Gemengeroet gefrot – do 500 Leit op enger Waardelëscht sinn. Déi Leit géife gären an déi Maison relais kommen. Mir hunn et jo och haut matgestëmmt. Mir ginn Iech och vollkomme Recht an all Ären Ausféierungen, mee déi Leit hu keng Méiglechkeet, well se einfach zënter Joren op enger Waardelëscht hänken. An et sinn och nach aner Gemengen. Dat ass net nëmme bei eis.

D'Fro ass eeben do: Wat maache mer fir déi? Wéi kënne mer deenen e bëssen entgéintkommen? Well déi géife jo gären deelhuelen. Déi Kanner bräuchten et och, wéi Dir et richtig erkläert hutt, mee se kommen einfach net bäi. Dass een deenen awer iergendwou kéint entgéintkommen, well déi Kanner, déi sëtzen do, an déi Elteren, déi hunn och nach keng aner Méiglechkeet, obwuel se wëilten.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Am nämmlechte Sënn wéi den Här Goergen. Fir eis ass et éischter eng Saach, dass mer musse kucken, dass alleguer d'Leit kënnen dovunner profitéieren. Ech mengen, mir sinn hei op de richtige Wee gaangen, mee mir ginn nach net wäit genuch. Ech ginn elo e Beispill: Eng elengerzéind Mamm, déi sech extra zu Esch en Appartement geloungt huet, fir kënnen se Fouss schaffen ze goen, well se geduecht huet, si krit hiert Kand och do ënnerdaach, huet elo müssen en Auto kafen, fir et all Dag op Steebrécken ze bréngen, well se mam gratis ëffentlechen Transport näischt ufänke kann, e funktionéiert net. Si huet dunn och nach müssen eng Garage lounen, fir den Auto erëm eranzustellen. Dat heescht: Déi hëlt en Auto, fir op Steebrécken ze fueren, fiert erëm heem, setzt den Auto an d'Garage a geet ze Fouss schaffen.

Dat si Saachen, ech mengen, un déi denke mir vläicht net hei. Mee déi gëllt et einfach ze verbesseren. A mir ginn éischter op de Wee, dass ee soll kucken, wierklech dat ganz Netz ze verbesseren. Fir eis ass d'Gratuitéit ganz, ganz wichteg. A mir haten et och do an der Petitioun scho gesot: Déi Leit, déi vläicht och aneschtens schaffen, ... Dir hutt eis d'Antwort ginn, dass dat eeben net gefruucht huet, dass do Projete waren an et eeben net aboutéiert ass. Mee ech mengen, et muss een awer eng Léisung och fir déi fannen. Well och een, dee Schichte schafft ... Dir hutt et gesot: E Kand geet an d'Schoul. Mee wann ech mueres um 3.00 oder um 4.00 Auer aus dem Haus muss, wat maachen ech mat mengem Kand vun 3.00, 4.00 Auer un, bis et um 7.00 Auer an eng Crèche dierf goen oder an eng Betreierungsstruktur dierf goen? Ech kann et jo net gutt op de Krop hänken.

Ech mengen, dass si vläicht aner Formen, déi ee sech da muss iwwerleeën. Wann dat mat de Strukturen näischt gëtt, muss ee vläicht de Leit aneschtens ënner d'Äerm gräifen. Et gëtt och vläicht do schon Iddien a Projeten. Mee dofir géife mir hei och éischter elo net derfir stëmmen. Mir ginn éischter op dee Wee, dass mer soen: Mir müssen nach kucken, et als Staat méi an d'ëffentlech Hand ze kréien an de Leit nach méi ze hëlfen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procurement. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motiou ass bei 27 Jo-Stëmme géint 33 Neestëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motiou Nummer 2. Wie wëllt nach do d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Jo. Merci, Här President. Mir hunn eis déi natierlech och ugekuckt. Hei

ass eng Berechnung, déi gemaach gëtt vun 2000 op 2021, dass den Taux misst ugepasst ginn. Et geet awer net nëmmen dann hei ëm d'Konstruktionskäschten, mee och ëm d'Ennerhaltskäschten. Ech muss Iech soen, dass mer dat doten effektiv am Moment net op der Agenda hunn an dofir géif ech och proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Okay. Also, pardon ... Ech sinn e bësse sproochlos grad. Engersäits gëtt akzeptéiert, datt et e Problem ass, ...

(Interruptions)

... mee et gëtt näischt gemaach.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass ..., dat hunn ech elo verstanen vun der Majoritéit. Wann ech Iech falsch verstanen hunn, pardon, mee déi Motioun hei, sou wéi se hei steet, seet eng vun deene Mesuren ... An ech mengen, datt et ganz kloer ass, datt et nach aner Indexkäschte gëtt, déi an d'Luucht gaange sinn. Doriwwer kann ee gären diskutéieren. Ech mengen, datt nach eng zweet Motioun duerno kënn, d'Motioun 3 vun der CSV, déi jo en aneren Deel wellt indexéieren. Just, well d'CSV hei nëmmen een Deel elo wellt indexéieren, kann ee jo net einfach soen: „Nee, mir maachen näischt, well mer drop waarden, datt mer iergendwann eng Kéier vläicht eng Wonnerléisung hu fir alles.“ Also ech sinn der Meenung, datt mer heiansdo mussen och Politik vun de klengen Schrëtt maachen an dat maachen, wat hei néideg ass.

Ganz éierlech: Wann et vun 10.000 op ... Soe mer och nach, d'CSV hätt sech geiert, soe mer nach, si hätt sech ëm 50 % geiert, da géife mer nach ëmmer vun 10.000 op 13.500 Euro eropgoen. Dat wären nach ëmmer 35 % méi wéi haut. Also souguer wann d'CSV ... Soe mer och nach si géife sech ëm 75 % ieren, ...

(Interruption par M. Marc Spautz)

... da wärem mer nach ëmmer bei 1.700 Euro.

(Hilarité et interruptions)

Also ganz éierlech, ...

(Interruptions)

... souguer wann ee sech nëmmen ëm 1 % hei géif ieren ... Et ass egal. Et muss indexéiert ginn! Hei muss een net emol driwwer nodenken. Souguer wann hei iergendwou eng Zuel vläicht falsch wär, kann een dat dote matstëmmen. An d'Regierung soll dann opgefuerdert ginn, dat ze preparéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An den Här Gilles Baum wellt direkt dorobber reagéieren.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, dass ech d'Geleeënheet kréie fir ze äntweren. Et ass virdrun ugeklongen, dass et a verschiddene Gemengen Nohuelbedarf gëtt. Dat ass gesot ginn. Vläch net nëmmen zu Péiteng. Warscheinlech och an anere Gemengen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech sinn net vu Péiteng.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Nee, nee, Ären Noper. Ech sinn der Meenung, dass eng ganz Rei Gemengen iwwert all déi Joren – ech kucken, hei si jo och eng Rei Gemengepappen a -mammen derbäi – alleguerten hir Responsabilitéiten iwwerhol hunn. Déi hunn investéiert do dran. An déi hunn net investéiert ... An ech sinn och haut nach fest der Meenung, dass ke Buergermeeschter seet: „Ech baue lo keng Maison relais, keng Schoul a keng Spillschoul méi, well hei den Index net ugepasst ginn ass.“

Une voix | Dat ass dat net wouer!

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Ass dat net wouer?

Une voix | Nee.

Mme Martine Hansen (CSV) | Wann s de keng Sue méi hues, kanns de se net aus dem Stee schloen.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Nee, nee. Nee, nee. Also et kann een ëmmer nëmmen dans les limites des crédits budgétaires eppes maachen. Dat ass ...

Une voix | Très bien!

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Dat ass evident. Dat do ass net richtig, fir einfach ze soen: „Mir maachen et net.“

(Brouhaha)

Dat dréckt Projeten no hannen fir déi Gemengen, déi net esou finanzkräfteg si wéi aner.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn elo ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Do si mer awer frou, dass mer hei Gemeengefinanzieren ...

M. Fernand Etgen, Président | ... d'Wuert weider un déi, déi et gefrot hunn, ...

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Dat do sinn déi selwecht Gemengen, Här Schaaf!

M. Fernand Etgen, Président | ... an dat ass d'Madamm Cecchetti.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Dat do sinn déi selwecht Gemengen, déi, ...

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti huet d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | ... de Kanner keng iPade wëllen zur Verfügung stellen!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, ...

M. Fernand Etgen, Président | Een nom aneren.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Genau déi selwecht Gemengen.

Une voix | O!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... merci. Ech mengen, et geet och elo. Den Här President gëtt d'Wuert ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei freet ee sech d'Wuert an da kritt een et och.

Une voix | Alles gutt.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Also ech muss soen, ech war och elo ... Mir geet et genau wéi dem Här Clement. Ech mengen, wann een als Regierung seet: „Mir wëllen de Service gratis ubidden a mir wëssen awer scho virdrun, datt mer Waardelëschten hunn ...“ An dat läit op der Hand: Mir hunn dat a Gemengen, déi einfach immens spéit ugefaangen hunn. Déi hunn immens spéit ugefaange mat Maison-relais, also Betreivungsstrukturen, bauen. Déi hunn immens spéit ugefaange mat Precocen zur Verfügung ze stellen, d'Gebäilechkeeten an esou weider an esou fort. An déi stinn natierlech elo ënner Zuchzwang. Ech mengen, mir vun der Suessemer Gemeng hunn ëmmer gesot: „Mir wëlle keng Waardelëschten.“ Mir hunn ëmmer gekuckt, datt mer sou vill Plaz haten, wéi Kanner do waren, respektiv wéi Leit Plaz gebraucht hunn. Dat war e politesche Choix.

Ech wëll awer soen, wann dat hei awer zwëschent 2000 an 2021 ... Wann hei awer steet, datt dat net ugepasst ginn ass, déi Indexéierung, datt dat plafonéiert ass, da verstinn ech awer och, datt d'Gemengen, déi wierklech déi zwee Enner net zesummekréien, sech schwéierdinn. A mir géife souguer nach méi wäit goen. Mir

géife soen, datt de Staat wierklech sech misst mat all deene Gemengen a Verbindung setzen a wierklech contraignant seng Hëllef ubidden, an do och um logistesche Plang, well mir haten hei elo nach rieds dovun, datt et och Gemenge gëtt, déi, wa se sech net an engem Syndikat zesummegeen hunn, dat emol guer net kënnen, well se kleng sinn, well se vläch net den Knowhow hunn. An do, mengen ech, wier et awer wierklech um Staat ze hëllefen. An ech mengen, wien A seet, misst och B soen. A wann ee seet: „Gratuitéit! Mir wëllen, datt all Kand“ – all Kand! – „dovun ka profitéieren, all Elterendeel“, wier dat hei awer eng Motioun, déi ee misst stëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Dann hat den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Et huet sech erleedegt, Här President.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Da geet d'Wuert un den Här Minister, deen d'Wuert gefrot hat, fir dorobber ze reagéieren.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo. Ech wëll drun erënneren, datt mer hei vun enger Mission facultative vun de Gemenge schwätzen. Falls een dat also wellt änneren, da muss een doriwwer schwätzen, ob dat zu enger Mission obligatoire vun de Gemenge géif ginn oder ob et zu enger staatlecher Missioun géif ginn. Ech mengen net, datt et bis elo d'Volontéit war, dat grondsätzlech a Fro ze stellen, datt mer e Secteur wéi deen doten esou gereegelt hunn.

Ech wëll also, wann et eng Mission facultative ass vun de Gemengen, nach eng Kéier soen, datt wann et net genuch Plaz gëtt, et da fir d'alleréisch emol d'Responsabilitéit vun där Gemeng ass, ëm déi et hei geet, wou een also keng Plaz huet, ze kucken, datt een eppes mécht. Ech war selwer laang genuch an där Situatioun. Dann huet ee politesch Prioritéite gesat. Dat dauert dann natierlech och heiansdo. Et muss een och Prioritéite setze fir ze kucken, datt een déi Capacitéit dann och geschafe kritt. A meeschtens ass et esou: Et huet een et grad agewéit an et stellt ee fest, datt een eigentlech scho vill méi grouss hätt kënnen bauen, wéi geduecht. An et huet een direkt deen nächste Projet an Ugrëff geholl.

Ech hu virdrun gesot, Dir Dammen an Dir Hären, datt ech schonn der Meenung sinn, datt een iwwert dee Plaffong vun 10.000 Euro pro Stull, wat da fir e Kand geduecht ass, ka schwätzen, well dee laang Zäit net ugepasst ginn ass. Ech wëll awer drun erënneren, datt mer e scho gehuewen hunn op 12.500 Euro. Mee wann een integréiert baut, wann een also ee Volume baut, dee souwuel fir Schoul wéi fir Maison relais geduecht ass, fir d'Gemengen och an déi Richtung ze incitéieren ze plangen an ze goen, do fënnst ee jo och aner Synergien.

Ech denken, all Gemengemamm an all Gemengepapp, déi heibanne sinn, déi wëssen, datt een net nëmmen da finanziell dervun profitéiert, well ee méi een héijen Taux als Plaffong kritt, deen de Staat bäileet, mee einfach och Raimlechkeete schaaft, déi och méi Leeschtung bréngen a wou jiddereen, souwuel d'Acteure vun der Schoul wéi och déi vun der Maison relais kënnen vill méi vun deene Raimlechkeete profitéieren, vill méi aus deem Invest, dee getäteg ginn ass vun der Gemeng mat der Hëllef vum Staat, erauszéien. Dofir encouragéieren ech eigentlech dann och, an déi dote Richtung ze goen.

Netdestotrotz wärem mer awer bereet, doriwwer eng Kéier an aller Rou a vläch och net hei an der Hetz

vun enger Chambersdebatt ze diskutéieren. Ech plädéieren awer nach eng Kéier derfir, datt et ee Volet gétt: Dat ass den Invest. An dat anert, dat ass en anere Volet: Dat ass de Fonctionnement. An Dir wësst, datt d'Gemengen hei massiv ënnerstëtz ginn: zu 75 %. Et huet de Mëtteg nach keen hei ënnerstrach, datt d'Regierung, de Staat higeet an zu 75 % den Defizit vun deene Strukturen do deckt, an datt mer elo nach emol higinn an, well d'Eltere jo näischt méi bezuelen a well deen Defizit da jo méi grouss gétt, dat integral och iwwerhuelen. Dat huet de Mëtteg hei kee gesot: datt mer also net hei eppes maachen, dat finalement zu Laaschte vun de Gemengen ass, mee datt mer kucken, datt d'Gemengen net méi schlecht gestallt ginn duerch déi Decisioun, déi mer haut de Mëtteg hei huelen.

Et gétt eng Rei vun anere Mechanismen, déi een da gläichzäitend do muss analyséieren. Virun allem d'Verhältnis tëschent den Heures planifiées an den Heures réellement prestées, datt do keng Schéier ausernegeet. Wann een en bon père de famille oder bonne mère de famille, als Gemengemamm, dat dote wëilt geréieren, mengen ech, misst dat den Interêt vun eis alleguerter sinn, datt mer kucken, datt mer herno net ze vill Geld fir eidel Chaisen doruechter bezuelen, grad wann et fir deen, deen Notzer ass, fir d'Elteren an hir Kanner, näischt méi kascht. Dat hätt ech da gären och op den Dësch geluecht an enger Diskussioun dat och diskutéiert. Woubäi ech wëll soen, datt op Regierungsniveau dat dote just duerch meng Keess eng Kéier transitéiert. Et kënn vum Finanzministère. An et concernéiert och nach den Inneministère, deen natierlech och hei mat concernéiert ass, well e grad bei integrierte Projeten och dee Volet vu Schoul mat subventionéiert, mee awer och, wann et ëm Gemengesubventionen a Gemeengefinanze geet – an et schéngt jo offensichtlech elo hei dorëms ze goen an net primär ëm d'Wuel vun de Kanner – dann dee Ministère och deen éischten ass, deen an der Linn steet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Meisch. Dann hat den Här Fred Keup d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Et ass villes scho gesot ginn. Ech wollt awer nach op eppes hei agoen, wat mech awer elo e bësse gewonnen huet. Dat ass: Den Här Baum, deen huet sech hei, wéi d'Motioun zur Sprooch koum, am Fong strikt dergéint ausgeschwat. D'Argument, fir dergéint ze sinn, hunn ech elo net richtig matkritt, mee bon, en huet sech strikt dergéint ausgeschwat.

Par konter huet de Minister awer elo eng Dier opgemaach a gesot: „Jo, dat kéint een awer emol à tête reposée eng Kéier diskutéieren“. En huet am Fong eng Dier opgemaach. An duerfir géif ech dann awer vläicht och d'Regierungsparteien invitéieren, fir des Motioun hei matzestëmmen, well dat ass jo nach eppes, dat guer net verpflichtend ass, mee dat einfach freet, fir dee Plaffong ze adaptéieren. Do kann ee jo nach dru spillen, ob dat elo vill wäert sinn oder manner wäert sinn, an da kann een dat à tête reposée, an aller Rou, diskutéieren an och decidéieren. Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. Dann hat den Här Dan Biancalana d'Wuert gefrot.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Hei ass jo d'Ouverture gemaach ginn, fir Diskussioun net aus dem Wee ze goen. Dofir géif ech vläicht proposéieren, dass mer déi heite Motioun, wann d'CSV domat averstan ass, an eng Jointe huelen, Educatioun, ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nee. Nee. Nee. Mir stëmmen dergéint.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Natierlech ... ech sinn nach net fäerdeg ..., dergéint stëmmen, mee se an

eng Jointe ze huelen an och ze diskutéieren iwwert d'Investissementsfrais, déi de Gemengen zulaascht kommen, iwwert d'Dekonten an awer och iwwert d'Frais de fonctionnement. Dat si jo zwee Parametere, mat deenen d'Gemengen ëmmer konfrontéiert sinn, wa se Maison-relais bauen, respektiv wann d'Maison-relais bis funktionéieren, wa se deementspreechend Personal hunn, souwuel an hirem Budget wéi och herno am Kader vun den Dekonten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. Ech ginn dann d'Wuert un d'Auteure vun der Motioun, d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, fir d'éischt nach eng Kéier als Reaktioun op den Här Baum, dee seet, och d'Ennerhaltskäscht wäere méi deier ginn. Also ech sinn och derfir. Ech kann och nach d'Ennerhaltskäscht hei bäisetzen, datt déi och nach mussen adaptéiert ginn.

Dann dat Zweet: Déi Zuelen, déi komme vum Avis vum Syvicol. An ech denken, datt dee se berechent huet. Et ass net d'CSV-Fraktioun, déi se berechent huet, mee déi kommen aus dem Avis zu deemem Projet de loi vum Syvicol.

(Interruption)

An dat Drëtt ass: ...

(Interruption)

... wann d'Majoritéit sech Chancëgerechtgeet op den Hutt schreift, da misst se u sech dat heite maachen, well mir hu Gemengen, déi hunn definitiv keng Suen an der Reserv a mir hu Gemengen, déi hunn immens vill Suen an der Reserv. An déi Gemenge mat immens vill Suen an der Reserv, deenen ass et och egal, wa se net vill Bähëllef kréien. An déi aner Gemenge kréien dat net hin. An hei geet et ganz einfach drëm, ... Et war jo am Joer 2000 awer decidéiert ginn, datt de Staat géif eng Bähëllef ginn, an dunn huet d'Plaz eeben nach net esou vill kascht, du waren déi 10.000 Euro relativ vill fir d'Plaz. An elo sinn et nach ëmmer 10.000 Euro, just de Präis ass ëm 70 % gestiegen. Dat heescht, mer brauchen do eng Adaptatioun.

Ech sinn dann awer averstanen – ech weess net, ob se soss ofgeleent gétt –, fir se an d'Kommissioun ze huelen an ech hoffen, datt ech dës Kéier da positiv iwwerrascht ginn, ...

(Interruption)

... well déi lescht Kéier war ech wierklech fierchterlech enttäuscht, wéi mer esou eng an d'Kommissioun geholl haten, well dunn, mengen ech, war se mol net richtig gelies ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Wien d'accord ass fir dës Motioun an ...

Plusieurs voix | Nee. Nee.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | ... d'Kommissioun ...

(Interruptions)

Une voix | Nee. Nee.

M. Dan Biancalana (LSAP) | D'Thematik huele mer an d'Kommissioun, mee ech hu gesot: Mir stëmmen hei dergéint.

Plusieurs voix | O!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Mir huelen d'Thematik ...

(Brouhaha)

... awer an d'Kommissioun. Ech mengen, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Wat eng Spillschoul!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président | Da komme mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

De Vott fänt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul SchAAF, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 3

Da kéime mer zur Motioun Nummer 3.

Wie wëllt nach do d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir hunn de Mëtte mat – wann ech richtig matgezielt hunn – 35 Stëmmen e Projet de loi hei gestëmmt, deen d'Quantitéit vun de Mëttegiess wärend de Schoulwoche festleet. Et ass och esou – den Här Minister huet et nach eng Kéier gesot –, dass effektiv och en neie Berechnungsmodus kënn par rapport zu de Gemengen an dem Staat, wat elo den Defizit ugeet. An ech géif dofir zu deemem Moment proposéieren, déi heite Motioun och net ze stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Et ass keng weider Wuertmeldung do.

Da këne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie

Modert), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

8. 7999 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides sous forme de garanties en faveur de l'économie luxembourgeoise à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Mir kommen elo zum Projet de loi 7999 iwwert d'Aféierung vun enger temporärer Bähëllef fir Betriber, déi weinst der rusescher Aggressioun géint d'Ukrain mat finanzielle Schwierigkeete kéinte konfrontéiert ginn. An ech géif d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetzesprojet, em deen et also elo hei geet, setze mer eng weider Moosnam aus dem Solidaritéitspak em, deen d'Regierung mat de Sozialpartner den 31. Mäerz dëst Joer ënnerschriwwen hat.

De Solidaritéitspak gesäit bekanntlech eng ganz Rei Moosname vir, fir d'Betriber an dësen dach schwierigen Zäiten ze ënnerstëtzen an d'Auswierkung vum Krich an der Ukrain ofzefiederden. Déi aussergewéinlech Präissteigerung beim Stroum a beim Gas bréngen eng bedeutend Belaaschtung fir eng ganz Partie vun Entreprisë mat sech. Derbäi komme bekannterweis Liwwerkpäss, Ënnerbriechungen also vu Liwwerketten, grad wéi eng Baisse vun der Demande fir gewësse Produkter. Dat alles féiert derzou, datt vill Betriber Schwierigkeeten hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wouduerch net zulescht och eng Partie Aarbechtspulzen um Spill stinn.

Mat dësem Gesetzesprojet solle virop déi Betriber ënner d'Äerm gegruff kréien, déi e ganz héije Besoin u Liquiditéiten hunn. D'Zil ass et, sécherzestellen, dass déi betraffe Betriber weiderhin déi néideg Prête vun de Banke kréien, fir hirer üblecher Aktivitéit kënnen nozegen.

Den Aideregimm a Form vu staatleche Garantien, dee mer mat dësem Gesetzesprojet schafen, inspiréiert sech – Dir kënt Iech erënneren – un de Garantien, déi d'Chamber schon am Kader vun der Pandemie gestëmmt hat. Dese Regimm ass, wéi mer wëssen, Enn 2021 ausgelaf.

Wéi genee gesäit deen neie Regimm vu staatleche Garantien elo aus, em deen et hei geet, a wat beinhalt e genee? D'Prëten, déi d'Entreprises ufroe kënnen, dierfe maximal sechs Joer lafen. De Montant vum Prêt dierf net méi héich si wéi 15 % vum Durchschnëtt vum Émsaz, also vum Chiffre d'affaires vun de leschten dräi Joer oder 50 % vun den Energiekäschte vun de leschten zwielef Méint. Déi staatlech Garantii kënnen maximal 90 % vum Prêt ofdecken.

Duerch d'Pandemie sinn, wéi scho gesot, eng ganz Rei Betriber a Schwierigkeete geroden, vun deene sech déi mannst, kann ee soen, wierklech erholl hunn, zumindest weinst dem Krich, mat deem mer elo ze dinn hunn. Aus deem Grond kënnen déi betraffe Betriber, déi, wéi gesot, nach ëmmer a finanzielle Schwierigkeete stiechen, ënner gewëssene Bedéngungen trotzdeem an de Genoss vu staatleche Garantii kommen. Och Betriber, déi scho während der Pandemie vun enger staatlecher Garantie profitéiert hunn, kënnen e garantiéierte Prêt ufroen. Déi Entreprises allerdéngs, déi vu Sanktiounen betraff sinn, sinn natierlech vun dese staatleche Garantien ausgeschlossen. Dat versteet sech vum selwen.

Wat d'Kompatibilitéit mam europäesche Recht an dëser Matière betrëfft, sou fällt de Garantiegimm ënnert de sougenannten Encadrement temporaire de crise, deen déi Europäesch Kommissioun den 23. Mäerz ugeholl huet an deen d'Konditiounen definéiert, no deenen d'Memberstaaten Hëllef kënnen decidéieren, fir hirer respektiver nationaler Wirtschaft ze hëllef, hir also ënnert d'Äerm ze gräifen.

An deem Kader sief nach preziséiert, datt d'Kommissioun och scho gréng Luucht ginn huet fir dës Aiden.

De gesamte Budget fir dës Garantii beleeft sech op 500 Milliounen Euro.

Här President, an hirem Avis vum 3. Mee begréisst d'Handwierkerkummer ausdrécklech d'Moosname vun dësem Gesetzesprojet a besonnesch och d'Tat-saach, dass jonk Betriber grad wéi Betriber, déi duerch d'Pandemie nach a Schwierigkeete sinn, och vun de staatleche Garantii profitéieren kënnen.

Och d'Handelskummer ënnerstëtzt an hirem Avis vum 3. Mee dese Gesetzesprojet, quitte dass si fuerdert, datt d'Notioun vun engem Betrib a Schwierigkeeten – fir dat emol op Lëtzebuerg ze formuléieren –, also enger Entreprise en difficulté, méi genee definéiert soll ginn.

Dann d'Salariatskummer, d'Chambre des Salariés, gesäit an hirem Avis vum 17. Mee de Regimm vun de staatleche Garantii prinzipiell positiv, mee si bedauert awer, dass keng sozial Krittere virgesi sinn.

A sengem Avis vum 30. Juni hat de Staatsrot eng formell Oppositioun formuléiert. De Staatsrot war nämlech der Meenung, dass d'Formuléierung, ech zitieren: „non-conformité avec la présente loi“ am Artikel 8 Paragraf 1 ze vag wier, vu dass quasi all Akt oder Verhalen dorënner ka falen oder kéint falen.

Déi héich Kierperschaft huet donieft gefuerdert, dass eng véiert Kategorie vu Betriber, déi vun de staatleche Garantien ausgeschloss sinn, agefouert gëtt. Dës Kategorie ëmfaasst déi Betriber, vun deenen d'Patrone géint d'Dispositiounen, géint d'Schwaarz-aarbecht, den Travail au noir, verstouss hunn.

Fir all weider Detailer, verweisen ech op mäi schrëfteleche Rapport. An dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeit an d'Nolauschteren a ginn dann och heimat den Accord vun der DP-Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wéilt och ufänke mat deem traditionelle Merci un eisen exzellente Rapporteur, deen eis nach eng Kéier déi Hëllef do erkläert huet.

Mir wäerten och dee Projet stëmmen, well besonnesch an den aktuellen Zäiten all Zort vun Hëllef, déi u Betriber ginn, bienvenue sinn. An och besonnesch an där aktueller Situatioun, wou sech eng Rei Krisen openee stapelen, sinn dës Hëllef ëmsou méi wichteg.

Ech wollt awer zwou Froen un den zoustännege Minister stellen. Déi Éischt ass, wat d'Konditiounen si vun deene Prëten. Et ass jo esou, datt déi Betriber bei hir jeeweileg Banke ginn an do déi Prëten da kontraktéieren an dann de Staat déi Staatsgarantie iwwerhëlt. An do hate mer schonn e puermol och eng Diskussioun iwwert déi Kommissiounen, déi do matverrechen ginn, well dat anscheinend och eng Konditioun vun der Europäescher Kommissioun ass. Ech wollt do nach eng Kéier de Wirtschaftsminister froen, datt en eis vläicht och nach eng Kéier kéint genau erklären, wéi dat geet.

An dann ass och einfach d'Fro, vu datt mer awer am Moment an enger Situatioun sinn, wou d'Zësen no uewe ginn an och relativ rapid bougéieren, ob et net vläicht och interessant gewiescht wär, wann de Staat, de Ministère de l'Économie, vläicht och generell mat enger oder méi Banken iwwert déi Zënskonditiounen vläicht verhandelt hätt, déi déi Entreprises do kéinte kréien. Et ass also, wéi gesot, einfach eng Fro, wou ech frou wär, wann de Minister kéint drop äntweren.

Eng zweet Fro, déi eis ... Elo an de leschten Deeg ass eis do vu Fäll geschwat ginn, datt ass nach am Kader vum Garantiegesetz vum Covid, datt do anscheinend Leit, déi Problemer gehat hätte mam Remboursement vum Kredit, op eemol hir privat Propriétéite saiséiert kritt hunn an datt net vir drun e Recours op d'Staatsgarantie geholl gi wier. Dat ass eppes, wann et da richtig wier, wat trotzdeem eng Rei vu Froen opwerft. Ech wollt einfach hei, och am Numm vu Kolleegen, déi och déi Informatiounen do kritt hunn, de Minister dorobber interpelléieren. A wann en eis elo net direkt vläicht kéint eng Äntwert ginn, da kéint en dat vläicht nokucken. Well dat ka jo net Sënn an Zweck vun deene Garantien do sinn.

Dat gesot, ginn ech, wéi gesot, den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Yves Cruchten, dee scho prettsteet.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An och villmools merci, Här Bauler, fir Äre gudden Rapport.

Aussergewéinlech Zäite verlaangen och aussergewéinlech Moosnamen. Allerdéngs kéint een a leschter Zäit den Androck kréien, dass mer aus den aussergewéinlechen Zäiten net méi erauskommen.

(Interruption)

Dëst weist sech och um Beispill vun dësem Gesetz, wou mir quasi e Regimm u staatleche Garantien nach eemol iwwerhuelen, déi mer esou oder esou änlech scho während der Covidpandemie ëmgesat haten.

Well déi wirtschaftlech Nowéie vun der Pandemie sécherlech nach net fir all Entreprise ofgeschloss sinn, begrësse mir als LSAP, dass déi staatlech Garantie,

am Kader vun dësem Gesetzesprojet, ënner Konditioun mat der staatlecher Garantie aus dem Gesetz vum 18. Abrëll 2020 kaumuléiert ginn.

De But vun dësem Gesetzesprojet ass jo eigentlech en duebelen. Engersäits d'Liquiditéit vun den Entrepreneuren erhalen, andeems de Fonds de roulement ka mat engem Prêt gespeist ginn, an anersäits déi néideg privat Investissementer sécheren, déi d'Entreprise ouni de staatlech garantierte Prêt warscheinlech net méi maache kéint.

Mir wëllen als LSAP eng innovativ Economie, déi den technologesche Fortschritt als Opportunitéit notze kann. Fir dëst Zil ze erreechen, muss eis Economie zu all Ament déi néideg Liquiditéit behalen. Dofir ass dëse Gesetzesprojet sou fundamental. An dofir féint en och eis voll Ënnerstëtzung.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, natierlech féint dëse Projet de loi och eis Ënnerstëtzung als Deel vun der Tripartite, déi jo glécklech zu Enn gefouert konnt ginn. E féint eis Zoustëmmung notamment aus dräi Grënn, déi ech ganz kuerz wëilt erklären.

Dir wësst et alleguer: No der Pandemie ass et eebe grad elo ganz wichteg, datt d'Betriber déi néideg Liquiditéiten an awer och déi néideg Garantien hunn, eebe grad fir ze investéieren; wuel wëssend, an dat hu mer an der Kommissioun méi oft diskutéiert, datt vill Betriber an der Pandemie gelidden hunn an do duerch eeben elo d'Situatioun virläit, datt se sech net méi un ëffentleche Marchéer bedeelegen. Dat huet grav Konsequenze fir d'Gemengen a fir de Staat, well vill Projeten a Verzuch geroden oder eeben net méi realiséiert ginn, ganz einfach well d'Betriber net méi gutt genuch opgestallt sinn, fir deelzehuelen u grouse Projeten. Dat ass deen éischte wichtige Grond, wuel wëssend, dass den Impakt vun der Kris a vum Krich an der Ukrain natierlech elo d'Situatioun net verbessert, mee weiderhi verschlechtert.

Den zweete Grond ass natierlech deen, an dat muss ee bedenken, datt d'Betriber grad an dësen Zäiten och um Niveau vun der Energietransitioun mussen aktiv ginn, datt se d'Produktioun generell méi nohaltege mussen ausrichten. An och dat geet net ouni Invest. Et muss investéiert ginn, wann een op dee Wee wëllt goen. An dofir si mer der Meenung, dass et dee richtege Wee ass, se ze begleeden a se net am Wand stozen ze looszen. Well nëmmen zesummen erreeche mer d'Zil vun de Klimaziler, déi mer eis och gesat hunn.

Drëttens, an dat ass fir eis net onweesentlech, bedeit d'Ënnerstëtzung vun de Betriber natierlech och e Schutz vun Aarbechtsplazen an enger ekonomesch schwieegerer Zäit an enger Zäit vu wuessender Aarmut. Och dat dierf an den Diskussiounen ronderëm d'Ënnerstëtzung vun de Betriber net vergiess ginn. An dofir soll een d'Betriber an d'Salariéen net géinteneen ausspilleen.

Une voix | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Et muss ee se zesumme staark maachen. An dat war vun Ufank un d'Zil vun der Tripartite. A fir dat Zil ze erreechen, brauche mer Moosname wéi dës a vill anerer.

An dofir nach eng Kéier: Dëse Projet kritt eis Ënnerstëtzung natierlech mat engem Merci un de Reporter André Bauler, deem seng Gedanke vu ville Leit heibanne gedeelt ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Vlächcht och ganz kuerz, ech wëilt och dem Här Bauler villmools Merci soe fir e ganz gudden technesche Rapport, deen en eis gemaach huet.

Ech wëilt e puer Kommentare maachen iwwer deen allgemengen ekonomeschen a politeschen Kontext, well mir hu jo elo eng Situatioun, wou eng ganz Rei ekonomesch Problemer zesummekommen; Scholden a sou Problemer, déi mer nach aus der Covidkris haten, an anerer, déi elo mat der Ukrain zesummenhängen, och mat der Sanktiounspolitik. An ech wëilt vlächcht dofir e puer Wuert soen, well ech mengen, mir mussen – a mir sinn de Leit et schëlleg, mir sinn den Entrepreneuren et schëlleg –, déi aktuell Situatioun komplett realistesch, oppen an éierlech diskutéieren.

Wou si mer dann drun? Mir hunn eng Rei vu Sanktiounen geholl. An d'Iddi dovunner war, fir de Krich an der Ukrain op e séiert Enn ze bréngen, doduerch, wéi gesot gouf, datt mer Russland an d'Knéien zwéngen. Haut gesi mer, wou mer dru sinn: Déi russesch Arméi erreecht hir Krichsziler an der Ukrain Schrëtt fir Schrëtt. Den Effekt ass also null. Russland ass och net an d'Knéien gaangen.

A mir haten als ADR och virun esou enger Politik gewarnt, well mer gesot hunn: D'Erfahrung weist, datt grouss Länner duerch Sanktiounen net kënnen zu engem Politikwiessele bruecht ginn. Mir haten d'Beispiel Iran bruecht. Elo gesi mer et um Beispill Russland. Et ass eng Politik, déi eng ganz Rei Nodeeler mat sech bréngt. Och eventuell Géigesanktiounen, op déi mer kënnen kommen. Ouni – ouni! –, an dat ass dat Wichtigst, déi gewënschten Ziler kënnen ze erreechen.

An da loosse mer emol kucken, wat dann elo den Effekt ass, mat deem mer elo ze kämpfen hunn. Mir hunn éischters mat enger staarker Inflation zu kämpfen. An ech erënnere just un déi Diskussioun, déi mer hei haten, ëm d'Tripartite, ëm den Index. A mir hunn dat op Staatskäschten elo iwwerholl. Mee mir kënnen dat jo bei där Verschuldung, déi mer hunn, net éiweg esou weiderbréngen. Dat heescht: Mir hunn e groussen, grouse Problem vun Inflation, vun deem d'Leit direkt betraff sinn.

Mir hunn an der Economie, an dat weisen all Ëmfroen, e Réckgang vun Vertraue vun den Entrepreneuren. An de Spektrum vun der Rezessioun, deen ass net méi auszeschleissen.

Mir hunn op jidde Fall och e Verfall vun eiser Währung. Haut ass den Euro ënnert den Dollar gaangen. Dat ass deen déifste Cours säit iwwer 20 Joer. Och dat ass eng batter Realitéit, déi och enorm Konsequenzen op eis Economie huet.

Dann där Saachen nach. Ech mengen, ech wëll elo net alles hei opzielen, mee mir sinn an enger déiwer ... Mir risquéieren, an eng ganz déif Kris ze kommen. Mir sinn op engem Kippunkt am Abléck ukomm, wou mer mat deene Problemer musse rechnen.

Wat d'Leit an d'Entrepreneuren ugeet, déi vum Gas ofhängeg sinn, muss een einfach gesinn, datt elo schon d'Diskussiounen ufänken: Wie kann nach hëtzen, wann et wierklech zu weidere Restriktiounen kënn? Wou setze mer d'Prioritéiten? Wou ass dee Plan de délestage effektiv nach ubruecht oder net? Wéi wäit kann e goen? Also alles dat si Problemer, déi net aus der Loft gegruff sinn, mee dat si politesch Problemer, mat deene mer eis eventuell an deenen nächste Méint direkt konfrontéiert gesinn an da mussen Äntwerte fannen.

Och fir aner Länner op der Welt huet déi Sanktiounspolitik mat hire Repercussiounen a sou weider ganz gravéierend Konsequenzen. An diplomatesch muss een och einfach ënnersträchen, datt déi westlech Staate weltwäit éischer an der Minoritéit sinn an dëser Politik wéi an enger Majoritéit.

Den Dollar gëtt och a Fro gestallt als déi wichtigst Währung op der Welt, well de Yuan an dëser Situatioun awer relativ séier u Consideratioun an un Importenz gewënn.

Dat ass einfach d'Situatioun. An ech mengen, mir mussen fir déi Problemer, mat deene mer elo konfrontéiert ginn – dat ass einfach esou –, Léisunge fannen. A mir mussen och kapabel sinn, déi Politik a Fro ze stellen, déi mer elo maachen. Well wann ech se wëilt resuméieren, géif ech soen: „null Effekt a schrecklech Konsequenzen.“

Dat gesot, ënnerstëtz mir selbsterständlech d'Hëllef fir Entrepreneuren mat, egal elo a wéi enger Form an esou weider. Et kann een dat laang diskutéieren. Den Här Bauler huet eis jo elo eng schonn erkläert. Eng zweet kënn gläich no. Dat ënnerstëtz mir mat. Mee mir hunn e grundsätzleche politeschen an ekonomesche Problem, deem seng Importenz, deem seng Gréisst, deem seng Geforen all Dag wuessen. An ech mengen, dat ass déi Erausforderung, virun där mer stinn. Maache mer esou weider oder iwwerdenke mer dat, wat mer elo ugefaangen hunn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, Här President, als Alleréisch emol e grouse Merci fir deen exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Mir sinn am Prinzip averstane mat dësem Projet de loi, mee wéi scho bei de Covidaidé wäerte mir eis hei enthalen, well eebe praktesch keng Géigeleschtung vun den Entrepreneuren, wat d'Erhale vun den Aarbechtsplazen ugeet, domadder a Verbindung stinn. Dat ass jo och d'Kritik vun der CSL.

An da wollte mir och ganz kuerz opgräifen, wat d'CSL och an hirem Avis gesot huet, nämlech datt een och misst nodenken iwwer Staatsgarantié bei de Menagen, déi duerch d'Immobiliekreditter elo eventuell och d'Enner net méi wäerte beieneekréien. Zumindest wier dat vlächcht an enger Kommissioun mol eng Diskussioun einfach wäert, fir sech och domadder ausenanesetzen. Well mir mengen, et gëtt nach béis fir verschidde jonk Stéit, déi e Kredit opgeholl hunn an déi elo vlächcht immens héich Zënse musse bezuelen, wou se et herno einfach net méi packen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass – et ass scho gesot ginn – en Deel vun den Tripartite-Accorden, datt mer den Entrepreneuren hëllef, déi wéinst den Energiekäschten d'Enner net méi beieneekréien. An ech mengen, datt et immens wichtig ass, datt mer grad a Krisenzäiten de Betriber Sécherheet ginn. Sécherheet, déi een an deem heite Fall duerch eng staatlech Ofsécherung vu Prête ka ginn. Ech mengen, datt déi richteg Balance ass zwëschen direkten Aiden, déi sécherlech punktuell och néideg sinn an och an Zukunft nach wäerte sinn, an eeben hei als zweeten Outil, als weideren Outil, deen u sech och nach kann eng Ofsécherung ginn, wann een dann dat brauch.

Et geet hei tatsächlech em Energie. Ee klunge Bemoll – ech wäert dat och haut nach eng Kéier soen – ass natierlech, datt mer hei wierklech de Status quo ennerstetzen. Mee mir wëssen alleguerten: D'Betribler kënnen net vun haut op muer eng energiegesch Transitioun maachen. Et wär awer ze hoffen, datt déi Betribler, déi vun deenen heiten Aidë profitéiere mussen, profitéiere wäerten, dat och als Usporn huelen, fir sech energiegesch ze sanéieren, fir eventuell an Zukunft net méi ofhängeg ze si vu fossillen Energiestoffer. Well genau déi hunn eis eeben an déi heite Situatioun bruecht.

Mee ech verstinn awer och, datt dat net an dësem Projekt ka sinn. An dofir gi mir eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. D'Regierung ... Nee, den Här Bauler freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech wollt dat just a mengem Nom personnel soen, well ech dat net mam Rapport wollt verméschen: Dat hei ass effektiv e ganz wichtegt Instrument. Ech ginn e bëssen op eppes an, wat den Här Mosar gesot hat. Hien hat gesot, dass mer während der Pandemie jo déi Prêts garantis par l'État haten, déi Formule. Ech hunn elo keng genee Chifferen am Kapp, mee mir haten och festgestallt, datt dat Instrument recht weíneg genotzt ginn ass. Warscheinlech och, well éischtens speziell Konditiounen dru gebonne sinn an anersäits och deen do Prêt, déi do Form vu Prêt méi deier ass wéi e reguläre kommerzielle Prêt.

Dat gesot, wollt ech just de Minister bidden, wann en herno intervenéiert, eis vläicht seng Meenung matzedeelen, wéi hien dat Ganz antizipéiert. Well ech kéint mer virstellen, dass an dëser Situatioun vun Energieknappheet a Verdeierung vun der Energie bei dëser Formule warscheinlech méi Betribler a Fro kommen an och méi Betribler riskéieren, dovunner ze profitéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt och e grouse Merci un den André Bauler fir säi ganz exzellente a komplette Rapport.

Et ass wichteg, dass dat heiten en fait eng Reeditioun ass vun deem Instrument, wat mer während dem Covid-19 schonn agefouert haten. Garantien, fir Préten ze ginn un Entreprises, déi a Schwieregkeete gerode si weínt dem Krich an der Ukrain, weínt deenen héijen Energiepräisser, weínt der Inflatoun, weínt de Liwwerenkpäss. Alles dat ass gesot ginn. Alles dat ass richtig. Dëst Gesetz setzt eemol méi op d'Stärkt vun eiser Bankeplaz, vun eise Banken. Dat hei ass wierklech och eng Hëllef vun de Banken, vum Bankesecteur an d'Realeconomie, alles incitéiert natierlech duerch déi Staatsgarantien, déi mer mat dësem Gesetz u sech reaktivéieren. Dat ass dee selwechte Mechanismus wéi deen, dee mer scho beim Covid-19 haten.

Et sinn hei u sech d'Banken, déi normal kommerziell Prête ginn un d'Betribler, mee eebe mat enger Staatsgarantie. An dofir och d'Äntwert op eng vun de Froe vum Laurent Mosar: Bon, wéi geet dat? Majo d'Bank bezilt d'Primm fir déi Garantie. D'Banke mussen natierlech keng Staatsgarantie fuerderen. Mee wann de Prêt méi riskéiert ass eebe weínt deene Schwieregkeeten, déi e Betrib huet, da ka se hei vun dëser

Garantie beneficiéieren, mee da muss se eeben eng Kommissioun bezuelen. Dat ass eng Exigenz vun deem europäesche Kader. An, bon, déi Kommissioun sinn natierlech esou strukturéiert, dass se akzeptabel sinn an och proportionéiert sinn.

Bei den Zënsen ass et net méiglech, eppes ze maachen. Wéi gesot, dat sinn normal kommerziell Préten, wou dann och d'Banken hir Zënsen uwenden. Et ass kloer, dass déi elo wäerten e bëssen an d'Luucht goe mat där neier oder reaktualiséierter Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank.

Dat hei ass effektiv e gutt Instrument. Et ass en Instrument, wat de Betribler Liquiditéite gëtt an Zäiten, wou der effektiv vill leiden ënnert deene ganz héijen Energiepräisser, ënnert deenen allgemeng héije Präisser och fir Matière-premiéieren a verschiddene Branchen. Et ass e Gesetz, wat sech un all d'Branché vun der Economie wennt. An dofir, wéi gesot, e ganz wichtegt Instrument, wat aus dem Solidaritéitspak kënnt, wat sech fir d'Betribler uwennt a wat complementaire ass zu all deenen aneren Instrumenter, déi mer hunn, an deem, wat mer elo an e puer Minutte wäerten diskutéieren, wou mer Aiden aféieren, Direkthëlfe, fir Energiepräisser ze amortiséieren, fir Energiepräisser ze kompenséieren bei de Betribler.

Dat hei ass, wéi gesot, e weidert Instrument an deem Dispositif.

Effektiv e weidere Punkt, e wichtege Punkt, deen och vum Sven Clement opgegraff ginn ass: Mir mussen dee Moment hei nutzen, effektiv, fir eis Entreprises anescht opzestellen. Et ass eng Fënster, déi hei opgeet, déi jiddwerengem bewusst mécht, wéi vulnerabel mer si par rapport zu fossillen Energien. An et ass effektiv eng Opportunitéit iwwert dee ganze Misär, dee mer hunn, fir eis Economie, fir déi Transitioun do ze acceleréieren. An dofir brauche mer nieft deenen Hëlfe fir eeben déi Liquiditéitsenkpass, fir déi méi héich Präisser, déi d'Entreprisé gesinn, och Aiden, fir d'Investissementer ze encouragéieren. An dat maache mer natierlech och, fir den Entreprises ze ..., en fait d'Entreprisé méi digital ze kréien, och méi energieeffizient, fir se eeben an déi Transitioun do matzehuelen, fir se doranner ze encouragéieren. Dat ass déi méi laangfristeg Äntwert op dës Kris vun deem schreckleche Krich an der Ukrain.

An dat ass déi Äntwert, déi mer als Lëtzebuerger an als Europäer mussen hei emsetzen. An dat kascht eis natierlech eppes. Mee ouni deen Opwand an ouni deen Invest wäert déi Transitioun do net stattfannen. Dat wësse mer.

Mir hunn hei och vum Spriecher vun der ADR erëm eng Kéier e Plädoyer héieren, fir déi Sanktioune géint Russland opzehiewen. Dat ass dat, wat mer bei bal all Debat héiere vun him, dass déi Sanktioune do de Grond si vun all eisem Misär. Ech mengen, dat ass net de Fall. De Grond vun där Problematik, an där mer dra sinn, a vun där neier Kris, an där mer dra sinn no der Covid-19-Kris, dat ass de Krich, den Aggressionskrich, dee Russland ugefaangen huet géint d'Ukrain. Et sinn net d'Sanktioune, déi mer geholl hunn. Et ass dee sënnslosen, dee schreckleche Krich, deen ugefaange ginn ass vu Russland an deen eis Economien, eis Gesellschaften no der Covid-19-Kris, wou mer scho souwiso an engem héijen Inflatiouskontext waren, nach eng Kéier méi déif erageridden huet.

D'Sanktioune hunn dorunner keng Schold. An dat, mengen ech, ass fir mech evident. Mir sinn hei an enger Kris, déi mer musse mat deenen Instrumenter bekämpfen, déi mer elo hei decidéieren. Ech sinn och gudder Déng, dass mer zesummen als Demokraten, als Europäer aus dëser Kris erauskommen, dass mer

eis Stärkt kënne weise par rapport zu engem auto-krateschen, diktatoriale Regimm wéi Russland.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir den Här Kartheiser an duerno fir den Här Gilles Roth.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, den Här Minister huet hei eng Legend geschafft, andeem e mir reprochéiert huet oder der ADR reprochéiert huet, mir wéilten hei elo de Sanktioune d'Schold ginn a Schold wär aleng de Krich.

Mir sinn eis hei an engem Punkt eens, Här Minister. Mir hunn dat gesot a mir hunn alleguer de Broch vum Völkerrecht condemnéiert, well et ass net richtig, datt ee Land en anert militäresch iwwerfällt. Et ass eng Unanimitéit, déi mer hei am Haus haten, fir dat ze condemnéieren.

Dat ass also kee Sträitobjekt téschent eis. Awer dovun ofgesinn, muss een awer déi Saach realistesch kucken! Dir wéllt hei soen: „Déi Sanktioune sinn net dru schold.“ Mee dat ass dach ... Dat ass Politique-fiction. Mir hunn hei sechs Sanktiounspäck geholl, dovunner en Embargo op Kuel, op Pëtrol. Dann ass vum siwenten ofgesi ginn. A wat hate mer dann hei fir eng Situatioun, wou da gesot ginn ass bei verschiddene Länner: „Jo, mir wëllen net a Rubel bezuelen.“?! An déi hunn dann eeben deen Abléck de Vertrag oder déi Konditiounen net méi erfëllt, fir nach Gas ze kréien. Mee dat war hir Decisioun.

Elo si mer nach net an där Situatioun, wou Russland Géigesanktioune géif huelen. Do si mer nach net, mee do kënne mer och hikommen. Also fir ze soen: „Déi Sanktioune hu keen Afloss op déi Problemer, déi mer hunn“, dat ass einfach eng Analys, déi Dir vläicht hutt, mee déi mir net hunn.

An ech wéll Iech eppes Zweetes soen. Dir sot ëmmer an Dir hutt och ... Et ass och legitim. Wësst Der, mir rasonéieren anescht. Mir erkennen duerchhaus un, datt de politesche Géigner och legitim Grënn huet, fir seng Positionen ze verrieden. An ech ginn Iech dat gär zou.

Mee ech wéll och do emol ganz realistesch sinn. Wat ass de Krich an der Ukrain am Abléck? Et ass eng Tragedie! Mir hunn et am Ufank gesot, vun Ufank un: „Mir hätte gär eng Verhandlungsléisung.“ An et kënnt souwiso zu de Verhandlungen iergendwann eng Kéier. Mee den Ennerscheed téschent Ärer Politik an eiser, dat sinn Dausenden an Dausende vun onschëllege Leit, déi an der Tëschenzäit gestuerwe sinn. Dat ass den Ennerscheed!

(Interruptions)

Une voix | O!

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir wollten eng Verhandlungsléisung. Direkt hu mer déi proposéiert.

(Interruptions)

A wat mer am Abléck hunn an där ganzer Tragedie, an dat muss een och gesinn, dat ass, datt d'Leit interresséiert sinn ... An ech zitéieren hei den amerikanesche Verdeedegungsminister, dee gesot huet, si wëllen de Krich prolongéieren, fir Russland maximal ze schwächen. Ech weess net ... Mäin Zil ass dat u sech net. Ech hätt gär Fridden. Ech weess net, wéi Är Position ass, ob mer e Stellverriederkrich solle féieren oder ob mer solle kucken, datt mer eng Friddensléisung fannen an eis ekonomesch Basis an Europa erëm esou opbauen, datt mer net a Rezessioun erafalen, net Problemer hunn, datt d'Leit kënnen hëtzen an esou weider.

Dat, wat mer am Abléck erliwen, ass onsénneg a méi wéi enger Hisiicht. A wat mir wëlle maachen, dat ass den Appell zur Vernunft fir ze soen: Ma da kommt, mir probéieren, eng Léisung ze fannen! Kommt, mir ginn op de Wee vu Verhandlungen, a kommt, mir probéieren, eis ekonomesch awer net an den Ofgrond ze steieren!

(Interruption)

D'Wärter, déi do vertruete ginn ... Jo, natierlech, mir hoffen all, datt d'Ukrain enges Dags en demokratescht Land ass mat senger Plaz an Europa. Mee mir mussen awer och do gesinn, wat lass ass. Dee Krich ass jo och net vum Himmel gefall.

(Interruptions)

Aacht Joer schonn hate mer Krich an der Ukrain, hate mer.

(Interruptions diverses)

A wann ee seet ... Wéi gesot, mir sinn déi Éischt, déi soen: „Jo, mir hoffen, datt d'Ukrain sech demokratesch entwéckelt.“ Mee wou si mer drun? Déi gréissten Oppositionspartei ass verbueden.

(Interruption)

D'Medie sinn net fräi.

(Interruption)

Jo, dat ass alles och do.

(Interruption)

A liest d'Mënscherechtsberichter vun der Ukrain! Mir hätte gär, datt dat Land demokratesch gëtt. Mir hätte gär, datt de Fridde kënt iwwer eng Verhandlungsléisung. A mir wellen ...

(Interruptions)

... eis Economie retten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et ass e Projet de loi!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass Parole après ministre, Här Mosar. An dat steet all Deputéierten zou!

(Interruptions diverses)

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Et ass eng fräi Tribün vun der russescher Ambassade!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Den Här Kersch wëllt direkt dorobber reagéieren. An duerno kritt ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Här President, erlaabt mer, dass ech hei d'Wuert huelen, well et net fir d'Éischt ass, dass mer déi dote Wieder an där doter Form héieren hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et war och net fir d'lescht!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt hei ... Ech fannen dat heiten eng ganz seriö Geschicht. Dofir gitt mer wannechgelift d'Chance, mech e bëssen ze faassen. Dir hutt hei wuertwärtlech gesot, Är Politik wär déi vum Fridden an eis Politik wär déi, déi géif a Kaf huelen, dass Dausenden an Dausende vu Leit géife stierwen.

(Interruption)

Ech fannen dat eng Onerhéiertheet! Hei am Sall ass keen, dee schold drun ass, dass Leit stierwen. Mee hei am Sall sinn nëmme Leit, déi sech eens sinn, dass et de russeschen Aggresseur ass, dee schold ass, dass Leit stierwen.

Dat emol als Éischt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat emol als Éischt!

An da komme mer bei déi pervers Logik, déi hanner där doter Argumentatioun stécht. Wann Är Argumentatioun richteg wär, dann hätten d'Amerikaner ni dierfen an deen Zweete Weltkrich agräifen. Dann hätten alleguerten déi Leit, déi sech zesummedoen hunn, fir de preiseschen Aggresseur ze bekämpfen, ni dierfe sech zesummedinn an hätte sech missen erginn. Dat kann net d'Logik vun dëser Chamber sinn an och net vun dësem Land! Dat ass skandaléis, wat Dir hei gemaach hutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Da kritt den Här Gilles Baum d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Gilles Roth, pardon.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir verwiesselt eis ëmmer! Dat ass scho bal „Bäumchen wechsel dich“.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, dat ass mat deene Gillen do. Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

(Interruptions diverses)

Une voix | Sch!

M. Gilles Roth (CSV) | Wann d'Gemidder sech e bësse berouegt hunn, hätt ech eng wierklech Fro, déi den Här Mosar un de Minister gericht hat. An ech wëll awer nach eng Kéier do nobueren, well et awer e reelle Problem ass, dass Leit, déi e Prêt de participation, déi Garantië vum Staat, an Usproch geholl hu beim Covid ...

Et ass eng Entreprise, déi huet bei enger Staatsbank – et gëtt eng Staatsbank, déi op der Place de Metz ass –, déi huet e Kontrakt mat där gemaach an dann hu se d'Leit zousätzlech, wéi dat och bei engem normale Prêt ass, eng Cession op de Salaire ënnerschreiwelooss. Bon. Elo ass dann déi Entreprise – déi huet de Covid net gepackt. An am plaz – an ech mengen, esou war awer d'Ratio legis vun deem Gesetz –, dass dann déi betreffend Bank un de Staat als Garant un d'Garantie erugaangen ass, hu se deen einfache Wee gewielt an hunn einfach d'Cession sur salaire an Usproch geholl. Ech mengen, dat war op jidde Fall net den Esprit, dee mir verstanen hunn.

Mir hate gemengt, dass wann eng Entreprise d'Pandemie net géif packen a si hätt déi Staatsgarantie ..., wou jo d'Entreprise och eppes derfir bezuelt huet! Déi huet jo méi bezuelt. An den André Bauler huet mat Recht gesot: „Duerfir sinn der net esou vill an Usproch geholl ginn.“ De Staat hat, mengen ech, am Ufank 11 Milliarden do virgesinn. Mir mengen, dass do awer d'Regierung sech och eng Kéier misst ëm déi Fäll bekëmmern, well – an do kënt de Clou! – eng aner Bank, wou de Staat mat Aktionär ass – déi net op der Place de Metz ass, mee déi op der Route d'Esch ass –, dat Ganzt aneschtters consideréiert.

An ech mengen, wa mer ee Gesetz hu mat enger Ratio legis, da muss dat Gesetz fir d'Leit, och an enger Previsibilitéit, och kënnen d'selwecht ugewannt ginn, an net vläicht onbedéngt deen einfache Wee vun der Bank.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth. Da géif ech d'Wuert zrëckginn un de Minister.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Also, bon, fir d'Éischt, fir nach eng Kéier op déi Diskussioun anzegoen iwwert d'Sanktiounen.

Ech war d'lescht Woch zu Lugano op där Konferenz iwwert d'Rekonstruktioun vun der Ukrain, wou den ukrainnesche Premier war, wou och de President Selenskyj nach eng Kéier intervenéiert ass. An ech kann Iech soen, dass den État d'Esprit vun den Ukrainer net deen ass, fir elo ze kapituléieren. An ech mengen, déi Invitatioun fir ze kapituléieren a fir ze verhandelen, elo aus enger Positioun eraus, an där se elo dra sinn, ass fir mech och total irresponsabel an entsprécht och guer net dem Wonsch vum ukrainnesche Vollek.

Et geet hei drëm ze kämpfe fir d'Valeuren, fir d'Demokratie, fir d'Independance vun deem Land. An ech fanne wierklech déi Erausforderung oder, jo, deen Opruff do, fir elo ze verhandelen a fir u sech d'Waffen ze strecken, total – effektiv och – inakzeptabel. An ech mengen, dat entsprécht och net eisem Rôle als Europäer.

D'Ukrainer kucken op d'Europäer an dëser schwieriger Zäit. Si kucken a Richtung Europa. Si hunn eng immens Hoffnung kritt duerch déi Kandidatur, déi elo leeft duerch d'Admissioun an dee Prozess, fir Member ze gi vun der EU. Si kucken och op d'Europäer fir eng Hëllef an der Rekonstruktioun.

A fir an deem Kontext ëmmer erëm deen Discours ze iwwerhuele vun de Sanktiounen, déi net wirken, a vu „se solle sech dach wannechgelift erginn, well dat ass alles onnëtz“, dat fannen ech wierklech total deplacéiert an dësem Kontext.

An et ass net, well mer eis jorelaang oder joerzëngtelaang och als Europäer an déi Dependance ginn hu vu bëllege russeschen Energien, déi eis haut effektiv schwéier ze schafen deet, dass mer mussen an deem Feeler do persistéieren. An ech mengen wierklech, dass dat, wat mer elo maachen, fir eis anescht opzustellen, fir méi resilient ze ginn, fir ze investéieren an aner Energiequellen, an aner Approvisionnement, dass dat de richtege Wee ass. Mee wierklech deen, ëmmer erëm, Opruff do fir ze kapituléieren oder fir ze soen, dass déi Sanktiounen näischt wirken, fannen ech wierklech wéi den Dan Kersch total nieft der Plack.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

(Brouhaha)

Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert a kritt et och ganz kuerz.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz kuerz, well ech wollt awer véier Saache soen. Dat Éischt ass ...

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ma dat ass scho wichtig, well et ass jo eng wichtig Diskussioun.

Dat Éischt ass: Verhandelen ass net kapituléieren. Mee ech soen Iech: An der Ukrain ass d'Situatioun esou, datt sech am Abléck d'Situatioun vun Dag zu Dag dramatesch verschlechtert. Déi Basé vun der ukrainnescher Economie si méi wéi d'Hallschent zerstéiert. Vun de mënschleche Verloschter emol ganz ofgesinn! An ech mengen, et ass ganz wichtig ze gesinn: Wat mer méi laang waarden, desto méi schlecht gëtt déi Verhandlungspositioun. Dat ass emol dat Alleréischt.

Dat Zweet ass: mat dem Zweete Weltkrich. Wësst Der, déi Vergläicher do, dat ass scho Polemik. Ech wëll Iech eppes ganz kloer soen ...

(Exclamations)

Nee, nee. D'USA sinn de 7. Dezember 1941 ...

(Brouhaha)

... vu Japan ugegraff ginn zu Pearl Harbor. An e puer Deeg méi spéit huet dat Däitscht Räich den USA de

Krich erkläert. Ech mengen, dat sinn alles historesch Tatsaachen. Dat muss een einfach gesinn.

A mir haten an der Tëschenzäit ... Ech wëll net dee Verglach maachen tëschent dem Krich an der Ukrain an dem Zweete Weltkrich, mee mir haten an deene leschte Joerzénkten x Kricher, wou eng Grande puissance en anert Land ugegraff huet. Zum Deel hu se am UNO-Sécherheetsrot gelunn, fir illegal Kricher ze féieren!

An et ass elo net esou, datt dat, wat mer elo am Abléck erliwien, elo eng absolutt Nouveautéit an der Geschicht wär. Et ass leider guer net eng Nouveautéit! Mir haten där Situatioun vill. A mir brauchen net un den Zweete Weltkrich zrëckzedenken, ...

(Interruption)

... mee mir hunn an deene rezenten Joerzénkten am Noen Osten notamment an op anere Plaze Kricher gehat, déi dem internationalen Droit net standhalen. A loosst eis dach emol probéieren, déi Diskussioun rational an net poleemesch ze féieren!

Plusieurs voix | O jo!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech mengen, da wäre mer wierklech e Stéck virukomm.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Häer President, et deet mer leed, mee ech refuséieren hei de Virwurf vun der Poleemik. An ech soen och nach eng kéier ganz kloer: Wann eis Virfaren, eis Pappen, eis Mammen, eis Grousspappen, eis Groussmammen, déi Logik un den Dag geluecht hätten, mat där Dir eis hei wëllt iwwerzeegen, nämlech mat engem Hitler-Regimm wëllen ze verhandelen, da géife mer haut allegueren net hei setzen!

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Méi ass dozou net ze soen.

Une voix | Absolutt!

M. Dan Kersch (LSAP) | An dat huet näischt mat Poleemik ze dinn, dat ass reng Tatsaach!

(Interruption)

Dass dat Iech net schmaacht, wann een Iech dat esou seet, dat kann ech novollzéien. Mee déi Téin, déi Dir hei bréngt, dat ass genau, awer wierklech genau déi nämmelecht Argumentatioun wéi déi, déi de Putin an d'Duma bréngen! Et ass genau dat! Déi de Westen derfir verantwortlech maachen, fir dass net ka verhandelt ginn! Dat ass dach, dat ass dach total verreckt, wat Dir hei maacht.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Häer Kersch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7999. Den Text steet am Document parlementaire 7999^s.

Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Masar, Mme Viviane Reding (par Mme Octavie Modert), MM. Gilles Roth, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 8019 – Projet de loi visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Deen nächste Punkt ass de Projet de loi 8019 iwwert d'Aféierung vun enger Rei temporäre Bähëllef, fir eng Partie vun den Energiekäschten ze kompenséieren. De Rapporteur ass den honorabelen Häer Gilles Baum an e kritt direkt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci fir d'Wuert, Häer President. Dee Projet de loi, deen ech Iech virstellen, ass dee leschten aus enger Serie vun Texter, déi mer an der Tripartite-Kommissioun haten. En ass e bësse méi technesch wéi dee Projet, dee mer virdrun haten. Ech probéieren, Iech dat dann awer op eng digeste a pedagogesch Aart a Weis ze presentéieren.

No der Aféierung vum Crédit d'impôt énergie, der Erhéijung vun de Studentebourssen, de staatleche Garantien, vun deene mer grad geschwat hunn, de Subsidien op den Emissiounsquoten handelt et sech bei dësem Gesetz ëm Hëllef fir Betriber mat héijen Energiekäschten.

D'Konsequenz vum Krich an der Ukrain spiere mer alleguer op der Pompel, beim Heizen, beim Stroum – d'Bierger grad ewéi d'Entreprises. D'Hausse vun den Energiepräisser treëft awer natierlech déi Betriber besonnesch haart, wou d'Energie ee vun de zentrale Käschtepunkten ass vun hirer Aktivitéit – wéi zum Beispill den Transportsecteur.

Aus dësem Grond gëtt mat dësem Projet en zäitlech begrenzten Hëllefregimm geschaaft, dee speziellesch op déi Entreprisé geméint ass, déi vill Energie brauchen.

Deen neie Regimm beinhalt zwou verschidden Hëllef.

Éischtens fir Betriber, déi eng ganz energieintensiv Aktivitéit hunn, also vill Energie de facto verbrauchen. Vill Energie bedeit konkret, dass d'Energiekäschte méi wéi 3 % vum Chiffre d'affaires ausmaachen. Si kréie gehollef, fir en Deel vun de Méikäschten beim Gas a beim Stroum ze stemmen.

D'Héicht vun der Aide hänkt vum Montant vun den zoulässege Käschten of, vun de Coûts admissibles. Dës ginn no follgender Formel berechent: d'Differenz vum Präis vun den Energieproduite während engem Mount mol den duebele Präis vum Energieproduit während 2021, an dat multiplizéiert mat der consomméierter Quantitéit. Wat elo relativ komplizéiert kléngt, kann ech méi einfach ausdrécken, nämlech: Et gi just d'Méikäschte consideréiert, déi iwwert d'Verduebelung vum Präis tëschent dësem an dem leschte Joer erausginn.

De Seuil vun den Aidë variéiert dann och en fonction vun der finanzieller Situatioun vum Betrib. Am Prinzipp ass de Seuil bei 30 % vun den zoulässege Käschte gedeckt a geet bis bei e maximale Montant vun 2 Milliounen Euro pro Betrib. Allerdéngs: Déi Firmen, wou d'Coûts admissibles op d'mannst 50 % vun der Perte d'exploitation am Mount duerstellen a wou d'Aide net méi héich wéi 80 % vun der Perte ass, kënnen eng Aide an Héicht vu 50 % vun de Coûts admissibles kréien. Dat awer bis zu engem Maximalbetrag vu 25 Milliounen Euro.

An drëtzens: Wann eng Entreprise, déi elo déi just genannt Konditiounen erfëllt an doriwwe eraus an der Annex 1 vum Encadrement temporaire vun der Kommissioun steet, da kann d'Entreprise eng Hëllef kréie vu bis zu 70 % vun de Coûts admissibles a bis zu engem maximale Montant vu 50 Milliounen. Dës Hëllef ass speziell fir déi Firme geduecht, wou e Risiko vun Delokalisierung besteet; also fir ze evitéieren, dass se hir Aktivitéiten an en anert Land verleeën.

Ech wëll och nach preziséieren – an dat ass wichteg, an dat war och ee vun den Diskussiounspunkten an der Kommissioun –, dass déi Aide pro Grupp op nationalem Niveau gekuckt gëtt. Dat heescht, eng Entreprise, déi aus e puer Gesellschafte besteet, gëtt awer wéi eng ganz Entitéit behandelt. A Firmen, déi an e puer Länner aktiv sinn, bei deene ginn d'Gesellschaften ausserhalb vum Territoire vu Lëtzebuerg net consideréiert.

Déi zweet Hëllef betrëft d'Betriber, déi an dräi Beräicher aktiv sinn: am Transportberäich, bei der Alimentatioun a bei der Konstruktioon, well bei deene kann et virkommen, logescherweis, dass den Diesel e wichtige Käschtepunkt duerstellt. Et gi bei dëser Aide Méikäschten ab 125 % vum Präis vum Virjoer consideréiert.

Fir eligibel ze sinn, muss d'Entreprise eng Perte d'exploitation hu fir dee Mount, wou se d'Aide ufreet. D'Coûts admissibles mussen op d'mannst 50 % vun der Perte ausmaachen. An d'Aide dierf net méi wéi 80 % vun der Perte d'exploitation ausmaachen. D'Aide entsprécht 50 % vun de Coûts admissibles, bis maximal 400.000 Euro pro Betrib.

Fir eligibel ze sinn, gëtt et doriwwe eraus verschidd Bedéngungen, déi fir déi zwou Aiden déi selwecht sinn: D'Entreprise muss den Ennverbraucher si vum Gas, vum Stroum oder vum Diesel. Si brauch natierlech eng Autorisation d'établissement. A si dierf net vun de Sanktiounen am Kader vum Ukrain-Krich be-trafft sinn.

D'Aidë gi vu Februar bis Dezember 2022 an d'Demande muss virum Enn des Joers eragi ginn.

Ech wëll dann och preziséieren, dass déi zwou Aiden, ëm déi et geet, cumuléiert kënnen ginn. Allerdéngs

kënne se net mat der Aide pour coûts non couverts cumuléiert ginn.

De Gesamtbudget vun dëser Mesure, d'Enveloppe, déi virgesinn ass, beleeft sech op 225 Milliounen Euro. Dës Mesurë falen, wéi aner Aiden och, ënnert den Encadrement temporaire de crise vun der Europäescher Kommissioun, mat deem d'Memberstaaten d'Méiglechkeet kréien, hire Betriber am Kader vum Krich zäitweileng ënnert d'Äerm ze gräifen, iwwert dat eraus, wat déi normal europäesch Reegelen a Saache Staatshëlfelefen an normalen Zäiten erlaben. D'Kommissioun huet dann och schonn de Feu vert gi fir dës Aiden.

Mir hunn hei dann och de Maximum erausgeholl, deen den Encadrement temporaire zouléisst. Et muss een awer soen, dass aktuell um europäeschen Niveau nach Verhandlung lafe, fir den europäesche Kader unzepassen.

Voilà! Fir den Detail an och fir d'Avisen, géif ech op de schrëftleche Rapport verweisen. Domat kéim ech och schonn un d'Enn. Ech géif den Accord gi vun der DP-Fraktioun an Iech alleguete Merci soe fir d'Nolauschten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Reporter Gilles Baum.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Fir d'alleréischte e grouse Merci dem Rapportier fir säi mëndlechen an och säi schrëftleche Bericht, dee ganz an den Detail gaangen ass.

Dat hei ass jo e Projet, dee sech am Fong an dee Projet vu virdu respektiv deejéinegen, dee mer d'lescht Woch haten ... En ass och en Deel vum Accord vun der Tripartite vum 31. März 2022. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mer deene Betriber, déi jo hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, déi och ganz vill Personal beschäftegen, déi Aidë ginn. Well wann déi Betriber net méi kënne produzéieren, doduerch dass d'Energie ze deier ginn ass fir si, kéint dat an en anere Problem zréckfalen. Da kéint nämlech net méi geschafft ginn an da géife mer erëm schwätze vu Chômage partiel an esou weider an esou fort. Et soll een och dee ganze Kader eng Kéier kucken, dass dat och eng Bedeitung huet fir den Emploi, deen hei zu Lëtzebuerg ass.

Wann ech et elo nach richtig a mengen Notten erëmfonnt hunn, da schwätze mer hei vun zwëschent 150 an 250 Betriber, déi d'Méiglechkeet hunn, op déi Aide kënnen zréckzegräifen, an dass et dann e ganze Coût wäert gi vun ongeféier 225 Milliounen; deemno wi-vill natierlech gezu gëtt a wivill Leit an där Situatioun sinn.

Mir als CSV begrëssen de Projet ausdrécklech. Mir hunn awer ee Problem, an den Här Minister weess et: Dat ass déi Geschicht mam Multinational, wou een do oft Firmen huet, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, och nach an den Nopeschlänner; dass dat e Problem ass, dee mer gesinn.

An ech mengen, Här Minister, Dir hat och deemools gesot, Dir géift eis Bedenke verstoen, mee dat wier awer eng Bedingung, déi vun der Europäescher Unioun nach eng Kéier ënnerstrach gi wier. Dat ass dee Punkt, wou mer e bëssen de Bauchwéi dermat hunn. Well deemno, wou dee Betrib da grad ugesidelt ass a wou säi Sëtz ass a wou seng Produktiounschaïne ass, kann et awer do ze enger ..., ech wëll elo

net soe Concurrence déloyale, mee kann dat awer zu Schwieregkeete féieren.

Dat ass deen eenzege Problem, dee mer domat hunn. Fir de Rescht géife mir als CSV dësem Projet eis Zoustëmmung ginn. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, villmools merci dem Här Baum fir säi Rapport. E war esou detailléiert, dass ech net méi vill muss bäifügen, just nach den Accord ze gi vun der LSAP.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da wier et un der Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo. Merci, Här President. Och mir stëmmen dësem Projet de loi zou. Ech wëilt awer nach eng Kéier drun erënnere, dass et net d'Léisung ka sinn, ëmmer erëm Energiekäschten ze subventionéieren, de Betriber ze hëlfelefen, déi Käschten ze droen. Dat ass vläicht eng kuerzfristeg Äntwert op e grouse Problem, deen d'Betriber nun emol betrëfft.

Laangfristeg kann et net anescht sinn, wéi dass d'Betriber sech ëmstellen, dass se onofhängeg ginn. An da gi Projet-de-loie wéi dësen iwwerflësseg. Dat muss d'Zil sinn, laangfristeg. Mir hoffen, dass se motivéiert sinn duerch dës Subventionen, weiderhin an déi Richtung ze denken an ze handelen.

Dat gesot, si mer natierlech och frou, dass Aarbechtsplaze kënne geschützt ginn, doduerch, dass mer eis Ekonomie mat Projekte wéi dësem stäerken, nach eng Kéier am Gescht vun der Tripartite, déi an eisen Aen e glécklecht Enn fonnt huet, am Contraire zu aneren.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. Da geet d'Wuert un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci. Och e grouse Merci un den Här Baum. En hat gesot, e géif dat pedagogesch maachen. Dat ass em och gelongen. A mir wäerten dat hei matstëmmen.

Vläicht just zwou Bemierkungen.

Dat eent ass: Selbstverständlech hale mer un eise Kriticke vun de Konsequenze vun der Sanktiounspolitik op eis eegen Ekonomie fest, well se einfach wouer a richtig sinn.

An dat Zweet ass: Ech wëll wierklech eis gréng Kollegen encouragéieren, awer d'Realitéit ze gesinn. Mir haten d'leschte Kéier schonn eng Diskussioun hei an dunn ass eis rappéléiert ginn, datt 18 % vum Strom géif duerch alternativ Energien da realiséiert ginn. Wa keng Sonn schéngt, wa kee Wand bléist, dann ass et genau 0 %.

(Interruptions)

Ass et 0 %! An ech mengen, mir mussen einfach och déi Energiediskussioun realistesch féieren.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Jo!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An de Realismus ass ganz einfach esou: Alternativ Energië sinn en deieren ..., kënnen och e Complement sinn zu der normaler Energieproduktioun. Mee souguer bei 18 % Stromproduktioun aus alternativen Energien, wëll ech eise grénge Kollege soen, datt dann 82 % net aus alternativen Energië kommen. A fir déi ze ersetzen, ass net esou einfach.

Ech soen Iech Merçi.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

(Interruptions)

An da geet d'Wuert un d'Madamm Cecchetti.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Här President?

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech wëll kuerz reagieren, well mer erëm genannt gi sinn. Mir sinn immens frou feststellen, dass den Här Kartheiser seng Zuele schonn adaptéiert huet.

(Hilarité)

D'lescht Woch ware mer nach am eestellige Prozentberäich bei den Erneierbaren. Elo si mer schonn am zweestellegen.

An ech wëll nach eng Kéier widderhuelen, dass mer mat Partie wéi der ADR net weiderkommen, onofhängeg ze ginn. Mir si frou, dass d'Majoritéit heibannen op där anerer Schinn ënnerwee ass an alles mécht, fir eis vum russesche Gas onofhängeg ze maachen. Dat muss d'Zil bleiwen. A mir wäerte weiderhi schaffen, contre vents et marées vun der ADR.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché.

M. Fred Keup (ADR) | D'Luuchten aus mat Iech!

M. Fernand Etgen, Président | Dann nach eng Kéier d'Wuert kuerz zréck un den Här Kartheiser. Kuerz!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Mee ech si genannt ginn, Här President, an ugegraff ginn, also op eng onméiglech Manéier.

Plusieurs voix | O!

Une voix | Si hu keng!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà.

(Brouhaha général)

Dat Éischt ass: D'lescht Woch hate mer vum Primärenergieverbrauch geschwat. Do leie mer am eestellige Prozentberäich. Déi Kéier hunn ech vun der Stromproduktioun geschwat. Dat ass eppes anescht! Ech hu schonn d'lescht Woch offréiert, Iech dat eng Kéier ze erklären. Dat kënne mer ganz gare maachen. Soudatt do e ganz klore Ënnerscheid ass.

A fir déi gréng Logik: Jo, natierlech, mir hu kee Gas hei oder op jidde Fall net vill a Westeuropa. Mir hunn also eng Wiel: Entweder mir gi bei d'Russen a mir bréngen et iwwer eng Pipeline. Bis elo waren déi gréng do ganz derfir, och an Däitschland, well se gesot hunn: „Dat huet manner CO₂-Emissiounen.“

Mee Dir gitt offensichtlech an déi Richtung, datt Der elo Gaz de schiste an den USA kaaft an eis dat wëllt als déi besser Léisung verkafen. Als gréng Partei! Wou ass dann do d'Logik? Dir huet eng ekologesch minabel Léisung a wëllt eis déi elo opdrängen. Ma bravo!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An et ass elo un der Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischte emol e grouse Merci dem Här Baum fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir hunn als déi Lénk jo schonn oft gesot, datt mir net onbedéngt e Problem domadder hunn, den Entreprises Aiden ze ginn, wa se onverscholt a Schwiereregkeete geroeden; eebe geziilten Aiden, déi deenen hëlfelefen, déi tatsächlech e Problem hunn – awer net wéi bei der Indexmanipulatioun einfach mat der Strenz.

Mir wäerten eis bei dësem Projet awer trotzdem enthalen aus deene selwechte Grënn, déi ech och virdu genannt hunn, nämlech well keng Gégeleschtung dobäi ass, déi vun den Entrepreneuren eeben eppes verlaangt a Saache Maintien de l'emploi.

An da si mir awer och natierlech mat deene Gréngen d'accord, datt ee wierklech muss kucken, aus där Energiefal erauszekommen an een alles muss op erneierbar Energië setzen. Well et ass net fënnef vir zwielef, mee scho laang fënnef op zwielef. An ech mengen, do muss mer alleguer zesummen un engem Strang zéien.

Ech wëll awer op dëser Plaz och méi eng allgemeng Remark maachen: Mir hunn an der Covidkris ugefaangen, Staatshëlfelefen un d'Betriber ze ginn; wat jo och richtig war. Mir hu se geziilt un déi Betriber ginn, déi se gebraucht hunn. An elo, wou d'Energiepräisser eeben héichginn, decidéiere mer dann och, e massiven Hëllefprogramm ze ginn.

Dat ass och richtig fir déi Betriber, déi se brauchen. Awer mir riskéiere lues a lues do an e Scheema eranzekommen, datt, allkéiers, wann d'Konjunktur schlecht gétt, dann „Hëllef“ gejaut gétt an datt mir mussen als Steuerzueler eeben agräifen, fir de Betriber ze hëlfelefen.

An zemools, well do op EU-... Dat gétt jo op EU-Niveau eebe gereegelt. An do muss ee vigilant sinn. Well et kann net sinn, wann d'Betriber déck Benefisier maachen, datt se déi dann net op d'Säit leeën, mee déi vläicht mat der Strenz un hir Aktionären ausdeelen oder sech iwwerhaupt kee Polster verschafen, well se jo wëssen: „De Staat klëmmt erëm mat era mat enger Hëllef.“ Dat ass eng Gefor, déi kéint bestoen; soen ech einfach elo.

Wéi gesot, mir wäerten eis bei deem heite Projet enthalen.

Ech wëll awer och nach eng Bemierkung maachen zu de mëttelstännege Betriber. Ech mengen, elo nodeems datt d'Covidkris eriwwe ass, sinn e Plus vun 12 % nei Betriber, déi eng Autorisatioun gefrot hunn. Dat heescht, et sinn 12.600 Demanden erakomm. Ech mengen, do gesäit een awer, datt d'Leit keng Angscht hunn, e Betrieb opzemaachen an dat ass jo awer wierklech immens positiv. An ech mengen, datt se och gemierkt hunn, wa se wierklech Hëllef brauchen, datt de Staat och derfir do ass, fir hinnen ze hëlfelefen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Ech kann elo nach eng Kéier op alles agoen, wat d'Virriedner a virun allem och de Rapportier zum Projet gesot hunn. Ech erspueren Iech dat awer.

Ech kommen awer net ëmhin, fir eng fundamental Remark zum Text ze maachen. Déi hunn ech virdu scho gemaach. Dat ass déi, datt mer de Betriber net nëmme elo hëlfelefe mussen, mat den héijen Energiekäschten eens ze ginn, mee duerno och, fir vun deenen héijen Energiekäschte fortzekommen, andeem se méi resilient ginn, andeem se méi erneierbar Energië selwer och kënnen deelweis produzéieren.

An da vläicht eng Reaktioun op dat, wat d'Madamm Lorsché elo grad gesot huet, datt d'Majoritéit alles géif maachen, fir onofhängeg ze gi vum Gas. Also vläicht nach vum russesche Gas, well do de Risiko do ass, datt iergendwann de Putin de Krunn zoudréit a mer, faute de mieux, souwisou onofhängeg dovunner wäerte ginn.

Mee ech mengen net, datt dës Regierung, oder wann domat d'Majoritéitspartei gemengt waren, da mengen ech net, datt dës Regierung dat mécht. Well ...

(Interruptions)

... iwwer 50 % vun den abordabele Wunnengen zënter 2016 si mat Gasheizung gebaut ginn. Staatsgebaier sinn déi lescht, si wäit hannert dem Duerchschnëtt souwuel vun den Industriegebaier wéi vun de privaten Haushalter, wann et drëm geet, Solaranlagen op den Daach ze setzen. Ech schwätze guer net nach vun aneren Heizungen – och do, sechs Gebaier vum Staat hunn eng Gasheizung kritt.

Also ech mengen, bei der Onofhängegkeet vum russesche Gas ass, mat deene Politicken, déi do gemaach ginn am abordabele Wunnengsbau, bei staatleche Gebaier an der Administration des bâtiments publics, nach Loft no uewen. Also alles ass et nach net.

D'Madamm Lenert, déi och heibannen ass an op hire Projet waart, huet eng Kéier vun der Impfflicht als „déi lescht Patroun“ geschwat. Ech mengen, hei géif et wierklech Zäit ginn, wann ee sech d'Temperaturen ukuckt, datt mer emol eng Kéier déi lescht Patroun géifen zünden a wierklech all déi Heizungen, eleng bei de staatleche Gebaier, géifen ersetzen. Da géife mer eis wierklech onofhängeg maache vum russesche Gas.

Bon, esou kann ech just soen: Mir hëlfelefen elo deene Betriber, déi et néideg hunn. Mee déi lescht Patroun hu mer definitiv nach net verschoss.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Merci all den Deputéierte fir hir Contributioun zu dëser Diskussioun. An ech freeë mech och iwwer dee breeden Zousproch an d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

An ech géif och wierklech gären der Chamber, insbesonnesch de Memberen aus der Tripartiteskommissioun an hirem President, e grouse Merci soen, dass se dëse Projet, gradesou wéi déi aner Projekte vum Solidaritéitspak, esou schnell an effikass behandelt hunn, well et ass effektiv esou, dass déi Lëtzebuurger Betriber op déi Aiden hei gewaart hunn.

Mat dem Vott vun dësem Projet de loi komplettéiere mer dann och déi ganz Geschierkëscht, fir op déi lescht Kris, mat där mer et ze dinn hunn effektiv an enger Rëtsch vu Krisen, déi aus dem Ukrain-Krich, wierklech och hei ze reagéieren an eeben op déi extrem héich Energiepräisser och ze reagéieren.

Déi Aiden, déi mer haut hei decidéieren, hëlfelefen, dass déi Lëtzebuurger Betriber kompetitiv bleiwe par rapport zu hirer Konkurrenz aus dem Ausland. Dat ass engersäits dee Projet de loi iwwer den ETS-System, dee mer virun enger Partie Deeg gestëmmt hunn, awer och de Kompensatiounsregimm vun den héije Gas- a Stroumpräisser. Mir hunn och an dësem Projet hei e Volet dran, deen de Wueren- a Giddertransport iwwer d'Strooss betrëfft, d'Konstruktioun an de Liewensmittelhandel, d'Handwierk. Alles dat huet de Gilles Baum gutt a komplett beschriwwen.

An ech mengen, dat ass wierklech e Pak, deen erwaart ginn ass an dee mer elo hunn. An dat ass och gutt esou.

Nieft dësem Pak hu mer och decidéiert an der Tripartite, fir méi laangfristeg Aiden de Betriber

zoukommen ze loosse. Alles dat am Kader vun enger Reformulatioun vum europäeschen Aide-d'État-Regimm. Dat ass wichteg fir, wéi gesot, méi onofhängeg ze gi par rapport zu auslänneschen Energieressourcen, wat jo, mengen ech – an d'Diskussioun vun de Mëtte weist dat erëm eng Kéier – déi grouss Erkenntnis ass vun der aktueller Kris.

Bei dem Wiessel an déi Dekarboniséierung wëlle mer eis Betriber begleeden. Do wëlle mer se ënnerstëtzen. An dofir geet et och drëm, fir de Betriber net nëmme mat Aiden zur Säit ze stoen, awer och hinnen eng gewësse Betreieung ze ginn, e gewëssene Conseil ze ginn. Dat maache mer zum Beispill och zesumme mat Luxinnovation, mat engem spezielle Programm mam Numm Fit 4 Sustainability, dee mer elo opgesat hunn. An deem Programm ënnerstëtzt de Wirtschaftsministère bei engem État des lieux énergétique e Betrib mat bis zu 70 % vun de Käschte vum Consultant, deen dat mécht. Eng maximal Aide, déi da bei 100.000 Euro läit.

Egal ob et eng Finanzkris ass, eng Pandemie oder eng Energiekris, déi sech duerch dës Krich nach eng Kéier massiv renforcéiert huet, et ass wichteg, fir den Entrepreneuren an ekonomesch schwierigen Zäiten eng gewësse Planungssécherheet ze ginn an d'Leit ze ënnerstëtzen.

Mee et ass nach méi wichteg, an enger Phas, wou mer an enger Transitioun dra sinn a wou mer an enger weltwäiter Konkurrenz trotzdem nach stinn, fir se an där Phas net nëmme hei an Europa ze behalen, fir se kompetitiv ze behalen, mee fir sécherstellen, dass Lëtzebuurger, europäesch Entrepreneuren deenen héichste sozialen an energeeteschen Ëmweltstandarden entsprechen.

Dat ass den Enjeu, dee mer hunn iwwer déi nächst Joren. An deem wäerte mer eis och ganz sécherstellen.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8019. Den Text steet am Document parlementaire 8019⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8019 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8019 ass mat 57 Jo-Stëmme, 1 Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8019 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten,

Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par M. Mars Di Bartolomeo), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7716 – Projet de loi portant création et organisation de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire et portant modification :

1^o de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;

2^o de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux ;

3^o de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

Éier mer zum Projet de loi 7909 kommen, géife mer elo nach d'Projet-de-loie 7716 a 7751 virhuelen; fir d'éischt de Projet de loi 7716 iwwert d'Schafe vun enger Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, d'Madamm Tess Burton.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viti-culture et du Développement rural

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi, den Dir hei virleien hutt, ass et, eng nei Verwaltung ze schafen, déi den Numm Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire dréit, ofgekierzt ALVA, an déi dem Landwirtschaftsminister wäert ënnerstoen. Si regroupéiert d'Aktivitéite vun der besteeënder Veterinärverwaltung, vum Service vun der Alimentation animale vun der ASTA, vun der Divisioun vun der Liewensmittelsécherheet, déi haut ënnert der Direktioun vun der Santé besteet, a vun dem Commissariat du Gouvernement à la qualité, à la fraude et à la sécurité alimentaire, deen de Moment dem Konsumenteschutzministère ënnersteet.

D'Iwwerwaache vun der Liewensmittelsécherheet ass eng ganz komplex Aufgab, déi immens wichteg ass fir d'ëffentlech Gesondheet. Well mir an der EU e fräie Marché hunn, ass et och logesch, dass all Produkter, déi op dësem Marché sinn, deene selwechte Qualitätsnormen ënnerleien an dass iwwerall déi selwecht Kontrolle gemaach ginn. E groussen Deel vun deenen entspreche Virschäfte baséiert deemno op EU-Reglementer, déi direkt applikabel sinn an déi also net an nationaalt Recht mussen ëmgesat ginn. Allerdéngs sinn d'EU-Memberstaaten an der Pflicht, hire gesetleche Kader esou unzepassen, dass dës Reglementer an der Praxis och korrekt ugewannt ginn, an dat op eng méiglechst effizient an transparent Aart a Weis. Dëst Zil soll mat deem neie Gesetz hei erreicht ginn.

Op EU-Niveau huet d'Legislatioun, wat d'Liewensmittelsécherheet ugeet, staark evoluéiert. Eng Rei grouss Liewensmittelskandalen an de leschte Joerzénge hunn däitlech gemaach, wat d'Konsequenze sinn, wann d'Liewensmittelkontrolle versoen. Sou kënnen bei engem eenzelne Problem Dausende vu Leit krank ginn an Dosende stierwen. Och fir d'Déiere kann dat verheerend Konsequenzen hunn. Déi meescht vun eis hu bestëmmt nach déi schrecklech Biller an Erënnung, wéi wéinst dem BSE-Skandal Milliounen Ranner a Schof geschleecht a vernicht gi sinn. Vill Baueren hunn hir Existenz verluer, vun der Verschwendung vu Liewensmittel an dem wirtschaftleche Schued insgesamt guer net ze schwätzen.

Donieft hu sech d'Erwaardunge vun de Konsumenten am Laf vun der Zäit verännert. Si interesséiere sech ëmmer méi fir d'Produktionsmethoden. D'Verbesserung vun de Bedéngungen, ënnert deenen d'Déiere gehale ginn, spillen dobäi eng grouss Roll. De Verloscht vun der Biodiversitéit an de Klimawandel sinn Aspekter, déi och berücksichtegt ginn, wann et ëm d'Virschäfte geet, wéi d'Liewensmittel produzéiert ginn. Resuméiert ass dat an der „Farm-to-Fork“-Strategie vun der EU, an déi sech d'Liewensmittelkontrollen arien.

Här President, d'Konsequenz dovun ass e staark harmoniséierte Kader, deen EU-wäit gëllt an deen all Schrëtt an der Produktiounsketten aschléisst. Zanter dem 14. Dezember 2019 ass d'EU-Reglement 2017/625 a Kraaft, dat de Kader setzt. Mat deem Projet de loi, dee mir haut stëmmen, wëlle mer derfir suergen, dass all dës Bestëmmungen optimal kënnen a gehale ginn.

Haut ass et jo esou, dass fir déi verschide Missiounen, déi an deem Beräich ze erfëlle sinn, verschide Ministären, Verwaltungen a Servicer zoustänneg sinn. Och wann all Einzelnen an deene Beräicher eng gutt Aarbecht leescht, esou mécht dës Opdeelung d'Saach net onbedéngt méi einfach. Och vusäite vun deenen, déi kontrolléiert ginn, besteet scho laang de Wunsch, dass d'Kontrollen harmoniséiert an d'administrativ Virgänge vereinfacht ginn.

An deem Sënn haten de Gesondheitsministère an de Landwirtschaftsministère schon 2015 en Audit an Opdrag ginn, deen zur Konkusioun komm ass, dass méi effizient geschafft kéint ginn, wann all d'Aufgaben an enger eenzeger Verwaltung zesummegefüügt géife ginn.

D'Regierung huet an enger éischer Etapp dorop reagéiert, andeems d'Personal aus deene betraffene Servicer 2018 an engem Gebai zu Stroossen zesummekomm ass. 2019 gouf tëschent dem Landwirtschaftsministère an dem Konsumenteschutzministère eng Konventioun ënnerschriwwen, déi eng Rei Synergien a Käschtenaspuerungen erméiglecht huet.

Den 19. November 2020 huet de Landwirtschaftsminister dëse Projet de loi deposéiert, fir all d'Kompetenze vun de Verwaltungen an de Servicer, déi ech virdroun opgezielt hunn, an der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire ze regroupéieren an dem Landwirtschaftsministère ze ënnerstellen. Dës nei Verwaltung wäert zoustänneg si fir d'Ëmsetzung vum EU-Reglement 2017/625 zu Lëtzebuerg. D'Gesetz reegelt d'Missiounen an d'Organisatioun vun der ALVA an enthält eng Rei Dispositiounen zum Personal.

D'Gesetz vum 21. November 1980 iwwert d'Organisatioun vun der Santé direktioun, d'Gesetz vum 19. Mee 1983, dat d'Fuddermittel betrëfft, an d'Gesetz vum 28. Juli 2018 iwwert d'Liewensmittelkontrolle ginn entsprechend modifizéiert. D'Gesetz vum 28. Dezember 1992, dat d'Iwwerwaachung vu

fleeschveraarbechtenden Etablissementer betrëfft, gëtt mat deem heite Gesetz ofgeschafft.

Här President, et koumen eng ganz Rei Avisen eran: vum Staatsrot, dem Collège vétérinaire an de Berufskummeren. Grondsätzlech gouf de Projet vun alle Säite begréisst. An et gëtt e Konsens, dass eng nei Administratioun, déi déi zesummebréngt, déi zesumme gehéieren, eng gutt Saach wär. Et gëtt allgemeng erwaart, dass méi kohärent an effizient ka geschafft ginn, dass manner administrativen Opwand muss bedriwwen ginn an no bausse besser verständlech gëtt, wéi woufir zoustänneg ass.

Do dernieft gouf et awer och eng Rei Remarken a Kriticken, opgrond vun deenen d'Agrarkommissioun Amendementer proposéiert huet. Zu engem groussen Deel goug et dobäi ëm Präzisiounen fir sécherstellen, dass all d'Missiounen vun deenen aktuelle Servicer weiderhi kënnen erfëllt ginn an dass all d'Personal iwwerholl gëtt, ouni dass sech eppes un hire Karriären ännert. Wat d'Direktiounsposten ugeet, esou hat de Collège vétérinaire insistéiert, dass mindestens ee vun dëse Poste mat engem Médecin vétérinaire géif besat ginn. Dat steet esou net ausdrécklech am Gesetz, mee de Minister huet eis an der leschter Kommissiounssetzung nach eng Kéier bestätegt, dass deem Profill Rechnung gedroe gëtt, wann d'Posten ausgeschriwwen ginn.

D'Landwirtschaftskummer huet op e puer Punkte verweisen, déi och mat deem neie Gesetz nach net ganz harmoniséiert sinn. Dozou muss ee soen, dass mat deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, e grouss Schritt no vir gemaach gëtt, mee dass de Prozess, fir Synergien ze sichen, wou et méiglech ass, a fir d'Prozeduren ze vereenheetlechen domat net ofgeschloss ass.

Voilà! Ech wär domat schonn um Enn vu mengem Rapport an ech géif domadder den Accord vu menger Fraktioun ginn a soen Iech Merci fir d'No-lauchteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Tess Burton.

Den éischen ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufänken domat, der Rapportrice, dem Tess Burton, Merci ze soe fir säi schrëftlechen a fir säi mündlechen Rapport. Well dat Gesetz hei ass awer e wichtige Momentum an der Organisatioun vun der Liewensmittelsécherheet an hire Kontrollen. An d'CSV stëmmt dat mat.

Et ass eng Verbesserung och fir d'Zesummenaarbecht vun den einzelnen zoustännegen Verwaltungen a Servicer. Mee et muss een awer och ervirsträchen an ënnersträchen, dass dat bis elo och ëmmer gutt geklappt huet. Souwuel d'Zesummenaarbecht wéi d'Koordinéierung kéinte scho bal net méi exemplaresch gewiescht sinn, souguer wa méi wéi eng Verwaltung an ee Ministère zoustänneg ware bis elo. D'Mënschen hu sech gutt verstanen an am Interessi vun der Saach zesumme geschafft.

An datt d'Qualitéit vun den Analysen a vun deene Kontrollen och nach ëmmer unerkannterweis héich war an nach ëmmer ass, dat huet och 2016 en externen Audit festgestallt, deen och d'Rapporterin Tess Burton ernimmt huet. Den Audit huet och gesot, et wär trotzdem besser, et géif zesumme geluecht ginn. Mee den Audit huet kloer ënnerstrach gehat, dass bis dohinner ëmmer an och bis elo d'Qualitéit vun de Kontrollen a vun den Analyse ganz gutt a ganz héich war.

Bon, dat zukünftegt Zesummeleeën an de Regruppement mussen dann och Vereinfachung an Effizienz mat sech bréngen, fir datt et eng richtig Plus-value ass an der Organisierung vun den offizielle Kontrollen an der Liewensmëttelketten.

Ech mengen, wa mer den Historique géifen elo do-vunner maachen, dat wär ganz interessant, mat deene grouse Liewensmëttelkrisen, ugefaange mat BSE, awer och mat den Déiereseuchen an Zoonosen, ob et d'Schwéngespescht, d'Vullegripp, IBR an esou weider sinn, an dat ass eppes, wat net ze ënnerschätzen ass hautdesdaags. Et ass sécherlech eng aner Situatioun haut ewéi viru 45 Joer, wéi d'Veterinärverwaltung gegrennt ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, déi ganz Veterinärverwaltung geet an déi nei ALVA-Verwaltung iwwer. Si gëtt komplett dran integréiert, mat all hiren Attributiounen, och deenen, déi iwwert d'Liewensmëttelkontrollen erausginn. Dofir sinn ech och der Iwwerzeugung, datt op d'mannst ee Veterinär an där neier, tricephaler Direktioun si muss – ech mengen, dat ass wichtig, dat muss och evident sinn –, wann net souguer den Direkter selwer dat soll sinn.

Jo, ech hat dat opgeworf an där leschter Kommissiounssitzung an ech hat gefrot, ob et op d'mannst géif kënnen an de Rapport ageschriwwen ginn. Et war allerdéngs keng Bereitschaft dofir do, fir et weinstens dodran ze preziséieren. Et wär jo nëmmen en hallwe Saz gewiescht.

Dir hutt, Madamm Burton, gesot, datt de Minister zougesot gehat hätt, datt dat esou wär an esou géif sinn. Sou genau hat ech dat net héieren. Ech sinn da frou, datt elo hei ze héieren an dann ze wëssen, datt dat och esou an Zukunft wäert sinn an och an Zukunft esou wäert bleiwen, well dat mécht Sënn. Et mécht net nëmme Sënn, et muss och esou sinn!

Här President, wat och nach Sënn mécht, dat ass, datt déi nei Verwaltung ... An et ass och gutt, datt se „Verwaltung“ an net „Agence“ heescht, an et ass och gutt, datt et eng staatlech Verwaltung bleift. Et mécht Sënn, datt déi nei Verwaltung ënner d'Kompetenz vum Landwirtschaftsminister gestallt gëtt, well do fënnt sech awer dee ganz groussen Deel vun den Attributiounen an de Kontrollen erëm. Dat mécht also Sënn am Kontext vu Vereinfachung a vun Effektivitéit. An domadder ass et och eng Verbesserung.

Wat elo wichtig ass, dat ass d'Organisatioun hannerendrun, soss brauch ee jo och keen nei Gesetz um Pabeier. Well, wéi gesot, et huet och virdrun ëmmer gutt geklappt, a si sëtze jo och am selwechte Gebai. Och dat huet et natierlech vereinfacht a wäert och warscheinlech d'Zesummeferierung vereinfachen.

Dofir meng Fro: Wou ass déi praktesch Zesummeleeung drun? Wéini ass en neien Organigramm fäerdeg? Wéini gëtt d'Gesetz vun haut also konkret anwendbar?

Et bleiwen, denken ech, och an Zukunft nach verschidde Froen opstoen, wéi zum Beispill: Wéi wäert d'Zesummespill si mam Gesetz vum Abrëll iwwert déi offiziell Kontrolle vun den Agrarprodukter? Dat ass jo am März heibannen debattéiert ginn. Wou wäert do de Schnëtt gemaach ginn?

Oder: Gëtt et an Zukunft eng Differenzierung bei de Vegetaux an de phytopharmazeutesche Produkter tëschent de Kontrolle beim Import, déi elo vun där neier ALVA iwwerholl ginn, an de Bannekontrollen, wat bei der ASTA bleift? Dat huet och d'Landwirtschaftskummer opgeworf, gradesou wéi déi Tatsaach, datt awer zwee Laboratoire bestoe bleiwen am Liewensmëttelkontrollberäich: de Laboratoire vétérinaire, deen an dësem Beräich zertifizéiert

ass an EU-akkreditéiert ass, an op där anerer Säit den LNS.

Fir de Rescht wënschen ech där neier Verwaltung eng gutt Hand, datt et op d'mannst esou gutt weidergeet wéi bis elo, wéi se net zesummegeleucht waren, mee trotzdem gutt zesummegegeschafft hunn. An ech mengen, den Zweck vun der Saach ass, datt et kompetent an effizient wäert an Zukunft kënnen virgoen. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et gouf wuel keng Period an der Mënschheetsgeschichte, wou sech esou vill Gedanken iwwert d'Qualitéit vum Iesse gemaach gouf. Wann ee bedenkt, datt nom Zweete Weltkrich am Fong geholl bal d'Hallschecht, kann ee soen, vum Akommes vun de Leit geholl ginn ass, fir Liewensmëttelwuener ze kafen, an haut läit dat bei maximal 15 %!

Et muss een och soen, datt haut kachen éischer zu engem Hobby ginn ass. Dat soen ech awer net am Pejorativen, bestëmmt net! Mee do gesäit een awer, wat fir e Wandel u sech awer dee ganze gastronomeschen Deel matgemaach huet.

An awer ass et méi wéi jee wichtig, datt mer eng seriö Kontroll vun de Liewensmëttel hunn. Et gëtt eng Rei Skandalen, an hei sinn déi jo schon opgezielt ginn, déi eis natierlech interpelléiert hunn an der Vergaangenheet. Ech denken un d'BSE-Kris, d'Maul- a Klauseuch, d>Listerios, Fipronil oder mat Dioxine vergëft Gefligel.

Dat huet derzou bäigedroen, datt eeben, wéi gesot, dee ganzen Arsenal vun de Kontrollen an deene leschte Jore verbessert ginn ass. Ech mengen, d'Skrupelosegheet bei Eenzelen ass einfach ze grouss. Déi huelen a Kaf, datt Mënschen net nëmme schwéier krank ginn, mee souguer zum Deel och stierwen. D'Kontroll vun de Liewensmëttel ass natierlech eppes extreem komplexes, an dowéinst ass et och wichtig, datt dat um europäeschen Niveau méi wéi jee harmoniséiert gëtt.

Wa mer vu Kontroll vu Liewensmëttel schwätzen, si mer natierlech och ganz séier bei der Haltung vun Déieren, an dowéinst ass et och gutt, datt dëst Gesetz selbstverständlech dat och mat beinhalt.

Et war méi wéi iwwerfällg, kann ee scho bal soen, datt eng Rei vu Kompetenzen, déi dorëmmer opgedeelt waren, elo endlech an engem eenzele Gesetz an och an enger eenzeger Verwaltung gebündelt ginn. Dat war net esou einfach: Ech wëll drun erënnere, datt schon am Joer 2000 den deemolege Gesondheitsminister an den deemolege Landwirtschaftsminister den Effort gemaach haten, fir u sech déi Kompetenzen ze bündelen. Dat ass jo schon eng Zäitchen hier. An 2014 gouf et souguer nach 21 verschidde Kontrollsystemer hei zu Lëtzebuerg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen hei och keen Heel draus, datt meng Partei mam Term „Agence“ awer eng Rei Problemer hat. Ech hunn och selwer an der Kommissioun jo fréizäitg drop higewisen, datt deen Term vläicht net ganz glécklech gewielt wier, well mir beweegen eis hei jo an engem Domän, deen awer wierklech d'Hoheitsrecht vun enger staatlecher Verwaltung sollt sinn, an datt deen Term „Agence“ vläicht géif e bëssen ierféieren. Dowéinst sinn ech natierlech frou, datt och de Conseil d'État dat esou gesinn huet an datt och den Term „Agence“ falegelooss ginn ass.

Wat elo d'Delegatioun vun den Aarbechten ubelaangt, ech mengen, och dat war jo e Punkt, deen diskutéiert ginn ass. Effektiv, eng staatlech Verwaltung soll sou wäit wéi méiglech autonom fonctionéieren, sou mann wéi méiglech dann no bausse verlagere. Mee et muss een awer och hei ganz realistesch sinn: Besonnesch an deem Beräich hei kommen awer emol Aufgaben op déi Verwaltung duer, déi vläicht net kënnen vun deem Arsenal selwer gemaach ginn, sou datt och do muss Recours op extern kompetent Leit gemaach ginn. Dowéinst kann een dat awer a priori selbstverständlech matënnerstetzen.

Ech denken hei zum Beispill och un déi europäesch Agence fir d'Liewensmëttelkontroll, déi hire Sëtz jo zu Parma huet a mat där ee sech och an Zukunft eng gewëssen Zesummenaarbecht virstelle kéint.

Déi Verwaltung hei ass jo vum Personalstandpunkt hier gekuckt net limitéiert. Och dat ass u sech richtig esou. Ech mengen, iwwert d'Budgetgesetz ka jo de Personalbestand dann och adaptéiert ginn. Well et dierf een net vergiessen, datt hei awer ëmmer erëm nei Ufuerderunge kommen, an dowéinst kann een ni ausschléissen, datt gegebenefalls mussen Adaptatiounen kommen.

Et ass och scho virdrun hei ugeschnidde ginn, wat eeben elo d'Direktioun ubelaangt, déi sech jo aus dräi Leit zesummesetzt a wou dann de Collège vétérinaire – zu Recht – gefrot hat, datt mindestens ee Veterinär misst do dra sinn: Där Meenung si mir och. An de Minister huet jo do schon déi Ausso gemaach a vu datt een deem Minister hei jo kann trauen, ginn ech dann och dovun aus, datt dat och ...

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | ... wäert esou sinn an datt dann och mindestens ee Veterinär wäert an där Direktioun do sinn.

Och nach e Wuert vläicht zu den Taxen: Datt hei d'Tax gehuewe ginn ass, ass u sech och näscht Aussergewöhnlech, an et ass jo e Seuil vun 100 Euro festgeleucht ginn.

Vläicht eng lescht Remark nach: Mat dësem Gesetz gëtt jo u sech e bëssen déi classesch Veterinärverwaltung ëmgeännert, ech mengen, eng Veterinärverwaltung, där hir Racinne schon op 1814 zrëckginn. Do gesäit een also, wat fir eng laang Traditioun d'Veterinärverwaltung an eise Gesellschaftleche Liewen huet, wat och ganz luewenswäert ass.

Ech wëll ofschléissend soen, datt dat hei e wichteg Gesetz ass. Et ass ouni Zweifel e qualitative Schrëtt no vir. Ech wëll och den Auteuren hei nach eng Kéier felicitéieren, well dat do war keng einfach Aufgab, an och deene Leit, déi sech scho virdrun dorüwer Gedanke gemaach hunn.

Natierlech geet et net nëmmen duer, datt mer elo eng nei Verwaltung hei schafen, datt mer eng gutt Struktur um Niveau vum Gesetz hei schafen, mee déi Struktur muss och mat Liewe geféilt ginn. An och do dierfe mer net ze vill knausereg sinn, wann et drëms geet, fir déi Laboratoire mat deem beschtméigleche Material ze ekipéieren. A wéi gesot, eeben och, wa mer ganz gutt Personal brauchen, da solle mer och do net ze vill restriktiv virgoen.

Ech wëll dann ofschléissend awer nach eng Kéier soen, datt d'DP dat Gesetz hei begréisst. An ech soen och der Madamm Burton Merci fir hir verschidde Rapporten. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Da wier et un der honorabelen Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, Här Minister, wéi meng Virriedner et schonns gesot hunn, geet et bei dësem Projet de loi ëm d'Kreatioun vun der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire. Dës Administratioun soll d'Aktivitéiten aus scho besteoende Servicer op enger Plaz bündelen. D'Iddi ass et, d'Kontrollen all an enger Hand ze hunn, dat am Sënn vu méi Effikassitéit.

Mat esou engem Point de contact unique soll et och fir de Konsument méi einfach ginn, seng Froe kënnen ze stellen a séier e Retour dorobber ze kréien. Heimat stärke mer also d'Effikassitéit an d'Effizienz vun der Kontrolle vun eise Liewensmittelketten a vereinfachen och d'Prozeduren.

E ganz speziellen Akzent läit hei op der Liewensmittelsécherheet, dat aus der Perspektiv vum Konsument gekuckt. Letztendlech geet et jo och ëm de Konsumenteschutz. Et soll séchergestallt sinn, dat dat, wat um Teller lant, och déi néideg Qualitéitskrittären a Sécherheetskrittären erfëllt. Et ass also wichtig, dat eis Liewensmittelketten op allen Niveaue kontrolléiert gëtt, ugefaange beim Déierefudder, fir datt keng Pestiziden oder aner gëfteg Stoffe op eisen Tellere landen. Besonnesch säit der Pandemie hu mer gesinn, datt d'Leit wësse wëllen, wat se iessen a wat dran ass. Och den héijen Ofsaz vu Bioliewensmittel spigelt dat zréck. Hei muss op alle Fall de Konsumenteschutzministère, dee jo an der Santé läit, säi Rôle spillen an effektiv intervenéieren, wa bei Kontrolle Réckstänn fonnt ginn.

Des Weideren organiséiert a realiséiert dës nei Administratioun Kontrollen am Beräich vun der Déieregesondheet an och am Beräich vum Déierewuel. Mat méi klere Responsabilitéiten innerhalb vun der neier Administratioun ginn dës Kontrollen hoffentlech nach eemol besser. Dëst ass och immens wichtig fir eis sougenannt Notzéieren, datt hei reegelméisseg streng Kontrolle gemaach ginn, ugekënnegt an och net ugekënnegt Kontrollen.

Hei hätt ech nach eng konkreet Fro un de Minister: Wou si mer dru beim Thema Kupéiere vun der Schwéngsschwänz? Dat ass jo eigentlech, wa keng medezinesch Grënn virleien, säit 1994 EU-wäit verbueden, mee gëtt awer nach routineméisseg gemaach. Meng Fro wier, ob dës Administratioun, déi jo och a Saachen Déiereschutz soll informéieren a prevenéieren, hei eng Roll spillt, fir op dës scho laang verbuede Praktik ze sensibiliséieren.

Zum Schluss soen ech natierlech nach der Rapportrice Tess Burton e grouse Merci fir den ausféierleche méndlechen a schrëftleche Rapport. An Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, fir unzufänke wëll ech der Madamm Tess Burton en härerleche Merci soe fir hire gude schrëftlechen a méndleche Rapport. Mir begrëssen dëst Gesetz a wäerten et och matstëmmen. Erlaabt mer awer vläicht, zwou Remarken ze formuléieren.

Fir d'éischt wëll ech soen, datt mir eis dem Avis vum Collège vétérinaire ausdrécklech uschlëssen. Dëse verlaangt, datt engersäits mindestens eng Persoun vun der Direktioun vun deem nei gegrënnte Service e Veterinär misst sinn. Doriwwer eraus ass hien der Meenung, datt och de Poste vum Direkter engem Veterinär sollt virbehale sinn. A sengem Avis ass de Collège vétérinaire nämlech der Meenung, datt de

Veterinär duerch säi Wëssen, seng Kompetenz an Erfahrung de richtegen Acteur ass, fir all d'Ufuerderunge vun där neier Administratioun, déi gegrënnt gëtt, ofzedecken. Mir gesinn dat genauso a mir kënnen eis duerfir och nëmmen deem Avis uschlëssen.

Den zweete Punkt betrëfft d'Kompetenze vum neie Service. Et muss ee wëssen, datt d'Kompetenze vun deenen zwou Administratiounen, déi elo zu enger fusionéieren, hei integral iwwerholl ginn. Nieft der Kontroll vun der Liewensmittelsécherheet wëll ech ausdrécklech betounen, datt och d'Kompetenzen am Hibleck op d'Déierewuel musse Prioritéit hunn. Ech mengen, duerfir wëll ech emol eise Baueren all Merci soe fir hir aartgerecht Haltung vun Déieren. Souwäit mir bekannt ass, sinn déi lescht 10, 15 Joer keng Saachen hei opgedeckt ginn a Form vu Skandalen. Ech mengen, dat schwätzt fir sech.

(Interruption)

Souwäit ech weess – ech schwätze vun de Baueren.

An dann hätt ech awer nach eng Fro iwwert den internationalen Déierentransport, wéi deen iwwerwaacht gëtt. Läit dat an der Kompetenz vun dëser Administratioun oder gëtt dat nach ëmmer ausgelagert op aner Saachen? Ech mengen, dat wier eng interessant Fro, op déi een awer vläicht kéint eng Äntwert kréie vum Här Minister.

Dat gesot, ginn ech den Accord zu dësem Projet an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Liewensmittelsécherheet ass zimmlech wichtig. Bon, et ass elo kee Geheimnis: Och ech konsuméiere gären déi Liewensmittel. Mee et ass immens wichtig, dass d'Leit op gutt Liewensmittel kënnen zréckgräifen, déi virun allem och gutt kontrolléiert sinn. Heiansdo huet een de Phenomeen, dass een zwar higeet an den deiersten Ueleg géif kafe fir a säin Auto, deen dausendmol kontrolléiert ass, mee awer niewendrun an den Discounter geet fir iergendeen Stéck Fleesch, wou keng Kontrolle sinn. Dofir ass d'Liewensmittelsécherheet immens wichtig.

Wou ech awer haut wollt d'Prioritéit drop setzen, dat ass den Déiereschutz, well dat ass nämlech och e ganz wichtige Projet an dësem Gesetz mat der Veterinärsinspektioun. Bon, et ass bekannt, dass d'Déiereschutzgesetz, wéi et am Moment do ass, fir mech nach ëmmer schlecht ass an net wäit genuch geet an d'Rechter vum Déier net wäit genuch encadréiert an dass do e vill bessert misst kommen. Mee op d'mannst kréie se elo d'Méiglechkeet, ganz koordinéiert Kontrollen ze maachen, wat den Déiereschutz ubelaangt, zumindest am Kader vun deem aktuelle Gesetz, wat – soe mer mol – besser ass wéi näischt, mee awer bei Wäitem net duergeet.

Well hëlft een zum Beispill d'Schluethaiser hei am Land, do feelt et dann och nach u Kontrollen. Do sinn da Kontrollen, wou zwar de Veterinär ëmmer do ass ... Ech hat do eng parlamentaresch Fro, virun zwee, dräi Joer war dat, wéi ganz skandaléis Videoe jo zirkuléiert si vun Déieren, déi nach hallef liegew do auserneegeschnidde gi sinn. Do sinn dann zwar sporadesch Kontrollen, wann dann ee vun der Veterinärsinspektioun kucke geet, mee natierlech geet dat eis Piraten guer net duer.

Do misst eigentlech fir all eenzel Déieren nogekuckt ginn, ob déi richtig behandelt ginn, a virun allem

hannerfrot ginn, wéi déi Schluethaiser iwwerhaapt fonctionéieren. Dat ass nämlech nach e ganz anert Thema, wat zwar net zu dësem Gesetz passt, mee d'Schluethaiser a sech missten och nach eng Kéier hannerfrot ginn, och mat den Aarbechtskonditiounen.

Et si ganz vill Baueren hei am Land, déi d'Déierewuel ganz seriö huelen. Dat mierken ech ëmmer erëm, wann ech bei de Baueren op Besuch sinn, fir mer dat ukucken ze goen. Et sinn awer och leider schwaarz Schof, déi derbäi sinn, déi hir Kéi nach ëmmer einfach un den enkste Ketten an ouni Waasser, ouni iergendepes do leien hunn an deenen d'Béischten dann deementspreechend ganz egal sinn.

An do ass et ganz wichtig – ech hat do och rezent nach eng Question parlementaire derzou –, dass déi nei Verwaltung vill méi oft dohinnergeet, vill méi oft kontrolléiert an och ganz genau weess ... An ech mengen, ech si jo och am Kontakt mat deene Leit, déi kontrolléieren ginn, déi wësse jo och e bëssen, wou hir Clientë sinn. A wat een eigentlech dann oft vun hinnen ze héiere kritt, ass: „Jo, mir géife jo nach gäre méi kontrolléieren“, wat am Moment am Gesetz méiglech ass, „mee mir hunn eeben net esou vill Beamten an der Inspektioun.“ Dat ass ee vun de Problemer, dass zwar de Konsum an d'Luucht geet am Land, dass vill méi Déiere geschlecht ginn, vill méi Déiere gehale ginn – an alle Perspektiven, well dat geet jo vu kleng bis grouss –, an awer d'Personal net nokënt.

Dofir ass meng Fro un de Minister, wann elo jo schonn déi nei Administratioun do ass, ob dann och d'Personal wäert massiv opgestockt ginn. Well et ass jo dat selwecht bei den Déierentransporter. Mir hate jo och do eng speziell Kommissioun derzou, wou mer jo och erausfonnt hunn, laut Thilly Metz, dass och zu Lëtzebuerg net alles esou gutt leeft, wéi et sollt lafen, an dass och do nach villes muss nogebessert ginn.

Ech mengen, Dir kennt alleguerten deen EU-Dossier. An dat heiten ass jo och eigentlech deen éischte Schrëtt, dee mer kéinte maachen, fir dass zu Lëtzebuerg méi Kontrolle sinn. Well zu Lëtzebuerg ass jo och erauskomm am EU-Dossier, dass d'Kontrollen net wierklech stattfonnt hunn a se ganz minimal waren, obwuel Lëtzebuerg duerch de bëllegen Diesel en Transitland ass, wou immens vill Déierentransporter duerchfueren.

Mir ass och bewusst, dass dat eng ganz kleng Zäitfenster ass, wa se hei fueren, mee wa Lëtzebuerg géif konsequent kontrolléieren, hätt mir op d'mannst emol do alleguerten déi Déieren, déi a ganz, ganz schlechte Konditiounen transportéiert ginn ... Bon, meng Meenung ass souwisou, et soll een d'Déieren net wäit transportéieren. 20, 30 Kilometer bis an d'nächst Schluethaus, dat géif duergoen. Mee op d'mannst déi, déi awer hei duerchfueren, déi misste vill méi kontrolléiert ginn.

Dofir ass et wichtig, dass an dëser Administratioun d'Déiererechter vill méi kontrolléiert a vill méi respektéiert ginn. An ech weess, dass een dofir och méi Budget a méi Personal brauch. Mee fir eis Piraten ass et ganz kloer, dass, wa mir d'Déieren halen, fir dass se herno op eisem Teller an duerno am Bauch landen, da musse mer awer och alles maachen, dass hinnen déi Zäit virdu sou angeneem an agreabel wéi méiglech ass an dass och dee Moment, wou se dann eebe geschlecht ginn, ënner enger ganz strenger Kontroll stattfënt, dass do keng eng Schinn ass, wou een nach kann Abus driewen. Well et ass wierklech do, wou d'Déieren herno immens vill leiden: vum Transport bis zur Schluechtung.

An do setzen ech elo mäi Vertrauen an de Minister, dass an deenen nächste Joren hei an der Verwaltung

nach eng Kéier e Gang bäigeluecht gëtt an dass och d'Personal opgestockt gëtt, fir dass se eeben – wat ech ëmmer als Feedback vum Terrain kréien – méi Méiglechkeete kritt, méi Stonne kritt, fir déi Kontrollen ze maachen. Dat gehéiert och zur Liewensmëttelsécherheet, well bekanntlech kann een e gutt Liewensmëttel just herstellen, wann de Bauer och fir e gutt Liewe vum Béischt gesuergt huet.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Fir d'éischt merci un d'Rapportrice fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, wou, mengen ech, alles drasteet, wat déi nei Administratioun ugeet, vum Historique bis zum État actuel.

Et ass richteg – an d'Virriedner hunn dat alleguere gesot –, datt mer hei verschidden Administratiounen zesummeleeën, fir éischtens eng Simplification administrative ze maachen, zweetens och, fir d'Kräften, déi do sinn, ze bündelen, fir och méi kënnen um Terrain operationell ze ginn a fir eeben déi Liewensmëttelsécherheet ze hunn an der Liewensmëttelproduktioun, fir de Konsument an awer och doduerch de Produzent. Et sief dann och fir déi ganz Iwwerleeunge vum der Produktioun vum Feld bis op den Teller fir d'Restauratiounen – do falen och d'Crêchen drënner an d'Maison-relais –, fir eeben do op deem Niveau de Konsument ze schützen, wa Problemer do sinn. An dofir ginn déi Kontrollen och gemaach.

Ech wëll direkt och e ganz häerzleche Merci soen un déi verschidde Ministèren, Verwaltungen, déi hei matgeschafft hunn. Et ass jo och net ëmmer evident, wa mer aus dräi, véier Verwaltungen eng grouss Verwaltung maachen, déi een Haaptzil huet, also dat, wat hei genannt ginn ass. An dofir wollt ech awer och op dës Plaz profitéieren, fir de Beamten, de Politiker, déi an deenen Dossieren aktiv waren, ob bei der Santé, am Ministère vum Konsumenteschutz oder och an der Landwirtschaft, Merci ze soen, datt déi Iwwerleeungen, déi do aneneegegraff hunn, eeben zu dëser Administratioun, zu dëser nei Administratioun, gefouert hunn.

Wou herno 100 Leit wäerte schaffen, Här Goergen. Et ass ugeschwat ginn: Déi Fusioun vum deenen Administratiounen erlaabt et nämlech och dann, méi operationell um Terrain ze sinn, fir Kontrollen ze maachen. Ech gi ganz kuerz dorobber an. Op déi verschidde Froen, déi gestallt gi sinn – wann ech elo mäi Blat hei nach kucken –, wollt ech agoen.

D'Madamm Modert hat gefrot no dem Organigramm. De Projet de loi gesäit jo vir, d'Direktioun mat zwee Adjoints, Poste-d'adjoints, auszeschreiven. Dat wäert geschéien, wat den Direktiounsposten ubelaangt, kommt, mer soen, elo Enn dëser Woch, Enn nächster Woch. Do hu mer de Profill schonn determinéiert. An da wäerte mer eeben och déi Adjoints natierlech dann duerno ausschreiven, datt mer eng Direktioun hunn, déi dann och an déi Richtung geet an dann eeben d'Aufgaben och esou determinéiert, wéi se am Projet de loi virgesi sinn, fir och dann operationell ze ginn.

Dir hat no verschiddene Servicer gefrot. Ech kann Iech just soen, datt de Service juridique an den Import scho ronn ee Joer ongeféier zesummeschaffen,

dat natierlech, wat d'Harmonisatioun vun den Normen ubelaangt, awer och d'Iwwerprüfung vun den EU-Normen, déi mer hei a Lëtzebuerg hunn, well dat jo och am Fong direkt ënnert d'Kompetenz vum Konsumenteschutz an domadder vun der nei ALVA fält.

Informatesch si mer opgestallt, dat heescht, déi Servicer schaffe schonn informatesch zesummen, sou datt och den Austausch do kënn. An de Virdeel vun där nei Administratioun ass eeben, datt hei een Usprichpartner ass, wou dat Ganz dann eeben analyséiert gëtt a wou d'Leit da kënnen hir Froe stellen, souwuel d'Konsumenten wéi d'Producteuren.

Ganz kuerz nach zur Fro vun der Madamm Gary, wat de Rôle vum Déiereschutz an d'Schwéngsschwanz ubelaangt. Dat ass schonn deelweis thematiséiert ginn, och a Question-parlementaire beäntwert ginn. Och d'Veterinärsinspektioun mécht do Kontrollen a kuckt, fir dat mat der Kommissioun awer och nach op engem aneren Niveau ze reegelen, notamment op EU-Niveau, well do déi selwecht Problematik ass, notamment, wéi den Här Goergen et och ugeschwat huet, wann Transporter sinn, wéi déi Kontrolle mussen sinn a wéi déi solle sinn. Also do si mer schonn zënter enger gewëssener Zäit an der Kompetenz, fir dat ze maachen, an dat ass natierlech a wäert och eng Kompetenz vun der ALVA, duerch d'Veterinärsinspektioun, bliewen.

Dann, wat den internationalen Transport ubelaangt, deen den Här Engelen ugeschwat huet: Dir wësst, datt den internationalen Transport vu Béischten a Pays-tiersen zu Lëtzebuerg verbueden ass. Do hu mir als Ministère just fir Lëtzebuerg d'Kompetenz. Um Niveau vun der EU dränge mer drop, datt dat och gemaach gëtt, op jidde Fall, datt d'Standarden agehale ginn.

Den Här Goergen ass op verschidde Problematiken agaangen, wann een Transport duerch Lëtzebuerg féiert. Ech wëll just soen: Dat, wat Der hei geschwat hutt, ass am Fong eng Kritik un aner EU-Memberlänner an net u Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg, denken ech, huet ee vun den héchste Levelen dodran, well mer d'Chance hunn, datt mer e klengt Land sinn, datt mer d'Schluechthaus hunn, dat direkt accessibel ass, wou d'Déieren net laang mussen transportéiert ginn.

A wa se an d'Ausland ginn, ass dann och derfir gesuergt ginn, datt se genuch ze drénken hunn, datt déi ganz Konditiounen iwwerwaacht ginn. An och den Depart an d'Arrivée vum Déierentransport gëtt iwwert d'Veterinärsinspektioun oder vun der Veterinärsverwaltung kontrolléiert, an domadder och elo vun där nei ALVA. An natierlech wäert déi Kontakter um internationale Plang huelen – wat och den Här Graas ugeschwat huet –, well den internationale Plang, wann ech den EU-Plang kucken, ass wichteg, fir déi Transporter eeben ënner wüerdigen Ëmstänn ze maachen. An dofir ass Lëtzebuerg och op de Wee gaangen, fir vis-à-vis vu Pays tiers den Transport vun Déieren, déi net der Zuucht ënnerleien – d'Zuucht ass nach ëmmer en anere Problem –, mee déi fir d'Produktioun, dat heescht d'Schluechten, ze verbidden.

Dat ganz kuerz, ech hoffen, datt ech elo kee vergiess hunn. Déi nei Administratioun, dat wësst Der – ech hunn elo net méi am Kapp, ob dat am Projet de loi stoung –, ass an der Rue Thomas Edison zu Stroossen, wou d'Büroen och scho sinn a wou se elo schonn operationell ass.

Dat gesot, freeën ech mech iwwer eng breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, an datt mer eng Administratioun hei kréien, déi natierlech am Déngscht vum Konsument, vum Déierewuel a vun der Déieregesondheet steet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7716. Den Text steet am Document parlementaire 7716¹⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7716 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Francine Cloesener) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. 7751 – Projet de loi modifiant :

1^o le Code de la sécurité sociale ;

2^o la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations des services et des juridictions de la sécurité sociale ;

3^o la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Mir kommen elo zum Projet de loi 7751, enger Aktualiséierung vun de Gesetzer am Beräich vun der Sécurité sociale. Mam Accord vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporteur omi Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An ech géif direkt dem Rapporteur d'Wuert ginn, dem honorebelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a

Kolleegen, de Projet de loi 7551 (veuillez lire: Projet de loi 7751) ass virun allem en technesche Projet. E begräift eng ganz Rei vu Modifikatiounen, et sinn der insgesamt bal 90, am Code de la sécurité sociale. Et si virun allem Adaptatiounen, déi gemaach ginn, fir de Code punktuell un eis Gesetzgebung unzepasse respektiv och emol kleng Feeler ze verbessere respektiv d'Terminologie ze harmoniséieren. Deemno wäerte mer mat dësem Projet iwwer eng méi propper Gesetzgebung verfügen.

Ech wäert Iech erspueren, op all déi 90 anzegoen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | ... mee just déi wichtegst – an dat sinn der 89 – uschwätzen.

(Hilarité)

Een Deel vun de Modifikatiounen bréngt d'Aktualiséierung vun de Verweiser op nei Gesetzer. Sou ginn zum Beispill Hiweiser op dat fréiert RMG-Gesetz duerch nei op d'REVIS-Gesetz ersat. Bis elo ass via eng Note de bas de page am Code de la sécurité sociale drop verwise ginn, datt d'Gesetzgebung geännert huet. Elo gëtt dat, wéi gesot, méi propper duerch richteg Hiweiser.

Da ginn och eng Rei Ännerunge gemaach, fir de Code de la sécurité sociale u Gesetzer ze adaptéieren, déi en Afloss op hien hunn, wéi zum Beispill d'Spidolsgesetz vun 2018.

Dëse Projet schafft och eng legal Basis, fir datt d'Verwaltungsrecht vun den Institutiounen vun der sozialer Sécherheet kënne per Video- oder Visiokonferenz stattfannen.

Eng weider Neierung betrëfft d'Aarbeitsgruppen an den Institutiounen vun der sozialer Sécherheet. Hei gëtt en entsprecheleg Kader geschaaft fir all déi verschidden Instanze vun der sozialer Sécherheet, fir do eng gewëssen Harmoniséierung eranzubringen. Domadder gëtt séchergestallt, dass Aarbeitsgruppe selbstverständlech weiderhi kënne gegrennt ginn, fir u bestëmmten Dossierer ze schaffen, mee et gëtt awer och kloergestallt, dass d'Decisionengewalt net bei deenen Aarbeitsgruppen, mee beim Verwaltungsrot läit.

Zu dësem Punkt hu sech verschidde Berufskummenen, engersäits d'Salariatskummer an hirem Avis an anerersäits d'Handelskummer an d'Chambre des Métiers an engem gemeinsamen Avis, kritesch geäussert. D'Salariatskummer huet doranner eng Ingerance an de Cogestounssystem vun de Sozialpartner gesinn. Deemno ass dee Punkt och an der Kommissioun vun der Sécurité sociale thematiséiert ginn.

D'Kommissioun huet ënnerstrach, datt et op kee Fall drëms däerft goen, d'Sozialpartner op iergendeng Aart a Weis auszuschalten. Sou kënnen an Zukunft d'Modalitéit vun den Aarbeitsgruppe weiderhin duerch e Règlement interne vun de jeeweilegen Institutiounen vun der Sécurité sociale prezisiéiert ginn. Domat bleift d'Flexibilitéit, fir Aarbeitsgruppen anzusetzen, bestoen. De Fait, dass zwee Membere vun Verwaltungsrot mussen an den Aarbeitsgruppe sinn, soll d'Kontinuitéit vun den Aarbechte sécherstellen. An da gëtt festgehalen, datt just de Verwaltungsrot d'Decisionengewalt huet.

Dann äntwert dëse Projet op eng Fuerderung vun der Nationaler Dateschutzkommissioun. Dës betrëfft den DSP, also den Dossier de soins partagé. D'Dateschutzkommissioun huet gefuerdert, datt d'Dauer, fir wéi laang d'Donnéen am DSP stockéiert kënne ginn, sollt an engem Gesetz an net an engem Règlement festgehalen ginn. Dofir gëtt dës Dauer am Artikel 60quater vum Code de la sécurité sociale agefüügt.

Dës Dauer ass iwwerengs fir den Normalfall op zéng Joer limitéiert, kann awer mam Accord vun de betrafene Parteie verlängert ginn.

Niewent dësen Ännerungen um Code de la sécurité sociale gëtt mat dësem Projet och d'Gesetz vum 15. Dezember 1993 betreffend d'Personal vun den Administratiounen a Servicer vun der sozialer Sécherheet ofgeännert. Konkreet kritt heimadder de Contrôle médical d'Méiglechkeet, och Zännokteren anzustellen.

An dann ass och nach eng Ännerung vum Gesetz vum 28. Juli 2000 betreffend d'Koordinatioun vun de Pensionsregimenter virgesinn. Hei gëtt engersäits eng technesch Ännerung virgeholl, well et säit 2015 just nach ee speziellen Transitiounsregimm gëtt, an anerersäits gëtt een Element betreffend d'Kumullierungsregeln tëschent Pensionen a bezuelten Aktivitéiten prezisiéiert.

Dir gesitt, dëst ass e Gesetz, dat ganz technesch ass, wat awer noutwendeg ass, fir eis Legislatioun a virun allem eise Code de la sécurité sociale à jour ze halen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun: Den Text ass den 22. Januar 2021 deponéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 8. März ginn. An dësem waren zwou formell Oppositionen formuléiert. An der Kommissioun ass dunn entscheet ginn, déi zwou entsprecheleg Dispositionen ze sträichen, soudatt am Avis complémentaire vum Staatsrot, deen den 28. Juni komm ass, keng Opposition méi dra war.

Dir fannt am schrëftleche Rapport den Detail vun all deenen Ännerungen souwéi och Resümeeën vun deene verschiddenen Avisen. De Rapport ass d'lescht Woch en Donneschden eestëmmeg an der Kommissioun fir d'Sécurité sociale an d'Aarbecht ugeholl ginn an et ass proposéiert ginn, dëse Projet ouni Debat ze verofschidden.

An domat soen ech Iech en häerzleche Merci a ginn d'Wuert un Iech zréck, Här President. Merci gesot.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. An ech soen dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo villmools Merci.

An ech ginn direkt d'Wuert un d'Regierung, un den Här Sozialminister Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir deen exzellente schrëftlechen a mëndlechen Rapport a merci un Iech all fir déi breet Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Haagen. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7751. Den Text steet am Document parlementaire 7751^o.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7751 et dispense du second vote constitutionnel

(Interruptions diverses signalant un problème technique et concertation interne y relative)

Mir fänke mam Ofstëmmen un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Neestëmme ugeholl.

Ont voté oui : *Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent*

Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Laurent Mosar), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Marc Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Carlo Weber) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : *Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. 7909 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëten ass de Projet de loi 7909 iwwert de Platzverweis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Léon Gloden, den Här Claude Lamberty, den Här Dan Biancalana, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech däerf Iech elo de mëndlechen Rapport maachen iwwert de Projet de loi 7909 iwwert d'Garantie d'accès.

Fir de Kader eng Kéier ze stiechen: Mir schwätze jo schonn zënter enger Zäitchen iwwer allgemeng d'Problematik vum Quartier Gare. Et ass eng villschichteg Problematik vu sougenannte sozialen Hotspots, eenzelne Schicksaler, Kriminalitéit, Drogen a Beschaffungskriminalitéit an esou weider. An Dir kënnt Iech jo och sécher erënneren, dass mer viru ronn engem Joer schonn eng méi breet ugeluechten Debatt hei an der Chamber dozou haten, wou och finalement e Groupe interministériel geschafte ginn ass, dee sech souwuel de preventive Mesurë wéi och de méi repressive Mesurë gewidmet huet an dee virun allem och zum Zil hat, dës Problematik ressourtiwwergräifend unzegoen.

A wa mer haut iwwert dëse Projet de loi schwätzen, da schwätze mer am Fong iwwert ee spezifesche Volet vun dëser méi breeder Diskussioun, an zwar de Volet vum Blocage vun den Entréesdieren duerch

Leit, déi sech hei etabléiert hunn an d'Libre circulation vun Awunner oder Clienten aschränken.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Mir schwätzen hei engersäits vun engem Salubritéitsproblem, anerersäits awer eeben och vum Problem, dass Leit net méi ongestéiert zu hirer Hausdier erakommen, wann dës blockéiert gëtt duerch Leit, déi sech do, oft ënnert dem Afloss vun Drogen, ausgebreet hunn. An da schwätze mer eeben net just méi iwwert de Quartier Gare, mee méi allgemeng iwwert déi Fäll, wou esou eng Situatioun kann antreffen, sief dat och an der Uewerstad oder op anere Plazen am Land.

Bis elo ass et esou, dass d'Police an dese Fäll ganz wéineg bis guer keng Mainmise huet, an allgemeng ass ze beuechten, dass mer eis awer och an engem ganz, ganz delikate Spannungsfeld beweegen, wou d'Rechter vun deem enge souwéi vun deem anere musse respektéiert ginn a wou d'Proportionalitéit vun de getraffene Mesurë muss gi sinn.

Déi eng Wonnerléisung, déi gëtt et hei net. A fir zu enger Verbesserung vun der Situatioun bäizedroen, do geet et net duer, eleng eng eenzeg Pist ze verfolgen. Doranner si mer eis och an der Kommissioun alleguerent eens gewiescht, och wa mer eis net op all Punkt eens waren. Mee wat eebe konkreet de polizeileche Volet ubelaangt, do ass et méiglech, den Hiewel unzesetzen, an dat ass och dat, wat mer haut am Kader vun dësem Projet de loi maachen.

Dozou ass nach ze bemierken, dass vu déi sensibel Matière, vun där mer hei schwätzen, d'Regierung virum Depot vum Projet de loi eng Demande un de Conseil d'État gestallt hat, fir dass dese sollt Stellung huele par rapport zum Prinzipp vun esou engem Gesetz, fir d'Garantie d'accès zu öffentlechen oder private Gebaier ze garantéieren. An der Demande un den ...

(Brouhaha et brève suspension de son discours par Mme Stéphanie Empain)

Une voix | Pardon!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech wëll jo wierklech kee stéieren, gell!

La même voix | ... de President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Piano, Här President!

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Voilà. An dëser Demande un de Conseil d'État war kloer definéiert, dass et drëm géif goen, den Accès zu an d'Sortie aus Gebailechkeete sécherzestellen. De Conseil d'État war gefrot ginn, sech iwwert de Fong an d'Portée vun esou engem méigleche Gesetzestext ze prononcieren. An a senger Prise de position doropshin huet de Staatsrot rappeléiert, dass esou Mesuren, wéi se proposéiert gi sinn, musse proportional sinn an dass se de Wäerter vun engem Rechtsstaat musse Rechnung droen. Si musse justifiéiert sinn duerch eng Necessitéit wéi zum Beispill déi, d'Rechter an d'Fräiheete vun aneren ze schützen.

Wéi dës Stellungnam vum Conseil d'État bis virlouch, ass dunn entscheet ginn, e Projet de loi auszeschaffen, deen drop sollt ausgeriicht sinn, d'Liberté de circuler ze garantéieren. An d'Proportionalitéit an dësem Fall bedeit, dass deem enge seng Fräiheet do ophält, wou en engem anere seng Fräiheet eeben aschränkt. Dat ass d'Basis, un där mer eis orientéiert hunn.

Wéi si mer elo konkreet un déi Saach erugaangen? Also de Projet de loi, esou wéi mer en haut stëmmen,

bréngt eng nei Dispositioun an d'Policegesetz eran, déi et der Police eeben erlaabt, aktiv ze ginn, wann den Accès zu privaten oder öffentleche Gebaier fir de Public net méi garantéiert ass.

An als Rappel nach eng Kéier: Aktuell huet d'Police hei keng wierklech Moyenen, déi et hir géifen erlaben, an esou Situatiounen ze agéieren, wou Persoune privat oder öffentlech Agäng blockéieren.

De subtile Punkt, deen awer hei ze maachen ass, ass deen, dass déi betreffend Persoun net muss eng Gefor fir sech oder fir d'Sécurité publique duerstellen. Et geet duer, dass se eng Entrée blockéiert an aner Persounen an hirer Beweegungsfräiheet aschränkt, fir dass en Aschreiden, bis hin zum Éloignement par la force vun dëser Persoun, ka stattfannen.

Wichtig ass, dass e kloren a proportionale Kader geschafte ginn ass, deen déi fundamental Rechter an d'Beweegungsfräiheet vu jidderengem a Betruecht zitt. Fir sécherzestellen, dass d'Beweegungsfräiheet vun der Allgemengheet engersäits assuréiert ass, muss anerersäits d'Beweegungsfräiheet vun där Persoun, déi eng Entrée blockéiert, a geschränkt ginn.

An hei wéilt ech dann och op eng Proposition de loi 7589 vun de Kollege vun der CSV verweisen, déi si hirersäits och schon am Mee 2020 deposéiert haten. Et louchen dem Staatsrot also schlussendlech zwee Texter pour avis vir, also dee vun der CSV an dee vun der Regierung. Déi Texter hu sech an hirer Ausrichtung an an hire Léisungssätz och staark ënnerscheet.

A sengem Avis zu der grad genannter Proposition de loi huet de Staatsrot allerdéngs eng Partie Kriticken an Oppositionen ausgeschwat, soudass dësen Text du schnell aus dem Renne war, a schlussendlech huet d'CSV dësen Text och zrëckgezunn. An ech wäert herno nach eng Kéier ganz kuerz dorobber zrëckkommen.

Wat elo konkreet dese Projet de loi ubelaangt, do gëtt en neien Artikel 5bis agefouert, deen der Police eeben déi legal Basis gëtt, fir am Fall, wou eng Entréesdier vun enger Persoun blockéiert gëtt, déi Persoun ze approachieren a se ze bieden, den Accès fräizemaachen. Falls dës Persoun dësem Rappel à l'ordre net nokënn, kann d'Police dës Persoun bieden, d'Plaz ganz ze verloossen. A sollt déi Persoun dann nach ëmmer net dem Opruff vun der Police nokommen, da ka se och mat Force do ewechgeholl ginn.

Déi nei Mesure vum Rappel à l'ordre oder vum Éloignement ass en Outil vun der Police administrative a si bitt eng ausräichend Sécurité juridique, dat souwuel fir de Polizist oder d'Polizistin wéi och fir déi concernéiert Persoun. Esou eng administrativ Mesure ass net als Sanktioun ze verstoen, mee si ass dofir do, schnell op eng Situatioun ze reagieren, mam Zil, den Ordre public erëm kënnen hierzestellen.

Mir schwätzen hei vun der Entrée respektiv der Sortie vun all Gebai, wat accessibel fir de Public ass, wéi zum Beispill administrativ Gebaier, Familljenhaiser, Appartementshaiser, Commercen, Restauratioun, Lifter, Garagen et cetera, an et ass also net applikabel fir Lieux non accessibles au public. An deene Fäll si mer am Beräich vum Droit pénal an der Police judiciaire.

Der Police hir Interventioun muss ëmmer proportional zur Situatioun sinn an intern Prescriptions de service gi kloer Reegele vir, wéi am Allgemengen op d'Force zrëckgegraff ka ginn.

Des Weidere gëtt an dësem Gesetzestext och den Artikel 5 dohigeend ofgeännert, dass d'Police d'Méiglechkeet kritt, och am Kader vun der Garantie d'accès Identitéitskontrollen ze maachen.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt, esou ass den Text, iwwert dee mer haut ofstëmmen, den 8. November 2021 deposéiert ginn. Ech gouf de 6. Januar als Rapportrice designéiert an de Conseil d'État huet säin Avis de 26. Abrëll ofginn. An ech wäert hei kuerz op deen Avis agoen.

De Conseil d'État huet nach eemol op d'Wichtigkeet vun der Proportionalitéit higewisen. E mécht awer och eng Partie Observatiounen, esou zum Beispill um Niveau vun der Distanz, op déi eng Persoun mat Force kann ewechbruecht ginn, dass déi misst preziséiert ginn. An de Conseil d'État stellt sech och d'Fro, ob den Term „bâtiment“ hei richtig gewielt ass, well een domadder zum Beispill Parken net mat ofdeckt, deenen hir Entrée och kann duerch Drëtter blockéiert ginn.

D'Kommissioun huet dës Fro majoritär mat Jo beäntwert. Deen Term wär richtig gewielt, well et laut Artikel 3 vum Policegesetz souwisou an de Missiounen vun der Police ass, fir fir den Ordre public ze suergen an eng generell Surveillance ze assurieren op deene Plazen, wou se agéiere kann, wéi zum Beispill eebe Parken. An d'Kommissioun huet den Term „bâtiment“ zrëckbehalen, well et jo an der ganzer Diskussioun, déi scho laang gefouert ginn ass, och ëmmer eebe justement heirëm gaangen ass: ëm d'Entrée an d'Sortie vu Gebaier.

Den 21. Juni hu mir den Avis vum Conseil d'État eeben och ënnert d'Lupp geholl an hunn dunn och en Amendement um Projet de loi adoptéiert, dëst fir dem Avis vum Conseil d'État Rechnung ze droen, dee sech och gefrot huet, wisou mer am initialen Text vun „entrave et blocage“ geschwat hunn, wou e Blocage jo d'office eng Entrave duerstellt, an dat Wuert „blocage“ ass also gestrach ginn.

An an der selwechter Reunion huet d'CSV hir Proposition de loi dunn zrëckgezunn a gläichzäiteg awer zwou nei Propositionen fir Amendementer zum virleidenen Text ofginn.

De Conseil d'État huet säin Avis complémentaire den 30. Juni ofginn an deen hu mer dunn, geneesou wéi déi nei Amendementer vun der CSV, och de 5. Juli an der Kommissioun op den Ordre du jour geholl.

Zum Avis complémentaire vum Staatsrot ass näischt méi ze soen, dono hat den Text de Feu vert kritt. Wat d'Propositionen, d'Amendementer vun der CSV ubelaangt, do ginn ech dervunner aus, dass den Här Gloden herno nach eng Kéier drop ageet, an da ginn ech elo net am Detail drop an.

Ech géif just nach eng Kéier zrëckkommen op déi Argumenter, déi mer och an der Kommissioun säitens der Policedirektioun kritt hunn: dass deen Artikel, esou wéi en elo vun der CSV proposéiert ginn ass, vun engem Comportement „de manière à créer un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique“ schwätzt. Mee den aktuellen Artikel 14 aus dem Policegesetz gesäit aktuell als Konditioun och scho Folgendes vir, nämlech „la mise en détention administrative d'une personne majeure qui compromet l'ordre public ou qui constitue un danger pour elle-même ou pour autrui“.

Dat heescht konkreet, dass, wann een den aktuellen Text an d'Amendementsproposition vun der CSV matene vergläicht, dann en gros déi selwecht Grondkonditioun missten erfëllt ginn, fir dass d'Police kann aktiv ginn, mam Problem dann awer, dass de Polizist oder d'Polizistin herno misst appreciieren, wéi een Artikel ee misst applizéieren. D'autant plus, dass, wa mer elo de Kär vun der Problematik ukucken, nämlech de Blocage vun Entréesdieren zum Beispill duerch Heescherten, da si mer eebe justement net am Cas de figure vun engem Comportement „de manière à créer un danger grave, concret

et imminent“. Dat heescht, dass de proposéierten Text och keng Léisung fir déi Situatioun, déi nun emol awer déi ganz Diskussioun geleet huet, gebueden hätt.

Dofir huet d’Kommissioun du schlussendlech, baséierend op dësen Argumenter, sech géint dës Amendementspropositionen ausgeschwat, soudass mer de Rapport, wéi en haut virläit, den 8. Juli dunn och ugeholl hunn.

Mir hunn och weider Avise kritt: Vum Syvicol de 6. Dezember, an d’Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet eis Ufank Januar 2022 och hiren Avis zoukomme gelooss. Den Avis vun der Mënscherechtskommissioun ass eis den 20. Juni 2022 zougestallt ginn. Si geet nach eemol drop an, dass all solch Measure muss proportional sinn an dass dat subjektiviiv Sécherheetsgefill vun de Leit eleng net dierft esou Mesurë legitiméieren. D’CCDH seet zwar wuel, dass esou eng Measure ka justifizéiert sinn, fir eeben d’Rechter vun der Allgemengheet ofzesécheren. Si mécht sech awer Suergen, ob déi aner Consideratiounen, wéi eng inklusiv Gesellschaft, d’Zesummeliewen an d’Dignitéit vun all Mënsch, ausräichend a Btruecht gezu gi sinn.

Fir all weider Detailer, och zu de jeeweiligen Avisen, géif ech hei dann natierlech och gären op de schrëftleche Rapport hiweisen, deen awer méi komplett ass.

Ofschlëssend wollt ech soen: Dir gesitt, dass mer hei versicht hunn, e guddé Mëttelwee ze fannen, e guddé Mëttelwee an engem Spannungsfeld, wou mer eis all eens sinn, dass dës Gesetzestext eleng och net duergeet, fir d’gesamt Problematik ze léisen. Mee et ass e Puzzlestéck dovunner. Den A an O sinn ëmmer nach déi preventiv Mesuren, déi sozial Prise en charge vun de Leit, dezentraliséiert Strukturen a genuch „Housing First“-Angeboter. A mir kruten och an der Kommissioun versécher, dass d’Police ganz gutt mat de soziale Servicer zesummeschafft an deemno eeben och dee Lien ka gemaach ginn, wann eng Persoun éierens misst éloignéiert ginn. Well et geet jo och net duer, se dann e puer Meter méi wäit hinzeversetzen an de Problem just ze verlageren.

Mir ginn der Police awer heimadder konkreet Moyenen, fir op e punktuell Problem kënnen ze reagéieren, an dat awer op eng Aart a Weis, déi am mannsten intrusiv ass an am Respekt vun de Mënscherechter bleift. An dofir an an deem Sënn ginn ech dann och heimadder den ...

(Interruption)

Nee, ech ginn en nach net. Ech ginn en nach net. Automatismen, pardon, et kënt nach een no.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Et wier awer keen Iech béis gewiescht.

(Hilarité et brouhaha)

An domat huet d’Wuert den éischte Riedner, den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Den Här Kartheiser ass ganz nervös hei op menger rietser Sait.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust“, huet de Goethe geschriwwen.

(Exclamations)

An ech stinn haut ...

(Brouhaha)

Mir hunn zu Gréiwemaacher de Weekend „230 Joer Goethe zu Maacher“ gefeiert, duerfir ...

Une voix | A, dat éiert Iech!

Une autre voix | Wat huet en elo gesot?

M. Léon Gloden (CSV) | Déizäit war de Problem net vum Platzverweis. An ech stinn haut hei mat engem laachenden an engem kräischenden An. Mat engem laachenden An, well endlech d’Regierung unerkannt huet, datt d’CSV Recht huet mat hire Fuerderunge säit Enn 2018, datt et e Problem gëtt an datt e Platzverweis muss agefuert ginn.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Mir hunn et oft genuch hei op dësem Pult gesot. Mir hu schonn 2019 en Amendement zum Policegesetz deponéiert. Mir hunn 2020 eng Proposition de loi deponéiert. Mir hunn et an deenen onzieleegen Diskussiounen iwwert d’Evaluatioun vum Policegesetz gesot. An et war ëmmer en totale Blocage, an dat, obwuel ee vun de Koalitionspartner vun der Regierung, d’DP, genau mat der CSV op enger Linn ass, ...

Une voix | Très bien! Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | ... fir e generelle Platzverweis anzeféieren. Ech erënneren u groussaarteg Riede vum Här Hahn, vun der DP Lëtzebuerg mat un hirer Spëtz der Madamm Buergermeeschtesch, déi ëmmer erëm de Problem an och d’Léisung vum Platzverweis opgezielt huet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Elo ass et awer esou, an da kommen ech zu der zweeter ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Wat seet de Staatsrot dozou?

M. Léon Gloden (CSV) | Lauschtert no, Här Kersch! Lauschtert no, lauschtert no! An elo ass et awer esou, an da kommen ech zu der zweeter Séil a menger Broscht: De Projet de loi, esou wéi e vun der Regierung deponéiert ginn ass, geet net duer! An ech wëll awer der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. A si huet och ganz fair, an ech soen dat och hei, d’Positioun vun der CSV am Rapport zrëckgeholl. Ech hunn dat nach eng Kéier mussen soen, dunn ass dat awer geschitt.

(Interruption)

Duerfir merci, well e Rapport soll ëmmer dat zrëckginn, wat an enger Kommissioun diskutéiert ginn ass. An d’Missioun vun engem Rapporteur oder enger Rapportrice ass et, objektiv dës Diskussiounen zrëckzeginn. Merci duerfir, Madamm Empain.

Mee déi Measure, dat ass e groussen Ënnerscheid zu der Propos vun der CSV. An ech deponéieren nach eng Kéier hei d’Amendement, Här President, fir dat hei zur Ofstëmmung kommen ze loosser, éier mer de Projet de loi da vun der Regierung stëmmen.

Amendement 1

À la suite du nouvel article 5bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, il est ajouté un article 5ter nouveau avec la teneur qui suit :

« Art. 5ter. (1) Lorsqu’une personne se comporte de manière à créer un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, la Police peut rappeler à l’ordre la personne.

Lorsque la personne n’obtempère pas au rappel à l’ordre, la Police peut enjoindre la personne de s’éloigner des lieux.

En cas de refus d’obtempérer immédiatement à l’injonction donnée, la personne peut être éloignée, au besoin par la force.

Dans le cas d’un éloignement par la force, un rapport est dressé par l’officier ou l’agent de police administrative ayant procédé à l’éloignement. Ce rapport mentionne le nom de l’officier ou de l’agent de police administrative qui y a procédé, les motifs qui ont justifié la force, le lieu, la date du début et de la fin de l’intervention, ainsi que le nom et le prénom et la date de naissance de la personne éloignée.

Le rapport est transmis au ministre et au bourgmestre compétent et copie en est remise à la personne.

(2) Lorsque la personne visée au paragraphe 1^{er} fait l’objet d’un deuxième rappel à l’ordre ou d’une deuxième injonction de s’éloigner ou est éloignée par la force une deuxième fois endéans un délai de 24 heures, elle peut être mise en détention administrative conformément à l’article 14. »

Commentaire

Il est proposé de compléter le catalogue des mesures de police administrative à disposition des agents de la Police grand-ducale pour assurer le maintien de l’ordre public, d’un « Platzverweis » généralisé, i. e. non limité à l’entrée ou à la sortie de bâtiments accessibles au public.

L’injonction de s’éloigner des lieux à l’adresse d’une personne dont le comportement compromet la sécurité publique doit être précédée par un rappel à l’ordre de la part des agents de police. Ce n’est donc que si la personne en question n’obtempère pas au rappel à l’ordre que la Police peut lui enjoindre de quitter les lieux et en cas de refus, l’éloigner par la force. Dans ce dernier cas de figure, les agents de police seront tenus de dresser rapport.

(s.) Léon Gloden, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

Amendement 2

À l’article 5, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, le numéro d’article « 5ter » suivi d’une virgule est inséré entre le chiffre « 5bis » et le chiffre « 7 ».

Commentaire des articles

Alors que les agents de police sont tenus de dresser rapport en cas d’éloignement forcé d’une personne, ils devront nécessairement connaître l’identité de la personne concernée. Le présent amendement leur permet dès lors de procéder audit contrôle d’identité.

(s.) Léon Gloden, Nancy Arendt épouse Kemp, Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Do gëtt et grouss Ënnerscheeder. An eis Propos ass kloer, et si kloer Krittären an et gëtt keng Marge de manoeuvre fir d’Police. Well wa mer eppes maachen, muss d’Police kloer Instruktiounen hunn. Mir sinn hei an engem sensibele Beräich, do ginn ech der Rapportrice Recht. Duerfir mussen d’Instruktiounen kloer sinn, d’Krittäre mussen kloer sinn. An d’Mesure, déi den Här Kox proposéiert, ass net kloer, an de Staatsrot – Här Kersch, lauschtert gutt no! – seet dat ganz kloer a sengem Avis!

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Well d’Mesure, déi d’Regierung proposéiert, limitéiert sech op d’Entréeën an d’Sortieën vun engem Gebai, wat entweeder e privat Gebai ass oder en ëffentlecht Gebai, wou de Public erageet. Wat heescht dat konkreet? A kommt, mir huelen emol hei de Fall vun der Stad Lëtzebuerg oder vun anere groussen Uertschaften, wou mer jo d’Politik maache fir ze kucken, datt an den Zentrum vun deene gréissere Stied och Leit wunne kommen, datt also Wunnhaiser do sinn, wou kee Public erageet.

Dat heescht éischstens konkreet: Wann ee virun enger Entréesdier oder enger Sortiesdier läit vun engem Wunnhaus, wou also kee Public erageet, oder vun engem Bürosgebai, wou oft kee Public erageet, oder vu soss engem Gebai, applizéiert sech déi Measure vun Här Kox net.

Zweetens, wann déi Persoun elo net virun der Dier vun engem Geschäft oder vun enger Verwaltung läit, mee virun der Fënster vun engem Geschäft, wou d'Leit jo awer kucken, éier se wëllen eragoen, fir eppes ze kafen, da gräift déi Mesure vun Här Kox net. An dat ass de groussen Ënnerscheid zu där effikasser Propos vun der CSV: Eis Propos ass e Platzverweis generell. Mir haten dat an där éischter Proposition de loi, duerfir hu mer déi zrëckgezunn, well do huet de Staatsrot gesot: „Dat, wat Der proposéiert, ass am Fong equivalent mat dem Périmètre de sécurité.“ Mir haten eis un der däitscher Legislatioun inspiréiert. Duerfir hu mer déi zrëckgezunn an duerfir hu mer dat hei gemaach.

Mir hunn eng aner Lektür vum Policegesetz wéi d'Majoritéit an d'Regierung. An duerfir ass et fir eis kloer, an d'Policegewerkschafte soen et selwer: Déi Mesure vun der Regierung ass net kloer! Mir kréien domadder méi Problemer. Mir schafe méi Onsicherheit bei de Polizisten a Polizistinnen um Terrain, déi déi Mesure do mussen ëmsetzen. An d'Resultat wäert sinn, dass mer an e puer Méint erëm eng Kéier hei iwwert de Sujet diskutéieren, well déi Mesure eeben näischt bréngt. Et sief dann, an ech ginn d'Hoffnung net op, dass d'DP eisen Amendement matstëmmt, well et ass genau dat, wat si fuerderen. An dann hätte mer eng richtig konkret Mesure, déi d'Aarbecht vun de Polizisten géif erlichteren.

Une voix | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An ech sinn och net d'accord mat deem, wat d'Madamm Empain gesot huet: „Dat si bal ëmmer Drogenohängeger, déi do leien.“ Dat ass net de Fall! Et sinn der och oft, déi keng Drogen huelen. Mee et ass einfach esou: Do leie Leit, an déi wëllen och net gehollef kréien. An ech soen dat och eng Kéier ganz kloer. Ech hunn dat oft genuch gesot an der Debatt iwwert de Platzverweis oder am Kader vun der Evaluatioun vum Policegesetz. Natierlech muss sozial Mesurë geholl ginn, natierlech muss sozial Strukture geförder ginn! Mee mäi Kolleg, de Laurent Mosar, huet et och oft genuch gesot: Et si Leit, déi wëlle sech net hëllef loosse, an déi leien awer do! An déi Leit, déi an de Geschäfte schaffen, hiert deeglecht Brout domadder verdéngen, déi vill Verkeefer a Verkeeferinnen an de Geschäfte, och déi hunn e Recht, dass se kënnen hiert Geschäft bedriewen, dass d'Leit kënnen erakommen, fir do anzekafen.

An dat ass eeben de groussen Pluspunkt vun der CSV-Propos, dass eeben och een, dee virun enger Fënster vun engem Geschäft oder vun engem Commerce läit, kann opgefuerdert gi fortzegoen. Dat ass eeben net mat der Propos Henri Kox ze realiséieren. An ech wier och gespaant, wat d'Madamm Cahen géif zu der Propos Henri Kox an deem Kontext soen.

Dann ass deen zweete Punkt, dass de groussen Avantage vun der CSV-Propos ass, dass eeben net den Uz mat der Police ka gemaach ginn. An eis Propos ass, dass een, wann een zweemol net follegt, da ka mat op d'Kommissariat geholl ginn an an Déntion administrative gesat ginn. An ech hunn do eng aner Lektür wéi déi vun der Majoritéit, well ech sinn der Meenung, dass déi generell Déntion administrative am Policegesetz – a wann Der do d'Travaux-parlementaire liest, gitt Der mer Recht – net automatesch esou gräift, wéi Dir dat sot.

A fir nach eng Kéier drop hinzewiesen, kommt, huele mer emol e konkrete Fall: Et läit ee virun enger Entrée vun engem Geschäft. Da seet de Polizist oder d'Polizistin: „Gitt wannechgelift fort!“ Da leet e sech virun d'Fënster, an dann ass et fäerdeg. Dann ass et fäerdeg! Da ka mat dësem Gesetz vun

der Regierung d'Police net méi agräifen. An dat ass den Haaptschwaachpunkt. Et geet einfach ëm d'Sécherheetsgefill vun de Leit, vun de Commerçant-en. An dat ass garantéiert mat den ...

(Interruption)

Ech weess, dass gefält Iech net, Här Kox, mee Dir sidd gefaangen an enger grénger Ideologie! Ech hunn Iech dee Reproche schonn e puermol hei gemaach.

(Protestations et brouhaha)

Dat ass déi gréng Ideologie. Dat ass, wann een e gréng Minister op e Policeministerposte setzt, da kennt dat heiten eraus. Dir sidd gefaangen an där grénger Ideologie, a mir proposéieren eng praktesch Léisung fir jiddwereen, déi den Avantage huet, kloer ëmsetzbar vun der Police ze sinn, an déi d'Sécherheetsgefill stäerkt vun de Leit. An duerfir hunn ech déi Amendementer ofginn an ech hoffen dann, dass d'Kollege vun der DP dat matstëmme.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Gloden, den Här Kersch wollt Iech nach eppes froen oder e wollt ...

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, kee Problem!

M. Dan Kersch (LSAP) | Här Gloden, Dir hat gesot, ech soll gutt nolauschteren, Dir géift mer dat elo erklären. Ech hunn näischt héieren an Ärem Beitrag, wat de Staatsrot zu Ärer Proposition de loi seet. Dat wär ganz interessant, wann Der eis dat eng Kéier géift etabléieren.

M. Léon Gloden (CSV) | Dat hunn ech gesot, dann hutt Der net gutt nogelauschert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech hunn deen Avis gelies an en ass ganz interessant. An en ass zumindest genauou kritesch wéi deen Avis vum Staatsrot par rapport zum Projet de loi vun der Regierung. Dat mol gesot.

Eppes huet mech awer an Ärem Discours elo e bësse gestéiert. Et ass keng „gréng Ideologie“, déi de Minister hei virgestallt huet. Ech kann Iech soen, dass déi rout Ideologie dat zumindest genau d'nämmlecht gesäit wéi déi gréng, ...

(Interruption)

... well mer net der Meenung sinn, dass dat subjektiv Sécherheetsinteresse vu Leit, déi an d'Stad akafe ginn, priméiert vis-à-vis vun der Nout vu ganz ville Leit, déi hei an der Stad mussen liewen ënnert deene Bedingungen, déi Dir zu Recht beschriwwen hutt.

(Interruption et brouhaha)

M. Léon Gloden (CSV) | Ech äntwerten dem Här Kersch.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Selbstverständlech.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir kennt et nennen, wéi Der wëllt, mir wëssen, wou mer stinn.

M. Léon Gloden (CSV) | Ech hunn nach Zäit, Här President. Ech huelen dat Argument vun der roudere Ideologie op. An där Ideologie dierft Dir iwwerhaapt net de Platzverweis vun der Regierung mat ofstëmmen, well och do ginn d'Leit, wa se an der Entrée leien, ofgeschleeft.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dir hutt mer net gesot, wat de Staatsrot zu Ärer Proposition sot. Sot dat mol eng Kéier!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | Eng rout-gréng Ideologie!

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, ganz gär, ganz gär.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Mir ginn dann d'Wuert weider un den Här Claude Lamberty. Et si jo nach e puer Majoritéitsdeputéiert, déi d'Wuert hunn. Déi kënnen eis jo dann och soen, wat de Staatsrot gesot huet. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech mol ufänke mat engem grouse Merci un d'Stéphanie Empain fir dee wierklech gudd Rapport, souwuel schréftlech wéi mündlech, an och déi Erklärungen, déi hei gi gi sinn. Ech mengen, dat war ganz komplett an opschlössräich.

Här President, eis Police, déi ass an déi gëtt dagdeeglech gefuerdert. Wa mer déi lescht Méint Revue passéiere loosse, da kommen engem vill Biller an de Kapp – a jiddwereng anerer – vun eise Polizisten um Terrain, a ganz ënnerschiddleche Situatiounen, an deels a ganz brisanten, wann ech zum Beispill un d'Demonstratiounen mat all de geféierlechen Zeene ronderëm de Chrëschtmaart am leschte Wanter denken. Déi mussen also a ganz ënnerschiddleche Situatiounen hire Mann an hir Fra stoen. A si maachen dat mat grousser Asaz, mat vill Elan an ëmmer am Sënn vun der Sécherheet vun eis all.

A mir hätte jo alleguerde gären eng Police, déi no beim Bierger ass. Mir hätte gär eng Police, déi ëmmer disponibel ass, wa se gebraucht gëtt, eng Police, op déi een ziele kann an déi d'Defie vun der Zäit gesäit an hinne gewuess ass. A fir dass eis Police deem Usproch ka gerecht ginn, brauch se déi néideg legal Moyenen.

Ech huelen e Bild: Der Police hir Geschierkëscht muss de Realitéite vun Terrain Rechnung droen a mir mussen och permanent Schrëtt hale mat neien Entwécklungen. Mir hunn dofir déi lescht Joren am Parlament hei schonn dacks iwwert déi Policegeschierkëscht geschwat. An dat war och bis elo ganz, ganz seele vu Muttwëll. Ech erënnere global un déi grouss Policereform. Ech erënnere awer och zum Beispill un d'Diskussioun ronderëm den Asaz vu Bodycams, eppes méi Aktuelles, en Outil, dee mir als DP laang gefuerdert hunn a wou mir elo frou sinn, dass se och geschwënn an den Asaz kommen.

E weideren Outil an där Policegeschierkëscht gëtt elo de Platzverweis. Ier ech an den Detail ginn, vläicht e puer allgemeng Bemierkungen:

Eng Debatt, eng Diskussioun oder e Gesetzesprojet, wou et iwwert d'Moyenen an d'Missiounen vun der Police geet, ass ëmmer och eng Fro vu Mëttele, déi eng Gesellschaft sech selwer gëtt, fir kënnen fir d'Sécherheet vun hire Bierger ze suergen. Dat Wuert „Sécherheet“ huet dobäi immens vill ënnerschiddlech Facetten. Jidderee versteet och e bëssen eppes anescht, eppes Perséinlech dorënner an definéiert et jee no Situatioun am Liewen oder jee nodeem, wou ee wunnt, och anescht.

„En héchstméiglecht Fräisi vu Gefäerdungen“ ass eng Definitioun, „en Zoustand vu Séchersinn“ eng aner. „Geschützt si viru Geforen a Schied“ ass eng drëtt. An dat sinn déi dräi Definitiounen, déi den Duden gëtt – an ech weess, ech hätt och elo kënnen anerer huelen, mee ech hat am Duden nogekuckt – fir d'Thema oder fir

de Begrëff „Sécherheet“. Do ass also immens vill dran. Do ass och alles dran, wat eis Polizisten eigentlech am Alldag musse garantéieren: d'Ofweien, wat proportionell richtig a wichtege ass par rapport zu engem reelle Sécherheetsgefill fir d'Bierger a wat vläicht ze wäit geet par rapport zu de garantéierte Fräiheete fir d'Bierger an engem oppenen an demokratesche Land. An dat ass oft e ganz schmuele Grat.

A besonnesch fir eng liberal Partei ass et immens wichteg, dass all, ech betounen „all“ d'Argumenter op den Dësch kommen, wann d'Fräiheet riskéiert beschnidden ze ginn. Mee ech soen et och direkt ganz kloer, mir als Demokratesch Partei stinn do zu enger ganz wichtege Premiss: D'Fräiheet vum Einzelnen hält do op, wou d'Fräiheet vum deem aneren ugeet. A genee dat ass och e wichtege Grond, firwat mir insgesamt engem Platzverweis positiv géigeniwwerstinn an haut dat Gesetz hei och wäerte stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Platzverweis, dat kléngt jo als Éischt emol wéi: Ech huelen engem Mënsch eng Fräiheet ewech, nämlech déi, fir sech fräi ze beweegen, a setzen d'Forces de l'ordre vum Staat an, fir dat och duerchzusetzen. A jo, dat ass esou.

Mee, an do kommen ech dann op mäi Grondgedanke vu virdrun zréck, um Gesetzgeber ass et, e kloer Kader ze definéieren, wéini a wéi dat dierf geschéien. A besonnesch an dësem Fall ass et fir eis als DP kloer: Wann ech mat mengem Behuelen d'Fräiheet vum engem aneren aschränken, ass et gerechtfertegt, dass et de Moyen vum Platzverweis gëtt. Konkret hei an dësem Fall: Wann ech duerch mäi Blockéiere vum enger Entrée anerer an hirer Fräiheet aschränken, dann ass et absolutt gerechtfertegt, dass ech opgefuerdert ginn, do mussen ze réckelen!

D'Police kritt also e Moyen bäi, fir kloer a rechtssécher d'Libre circulation fir an e Gebai eran ze garantéieren. D'Police kritt en Instrument bäi, fir kënne konkret um Terrain ze handelen.

Mam Platzverweis, dee mir als DP zanter ganz Laangem fuerderen, ënner anerem am leschte Walprogramm 2018, komme mer och der laangjäregere Demande vum Terrain no, fir den Zougang zu Gebaiere sécherstellen. Jo, et ass déi lescht Wochen a Méint vill iwwert dëse Projet de loi geschwat ginn, haaptäschlech iwwert d'Recht vun der Bewegungsfreiheet, déi mam Platzverweis verschwanne géif, eng Bewegungsfreiheet, déi jo an eiser Verfassung verankert ass.

Et war och rieds vum enger kompletter Iwwerbewäertung, vum enger Stigmatiséierung vu bestëmmte Personengruppen, vu renger Symbolpolitik oder och vum Platzverweis „light“. Et gëtt also, an dat gesäit een, ganz ënnerschiedlech Vuen oder Sichtweisen, jee nodeem, mat wem een iwwert dëse Sujet schwätzt.

Kloer ass de Platzverweis awer och net d'Wonnerléisung bei all Form vu Policeinterventioun. Well heiansdo hat ee jo d'Gefill an deene leschte Wochen, dass dat Schlagwuert Platzverweis op eemol all Problemer géif léisen. An et ass awer, wéi virdu gesot, just een Outil, et ass ee Moyen méi, deen eise Polizisten elo am Alldag zur Verfügung steet.

A mir haten an der Kommissioun an doriwwer eraus och a ville gudder Gespréicher mat Verrieder vum Terrain geschwat an do gëtt de Schrëtt duerchaus begrëisst, dee mer haut maachen. Fir déi eng, an dat hunn ech virdu gesot, geet e scho bal ze wäit, fir anerer geet en awer net wäit genuch. A virdrun ass dat Wuert vum deem Spannungsfeld do gesot ginn, an dat ass richtig. Mee, Här President, komme mer vläicht op d'Fro, si ass schonn deelweis haut ugeklongen: Wat war da bis elo?

Den Ament huet d'Police mam iwwerschafften Artikel 6 vum Gesetz vum 2018 betreffend de Sécherheetsperimeter scho gewësse Méiglechkeeten, fir eng Zort Platzverweis auszuschwätzen. Deen Artikel gesäit also vir, fir e Perimeter kënne opstellen, wann eng seriö, konkret, imminent Bedroung fir déi öffentlech Sécherheet besteet. Déi Dispositioun implizéiert, datt d'Police net nëmmer enger Persoun den Zoutrëtt zu deem Beräich verbide kann, mee datt d'Beamten och kënne Persounen offéieren, déi sech an deem Perimeter ophalen, wa se dat fir néideg halen.

D'Zil vun haut ass et kloer, fir der Police e besser ugepassten, méi prezise Kader ze ginn, fir dee Problem unzegoen. Des Weideren dierf een awer och net vergiessen, dass de Platzverweis eng Preventiounsmoosnam ass. D'Police huet deemno d'Recht op eng Interventioun, éier et zu enger Strofdot komme kann. Den Text bezitt sech op all accessibel Entréeën a Sortië vum Gebaiere, Immobilien, Etablissementer, Raimlechkeeten, déi reegelméisseg vum Public benotzt ginn.

Firwat kënnt et dann elo zu dësem Gesetzesprojet? Ma ganz einfach: Den Ament gëtt et ëmmer erëm Situatiounen, an deenen d'Bewegungsfreiheet vu Persounen, déi a Gebaiere wëllen erakommen oder draus erauskommen, behënnert gëtt, well eng aner Persoun den Accès blockéiert. Dat si Situatiounen, wéi et se virun 20 Joer bestëmmt och scho punktuell gouf. Et sinn allerdéngs a leschter Zäit ëmmer méi oft där Situatiounen ginn, besonnesch a stättesche Raim. Dofir ass et och elo un der Zäit, dass de legale Kader geschafft gëtt, fir dass eis Polizisten um Terrain kloer reagéiere kënnen.

Här President, als liberal Partei si mir eis der Delikatess vum engem Gesetz bewosst, bei deem d'Libre circulation vum Bierger beschnidde gëtt, ech hunn et ganz am Ufank scho gesot. Et geet bei de Mesurë vum dësem Gesetz awer schlussendlech ëm d'Wuel an d'Sécherheet vun eise Bierger. An alleguerten d'Moosname mussen an hirer Noutwendegkeet gerechtfertegt an an hirer proportionaler Applikatioun justifiéiert sinn.

D'DP fënnt, dass déi Konditiounen am Text erfëllt sinn, well d'Gesetz d'Bewegungsfreiheet vum deenen anere Leit garantéiert. D'DP begrëisst dofir ausdrécklech, datt mir mam Vott vum Platzverweis e kloer a proportionale Kader schafen, dee Willkür vum de Forces de l'ordre ausschléisst an déi fundamental Mënscherechter respektéiert. D'Police huet domadder endlech eng konkret Handhab, fir bei de sëllege Reklamatiounen um Terrain ze intervenéieren a fir engem gewëssene Laisser-faire entgéintzewierken. Déi entscheidend Fro fir d'Zukunft ass jo elo: Geet dës Mesur duer? Ass et heimadder godoen?

Et hätt ee sech jo och kënne virstellen, en anere Modell ze huelen, änlech wéi dat aner Länner gemaach hu respektiv wéi och d'CSV dat proposéiert huet. Mat all den Informatiounen, déi ech an der Kommissioun krut, déi awer och a Gespréicher mat betraffene Polizisten um Terrain do waren, do soen ech ganz kloer: Kommt, mir ginn dësem Platzverweis mol eng Chance!

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Kommt, mir fänke mol un! A wie seet, dass net dëse Platzverweis genau dat bréngt, wat mer eigentlech alleguerte wëllen? Et ass oft net einfach schwaarz a wäiss. Et ass oft eng Mesur, déi een hält, an et seet een: „Jo, dat do war et.“ Oder éierlecherweis kann een och soen: „Jo, dat do war et nach net ganz.“ Mee kommt, mir ginn deem hei mol eng Chance!

Et ass nämlech esou, dass dëse Platzverweis garantéiert, dass déi Libre circulation do ass, fir an e Gebaiere- oder draus erauszekommen. Et kann een opgefuerdert ginn, d'Entrée fräizemaachen. Dat ass e wichtege Schrëtt no vir fir eis Polizisten, mee och fir d'Allgemengheet oder fir déi Leit, déi betraff sinn, wann engem seng eegen Entrée doheem blockéiert gëtt.

Här President, als DP ënnerstëtze mir dëse Projet de loi ausdrécklech. Et ass e wichtege Schrëtt an déi richtig Richtung. Et gehéiert awer och zur politescher Éierlechkeet, dass de Platzverweis eleng net d'Sécherheetsproblemer respektiv d'Onsécherheetsgefiller vum de Leit léist. De Platzverweis ass eng vu ville Schrauwen, déi mussen aneneegräifen an deenen hir Ëmsetzung Zäit brauch. D'DP ass prett, fir d'Effikasitéit vum Platzverweis, wéi mer en elo stëmmen, méi spët ze analyséieren an da Konklusiounen ze zéien.

Dat gesot, nach eng Kéier merci, Madamm Rapportrice, fir déi flott Diskussiounen, och an der Kommissioun, an Iech merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass schonn ugeklongen, de Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, gesäit d'Méiglechkeet vir, datt eng Persoun, déi d'Entrée oder d'Sortie vum engem öffentlechen oder private Gebai behënnert, och ouni direkt duerch hiert Behuelen eng Gefor fir d'öffentlech Sécherheet duerstellen, vum der Police vum där Plaz ka verwise ginn. Eng weider Ufuerderung ass, datt deen Zougang fir de Public muss accessibel sinn.

De Staatsrot seet a sengem Avis, datt géint de Platzverweis, oder d'„Garantie d'accès“, wéi dat ëmformuléiert gouf, wéi en am Gesetzesprojet virgesinn ass, keng prinzipiell Objektivitéit bestinn.

D'LSAP war an der ganzer Diskussioun ëm d'Drogekriminalitéit, d'öffentlech Sécherheet an dat subjektivt Onsécherheetsgefill an halt och ëm de Platzverweis ëmmer kritesch, wa reng nëmmer op eng repressiv Schinn gesat gëtt, och wann hei d'Police administrative am Vierdergrond steet. Eng Politik, déi sech reng drop konzentréiert, vulnerabel Mënschen ze verdriewen, ze stigmatiséieren, ze kriminaliséieren, fräi nom Motto „aus den Augen, aus dem Sinn“, kënne mir als LSAP net matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Et gëtt ganz sécher Situatiounen, wou e Platzverweis ubruecht an néideg ass. Mee dës Mesur kann eleng net d'Léisung sinn. D'Viraussetzung war an ass, datt eng Garantie d'accès nëmmer en Deel vum engem méi breede Pak vu Moosname ka sinn, déi och an éischer Linn de sozialen an de gesondheetleche Volet ofdecken, fir deene Betraffenen ze hëllefen, och fir si ze begleeden. D'LSAP huet sech dofir agesat an dat ass och ëngesat ginn op verschiddene Punkten. Ech kommen duerno nach eemol drop zréck.

Grondsätzlech ass et jo esou, datt mer den öffentleche Raum mat jidderengem deelen. Dat läit an der Natur vum der Saach. An d'Police kritt mat dësem Gesetz nei Moyenen, weider Moyenen, fir am Ordre public anzegräifen. An dach, mir bewegen eis hei op engem ganz schmuele Grat, an dat kann een och erausliesen am Avis vum Staatsrot an och vum der Mënscherechtskommissioun, déi vermierken, datt

d'Uwendung vu Gewalt, de Recours à la force, e ganz delikate Sujet ass, wou bei all konkreter Situatioun d'Necessitéit an d'Proportionalitéit vun der Police mussen ofgewie ginn.

Op meng Fro an der Kommissioun – wou mer ganz gutt Diskussiounen haten –, wéi d'Police dat dann appreciëre géif, éier se intervenéiert, gouf geäntwert, datt d'Police intern Richtlinnen a Recommendationen hätt, wéi se un esou Situatiounen eruginn, wéi se dat ëmsetzen, an datt se och dorop geschoult sinn. Abee, wa mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, wäert d'Praxis eis weisen, wéi et da konkret um Terrain ëmgasat gëtt.

Den Text, dee mer virleien hunn, ass awer am Verglach zu anere Propose méi adequat, well d'Grondfräiheete besser respektéiert ginn. Den Text schränkt wuel d'Bewegungsfräiheet vu verschiddenen an, fir d'Bewegungsfräiheet vun aneren ze erlaben, mee probéiert, dat op eng verhältnisméisseg Aart a Weis ze maachen.

Trotzdem handelt et sech bei dësem Projet ëm eng Mesure, déi awer kloer, dat muss ee soen, der Repressioun zoueschreien ass. Den Text erlaabt der Police et och, Gewalt kënnen ze gebrauchen a Fräiheeten anzeschränken. An esou Restriktiounen gesi mer als LSAP ëmmer kritesch, well mer géint eng exklusiv repressiv Approche sinn. An deem heite Fall kënnen d'Moosnamen zwar noutwendeg sinn, mee si mussen verhältnisméisseg a justifiéiert sinn an och cibléiert wierken.

Op alle Fall setzt d'LSAP sech fir eng ganzheetlech Approche an, wou d'Aarmut bekämpft gëtt an net déi Aarm. Där Meenung ware mer als LSAP vun Ufank un an der Diskussioun an den Debatte ronderëm de Platzverweis a ronderëm d'ëffentlech Sécherheet respektiv dat subjektiviit Onsécherheetsgefill, an dat hu mer ëmmer erëm gefuerdert. An dat subjektiviit Onsécherheetsgefill, dat verspiert jo och jiddere ganz anescht an huet do eng aner Appreciatioun dervun.

Fir d'LSAP dierf och de Platzverweis keng Stand-alone-Mesure sinn. Déi Mënschen, ëm déi et hei geet, déi et betrëfft an déi et och trëfft, déi liewen a schwiegege Situatiounen, a verschiddene Situatiounen. Si sinn an enger vulnerabler Lag an dach si si en Deel vun eiser Gesellschaft, och wa se um Rand vun eiser Gesellschaft liewen. An d'Aart a Weis, wéi mer mat hinnen ëmginn, weist och, wéi ee Stellwäert mer hinnen zouschreien. An eis Bestriewung ass et jo net, si weider an hirer prekärer Situatioun ze schwächen an ze stigmatiséieren. Fir d'LSAP ganz sécher net!

Fir eis steet eng Politik vun der Inklusioun an net vun der Exklusioun am Vierdergrond. Et hëlleft weeder de Betraffenen nach der Gesellschaft, wann déi Leit vun enger Plaz verlagert, verbannt ginn. Hir Problemer sinn domadder net geléist, mee si gi just verlagert. An ze bemerken ass jo awer och, datt de Staatsrot déi berechtigt Fro opgeworf huet, wéi eng Distanz beim Platzverweis schlussendlech an Erwägung soll gezu ginn, an domadder och d'Fro vun dem Sënn vun der Mesure.

Verschidde Situatiounen kënnen also net eleng mat repressive Mëttele geléist ginn. Dofir sinn och preventiv a sozial Moosnamen esou wichtig. Mir mussen verënnern, Mënschen, déi eng Suchtproblematik hunn oder keen Daach iwwert dem Kapp hunn, oder béides, just als Problem ze gesinn, a mir sollte virun allem hir Problemer gesinn: Aarmut, Krankheet, Obdachlosegkeet. Ech mengen, eng breet Offer vun Hëllef fir d'Prise en charge ass wichtig, fir si effektiv dann och ze begleeden.

D'LSAP ass also der Meenung, datt mer e ganzheetlechen Usaz brauchen. Et brauch also eng Approche,

déi sech mat all de problematesche Situatiounen beschäftegt. An effektiv geet et hei net nëmmen ëm Sécherheetsaspekter, mee och ëm Gesondheetsaspekter. Als LSAP gesi mer och déi sozial Dimensionen an et ass och do, wou ee soll usetzen.

An deem Sënn gouf jo och effektiv schon den 22. Oktober d'lescht Joer e Katalog vu Mesuren vun der Regierung presentéiert. Dëse Moosnamepak gesäit souwuel preventiv wéi och repressiv Mesurë vir, fir engersäits deene Leit, déi effektiv an deene Situatiounen sinn, konkret kënnen ze hëllef, fir se kënnen opzefänken an ze stabiliséieren, a fir anerersäits awer och kloer a konkret Preventiounsaarbecht ze maachen. An ech mengen, och dat ass u sech eng grouss Erausforderung.

Bei der Police gëtt jo e massive Rekrutierungsprogramm gemaach, fir effektiv och hir Presenz um Terrain kënnen ze assurieren a fir do och kënnen Preventiounsaarbecht ze leeschten. Dat ass eng Mesure, déi mer als LSAP begrëssen an déi natierlech och extreem wichtig ass.

Mir hunn awer och derfir gesuergt, datt eng Partie preventiv a sozial Moosname beschloss ginn an och an d'Weeër geleet ginn. Duvunner sinn der eng ganz Rei scho ganz konkret an der Ëmsetzung respektiv um gudde Wee dohin. E Beispill ass den Accès universel aux soins de santé, wat grad eng ganz Rëtsch Leit betrëfft, déi och vum Platzverweis concernéiert sinn. An ech mengen, do sinn d'Estimatiounen, datt konkret am Fong 1.000 Leit hei kéinte betraff sinn, déi duerch dat soziaalt Netz falen. An d'Santé an d'Sécurité sociale, déi Ministère schaffen dofir mat fënnf Associatiounen zesummen, déi de Kontakt mat de concernéierte Leit sichen. Dat sinn d'Croix Rouge, d'Stëmm vun der Strooss, d'Jugend- an Drogenhëllef, de CNDP a Médecins du monde. An déi fënnf Acteure krute fir dëst Joer schon zousätzlech Posten, fir dësen Tächë kënnen nozegoen.

Nieft dëser Couverture universelle gëtt et awer och nach aner Servicer, déi vulnerabel Leit begleeden. Do goufen och schon 13,5 Poste duerch Sozialaarbechter, Éducateurs diplômés an och gradués an och Infirmiere besat bei mam Ministère de la Santé konventionéierten Associatiounen, déi grad um Terrain wichtig Aarbecht vun der Prise en charge leeschten. An et gi sécher mam Akraaftfriede vun dësem Gesetz Bestriewungen, fir d'Personal nach weider opzestoken. Eis Ministère Romain Schneider an duerno Claude Haagen vun der Sécurité sociale an eis Gesondheetsministesch Paulette Lenert si ganz kloer dofir agetrueden.

Ech wëilt nach e puer Mesuren hei ervirhiewen, déi sech natierlech och an de Kader vum Platzverweis abetten. D'Stëmm vun der Strooss, déi versicht jo, net nëmmen de Süden an den Zentrum ofzedecken, mee och den Norden, mat medezinnescher Berodung an och mat engem Foyer de jour. D'Mesurë probéieren also net nëmmen, vulnerabel Leit besser ze erreichen, mee si och virun hirem Ëmfeld ze schützen. An do ass jo och den Abridado an der Stad, deen effektiv versicht, d'Clientèle vuneneen ze trennen an och eng reng Fraestruktur opzebauen. Ech mengen, och dat ass eng Mesure, déi sech an dat Ganzt aschreift.

Eng besonnesch Opmierksamkeet an deem ganze Mesurëpak ass natierlech och fir déi Jonk virgesinn. An och déi fanne mer bei där Populatioun erëm, déi vun dësem Gesetz wäert betraff sinn. Therapieplazen, fir de jonken Drogenofhängegen unzebidden, brauche mer, an och d'Unzuel vun Therapieplazen muss erwidert ginn. Och dat, mengen ech, ass eng zousätzlech Mesure.

D'LSAP gëtt also den Accord zu dësem Projet, engem Projet, deen awer just ee Baustee vu villen ass am Kampf géint verschidde Situatiounen, déi den Ordre public kéinten a Fro stellen. Mee e ganzheetlechen an humanen Ëmgang mat de Mënschen, déi um Rand vun eiser Gesellschaft liewen, ass fir eis extreem wichtig.

Der Rapportrice finalement nach e grouse Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, de Sujet, iwwert dee mer haut schwätzen, ass e ganz eeschte Sujet. E gëtt leider awer ëmmer nees fir parteipoliteschen Hickhack mëssbraucht.

(Brouhaha)

Et ass eescht, well et geet hei wierklech ëm e reelle Problem. An als Stater weess ech, vu wat ech schwätzen. Ech gesinn dacks a mengem Quartier, mat wéi enge Situatiounen ons Matbierger/inne konfrontéiert sinn. Dëst si Situatiounen vun extremer Aarmut an engem räiche Land, dëst si Situatiounen vu sozialer Exklusioun matzen an enger Wuelstandsgesellschaft. A mir mussen de Schwächsten an onser Gesellschaft onbedéngt hëllef. An do gëtt et och nach ganz vill ze maachen.

Mee bei alle positiven Offeren, déi mer hinne schëlleg sinn, et muss awer och kloer sinn, datt et verschidde Limitte gëtt, déi et ze respektéiere géllt. Dës Grenz ass zum Beispill iwwerschritt, wann eng Mamm oder e Papp owes mat hire respektiv senge Kanner heemkënn a se net an hir Wunneng kommen, well Leit den Zougang zur Residence verspären. Hei geet et net ëm de Fall, wou een einfach just kuerz op enger Trap sëtz, mee leider éischter ëm Situatiounen, wou Leit, eventuell zu e puer, eventuell ënnert dem Afloss vun Drogen, am Entréesberäich vun engem Gebai Schutz sichen.

Als déi gréng geet et ons net drëms, Polemik um Réck vun deene Schwächsten ze maachen oder ons an iergendeng Dramwelt ouni Problemer ze flüchten. Nee, mir wëlle Lösung fannen, déi proportionéiert an effikass sinn. An dëst ass dem Minister fir bannenzeg Sécherheet mat dësem Projet de loi op en Neits gelongen.

D'Rapportrice, där ech vun dëser Plaz e grouse Merci soen, ass am Fong schon op den Inhalt agangen. Ech erlabe mer awer just, op e puer weider Punkten nach anzegoen, déi ons och virun allem vun der Position vun der gréisster Oppositionspartei ënnerscheiden.

Mat dësem Projet de loi, dee mer haut stëmmen, kritt d'Police d'Recht, eng Persoun, déi den Zougang zu enger Entréesdier behënnert, a leschter Instanz ewechzeféieren. Jo, heimadder gräife mer an d'Bewegungsfräiheet vun der concernéierter Persoun an. Dëst ass awer just méiglech, well et sech hei ëm en Agrëff handelt, dee proportionéiert ass. Schliesslech ass d'Behënnere vun der Entréesdier och en direkten Agrëff an d'Fräiheet vun deene Leit, déi an d'Gebai erawëlle respektiv -mussen.

D'Mënscherechtskommissioun huet zu Recht eng Partie Suerge geäussert. Mee et geet bei dësem Gesetz eeben net drëm, Mënschen ouni Daach iwwert dem Kapp systematesch vun der Police verjoen ze looschen. Nee, si intervenéiert just gezielt do, wou den Accès zu engem Gebai behënnert gëtt a fräigemaach muss ginn.

De Policeminister huet jo och schonn ënnerstrach, dass d'ëscht an enker Zesummenaarbecht mat de Gemengen an och mat de soziale Servicer wäert passéieren. An doranner läit fir ons och d'Stärkt vun dësem Gesetz. Mir liwweren eng konkret Léisung fir eng konkret Positioun (veuillez lire: konkret Situation).

An anescht wéi mäi Virriedner vun der Opposition: Engersäits gëtt hei ëmmer erëm déi grouss Glack vum Law and Order gelaut, gläichzäiteg halen déi konkret Propose vun hinnen dann awer d'Strooss net, wéi den Avis vum Staatsrot och zur Proposition vun der Platzverweis-Gesetzespropos gewisen huet.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruptions diverses)

Une voix | Kommt emol bei den ...!

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, ech kommen elo bei den nächste Punkt.

(Interruption)

Déi nei Amendementer nämlech zum Projet de loi vun der CSV waren änlech gelagert. Et geet wuel méi dréms kënnen ze behaupten, et wär ee méi streng wéi de Gesetzesprojet, ouni dass een awer zillféierend Léisunge proposéiert. Well bei engem generaliséierte Platzverweis a virun allem der Iddi, d'Leit anzespären, stelle sech déi selwecht Froe vun der Proportionalitéit wéi haut schonn.

(Interruption)

A mir kënnen a wëllen net einfach d'Leit ouni Grond aspären! An och, wa verschidde Verrieder vun der CSV dat vläicht gären hätten: An engem Rechtsstaat kann een zum Gléck net einfach déi Mënschen, déi engem net an d'Stadbild passen, fortspären. Dofir si mir och kloer géint e generaliséierte Platzverweis.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An ausserdem wëll ech Iech och nach eemol Är Proposition d'amendement virlesen, den Artikel 5, Här Gloden, dee seet: „Lorsqu'une personne se comporte de manière à créer un danger grave, concret et imminent pour la sécurité publique, la Police peut rappeler à l'ordre la personne.“

Wéi wëllt Der eis dann erklären, dass ënnert der Konditioun vun engem „danger grave“ iergende kéint virun enger Vitriinn ewechgeholl ginn – dat Beispill, wat Der virdru genannt hutt? Är Proposition deckt dee Fall, den Der eebe grad genannt hutt, iwwerhaapt net of.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. François Benoy (déi gréng) | An amplaz vu populistesche Scheinléisungen, musse mer esou éierlech sinn, dass mir an dëser Problematik net mat Policeléisungen ...

(Interruptions diverses, brouhaha et coups de cloche par la présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, wannechgelift!

M. François Benoy (déi gréng) | Ech fänke mäi Sz nach eng Kéier un, fir dass Der mer kënnert uerdentlech suivéieren. Nee, da lauschtert mer no! Ech sinn nach net fäerdeg.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | O, mir hu scho genuch héieren.

M. François Benoy (déi gréng) | Dir hätt besser, mer besser nozelauschteren.

(Interruption)

An amplaz vu populistesche Scheinléisungen, musse mer esou éierlech sinn, dass mer an dëser Problematik net eleng mat Policeléisungen d'Problemer gereegelt kréien. Dofir brauche mer eng konsequent Stärkung vun de preventive Moossnamen an den Ausbau vun nidderschwellegen Hëllefsofferen.

Ech wëll Iech elo ganz gären aus engem ganz interessanten Dokument zitieren. A lauschtert mer gutt no, léif Verrieder vun der CSV, wat ech Iech elo virlesen! „Im Rahmen der Debatten zum Platzverweis müssen aber wichtige Fragen im Vorfeld eindeutig geklärt werden, um kein Instrument zu schaffen, das die schwächsten Mitglieder unserer Gesellschaft schikanieren, wie z. B.: Wie wird das Risiko minimiert, dass der Platzverweis nicht willkürlich gegen obdachlose Menschen eingesetzt werden kann?“ Da loosse ech e bëssen eppes aus. „Wie wird verhindert, dass obdachlose Menschen nicht lediglich systematisch von einem Ort zum nächsten verdrängt werden? Müsste es nicht zuerst einmal zu einer Dezentralisierung der sozialen Einrichtungen außerhalb der Hauptstadt kommen, um die Betreuung effizienter zu gestalten und gleichzeitig die Hauptstadt zu entlasten?“

An elo, Här Gloden, wollt ech Iech froen, ob Der wësst, wat dat dote fir en Dokument ass, wat ech zitieren hunn. Dat ass op alle Fall eng Resolution vun der CSJ aus dem Joer 2017.

(Brouhaha)

An hei ginn effektiv ganz legitim a pertinent Froen opgeworf. Mee bekanntlech sinn d'Jugendparteien dacks scho vill méi wäit wéi hir Mammeparteien.

(Hilarité)

A besonnesch deem nächsten Deel aus där CSJ-Resolution kann ech einfach just zoustëmmen: „Armut und Obdachlosigkeit sind nicht naturgegeben, sondern ein materielles, wie gesellschaftliches Problem. In einem reichen Land sollten sie demnach für uns alle ein aufrüttelndes, da vermeidbares, Phänomen sein. Es ist kein Verbrechen arm zu sein!“

Dofir: Mir mussen d'Aarmut an net déi Aarm bekämpfen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | An eigentlech sinn déi verschidden Elementer vun enger konsequenter Sozialpolitik bekannt, mee un der Ëmsetzung, do hapert et dann awer nach.

Mir brauche méi Presenz vu qualifizéierte Streetworker. Mir brauchen och e besseren Urbanismus. Ech rappeléieren Iech nach eng Kéier: Wat ass de Leit wichtig, fir d'Sécherheetsgefäll ze verbessern? Wat ass do bei der Ëmfro vu VisuPol erauskomm? Éischstens, den Eclairage, zweetens, keng verstoppten Ecker an dréttens, d'Propretéit.

Da muss och endlech e konsequenten Ausbau vun „Housing First“-Strukturen, also nidderschwellege Wunnengsméiglechkeete fir déi Leit, déi op der Strooss sinn an eeben och dann dacks an den Entréesberäicher vun den Dieren hänken, geschafe ginn. D'Experte soen ons, mir missten déi Offer verdräifachen op 100 Wunnengen.

An da brauche mer eng Dezentraliséierung a Stärkung vun de sozialen Opfaangstrukturen. Den Abigado ass mat iwwer 200 Clientë pro Dag einfach ze grouss. D'Experte soen, mir bräichte méi kleng, dezentral an ugepasst Strukturen, ëmmer fir eng 50 Leit. Mee och hei geet et net am néidegen Tempo virun.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Mee do, wou d'Police Moyene brauch, scheie mer awer net zréck, déi néideg a proportionell Léisungen ze sichen. Op der Gare koumen zum Beispill 30 Poliziste bäi an et gouf sech esou organiséiert, dass se méi Zäit um Terrain hunn. An och bei VisuPol hu mer no all deene Joren, wou keng anstänneg legal Basis do war, e kloer Kader geschaaft. An dat maache mer elo och bei där heiter Problematik.

(Interruption)

Domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Benoy. De Léon Gloden wollt Iech nach eng Fro stellen, oder?

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn elo dem Här Benoy ganz gutt nogelauschtert. Mee d'Konklusioun vu senger Ried ass, dass e sengem eegene Minister e Platzverweis gëtt, well déi gréng dierften emol net de Projet vun hirem eegene Minister matstëmme no där Ried do vum Här Benoy.

An zweetens huet e sengem Minister net gutt nogelauschtert. Ech deelen zwar net déi Meenung, mee ... Oder der Rapportrice, d'Rapportrice huet gesot: „Och ënnert dem Projet de loi vun der Regierung kënnen d'Leit, wa se net follegen, en détention administrative gesat ginn“, also ewechgespaart ginn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Dir kennt den Text net an Dir gitt Ärem eegene Minister e Platzverweis mat Ärer Ried!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar (CSV) | Renge Populismus!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Benoy?

M. François Benoy (déi gréng) | Ech weess net, wou d'Fro war.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, ech hunn net genau deen éischte Volet vun der Fro verstanen. Ech mengen, ech war ganz kloer a menger Ausso an ech hu genau erkläert, firwat dat heiten eng Mesure ass, déi fir eis proportionéiert ass, fir se ze ergräifen, a firwat e generelle Platzverweis dat net ass!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Här Goergen?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Benoy. Den Här Goergen streckt d'Hand aus. Ech muss allerdingso soen, dass den Här Benoy d'CSV ugeschwat huet, an dofir hunn ech dem Här Gloden och d'Wuert ginn. Ech hunn net héieren, dass den Här Benoy Iech ugeschwat hätt. An Dir sidd an der Riednerlésch ageschriwwen. Da kënnert Der alles soen, wat Der ze soen hutt. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert zréck, wann Der et nach braucht.

M. François Benoy (déi gréng) | Ech brauch et net méi. Ech hunn alles gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Dir hutt alles gesot. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann huet direkt den Här Kartheiser d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt vläicht ufänke mat enger allgemenger Bemierkung. Wësst Der, mir schwätze jo elo hei iwwert d'Sécherheet. A grénge Hänn läit d'Verantwortung dofir. An ech muss soen, dat Éischt, wat ee muss soen, dat ass, datt d'Sécherheet hei am Land iwwert déi lescht Jore sécher net zougoholl huet!

Mir hu Kommentaren héiere vun: „Et soll ee keng Bijouen als Damm undoen, wann een owes erausgeet.“ – „Et soll een Distanz halen.“ – „Et soll ee vläicht iwwerhaupt net als Fra owes erausgoen.“ Mir hunn hei eng Regierung, an notamment déi gréng Partei – dat muss ech awer ganz kloer soen! –, déi eigentlech guer net op der Héicht ass vun den Erausforderungen, déi d'Sécherheet hei am Land elo stellt.

(Brouhaha)

An dat Gesetz, wat mer hei hunn, dat ass alt erëm e Beweis, datt eigentlech dës Regierung net de Wëllen opbréngt, fir wierklech géint d'Problemer unzagoen, déi mer an eiser Stad, an eisem Land op ville Plazen hunn. Well dee Platzverweis, wat ass dat dann elo, wat mer hunn? Dat ass eng ganz, ganz, ganz kleng Léisung. An ech wëll der Madamm Empain net vergiesse Merci ze soen, datt se probéiert huet, se ënert deene beschte Faarwen duerstellen.

Et ass eng ganz, ganz kleng Léisung. An et ass eng bürokratesch schwéierfällg. Si gëtt net alle Problemer gerecht. D'Virriedner si schonn dorobber agaangen. Et gëtt keng richtig Sanktionsméiglechkeeten. Et ass keng richtig Effektivitéit do. An hei si Leit, déi hu gesot, si hätte mat der Police doriwwer geschwat. Also, ech kann Iech just soen, wann ech Polizist wär an ech misst esou eppes applizéieren, ëmmer erëm, ouni Sanktionsméiglechkeeten, mee dat ass dach eng Quell vu Frustr an Ineffektivitéit, déi mer hei hunn! Et ass keng Léisung.

Ech fannen och deen Awand vum Syicol berechtigt, dee gesot huet: „Jo, mir kënnen d'Leit dann eventuell froen, fir ewechzagoen. Wat geschitt mat hire Saachen?“ An alles dat, dat sinn alles Froen, déi nach am Raum stinn.

Wichtig ass, datt mer hei gesot kréien, dee Platzverweis, dat wär wierklech déi Léisung, well fir alles anescht hätte mer jo Léisungen: d'Détention administrative an och dee Périmètre de sécurité.

Mee de Périmètre de sécurité, wann een dat genau liest, dat viséiert net all Fall, wou e Platzverweis ubreucht wär. Dee Périmètre de sécurité, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Police administrative gestëmmt hunn, wësst Der, do ass da geschwat ginn: „Mir hu vläicht eng Warnung vun iergendenger Bomm, déi iergendwou läit, oder iergendeng Gefor, déi hir Ursach eigentlech geografesch huet.“ Mee d'Portée vun deem Artikel war ni fir Persounen u sech. Et war de Personeschutz, mee et war net, fir géint Persounen an deem Sënn virzagoen. Et ass eng ganz aner Optik gewiescht.

An de Périmètre de sécurité passt och net; och net e Platzverweis, deen elo hei just d'Entrée vu Gebaier ënner verschiddene Konditiounen soll fräihalen. Wat maacht Der dann, wann zum Beispill an der Entrée vun der Gare e Grupp vu Leit steet, déi do Leit belästegen, wéi mer et zu Köln hate virun e puer Joer? Wat maacht Der dann? Dir kënnst kee Périmètre de sécurité do zéien. Dir kënnst och net zu engem soen: „Hei réckel dräi Meter, mir maachen e Procès verbal.“

(Interruptions)

Nee, nee, dat passt alles net. Dat passt Iech ideologisch net, mee et passt ... An der praktescher Situatioun ass dat polizeilech net ze packen! Der Police

feele weider déi Méiglechkeeten, déi se muss hunn, fir op eng Partie Situatiounen kënnen anzagoen, déi sech awer kënnen stellen, hei wéi och an anere Stied, an anere Länner.

Da gëtt gesot: „Liberté de circulation“, ech wëll och vläicht dozou e puer Wuert soen. Natierlech ass an esou engem Fall, wou een en aneren hënnert oder vläicht souguer eng Gefor fir en aneren duerstellt, d'Liberté de circulation eng Consideratioun, déi muss an engem Proportionalitéit interpretéiert ginn. Do ass och guer keen Zweifel, dat ass och hei gemaach. Mee ech wëll awer och hei op déi Hypokrisie zréckkommen, déi déi Regierung an der Liberté de circulation gewisen huet an deene leschte Méint.

Et wäert Iech elo vläicht iwwerraschen, mee mir hunn net vergiess – mir hunn net vergiess! –, datt hei eng Demonstratioun war an der Neier Avenue, wou e puer Honnert Leit confinéiert ware vun der Police – confinéiert! –, si koumen net vijenzeg, net hannerzeg, bis no enger laanger Zäit, wou se dann eenzel konnten erausgoen. Wou et keng legal Basis am Policegesetz dofir gëtt! Keng legal Basis!

Dës Regierung huet Honnerte vu Leit an der Neier Avenue confinéiert. Si konnten net op d'Toilette goen, se kruten näischt z'iessen, näischt ze drénken! An déi selwecht, déi kommen heihinner a schwätze vun der Liberté de circulation a vu Mënscherechter!

Mir si fir d'Liberté de circulation a Mënscherechter. Mir confinéiere keng Demonstratiounen, well déi hunn iwwerhaupt keng Gewalt ugewannt. Do war null – null! – Gewalt. Wann elo nach Gewalt gewiescht wär, dann hätt een nach kënnen doriwwer diskutéieren.

(Interruption)

Do war guer näischt!

Dir hutt eng Demonstratioun confinéiert ouni rechtlech Basis an hei schwätzt Der vu Liberté de circulation. Ech mengen, et muss een ëmmer d'Proportionalitéit kucken. Mir vergiessen dat net, well d'Regierung steet an der Verantwortung. An dat war eng Mënscherechtsverletzung!

Hei gëtt da vu soziale Problemer geschwat. Absolutt richtig! Mee ech komme mer vir heiansdo wéi an engem surrealistesche Film, an engem Zenario, wou hei Regierungsparteien eng no där anerer untrieden a soen: „Mir mussen massiv d'Organisatiounen ënnerstëtzen, déi an der sozialer Aarbecht aktiv sinn.“ Wat absolutt richtig ass! An ech benotzen d'Geleeënheet, fir deene Merci ze soen, wéi der Stëmm vun der Strooss a villen aneren, déi sech terribel gutt engagéiere fir déi sozial Problemer, déi mer an eiser Gesellschaft hunn. A mir hunn der wierklech vill, leider. Mee déi Regierungsparteie kommen heihinner a maachen den Discours vun der Oppositioun!

Si sinn dach mat Gambia säit 2013 un der Regierung! A si maachen esou, als géife se d'Problemer haut entdecken. Si soen: „Mir brauche méi Plazen a Foyeren.“ Si sinn zéng Joer un der Regierung! Bon, wat hutt Der da gemaach? Hutt Der näischt gemaach?! „Mir brauche méi Streetworker.“ Dir sidd zéng Joer un der Regierung, oder bal. Wat ass dat da fir e Bilan vun Ärer eegener Aarbecht, deen Der hei maache kommt? Dat ass dach eng Faillite-Erklärung, déi Der maacht, wann Der sot: „Hei, mir brauche méi Foyeren“, an esou. Jo, mir brauche méi Foyeren. Mee wie war dann un der Regierung?!

Ech ginn Iech e Beispill.

(Interruption)

Ech ginn Iech e Beispill: Mir hunn 2015 ... Dir sidd un der Regierung säit 2013. 2015 krute mer eng massiv

Migratiounswell aus Nordafrika, aus anere Länner. Dat wësse mer. An a kuerzer Zäit huet dës Regierung decidéiert, vill Leit opzehuelen. Et goufe Foyeren opgeriicht, Honnerte vu Plazen, Honnerte vu Leit engagéiert fir Migranten, déi vu baussen erakommen.

Ech froen Iech: Firwat hutt Der net dee selwechten Effort gemaach fir déi Leit, déi hei am Land an engem sozial schwieleger Situatioun sinn? Firwat hutt Der net dat selwecht gemaach? Firwat sinn déi Leit hei am Land vun Iech vernoléisegt ginn? Well et ass dach dat, wat geschitt ass! Dir hutt näischt gemaach.

Wéi dacks hu mer gesot: „Mir brauchen ‚Housing First?‘“ Wéi dacks hu mer dat gesot? „Mir brauchen dezentraliséiert Strukturen.“ Mir hu bei den Droge wéi dacks doriwwer geschwat. Mir hu gesot: „Mir brauche méi Streetworker“, Dir hutt et haut nach iwwerholl. Mee wou ass den Effort? Firwat hutt Der et net gemaach? Dat wär dach d'Verantwortung gewiescht, déi ee ka vun enger Regierung erwaarden, an net dat: „Mir brauchen ..., mir brauchen ...“ Ma wéini maacht Der et dann? Dir maacht iwwerhaupt näischt! An dat ass eigentlech de Problem.

An der Drogeproblematik, do ass scho vum Zürecher Modell an anere Saache geschwat ginn. Kuckt déi organiséiert Heescherei, en anert Beispill. Déi organiséiert Heescherei, do si mer eis all eens, dat ass d'Exploitatioun vu fragiliséierte Leit. Et ass jo net, datt déi ... Déi ginn exploitéiert! Säit Jore kenne mer dee Problem! An anere Stied gëtt dat net toleréiert – hei gëtt et toleréiert! Mir toleréieren – net mir als ADR, mir géifen et net maachen –, mee dës Regierung toleréiert, datt hei Leit organiséiert exploitéiert ginn duerch d'Heescherei! An do gëtt iwwerhaupt näischt dergéint gemaach.

Ass dat dann e Bilan, op deen Dir kënnst houfreg sinn? Ass dat de Respekt vun de Mënscherechter, wéi Dir e verstitt? Et ass lamentabel, datt Der näischt maacht!

An der Prostitutioun komme mer net derzou, fir do eppes anstänneg ze reegelen, fir datt déi Leit och kënnen zum Beispill sozial ofgeséichert sinn a Versécherungen hunn. Et geschitt och do näischt! An der Drogeproblematik geschitt net genuch. Dir hutt dach u sech an de soziale Problemer, déi enger Gambia-Regierung dach missten esou no leien, eigentlech versot.

An dee Platzverweis, dee mer haut diskutéieren, dat ass dach just ..., dat ass e Feigenblatt. Dat ass net eppes, wat wierklech wierkt, wéi mer et am Ufank vun dëser Interventioun gesot hunn. Et ass vläicht besser wéi näischt, awer net vill besser wéi näischt. Et ass fir eis als ADR op jidde Fall eng kloer Opforderung, fir hei nozebesseren, fir et besser ze maachen a fir derfir ze suergen, datt d'Sécherheet hei am Land wierklech emol verbessert gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An elo huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Fir d'Éischt merci der Rapportrice fir de Rapport. Jo, et geet drëms – Zitat –, „Incivilitéiten“ invisibel ze maachen. Et geet drëms, déi Leit, déi – Zitat –, „lungeren“, fortzékriegen. Jo, et geet drëms, déi, déi net deem schicke Stater Bild entsprechen, e bësselche méi aus dem öffentliche Espace verschwannen ze loossen. Déi mannst héieren dat gär, mee dat steet am Raum. Dat ass natierlech net meng Meinung, mee déi Terminologie hu mer eis missen unhéieren.

Wéi ech den Term „Incivilitéiten“ an der Kommissioun héieren hunn – d'lescht Joer war dat, mengen ech –, ass et mer elle ginn. Domadder waren déi Leit gemengt, déi an den Entrée vum de Gebaier setzen, also zum groussen Deel obdachlos Leit an/oder drogkrank Mënschen.

Wie si mir, fir déi aner Leit esou ze erniddregen? Wie si mir, mir, déi warscheinlech alleguerte Proprietär si vun engem Haus oder vu méi Haiser, déi e kontinuéise Revenu hunn, eventuell souguer méi wéi een, bequeem vun doheem op d'Arbecht fueren/kommen, déi mir ofgeséichert sinn, fir iwwer anerer esou ze urteelen, déi déi Chance net hunn oder haten? Dat muss een awer, mengen ech, och eng Kéier esou gesinn.

A wat ass dann eigentlech eng Incivilitéit? Ass et net eng Incivilitéit, wann een an engem Gesellschaft lieft, déi ëmmer méi Ongläichheete produzéiert, Exklusivitéit an Aarmut produzéiert an Ultraräichum produzéiert, wa Verschiddener ëmmer méi räich ginn an ultraräich an net méi wëssen, wat se mat hire Sue sollen ufänken, a mer et net fäerdegbréngen, de Räichum besser a méi gerecht ze verdeelen?

Et sinn awer grad dës Inegalitéiten, déi derzou bäidroen, dass zum Beispill Leit op der Strooss setzen oder schlofen an Dir dann esou Mesurë wéi déi heite musst oder wëllt aféieren. Mir behandelen heimatder d'Symptomer an net d'Ursaach vun de Problemer.

Här President, Verschiddener waarde schonn eng Zäitchen op dëst Gesetz. Et ass jo en Deel vun deem faméisen „Drogekriminalitéitsbekämpfungspak“. Déi, déi scho laang op dëst Gesetz waarden an derno geruff hunn, deene geet et elo net wäit genuch. Déi wëllte souguer – an ech zitieren –, „egal wou ee lungert, dass d'Police do kann intervenéieren“. Ech muss soen, do kann ech mech just schummen, bei esou Aussoen, an ech froe mech, wou den „C“ an den „S“ do sinn!

(Protestations)

A ben, jo! A ben, jo!

Well erënnere mer eis drun, wie virun allem d'Affer sinn. Mir sollen net si, déi Aarm, déi Prekariséiert, bekämpfen, mee d'Aarmut! Dat gouf elo schonn hei gesot. Dat awer mécht dat Gesetz hei: Et bekämpft déi Ausgrenzung. An Dir kënnst et nach esou ausleeën, wéi Der wëllt, a vu „garantie d'accès“ schwätzen oder et positiv formuléieren an, genee wéi Der et mat der CCDH gemaach hutt, mir soen, dass et kee wuertwärtleche Platzverweis ass, mee mat Repressiounen wéi där heiter léise mer keng sozial Problemer vun engem komplexer Natur.

Här President, mat deem heite Gesetz gëtt d'Regierung dem Drock vu riets no. Et ass ëmmer e politesche Choix. Hei ginn deenen engen hir Fräiheeten zréckgeschrauft, fir deenen anereren hir Fräiheeten ze garantéieren. Dat gesäit d'Menscherechtskommissioun och esou. Dofir sollen d'Limitatiounen noutwendeg a proportional sinn, esou d'CCDH weider.

Am Exposé des motifs vum Gesetz steet dann, et géif een den Arbiträr ausschléissen. Sorry, mee dat ass absolut net kloer! Et bleiwe vill Froen op, virun allem, wat d'Praxis ugeet, an ech wäert se hei zitieren:

Ab wéini ass eng Entrave stéierend genuch – „suffisant“, schreift d'CCDH –, fir e Mënsch a senger Bewegungsfreiheet anzuschranken an eventuell, wann en awer muss geréckelt ginn, a sengem Recht op kierperlech Integritéit anzuschranken?

Zweet Fro: Wat genee ass eng Entrave? Do, wou den Term „blocage“ vill méi kloer gewiescht wier, ass den Term „entrave“ vill méi oppen. Wann eng Persoun zum

Beispill an enger Entrée setzt, déi véier Meter breed ass, wou nach genuch Plaz wier fir laanschtzekommen, ass dat da schonn eng Entrave? Deemo léisst den Term vill Sputt fir Interpretatiounsméiglechkeeten. Fir d'CCDH ass och dat eng Source d'insécurité juridique a mir sinn do ganz bei hinnen.

Drëtens, mir wëssen net, wéi deen „au besoin par la force“, dee virgesinn ass, ausgesäit. Wéi gesäit déi Force aus? Wéi eng Gewalt gëtt ugewannt? Wéi vill Leit kënnen eng Persoun réckelen? Mat wéi enger Force, wéi engem Outil? A bis wouhinner geet dat?

Véiertens, wéi wäit, also wéi vill Meter, soll eng Persoun kënnen geréckelt ginn a wouhinner gëtt se bruecht?

Déi nächst Fro ass dann en anere Punkt, deen och d'Menscherechtskommissioun souveéiert huet: Dat ass d'Onkloerheet, wéini genee eng Identitéitskontroll gemaach ka ginn. Wa mir den Artikel 5bis liesen, dann huet een d'Gefill, dass d'Identitéitskontroll sech op déi drëtt Etapp beschränkt, wou jo bekannterweis de Rapport geschriwwen gëtt, déi drëtt Etapp. Wa mer allerdéngs den Artikel 5. (2) vun der Loi modifiée vun 2018 iwwert d'Police kucken, da gesäit een, dass do steet: „La Police peut procéder à des contrôles d'identité des personnes visées par une des mesures prévues aux articles“, bon, Dir wësst, wat et ass: 5bis, 7, 10, 12, 13 a 14. Hei steet elo „par une des mesures prévues“ an et gëtt elo eng Referenz op den Artikel 5bis gemaach. Dëse Saz liest sech dann allerdéngs, wéi wann d'Identitéit bei all einzelner Etapp vum 5bis kontrolléiert kéint ginn, also och scho beim Rappel à l'ordre; bei deenen anereren Etappen also. Dat ass relativ onprezis a vag.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Sechstens, well dat interpretéierbar ass an eeben onprezis, bleift de Risiko, dass dëst Gesetz, dësen neien Hiewel benotzt gëtt, fir Identitéitskontrollen ze maachen a spezifesch, bestëmmt eventuell ongewollt Gruppen ze viséieren. Do ass also nach ganz vill oppen a ganz vill vag a ganz vill onprezis. Dofir ass den Arbiträr net kloer ausgeschloss.

Här President, wat fir eis zielt, sinn net schéi Wierder wéi d'Garantie d'accès, mee op wat dëst Gesetz wäert erauslafen oder kann erauslafen. D'Intentioun, Willkür ze evitéieren, ass eiser Meenung no net ginn. Am Géigendeel, mir fäerten eng repressiv Schinn an engem Domän, dee misst ënnert d'Sozialpolitik falen.

Mir brauchen dofir, och dat ass den Owend scho gesot ginn, vill méi eng proaktiv Politik, fir Aarmut ze bekämpfen, an net déi Aarm, fir d'Mënschen aus der Obdachlosegkeet ze huelen, an dofir ganz kloer eng proaktiv Wunnenspolitik, fir d'Recht op Wunnen ze garantéieren, an notament den „Housing First“. A wou sinn déi vill versprach „Housing First“-Unitéiten?

Ech erënnere an deem Kontext un den Debat d'lescht Joer, wou d'Familljeministeschen den „Housing First“ explizit ënnerstrach huet. A gläichzäiteg huet den nationalen Drogebeoptraagte gesot – an ech zitieren, wat e sot –, et géif ee keng Objete fannen. Dat war d'lescht Joer.

Här President, e Land, eng Gesellschaft, eng Regierung moosst sech drun, wéi se mat hire schwächsten, hiren ärmsten, mat de prekariséiertste Mënschen ëmgeet. Mat dësem Gesetz bekämpft d'Regierung een Deel vun dëser Minoritéit, amplaz géint déi wuessend Ongläichheeten an d'Aarmut virzegoen. Amplaz ze destigmatiséieren, mécht d'Regierung de Géigendeel! Si verstärkt de Stigma vun de Mënschen op der Strooss. An net nëmme dat: Si erlaabt et, mat enger repressiver Aart a Weis géint si virzegoen. Dat ass, éierlech gesot, e geféierleche Wee.

Dëst Gesetz an esou Moosname wäerten net zu enger inklusiver Gesellschaft bäidroen, wäerten net zu méi Solidaritéit féieren an net zu méi Versteedemach an Toleranz vis-à-vis vun deem anereren. Ech soe just: Gutt geschafft!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Gesetz ronderëm de sougenannte Platzverweis war fir eis Piraten keng einfach Entscheedung. Mir hu vill missen ofweien. Op där enger Säit verstinn ech déi Leit, déi heemkommen an hir Entrée ass blockéiert. Si hunn doheem Problemer, si kommen net eran. Och wann ech mer dat bei mir elo einfach virstellen, wann ech da mat de Kanner géif heemkommen ..., et ass elo net dat, wat ech mer all Owend géif wënschen.

Dofir verstinn ech, dass dee Platzverweis muss kommen an dass et Situatiounen gëtt, wou eeben eng Police déi Méiglechkeet muss kréien, well eeben d'Fräiheet vun engem anereren a Gefor ass, well een en anere blockéiert an deementspriedend esou eppes muss sinn.

Op där anereren Säit hu mer awer esou vill sozial Problemer am Land an esou vill Fäll, déi vläicht keng aner Alternativ hunn, wéi en Agang ze blockéieren. Huele mer elo den déiwe Wanter: vill Leit, déi op der Strooss sinn. A kuckt een eng Kéier zum Beispill d'Arbecht vum de Street Angels – et gëtt der ëmmer méi. Dëse Wanter waren d'Zuelen erëm explodéiert vu Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp haten, déi eppes gesicht hunn. Da schléit op där enger Säit bei der Entscheedung vum Platzverweis awer d'Häerz och fir ... Ech weess, dass et desagreabel ass, wann een een an der Entrée leien huet, mee, bei minus 10 Grad dobaussen, wann dat deem awer op där anereren Säit vläicht d'Liewe rett! Dat ass eeben dee Problem, dee mer hei hu mat deem Platzverweis: op där enger Säit esou, op där anereren Säit esou.

Dofir sinn ech och haut der Meenung, dass et esou, wéi et geschriwwen ass, fir mat där softer Versioun – well dat ware jo länger Diskussiounen an der Kommissioun – elo emol unzefänken, eigentlech eng gutt Etapp ass, dass mer net direkt op déi vill méi streng Mesurë ginn, well et eebe Leit sinn, déi a schwéiere Fäll sinn. Et dierf ee jo net soen, dass jiddereen, dee mat Drogen a Kontakt ass, e Kriminelle wär, wann deen an der Entrée läit oder iergendzwousch ass. Déi si jo selwer gesondheetlech ugeschloen. Déi hu selwer hir Problemer ze droen. Dofir muss een do wierklech awer herno och mat Verstand an Häerz, och als Police, virgoen.

Dofir ass et gutt, dass am Text elo emol eng soft Variant kënnst, wou ee sécherlech an een, zwee Joer eng Kéier muss kucken, wou se higefouert huet. Ware Problemer do? Gouf vläicht ze oft een ewechgeholl, deem seng lescht Méiglechkeet dat awer war fir ze iwwerliewen? Well et ass einfach gesot: „Jo, déi kënnen an eng Wanteraktioun.“ Ech weess awer ganz genau, dass déi voll war am Wanter! Déi Leit kënnen dann néierens hin. Dat sinn einfach Problemer, déi opstinn.

An zu där Fro virun, déi ech dem Här Benoy wollt stellen: Jo, Streetworker, ech si vollkommen averstane mat Iech! Ech sinn och averstane mat der gesellschaftlecher Politik, déi Der hei virgestallt hutt. Mee Dir hutt gesot: „Méi Streetworker“. Jo! Mee déi kommen awer net!

Zum Beispill, mir als Gemeng – an d'Gesetz hei ass jo fir d'ganz Land dann, mir schwätzen déi ganzen Zäit iwwert d'Stad Lëtzebuerg, mee et wäert fir all d'Gemenge sinn –, mir als Gemeng hunn e Streetworker

ugefrot beim Ministère. Mir hunn e Refus krit! An dunn hu mer gesot krit, dat wär an anere Gemengen dee selwechte Fall. Dat heescht: Dir kommt heihinner, Dir werft deenen anere Populismus an alles vir, mee Dir selwer als Regierungsparteie refuséiert awer dann de Gemengen, déi eppes wëlle maachen, de Streetworker!

M. François Benoy (déi gréng) | Ech sinn net zoustänneg fir déi dote ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dofir sidd Dir dann net zoustänneg, ok! Et ass notéiert, ok.

(Brouhaha et interruptions)

D'Regierung ass net dofir zoustänneg, ok.

Ech ka just soen: Dat sinn all déi Elementer, déi mussen an dee Plang materageholl ginn. Well mir maachen haut vläicht déi e bësse méi repressiv Moossnamen. Mir mussen awer op där anerer Säit och dat anert alles ausbauen. Mir brauchen eng aner Drogepolitik. Mir mussen déi Jonk upaken. Mir musse kucken, dass mer mam Logement weiderkommen. Well et kann ee jo net mengen, an dat ass e bëssen dat, wat mech an den Diskussiounen heiansdo stéiert ... Et gétt vläicht een, zwee Modellen, mee et ginn der net vill, déi fräiwëlleg eng Dier blockéieren oder fräiwëlleg do leien. Déi Leit sinn an enger Situatioun, wou et dat erfuerdert huet.

An do muss de Staat upaken: fir deene Leit eng aner Hëllef ze ginn. Da muss d'Police emol net geruff ginn, da muss d'Police net kommen. Well ech weess och, dass et desagreabel ass fir d'Policebeamten. Et huet ee jo och als Politiker vill Kontakt mat de Policebeamten. A wann déi mussen ee bei enger Dier ewechhuelen, dat ass och net elo dat Schéinst, wat se sech am ganzen Dag kënnen virstellen.

Dofir, dat heite Gesetz wäerte mir haut matstëmmen, mee mir froen awer och ganz kloer op där anerer Säit vill méi sozial Mesuren, fir de Leit ze hëllefen. A mir wäeren och frou gewiescht, dat hat ech an der Kommissioun jo ugeschwat, wann den Term – wat de Staatsrot, wann ech mech richteg erënneren, jo och kritiséiert hat – vum „bâtiment“ ... Dat ass einfach schlecht gewielt. Dat ass keng propper Aarbecht am Text. Ech froe mech an ech weess och net, firwat de Minister net dorop reagéiert huet. De Staatsrot huet et kritiséiert. Dunn hu mer et nach eng Kéier an der Kommissioun opgegraff. Et wollt awer keen drop agoe vun der Regierung. An et ass awer en Term, deen herno um Terrain de Beamte sécherlech nach wäert Kappzerbrieches maachen, wat dann elo „bâtiment“ ass a wat eppes ... Dat hätt ee kënnen vill méi propper léisen.

Dat selwecht ass et mat dem – dat hat ech jo och gefrot an der Kommissioun – Problem mat de Residenzen. Dat wäert virun allem an der Stad e Problem sinn: déi éischt an déi zweet Dier an enger Residenz. Et ass een nach net um Privatterrain, bei engem an der Wunneng, mee wéi oft gétt eng Schell opgedréckt? Dat wäert elo e Phenomeen sinn, dee geschitt, dat heescht, mir hunn herno e Platzverweis hei, wou bei der éischer Dier de Mann do ewechgeholl gétt – déi kréien dat jo dann och schnell spatz –, da geet e bei déi zweet leien, déi awer erëm fir jidder een ass, wat dann eng Aart Servitude ass, wou dann erëm de Problem entsteet.

Dat sinn eeben alles Saachen, wou een an engem oder zwee Joer ganz kloer nach eng Kéier muss kucken, wéi dat sech iwwerhaupt entwéckelt huet. Well ech hunn ëmmer e bësse Matleed mat de Beamten, déi et herno mussen ausféieren. Wann hei am Text Terme wéi „bâtiment“ oder esou net kloer sinn, sinn et herno d'Beamten um Terrain, déi mussen d'Entscheidungen huelen. An herno, wann

iergendeppes schifleeft, wësse mer jo, dass si herno eng an d'Akoul kréien, an dat ass ...

Ech hätt mer gewënscht, dass do dem Staatsrot nogelauschtert gi wär an dass een do déi Verbesserung matagebaut hätt. Mir stëmmen dem Gesetz haut mat Bauchwéi zou, mee mir verstinn awer déi Leit, déi an enger Situatioun sinn, dass se e Platzverweis brauchen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Plusieurs voix | Oo!

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, léif Kolléeginnen a Kolléegen, ech weess, et ass scho spéit an ech hätt Iech och elo léiwer net nach mat enger zousätzlecher Interventioun hei chargéiert. An ech hunn eigentlech och fonnt, dass mer eng ganz gutt Debatt haten, wat déi éischt puer Riedner betrëfft. Ech muss och hei soen: Chapeau fir d'Kolléeg Lambert a Biancalana, déi eigentlech eng ganz roueg, fondéiert Ried hei gehalen hunn, an do si ganz vill Saache gesot ginn, déi ech och honnertprozenteg hätt kënnen ënnerschreien.

Du koum awer den Optrëtt hei vum Här Benoy. An normalerweis kennt ee jo den Här Benoy als e rouegen, poséierte Politiker, mat deem een ëmmer kann an engem rouegen Toun diskutéieren. Abee, ech hunn hei den Här Benoy héieren, ech hunn en net méi erëmmerkannt! Ech weess net, ob dat dermat ze dinn huet, dass den Här Benoy elo Buergermeeschterkandidat an der Stad ass, ...

(Hilarité)

... ob dat elo deen neie Stil vum Här Benoy wäert ginn, mee ech muss Iech awer soen: Do sinn awer eng Rei Saache gesot ginn, Här Benoy, ech ... Wéi gesot, dass déi aus anere Mënnen géife kommen, zum Beispill hei op menger rietscher Säit, dat hätt ech erwaart. Mee Dir hutt awer, muss ech wierklech soen, hei eng Aart Populismus gemaach, deen awer ganz schwéier ze akzeptéieren ass, an ech muss awer wierklech dorobber reagéieren.

Dir hutt nämlech do meng Partei, meng Fraktioun hei accuséiert, mir géife verschidde Leit wëllen „aus dem Stadbild verbannen“, hutt Der wuertwierlech gesot, ...

(Brouhaha)

... an ech fannen, dat ass awer eng äusserst grav Accusatioun.

Fir d'éischt wëll ech soen, Här Benoy, an Dir wësst dat, Dir sidd eminente Member vum Stater Gemengerot: Do ass e Schäfferot an do ass och e Gemengerot. A souwäit ech mech erënnere kann, hutt Dir an deene villen Debatten – an dat éiert Iech – ganz vill, fir net ze soen déi meeschte Mesuren ëmmer matgestëmmt, notamment och déi ganz, ganz vill sozial Mesuren, déi d'Etat Lëtzebuerg hëlt. An ech hunn Iech och eigentlech ganz wéineg héieren aner Moossname kritiséieren.

Duerfir sinn ech elo erstaunt, dass Dir hei de Reproche maacht, d'CSV wëilt hei verschidde Leit aus dem Stadbild verbannen. Ech fannen dat kee gudde Stil an dat entsprécht och wierklech net der Realitéit. An ech wollt dat elo emol nach eng Kéier hei festhalen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Zweetens muss ech soen – an den Här Gloden hat méi wéi Recht –, Dir

hutt virdrun e Plädoyer gehalen, ech war iwwerzeegt, Dir géift herno soen: „Abee, mir kënnen leider eis Zoustëmmung zu deem Projet do net ginn!“, well Dir hutt hei eng Argumentatioun gefouert, déi a sech eigentlech alles a Fro gestallt huet, wat den Här Kox duerch dese Projet de loi ëmsetze wëllt, mat allem, wat Der gesot hutt.

An da muss ech Iech soen, an dat huet mech awer nun am allermeeschten hei gehäit, Här Benoy, Dir sot: „Elo ass emol endlech eppes geschitt, wat de VisuPol betrëfft.“ Här Benoy, wien ass elo bal néng Joer an der Regierung?! Och Dir, Är Partei ass néng Joer an der Regierung! A wien huet elo scho säit esou vill Joer de Polizeiminister? A fir dann do ze soen: „Elo, gott-seidank, si mir do. Elo ass emol eppes geschitt beim VisuPol!“!

An da muss ech Iech soen: Wat ass da geschitt beim VisuPol? Nodeem entre autres d'CSV massiv intervenéiert ass, fir dat endlech emol sollt eng Base légale kommen – an ech kann Iech all meng Question-parlementaire weisen –, a mer d'ailleurs ganz vill gutt Reuniounen mam Minister Kox doriwwer haten, sinn dann elo endlech op enger Rei vu Plazen déi Kame-raen och akzeptéiert ginn.

An Dir hutt ëmmer, an den Här Kox och, natierlech drop insistéiert, dass dat alles selon les règles de l'art an och a puncto Dateschutz an der Rei wär. Duerfir war eist Erstaunen ëmsou méi grouss, wéi mer als Gemengerot hu misse feststellen, dass d'Kameraen, déi iwwert de VisuPol-System lafen, zumindest deelweis vu Sécherheetspersonal surveilléiert ginn, vu private Sécherheetsgesellschaften, ...

(Brouhaha et interruption)

... private Sécherheetsgesellschaften. D'ailleurs, an ech muss dat awer soen, Här President: Ech hu wierklech heiansdo e Problem mat der Duebelmoral vun de gréng Kolléegen!

(Protestations et brouhaha)

An ech ginn Iech do nach en anert Beispill. Lauschtert emol gutt no. Ech ginn Iech do nach en anert Beispill: Nodeem déi gréng Kolléegen net midd ginn, permanent d'Etat mat de private Sécherheetsgesellschaften do ze kritiséieren, déi géife sech net u Gesetzter halen – wat falsch ass, wat falsch ass! –, elo op eemol héiere mir dann zu eisem allergréissten Erstaunen, dass, nodeem déi gréng permanent dat a Fro stellen, zu Dräibuer an enger Struktur fir Mannerjäreger, wat mat déi kriddlegste Struktur ass, Dir Dammen an Dir Hären, ech konnt mengen Oueren net gleewen, ...

Une voix | Oh là là!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | ... dass do privat Sécherheetspersonal elo déi jonk Leit surveilléiert. Dat muss Der Iech virstellen: Déi selwecht Gréng, déi eis permanent Reproché maachen iwwer privat Sécherheetsgesellschaften, engagéieren ouni Ausschreiwung – soen ech och! – eng privat Sécherheetsgesellschaft, fir schwiereg jonk Leit zu Dräibuer ze encadréieren!

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass gréng Duebelmoral, an dat muss een och emol eng Kéier kënnen ganz kloer soen!

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Populismus puer!

M. Laurent Mosar (CSV) | Da wëll ech awer och nach eng Kéier ganz zum Schluss, well dat mech och extrem stéiert ...

(Brouhaha)

... dat ass ëmmer déi Diskussioun, déi ech héieren: „Et muss méi um sozialen Niveau gemaach ginn!“

Also ech weess net – an Här Benoy, Dir misst dat jo eigentlech wëssen, well Dir stëmmt dat jo ëmmer mat grousser Begeeschterung mat, an dat éiert Iech –, wi-vill Efforten d’Stad mécht, wat déi sozial Preventioun betrëfft. A mir hunn do en exzellente Schäfte, de Maurice Bauer, dee sech awer wierklech praktesch 24 Stonnen op 24 mat där Thematik do befaasst. Duerfir kann ech net akzeptéieren, wann elo hei de Virwurf gemaach gëtt, hei géif net genuch um Niveau vun der sozialer Preventioun gemaach ginn! Dat ass falsch!

An der Madamm Oberweis wëll ech och nach eppes soen, ...

(Exclamations et hilarité)

... well ech hir jo ëmmer attentivement nolauschteren. Madamm Oberweis, d’Onsicherheit – an ech hunn Iech dat schonn e puermol gesot –, dat weisen all d’Etüden, trifft virun allem déi sozial Schwaach, och bei eis an der Stad. An ech kann Iech – an aner Kollegen och – d’Maile weisen, déi mir vu sozial ganz schwache Leit an der Stad kréien, deenen nottamment hir Entréee besat sinn, nottamment! Well ech soen Iech och, datt déi, kommt mir soen „sozial vläicht besser gestiwwelt Leit“ nach à la limite eens gi mat deem Problem. Mee déi, déi am meeschten, léif Kolleginnen a Kollegen, ënnert der Onsicherheit leiden, dat sinn déi sozial schwache Leit! An duerfir, haalt wannechgelift op, ëmmer esou ze maachen, wéi wann dat dote just e Problem Aarm géint Räich oder Räich géint Aarm wär. Dat ass net esou!

An dann e lescht Wuert, an dat wéilt ech dem Här Kersch soen, dee leider am Moment net do ass, mee Dir kënnt him awer gär de Message viruginn.

(Hilarité)

Ech muss Iech jo soen: Ech kommen ... An dat ass och déi Fro, déi ech dem Här Kox stellen. Mir huelen elo hei eng Mesure. Déi ka vläicht fir eng Rei vu Situatiounen gutt sinn. Allerdéngs hu mir – an ech schwätzen hei ënnert dem strenge Bléck vu menger Buergermeeschtesch – an der Stad eng Thematik vu Leit, déi sech alle sozialen Hëllefentzëien. Déi sech alle sozialen Hëllefentzëien!

An dat ass net e Problem, datt déi Leit net iergendwéi géifen en Zëmmer oder eng Schlofméiglechkeet zur Verfügung gestallt kréien. Et ass net, datt déi Leit net géife gehollef kréie vun eise Streetworker. Déi Leit wëllen dat awer net. Déi wëllen et net a mir kënnen – an et ass viru vill hei vu Mënscherechter geschwat ginn –, léif Kolleginnen a Kollegen, kee géint säi Wëllen obligéieren, an eng Struktur ze goen a sech vun engem Assistant social hëllefentzëien ze loossen. Dat geet net!

Et ass awer nun esou, datt, net ëmmer, mee en Deel vun deene Leit Partie sinn – an dat soen ech och ganz kloer – vun enger organisierter Heescherei, déi sech organiséiert, wou och Leit hei ausgebeut ginn. An dat ass jo dat, wat esou schlëmm ass: Hei gi Leit ausgebeut an déi kréien och quasiment verbuede vun deene Leit, déi iwuer hinne stinn, fir sech a sozial Strukturen ze beginn. An ech mengen eeben, datt déi Mesure, déi mer hei huelen, eebe keng Äntwert ass op déi doten Thematik.

An duerfir wëll ech hei nach eng Kéier soen, datt déi Amendementen vu mengem Kolleeg Léon Gloden an déi richteg Richtung ginn. Mir hunn d’Impressioun, hei gëtt eng Mesure geholl, déi an déi richteg Richtung geet, dat wëll ech och ënnersträichen, mee ewéi esou oft ass d’Fläsch hei just hallef voll. Mir hätte léiwer gehat, si wär ganz voll gewiescht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. Da Parole fir den Här François Benoy wéinst Fait personnel.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci. Villmools merci, Här President. Also Här Mosar, ech weess wierklech net, wou Dir elo waart. Dir waart dach am Sall, wéi ech geschwat hunn. Ech hunn eng extreem poséiert a roueg Ried gehalen, ganz am Géigesaz zu Iech. Dir hutt Iech hei wierklech e bëssen theatralesch héichgespillt an ech weess guer net, ob dat eigentlech néideg war, well ech fannen, och a menger Interventioun war ech ganz sachlech. A voilà! Ech weess net, wann Dir Iech iergendwéi ugegraff fillt, da weess ech net, wéi Der dorops kommt. Mee voilà, ech mengen, ech hunn eng ganz roueg a sachlech Ried hei gehalen.

Fir Iech nach eng Kéier eis Positioun kloer an däitlech ze erklären: Jo, mir si ganz kloer géint e generaliséierte Platzverweis, well et einfach eng Mesure ass, wéi ech erkläert hunn, déi mir net kënnen matdroen. Mee hei geet et wierklech drëm, fir eng Äntwert op e Problem ze hu vu Leit, déi wierklech net méi an hir Haiser erakommen. An ech hunn Iech jo och schonn developpéiert, firwat mir dofir déi dote Mesure och néideg fannen: fir dass do eebe polizeilech ka geschafft ginn. Dat ass e groussen Ënnerscheed zum generaliséierte Platzverweis, wou Dir awer derfir sidd, an do Ënnerscheede mir eis einfach ganz däitlech vuneneen.

Une voix | Ganz däitlech.

M. François Benoy (déi gréng) | Ben, voilà! Fir mech ass e generaliséierte Platzverweis awer eppes, wat definitiv ze wäit geet, an implizitt heescht dat, e generaliséierte Platzverweis, dass ech verschidde Leit einfach net wëll an der Voie publique hunn. An dat ass eppes, wat ech net ënnerstëtzen a meng Partei och net ënnerstëtzt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | A par rapport zu anere Fuerderungen, déi ech nach gemaach hunn: Jo, hei geet et drëms, wéi et och mat anere Mesurë scho gemaach ginn ass, dass polizeilech Äntwerte kommen. Wéi gesot, d’Sicherheit ass e ganz seriöt Thema, wat mir och um Häerz läit a wou et ganz wichteg ass, dass mer Äntwerten drop fannen. Mee mir wäerten awer déi Problemer, verschidde Problemer, déi mer am Land hunn, net eleng mat polizeileche Mesurë léisen.

An ech hunn elo och net speziell Iech oder soss een attackéiert, mee Dir fillt Iech scheinbar immens attackéiert. Ech weess och, dass eng Rei gutt Mesurë vun Iech am Gemengerot geholl ginn. Ech hunn och ni de Contraire behaupt. Wat ech awer och feststellen, ass, dass et awer net duergeet.

Ech soen Iech elo nach eng Kéier, Här Mosar, wat d’Experten alleguete soen. Si soe ganz kloer, dass mer am Urbanismus nach méi wäit musse goen. Dat ass eng generell Diskussioun. Déi féiert och wäit iwwert de Kader ewech vun der Stad. Mir si jo hei an der Chamber, mir sinn hei net am Stater Gemengerot. Si soen, dass mer e gudden Eclairage brauchen, dass mer keng verstoppten Ecker brauchen, dass mer un der Propretéit musse schaffen. Da soen d’Experte vum Terrain och ganz kloer, dass mer den „Housing First“ mussen ausbauen. Mir mussen d’Offer verdräifachen, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat maache mir an der Stad, Här Benoy, ...

M. François Benoy (déi gréng) | A sou? Dann nennt mer emol d’Chifferen, wou Der se verdräifacht hutt!

M. Laurent Mosar (CSV) | Lauschtert emol no am Gemengerot, lauschtert dem Här Bauer no!

M. François Benoy (déi gréng) | A, da sot mer emol d’Chifferen, Här Mosar! Vu wivill hutt Der se da verdräifacht op wat? Et gëtt an der Stad vläicht 25 Wunnengen am „Housing First“. Dat ass och net reng eng Stater Saach, mee do sinn och aner öffentlech an national Acteure gefuerdert. Mir sinn ongeféier bei 25 a mir missten, wa mer se géife verdräifachen, op 100 goen am „Housing First“. Dann, leschte Punkt ...

Mme Simone Beissel (DP) | D’Madamm Polfer seet, déi Chifferen do wäere falsch vu 25. Här Benoy, wann ech gelift, sot richteg Chiffere vum „Housing First“!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. François Benoy (déi gréng) | Nach ee Punkt ...

(Brouhaha général, interruption par M. Laurent Mosar et coups de cloche de la présidence)

M. Sven Clement (Piraten) | De Stater Gemengerot an Aktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Benoy huet d’Wuert!

M. François Benoy (déi gréng) | An dann nach ee Punkt. Ech bleiwe bei deem, wat d’Experten ons soen, Här Mosar, a wéi gesot, do sinn och méi Acteuren dovunner concernéiert: Wat d’Drogenhëllefstrukturen ugeet, do soen d’Experte ganz kloer, dass mer musse vun enger grousser Struktur, wéi mer se am Moment hunn, op méi kleng Strukturen goen a méi dezentral Strukturen. Dat sinn och net Saachen, déi ech erfannen. An do si mer alleguerten nach gefuerdert, op deene verschidde Plazen, wou mer engagéiert sinn, drun ze schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy. An da freet den Här Kersch d’Wuert a kritt et och wéinst Fait personnel.

M. Dan Kersch (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech wäert et net esou laang maache wéi den Här Benoy virdrun. Ech wollt just soen, wann ech den Debat e bëssen nolauschteren, hunn ech den Androck, dass d’Gemengewale kuerz virun der Dier stinn. Mir sollten eis awer vläicht op dat beschränken, wat hei an der Chamber wichteg ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wollt just soen, dass ech zwar während engem Moment hei erausgetruede war, Här Mosar, mee dass ech mer de Privileeg net huele gelooss hunn, Iech awer nozelauschteren. A wann Der mech drop uschwätzt: Iwwert d’Problematik vun der organisierter Heescherei soen ech Iech, dass déi hei zu Lëtzebuerg verbueden ass an dass mer och mussen all eis Moyenen notzen, déi eis d’Gesetzer ginn, fir déi ze bekämpfen, an zwar an der Haaptsaach – an do betounen ech dat – déi, déi „hannert“ där organisierter Kriminalitéit an Heescherei stinn, an net onbedéngt déi, déi se mussen ausféieren, well se keen anere soziale Choix hunn. Ech hoffen, dass mer eis do eens sinn!

M. Laurent Mosar (CSV) | Mir sinn eis bal ëmmer eens.

M. Dan Kersch (LSAP) | Gesitt Der!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da geet d’Wuert un d’Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech sinn och ganz kuerz. Ech wollt just op den Här Mosar reagéieren, dee mech sou léif beléiert

huet. Also ech wunne jo am Quartier, am sougenannten „Hotspot“, an ech muss Iech soen, ech weess natierlech, dass vill vun deene Leit, déi do wunnen, net déi éischter räich Leit sinn. Dat ass mer evident.

Mee ech mengen, et ass mer kloer, also Dir hutt jo elo hei e bëssen déi Aarm géint déi Aarm ausgespillt, andeems Der quasi gesot hutt, si wären Demandeur dovunner. Ech mengen awer net, dass ... À la base ass déi Iddi jo ëmmer erëm vun der CSV an och vun der DP, jo, rezirkuléiert ginn. Dir hutt jo wierklech dat Angschtgefill opliewe gelooss a wierklech déi ganzen Zäit ënnerhalen. An ech mengen, dat kouw jo wierklech ganz kloer iwwert déi lescht Jore vun Iech. Also ech mengen net, dass een do déi Aarm géint déi Aarm soll ausspülen.

An ech mengen, Dir huet de Platzverweis als Léisung. Ech muss nach eng Kéier soen: De Platzverweis ass keng Léisung, et ass keng Äntwert. Wat Dir hei wëllt maachen, ass eng Symptompolitik. Ok, wann Der d'Persoun wëllt réckelen, wouhinner geet se? Kënnst se net erëm? Et ass keng nohalteg Léisung! Wat wëllt Der mat de Leit maachen? Wëllt Der se verschwannen dinn? Wou wëllt Der se himaachen? Ech mengen, et ass einfach keng Léisung, an dat muss een agesinn!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci, Här President. Wéi gesot, ech wollt hei net Gemengepolitik maachen. Ech wëll awer ganz kloerstellen, datt déi Zuelen, déi den Här Benoy genannt huet, einfach falsch sinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Polfer.

M. Marc Goergen (Piraten) | An der Chamber soll ee richtig Zuelen nennen!

M. Fernand Etgen, Président | An da ginn ech d'Wuert un d'Regierung, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Wéi sinn dann d'Zuelen?

M. François Benoy (déi gréng) | Wéi sinn dann d'Zuelen?

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Merci, Här President. Entschëllegt och nach déi Debatt zu spéider Stonn. Ech war am Dag e bëssen opgehale ginn op engem Flughafen, dofir konnte mer d'Debatt net de Mëtteg féieren.

Ech wëll awer direkt am Ufank der Rapportrice Stéphanie Empain Merci soen, souwuel fir de schrëfleche Rapport, well am schrëfleche steet ganz vill dran an et geet och op déi Detailler an, déi haut de Mëtten hei vu bal jiddwerengem opgeworf gi sinn – an ech wäert dat och nach eng Kéier kuerz zitieren –, wéi dann natierlech och fir déi mëndlech Ausféierungen.

Ech wëll direkt am Ufank véier wichteg Elementer soen, déi an dësem Gesetz ze fanne sinn. Jo, ech hunn en Text gewielt an ech hunn och d'Iwwerschrëft gewielt, nämlech vun der Zilsetzung vun dësem Gesetz. An d'Zilsetzung – an dat ass vu villen hei erwänt ginn – ass, en Accès ze garantieren, dee blockéiert gouf oder gëtt. An et ass deen Equilibre, deen hei soll gesicht ginn. An et ass eng Mesure fir d'Police administrative. An dat ass, mengen ech, eppes ganz Wichtige, wat oft vergiess gëtt ze soen, dass mer jo

och eng Police judiciaire hunn an eng Police administrative. An hei beweege mer eis am Beräich vun der Police administrative, an ech kommen herno gläich dorop zrëck.

En zweete Punkt ass deen Equilibre, dee mer gesicht hunn. An ech mengen schonn, dass mer hei en Equilibre – jo, et ass vu Spannungsfeld geschwat ginn –, e gesonden Equilibre fonnt hunn tëschent der perséinlecher Bewegungsfreiheet vun deem anere par rapport zu deem, dee blockéiert gëtt, an dat an engem demokratesche Rechtsstaat. An deen hu mer missen duerch e Kader hei schafen.

Dann e Volet, deen och vun de sozialistesche Kolleegen hei erwänt ginn ass, awer och hei vu menge gréng Kolleegen, dat ass déi preventiv Moosnam. Jo, dat heiten ass eng repressiv Moosnam. Déi muss awer einhergeeënd si mat preventive Moosnamen. Weeder eng Stigmatisierung soll passéieren, nach muss mer awer ganz kloer d'Zusammenaarbecht tëschent ganz villen Acteuren eraushuelen (veuillez lire: Et soll keng Stigmatisierung passéieren a mir mussen och ganz kloer d'Zusammenaarbecht tëschent ganz villen Acteure féieren).

An dann déi véiert Mesure vun der Garantie d'accès ass nach eng Kéier e Moyen fir d'Police administrative, nämlech dann ze agéieren – an dat ass och nach eng Kéier wichteg –, wou d'Gesetz seet „lieux accessibles au public“. Et ass nämlech do, wou d'Police administrative dierf agéieren. Doriwier eraus, wann ee bewosst hanner eng Entréesdier geet, si mer an engem anere Beräich, well da si mer bei der Integritéit vun der Privatsphäre an da komme mer an de penale Beräich, wat et jo hei explizitt net soll sinn, et soll eng administrativ Aufgab sinn.

An dofir war den éischten Avis esou wichteg, dee mer dem Staatsrot ginn hunn (veuillez lire: dee mer vum Staatsrot gefrot hunn), nämlech: Wat solle mer maachen? An ech huet ganz kloer gesot: „Déi Moyenen, déi wuel d'Police haut huet, ginn net grad duer, fir deem doten entgéintzekommen. Dofir maacht eng Explikatioun an d'Gesetz vun der Police administrative!“

A si widdersprieche sech awer deels an hirem zweeten Avis, wou se méi eng Generalisierung wëlle maachen an och de penale Beräich uschwätzen. Mee da si mer bei den Infractionen, an dat wollt mer jo bewosst net! An all deenen Diskussiounen, déi mer hatten, all deenen Diskussiounen mat de Gemengen – mat enger Gemeng méi speziell, hei an der Stad, awer net nëmme mat der Stad – goung et drëms, dass d'Police administrative ...

Dofir ass dat esou wichteg, deenen e Moyen, e punktuelle Moyen ze ginn, fir och engem Besoin entgéintzekommen, net nëmme dem Besoin vun de Gemengepolitik. Nee, et geet ëm déi Leit – an dat ass vun enger ganzer Rei vun Intervenanten hei gesot ginn –, fir deenen d'Recht ze ginn, dass déi och dierfen heemkommen, dass déi dierfen erakommen, do, wou se wunnen, do, wou se Geschäfte maachen, an do, wou se och wëllen akafé goen.

Et ass déi Schnëtztell tëschent der öffentlecher Plaz an der Privatsphäre, wou et awer „accessible au public“ ass, wou ech dierf e Schratt do eragoen. An et ass do, wou d'Actioun ka blockéiert ginn, wou dann een iwwernuecht, wou ... wat och ëmmer, ech wollt do net ze vill an d'Detailler goen. An dofir ass dat dee Beräich, wou ech et och duerchaus verstinn, well ech dat selwer konnt erliewen, wéi ech mer e Bild gemaach hunn op der Gare. Awer net nëmme do, mee och a Gespréicher mat anere Gemengepöpp a -mämmer. Déi Däitsch soen ...

Mammen, net „Mämmer“, Mammen, pardon!

(Hilarité)

Ech mengen, ech muss eppes drénken. Et war schonn e laangen Dag haut. Entschëllegt fir den Ausdrock direkt am Ufank, et war wierklech ...

Dofir ass et wichteg, nach eng Kéier op d'Police administrative ze goen. Déi Däitsch soe jo, „Gefahrenabwehr“ maachen. Si soll intervenéieren, fir dass et net zu enger Infraction kënn. An dat ass d'Aufgab vun der Police administrative. An duerfir huet dat hei misse méi prezisiéiert ginn an dat war meng Aufgab an dat war och dat, wat mer all an deenen Diskussiounen gemengt hunn.

Ech wëll awer de Rappel maache vum Gesetz selwer, well et gëtt Äntwerten op all dat, wat haut schonn am Police-administratives-Gesetz ze fannen ass an op dat ettlech Intervenanten och schonn eng Äntwert ginn hunn.

Den Artikel 2 seet: preventiv, proaktiv, dissuasiv a repressiv. Dat sinn déi Elementer, déi d'Police haut schonn ausféiert. Et ass ëmmer eng Gratwanderung bei allen Actiounen, déi se maachen, gradweien tëschent deem: Wéini ginn ech op d'Gewaltwendung? Well si sinn déi Eenzeg, déi dierfe Gewalt uwenden. Dofir si se jo dofir ausgebild, dofir si se Waffenträger. An dat ass en Equilibre, dee si ganz kloer ëmmer mussen halen.

Den Artikel 3 beschreift dat, wat d'Police administrative ausféiert, nämlech de „maintien de l'ordre public“. Et ass dat, wat se probéiert auszeüben an hirem Alldag, awer dann och d'Exekutioun vu Gemengereglementer, awer och de Schutz vun engem Drëtten, wann deen a senger Fräiheet ageschränkt gëtt. An et ass eebe speziell op deem Punkt, wou mer da mussen eppes änneren.

Den Artikel 5, d'Identitéitskontroll, ass ernimmt ginn. D'Identitéitskontroll, jo, kann net einfach esou gemaach ginn. Ech hu wärend de Manifestatiounen missen op Basis vun enger Évaluation des risques en Dekret ..., net en Dekret, en Arrêté ministériel ënnerschreien, fir kënnen der Police ze erlaben, dass se Identitéitskontrolle ka maachen, vu dass och deen Trepidat ëmmer erëm ass, nämlech dee vum „danger grave, concret et imminent“. Et muss dat virleien, fir déi kënnen aktiv ze maachen.

An hei am Fall, wéini kënnst hei eng Identitéitskontroll? Effektiv nëmme bei där drëtter Moosnam, wann et wierklech huet missen zur Gewaltwendung kommen, wann eng Persoun eng Entréesdier blockéiert an een Drëtten senger Fräiheet beraubt gëtt, fir deen dann awer och kënnen do ewechzehuelen. Da muss déi Identitéit festgestallt ginn, well et muss e Rapport gemaach ginn. Dat muss se maachen, well soss si se falsch vis-à-vis vun hiren Autoritéiten an hunn en Excès ...

Dann, de Périmètre de sécurité ass genannt ginn. Deen ass wuel sou an den Diskussiounen gewiescht, mee e gëtt ganz oft ugewannt bei Feier. Deen hätt och net beim Manifestatiounsgesetz gegollt, well de Périmètre de sécurité seet: „Do dierfs du net eran!“ Dat ass e Perimeter, wou kee Mënsch dierf erakommen! Dann dierf den Awunner nämlech och deels net do eragoen, wann en do wunnt. Also dofir geet de Périmètre de sécurité net. Et ass awer e wichteg Instrument fir d'Gemengen, well si kënnen en zéien. Et ass nämlech an der Hand vun Buergermeeschter, deen deen Artikel kann asetzen.

Dann den Artikel 14 ... Dann huelen ech de Begrëff awer an de Mond, nämlech dee vun dem sougenannte Platzverweis. Den Artikel 14 ass dat à la limite schonn, awer ëmmer ënnert der Viraussetzung vun

deem Trepied. An dat ganz Gesetz, dat ganz Police-administratives-Gesetz, deen Equilibier, wann Der dat noliest, wéi et entstanden ass 2018, huet ëmmer dorobber geziilt, mat deem véierte Punkt am Ufank vun der Preventioun fir d'éischt proaktiv an dissuasiv ze sinn, dann eréischt Repressioun ze maachen. An dofir ass dat mat deem Equilibier ganz schwéier an et muss och eng immens Ausbildung kommen, fir dass d'Police dat och kann ëmsetzen. Dofir ass deen esou wichteg, den Artikel 14.

An deen hu mer genotzt! Deen hu mer genotzt während de Manifestatiounen. An dee gëtt och heiansdo genotzt, wann dat ausgeübt gëtt, wann eng Rebellioun ass, wann en Excès – Dir schreift elo zweemol – ass, wann ee sech géif do weigern, e wéilt do net ewechgoen. Mee wann e sech weigert an e sëtzt am öffentliche Raum, dann ass et schwéier, deen Trepied unzesetzen. Dann ass et schwéier ze soen, ob dat „grave, imminent et concret“ ass. Da kënnen mer deen net einfach ewechhuelen an ewechspären.

An et ass deen Equilibier, deen immens schwierig ass. An ech wëll och d'Police net an déi Situatioun bréngen, dass si ee muss ewechhuelen, an eng Réention administrative aspären, well dee vläicht och krank ass, well e psychesch Problemer huet oder aner Problemer. Déi kënnen net vun der Police geléist ginn! Si ass awer e Léisungseffekt fir dee punktuell Problem.

An doriwwer eraus weess ech, dass d'Gesetz net bis zum Enn kann ausgefuert gi vun der Police! Well d'Police, mengen ech, däerfe mer net an d'Situatioun bréngen, dass se sozial ..., krank, oder wéi och ëmmer, Leit, déi an enger ganz schwieriger Situatioun sinn, als administrativ Police an eng Réention administrative bréngt.

Dat hu mer gemaach während de Manifestatiounen. Dofir soe mer, dass dat Manifestatiounsgesetz ganz kloer muss ausgeschafft ginn – wou mer och nach Diskussiounen wäerte kréien. Well déi hunn eebe grad deen Trepied wëlle maachen! Déi wollten en Danger maachen, déi wollten ... An dat war och konkret, well si waren zu e puer Dausend do! An et war imminent, et war um Punkt, dass et hätt kënnen zu ganz ville Gewaltexcese komme respektiv ...

Dofir ass dat, wat mir hei léisen, e punktuell Problem, op enger ganz punktueller Basis, wat awer och duerch d'Gesetz dann ausgedréckt gëtt.

Zum Avis vum Staatsrot, do hunn ech dat eent scho gesot: Mir wëllen net an de Beräich vun dem Allgemenge goen, dofir si mer bei „bâtiment“ bliwwen, well dat war d'Ufuerderung an dat war och d'Diskussioun vun Ufank un, dass mer eis op de Bâtiment solle beschränken. Dofir beschreift dee fir mech d'Ausféierlechkeet, fir dat heiten ëmzesetzen.

Wat seet en awer zu de Rechter? Zu de Rechter seet e ganz kloer – wat ass d'Libertéit vun dem Einzelnen? –, e verweist op eis Verfassung: Mir hunn dat net esou kloer drastoen, awer den Artikel 12 „relatif à la liberté individuelle“, do kann een indirekt dat dra sichen. Och den Artikel 11 Paragraf 3 „relatif à la vie privée“, déi geschützt ass, an de Protokoll 4 vun der Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, déi ginn dat hier, dass d'Libertéit dat iewescht Gutt ass, dass mer déi fräi Circulatioun net dierfen aschränken. Et sief, an dat schreift en awer och – souwuel international Konventionen wéi och de Staatsrot selwer soen –, wann Der et beschreift am Gesetz!

An dat hu mer hei probéiert. An dat, mengen ech, hu mer och hei fäerdegbruecht, well – an dat war mäin Argument vun Ufank un ëmmer erëm – zwou individuell Fräiheeten openeestoussen, an dofir priméiert awer fir mech déi selwecht individuell

Bewegungsfreiheet, wann ech gären heemkommen! Wann ech gär heem a mäi Bett oder meng Stuff oder wuer och ëmmer, bei meng Kanner wëll kommen! Dofir ass dat wichtig, dass dat esou definéiert gouf. An doriwwer eraus ass d'Gesetz, mengen ech, mat deene Artikelen, déi ech virdrun ernimmt hunn, schliisslech ausféierlech genuch.

Den Artikel 14, do hu mer och erkläert kritt vum Plicedirekter vun der Administratioun par rapport zu der Proposition, déi den honorabelen Här Gloden gemaach huet, dass et do och zwou Interpretatiounen da géif ginn, déi déi eng bal d'selwecht wéi déi aner géife beschreiwen. An et geet wierklech net drëms, dass mer déi Leit einfach wëllen ewechhuelen.

Ech mengen, ech hunn de Gros gesot. Ech wëll natierlech och d'Limite vum Gesetz soen, a jo, dat hunn ech och schon am Virfeld gesot, dat hunn ech während de Kommissiounssëtzunge gesot, dass dëst net wäert alles léisen, dass mer eis selbstverständlech musse mat deem Paquet nach vill méi intensiv ausenannersetzen.

Ech maachen den Tour de Moment an d'Regiounen. Ech si ganz oft ënnerwee an d'Gemengen. Ech wäert – hei si jo e puer Representanten aus der Stad Lëtzebuerg – natierlech weiderhin op deem Thema mat Iech wëlle konstruktiv, an et geet nëmme konstruktiv, awer och zilorientéiert schaffen. Dofir, mengen ech, si mer hei e Stéck zesumme gaangen, e wichteg Stéck, hunn ech och erkannt. An dofir hunn ech och déi néideg Propositionen gemaach, fir hei eng Zoustëmmung fir Iech ze kréien, soudass mer eng punktuell Léisung kréien, nämlech deene Leit gerecht ginn, déi och e Recht hunn op hir eege Fräiheet.

Dofir soen ech Iech Merci an dofir wäert ech mech elo zréckzeien, ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kox.
Parole après ministre fir den Här Mosar.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | ...
wann den Här Mosar ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci dem Här Minister. Ech wëll em och e Merci soe fir déi ganz konstruktiv Approche och par rapport zu der Stad Lëtzebuerg. Mee ech hunn och fonnt elo, déi Interventioen war ganz konstruktiv. Ech wollt awer just nach eng Kéier op dee Punkt zréckkommen, wou ech wierklech mengen, dass e Problem ass mat deem Projet de loi, wéi en eis elo zum Vott virgeluecht gëtt.

Dat ass dee konkrete Fall, wou Der richtegerweis sot, Här Minister, wann elo eng Persoun en Hausgang blockéiert, da kënt d'Polizei dohinner. Déi invitéiert deen Här oder déi Fra frëndlech, deen Hausgang ze verloossen. Déi Persoun mécht dat, oder mécht se et net, da geschitt dat par la force an da setzt de Polizist se, kommt, mir soen, an d'Mëtt vun der Strooss an da kéint eventuell – an dat muss jo och dann nach eng Kéier gekuckt ginn – ee vun de Streetworkere vun der Stad Lëtzebuerg mat där Persoun schwätzen, fir hir unzbedden, da mat an e Foyer ze goen.

Wann déi Persoun awer refuséiert, da kann de Polizist jo näischt méi maachen. Da geet de Polizist fort. Da geet déi Persoun sech an deen zweeten Hausgang setzen. D'Police gëtt erëm geruff an esou geet dat da virun, bis d'Police op eemol d'Flemm huet, an och déi Leit, fir iwwerhaupt d'Police ze ruffen.

Ech mengen, et ass do, wou dee grouse Schwaachpunkt vun dem Projet ass a wou ech wierklech fanen, dass eise Projet méi effizient ass: dass et muss kënnen méiglech sinn, wou wierklech eng Persoun zwee-, dräimol, nodeem se opgefuerdert ginn ass, en Hausgang ze deblockéieren, sech erëm an en

aneren Hausgang deplacéiert, nodeem d'Police dann och fort ass, eng Moosnam ze huelen, dass do d'Police dann awer kéint op eng Détention administrative zréckgräifen, just an deem dote Fall, en cas de récidive. Déi Méiglechkeet ass am Moment am Text net virgesinn.

An ech wollt Iech just d'Fro nach eng Kéier stellen, wéi Der do virgesitt ze reagéieren, well et geet jo schlussendlech hei och drëm – an ech mengen, all d'Kollegen hunn dat och gesot –, och der Police déi scho schwéier Aarbecht net nach méi schwéier ze maachen an haaptsächlech och der Police an deem Sënn net nach e bëssen d'Flemm anzedreien, dass se permanent Leit aus den Agäng eraushuelen, fir se dann eng hallef Stonn duerno an deem Agang niewendrun erëmfangen.

Merci fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck
un den Här Policeminister.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | A
majo, ech mengen, ech hunn dat schon a menger Ausféierung gemaach, dass et net un der Police, mengen ech, ass, e kranke Mënsch – wann et dat dann och nach wäert sinn – an eng Détention administrative ze maachen. Ech mengen, dass ass net d'Aufgab vun der Police. Mir mussen do no anere Léisunge sichen. Awer et kann net sinn, dass mer déi ewechspären an da vun der Police administrative mathuele loosse.

M. Laurent Mosar (CSV) | Et geet awer net hei
ëm krank Mënschen. Si si jo net all krank!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här
Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Amendements

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7909 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun der CSV-Fraktioun of, deen als Objet huet, am Artikel 1 en Artikel 5ter bäizefügen.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement Nummer 1 ass bei 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Kersch), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Den Artikel 1 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir stëmmen elo iwwert den Amendement Nummer 2 vun der CSV-Fraktioun of, deen als Objet huet, den Artikel 2 ofzeänneren.

Vote sur l'amendement 2

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer hei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement Nummer 2 ass och bei 25 Jo-Stëmme géint 35 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Max Hahn), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Den Artikel 2 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Text vum Projet de loi 7909. Den Text steet am Document parlementaire 7909⁷.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7909 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7909 ass bei 33 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Tess Burton), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan

Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Dan Biancalana) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Félix Eischen), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. Ordre du jour (suite)

Op Ufro vun der Regierung gëtt proposéiert, d'Sitzung vu muer de Mëtten um 14.30 emplaz 14.00 Auer unze-fänken. Ass d'Chamber mat dëser Propos averstanen? Den Här Clement freet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, Här President, merci fir d'Wuert. Ech muss soen, ech sinn driwwer informéiert ginn, wat d'Beweeggrënn dohannert sinn: Et gi 70 Joer gefeiert vun där éischter Sëtzung vun der CECA hei zu Lëtzebuerg. Dat ass sécherlech e wichtegen Dag an do kommen och héich Gäscht op Lëtzebuerg. Nichtsdestotrotz fannen ech et awer e bësse speziell, datt mer en Donneschden eng Conférence des Présidents haten, wou awer en Evenement, wat viru 70 Joer stattfonnt huet a wat da muer celebréiert soll ginn, jo sécherlech scho bekannt war. Virun allem, wann ech d'Gäschtelëscht vun deem Evenement kucken, sinn et sécherlech Leit, déi hir Pläng net eréischt haut oder gëschter gemaach hunn, soudatt ech et awer e staarken Non-respect vun der Chamber fannen, wat d'Regierung hei opféiert, fir haut eréischt ze froen, fir muer d'Sëtzung em eng hallef Stonn ze verréckelen.

Mir haten haut aus engem erkläerte Grond e bësse Wurrel am Programm, mee fir haut ze froen, fir d'Sëtzung muer em eng hallef Stonn ze verréckelen, just weinst engem Evenement, wat 70 Joer an der Maach war, fannen ech dann awer speziell an ech muss soen, datt mir eisen Assentiment dofir net kënnen ginn. Eng ganz konstruktiv Propos wär zum Beispill, datt mer d'Verfassung no vir géifen zeien, als éischte Punkt vum Ordre du jour, an datt mer da weiderhi kéinten um 14.00 Auer ufänken, fir dann uschléissend d'Declaratioun vun der Regierung ze héieren.

Ech weess, datt dat keng Majoritéit wäert fannen, mee dat ass awer weinstens eng konstruktiv Proposition vun eiser Säit.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Ech wëll just betounen, datt eebe gëschter d'Regierung nach net wouss, datt déi Reunion vu muer géif em eng hallef Stonn no hanne verréckelt ginn. Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass falsch.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här President. Wa mir froen, fir d'Sitzungen ze verréckelen, da sidd Der ëmmer dergéint, mat zynesche Remarken, ...

Une voix | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | ... wéi dat an der leschter Conférence des Présidents war. An ech kann där Proposition, déi den Här Clement mécht, am Numm vun eiser Fraktioun nëmmen zoustëmmen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Myriam Cecchetti freet och nach d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech soen och mengen zwee Viriedner Merci dofir, well ech stëmmen deem och zou. Da muss een en anere Punkt no vir huelen, dann huele mer den Debat hannendrun a mir fänken um 14.00 Auer un. Dat wier awer wierklech elo eng fair Léisung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Hei gëtt just gefrot, fir eng hallef Stonn de Programm vu muer no hannen ze verréckelen.

(Brouhaha)

Den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Ech wëll dann de Kolleegen hei op dëser Säit awer soen: An der Vergaangenheet, wa mer eng Verfassungsrevisioun haten, da war dat e feierlechen Event. Bei deenen dräi éischten Deeler, do hu mer heiansdo just dat gemaach an engem Nomëtteg.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An elo si mer amgang ze iwwerleeën, éischstens: Kënnt da fir d'éischt emol de Premier a mécht eng Declaratioun iwwer eng Impfflicht, déi net kënnt?

(Interruption)

Elo hu mer dann och nach déi Tatsaach, datt mer driwwer diskutéieren an hei feilschen: Wéini maache mer dann d'Verfassungsrevisioun?

Also, ech fanne schon, datt dat Behuele vun der Regierungskoalition weist, datt eigentlech déi Verfassungsrevisioun an hiren Aen iwwerhaupt kee Stelwäert méi huet wéi fréier, well soss géife se soen: „Ma da fänke mer domadder un an da schwätzt de Premier!“ Ech mengen, dat ass dat, wat normal wär, wann een dat kuckt, wat se an der Vergaangenheet gesot hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech wëll just soen, datt op Wonsch vun der Opposition d'Declaratioun vum Premierminister vun dem leschte Freideg verréckelt ginn ass.

(Brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Vun enger Partei vun der Opposition, Här President!

Une voix | Vun der gesamter Chamber!

Mme Martine Hansen (CSV) | D'Majoritéit war averstanen!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Ech froen dann elo d'Chamber: Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, Här President.

Plusieurs voix | Nee.

M. Fernand Etgen, Président | Da maache mer e Vott doriwwer.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth nach eng Kéier.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, Här President, mir sinn d'Chamber vu Lëtzebuerg. An do si Leit – ech kucken den Här Engelen –, déi fueren den Owend nach ouni Chauffer eng Stonn, bis se doheim sinn.

Mme Martine Hansen (CSV) | Méi wéi eng Stonn!

M. Gilles Roth (CSV) | Muer de Moie mussen déi um 8.00 Auer erëm hei untrieden. Ech géif Iech bidden, e bësse Respekt och vis-à-vis vum de Parlamentarier ze hunn. An Dir sidd net nëmmen de Sproochrouer vun der Regierung hei!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | A mir hunn elo nach eng Conférence des Présidents an e Bureau hannendrun. An ech fueren och eng Stonn mam éffentlechen Transport heem. Et ass einfach kee Respekt, dat do!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass vläicht nëmmen en Detail, Här President. Mee ech wëll awer d'Kollege vun där anerer Säit drun erënnere, dass eigentlech déi Deklaratioun hätt sollen de leschte Freide sinn an dass op Wonsch ...

(Brouhaha et interruption)

... nee, dass op Wonsch vun der CSV se op dës Woch verréckelt ginn ass. Ech wollt dat just soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet d'Madamm Lydie Polfer d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Polfer (DP) | Sou, ech mengen, et gëtt elo hei ganz vill polemiséiert an et ass net vill driwwer geschwat ginn, firwat dat dat do ass. Ob dat elo gëschter effektiv war, dat kann ech verstoen, effektiv, dat hätt ee warscheinlech och kënne virun enger Woch ... Bon, ech kann net ...

Ech wëll just soen, dat dat, wat muer hei an der Stad geschitt, awer wierklech ganz wichteg ass! Ech ka mech net erënnere, dat d'ganz Kommissioun jee hei war, d'ganz Kommissioun, déi hei op Lëtzebuerg kënnt, fir de 70. Anniversaire vun där éischter Sitzung vun der Haute Autorité vun der CECA ze feieren, ...

(Brouhaha)

Hei, ech wier just frou, wann Der géift nolauscheren! ... déi hei op déi Plaz kënnt, wou dat viru 70 Joer eebe stattfann huet, fir dat ze feieren; wou déi 27 Kommissären heihinnerkommen, an dat op Invitatioun vun der Regierung!

Ech fannen et dee Moment awer effektiv de Minimum, dat de Premier an eng Rei Membere sécher vun der Regierung, wat ech elo net weess, mee de Premier op alle Fall, an den Ausseminister doudsécher och, dat déi effektiv dat iergendwéi honoréieren. A wann dofir, fir eng hallef Stonn, hei esou einfach polemiséiert gëtt, ech muss soen, dat ass awer wierklech wéineg Respekt vis-à-vis vun deem Schrëtt, deem d'Kommissioun hei mécht, déi

heihinner kënnt, fir hei zu Lëtzebuerg ze éieren, dat en fait alles hei an dem Gemengenhaas vun der Stad Lëtzebuerg viru 70 Joer ugefaangen huet. Dofir hunn ech wéineg Verständnis!

M. Max Hahn (DP) | Ganz richtig.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann huet den Här Clement nach eng Kéier d'Wuert gefrot an duerno den Här Wiseler.

(Brouhaha et interruptions)

Une voix | ... elo si mer gläich eng hallef Stonn amgaangen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Also mir kënnen eis elo esou vill opreegen, wéi mer wëllen, dat bréngt eis net weider. Ech mengen, mir hunn hei op eiser Säit ganz kloer eng Bereitschaft gewisen, fir den Ordre du jour esou ze änneren, dat en d'Regierung accomodéiert, dat d'Regierung kann op deem wichtige Evenement derbäi sinn. An esouwäit ech weess, ass d'Chamber net op deen Evenement invitéiert, deementspreechend kann d'Chamber muer hir Aarbecht normal maachen zu deenen Auerzäiten, déi d'Conférence des Présidents en Donneschden arrêtiert huet.

Dann änneren mer den Ordre du jour. Mir hunn haut zweemol den Ordre du jour geännert. Da kënne mer och muer den Ordre du jour änneren, ouni dat mer müssen nach eng Kéier eis Horairen duercherneepuchen. Well jo: Eng hallef Stonn méi spéit ufänke mëttes heescht, dat mer eng hallef Stonn méi laang siegieren owes, heescht, dat mer den Dag drop och erëm um 8.00 Auer müssen hei sinn. An et gëtt nun emol Deputéierter, déi ouni Chauffer musse bis an den héijen Norden, ...

(Brouhaha)

... an den déiwe Süden, an den déiwen Osten oder an den déiwe Weste fueren. Et wunnt net jiddwereen an der Stad.

An ech mengen, dat et eng ganz rasonabel Approche wär ze soen: Da passe mer eisen Ordre du jour un. Mir hu jo duerno eng Conférence des Présidents. Wann déi dann den Aval muss ginn, da ka se dat maachen. Mee op alle Fall, einfach esou eng hallef Stonn méi spéit unzefänken, just well et der Regierung muer passt, dat kënne mir net matdroen!

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech nach dem Här Claude Wiseler d'Wuert an da schlësse mer dee Punkt of.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt am Fong ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Här Mars Di Bartolomeo?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, hie wäert mer mat Freed de Virrang loosene. Ech hunn eng gutt Nouvelle: Déi Propos, fir d'Verfassung virzezéien, déi gëtt duerchaus méiglech. De Premier kënnt dann esou séier bei eis an d'Chamber, wéi déi wichteg Receptioun eriwwer ass. Domat brauche mer net méi ze streiden.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An ech soen dem Premier Merci fir dat Entgéintkommen. A mir maachen dat, wann de President an d'Conférence des Présidents dat wëllen, da fänke mer mat der Verfassung un.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt! Merci.

Vote sur la modification de l'ordre du jour

M. Fernand Etgen, Président | Ass d'Chamber mat där modifizierter Propos, wéi den Här Mars Di Bartolomeo et elo virgeschloen huet, averstanen?

Wien derfir ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Dann ass et esou decidéiert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Wéi gutt, dass d'Bréifdauwen nach fléien.

14. 8006 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du nouveau bâtiment du Centre hospitalier de Luxembourg

M. Fernand Etgen, Président | De leschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8006 iwwer d'Finanzéierung vum neien CHL-Gebai. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 8006 handelt et sech ëm e weidere wichtige Projet, deen derzou bäidroen wäert, eise Spidolssecteur op de leschte Stand vun dem medezinesche Fortschritt an dem Confort fir de Patient ze bréngen.

Deen heite Projet ass e ganz deiere Projet, gi mer der Regierung dach, wa mer derfir stëmmen, den Accord, fir iwwer eng hallef Milliard Euro, genau ..., kommt, mer soen, 555 Milliounen Euro, all Taxen abegraff, zu dem CHL-Neibau bäizetroen. Dëst Gebai wäert um Site vun der fréierer Maternité entstoen. De Kredit stellt de staatlechen Deel vum Invest duer. Mee dorop kommen ech nach kuerz zrëck.

Mam Projet wäerten d'Servicer vum Centre hospitalier regroupéiert ginn, déi haut am aktuelle Spidolsgebai vum CHL ugebuede ginn, souwéi déi medezinesch Déngschter, déi an der Eecher Klinik ugesidelt sinn. Och eisen Häerzzentrum, den INCCI, wäert an deem neie Gebai ënnerbruecht ginn.

Folgend Zuelen dierften d'Envergure vum Projet ënnersträchen: Dat neit Spidolsgebai wäert 12 Etagen zielen, dovun 3 ënnerierdesch. D'Spidol wäert, wéi bis elo, 474 Better hunn, dovun 20 fir den INCCI. D'Zuel vun den Zëmmeren wäert bei 378 leien, dovun zwee Drëtzel Eenzelzëmmer. 78 Plaze sinn am Hôpital de jour virgesinn. De Projet begräift 18 OP-Bléck. An den Urgencé wäerte bis zu 315 Patienten den Dag kënnen empfaange ginn. An am Parking sinn iwwer 400 Parkplaze virgesinn.

An der Kommissioun hu mer d'Diskussioun gefouert, ob dese Projet, wéi mer en elo finanzéieren, net kéint a Kollisioun mam Virage ambulatoire kommen. No den Erklärungen vun der Regierung kann ee soen, dass dat net de Fall ass. Mir brauchen déi Strukturen op jidde Fall, déi mer am Moment hunn, dat ëmsou méi, well d'Populatioun weider wiisst. Allerdéngs kënne mer op där anerer Säit eng Entwécklung beobachten, dass d'Durée moyenne de séjour ëmmer méi erofgeet an dass den Ambulatoire an de Spideeler an ausserhalb vun de Spideeler zouhëlt.

D'Gebai wäert via Passerell u bestoend Annexe vum aktuelle Spidol ugebbonne ginn. Dës Annexe ginn dann och entspreechend ëmorganiséiert. Do kommen zum Deel administrativ Déngschter, Gardenzëmmer

fir d'Dokteren, awer och Formatiounsräim an de Laboratoire dran.

Da sinn och Ëmbauarbechten am Gebai virgesinn, dat haut vum CHL un den LTPS, also de Lycée technique pour professions de santé, verlount ass. Wann den LTPS bis erausgeplënnert ass, kommen do weider administrativ Servicer vum CHL dran.

Dat aktuell Spidolsgebai wäert nom Bau vum neie Gebai net méi benotzt ginn. Wat domadder geschitt, ass am Moment nach net kloer. Dat selwecht géllt fir déi Echer Klinick, wou och nach net feststeet, wéi dat Gebai soll an Zukunft genotzt ginn.

Fest steet dogéint, datt dat neit CHL-Gebai d'Häerzstéck vum Spidolskomplex op der Areler Strooss wäert sinn. Nieft dem neie Gebai mat den zwou Annexen, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn, sti jo do och nach d'Kannerklinick an déi nei Maternitéit.

Leeft alles no Plang, sollen d'Arbechten Enn 2022 ufänken. Esou ass et eis jiddefalls an der Santéskommissioun gesot gi vun de Responsabele vum Projet. D'Zil ass et, den Neibau Enn 2028 opzemaachen.

Nun zum Käschtepunkt. Wéi gesot, mat dësem Gesetz kritt d'Regierung d'Erlabnis, fir 556 Milliounen Euro an dat neit CHL-Gebai ze investéieren. Dat läit jo wäit iwwer där 40-Milliounen-Grenz, wou ee kee Gesetz muss maachen. Also, an deem heite Fall muss mer jiddefalls e Gesetz maachen. D'Spidolsgesetz vun 2018 erlaabt et dem Staat, 80 % vum Käschtepunkt ze iwwerhuelen, soudatt 20 % vun der CNS iwwerholl ginn, fir op en Total vu 694 Milliounen Euro ze kommen.

Mee och dee Montant entsprécht nach net dem gesamte Käschtepunkt vum Projet. Verschidden Dealer ginn nämlech weeder iwwer de Spidolsfong nach iwwer d'CNS bezuelt. Dat géllt zum Beispill fir de Parking, d'Geschäfte, d'Cafeteria oder nach Raimlechkeeten, déi d'Doktere fir Consultatiounen notzen. Dësen Deel gëtt vum CHL iwwer eege Mëttele finanziert bezéiungsweis duerch Recetten aus deene Strukturen, soudatt de gesamte Montant vum Invest bei 821 Milliounen Euro wäert leien.

Zu den Arbechten an der Santéskommissioun: De Bauprojet ass der Kommissioun den 3. Mee 2022 presentéiert ginn. Kuerz drop, den 13. Mee, ass de Projet deponéiert ginn. De Staatsrot huet säin Avis den 28. Juni ginn an de Rapport ass bei enger Enthaltung de 7. Juli ugeholl ginn.

D'Chamberskommissioun, op Initiativ vum Kollege Claude Wiseler, hat gefrot, fir Detailler iwwer déi laufend an déi fällg Investitiounen, wat de Spidolsfong ugeet, ze kréien. Déi krute mer. Deen Tablo weist, dass ganz zolidd Investitiounen an deenen nächste Joren op eis zoukommen, eng Gesamtvergure vu geplangten, zum Deel sech am Bau an a Planung befännende Projeten, déi no bei der Zwou-Milliarden-Grenz läit. An do, mengen ech, ass et wichteg, drop opmierksam ze maachen, dass mer drun denke mussen, fir dee Spidolsfong esou anstänneg wéi nëmme méiglech ze speisen, fir dass mer alleguer déi dote Projete kënne stemmen.

A sengem Avis huet de Staatsrot d'Fro opgeworf, wéi eng Bestëmmung d'Gebailechkeete vum LTPS géifen an Zukunft kréien. Sollt dat Gebai nämlech net fir d'Spidol renovéiert ginn, da kéint dat net mat Mëttelen aus dem Fong finanziert ginn. Wéi awer virduu schonns erkläert, konnte mer deenen doten Awänn vum Conseil d'État begéinen doduerch, dass feststeet, dass et e Gebai ass vum CHL. Also, an deem Gebai vum CHL ginn Adaptatiounen gemaach, an déi falen dann ënnert de Fong.

Am schrëftleche Rapport ass och e Resümee vum deene verschiddenen Avisen ze fannen. Deemno steet dësem Projet nom Vott vun haut näischt méi am Wee, an dat am Interêt vun där beschrëmglecher Prise en charge vum Patient an den Aarbechtskonditiounen vum deene Leit, déi am CHL schaffen.

Dat gesot, soen ech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Reporter Mars Di Bartolomeo.

Als éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Wiseler ageschriwwen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech soen och dem Mars Di Bartolomeo Merci fir seng Rapporten, déi e gemaach huet.

De CHL kritt en neit Gebai an d'Experten hu jugéiert, datt dat elo noutwendeg ass. Wann en neit Gebai kënnt, da gëtt gekuckt, wéi hei och proposéiert, dat Gebai deem entsprechen ze loossen, wat haut standesgeméis ass, wat haut enger moderner Medezinn entsprécht, an zwar: eng Konzentratioun vun all deene wichtegen Deeler op enger Plaz, soudatt d'Korrespondenzen dotéschent sénnvoll a richtig sinn, d'Kreatioun vun Unité-fonctionnellen, déi och weesentlech sinn an der haiteger Medezinn, och déi kuerz Weeër, esou wéi d'Gebai architektonesch concevéiert ass, respektiv d'Prise en charge globale, déi ka gemaach ginn, Heliporten, déi fir eng modern Medezinn och direkt verbonnen si mat deene Servicer, déi a sech Urgenz kënne maachen, flexibel Konstruktionskonzepter, déi et och erméiglechen, an nächste Zukunft Extensiounen ze maachen, an dann och eng durabel Aart a Weis fir ze bauen, an energiespuerend a wéineg CO₂ ausstoussend Anlage bannendran.

Alles dat ass sénnvoll an dat sinn och déi positiv Säite vun deem Gebai, déi eis erlaabt ginn, well et och e ganz neit Gebai ass, also kee Reamenagement muss gemaach ginn, a well schlussendlech awer 820 Milliounen hei zur Verfügung gestallt sinn. An 820 Milliounen, dat muss ech soen, dat ass awer en décke Batz! Dat sinn aacht Lycéeën, déi mer hei gebrauchen, fir ee Spidol ze bauen. Dat si vill Suen, dovunner sinn der 556, indexéiert, déi mer hei iwwer de Staat zur Verfügung stellen.

Dat gesot, géif ech awer gär e puer Remarque mache ronderëm dëse Projet. De Mars Di Bartolomeo huet et gesot, mir hunn effektiv vun der Santé de Fonds pluriannuel kritt. A wann ee kuckt an deem Fonds pluriannuel, da gesäit een, datt 1,5 Milliarde bis 2 Milliarden Depensen an deenen nächste Joer dra sinn un Investissemter an nei Gebaier. Dat ass enorm! Dat ass also net nëmme de CHL mat senge 556 Milliounen, et ass och d'Spidsidol, wat haut mat 450 Milliounen drasteet. Ech weess net, wat da schlussendlech de Präis vum Spidsidol wäert sinn. Et ass den HRS, deen en neien Tuerm kritt. Et steet och d'Rehaklinick hei nach dran, also wierklech ganz zolidd Depensen, déi an deenen nächste sechs, siwen, aacht, néng Joer gemaach ginn.

Haut gëtt de Fonds hospitalier 37 Milliounen d'Joer aus. Dat ass op jidde Fall d'Indikatioun, déi mer fir 2021 kruten, 37 Milliounen d'Joer. Dee Volume wäert awer staark an d'Luucht goen, wann ech all déi Depensë kucken, déi fir déi nächst sechs, siwe Joer geplangt ginn, quasiment 2 Milliarden, déi do geplangt ginn. Wa mer haut nëmme 37 Milliounen d'Joer ausginn, da wësse mer, datt mer dee Volume, dee järeleche Volume, mussen an deenen nächste Jore massiv an d'Luucht setzen, fir datt mer et fäerdegbréngen, och déi ganz Investissemter do ze maachen.

An doropshin hunn ech zwou Froen oder zwou Saachen, déi ech wollt soen.

Éischtens, de Programme pluriannuel vum Staat, do ass meng Fro: Wéi passt déi Vervierfachung oder Verfënnefachung vun den Investissemter, déi elo aus dem Fonds hospitalier an deenen nächste Jore wäerte kommen, an de ganze Programme pluriannuel vum Staat? Packe mer dat an där Rapiditéit, wéi et elo hei annoncéiert gëtt? An ech wär frou, wa mer eng Kéier kéinten an der Finanzkommissioun mat deenen heite Päck nu wierklech déi Investissemter vum Staat, net nëmme an deenen nächsten dräi, véier Joer, wat de Pluriannuel normalerweis ass, mee och iwwer déi Joren eraus kucken. Well déi Engagemter, déi mer haut maachen, dat si jo net nëmme Engagemter, déi elo an deenen nächsten dräi, véier Joer gemaach ginn, mee déi Konstruktiv vum dësem Spidol wäert eis nach eng ganz Rei Joren hannendru beschäftegen, soudatt et weesentlech ass, datt een och mat deene schon decidéierten Investissemter kann en Ausbléck maachen iwwer dat, wat an deene Joren duerno geschitt, fir sécher ze sinn, datt een alles am Grëff behält.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass, datt mer virun enger Rei Joren e Rapport vun der Cour des comptes haten iwwer d'Gestion financière bei de Baute vum Santésministère. An dee Rapport, esou wéi e sengerzäit ausgesinn huet, dat war am Fong eng Katastroph, wat d'Gestioun vun den éffentleche Suen ugeet. Elo gesi mer, datt hei de Volume vun den éffentleche Sue massiv an d'Luucht gesat gëtt an deenen nächste Joren an datt e vum Ministère opgestockt gëtt.

An ech froen am Fong, Madamm Ministesch: Fir esou eng Gestioun ze maachen, wéi Dir dat an deenen nächste Joren an Ärem Ministère musst mache fir déi Investissemter, déi op eis zoukommen, do wär et natierlech weesentlech, wa mer déi Gestionsstruktur vum Ministère respektiv ronderëm de Ministère och esou opgestockt hätten, datt Dir kënnt garantéieren, datt déi Suen och op déi Aart a Weis ausgi ginn, datt se korrekt ausgi ginn, datt Der och de Contrôle kënnt maachen an datt mer net a fënnef, sechs Joer erëm esou e Rapport vun der Cour des comptes kréien, wat d'Gestioun vun deem Fong ugeet. Dofir mengen ech, datt mer och déi Diskussioun eng Kéier missten an der Chamber féieren.

Meng zweet Saach, dat ass, datt ech malgré den Erklärungen vum der Regierung nach net iwwerzeegt sinn, datt mer hei eng Korrespondenz zwëschent deem hunn, wat d'Spidol bitt, an deem, wat déi modern Medezinn am Ambulatoire soll maachen. Well ech denken awer, datt do nach eng Diskussioun noutwendeg ass, fir déi Repartitioun téschent engersäits dem Ambulatoire an anerersäits dem Hospitalier ze maachen.

Meng drëtt Remark, dat ass déi, datt een hei effektiv kéint profitéieren, vu datt den INCCI nach hei integréiert gëtt an den CHL, fir eng Reflexioun iwwer d'Governance vun dem INCCI respektiv vun den allgemenge Service-nationalen ze féiere fir sécherstellen, datt och jiddwer Spidol muss kënne profitéieren a muss kënne participéieren un der Gestioun vun deene Services nationaux.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo, mee dat ..., nee, ech hu jo och net de Contraire gesot. Ech hu gesot, ech wär net onfrou, wa mer kéinten am Generellen, net nëmme beim INCCI, déi do Diskussioun matenee féieren.

A meng lescht Remark, dat ass déi vun de 400 Parkplazen, wou ech soen: Dat kléngt zwar elo no vill, mee wann ech kucken, bei ronn 450 bis 500 Better a bei iwwer 2.300 Leit, déi do schaffen, an haapt-sächlech och Infirmierspersonal respektiv Personnel médical, déi jo 24 Stonnen op 24 schaffen, wou den

öffentlechen Transport net ëmmer fiert an déi net ëmmer, aus ville Grënn, sech kënnen op dee verlossen, a wann ech dann och gesinn, wéi et haut fonctionéiert respektiv wéi d'Visiteure ronderëm de CHL esou, wéi et haut ass, heiänsdo Problemer hunn an net ëmmer kënnen den öffentlechen Transport benotzen, da froen ech mech, ob déi Konzeptioun do duergeet, fir just 400 Plaze bei esou en enormt Gebai ze setzen, an ob der Iech do net selwer Gestionsproblemer siche gitt.

Dat gesot, ginn ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dese Projet. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här Präsident. Kollegeinnen a Kollegen, virop dem Rapportier villmools merci fir säi mëndlechen, awer och säi schréfftleche Rapport. Während der Pandemie hu mir festgestallt, datt eis Spideeler et net ëmmer erlaben, d'Fluxe vun de Patiente vuneneen ze trennen. Dat wier wichteg gewiescht, fir d'Covidpatiente vun dem Rescht vun de Patienten, déi fir aner Behandlungen am Spidol hu misse sinn, ze trennen. Et ass duerch des Situatioun derzou komm, dass verschidde Rendez-vous vu Patienten an eise Spideeler hu misse vertaagt ginn. Dat sollt an Zukunft verhënnert ginn a muss och eng vun de Léiere sinn, déi mir aus der Coronakris zéien. D'Trennung vun de Fluxe gehéiert onbedéngt zu den Haaptuuforderungen un en zäitgeméisst Spidol.

De Finanzement vun engem neie Spidolskomplex fir de CHL gëtt eis d'Méiglechkeet, e Spidol ze bauen, dat de moderne medezinneschen an hygieeneschen Ufuerderunge gerecht gëtt. Dozou gehéiert nottamment e logesche Parcours, deen de Besoine vun de Patienten entsprécht. Dese muss fleissend sinn, mat méiglechst kuerzen Distanzen, an och e gewësente Mooss un Intimitéit soll am Mëttelpunkt stoen. Ech schwätzen d'Intimitéit un, well nach Patientenzëmmeren am aktuelle Gebai vum CHL iwwer keng eegen Toilette verfügen, mee d'Patiente sech hir Toilette mussen aneren deelen. Dat entsprécht net méi den hygieenesche Standarde vun haut a gëtt mat dem neie Projet aus der Welt geschaaft.

Do dernieft wäert dës Gebai d'Krittäre vun der Nachhaltigkeit respektéieren an am Sënn vun der Digitaliséierung modern Technologien an den Déngscht vum Patient a vum Personal stellen. Dat ass duerch aus ze begrëissen.

Alles an allem, et ass scho gesot ginn, soll dat neit Spidol 820 Milliounen kaschten. 75 Milliounen ginn eleng fir d'Equipement an d'Apparater bereetgestallt.

Obwuel mir als DP-Fraktioun engersäits en neit, modernt Spidol begrëissen, muss ee sech anerersäits awer och d'Fro stellen, wéi sech dësen neie Spidolskomplex an d'Konzept vum Virage ambulatoire, deen d'Regierung jo och virundreiwe wëllt, afüge wäert, eng Fro, déi de Collège médical, wéi de Rapportier et gesot hat, a sengem Avis zum Projet de loi opgeworfen huet an déi ech och an der Kommissioun gestallt hat. Schliesslech ass d'Iddi vum Virage ambulatoire déi, fir eng Rei vu medezinnesche Behandlungen an Ënnersichungen ausserhalb vum Spidol a méi klengen, dezentrale Strukturen ubidden ze kënnen, dës, fir dem Patient eng besser Disponibilitéit an Accessibilitéit ze garantéieren an d'Spideeler ze entlaaschten, déi sech dann nottamment op hir Käraufgaben an op méi komplizéiert chirurgesch Agrëffer fokusséieren kéinten.

Wa mer niewent dem Secteur hospitalier och de Secteur extrahospitalier férdere wëllen, da mussen mer natierlech och iwwert de Finanzement vun dësen zwee complementairé Secteuren schwätzen. An do stelle sech fir d'Zukunft nach eng ganz Rei Froen: Kënn et duerch de Virage ambulatoire zu enger Verdeelung vum Budget, deen de Moment nach an d'Spideeler gestach gëtt? Missten net och d'Käschte vun de Spideeler erofgoen, wa mer Behandlungen an Ënnersichungen ausserhalb vum Spidol a manner käschtenintensive Strukturen ubidden? Oder kënn et duerch de Virage ambulatoire zu zousätzleche Käschten? A wa jo, wien dréit dann des zousätzlech Käschten?

All des Froe stelle sech am Kader vum Virage ambulatoire a mussen an eisen Aen nieft der Diskussioun ëm de Fonds hospitalier, deen elo schonn ugeschwat ginn ass, och diskutéiert ginn.

Här President, en effikasse Gesondheetssystem brauch niewent kompetentem Personal natierlech och modern Infrastrukturen. Mam Finanzement vun engem neie Gebai fir de CHL leed mir genee dofir e wichtige Grondsteen, fir de Patienten déi beschméiglech Versuergung an engem Spidol bidden ze kënnen.

D'Demokratesch Partei hofft awer, datt nieft de grouse Spidolsinfrastrukturprojeten den Ausbau vum Extrahospitalier net vernoléissegt gëtt. An Zukunft mussen mir nämlech och op méi kleng Strukturen setzen, déi d'Soins primaires méi accessibel an disponibel maachen, dat fir jiddereen an iwwerall am Land.

Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci ...

(*Brouhaha et hilarité*)

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Hei ginn d'Nimm gewieselt.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här Präsident. De Rapportier, deem ech hei och wëll Merci soe fir säin exzellente Rapport, ass jo schonn op sämtlech technesch Detailler vum neien CHL-Gebai agaangen. Duerfir wëll ech mech méi op de generelle Kader – op d'Philosophie am Fong – konzentréieren, an deem dese Projet ze gesinn ass.

Et ass wichteg ze verstoen, datt et hei ëm eng Moderniséierung geet, déi vun dem CHL, deen, wann dat neit Gebai bis fäerdeg ass, jo scho säi 50. Anniversaire wäert hanneru sech hunn. D'Moderniséierung imposéiert sech deemno absolutt. Et ass awer keng Extensioun, an et ass wichteg, deen Ënnerscheid ze maachen.

Well firwat gëtt de CHL net gläichzäitig vergréissert? Dat kéint ee sech jo vläicht froen, schliesslech wiest eis Populatioun permanent. Eng kloer Äntwert op des Fro gëtt déi nei Carte sanitaire, déi d'Gesondheitsministesch d'lescht Woch presentéiert huet. Dat Dokument weist interessant Fakten:

Éischtens, den Taux d'occupation vun den Akutbetten an de Spideeler louch am Joer 2019 bei 78 %. Mir sinn also wäit ewech vun engem kriteschen Taux. Mir hunn eng gutt Marge. An déi Marge ass och eng vun den Ursachen, aus deene mer esou gutt duerch d'Pandemie komm sinn.

Zweetens, d'Zuel vun de medezinneschen Akte geet permanent an d'Luucht, parallel zu der Croissance vun der Populatioun.

Drëttens, tëscht de Joren 2010 an 2019 ass d'Zuel vun den Hospitalisatiounen an der Dagesklinik ëm 6,7 % an d'Luucht gaangen, woubäi d'Zuel vun de Sejoursen an der Hospitalisatioun awer stabil blouf, trotz dem Bevëlkerungswuesstum. En plus maachen am Joer 2019 d'Openthalter an der Dagesklinik 45 % vun allen Hospitalisatiounen aus.

Véiertens, och an der Chirurgie ass den Ambulatoire amgang staark ze klammen an en ass mëttlerweil op engem Taux vu bal 70 %.

Fazit: De sougenannte Virage ambulatoire ass längst Realitéit, d'Kéier ass geholl. An déi Zuele soen eis kloer, datt eis Politik net kann doranner bestoen, fir just nei Better opzustellen, mee datt mer dee Virage ambulatoire weiderhi mussen begleeden. Mir brauchen ugepasst State-of-the-Art-Raimlechkeeten, déi des Entwécklung férdere an hir net am Wee stinn. Mir müssen also moderniséieren, amplaz ze expandéieren. A genee dat geschitt jo mam Projet vum neien CHL-Gebai.

An natierlech wäert de Virage ambulatoire sech och baussent de Spideeler entwéckelen, favoriséiert duerch déi zwee Projets de loi, déi d'Gesondheitsministesch am Mee deposéiert huet. Deen ee Projet mécht et méiglech, datt a Strukture baussent de Spidolsgebaier gréisser Apparater wéi zum Beispill IRMen hikommen, verdeelt op bis zu zéng nei Sitten uechter d'Land, ënnert der Bedingung natierlech, datt e Lien tëscht där Struktur an engem Spidol besteet. Dat ass fir eis vu kruzialer Bedeutung, well dat reegelt zum Beispill d'Garden duerch d'Dokteren, d'Organisatioun vun den Urgenceservicer oder och nach de Suivi thérapeutique vum Patient. Deen zweete Projet de loi mécht et méiglech, datt Dokteren an aner medezinnesch Berufler sech an neie Gesellschaftsformen zesummeschlëssen, fir gemeinsam Praxissen opzemaachen.

Déi zwee Texter gehéieren zesummen, soudatt sech an Zukunft ënnerschiddlech Spezialisten op enger Plaz kënnen zesummendinn an op där selwechter Plaz da schwéier Apparater wéi eeben IRMen an aner an den Asaz kommen, wa fir deen Deel vun där Praxis eng Zesummenaarbecht mat engem Spidol besteet.

Fir d'Spideeler bedeit dat, datt se an Zukunft natierlech hir Roll behalen, mee och, datt se sech besonnesch op déi méi schwéier Fäll kënnen konzentréieren, wou eeben eng oder méi Iwwernuechtungen néideg sinn, déi net ambulante kënnen behandelt ginn.

A wa mer e Problem hunn, dann ass et sécher net dee vun der Bettenzuel. Et feelt net u Better, mee et feelt u Personal. An et besteet absolutt keen Zweifel drun, datt do Efforte mussen gemaach ginn, a Saachen Ausbildung, dat ass extrem wichteg an do lauschtere mer ganz gutt op den Terrain, mee och a puncto Aarbechtskonditiounen. An ech denken do zum Beispill un d'Remuneratioun vun de Garden, wou ech frou sinn, datt d'Gesondheitsministesch annonciéiert huet, datt et do weidergeet.

Vocatiounen férdert een awer och mat moderner Infrastruktur. An do sinn ech dann erëm zrëck beim CHL-Gebai.

Här President, wa mer gutt duerch d'Pandemie komm sinn, war dat net just wéinst enger gewësener Zuel u Better, mee virun allem wéinst dem Asaz vum Personal, dat um Terrain geschaff huet. An duerfir gesinn ech dat neit Spidolsgebai net nëmmen am Interêt vum Patient, mee och vum Personal, dem Personal vun haut a vu muer. All Invest an e gudden a

performante Gesondheetssystem, all Invest a modern Infrastrukturen an a gutt ausgebild an engagéiert Personal ass en Invest an d'Gesondheet vun all de Patienten, vun deene mam décken an deene mam méi klengen Portmonni.

Duerfir steet d'LSAP an duerfir ginn ech natierlech och den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cloener. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Ech weess, et ass scho spéit an Dir gitt gären heem. Mee ech mengen, 556 Milliounen Euro si schonn derwärt, dat een de Projet awer kommentéiert an e puer Iwwerleeungen dozou ausdréckt.

Dir wésst, de rasante medezinneschen an technesche Fortschrétt setzt natierlech viraus, dat d'Spidolsinfrastrukturen a gewëssenen Ofstänn moderniséiert oder eebe carrement nei gebaut ginn, wa Lëtzebuerg den Uschloss un déi international Qualitéitsnormen net wëllt verpassen. An ech mengen, dat ass d'Zil vun eis alleguer. Dobäi muss ee jo wëssen, dat de Liewenszyklus vun engem Spidol net méi esou laang ass wéi fréier, eebe grad wéinst dem Fortschrétt. E bedréit haut nach just an der Moyenne 20 bis 30 Joer, wat d'Erausfuereungen natierlech erhéicht.

Ëm d'Steigerung vun der Qualitéit geet et dann och haut bei dësem Projet, beim Neibau vum Zentralgebai CHL, deen et soll erlaben – de Mars Di Bartolomeo huet d'Detailer erkläert an duerfir och e grouse Merci –, kuerz ausgedréckt, sämtlech Gebaier ze regruppéieren, ënnerschiddlech an zum Deel och nei Funktiounen a Servicer ënner engem Daach zesummenzebréngen, eng interdisziplinär Approche ze férdere an Synergien ze schafen.

Doriwwer eraus soll och d'Capacitéit vun den Urgencé vun 200 op 315 Consultatiounen am Dag erhéicht ginn. Wann ee weess, wéi grouss d'Engpäss a verschiddenen Urgencé mëttlerweil sinn, da weess een och, dat d'Erhéijung vun dëser Capacitéit ganz sécher net vu Muttwëll ass.

Ech wéilt awer dann och betounen, dat an deem Kontext séchergestallt muss ginn, dat de Flux vun de Patienten a Patientinne gutt organiséiert gëtt, dat en effikass muss oflafen an dat déi betraffe Persounen esou séier wéi méiglech an de richtege Service orientéiert musse ginn a keng Zäit d'äerfe verléieren.

En anere wichtegen Aspekt ass fir eis dann awer och d'Patientefrëndlechkeet vun der Infrastruktur, déi iwwer vill natierlecht Licht, frëndlech Faarwen an en agreabele Bauseberäich muss verfügen. Am Fachjargon schwätzt een hei vun „healing environment“ oder heeler Architektur, déi entscheidend zum Wuelbefannen an och zum Heelungsprozess vun de Patientinnen a Patiente bäidroen kann. Schuedstofffräi Mauerer, Miwwelen an Apparater sinn dobäi en absolute Must.

Net manner wichteg ass, dat d'Medezinner an d'Fleegepersounen, déi am Spidol schaffen, an dat ass och scho vu Virriedner betount ginn, fir hir liewensrettend Aktivitéit unerkannt ginn a geschätzt ginn. An och do kann d'Architektur munches bewierken.

Wat d'Architektur vun dësem Projet betrëfft, esou entsprécht se all deene Krittären an Ufuereungen, déi ech elo opgezielt hunn. Et ass en zäitgeméisst a patientefrëndlecht Konzept, wat mer komplett ënnerstëtzen. An als Gréng si mer och iwwerzeegt, dat modern Strukture wéi dës d'Attraktivitéit vun eisem Spidols wiesen erhéijen a méi héichkaräteg Medezinner op Lëtzebuerg zéien. Et ass jo net, wéi wa mer se net géife brauchen.

Här President, u sech stellt d'Planung vun esou engem Projet den zoustännegen Architektbüro virun eng duebel Erausfuereung. Engersäits geet et jo ëm d'Konzeptioun an ëm d'Planung vun de Raimlechkeeten, déi ech elo beschriwwen hunn. Et geet awer och drëms, en zäitgeméisst Offall-, Waasser- an Energiekonzept ze integréieren, wat alle Krittäre vun der Nohaltegkeet muss entsprechen. Dat et onëmgänglech ass, och an de Spideeler bei der Energieversuergung op Erneierbarer ze setzen an domat onofhängeg vu fossilen Energien ze ginn, versteet sech vum selwen.

Den zweete Volet, deen den Architektbüro dann awer och betrëfft, ass dee vum Budget. Ganz kloer, et geet drëms, e fiabele Budget opstellen an deen dann och ze respektéieren. Et geet drëms, déi geplangt Zäitschinn beim Bau anzehalen an den Oflaf vun den Aarbechten ze iwwerwaachen, fir Baufeelere ze verhënneren.

Dir Dammen an Dir Hären, no de Problemer, déi am Kader vum Projet vum neie Südspidol opgetaucht sinn, kann ee Lëtzebuerg als „gebrannt Kind“ bezeichnen. Dir wésst, wat ech mengen. Laut der initialer Planung sollt d'Südspidol seng Dieren am Joer 2023 opmaachen, mee leider huet de Verwaltungsrout vum CHEM de Vertrag mam éisträichesche Grupp Health Team Europe mëttlerweil, an zu Recht, gekënnegt an de Grondstee konnt dowéinst och bis haut nach net geluecht ginn. Dëst, well et un enger Detailplanung gefeelt huet, well de Risiko vu Méikäschte par rapport zum gestëmmt Finanzéierungsgesetz ëmmer méi grouss ginn ass a well keng Iwwerwachung vun de Bauarbechte virgesi war. D'Resultat ass, dat d'Spidol seng Diere viraussichtlech net virun 2030/31 kann opmaachen. Dat ass eng Verspéidung vu ganzer siwen, aacht Joer. An duerfir kann een hei vun enger Geschicht vu „Pleiten, Pech und Pannen“ schwätzen, wéi e Journalist sech ausgedréckt huet.

Dëse Projet vum Südspidol muss eis eng Léier sinn an et ass dorop, wou ech eraus sinn. Ech sinn zouversichtlech, a meng Fraktioun och, dat bei dësem Projet en zuverlässigen an e ganz fiabele Partner den Zouschlag kritt huet. Dat ass op alle Fall eis grouss Hoffnung. A mir sinn och iwwerzeegt, dat dorop ganz vill Wäert geluecht ginn ass. Ëmmerhi geet et jo ëm bal 556 Milliounen Euro, déi vum Staat finanzéiert ginn, an zousätzlech och nach 138 Milliounen, déi op d'Spidol selwer wäerten entfalen.

Dësen Invest ass natierlech grouss. En ass awer komplett justifizéiert, well en der öffentlecher Gesondheitsversuergung zeguttkënn. An duerfir stëmme mer dëse Projet de loi mat.

Ech wéilt awer ofschléissend dann och nach d'Remark maachen, déi och virdu scho vun Här Wiseler a vun anere gemaach ginn ass. Och eis ass et wichteg, dat de Budget vun de Spideeler eigentlech d'selwecht behandelt gëtt wéi d'Budgeten, déi aus dem Fonds du rail, Fonds des routes an och vu Bâtiments publics investéiert ginn. Dir wésst, dat den zoustännegen Minister zweemol am Joer, et kann ee soen all sechs Méint, an d'Comexbu kënn, fir de Suivi vun den Aarbechten ze presentéieren an d'Chamber opzeklären, wou d'Projeten dru sinn, wat geännert huet a wéi et mat der Finanzéierung vun den Deelappenen ausgesäit.

Mir mengen, dat et eng interessant Approche wär, fir och de Spidolsfong an déi do Diskussioun matanzebezéien, och eng Diskussioun doriwwer an der Chamber ze féieren, well et ass jo net, wéi wann de Spidolssecteur eis manner wichteg wär wéi all déi aner Secteuren, déi hei ëfters zur Diskussioun stinn, wat d'Budgeten ubelaangt. Dir sidd oppen dofir, Madamm Minister, dat freet eis ganz besonnesch. A mir

si frou, dat mer dann an Zukunft do wäerten an déi Richtung goen, déi mer scho laang prônéieren als Gréng.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a wënschen Iech eng gutt Nuecht.

(Exclamations et hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänke wëll ech dem Här Mars Di Bartolomeo en häerzleche Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass op eng gewësse Manéier scho beandrockend, dat een hei als Vollektverrieder an net méi wéi fënnf Minutte säin Avis zu engem Gesetz ofgëtt, wat d'Land Honnerte Milliounen Euro kascht. Meng Virriedner hunn dat meescht gesot, duerfir wëll ech mech elo méi op en anere Punkt konzentréieren.

Den demografesche Wuesstum vun eisem Land vollzitt sech a Rekordtempo. An dobäi komme mer net derlaanscht, eis liewensnoutwendeg Infrastrukturen ofzedecken, sief dat Schoulen, Stroossen, d'Gesondheitsversuergung, Alters- a Fleegeheimer an nach villes méi. Mir gesinn allerdéngs ëmmer méi, dat mer dësem Rekordwuesstum ëmmer méi nolafen an net méi hannendrukomen, sief dat finanziell, zäitlech oder awer och personell.

Mir schwätzen haut iwwer e Spidol. Et geet dobäi awer net duer, dat mer e fantastescht Gebai dostoen hunn, mir mussen dëst och mat qualifiziertem Fachpersonal besetzen. Dëst an Zukunft ze stäipen, ass eng Entwécklung, déi eis Suerge mécht. Rezent gouf eis virun Ae gefouert, wéi séier et goe kann, dat e Service an engem Spidol carrement seng Diere muss zumaachen.

Wann een zum Beispill mat de concernéierte Leit schwätzt, ech denken do besonnesch un d'Nordspidol, da weess een, dat si händérend no Doktere sichen a frou sinn, all Dokter, deen och nëmmen hallefweegs eng vun eisen dräi Sprooche kann, anzestellen.

Wou huet Lëtzebuerg schonn net mat Rekrutierungsproblemer ze kämpfen? Bei der Police, an eise Schoulen, am Gesondheitssecteur, beim Handwierk, am Staat allgemeng. Mir steieren tatsächlech op eng Entwécklung zou, wou den normale Fonctionnement vum Land net méi ka séchergestallt ginn. Mir lafen dësen Entwécklung wéi an engem Hamsterrad handendrun.

Selbstverständlech gi mir och eisen Accord zu dësem Gesetzesprojekt. Mir komme guer net derlaanscht, mir kënnen net op esou Investitiounen verzichten. Et ass ze hoffen an ze wënschen, dat bei där Héicht, deem Volume vun Euroen, déi mer hei investéieren, net nach eng Käschtenexplosioun derbäikënn – well dat wësse mer, souwäit ech weess, all haut net. Ech wëll awer den Däiwel net un d'Wand molen! Ech wéilt, ech hätt Onrecht a mir géife bei deene 556 Milliounen bleiwen. Mee ech fäerte ganz, dat geet eis net an d'Rei.

Ech wëll awer nach eemol hei ausdrécklech betounen, dat dëst Land net derlaanscht kënn, fir sech zäitno eeschhaft – a mat de Fakten, déi elo schonn um Dësch leien – mat der Wuesstumsdebatt auserneezenesetzen, enger Debatt, déi scho mäi Kolleeg, de Gast Gibéryen, 2015 an de Vierdergrond gestallt hat. Dës Debatt ze ignoréieren wär warscheinlech ee vun de gréisste Versäumnisse, déi mer eisen nofolgende Generatiounen, eise Kanner an eise Kandskanner, këinten undoen.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass jo e Projet, wéi et oft ass: Wat de Projet méi déck ass, wat et ëm méi déck Montante geet, wat d'Diskussioun u sech méi kleng ass, well mer eis meeschtens eens sinn. An ech mengen, dat ass och haut net anescht.

Mir sinn eis alleguerten eens, datt mer e Virage ambulatoire brauchen. Mir sinn eis alleguerten eens, datt mer eise Gesondheetssecteur mussen stärken. Mir sinn eis och, wann ech d'Riede vu menge Virriedner esou héieren hunn, alleguerten eens, datt de CHL an där Form, wéi en am Moment fonctionéiert – opgedeelt op verschidde Gebaier, déi net propper matenee verbonne sinn, déi och schonn e gewëssenen Alter hunn –, net méi de Wee an d'Zukunft ass.

An ech mengen, duerfir ass et och ganz flott, datt mer hei e Projet hunn, dee modulaire soll gebaut ginn. Ech mengen, am Gesetz nenne se dat e „life cycle hospital“, also e Gebai, wat wuesse kann, wat sech verännere kann, e Spidol, wat sech op wiesselnd Besoinen adaptéiere kann. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer fir d'Zukunft brauchen. Well haut Kafisazieserei ze bedriewen an ze mengen ze wëssen, wat mer an 20 oder an 30 Joer brauchen – an esou e Gebai steet nun emol e puer Joerzénge –, dat géif kee sech méi zoutrauen.

Wann ee virun 20 oder 30 Joer gefrot gi wär, fir e Spidol zu Lëtzebuerg ze bauen, hätt keen dru geduecht, datt mer iergendwann eng Kéier vill méi grouss Isolatioun misste maachen. Et hätt keen dru geduecht, datt mer eng Kéier an enger globaler Pandemie wären, wou op eemol ënner ganz anere Bedingunge misst operéiert ginn, ënner anere Bedingungen un de Patiente géif geschafft ginn. A genau duerfir ass et wichteg, datt mer eis an Zukunft kënnen u variabel Situatiounen upassen.

Dat Zweet, wat ech absolutt begréisst kann, ass déi direkt Ubannung un d'Heliporten. Dat ass eppes, wat um Kierchbiereg immens begrëssenswäert ass: vum Heliport quasi direkt an de Bloc opératoire. Dat soll dann och elo endlech beim CHL de Fall sinn. Mir wësen, déi zwee hu méttlerweil gläichzäiteg Dëngscht, mee awer, jee no Disponibilitéit gétt een nach ëmmer an dat eent oder an dat anert Spidol bruecht, wann et haart op haart kënnt. A grad wann ee bedenkt, datt den INCCI jo awer am CHL ugesidelt ass an datt et grad bei Häerzproblemer op all Sekonn, net nëmme op all Minutt, ukënnt, ass dat eppes, wat e grouss Progrès ass.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Dann, wa mer iwwert déi Ubannung schwätzen, da schwätze mer natierlech iwwert déi kuerz Weeër. Ech mengen, d'Gesetz huet dovunner geschwat. Och am Rapport ass dovunner geschwat ginn. E grouss Merci nach fir de Rapport. Et ass jo e bëssen eisen übleche Rapportier fir alles, wat Santé ass, deen eis erëm en extensiven a ganz gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport gemaach huet.

Kuerz Weeër heescht awer och, an dat huet och de Claude Wiseler virdrun, mengen ech, gesot, datt d'Leit, déi an d'Spidol kommen, mussen e kuerze Wee hunn. Dat ass sécherlech de Fall, wann een an der Stad wunnt, an et gi jo Pläng, fir och den öffentleche

Verkëier nach besser unzebannen un de CHL an Zukunft. Mee et dierf net nëmme fir déi Leit aus der Stad sinn. De CHL ass en nationale Kompetenzzenter. Mir mussen, wa mer scho vu „médecine holistique“ schwätzen, och vun enger „politique holistique“ schwätzen. A mir mussen de CHL esou ubannen, datt d'Patientinnen an d'Patienten, d'Visiteurs, awer och d'Personal zu deenen Auerzäiten, wou se dann dohinnerkommen, och kënnen op Alternativen zum Individualverkëier zrëckgräifen.

Wie rezent eng Kéier am CHL war, dee weess, datt et ëm d'Parkplatzsituatioun do net besonnesch gutt bestallt ass. Dat läit u ganz ville Facteuren. Mee et ass sécherlech ee vun de Facteuren, dee mer mussen ugoen. An ech stinn elo net hei fir ze soen: „Mir mussen méi Parkhaier bauen!“, mee mir brauchen eng besser Ubannung un den öffentlechen Transport. A mir mussen eis virun allem och d'Fro stellen: Wéi fonctionéiert den öffentlechen Transport fir déi Leit, déi Schichte schaffen? Well fir e Spidol ass et inhärent, datt do Schichte geschafft ginn. Fir e Spidol ass et inhärent, datt do Leit och virum Ufank vun enger Schicht mussen do sinn, fir Saachen ze maachen, an och deelweis no enger Schicht nach mussen do sinn. Dat heescht, och do mussen mer an Zukunft nach investéieren. An ech hoffen, datt dat gemaach gétt.

Schlussendlech kann ech just hei eisen Accord gi fir dëse Projet, e Projet, deen iwwerfälleg ass a wou ech frou sinn, wann den éischte Stee läit, den éischte Spuetestéch gemaach ass. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministeresch Paulette Lenert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Ech si frou, dass dëse Projet Zoustëmmung fënnt. Et ass en ambitiöse Projet an engem Beräich, deen, wéi mer alleguerten, mengen ech, spëtstens mat der Pandemie verstanen hunn, systemrelevant ass, och käschtenintensiv. Wann een e Spidol plant, dann huet dat en anere Käschtepunkt wéi eng Schoul oder wéi e Centre culturel. Dat ass inhärent dozou. D'Präsideierecht spillt natierlech hei och eran. Wa mer vum Bau schwätzen, da weess een, dass, wann een op laang Jore plant, een och do Iwwerraschunge kritt, déi normalerweis net an déi gutt Richtung ginn. Et gétt seele méi bëlleg, effektiv.

Moderniséiere muss och sinn, dat ass gesot ginn. Iergendwann ass et iwwerfälleg. Et kann een net éiweg weiderpléischteren. A mir sinn an där Situatioun, wou eng Rei vun eisen Akutspideeler wierklech mussen nei gebaut ginn. Dat ass hei d'Ambitioun, dass eppes, wat lues a lues gewuess ass, sech ausgedeeent huet, och iwwer verschidde Sitten, erëm beienebruecht gétt, modern beienebruecht gétt, am Interêt vum Patient. Dat ass déi éischt Suerg.

Mir wëllen eng gutt Qualitéit ubidden, souwuel wat d'Wuelbefanne vum Patient ugeet, et soll ergonomesch gutt fonctionéieren an einfach sinn. D'Wuelbefannen dréit zu der Geneesung bäi. Mee et soll natierlech och vum technesche Standpunkt aus un leschte Stand sinn. Mir wëllen also Plateau-techniquen hunn, déi den neisten Uspréich vun der Fuerschung entsprechen, de leschten Exigencen eebe gerecht ginn.

De Suivi – dat ass ugeschwat ginn –, wa mer vun deene Budgete schwätzen, do gétt et engem schonn dronken. Dat si ganz, ganz héich Montanten. Mir hunn dee Sujet och schonn an der Kommissioun ugeschwat, och an der Comexbu. Et ass eis Ambitioun, ons intern och an Zukunft nach méi professionell opzestellen. Wa mer vun der Gestiou vum esou Projekte schwätzen, da

brauch een natierlech déi néideg Moyenen. Ech sinn do ganz zouversichtlech, dass dat och bei de Kolleegen an der Regierung a generell politesch Zoustëmmung wäert fannen. Mir sinn amgaangen, de Commissariat aux hôpitaux och auszubauen, ze evaluéieren, wat et genau brauch, fir dës Servicer méi kräfteg fir d'Zukunft opzebauen.

An och an der Transparenz vis-à-vis vun der Chamber hat ech scho mäin Accord ginn. Do hu mer och schonn ugefaangen, fir hei wierklech zweemol d'Joer an d'Comexbu ze kommen an an aller Transparenz oppenzeleeën, wou mer dru sinn, eng Vue op d'Zukunft ze ginn. Dat kënnen mer och gären, wéi et gefrot ass, zesumme mat enger Finanzkommissioun maachen oder och an der Santéskommissioun. Et ass sécherlech mäi Wonsch, hei esou transparent wéi méiglech ze sinn.

Et geet ëm essenziell Investissementer, déi eise Budget wäerte grevéieren an Zukunft. Do mussen mer alleguer zesumme Verantwortung huelen. Dat si Montanten, déi net kënnen fir aner Saachen ausgi ginn. An däss muss ee sech bewosst sinn. Dofir rennt Der bei mir oppen Dieren an, wann Der do den Echange frot. Dat ass eng enorm grouss Verantwortung, och op eiser Säit, esou Montanten ze investéieren. A mir sinn natierlech och frou, fir dat transparent oppenzeleeën.

Virausschauend, wann een op esou en Zäithorizont plant, si verschidde Saachen ugeschwat ginn. Ech denken effektiv un d'Mobilitéit. Ech wënsche mer, dass mer 2030 – dat ass d'Deadline, déi hei gesat ass, wou dee Bau soll fäerdeg sinn – e Mobilitéitskonzept hunn, wat vill méi optimal ass, wéi dat haut ass. Dat misst jo eis Ambitioun als Land sinn. Dat sinn nach vill Joren! Ech ginn dovun aus, dass mer bis dohin dach awer eng nach vill besser Ubannung un den öffentlechen Transport hunn. Dat misst eigentlech d'Zilsetzung sinn, an net onbedéngt méi Parkhaier. Dat ass op alle Fall, denken ech emol, d'Ambitioun, wou mer alleguerten zesummen drop hischaffen.

De Virage ambulatoire ass och ugeschwat ginn. Dat ass eppes, wou mer scho vill Progrès gemaach hunn, dat weist déi lescht Carte sanitaire, mee wou nach ganz vill Loft no uewen ass. Dofir ass grad an deem heite Projet jo och fir bannent dem Spidol de Virage ambulatoire wichteg. Och do wëlle mer de Patient net stationär halen, wann et anescht geet. An op där anerer Säit ass et deen anere Projet de loi, wou mer och schonn d'Geleeënheet haten, an der Kommissioun driwwer ze schwätzen, wou mer och ausserhalb vun de Mauere vum Spidol fir eng ganz Rei Dëngschtleeschunge méi no wëllen un de Patiente bleiwen.

Dann och eeben eppes, wat hei staark grevéiert, dat ass de Plateau technique, wou mer wierklech Qualitéit wëllen erakréien, beschtméiglech Instrumenter ubidden fir eis Patienten hei zu Lëtzebuerg. Am Generelle sinn d'Qualitéit an och d'Nohaltegkeet am Bau eppes, wou mer eis derzou verpflichtet hunn. Dat kascht leider nach ëmmer méi deier, wéi wann een et traditionell mécht. Mee et ass d'Ambitioun hei, wierklech an déi Richtung ze goen an der Zäit idealerweis viraus ze sinn.

An deem Sënn kann ech nëmme begrëssen, dass de Projet esou gutt ugeholl ginn ass. Vun eiser Säit aus kënnen mer eis op alle Fall nëmme felicitéiere fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer mat den Acteuren haten. Déi hu ganz gutt mat eise Servicer zesumme geschafft. Ech hoffen a wënsche mer, dass mer keng Iwwerraschungen en cours de route kréien. Dat gesäit sech am Moment ganz gutt un, soudass ech zouversichtlech sinn, dass dat och professionell esou kann oflafen, wéi et geplangt ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8006. Den Text steet am Document parlementaire 8006³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8006 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8006 ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8006 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Léon Gloden), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf,

Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Martine Hansen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Kersch), Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz), M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain, Chantal Gary (par M. Marc Hansen), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Ma dann ass et esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 21.27 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Avocat de l'enfant	6361	Roy Reding	92	Manque de places libres dans les maisons relais	6627	Martine Hansen, Max Hengel, Paul Galles	96
Efforts déployés dans le cadre de la scolarisation des enfants et jeunes réfugiés ukrainiens	6444	Myriam Cecchetti	93	Rupture de stock de certains médicaments	6635	Martine Hansen, Claude Wiseler	96
Listes d'attente des maisons relais	6477	Marc Goergen	93	Contrat avec fournisseur de gaz naturel	6641	Marc Goergen	97
Stratégie climatique « Fit for 55 »	6504	Gusty Graas, Max Hahn	94	Médicaments génériques	6648	Octavie Modert	97
Limitation de l'utilisation de l'eau potable	6528	Marc Goergen	95	Réduction de la demande d'énergie de l'État et des communes	6655	Marc Goergen	98
Ventes d'herbicides	6579	Martine Hansen	95	Chambres à café	6660	André Bauler	98
Coût de location du nouveau stade de football	6588	Fred Keup	96	Vaccin Monkeypox	6661	Sven Clement	99
Fermeture des stations de GNC	6600	Fred Keup	96				

Avocat de l'enfant | Question **6361** (16/06/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

Duerch d'Reform vum Scheedungsgesetz, déi am Juni 2018 an der Chamber ugeholl gouf, hunn d'Kanner d'Méiglechkeet, sech un de Familjeriichter ze adresséieren, wa si Ännerunge beim Suergerecht verlaangen. De Riichter huet dann d'Méiglechkeet, de Kanner ee „Kanneraffekot“ ze ginn, deen hir Interesse verdeelegt. De Barreau bitt eng Formatioun un, fir kënne Kanneraffekot ze ginn. Allerdéngs gëtt et um Site vum Barreau just lückenhaft Informatiounen zu dëser Ausbildung. Och de Parquet ass, sou ass eis zu Ouere komm, net an der Lag, verschidde wichteg Froen zu dëser Ausbildung ze beäntweren. Et gëtt an dëser Saach keng vollstänneg Transparenz, obschonns et hei ëm Informatiounen vun effentlechem Interesse gëtt.

An deem Zesammenhank hunn ech folgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. No wéi enge Krittären erfollegt d'Selektioun vun de Kandidaten, déi wëlle Kanneraffekot ginn?
2. Wat fir Fächer a Sujete ginn an deenen eenzele Modulle vun der Formatioun behandelt?

3. Musse sech d'Kandidaten um Enn vun dëser Ausbildung engem Examen oder enger Prüfung ënnerzéien?

4. Geet d'Madamm Minister dervun aus, datt eng Formatioun vu grad emol aacht Stonnen (4 Modullen zu jee zwou Stonnen) duergeet, fir kënnen d'Funktioen vun engem Kanneraffekot auszeüben?

5. Wat ass dat genau Zil vun dëser Formatioun?

6. Op wéi enger legaler Basis ass et engem Mannerjärege verbueden, sech een Affekot ze wielen, deen dës Formatioun net hannert sech bruecht huet?

Réponse (28/09/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Affekoten, déi un der Formatioun zum Kanneraffekot vum Stater Barreau wëllen deelhuewen, mussen e Bréif un de Bâtonnier riichten, an deem si hir Motivatioun detailléieren, firwat si Kanneraffekot wëlle ginn. D'Plaze vun der Formatioun si limitéiert, fir ee konstruktiven Austausch tëscht de Formateuren an den Affekoten ze erméiglechen. D'Aschreiwunge fir d'Formatioun ginn zougemaach, esoubal de Maximum vu Participante sech ageschriwwen huet.

ad 2. D'Formatioun zum Kanneraffekot ass op 2 Joer opgedeelet.

Am éischte Joer mussen d'Affekote 4 bis 5 Modulle vu jeeeweils 2 Stonnen Formatioun ofschléissen. Folgend Sujete ginn an den eenzele Modulle behandelt:

- Aspects du droit international privé
- L'enfant devant le juge aux affaires familiales
- L'OKaju : présentation et action
- L'encadrement social de l'enfant : la médiation et les différentes thérapies
- L'accueil de l'enfant
- Le juge de la jeunesse
- Le rôle du Parquet jeunesse et du SCASS
- La prise en charge professionnelle des abus sexuels
- L'avocat de l'enfant et les parents
- L'avocat de l'enfant et son client
- L'avocat de l'enfant et les tiers professionnels

Am zweete Joer bitt de Barreau eng „journée de formation, follow-up“ vun 8 Stonnen un. An dëser Opfrëschungsformatioun ginn d'Kanneraffekoten iwwert Aktualitéitssujete forméiert an Ateliere mat erfuerenen Affekote ginn organiséiert. E Kanneraffekot muss un

dëser Optrëschrungsformatioun deelhuelen, wann en op der Lëscht vun de Kanneraffekoten ageschriwwen wëllt bleiwen.

ad 3. D'Affekoten, déi un der Formatioun zum Kanneraffekot deelhuelen, mussen keen Examen schreiwen. D'Participatioun un den eenzelen Modulen vun der Formatioun ass obligatoresch, fir op d'Lëscht vun de Kanneraffekote vum Barreau ageschriwwen ze ginn.

ad 4. Weeder de Barreau, nach de Justizministère kënnen den Affekoten, déi d'Formatioun zum Kanneraffekot net gemaach hunn, verbidde Kanner viru Geriicht ze verrieden. Et ass dem eenzelen Affekot iwwerlooss, a wéi enge Domainen hien exerceiere wëllt. Falls een Affekot awer net genuch Kenntniss an engem Domaine huet an trotzdem an deem Beräich exerceiert, dann exposéiert hien sech deontologesche Strofen duerch de Bättonnier.

De Justizministère begreist, dass de Stater Barreau dës Formatioun ubitt a gesäit an hir een Atout, well se net nëmmen déi juristesche Kenntniss vun den Affekoten oprëscht, mee och wichteg Kenntniss am Beräich vun der Kannerhëllef vermëttelt a fir een Echange mat de betroffenen Acteuren aus dem Secteur suert.

ad 5. D'Zil vun der Formatioun zum Kanneraffekot ass et, d'Affekoten, déi an deem Beräich schaffen, gezielt ze forméieren, well dës Matière oft net op den Universitëten ënnerriicht gëtt. Et sinn net nëmmen juristesche Kenntniss gefuerdert, mee och Kenntniss an anerem Domainen. D'Kanneraffekoten hunn och d'Obligatioun, hir Kenntniss am Kader vun der „formation permanente“ vum Barreau ze verdéieren.

ad 6. Et steet engem Mannerjärege fräi, säin Affekot ze wäelen. De Mannerjärege kann entweeder een Affekot wäelen, deen d'Kanneraffekotformatioun vum Barreau ofgeschloss huet oder een Affekot wäelen, deen dës Formatioun net ofgeschloss huet. An der Praxis kënn et oft vir, dass d'Mannerjäreger selwer een Affekot beoptragen, ouni dass d'Geriicht een Affekot fir de Mannerjärege bestëmmt, da steet et och dem Riichter fräi, een Affekot ze wäelen, deen d'Formatioun zum Kanneraffekot ofgeschloss huet oder net. De Barreau stellt de Riichter eng Lëscht zur Verfügung, wou all d'Kanneraffekoten agedroe si mat den Domainen, an deene si spezifesche exerceieren (Familljerecht, Strofrecht fir Mannerjäreger, Jugendschutz) an och hire jeeeweilige Sproochkenntniss.

Efforts déployés dans le cadre de la scolarisation des enfants et jeunes réfugiés ukrainiens | Question 6444 (04/07/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Dans le contexte du conflit ukrainien, de nombreuses personnes ont pu trouver refuge au Luxembourg.

Parmi les réfugié.e.s ukrainien.ne.s, des enfants et jeunes en âge de scolarisation ont été scolarisé.e.s au Luxembourg depuis le trimestre dernier.

Il m'importe d'obtenir de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse des informations concernant les conditions et moyens mis en place pour assurer la scolarisation des réfugié.e.s ukrainien.ne.s et de savoir à quelle mesure les efforts déployés jusqu'à présent par le Ministère de l'Éducation nationale auront été efficaces.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre a-t-il d'ores et déjà consulté les services et instances de scolarité aux niveaux

communal et national afin de dresser le bilan des efforts déployés pour assurer la scolarisation des réfugié.e.s ukrainien.ne.s ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les données relatives à la proportion des enfants scolarisés au total par commune et par école fondamentale et le cas échéant par lycée dans les différentes communes ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes au total ont été engagées afin de prendre spécifiquement en charge l'encadrement des élèves ukrainien.ne.s ?

4) Quelles sont les missions et la définition des tâches exactes de ce personnel ?

5) Quelle est la proportion de ce personnel spécifique par commune et par école fondamentale et le cas échéant par lycée implantés dans les différentes communes ?

6) Sous quel(s) statut(s) ce personnel spécifique est-il engagé ? Veuillez spécifier la nature et la durée des contrats de travail en cours ainsi que les tarifs de rémunération appliqués.

Réponse (28/09/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

L'offre scolaire à l'intention des enfants et jeunes réfugiés ukrainiens est principalement organisée par les six écoles internationales publiques ainsi que par l'École nationale pour adultes (ENAD).

Tant à l'enseignement fondamental (EF) qu'à l'enseignement secondaire (ES), les écoles internationales publiques ont mis en place des classes d'accueil à langue véhiculaire anglaise pour élèves ukrainiens. Le choix de l'anglais s'est imposé par le fait que la majorité des élèves ukrainiens apprennent cette langue dès la 3^e année d'études. Depuis le début de la guerre en Ukraine fin février 2022, un total de 846 élèves ukrainiens ont été inscrits dans une des écoles internationales publiques et à l'ENAD.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour la raison évoquée plus haut, le nombre d'inscriptions dans l'enseignement fondamental au niveau communal a été plus limité. Aux parents des élèves du cycle 1, une inscription à l'école fondamentale de leur lieu de résidence a été proposée. Si la grande majorité des élèves d'âge préscolaire (3-5 ans, cycle 1 de l'école fondamentale luxembourgeoise) ont été inscrits à l'école fondamentale de leur commune de résidence, seul un nombre restreint de parents ont opté pour une scolarisation de leurs enfants de la tranche d'âge de 6 à 12 ans à l'école fondamentale de leur commune de résidence.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En vue de soutenir les équipes pédagogiques dans la scolarisation des enfants réfugiés ukrainiens dans les écoles fondamentales communales, mon ministère a recruté 207 agents supplémentaires pour le troisième trimestre de l'année scolaire 2021-2022. Ces agents ont été engagés par le biais d'un contrat de travail à durée déterminée pour chargés de cours de l'enseignement fondamental. Le contrat prémentionné définit les tâches des agents recrutés, à savoir :

- 1) l'organisation et la mise en œuvre des activités prévues à l'article 2 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays ;
- 2) l'aide et l'assistance aux enfants réfugiés ukrainiens dans leur classe d'attache ;

3) l'aide et l'assistance aux élèves en général ;

4) le suivi des travaux d'approfondissement et de répétition préparés par le titulaire de classe pour les élèves ;

5) l'animation des récréations ;

6) la gestion pédagogique du groupe d'élèves en matière de discipline et de sécurité, dans le respect des gestes barrières indiqués ;

7) la surveillance 10 minutes avant le début et dix minutes après la fin des cours ;

8) la concertation avec les titulaires de classe ;

9) le remplacement temporaire du personnel enseignant.

La répartition des agents recrutés s'est faite en fonction du nombre d'arrivées d'élèves réfugiés ukrainiens dans les différentes directions de région dès le début du mois de mars et une projection des futures arrivées fondée sur une analyse de l'accueil des réfugiés. La répartition des agents sur les écoles fondamentales était assurée par les directions de région en concertation directe avec les acteurs locaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour les écoles internationales publiques, la répartition des agents ressort du tableau ci-dessous.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Par ailleurs, afin de faciliter la communication entre les parents des élèves et le personnel des écoles, 54 médiateurs interculturels ont été recrutés.

Les missions des médiateurs interculturels sont définies par règlement grand-ducal :

« Le rôle du médiateur interculturel est d'intervenir à la demande des personnes concernées pour :

- a) faciliter l'accueil scolaire et rassurer l'élève lors du premier contact avec l'école ;
- b) fournir aux parents des informations sur le système scolaire luxembourgeois et les activités parascolaires ;
- c) aider à établir un bilan scolaire des élèves et informer le personnel des écoles de l'enseignement fondamental et secondaire sur leur système scolaire d'origine ;
- d) traduire oralement ou par écrit des informations à l'intention des parents d'élèves ou de l'enseignant, notamment lors de réunions avec les parents ;
- e) aider à trouver des solutions en cas de désaccord ;
- f) travailler en partenariat et accompagner l'élève au besoin ;
- g) organiser, en dehors de la période des cours, des activités culturelles, sportives et d'engagement communautaire pour les élèves et les y accompagner. »¹

« Les médiateurs interculturels sont engagés soit sous le régime de l'employé de l'État, soit sous celui du salarié au service de l'État. Ils sont classés dans la carrière qui correspond à leur diplôme. L'indemnité du médiateur interculturel est fixée en fonction de son diplôme et conformément à la législation en vigueur pour les employés occupés dans les administrations et services de l'État. »²

Listes d'attente des maisons relais | Question 6477 (13/07/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

„Wir werden nicht alle in den Maisons relais aufnehmen können“, esou titelt „l'essentiel“ en Artikel vum

¹ Article 6 du règlement grand-ducal du 10 mai 2012 déterminant les modalités de recrutement, de classement et de rémunération des médiateurs interculturels au service de l'éducation nationale.

² Article 4 du règlement grand-ducal du 10 mai 2012 déterminant les modalités de recrutement, de classement et de rémunération des médiateurs interculturels au service de l'éducation nationale.

2. Juli. D'Regierung huet jo decidéiert, dass dës Zort Betreuungsstrukturen an Zukunft solle gratis ginn. Dës Decisioun wäert mam Gesetzesprojet 7986, deen den 12. Juli an der Chamber gestëmmt gouf, realiséiert ginn.

Allerdéngs, an esou gouf et an der Chambersitzung gesot, kënnen net all Familjen Usproch vun deem gratis Service huelen, well et, jee no Gemeng, an de Maison-relais keng Plaze méi gëtt. A verschiddene Gemenge si 500 Kanner op de Waardelëschten, fir ugeholl kënnen ze ginn. Dës Situatioun blockéiert d'Elterendeeler, déi fir d'Betreiung vun hire Kanner selwer opkomme mussen. Gläichzäitig ass d'Gläichheit vun de Chancë fir d'Kanner am aktuelle Kontext net garantéiert, well de Prinzipp gëllt: Wer zuerst kommt, mahlt zuerst. Schliisslech huet d'effentlech Petitioun N° 2061 net fir näischt als Titel gehat: „Ënnerstëtzung fir d'Elteren, deenen hir Kanner NET an eng Maison relais ginn“.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Bildung an Interieur dës Froe stellen:

1. De Minister hat op d'Fro N° 6162 geäntwert, dass de Staat keen Abléck op d'Waardelëschte vun de Maisons relais hätt, well dës vun den eenzele Gestionnaire gefouert ginn. Gläichzäitig finanziert de Staat dës Strukturen awer all Joer mat Milliounebeträg. Wéi wëll d'Regierung den Impakt vun hirer Politik verstoen, wann se emol net d'Demande fir dës politesche Moossnam identifizéiere kann?

Am Fall, wou een an der Tëschenzäit awer Donnéeën zu der Waardelëschte sollt hunn: Wéi grouss sinn aktuell d'Waardelëschten, opgelëscht no Gemeng, a wéi vill Maison-relais feelen aktuell, opgelëscht no Gemeng?

2. Gedenkt d'Regierung, iergendeppes um nationale Plang ze ënnerhuelen, fir dass d'Kanner am ganze Land Usproch op eng Plaz an der Maison relais kënnen hunn, onofhängeg dovunner, a wéi enger Gemeng se wunnen?

3. Wéi fënnt d'Regierung d'Iddi, dass Elteren, déi ee schrëftleche Refus krute fir eng Plaz an enger Maison relais, op d'mannst d'Sue vum d'Mëttegiessen, dat jo hei gratis ass, vum Staat oder der Gemeng ausbezuelt géife kréien?

Réponse (21/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Taina Bofferdig**, Ministere de l'Intérieur

Esou wéi d'Kand an d'effentlech Schoul geet, ouni dofir mussen ze bezuelen, soll och d'Kand ab dem 12. September 2022 d'Méiglechkeet kréien, fir e fräien Accès zu de Bildungs- a Betreuungsstrukturen ze hunn. Gutt Bildung an Zukunftschancë fir d'Kanner solle keng Fro vum Portemonnaie vun den Eltere sinn. Dëst ass eng grondsätzlech Fro, mat där d'Regierung de Wäert vun der nonformaler Bildung nach eng Kéier ënnersträicht.

Et ass net ugeduecht, fir den Eltere vu Kanner, déi net vun dëser Offer profitéieren, eng Kompensatioun zoukommen ze loossen.

Mir erlaben eis doriwwe eraus, dem honorabelen Deputéierten nach eng Kéier grondsätzlech d'Attributiounen an de Rôle vun Staat am Beräich vun der Kannerbetreiung an Erënnung ze ruffen.

Den Educatiounsministère ass engersäits fir de gesetzleche Kader an d'Qualitéitssécherung an-entwécklung am Beräich vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen zoustänneg. Anerersäits dréit de Staat zum Finanzement vum Bau vun de Gebaier an der Offer bäi.

D'Entwécklung vun der Offer läit an der Hand vun de Gemengen, déi zesumme mat konventionéierten

Acteuren eng Offer opbaue kënnen, an an der Hand vu privatrechtlechen Acteuren.

Den nonformale Bildungsberäich besteet deemno net nëmmen aus Maison-relais, dat heescht Betreuungs- a Bildungsstrukture fir Schoulkanner, déi ënnert der Gemeng als lokalem Entscheedungsträger opgebaut ginn, mee dozou zielen och aktuell eng 111 Foyers de jour, déi vu privaten Träger gefouert ginn, an 387 Dageselteren, déi och Schoulkanner kënnen encadréieren. A verschiddene Gemenge maachen d'Foyeren an d'Dageseltere bis zu 30 % vun der nonformaler Bildungsoffer fir d'Schoulkanner aus.

An de leschte Jore si vill Efforten ënnerholl ginn, fir der grousser Demande vun den Elteren no enger Betreuungsplaz fir hir Kanner nozekommen. Zanter der Aféierung vum Chèque-service accueil (CSA) am Joer 2009 huet de Secteur insgesamt eng Progressioun vun ongeféier 400 % um Niveau vun de Plazen ze verzechnen (cf. Rapport d'activité MENJE 2021). Aktuell sinn ongeféier 35.000 Kanner, déi der Schoufflicht ënnerleien, an enger nonformaler Bildungsstruktur ageschriwwen (Juni 2022).

Mat Ausnam vum Pandemiejoer 2020 hëlt d'Zuel vun de Beneficiaire vum CSA am Schnëtt nach ëmmer pro Joer ëm 4 % zou, iwwerdeems d'Zuel vun de Plazen, déi de Kanner um nationale Plang zur Verfügung gestallt ginn, am Schnëtt pro Joer ëm 3 % klëmmt.

An all Gemeng gëtt et an der Tëschenzäit op d'mannst eng Maison relais, dat heescht eng konventionéiert Struktur, wou d'Schoulkanner encadréiert ginn. Net all Gemeng huet privat Foyers de jour an Dageselteren op hirem Territoire. Et ass gewosst, wou wéi eng nonformal Bildungsstrukturen ugesidelt sinn. Bekannt sinn och hir Kapazitéit an d'Zuel vun de Kanner, déi am Laf vum Mount betreit gi sinn. Vu datt eng Plaz duerch méi Kanner ka besat ginn, seet den Taux d'occupation, dee méi héich ass wéi 100 %, näischt direkt aus iwwert de Bedarf un zousätzleche Plazen. Et kënnen deemno Strukture ginn, déi en Taux d'occupation vun 100 % hunn an awer nach fräi Plaze hunn, well eng Plaz vun zwee oder méi Kanner besat ka ginn. Par contre kënnen mir doraus awer sécher schléissen, datt, wann eng Struktur méi Plazen huet wéi Kanner, déi betreit ginn (den Taux d'occupation läit ënner 100 %), se sécher nach fräi Plazen huet. Laut dëser Berechnung hu mindestens 67 % vun de konventionéierte Strukture fir d'Schoulkanner nach fräi Plazen. Um Niveau vun de private Foyers de jour sinn et mindestens 46 %, déi laut eise Berechnungen nach iwwer fräi Plaze verfügen (Juni 2022).

Et ass deemno net esou, wéi wann ee vun enger genereller Penurie vu Betreuungsplazen zu Lëtzebuerg schwätze kéint.

D'Erklärungen, firwat an deene Gemengen, wou d'Auslaaschtung vun de Betreuungsstrukturen un hir Limite stéisst, net zum Beispill privatrechtlech Strukturen d'Offer iwwerhuelen, si villfälteg an u lokal Gegebenheete geknäppt. Ee vun de Grënn, déi invoquéiert ginn, si feelend Surfaces, fir an urbane Raim kënnen sou Bildungs- a Betreuungsstrukturen ze entwéckelen.

Stark lokal Croissancë vun der Populatioun an enger Gemeng sinn en anere Grond, firwat d'Kapazitéit vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen un hir Limite stoussen. An deem Fall sinn d'Gemengen dacks an engem temporären Enkpass bis zur Finaliséierung vun neie Betreuungsstrukturen.

D'Verhalen an d'Liewensorganisatioun vun den Elteren ass och net an all Gemeng identesch a variéiert vun enger Region zur aner. Et gëtt Gemengen (z. B. Südgemengen), déi um Niveau vun der Planung eng Offer viséieren, déi 100 % vun de Schoulkanner ofdeckt. Aner Gemengen, besonnesch déi

am ländleche Raum, kommen am Moment duer mat enger Offer, déi manner wéi 100 % vun de Schoulkanner ofdeckt, sief et well et aner privat Bedreier vu Betreuungs- a Bildungsstrukturen an der Gemeng gëtt, sief et well de Bedarf u Plazen an der Gemeng net doriwwe erausgeet.

Wat d'Planung vun den noutwennige Betreuungsplazen um lokale Plang ubelaangt, do spillt d'Gemeng eng zentral Roll. Dës Planung kann och just iwwert d'Gemeng assuréiert ginn, well bei der Gemeng all déi Informatiounen (betreffend d'Zuel vun de Kanner, d'Zusammenaarbecht mat externe Bedreier, de Wuesstem vun der Gemeng an de Bedarf u Betreiung vun der lokaler Bevelkerung) zesummelafen, déi ee brauch, fir de Bedarf un zousätzleche Plazen iwwert déi kommend Joren ze bestëmmen.

All dës Grënn schwätzen dofir, fir an der Planung an Entwécklung vun de Betreuungsstrukturen um besteeënde Partenariat tëscht Staat a Gemenge festzehalen, bei där d'Gestioun vun de Waardelëschten op der Säit vun de Gemengen an net beim Staat läit.

Stratégie climatique « Fit for 55 » | Question 6504 (19/07/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

La stratégie climatique « Fit for 55 » prévoit l'utilisation d'un cinquième des terres agricoles européennes pour la production de bioénergie d'ici 2050, et de quadrupler les importations de bois destinées à la production d'énergie.

Or, la production de bioénergie nécessite des grandes quantités de terres agricoles au détriment de la production de nourriture et de la conservation des habitats. Par ailleurs, l'importation d'arbres en Europe pour la production d'énergie renforcerait le changement d'affectation de sols et la déforestation en dehors de l'Europe.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture :

1) Quelle est la position du Gouvernement à l'égard des objectifs de la stratégie « Fit for 55 » en ce qui concerne la production et l'importation de biomasse ?

2) Le Gouvernement entend-il consacrer 20 % des terres agricoles luxembourgeoises pour la production de bioénergie d'ici 2050, tel que prévu par la stratégie précitée ?

3) Dans l'affirmative, de quelle manière le Gouvernement prévoit-il d'y parvenir ?

4) Quelle est la superficie des terres arables utilisées actuellement pour la production de bioénergie au Luxembourg ? Quelle a été son évolution pendant les dix dernières années ?

Réponse (28/09/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie | **M. Claude Haagen**, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) La stratégie « Fit for 55 » prévoit de renforcer les critères de durabilité pour les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse établis par la directive 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Elle confirme également le principe de l'utilisation en cascade visant une utilisation efficace des ressources de la biomasse en donnant

la priorité à l'usage matériel de la biomasse par rapport à son usage énergétique.

Dans une réponse à la question parlementaire n° 5306 du 29 novembre 2021 se trouvent de plus amples détails quant aux domaines prioritaires d'utilisation de la biomasse. Le Gouvernement est conscient que le bois (pouvant provenir du Luxembourg mais également de la Grande Région) doit être utilisé à des fins énergétiques en dernier ressort et doit être utilisé en priorité pour décarboner la bâtisse existante (p. ex. où des mesures de rénovation sont difficilement réalisables ou interdites).

L'utilisation de la biomasse est ainsi une source d'énergie importante, notamment dans le domaine de la production de chaleur. La stratégie actuelle du Gouvernement se reflète dans les chiffres repris dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui prévoit de passer d'une production de 972 GWh en 2017 à 1.935 GWh en 2030. Ces chiffres contiennent également l'utilisation du bois de rebut qui représente aujourd'hui la majeure partie de la production de chaleur basée sur la bioénergie.

Le Gouvernement entend prioritairement se baser sur un déploiement rapide de l'éolien, du solaire et des pompes à chaleur du Luxembourg et un recours à la biomasse dans le cadre de la disponibilité dans la Grande Région et en se basant sur l'utilisation en cascade.

ad 2) et 3) En raison de la surface agricole limitée, le Gouvernement n'entend pas consacrer 20 % des terres agricoles à la production d'énergie à partir de la biomasse. Dans la stratégie nationale biogaz qui sera présentée dans sa version définitive sous peu, le Gouvernement s'est fixé l'objectif de limiter la surface agricole consacrée à la production de cultures énergétiques pour la biométhanisation à 1.500 ha. Ces cultures dédiées serviront uniquement comme complément de ration pour augmenter la productivité des effluents d'élevage à faible pouvoir méthanogène. En effet, dans le domaine du biogaz, priorité sera donnée à l'utilisation du lisier.

ad 4) Selon le Service d'économie rurale, la surface consacrée à la production de cultures énergétiques (notamment pour le biogaz) s'élevait à 1.073 ha³, correspondant à 1,7 % de la superficie des terres arables. Entre 2011 et 2021 la surface utilisée pour la production de cultures énergétiques a oscillé entre 684 ha et 1.310 ha.

Limitation de l'utilisation de l'eau potable | Question 6528 (22/07/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Während laangen Dréchtenen am Summer kënn et vir, dass d'Leit opgeruff ginn, Waasser ze spueren. Den 13. Juli 2022 hunn den Ëmweltministère an d'Waasserwirtschaftsamt eng „phase de vigilance“ aktivéiert, déi d'Waasserconsommation betrëfft. Niewent Recommandatione fir Privatleit enthält de Communiqué och en Appell un d'Entreprises an d'Gemenge mat de Wiederer:

«Secteur communal et professionnel: Cet appel s'adresse également aux communes et aux entreprises, qui peuvent limiter l'utilisation de l'eau potable au strict nécessaire, notamment en optimisant l'arrosage des espaces verts, en évitant l'utilisation des nettoyeurs à haute pression, ou encore en mettant à l'arrêt les fontaines publiques.»

Den Normalbierger muss an deem Fall seng Ustrengeunge maachen, fir Waasser ze spueren a soll, zum

Beispill, dobausse keng Autoe méi wäschten oder de Gaart mat Drénkwaasser näzen. Et gesäit een op verschiddene Plazen am Land zur gläicher Zäit awer, dass riseg Fussballfelder owes während Stonne genat ginn. A verschiddene Fäll sinn et d'Gemenge selwer, déi d'Terrainen näzen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Sport an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt d'Drénkwaassersituatioun während Dréchente bei Sportaarte gehandhaabt, déi hire Sport um Wues ausüben?

2. Sollen och Sportsclubb, Associatiounen a Gemengen ab deem Moment, wou eng Vigilance ausgeruff gëtt, sech un d'Waasserpuermoosnamen halen?

3. Fält d'Nätze vu grouse Sportterrainen a Parken och ënnert d'Waasserpuermoosnamen, wann d'Privatleit gesot kréien, si sollen hire Wues net näzen?

Réponse (21/09/2022) de **M. Georges Engel**, Ministere des Sports | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Am Communiqué vum 13. Juli vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) sinn all Verbraucher opgeruff ginn, spuersam mam Drénkwaasser ëmzegoen. Et gouf sech u Privatleit adresséiert, mee och un den ëffentlechen a gewerleche Secteur. All Acteure sinn opgeruff ginn, fir, wann nëmme méiglech, op d'Nätzen ze verzichten. Falls dëst net ganz kann ausgesat ginn, sollt d'Bewässerung zumindest op den Zäitraum tëscht de spéiden Owesstonne bis déi fréi Moiesstonne begrenzt ginn.

Iwwer d'Cirulaire N° 4159 vum 14. Juli 2022 gouf iwwert den Inneministère de Gemengen an de Gemengesyndikater aus dem Waassersecteur nach eemol explizit matgedeelt, dass de MECDD, opgrond vun der Dréchent d'„phase de vigilance“ deklaréiert huet, fir eng Drénkwaasserpenurie ze evitéieren.

Et ass ze präzisieren, datt d'„phase de vigilance“ ausgeruff gëtt, fir landeswäit all Acteure ze informéieren, datt de Waasserverbrauch héich ass an dofir jiddereen opgefuerdert gëtt, fir fräiwëlleg spuersam mam Waasser ëmzegoen. Restriktionen fir d'Notzung vun Drénkwaasser fir bestëmmten Zwecker kënnen nëmme vun enger Gemeng ausgeruff ginn. Dëst geschitt an de sougenannte „phases oranges“ a „phases rouges“. Esou eng Decisioun gëtt duerch ee kommunale „règlement d'urgence“ geholl.

An der Cirulaire goufen d'Gemengen iwwert d'Situatioun an déi potenziell Demarchen informéiert. Zousätzlech sollten d'Gemengen hir Bierger sensibiliséieren an informéieren a goufen des Weideren och konkret gebieden, fir mam gudden Beispill virzegoen, wat d'Nätze vun ëffentlechen Infrastrukturen ubelaangt, wou dann och zum Beispill Fussballterrainen drënnerfalen.

Wat elo konkret d'Fussballterrainen ubelaangt, esou sinn dës zum allergréissten Deel an ëffentlecher Hand an domadder fält d'Nätzen an den Entretien vun dësen Infrastrukturen an de Beräich vun sougenannten „intérêt général“. Laut dem aktuelle Sportsgesetz sinn d'Gemengen och verpflichtet, déi sportlech Infrastruktur gemäz den Norme vun den internationale Sportsverbänn unzepassen, sou ewéi och den technische Virschrëfte betreffend d'Hygiene an de Confort respektiv d'Sécherheet vun de Benotzer an dem Public. Och sinn d'Gemenge reglementaresch verpflichtet, am Fall, wou si eng finanziell Ënnerstëtzung vun Staat kritt hunn, beim Bau oder der Modernisatioun vun enger Sportsinfrastruktur all Mesuren ze ergräifen, fir de Fonctionnement, den Entretien an eng Surveillance vun dësen Infrastrukturen ze garantéieren.

Op verschiddene Plaze ginn dës Terrainen des Weideren och net mat Drénkwaasser genätzt. De Gemenge gouf dofir och matgedeelt, hire Bierger dëst transparent matzedelen. Et gouf de Gemengen och gereden, wann néideg, owes oder moies fréi ze näzen.

ad 2. Jiddereen ass opgeruff, sech u Waasserpuermoosnamen ze halen.

ad 3. D'Nätze vun ëffentlechem Terrain ass d'selwecht ze handhabe wéi vu privatem Terrain. Sportterrainen an aner ëffentlech Infrastrukture falen allerdéngs ënnert de sougenannten „intérêt général“, woubäi och hei dat bewosst d'Nätze gëllt.

Ventes d'herbicides | Question 6579 (29/07/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An eisen Nopeschlänner, notamment a Frankräich, ass de Verkaf vu Planzeschutzmëttelen am leschte Joer fir d'éischt zanter Joren nees geklommen. Laut de Berichter an der landwirtschaftlecher Fachpress erkläert dës Hausse sech virun allem duerch den Asaz vu Planzeschutzmëttelen, déi besonnesch an der Biolandwirtschaft an am Biowäibau agesat ginn, wéi beispillsweis Koffer- a Schwiefelprodukter.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

1. Wéi vill landwirtschaftlech Planzeschutzmëttelen sinn 2021 hei zu Lëtzebuerg insgesamt verkaf ginn, a wéi gesäit d'Entwécklung vun de Venté vun de leschte 5 Joer aus?

2. Gi Koffer- a Schwiefelprodukter, déi haaptsächlech an der Biolandwirtschaft zum Asaz kommen, an de Lëtzebuurger Statistiken zu den allgemenge Planzeschutzmëttelen derbäigeezt?
– Wann nee, wéi gesäit bei dëse Produkter d'Entwécklung an de leschte 5 Joer aus?

3. D'European Food Safety Authority (EFSA) stuift den Afloss vum Koffer op Mënsch an Ëmwelt als héich riskant an. Analysen um Terrain hunn am Ausland doriwier eraus gewisen, datt den Asaz vu Koffer zu Kontaminatiounen vum Buedem féiert. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir de Kofferasaz ze reduzéieren?

Réponse (20/09/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Statistiken zum Verkaf vu Planzeschutzmëttel gi vun EUROSTAT publizéiert. Méi detailléiert Statistiken dierfen aus Confidentialitéitsgrënn net publizéiert ginn. Detailer heizou stinn um Agrarportal: <https://agriculture.public.lu/de/agrarstatistik/landwirtschaft-umwelt/vente-pp.html>. Informatiounen zur verkaafte Quantitéit vu Wirkstoffe aus reng landwirtschaftleche Planzeschutzmëttel ginn net erhuewen.

ad 2. Jo, déi verschidde Kofferverbindungen a Schwiefel ginn ewéi all anere Wirkstoff behandelt. D'Uwendungsgebitt gëtt heibäi net berécksiichtegt.

ad 3. D'EU-Reglement 2018/1981 schreift vir, datt maximal 28 kg Koffer pro Hektar bannent siwe Joer ausbruecht dierfe ginn. Dës Oplag gouf an déi national Sprézmëttelzouloosungen iwwerholl.

Am Kader vun der aktueller Reform vun der GAP kënnen Produzenten un engem Eco-Scheme deel huelen, deen d'Benotze vu Planzeschutzmëttel mat Wirkstoffe mat bestëmmten, defavorabelen Eegenschaften ënnerbënn. Dozou gehéieren och d'Planzeschutzmëttel mat de verschiddene Kofferwirkstoffe.

³ Basée sur les données issues de la déclaration de superficie

Am Beräich vum biologesche Wäibau féieren den IVV zesumme mam LIST Versich duerch, mam Zil, d'Uwendung vu Kofferwierkstoffer ze reduzéieren.

Coût de location du nouveau stade de football | Question 6588 (01/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den nationale Fussballstadion ënnersteet der Gemeng Lëtzebuerg a gëtt u Federatiounen a Veräiner, déi do wëllen (oder mussen) spillen, géint en héije Loyer zur Verfügung gestallt. Dee Stadion, deen d'Stad Lëtzebuerg op hirem Territoire wollt hunn, an deen de Staat, dee sech och um Ënnerhalt bedeelegt, mat iwwer 40 Milliounen finanziert huet, gëtt richteg deier, wann eng Federatioun oder e Veräin vun him wëllt profitéieren. Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Sportminister:

1. Ass séchergestallt, datt d'Tariffer vun der Gemeng Lëtzebuerg just d'Käschten decken?
2. Ass ugeduecht, datt de Sportsministère de betreffene Veräiner a Verbänn bei de Stadionkäschten hëlleft oder si mat engem Subsid iwwerhëlt?
3. D'UEFA an d'FLF si ganz aktiv, fir Fussballveräiner finanziell ze hëllefen, dat och duerch Suen, fir esou europäesch Matcher ze spillen. Ass et sënnavoll, Ekippen, déi duerch hire sportleche Meritt europäesch Qualifikationsmatcher därefer bestreiden, fir Infrastrukture bezuelen ze loossen, déi keng aner Daseinsberechtigung hu wéi eebe Matcher ze spillen?

Réponse (28/09/2022) de **M. Georges Engel**, Ministre des Sports

D'Stad Lëtzebuerg ass Proprietär vum Stade de Luxembourg. Déi zoustänneg Instanz vum der Stad Lëtzebuerg hunn dofir och Tariffer fixéiert, wat d'Benotze vun de verschiddenen Infrastrukturen am Stade de Luxembourg betrëfft. Des Weidere ginn d'Konditiounen vun der Bereetstellung vum Stade de Luxembourg un d'Federatiounen respektiv un d'Veräiner per Konventioun zwëschent dem „exploitant“, der Stad Lëtzebuerg, an dem „organisateur“, der Federatioun oder dem Veräin, festgehalen.

- ad 1. Jo, d'Tariffer vun der Gemeng Lëtzebuerg decke bei Wäitem d'Käschten net.
- ad 2. Ech verweisen den honorabelen Deputéierten hei op d'Antwort op d'Fro N° 6521, wou eraus ervirgeet, dass déi entspreche Veräiner, respektiv Verbänn een aussergewéinleche Subsid beim Sportsministère ufroe kënnen op Basis vun engem detailléierten De-compte, deen déi do Käschte mat abegräift a wou dann och eventuell Subside vun europäesche Federatiounen mat berücksichtegt ginn.
- ad 3. Ech verweisen dann do op d'Antwort op déi 2. Fro, wuel wëssend, dass am Stade de Luxembourg och aner Eventer stattfanne kënnen, ewéi nëmme Matcher.

Fermeture des stations de GNC | Question 6600 (03/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Sou wéi et mir zougedroe gouf, sollen déi zwou CNG-Gas-Tankstellen, iwwert déi Lëtzebuerg aktuell verfüegt, hir Servicier am Oktober 2022 respektiv am Mäerz 2023 astellen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Energie-minister gär dës Fro stellen:

- Kann den Här Minister dës Virgang bestätegen? Falls jo, kann den Här Minister matdeelen, ob vum Mäerz 2023 un eng Alternativ geplangt ass, fir zu Lëtzebuerg CNG-Gas kënnen ze tanken?

Réponse (21/09/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

Virun iwwer 20 Joer war de politesche Wëllen do, fir den CNG als alternative Carburant zu Lëtzebuerg ze positionéieren an ze promovéieren. Den Erdgasfournisseur Soteg, deen tëschenzäitlech am Grupp Encevo opgaangen ass, huet deemools d'Initiativ geholl, fir eng Rei CNG-Gas-Tankstelle wëllen opzebauen. Dës Initiativ war op fir all interesséiert Tankstellebedreiwer. Allerdéngs war deemools just Aral interesséiert, soudass d'CNG-Tankstellen exklusiv op Aral-Standuerten entstanen sinn. An der Héichzäit ware sechs CNG-Tankstellen ënner der Marke Aral fir de Client disponibel.

Trotz villen Initiativen a Beméiunge louchen d'inlän-desch kumuléiert Immatrikulatiounen ëmmer ënner 400 Gefierer, a war domadder zu kenger Zäit fir déi bedeelegt Betriber ekonomesch profitabel.

Do dernieft ass zanter 2016 politesch den Akzent méi a méi op d'Elektromobilitéit a manner op de CNG geluecht ginn, fir domatter méi séier CO₂-Reduktiounen am Transportberäich ze erreechen. Déi bis dohinner niddereg Immatrikulatiounszuele vu CNG-Gefierer gekoppelt mat der neier Ausriichtung vun den alternativen Carburanten huet bei de Bedreiwer vun de CNG-Tankstellen zu der Decisioun gefouert, d'Unzuel vun den Tankstelle graduell op null ze fueren, wat zanter 2018 ëmgesat ginn ass. Dëst ass vun de Bedreiwer och an engem Pressecommuniqué vun 2018 matgedeelt ginn, an deem d'Fermeture och vun de leschten zwou Tankstelle schonns annoncéiert gi war.

Zanter e puer Méint informéiert Aral seng CNG-Clients direkt op deenen zwou Tankstellen, datt d'CNG-Tankstell Findel am Oktober 2022 an d'CNG-Tankstell Märel am Mäerz 2023 wäerten zougoen. Duerno wäert keng ëffentlech zugänglech CNG-Tankstell méi zu Lëtzebuerg a Betrib sinn.

Manque de places libres dans les maisons relais | Question 6627 (08/08/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Max Hengel** | **M. Paul Galles** (CSV)

Laut eisen Informatiounen sinn an de leschte Wochen eng Partie Elteren informéiert ginn, datt fir dat nächst Schouljoer keng Plaz méi fir hiert Kand an der Maison relais wier.

An deem Zesammenhang wëllte mir follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

- Ass de Ministère sech dëser Problematik bewusst?
- Wou besteet esou ee Mangel u verfügbare Plazen?
- Wéi gedenkt de Minister den Elteren, respektiv de Gemengen zur Hand ze goen, falls net genuch Betreuungsplazen zur Verfügung stinn?

Réponse (28/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Ech verweisen déi honorabel Deputéiert op d'Antwort op déi parlamentaresch Fro Nr. 6477 vum honorabelen Deputéierte Marc Goergen, déi sech mat der selwechter Thematik befasst.

Rupture de stock de certains médicaments | Question 6635 (09/08/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Claude Wiseler** (CSV)

Eis gëtt vusäite vun Apdikter zougedroen, dass et an der Lescht schwierig ass, verschidde Medikamenter opzedreiwen. Aner Medikamenter wiere vun enger sougenannter „rupture de stock“ betrafft.

An deem Zesammenhang wëllte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch riichten:

1. Kann d'Madamm Ministesch virgenannten Informatiounen bestätegen?
2. Bei wéi enge Medikamenter ass et an der Lescht zu „rupture de stock“ komm? Gi Patienten, déi op dës Medikamenter ugewise sinn, am Virfeld doriwwer informéiert?
3. De Fall gesat, ee Patient ass op ee gewëssent Medikament ugewise (z. B. am Fall vun enger Organtransplantatioun), wéi gëtt séchergestallt, dass dëse Patient zu all Moment iwwer dës liewenswichtig Medikamenter, respektiv valabel Alternative verfüegt?
4. Gedenkt d'Regierung, eng Onlineplattform op d'Been ze stellen, fir Informatiounen iwwer Enkpäss bei Medikamenter ëffentlech zugänglech ze maachen (änlech wéi déi europäesch Medikamenten-agence EMA dat op hirem Site mécht: <https://www.ema.europa.eu/en/medicines/download-medicine-data#shortages-section>)?
5. A wéi fern ass Lëtzebuerg vu sougenannte „Verdeelerquoten“ duerch d'Hiersteller vu Medikamenter betrafft? Iwwer wéi eng „Grossisten“ gëtt eist Land beliwert?
6. Profitéiert Lëtzebuerg vu sougenannte parallelen „Exportatiounen“?
7. Goufen et am Beräich vun de Verdeelerquoten, respektiv de parallelen Exportatiounen, déi leschte Joren Entwécklungen, déi negativ Konsequenze fir eist Land haten/hunn?
8. A wéi fern riskéiert sech eng weider Eskalatioun tëscht China an Amerika negativ op d'Hierstellung an d'Disponibilitéit vu Medikamenter auszewierken?

Réponse (28/09/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Global gesinn ass et an de leschte Joren effektiv ëmmer méi oft zu Enkpäss bei Medikamenter komm, ënnert anerem och zu Lëtzebuerg. Dëst huet sech duerch Evenementer wéi dem Brexit, der Pandemie Covid-19 oder dem Konflikt an der Ukrain verschlëm-mert. Dëst ass awer wéi gesot e globaalt Phänomeen, dat net aleng Lëtzebuerg betrëfft.

ad 2. Am Fall vun engem Enkpass fir e gewëssent Medikament, gëtt de Gesondheitsministère doriwwer informéiert. Bis elo war et nach net néideg, speziell Consignen, wat d'Distributioun vu verschiddene Medikamenter ugeet, un d'Apdikte virunzeginn, well ëmmer Alternativen disponibel waren (wéi z. B. am Fall vun Paracetamol, wéi an der Antwort op déi parlamentaresch Fro 6569 erkläert). Dës Informatiounen bezüglech enger Rupture de stock ginn awer net automatesch un de grouesse Public respektiv un d'Patienten weidergeleet. Aktuell gëtt un enger Plattform geschafft, déi dëst erméigleche soll an esou Bierger iwwer eventuell Indisponibilitéiten informéieren soll.

ad 3. Am Fall vun enger Urgence kënnen d'Produzente Medikamenter fir speziell Besoine liwweren. En Approvisionnement u Medikamenter kann an enger Urgence awer och ëmmer an Zesummenaarbecht mat auslänneschen Autoritéite séchergestallt ginn.

ad 4. Aktuell existéiert zu Lëtzebuerg keng esou eng Plattform. Am Hierscht 2021 gouf allerdéngs ee Projet „Indisponibilité de médicaments et de produits de santé“ lancéiert, deen ënner anerem d'Mise en place vun enger Onlineplattform virgesäit, änlech wéi déi belsch Plattform pharmastatut.be, déi et erlaabt, d'Leit en temps réel iwwer Indisponibilitéiten vu verschiddene Medikamenter ze informéieren.

ad 5. Falls et bei engem Medikament zu engem Enkpass kënn, versichen d'Produzente mat Hëllef vun den nationalen an europäeschen Autoritéiten ze kucken, wou an no wat fir enge Critèren déi rechtlech Medikamenter verdeelt kënnen ginn, soudass d'Patienten an deene kritesche Fäll och matzäite behandelt kënnen ginn.

Generell gesinn ass den Approvisionnement zu Lëtzebuerg fir verschidde Produite méi héich wéi säi reelle Besoin.

Zu Lëtzebuerg ginn et e puer Distributeure vu Medikamenter, déi och eng Autorisation de mise sur le marché hunn.

ad 6. Aktuell huet de Gesondheetsministère keng Informatiounen zu sougenannte parallelen Exportatiounen.

ad 7. Aktuell ginn et net genuch Informatiounen, fir dës Fro kënnen ze beäntweren. Am Kader vum Projet „Indisponibilité de médicaments et de produits de santé“ wäert am Kader vun engem Aarbechtsgrupp eng Analys gemaach gi vun dëser Problematik.

ad 8. All politesch Eskalatiounen kënnen ëmmer en direkten Effekt op d'Produktioun an d'Exportatioun vu Medikamenter hunn an en Enkpass vu verschidene Medikamenter begünstegen. Am Kader vum europäesche Règlement 2022/123 (Règlement (UE) 2022/123 du Parlement européen et du Conseil du 25 janvier 2022 relatif à un rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments dans la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en ce qui concerne les médicaments et les dispositifs médicaux) ass säit Januar 2022 eng sougenannte Structure de gouvernance opgestallt ginn, déi eng schnell Reaktioun am Fall vun esou engem Evenement erméiglecht, fir den Impakt op den Approvisionnement vun de Medikamenter sou kleng wéi méiglech ze halen. Bei dëser Structure de gouvernance schafft och Lëtzebuerg aktiv mat.

Contrat avec fournisseur de gaz naturel | Question 6641 (10/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir gouf ee Fall zougedroen, wou eng Persoun an hirem Haus wollt d'Gasheizung duerch eng ëmweltfrëndlech Wärmepompe ersetze loossen, dës awer duerch hire Kontrakt mat hirem Gasliwwerant verbuede krut. Et handelt sech dobäi awer net, wéi an der Fro N° 6192 beschriwwen, ëm de Gasliwwerant SUDenergie, mee ëm een anere Liwwerant.

Aus den Informatiounen, déi mer virleien, léisst sech erausliesen, dass dës Liwwerant drop behaupt, dass ee ganze Lotissement mat enger Zentralheizung op Basis vun Holzpellets gehëtzt sollt ginn. Dësen Heizsystem ass awer nach net prett a gëtt zënter Joren „iwwergangsweis“ mat Gas gehëtzt, wat bei den aktuellen Gaspräisser fir d'Leit Rechnungen am Wäert vun Honnerten Euro wäert bedeuten. D'Persounen an dësem Lotissement dierfen deemno net op eng Wärmepompe ëmsteigen a mussen esoulaang, wéi de Pelletuewen nach net steet, op d'Gasheizung zeréckgräifen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Wéi eng Technologie ass, dem Energieminister no, méi ressourcëschonend an nohalteg: d'Wärmepompe oder d'Pelletheizung?

2. A wéi enge Situatiounen kënnen d'Leit aktuell du gehënnert ginn, fir eng Wärmepompe bei sech doheem ze installéieren?

3. Wéi vill Wunnengen hei am Land sinn aktuell an enger änlecher Situatioun, wéi déi am an der Intro beschriwwene Fall, a bei deenen d'Besëtzer aus kontraktuelle Grënn keng Wärmepompe dierfen installéieren?

Réponse (28/09/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Den éierewäerten Deputéierte beschreift e Fall vun engem Lotissement, bei deem déi eenzel Gebaier un eng Zentralheizung iwwert en Nahwärmenetz ugeschloss sinn. Et schéngt also ëm ee Kontrakt ze goen, dee sech op d'Liwwerung vu Wäermt bezitt an net op d'Liwwerung vu Gas, wéi dat an der parlamentarescher Fro Nummer 6192 de Fall war. Fir ze wëssen, wat engem Client seng Méiglechkeeten am konkrete Fall sinn, muss een de spezifesche Kontrakt kennen, well do d'Konditiounen definéiert sinn.

ad 1. D'Wärmepompe an d'Pelletheizung sinn Anlagen, déi et allebéid erlaben, fir Gebaier fossillfräi ze hëtzen. Wärmepompen si besonnesch ressourcëschonend a Verbindung mat relativ nidderege Virlaftemperaturen (bis 55° C), wéi se virun allem an neien, an a gutt isoléierte Gebaier genotzt ginn. An net esou gutt isoléierte Bestandsgebaier sinn awer oft méi héich Virlaftemperaturen (iwwer 55° C) erfuerdert, soudass een hei éischer op eng Pelletheizung géif setzen, als fossillfräi Alternativ zu enger Gas- oder Masuttshheizung. Eng Zwëschesléisung oder och Iwwergangsléisung sinn hybrid Systemer, wou eng Wärmepompe mat enger besteeënder Gas- oder Masuttshheizung (oder all aner Heizung) kombinéiert gëtt (d'Wärmepompe deckt dobäi méi wéi 70 % vum Joreswärmebedarf of), a wann dann d'Gebai renovéiert gëtt (Isolatioun, fir de Wärmebedarf ze reduzéieren) oder een no engem oder zwee Wantere gesäit, dass d'Wärmepompe et eleng packt, da kann déi fossill Heizung ausgebaut ginn (dës Iwwergangsléisung gëtt och am Klimabonus-Subventiounsregimm ënnerstëtzt, fir dem Consommateur méiglechst vill Optiounen ze bidden). Fir weider Detailler verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 5306.

ad 2. Leit, déi eng Wärmepompe wëllen installéieren, informéiere sech am beschte bei hirer jeeeweileger Gemeng, ob si heifer eng Baugeneemegung mussen ufroen a wéi eng Krittären déi Wärmepompe gegebenefalls muss laut Bauterreglement vun der betreffender Gemeng erfëllen. Bei neie Gebaier gëtt d'Wärmepompe ab dem 1. Januar 2023 zur Referenztechnik a si ass een zentraalt Element, fir eis national Klimaziler am Beräich vun der Dekarboniséierung vun de Gebaier ze errechen.

Wann eng Wärmepompe un eng geothermesch Buerung gekoppelt gëtt, muss am Virfeld op verschidde geologesch Aspekter, wéi de Schutz vun den Dréknwaasserressourcen oder geotechnesch Risiken opgepasst ginn. Aus dëse Grënn sinn a verschidene Géigenden am Land geothermesch Buerungen net erlaabt, bezéiungsweis nëmmen ënnert Oplagen erlaabt.

ad 3. Änlech Situatiounen si mir net bekannt.

Médicaments génériques | Question 6648 (11/08/2022) de Mme Octavie Modert (CSV)

Och am Medikamenterberäich besti Liwwerenkpass. Fir verschidde Medikamenter ginn et Waardezäiten – jee nodeem wéi dauert et z. B. eng oder zwou Wochen – oder awer d'Medikament ass op länger, wann net souguer op onbestimmten Zäit vergraff.

Dee Moment kënn natierlech de Generika als Ersatz méi eng grouss Bedeitung zou. Verschidde Wirkstoffer kënnen och zesummegeat ginn.

Eenzel Generika-Medikamenter gi vun der Gesondheetskeess zréckbezuelt, anerer allerdéngs net. D'Lëscht vun de Substitiounsmedikamenter, déi d'Krankekeess iwwerhëlt, ass restriktiv a limitativ.

An dësem Zesammenhang dränge sech un den Här Ministeren fir sozial Zesicheerheet an d'Madamm Gesondheitsministerin dës Fro op:

– Well zënter enger Zäit schon Enkpass bei de Medikamenter bestinn an dacks op Generika zréckgegraff muss ginn, ass d'Regierung bereet, fir eng Ausweidung vun der Lëscht vun de Médicaments génériques, déi d'Gesondheetskeess iwwerhëlt, ze plädéieren? Wann net, aus wéi engen Ursachen?

– Wat sinn d'Obligatiounen vun den Apdikter vis-à-vis vun de Patienten, wat Berodung an Informatioun am Kontext vun de Generika betrëfft, souwuel iwwer hir Disponibilitéit, hir Wierkung, souwéi d'Zréckbezuelen oder net, iwwer den Tiers payant?

De Koalitiounsvertrag 2018 gesäit vir: « le Luxembourg poursuivra ses efforts visant à rendre les médicaments innovants plus facilement accessibles et abordables pour les patients, notamment par la participation du Grand-Duché à l'initiative BeNeLuxA ».

Schon am September 2014 konnt een um Regierungssite liesen iwwer de « prochain lancement de la politique de substitution des médicaments effective à partir du 1^{er} octobre 2014. Le lancement sera soutenu par une campagne d'information (sur la substitution des médicaments): "Efficacité et qualité identiques à moindre prix".

La politique de substitution, prévue par le programme gouvernemental, vise à respecter les intérêts de tous les acteurs impliqués et à garantir le juste équilibre entre un traitement adéquat et efficace d'un côté et la soutenabilité financière du système de santé de l'autre côté.

Le Gouvernement soutient les efforts de l'industrie pharmaceutique en ce qui concerne le développement de médicaments innovants, qui permettent un traitement de haute qualité et un accès équitable à ces médicaments. Néanmoins, une gestion responsable de notre système de santé et de nos ressources budgétaires est tout aussi importante. »

Ech wéilt duerfir folgend weider Froen un d'Ministère stellen:

– Ass d'Substitiounspolitik am Beräich vun de Medikamenter nach ëmmer een Deel vun der Politik vun dëser Regierung?

– Deelen d'Ministère d'Feststellung vum der sektorieller Enquête „Médicaments et pharmacies“ vum Konkurrenzrot vu Juni 2022?

– Deelen d'Ministère den Avis vum Konkurrenzrot, dass « une expansion des médicaments génériques est essentielle, car ils permettent des économies substantielles en matière de sécurité sociale, tout comme une diminution des ruptures de stock »?

– Wat huet sech zanter 2014 an deem Beräich gëdoen?

– Wéi vill Medikamenter sinn aktuell zu Lëtzebuerg als Generika zougeloo, mat oder ouni Remboursement?

– Wéi stinn d'Ministère zu folgende Propositionen vum Konkurrenzrot:

- « augmenter le nombre de groupes substituables ;
- prescrire en dénomination commune internationale ;
- rémunérer les acteurs de santé qui utilisent des génériques ;
- promouvoir le générique auprès des citoyens et des institutions publiques »?

Réponse (28/09/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

De Koalitionsvertrag 2018 gesäit vir datt: „le Luxembourg poursuivra ses efforts visant à rendre les médicaments innovants plus facilement accessibles et abordables pour les patients, notamment par la participation du Grand-Duché à l’initiative BeNeLuxA“.

Dës Initiativ, an där Lëtzebuerg bedeelegt ass, huet als Zil, den Zougang zu Medikamenter ze vereinfachen an och finanziell méi zougänglech ze maachen, haaptsächlech wat déi ganz deier Medikamenter ubelaangt.

An der Liste positive, d. h. der Lëscht vun de Medikamenter, déi vun der Krankeversécherung kënnen iwwerholl ginn, ënnerscheet een tëschent dem Remboursement vun allgemenge Generika-Medikamenter an deenen, déi am Kader vun der Base de remboursement en charge geholl ginn. Et gëtt keng Restriktioun fir Generika-Medikamenter, wann se den allgemenge Präiskonditiounen entspriechen.

Aktuell sti ronn 1.030 Klassen (Classification WHO ATC Niveau 5) vu Medikamenter an der Liste positive (+/- 4.400 eenzel Referenzen).

Ënnert deene sinn eng 230 Klasse Generika-Medikamenter, déi rembourséiert ginn (+/- 1.100 eenzel Referenzen).

8 Klassen dorënner ginn aktuell am Kader vun der Base de remboursement en charge geholl (+/- 100 eenzel Referenzen).

An dëse Klasse kann den Apdikter direkt substituéieren, d. h. an deem Fall kann den Apdikter op Averständnis vum Patient e verschriwwent Markemedikament duerch dat selwecht Generika-Medikament ersetzen.

Déi 8 Klasse resultéieren aus der „liste des groupes de médicaments, appelés groupes génériques“ (Code de la sécurité sociale art. 22bis), déi vun der Direction de la santé opgesat ass. Et handelt sech dobäi ëm verschidde Medikamenter géint en ze vill héije Cholesterol a Medikamenter géint gastroösophageale Reflux a géint gastroduodenal Ulcères.

Et gëtt keng spezifesch Lëscht vun de Médicaments génériques, déi d’Gesondheetskeess iwwerhëlt.

Falls den Dokter e Markemedikament verschreift, dat zu deem Moment net disponibel ass, kann den Apdikter no Récksprouch mam Dokter dem Patient en équivalente Générique proposéieren, deen op der Liste positive ass.

De Mechanismus vum Tiers payant assuréiert, datt all Assuré, onofhängeg vu senger finanzieller Méiglechkeeten, en Zougang zu de Medikamenter kritt, haaptsächlech déi, déi méi héich Präisser hunn, andeems d’Gesondheetskeess den Deel vun der Krankeversécherung direkt iwwerhëlt. Dee Mechanismus kann also keng Obligatiounen mat sech bréngen, wat Berodung an Informatioun iwwer d’Generika betrëfft.

Doriwwer eraus gesäit de Code vun der sozialer Sécherheet a sengem Artikel 22bis Alinea 5 vir: « Par dérogation à l’article 5 du règlement N° IV dénommé “sur les devoirs spéciaux des pharmaciens et droguistes” de l’arrêté royal grand-ducal du 12 octobre 1841 portant règlement du service médical, le pharmacien informe l’assuré lors de la délivrance du médicament qu’il s’agit d’un médicament inscrit sur la liste des groupes de médicaments soumis à une base de remboursement et lui propose une substitution par le médicament le plus économique du même groupe. »

Global kann ee soen, datt d’Steigere vu méiglechen Alternativen dozou bäidroen kann, den Enkpass vu

Medikamenter ze reduzéieren, allerdéngs ass et awer esou, datt et meeschtens déi geneeresch Medikamenter sinn, déi vun Enkpass betraff sinn. Och wa méi geneeresch Medikamenter um Lëtzebuurger Marché ugebuede ginn, bréngt dat net onbedéngt mat sech, dass et zu manner Rupture de stock kënn.

Réduction de la demande d’énergie de l’État et des communes | Question 6655 (12/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Verschidden europäesch Länner, wéi Éisträich a Spuenien, hu konkret Spuermoosnamen ugekënnegt, wat hire Gas- an Elektreschkonsum ugeet. Deemno dierfe staatlech Gebaier manner gekillt oder gehëtzt an och manner beliicht ginn, fir Energie ze spueren. D’Reduktioun vun der Beliichtung (Fassadebeliichtung grad ewéi Stroossebeliichtung) huet hei de Virdeel, dass se och d’Lichtverschmutzung reduzéiert an doduerch besser fir eis lokal Déierewelt ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, Interieur an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi steet d’Regierung zur Aspuerung vu Beliichtung op Gemengenniveau op d’mannst bis zum Enn vun der Energiekris?
2. Wéi eng aner Energieaspuerung (Stroum, Gas, Mazout, ...) wieren an de Gemengegebaier an den Hierscht- a Wanterméint ëmsetzbar?
3. Wéi steet d’Regierung zu weideren Aspuerung vu der Beliichtung an de Gebaier vum Staat, op d’mannst bis zum Enn vun der Energiekris?
4. Wéi eng Energieaspuerungen (Stroum, Gas, Mazout, ...) wieren an den ëffentleche Gebaier hei an den Hierscht- a Wanterméint ëmsetzbar?
5. Wäerten d’Ministernen heizou eng Circulaire un d’Gemengen an d’staatlech Administratiounen schécken?

Réponse (15/09/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l’Énergie | **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l’Intérieur

Am Kontext vun der aktueller Situatioun um Energie-maart sollen an allen EU-Memberstaate 15 % vum Gasverbrauch agespuert ginn, an der Period vum 1. August 2022 bis den 31. März 2023, am Verglach zur selwechter Period an deene fënnf Joer virdrun. Déi konkret Mesuren, déi zu deenen Aspuerung solle féieren, ginn am September vun der Regierung kommuniquéiert (Pressekonferenz den 8. September zur Virstellung vun der nationaler Energiespuercampagne „Zesumme spueren – zesammenhalen“).

D’Notzer vu Staatsgebaier gi vun der Regierung duerch eng Circulaire opgefuerdert, fir net sécherheetsrelevant Bausebeliichtungen no Méiglechkeet auszuschalten.

Bei neie Projeten hält d’Verwaltung fir ëffentlech Bauten sech un de Leitfaden „Gutes Licht im Aussenraum“, dee vum Ëmweltministère verëffentlecht gouf. Hei gëtt vu virera probéiert, d’Bausebeliichtung op e Minimum ze reduzéieren.

Op Basis vum Energiespuerprogramm vum Staat bei den ëffentleche Gebaier ass am September vun de Ministeren eng Note „d’instruction“ betreffend d’Ëmsetzung vun de Spuermoosnamen un all déi ëffentlech Institutiounen verschéckt ginn, déi ënnert hirer respektiver Tutelle stinn.

Den Inneministère huet an Zesummenaarbecht mam Energie- a Landesplanungsministère, dem

Wunnungsbauministère an dem Familljeministère de 5. August 2022 eng Circulaire (N° 4168) un d’Gemenge verschéckt, fir hinnen éischt Informatiounen zoukommen ze loossen. De Gemengesecteur wäert an den nächste Wochen a Méint och weiderhi vum Staat begleet ginn, fir Moosnamen ëmzesetzen.

Chambres à café | Question 6660 (16/08/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Il me revient qu’un certain nombre de chambres à café ont dû être fermées ces derniers temps à travers le pays pour les raisons les plus diverses, en particulier à cause de problèmes d’insalubrité et de sécurité. Il va sans dire que cette triste réalité renforce les problèmes d’hébergement des citoyens concernés.

Voilà pourquoi j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il présenter le parc des logements destinés à une personne et mis à disposition par les acteurs les plus divers tels le Fonds du logement, la SNHBM ou encore les communes ?
- 2) Comment se présente la collaboration entre le Ministère et l’Agence immobilière sociale dans ce contexte ? Quels en sont les résultats ?
- 3) Monsieur le Ministre est-il en mesure de quantifier tout particulièrement la situation spécifique dans les cantons du Nord, en termes d’offre et de demande pour ce genre de logement ? Par quels leviers peut-on réussir à améliorer les choses ? Des échanges avec les partenaires compétents ont-ils déjà eu lieu ?

Réponse (16/09/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

En vertu de la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d’hygiène, de sécurité et d’habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d’habitation, la fermeture des « chambres à café » à cause de problèmes d’insalubrité et de sécurité relève de la compétence des communes auprès desquelles la mise en location de chambres doit être déclarée au préalable.

Conformément à l’article 5 de cette loi, en cas de décision de fermeture, il appartient à l’exploitant, voire au propriétaire, de pourvoir au logement des occupants. À défaut, le bourgmestre y pourvoit pour le compte et aux frais du propriétaire ou de l’exploitant. Les coûts liés au logement comprennent les frais de déménagement, les frais d’huissier et les frais de loyers qui en résulteraient. Le logement des occupants concernés par une fermeture au sens de l’alinéa 1^{er} doit être pris en charge par le propriétaire ou l’exploitant pour une durée maximale de trois mois. Par la suite, le loyer est de nouveau à charge des personnes reléguées.

Dans ce contexte, je me permets d’apporter les précisions suivantes aux questions posées par le député.

Actuellement, le Ministère du Logement ne dispose que des informations en provenance de la SNHBM et du Fonds du Logement pour ce qui est de la typologie des logements mis en location.

Ainsi, les deux promoteurs publics, Fonds du logement et SNHBM, disposent de 170 logements locatifs pouvant être occupés par des personnes individuelles et 664 logements pouvant être occupés par une personne ou un couple.

Il n’y a pas de collaboration particulière du Ministère avec l’Agence immobilière sociale dans ce contexte, étant donné que les acteurs de la gestion locative sociale ne jouent pas un rôle spécifique dans le

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

relogement des personnes ayant perdu leur logement suite à une décision de fermeture.

Évidemment, le Ministère soutient plus particulièrement une trentaine d'acteurs mettant en œuvre la gestion locative sociale dans leurs efforts de mobiliser des logements du marché privé en vue d'une mise à disposition à des personnes qui vivent des problèmes pour se loger décentement. (voir sous : <https://logement.public.lu/fr/locataire/gestion-locative-sociale.html>)

Ainsi, l'État participe aux frais de gestion de ces acteurs à raison d'un forfait de 120 € par mois et par logement géré. S'y ajoute un forfait supplémentaire par contrat pour les logements gérés en colocation.

Actuellement, quelque 1.100 logements sont mis à disposition de cette manière dont plus de 220 dans les cantons de la circonscription Nord (20 %).

Pour ce qui est de la région visée, le Ministère soutient plus particulièrement les offices sociaux du Resonord, de la Nordstad et de Wiltz ainsi que la Ville de Diekirch dans leurs démarches de mobiliser des logements dans le cadre de la gestion locative sociale. Des échanges ont lieu régulièrement avec tous les acteurs de la GLS, par exemple récemment lors des ateliers organisés par le Ministère lors des Assises du logement en mai 2022.

Vaccin Monkeypox | Question **6661** (16/08/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 25. Juli huet de Conseil des maladies infectueuses eng iwwerschaftte Recommandatioun zum Asaz vum

Monkeypox Vaccin verëffentlecht. Lëtzebuerg krut 1.400 Dosen, fir d'Krankheet ze bekämpfen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung dës Recommandatiounen an alle Punkten nokommen?

Wann nee, wéi eng Recommandatiounen wieren hei betraff a firwat?

2. Huet Lëtzebuerg genuch Vaccinen, fir dës Recommandatiounen an der Praxis all ëmsetzen? Wann nee, wéi vill Vaccine braucht Lëtzebuerg, fir all deenen am Avis vum Conseil des maladies infectueuses genannte Persounengruppen eng Impfung ze offeréieren?

3. No wat fir enge Krittäre gouf decidéiert, wéi vill wéi een EU-Land u Vaccin kritt? Wéi gouf d'Fro nom Besoin hei definéiert?

Réponse (18/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

D'Regierung huet den 2. August 2022 decidéiert, d'Recommandatioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses vum 25. Juli fir d'Impfung géint Monkeypox ëmsetzen. D'Impfung huet och an deem Sënn de 16. August am Service national des maladies infectieuses ugefaangen.

Lëtzebuerg krut iwwert den europäesche Mechanismus vum „Joint Procurement“ via d'Health Emergency Response Authority (HERA) 1.440 Dosen Impfstoff an enger éischer Liwwerung, obwuel Lëtzebuerg initial 2.500 Dose gefrot hat. Dëst ass ze erklären, well d'Dosen nom pro rata vun der Bevëlkerung zwëschen den

EU-Länner verdeelt goufen. An Europa goufe sechs Länner (z. B. Frankräich an Däitschland) prioritär beliwwert, well d'Epidemie bei hinnen ugefaangen huet a si initial vill méi Fäll haten. Lëtzebuerg war bei der zweeter Ausliwwerung dobäi.

Eng weider Liwwerung vu Vaccin ass fir Enn des Joers virgesinn, woubäi nach kee genaue Liwwerdatum a keng genau Quantitéit vu Vaccin bekannt ass. Et ass och méiglech, dass verschidde Länner hir Dosen net all opbrauchen a si déi dann anere Länner zur Verfügung stellen.

Et ass aktuell net méiglech genau ze soen, ob Lëtzebuerg genuch Impfstoff huet, fir all d'Leit, déi vum Avis vum CSMI viséiert sinn, ze impfen, well et keng genau Statistiken iwwert d'Risikogruppe gëtt, a well dat vill vun der Impfbereitschaft vun de betraffene Leit ofhänkt. Frankräich huet eng Estimatioun opgestallt, no där si 250.000 Leit sollten impfen; dëst wier erofgerechent fir Lëtzebuerg (eis Populatioun ass ongeféier 100-mol méi kleng) eng ronn 2.500 Leit. Och wann a Frankräich d'Impfung elo schonn säit e puer Woche leeft, hunn sech bis elo awer manner wéi 40.000 Leit impfe gelooss. Zwëschen der Estimatioun an der Realitéit um Terrain läit also hei eng grouss Differenz.

D'Europäesch Medikamentenagence EMA ass och amgaangen ze evaluéieren, ob een aneren Administratiounsmodus et erlabe kéint, mat enger méi klenger Dosis pro Persoun ze impfen an doduerch eng méi grouss Unzuel u Leit am Ganze kënnen ze impfen. Falls d'EMA an deem Sënn eng Recommandatioun géif maachen, géif Lëtzebuerg déi aller Warscheinlechkeet no och iwwerhuelen.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE

POST
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799